

L'INTEGRALE

Plan Stratégique de Développement 2011-2030

De la République de Côte d'Ivoire

Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie

- Secteur ELECTRICITE
- Secteur HYDROCARBURES
- Secteur MINES ET GEOLOGIE
 - Projets d'urgence

ELECTRICITE

Le présent document, qui constitue l'annexe du rapport du secteur de l'Electricité classique et les Energies Nouvelles et Renouvelables, présente l'ensemble des fiches techniques des projets identifiés. Leur sélection a tenu compte des capacités financières et techniques de l'Etat de Côte d'Ivoire, des opportunités offertes à travers les partenariats en cours ou à venir et les niveaux de ressources mobilisables.

La mise en œuvre de ces projets pourrait nécessiter la réalisation d'études de faisabilité devant permettre d'affiner les données techniques et financières. Aussi, les coûts affichés dans le présent document sont-ils donnés à titre indicatif.

Le document comporte **66 projets** déclinés à partir de la vision du développement, des enjeux, des axes stratégiques et des objectifs spécifiques.

Chacune des fiches comporte 22 rubriques définies comme suit :

- Numéro de la fiche projet ou micro projet : c'est un numéro d'ordre permettant un repérage et une manipulation aisée des fiches projets
 - Nom du projet : c'est l'intitulé ou la désignation du projet ;
 - Code action : c'est un numéro permettant d'identifier l'action par rapport à l'enjeu, à l'axe stratégique, aux objectifs correspondants ;
1. Orientation : elle se rapporte à l'objectif de développement ;
 2. Objectif : il indique pourquoi le projet est réalisé ;
 3. Description de la situation : il s'agit de décrire la situation qui prévaut actuellement et qui est à la base de la formulation du projet ;
 4. Coûts des faiblesses : situent les efforts à accomplir
 5. Contraintes liées au projet : quels sont les facteurs ou les éléments susceptibles de compromettre la réussite du projet ;
 6. Bénéficiaires : catégorie de la population pour laquelle le projet est entrepris ;
 7. Actions antérieures ou en cours : il s'agit d'indiquer les activités déjà entreprises ou en cours de réalisation se rapportant au projet en question ;
 8. Stratégies de mise en œuvre : c'est l'ensemble des méthodes techniques, d'organisation et de collaboration qui sera utilisé pour mettre en œuvre les actions ;
 9. Activités à réaliser : décrit comment le projet compte atteindre ses objectifs. Ce sont les actions nécessaires à mener pour réaliser le projet ;
 10. Marqueurs de progrès (indicateurs) : mesures qualitatives ou quantitatives visant à un suivi d'un état à atteindre ;
 11. Période d'exécution : c'est la période nécessaire pour atteindre les objectifs fixés ;
 12. Maître d'ouvrage : c'est l'institution responsable (propriétaire) du projet ;
 13. Maître d'œuvre : c'est l'institution responsable de la mise en œuvre du projet ;
 14. Partenaires : ceux sont des acteurs qui participent diversement à l'exécution du projet, à des niveaux différents de responsabilité. Cette participation peut se faire sous forme financière, sous forme matérielle ou sous forme d'expertise ;
 15. Coût prévisionnel : combien va coûter le projet ;
 16. Contributions souhaitées : c'est l'apport en espèce ou en nature par les bénéficiaires du projet. Dans le cas d'un cofinancement extérieur, c'est la décomposition du montant à financer localement, entre la Commune et les bénéficiaires du projet
 17. Gains attendus : dans le cadre de projets à rentabilité économique, ils permettent d'apprécier le retour sur l'investissement

18. Impact sur les OMD/ su l'environnement : il s'agit d'indiquer comment le projet contribue à la mise en œuvre des objectifs du millénaire par le développement (OMD). Mais également d'indiquer les débats ou les effets néfastes du projet sur l'environnement
19. Charges récurrentes : il s'agit de préciser la prise en compte des charges pesant normalement sur le fonctionnement du projet

Les projets sont déclinés selon les **quatre (4) Domaines d'Activités Stratégiques (DAS)** retenus, eux-mêmes déclinés en axes stratégiques :

- i. Adéquation offre électricité d'origine classique-demande
 - a. Promotion de l'efficacité énergétique.
 - b. Réhabilitation des ouvrages de production.
 - c. Développement de politiques de conquête de marchés.
 - d. Augmentation des capacités de production : Thermique, Hydraulique.
- ii. Contribution des Energies Nouvelles et Renouvelables.
- iii. Mesures d'accompagnement : Cadre institutionnel.
- iv. Equilibre financier.

Abréviations et sigles

- EEN & R : Electricité, Energies Nouvelles & Renouvelables
- AOD : Adéquation Offre vs Demande
- PEE : Promotion de l'Efficacité Energétique
- REHA : Réhabilitation
- DMAR : Développement des Marchés
- CAPTHER : Capacité thermique
- CAPHYD: Capacité hydraulique
- CONN: (Inter)Connexion
- CIRH : Cadre Institutionnel et renforcement des Ressources Humaines
- FIN : Viabilité Financière
- CT : Court Terme
- MT : Moyen Terme
- LT : Long Terme

RECAPITULATIF DES PROJETS PAR DOMAINE D'ACTIVITES STRATEGIQUES (DAS)

No	DAS	PREVISIONS SELON PROJETS RECENSES				
		Cumul (Millions F CFA)	Etat Côte d'Ivoire		Autres sources de financement	
			Millions F CFA	%	Millions F CFA	%
1	Adéquation offre électricité d'origine classique-demande	3 371 100.0	210 330.0	6.4	3 060 770.0	93.6
2	Energie durable par le développement des sources d'énergie nouvelles et renouvelables	522 469.8	20 037.5	3.8	502 432.3	96.2
3	Cadre institutionnel, Renforcement des capacités, Organisation	7 600.0	1 600.0	21.1	6 000.0	78.9
4	Viabilité financière	82 000.0	82 000.0	100.0	-	-
Cumul		3 883 169.8	313 967 .5	8.1	3 569 202.3	91.9

Le coût prévisionnel du plan de développement du secteur de l'Electricité classique et des Energies Nouvelles & Renouvelables du Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie est évalué à 3 883.2 milliards de franc CFA. Les investissements productifs sont confiés au secteur privé et l'Etat assure son rôle régalien de mise en place des règles, de leur contrôle et de la promotion.

Liste des projets

DAS/Axes Stratégiques	N° fiches Projets	Titre du projet	Coûts					Période réalisation proposée		
			Coût total (Millions F CFA)	Part Etat CI		Part autres		CT (2011-2015)	MT (2016- 2020)	LT (2021-2030)
				Millions F CFA	%	Millions F CFA	%			
DAS N°1: Adéquation de l’offre en électricité d’origine classique et de la demande										
Promotion efficacité énergétique	1	Approvisionnement en urgence de 5 transformateurs	4 000	-		4 000		X		
	2	Promotion de l’efficacité énergétique en matière d’éclairage dans le secteur public	2 000	1 500		500		X		
	3	Gestion et économie d’énergie dans les bâtiments publics	2 300	1 380		920		X		
	4	Suivi de la consommation d’électricité de l'Etat	5 000	3 000		2 000		X		
	5	Eclairage Public efficace	11 800	1 782		10 098		X		
	6	Lampes basse consommation au niveau résidentiel	11 000	10 500		500		X		
	7	Audit énergétique des complexes hôteliers et administratifs de Yamoussoukro.	500	350		150		X		
	8	Maitrise de l'Energie dans les secteurs Public et Privé (MEPP)	2 300	1 380		920		X	x	x
	9	Audit du système de climatisation et d’éclairage dans les bâtiments administratifs d'Abidjan	3 150	2 200		950		X	X	
	10	Maitrise de l'Energie dans les 20 Centres Hospitaliers (MECH) de Cote d'Ivoire	3 000	800		2 200		X	X	
	11	Efficacité énergétique dans l’industrie	1 500 (*)	1 000		500		X	X	
	12	Labellisation des appareils électroménagers	1 000	700		300			x	

	Cumul promotion efficacité énergétique		47 630	24 592	51.6	23 038	48.4			
Réhabilitation	13	Projet d'Urgence de Réhabilitation du Secteur de l'Electricité (PURE)	24 200			24 200	-	X		
	14	Programme BOAD	29 000	4 060		24 940		X		
	15	Réhabilitation des ouvrages de production - BUYO	9 170	6 200		2 970		X		
	16	Réhabilitation des équipements de distribution	125 000	125 000					X	
	17	Réhabilitation des équipements de transport	187 000			187 000			X	
	Cumul réhabilitation		374 370	135 260	36.1	239 110	63.9			
Développement des marchés	18	Extensions de réseau électrique	400	400					X	
	19	Subvention des branchements	3 000	-		3 000			x	
	20	Alimentation électrique des quartiers peri-urbain sous équipé et quartier précaire	23 000	2 300		20 700		X		
	Cumul développement marchés		26 400	2 700	10.2	23 700	89.8			

(*) : Etudes

DAS/Axe Stratégique	N° fiches Projets	Titre du projet	Coûts					Période réalisation proposée		
			Coût total (Millions F CFA)	Part Etat CI		Part autres		CT (2011-2015)	MT (2016- 2020)	LT (2021-2030)
				Millions F CFA	%	Millions F CFA	%			
DAS N°1: Adéquation de l'offre en électricité d'origine classique et de la demande										
Augmentation capacités production/Thermique	21	Centrale thermique tampon (150 MW)	125 000	-		125 000	-	X		
	22	Azito Phase 3)	200 500	-		200 500	-	X	x	
	23	CIPREL IV	150 000	-		150 000	-	X	x	
	24	Treichville	235 000	-		235 000	-	X	x	
	25	Centrale thermique à cycle combiné à Abatta (450 MW)	250 000	-		250 000	-	X	x	
	26	Centrale thermique à cycle combiné 1 (450 MW)	250 000	-		250 000	-		x	
	27	Centrale thermique à cycle combiné 2 (450 MW)	250 000	-		250 000	-		X	
	28	Centrale thermique à cycle combiné 3 (450 MW)	250 000	-		250 000	-			X
	29	Centrale thermique à cycle combiné 4 (450 MW)	250 000	-		250 000	-			x
	Cumul augmentation capacités/thermique		1 960 500	-	0.0	1 960 500	100.0			
Augmentation capacités production/Hydraulique	30	Construction du barrage de Soubré (270 MW)	305 000	30 500		274 500		X	X	
	31	Sassandra/ Gribopoli : 112 MW	630 (*)			630			X	
	32	Sassandra/ Bou Toubré	630 (*)			630			X	
	33	Sassandra/ Louga : 270 MW	630 (*)			630				X
	34	Sassandra/ Kouroukoro : 29 MW	800 (*)			800				X
	35	Barrage de Bolouméré	630 (*)			630				X

	36	Barrage de TAHIBLI : 18 MW	800 (*)			800				X
	37	Barrage Drou	16 000	1 600		14 400				X
	38	Barrage sur Agnéby	800 (*)	320		480			x	
	39	Barrage Aboisso/Bia	8 600	-		8 600			X	
	40	Barrage Aboisso/Comoé	250 000	-		250 000				x
	Cumul augmentation capacités/hydraulique		584 520	32 420	5.5	552 100	94.5			
Augmentation capacités production/Itransport & interconnexions	41	Interconnexion Côte d'Ivoire -MALI	47 000	658		46 342		X		
	42	Doublement de l'interconnexion Côte d'Ivoire-Ghana en 330 kV	22 150	14 700		7 450			X	
	43	Interconnexion Côte d'Ivoire – Libéria-Sierra Leone-Guinée	208 530		-	208 530	-		X	
	Cumul augmentation capacités/Interconnexions		277 680	15 358	5.5	262 322				
Cumul DAS 1 : adéquation offre vs demande			3 271 100	210 330	6.4	3 060 770	93.6			

(*) : Etudes

DAS/Axe Stratégique	N° fiches Projets	Titre du projet	Coûts					Période réalisation proposée		
			Coût total (Millions F CFA)	Part Etat CI		Part autres		CT (2011-2015)	MT (2016- 2020)	LT (2021-2030)
				Millions F CFA	%	Millions F CFA	%			
DAS N° 2: Contribution des EN & R										
Augmentation capacités production/EN & R	44	Evaluation du potentiel national des sources d'énergie renouvelable	1 328 (*)	929.5		398.5		X		
	45	Promotion EN & R pour communauté rurale	1 631.8	400		1 231.8		X		
	46	Production d'électricité à partir de biomasse (électrification décentralisée)	98 400	2 952		95 448		X		
	47 & 48	Unité de production d'électricité à partir des déchets solides (Districts d'Abidjan et de Yakro)	8 300	1 300		7 000		X		
	49	Electrification des localités rurales par système photovoltaïque	7 150	1 788		5 362		X		
	50	Projet pilote éclairage public par système photovoltaïque	2 000	2 000		-		X		
	51	Réhabilitation décharge d'Akouédo et valorisation du biogaz	22 000	-		22 000		X		
	52	Etude de pré faisabilité d'un programme électronucléaire	5 600 (*)	5 600		A/D			X	
	53	Centrales solaires de 2 MW	6 560	1 968		4 592			X	
	54	Projet éolien de 6 MW	4 000	1 000		3 000			x	
	55	Unité de production d'énergie à partir du traitement des déchets de la décharge d'Anyama	263 000	-		263 000		X		

	56	Cogénération	7 500	2 100		5 400		x		
	57	Centrale solaire PCCI 01	95 000	-		95 000			X	
	Cumul DAS N° 2 : Contribution des EN & R		522 469.8	20 037.5	3.8	502 432.3	96.2			
DAS N° 3 : Mesures accompagnement/Cadre Institutionnel										
capacités production/ltrans port & interconnexions	58	Code E	100	100				X		
	59	Loi E	2 800	1 400		1 400		X		
	60	Gestion des emplois	100 (*)	100				X		
	61	Institut	4 600	A/D		4 600		x	x	
Cumul DAS 3 : Mesures accompagnement/Cadre Institutionnel			7 600	1 600	21.1	6 000	78.9			

(*) : Etudes

A/D : A déterminer

DAS/Axe Stratégique	N° fiches Projets	Titre du projet	Coûts					Période réalisation proposée		
			Coût total (Millions F CFA)	Part Etat CI		Part autres		CT (2011-2015)	MT (2016- 2020)	LT (2021- 2030)
				Millions F CFA	%	Millions F CFA	%			
DAS no 4 : Mesures accompagnement/Equilibre financier										
	62	Lutte contre la fraude, les vols, actes de vandalisme	22 000	22 000		-	-	x	x	
	63	Apurement des dettes du secteur de l'électricité	60 000	400		-	-	x		
	64	Baisse prix gaz naturel	A/D	A/D		-	-	x		
	65	Etude tarifaire dans secteur de l'électricité	A/D	A/D		-	-	x		
	66	Révision des contrats de vente d'électricité à l'export	A/D	A/D		-	-	x		
	Cumul DAS no 4 : Mesures accompagnement/Equilibre financier		82 000	82 000	100.0		-			
Plan de développement du secteur de l'Electricité classique et des EN & R			3 883 169.8	313 967.5	10.4	3 569202.3	91.9			

(*) : Etudes

A/D : A déterminer

**FICHES PROJETS DU DOMAINE D'ACTIVITE STRATEGIQUE N°1 :
ADEQUATION DE L'OFFRE EN ELECTRICITE D'ORIGINE CLASSIQUE ET DE LA
DEMANDE**

Fiche n° 1

Projet	Approvisionnement de 5 Transformateurs
Code action	EEN & R_AOD/PEE/CT_1

1. **Orientation** : Renforcer le réseau électrique de Transport – Distribution d'électricité.
2. **Objectif** : Améliorer la desserte des populations et la continuité du service.
3. **Description de la situation** : La qualité de service est dégradée et le branchement de nouveaux clients n'est pas aisé.

4. **Coût des risques (faiblesses) :**

- Internes : En 2010, l'énergie non distribuée était de 33 GWh dont 25 GWh pourraient être économisés. Soit une perte évaluée à 12,5 milliards Fcfa/ an. La non réalisation du projet conduirait à une aggravation de cette situation estimée à 10%, soit **1,25** milliards F CFA/an ;

END 2010	TMC 2010	TMC réf 2000	Coût END	Risques
33 GWh	55,51 h	13,6 h	500 Fcfa/kWh	+10%

- Externes : Sans Objet ;
 - Métier : Risque d'explosion des transformateurs existants saturés (800 millions F CFA par transformateur).
5. **Contraintes liées au projet** : Non disponibilité des transformateurs.
 6. **Bénéficiaires** : Secteur ivoirien de l'Electricité ; Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau ; Population vivant en Côte d'Ivoire, Consommateurs d'énergie électrique (Ménages et Industriels).
 7. **Actions antérieures ou en cours** : Le programme PURE – PPU.
 8. **Stratégies de mise en œuvre** : Conclure le marché pour l'approvisionnement en urgence des cinq premiers transformateurs avec STA.

9. **Activités à réaliser :**

Il s'agit de la fourniture et de la mise en œuvre du matériel :

- Trois (3) transformateurs 90/33/16,5 kV de 36 MVA ;
- Deux (2) transformateurs 90/33/16,5 de 24 MVA.

10. **Marqueurs de progrès (indicateur) :**

- 2 mois : Phase études, ingénierie et approbation ;
- 6 mois : Phase fabrication ;
- 1 mois : Phase essais ;
- 1 mois : Phase installation.

11. **Période d'exécution** : CT ; le projet sera exécuté sur une durée de 10 mois à partir de 2012.

12. **Maître d'ouvrage** : Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie, CIE autorisé à agir en qualité de maître d'ouvrage délégué.
13. **Maître d'œuvre** : Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE).
14. **Partenaires** : L'Etat de Côte d'Ivoire représenté par les acteurs du secteur ivoirien de l'électricité : La SOGEPE pour la phase de recherche de financement ; La SOPIE dans la phase de réalisation du projet ; la CIE pour l'exploitation des réseaux de transport et de distribution.
15. **Coûts prévisionnels** : Obtenu après une consultation restreinte de trois (3) candidats GTG, JST et STA en exigeant des candidats d'apporter le financement. Montant du moins disant : 4 000 millions F CFA :
 - Etude (3%) : 120 millions F CFA ;
 - Equipement (90%) : 3 600 millions F CFA ;
 - Fonctionnement (7%) : 280 millions F CFA.
16. **Contributions souhaitées** : Privés extérieurs (STA) : 100%.
17. **Gains attendus** : en cours de détermination
18. **Impact sur les ODM/Environnement** : à déterminer.
19. **Financement des charges récurrentes** : La Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) est chargée de l'entretien et de la maintenance des transformateurs.

Fiche n° 2

Projet	Promotion de l'efficacité énergétique en matière d'éclairage dans le secteur public
Code action	EEN & R_AOD/PEE/CT_

1. **Orientation** : Promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie dans le secteur public.
2. **Objectifs** : Réduire la consommation d'électricité par la transformation du marché de l'éclairage à efficacité élevée et par l'élimination progressive des ampoules incandescentes des secteurs résidentiels, municipaux et institutionnels de Côte d'Ivoire.
3. **Description de la situation** : La Côte d'Ivoire compte un peu plus de 1 000 000 consommateurs de l'électricité basse tension en 2010. L'éclairage représente approximativement 50% de la demande de puissance dans le secteur domestique et 30% dans les bâtiments publics, soit environ 880 GWh par an de l'électricité consommée. En remplaçant des produits d'éclairage de meilleur rendement, il est possible de réaliser une économie d'environ 60% en cinq (5) ans.
4. **Coût des risques (faiblesses)** :
 - Internes : non mobilisation du financement, résistances des distributeurs, coût prohibitif des lampes basses consommation ; non observance de la nouvelle réglementation sur les produits d'éclairage.
 - Externes : instabilité politique.
 - Métier :
5. **Contraintes liées au projet** : bonne pénétration du marché par les produits d'éclairage à mauvais rendement ; coût très bas des produits d'éclairage à mauvais rendement ; délais souvent long pour les changements de comportement.
6. **Bénéficiaires** : secteur de l'électricité ; populations ivoiriennes ; Etat.
7. **Actions antérieures ou en cours** : étude de pré faisabilité achevée ; enregistrement auprès du secrétariat général du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)
8. **Stratégies de mise en œuvre** : Le projet d'éclairage public efficacité vise à lever les barrières à l'utilisation massive des systèmes efficaces d'éclairage d'énergie en Côte d'Ivoire à savoir: (1) la mise à jour des politiques d'efficacité énergétique, des normes et des directives sur les applications d'éclairage; (2) le renforcement des capacités institutionnelles et techniques; (3) la diffusion de l'information et l'éducation du consommateur; (4) le développement et mise en œuvre de mécanismes appropriés de financement; (5) l'atténuation de l'impact sur l'environnement de la diffusion des lampes basse consommation. Le projet portera spécifiquement sur la promotion des produits économes en énergie tels que les rétrofluo, les lampes fluorescentes de compact (LFC), les lampes à décharge à haute intensité, les ballasts pour les rétrofluo et les appareils d'éclairage à haute efficacité.
9. **Activités à réaliser** : renforcer la Politique et la réglementation en faveur de l'éclairage à efficacité élevée, renforcer les capacités en matière de création du marché de l'éclairage à efficacité élevée, améliorer la qualité des produits d'éclairage, diffuser des lampes à efficacité élevée dans les secteurs résidentiel, commercial, éclairage public et le bâtiment publics, Informer et sensibiliser les consommateurs

10. Marqueurs de progrès (indicateurs) :

- 1 an : la loi est adoptée et des décideurs et différentes parties prenantes ont une meilleure prise des consciences ;
- 2 ans : les standards sur les lampes à efficacité élevée sont approuvés et des projets pilotes sont réalisés ;
- 3 ans : information et sensibilisation sur les produits d'éclairage à efficacité élevée sont réalisées.

11. Période d'exécution : court terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 36 mois à partir de 2012.

12. Maître d'ouvrage : Direction Générale de l'Energie

13. Maître d'œuvre : Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) : agence d'exécution

14. Partenaires : FEM, ANARE, CIE, CODINORM, Ministère de l'environnement, Ministère du commerce, Ministère de l'Industrie, RTI, importateurs et vendeurs de produit d'éclairage

15. Coûts prévisionnels :

- Etude : 450 millions F CFA
- Equipement : 1 400 millions F CFA
- Fonctionnement : 150 millions F CFA

16. Contributions souhaitées

- Etat de CI : 1 500 millions F CFA, soit 75 %
- Institutionnels (FEM) : 500 millions F CFA, soit 25 %

17. Gains attendus : en cours de détermination

18. Impact sur les OMD/Environnement : OMD N°7 : Garantir un environnement durable à travers la réduction de nos émissions de gaz à effet de serre (réduction annuelle d'émissions de GES à la fin du projet de 0,42 MtCO₂/an).

19. Financement des charges récurrentes : Pas de charges récurrentes.

Fiche n° 3

Projet	Gestion et économie d'énergie dans les bâtiments publics
Code action	EEN & R_AOD/PEE/CT_

1. **Orientation** : Amélioration de l'utilisation finale de l'électricité
2. **Objectifs** :
 - Eliminer la superposition des pointes,
 - piloter et à coordonner des charges optimisées en fonction des scénarii d'usage,
 - établir la facture électrique journalière et mensuelle pour comparaison avec la facture CIE ;
 - superviser et à suivre les performances des bâtiments
3. **Description de la situation** : un parc important des grands bâtiments tant publics que privés représentant 40,2% de la consommation annuelle d'électricité du pays qui s'est établi à 3 400 GWh en 2007 ; ce parc de constructions est aujourd'hui vieillissant car il a été réalisé à la fin des années 70-80, période qui correspondait à une ère de relative prospérité économique en Côte d'Ivoire ; l'Etat lui-même est un gros consommateur d'énergie, la facture d'électricité des bâtiments publics a été évaluée en 2009 à plus de 27 milliards de FCFA ; Le projet « Gestion et économie d'énergie dans les bâtiments publics » consiste en l'installation de système de gestion automatique de l'ensemble des équipements qui consomment l'énergie électrique dans les bâtiments publics concernés ; La phase pilote concerne huit (8) bâtiments administratifs, que sont :

NOM	POINT DE LIVRAISON	KW MAX ANNUELLE	KWH (2009)	MONTANT FCFA
MINIST CONSTR URBANI	CITE ADMINIS TOUR D	1005	5 620 500	417 078 680
MINIST CONSTRUCTION	CITE ADMINIST TOUR C	1125	6 118 500	370 037 085
MINISTERE CONS URBA	CITE ADMINIS TOUR E	1020	5 262 000	355 267 265
MINISTERE CONS URBA	ADJAME IMM ADMINIST TOUR A&B	1290	4 284 000	274 044 915
MINISTERE TELECOM	IMMEUBLE POSTEL 2001	1000	5 049 746	319 419 418
IMMEUBLE CCIA	IMMEUBLE CCIA	978	5 113 893	290 043 678
MINST MINES ENERGIE	IMMEUBLE EECI	990	5 180 820	296 187 479
TOTAL			36 629 459	2 322 078 520

4. Coût des risques (faiblesses)

- Internes : Augmentation de la puissance de pointe
L'énergie totale consommée dans les bâtiments visés est de 36 700 000 kWh ; soit environ 2 330 000 000 F CFA /an . La Puissance moyenne correspondante est de 5,23 MW si on considère que la demande de cette puissance est maintenue sur 80% de l'année. L'étude préalable sur la détermination du profil de consommation de ces bâtiments a permis d'évaluer l'énergie gaspillée à environ 14 900 000 kWh/an, représentant environ 850 000 000 FCFA/an

L'énergie totale consommée dans les services (32,7 % de la consommation totale) est de 969 000 MWh ; soit environ 55 400 000 000 FCFA avec 57,17 FCFA/kWh

La Puissance moyenne correspondante est de 138,14 MW si on considère que la demande de cette puissance est maintenue sur 80% de l'année

L'énergie gaspillée dans les services (35% de la consommation) est de 339 000 MWh/an, représentant environ 19 400 000 000 FCFA/an

- Externes :

- Métier :

5. **Contraintes liées au projet** : Expertise avérée d'une seule entreprise locale, Non adhésion du secteur privé au projet.
6. **Bénéficiaires** : Etat, population, structures privées
7. **Actions antérieures ou en cours** : Profil énergétique des bâtiments cibles réalisé, campagne de formation du personnel de conduite des équipements énergétiques: FNR 1987
8. **Stratégies de mise en œuvre** : Assistance de l'expertise de l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF) pour la mise en place du programme
9. **Activités à réaliser**
 - Elaboration du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) pour la réalisation du projet
 - Lancement et attribution du marché
 - Mise en place de la gestion technique et autonome des bâtiments concernés
 - Réaliser le profil énergétique des structures privées
10. **Marqueurs de progrès (indicateurs)** :
 - 1 an : Elaboration du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) pour la réalisation du projet, Lancement et attribution du marché
 - 2 ans : mise en place de la gestion technique dans les bâtiments cibles (30% du parc de l'Etat)
 - 3 ans : mise en place de la gestion technique du bâtiment dans l'ensemble du parc de l'Etat
 - 5 ans : réalisation du profil énergétique des structures privées ciblées
11. **Période d'exécution** : Court Terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 5 ans à partir de 2012.
12. **Maître d'ouvrage** : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie
13. **Maître d'œuvre** : Direction Générale de l'Energie
14. **Partenaires** : Bailleurs de fonds, CIE, LYNAYS
15. **Coûts prévisionnels** : 2 300 millions F CFA

Etude : 300 M F CFA

Equipement : 2 000 MF CFA
16. **Contributions souhaitées** : Etat CI : 60 %, soit 1 380 MF CFA ; Institutionnels : 40 %, soit 920 MF CFA
17. **Gains attendus** : A l'étude

18. **Impact sur les ODM/Environnement** : Réduction des GES à travers la réduction de la consommation d'énergie électrique d'origine thermique.

19. **Financement des charges récurrentes** : Inclus dans le coût du projet

Fiche n° 4

Projet :	Suivi de la consommation d'électricité de l'Etat
Code action	EEN & R_AOD/PEE/CT_

1. Orientation : Amélioration de l'utilisation finale de l'électricité

2. Objectifs :

- réduire les consommations énergétiques de l'Etat par le contrôle et l'analyse de la facturation des abonnés de l'Etat
- réaliser la formation des gestionnaires des bâtiments de l'Etat

3. Description de la situation : un parc important des grands bâtiments tant publics que privés représentant 40,2% de la consommation annuelle d'électricité du pays ; ce parc de constructions est aujourd'hui vieillissant car il a été réalisé au cours des années 70-80, période qui correspondait à une ère de relative prospérité économique en Côte d'Ivoire ; l'Etat lui-même est un gros consommateur d'énergie, la facture d'électricité des bâtiments publics a été évaluée en 2009 à plus de 27 milliards de FCFA ; ces factures ne sont pas transmises directement aux exploitants des bâtiments de l'Etat ; chaque année, les erreurs de facturation et les diverses pénalités représentent plus de 2 milliards de F CFA.

4. Coût des risques (faiblesses)

Internes : Diverses pénalités sur les factures des bâtiments de l'Etat ; coût : 2 milliards de FCFA

Externes :

Métier :

5. Contraintes liées au projet : suivi et contrôle de la facturation effectué par le Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (LBTP) logé au Ministère des Infrastructures Economiques.

6. Bénéficiaires : Parc immobilier de l'Etat, Gestionnaires du parc

7. Actions antérieures ou en cours : campagne de formation du personnel de conduite des équipements énergétiques: FNR 1987

8. Stratégies de mise en œuvre : Assistance de l'expertise de l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF) pour la mise en place du programme.

9. Activités à réaliser : Mettre en place des ressources humaines et un dispositif informatique permettant d'analyser les factures d'électricité de l'Etat et à appliquer les mesures de redressement y résultant ; Former les gestionnaires des bâtiments de l'Etat.

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

1 an : base de données informatisées permettant le suivi et le contrôle de la facturation des abonnés de l'Etat mis en place ; recrutement et formation de ressources humaines pour l'exploitation de la base de données ; gestionnaires des bâtiments de l'Etat formés.

- 3 ans : les bâtiments cibles pilotés automatiquement ; les gestionnaires des bâtiments de l'Etat formés.

- 11. Période d'exécution :** Court terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 5 ans à partir de 2012.
- 12. Maître d'ouvrage :** Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie
- 13. Maître d'œuvre :** Direction Générale de l'Energie
- 14. Partenaires :** Bailleurs de fonds, CIE, LBTP, UEMOA, IEPF

15. Coûts prévisionnels : 5 000 millions F CFA

- Etude : 2 000 millions F CFA
- Equipement : 3 000 millions F CFA

16. Contributions souhaitées

- Etat CI : 60 %, soit 3 000 millions F CFA
- Institutionnels : 40 %, soit 2 000 millions F CFA

17. Gains attendus : A l'étude**18. Impact sur les ODM/Environnement :** Réduction des GES à travers la réduction de la consommation d'énergie électrique d'origine thermique.**19. Financement des charges récurrentes :** Inclus dans le coût du projet

Fiche n° 5

Projet	Eclairage public efficace
Code action	EEN & R_AOD/PEE/CT_

1. **Orientation** : Amélioration de l'efficacité énergétique de l'éclairage public

2. **Objectifs**

- amélioration de l'efficacité énergétique de l'éclairage public
- réalisation des économies (d'énergie et financières) sur les coûts d'exploitation
- réduction de la production de gaz à effet de serre

3. **Description de la situation** : Le parc de foyers d'éclairage public de la Côte d'Ivoire est composé de 74 033 lampes mixtes soit 22% du parc d'éclairage public. Or ces lampes sont moins performantes sur le plan du rendement énergétique et de l'éclairement par rapport aux lampes à vapeur de sodium qui comptent pour 73% du parc d'éclairage public.

4. **Coût des risques (faiblesses) :**

Internes : non mobilisation du financement, qualité des travaux de mise en œuvre

Externes : instabilité politique ; vols et acte de vandalisme sur le réseau

Métier :

5. **Contraintes liées au projet** : faibles retour sur l'investissement à cause du tarif de l'éclairage public qui est bas ; parc de l'éclairage public étendu sur l'ensemble du territoire national.

6. **Bénéficiaires** : secteur de l'électricité, populations ivoiriennes, Etat.

7. **Actions antérieures ou en cours** : Etude de préfaisabilité achevée.

8. **Stratégies de mise en œuvre** : Le projet consiste au remplacement des lampes mixtes 160 W et 250 W du parc d'éclairage public ivoirien en lampes Haute Pression (SHP). Ce sont 74 033 foyers EP de type Mixte qui sont concernés :

- Remplacement des lampes mixtes 160 W : Le parc d'éclairage public ivoirien comporte 37 406 lampes mixtes 160 W qui seront remplacées par des lampes SHP 100W ;
- Remplacement des lampes mixtes 250 W : Le parc d'éclairage public ivoirien comporte 36 627 lampes mixtes 250 W qui seront remplacées par des lampes SHP 150 W.

La stratégie de mise en œuvre sur le plan technique se résume comme suit :

- 1) la dépose de la totalité des lampes mixtes (74 033) ;
- 2) le recyclage des anciennes lampes (stockage, destruction, sécurisation environnementale) ;
- 3) la pose de 37 406 lampes SHP 100W ;
- 4) la pose de 36 627 lampes SHP 150W.

9. **Activités à réaliser** :

- Recherche de financement ;
- Etude de faisabilité ;

- Etude d’Avant projet Détaillé ;
- Examen des Dossiers d’Appel d’Offres ;
- Supervision des travaux ;
- Suivi Evaluation.

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- De 0 à 1 mois : validation des études d’exécution
- De 2 à 6 mois : fourniture de matériels
- Du 4^{ème} au 11^{ème} mois : exécution travaux
- Au 12^{ème} mois: réception provisoire
- Du 13^{ème} au 24^{ème} mois : réception définitive

11. **Période d’exécution** : Court terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 24 mois à partir de 2012.

12. **Maître d’ouvrage** : Direction Générale de l’Energie

13. **Maître d’œuvre** : Société d’Opération Ivoirienne d’Electricité

14. **Partenaires** : CIE

15. **Coûts prévisionnels** : 11 880 millions F CFA

- Etudes : 457 millions F CFA
- Equipement : 9 132 millions F CFA
- Imprévus : 479 millions F CFA
- Taxes : 1 812 millions F CFA

16. Contributions souhaitées

- Etat de CI : 1 782 millions F CFA, soit 15 %
- Privés extérieurs : 10 098 millions F CFA, soit 85 %

17. **Gains attendus** : A l’étude

18. **Impact sur les OMD/Environnement : OMD N°7 : Garantir un environnement durable** à travers la réduction de nos émissions de gaz à effet de serre (économie de 16 088 tonnes CO2 éq./an ; économie de la consommation d’énergie de 28 GWh/an)

19. **Financement des charges récurrentes** : Ce projet requiert une maintenance régulière du réseau d’éclairage public des lampes SHP installées. La maintenance consiste au remplacement des lampes usagées et des autres composants du luminaire. La maintenance a lieu une fois les trois (3) ans.

Fiche n° 6

Projet	Diffusion de cinq (5) millions de lampes basse consommation en milieu résidentiel en Côte d'Ivoire
Code action	EEN & R_AOD/PEE/CT_

1. **Orientation** : Maîtrise de la demande nationale d'énergie électrique.
2. **Objectif** :
 - Réduire la consommation nationale d'énergie électrique;
 - Réduire la facture énergétique nationale ;
 - Réduire les pertes techniques dues à la saturation de certains ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique ;
 - Réduire les émissions de gaz à effet de serre.
3. **Description de la situation**
 - Utilisation excessive des lampes à incandescence peu efficaces ;
 - Déficit de production variant de 30 à 60 MW en période de pointe.
4. **Coût des risques (faiblesses) : préciser hypothèses et calculs**

RISQUES	HYPOTHESES DE CALCUL	COUT DES FAIBLESSES	DEFINITIONS
Risque interne			<p>P_{ecp} : économie estimée de Puissance sur l'éclairage, vue du coté de la production</p> <p>P_{pt}: déficit de puissance à la pointe en MW</p> <p>D_{fl} : durée de fonctionnement en heures de l'éclairage domestique</p> <p>D_{pt} : durée de la pointe en heure</p> <p>T_{mv} : Tarif moyen de vente de l'électricité en FCFA/kWh</p> <p>T_{mp} : Tarif moyen de production de l'électricité à base thermique FCFA/kWh</p> <p>C_{dr}: Coût de risques en FCFA/an</p> <p>T_{end}: Tarifs de valorisation des END</p>
Déficit de puissance de 30 à 60 MW à la pointe	$C_{dr} = P_{pt} \times D_{pt} \times N_{ja} \times T_{mv}$ $C_{dr} = (30 \text{ ou } 60) \times 5 \times 365 \times 46$	3 à 6,5 milliards FCFA /an	
Surconsommation (100 MW)	$C_{dr} = P_{ecp} \times D_{fl} \times N_{ja} \times T_{mp}$ $C_{dr} = 120 \times 3,5 \times 365 \times 46$	7milliards FCFA/an	
Risque externe			
Impact économique du	$C_{dr} = P_{pt} \times D_{pt} \times N_{ja}$	27 à 55	

déficit de puissance	$X T_{end}$ $C_{dr} = (30 \text{ ou } 60) \times 5 \times 365 \times 500$	milliards FCFA /an	qui prend en compte le préjudice causé aux abonnés N_{ja} : Nombre de jours dans une année
----------------------	--	-----------------------	---

5. Contraintes liées au projet

- Répartition sur l'ensemble du territoire national des cibles du projet ;
- Collecte et destruction d'un nombre important de lampes à incandescence ;
- Collecte et destruction des lampes basse consommation en fin de vie (elle contient de petite quantité de mercure).

6. **Bénéficiaires** : Les abonnés domestiques de la CIE ; L'Etat de Côte d'Ivoire ; Le secteur de l'Electricité.

7. Actions antérieures ou en cours :

- Enquête référence au niveau résidentiel pour connaître le nombre, le type de lampes et la durée d'utilisation des lampes a été réalisée
- Etudes de définition pour définir le cout et les modalités de mise en Œuvre du projet est en cours de validation

8. Stratégies de mise en œuvre :

- Distribution de quatre (4) lampes par ménages à raison de 300 FCFA/ lampes
- Remplacement des lampes par des entreprises privées agréées par le projet
- Campagne de communication intense pour garantir l'adhésion des cibles au projet

9. Activités à réaliser :

La réalisation du projet nécessitera l'exécution des activités suivantes :

- l'étude de définition ;
- l'acquisition des lampes basse consommation ;
- la communication ;
- la distribution des lampes ;
- la collecte et destruction des lampes à incandescence ;
- la gestion du projet ;
- le suivi et évaluation.

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- En 4 mois : Cinq (5) millions de lampes basse consommation sont acquises ;
- En 10 mois : Cinq (5) millions de lampes basse consommation sont Installées et autant de lampes à incandescence sont collectées et détruites ;
- En 12 mois : le suivi-évaluation du projet est réalisé.

11. **Période d'exécution** : court terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 12 mois à partir de 2012.

12. **Maître d'ouvrage** : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie ; Ministère de l'Economie et des Finances

13. **Maître d'œuvre** : Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE) ; Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE)

14. **Partenaires** : Banque Mondiale, CIE, ANARE, Entreprises privées

15. Coûts prévisionnels :

- Coût unitaire de lampes : 1 700 FCFA
- Le fonctionnement comprend : Les prestations autres que les études et l'acquisition des lampes (équipement)

Montant Total : 11 000 millions F CFA dont :

- Etude (0,5%) : 50 millions F CFA
- Equipement (76 ,5%) : 8 450 millions F CFA
- Fonctionnement (23%) : 2 500 millions F CFA

16. Contributions souhaitées

- Etat de CI : 10 500 millions F CFA, soit 86%
- Privés locaux : 500 millions F CFA, soit 14%

17. Gains attendus : A l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement

- **ODM N°1 : réduire l'extrême pauvreté et la faim** à travers la réduction des dépenses énergétiques de ménages (économies financières d'environ 7 milliards FCFA/an pour l'ensemble des ménages) ;
- **ODM N°7 : Garantir un environnement durable** à travers la réduction de nos émissions de gaz à effet de serre (réduction annuelle d'émissions de GES à la fin du projet de 104 tonnes CO2/an).

19. Financement des charges récurrentes : Une provision annuelle de 50 millions FCFA devra être budgétisée pour assurer la collecte et la destruction des lampes basse consommation en fin de vie.

Fiche n° 7

Projet	Audit énergétique des complexes hôteliers et administratifs de Yamoussoukro
Code action	EEN & R_AOD/PEE/CT_

1. **Orientation** : Amélioration de l'utilisation finale de l'électricité

2. **Objectifs**

- évaluer le potentiel d'économie d'énergie en se basant sur l'évolution technologique et le changement de comportement sociétal,
- proposer des mesures pour diminuer la facture énergétique des établissements.

3. **Description de la situation**

- Le secteur non-résidentiel (public et privé) occupe 25% de la consommation annuelle d'électricité du pays
- le parc de constructions est vieillissant car il a été réalisé à la fin des années 70-80
- la plupart des équipements de techniques installés dans les bâtiments (éclairage, climatisation, force motrice, etc.) ont atteint leur durée de vie
- les édifices sont dans leur ensemble, de gros consommateurs d'énergie, ce qui alourdit les dépenses de l'Etat et de fonctionnement pour les gestionnaires de ces édifices.
- un potentiel d'économie d'énergie estimée à environ 30% de la consommation annuelle d'électricité selon l'étude du PNUD/FEM ;
- au titre de l'année 2009, les dix (10) bâtiments cibles du projet ont enregistré une consommation électrique de près de 26 GWH soit une dépense de près 1,7 milliards de francs.

4. **Coût des risques (faiblesses)**

Internes :

- Augmentation de la consommation d'électricité de l'Etat 30% de 1,7 milliards de FCFA/an. Soit environ 500 millions de FCFA/an
- Investissement pour l'accroissement du parc de production d'électricité
Hypothèse : 1 kWh produit coûte 3 fois plus chère que 1 kWh économisé.

Investissement : 3 x 500 millions de FCFA. Soit 1,5 milliards de FCFA

Externes : Augmentation de l'intensité énergétique du pays

Métier :

5. **Contraintes liées au projet** : Manque de compétences locales pour l'audit

6. **Bénéficiaires** : Etat/Entreprises privées/Populations

7. **Actions antérieures ou en cours**

- Projet d'Audit dans les Bâtiments publics
- Etude de cas – Projet d'efficacité énergétique en Côte d'Ivoire – Mars 1993
- Projet FEM/BM/IEPF de développement du marché de l'efficacité énergétique en Côte d'Ivoire sur la période 2000-2005

8. Stratégies de mise en œuvre

9. Activités à réaliser

- La visite et l'inspections des bâtiments. L'inspection insistera sur les sources de consommation énergétique telles que :
 - L'éclairage
 - La climatisation
 - La force motrice
 - Les locaux techniques (Poste de transformateurs, poste de suppression de l'eau, les TGBT etc. les groupes secours)
 - La piscine
 - Le stockage de l'eau chaude
 - Les panneaux solaires du chauffe eau.
 - Les circuits d'alimentations (électricité, eau, gaz et fuel)
- Les mesures
 - pour quantifiés les consommations énergétiques par point de consommation puis la classification en fonction de l'importance des consommations énergétiques (la tension électrique, l'intensité, le facteur de puissance, les débits d'eau et d'air etc).
 - Des conditions climatiques (températures, taux d'hygrométrie)
- L'analyse
 - de la facturation des énergies
 - du taux d'occupation du bâtiment
 - des mesures de consommations énergétiques
 - des grandeurs climatiques
 - de l'utilisation du bâtiment
- La proposition de mesures chiffrées
 - Sur les protections thermiques à mettre en place sur les différents bâtiments en fonction de leur orientation.
 - Sur la technologie de climatisation compte tenu du taux d'occupation. (la climatisation DRV serait plus économe avec des faible taux d'occupation)

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 1 an : les bâtiments administratifs et les complexes hôteliers audités
- 2 ans : Recommandations des audits mis en œuvre

11. **Période d'exécution** : Court terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 5 ans à partir de 2012.

12. **Maître d'ouvrage** : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie

13. **Maître d'œuvre** : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie

14. **Partenaires** : Bailleurs de fonds, ESE,

15. **Coûts prévisionnels** : 500 millions F CFA (Etude)

16. Contributions souhaitées

- Etat CI : 70. %, soit 350 millions F CFA
- Institutionnels : 30 %, soit 150 millions F CFA

17. **Gains attendus** : A l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement :

- Lutte contre la pauvreté à travers la promotion de l'efficacité énergétique

- Réduction des GES à travers la maîtrise de la consommation d'énergie électrique d'origine thermique.

19. Financement des charges récurrentes : Inclus dans le coût du projet

Fiche n° 8

Projet	Maitrise de l'Energie dans les secteurs Public et Privé (MEPP)
Code action	EEN & R_AOD/PEE/CT_

1. **Orientation** : Amélioration de l'utilisation finale de l'électricité

2. **Objectifs**

- Eliminer la superposition des pointes,
- piloter et à coordonner des charges optimisées en fonction des scenarii d'usage,
- établir la facture électrique journalière et mensuelle pour comparaison avec la facture CIE ;
- superviser et à suivre les performances des bâtiments

3. **Description de la situation**

- un parc important des grands bâtiments tant publics que privés représentant 40,2% de la consommation annuelle d'électricité du pays qui s'est établi à 3 400 GWh en 2007,
- ce parc de constructions est aujourd'hui vieillissant car il a été réalisé à la fin des années 70-80, période qui correspondait à une ère de relative prospérité économique en Côte d'Ivoire.
- l'Etat lui-même est un gros consommateur d'énergie, la facture d'électricité des bâtiments publics a été évaluée en 2009 à plus de 27 milliards de FCFA.

4. **Coût des risques (faiblesses)**

Internes : Augmentation de la puissance de pointe

L'énergie totale consommée dans les services (32,7 % de la consommation totale) est de 969 000 MWh ; soit environ 55 400 000 000 FCFA avec 57,17 FCFA/kWh. La Puissance moyenne correspondante est de 138,14 MW si on considère que la demande de cette puissance est maintenue sur 80% de l'année. L'énergie gaspillée dans les services (35% de la consommation) est de 339 000 MWh/an, représentant environ 19 400 000 000 FCFA/an

Externes :

Métier :

5. **Contraintes liées au projet** : Non adhésion du secteur privé au projet.

6. **Bénéficiaires** : Etat, structures privées

7. **Actions antérieures ou en cours**

- Profil énergétique des bâtiments cibles réalisé
- campagne de formation du personnel de conduite des équipements énergétiques: FNR 1987

8. **Stratégies de mise en œuvre** : Assistance de l'expertise de l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF) pour la mise en place du programme

9. **Activités à réaliser**

- Mettre en place une gestion technique et autonome des bâtiments de l'Etat
- Réaliser le profil énergétique des structures privées

10. **Marqueurs de progrès (indicateur)** :

- 1 an : mise en place de la gestion technique du bâtiment dans 30% du parc de l'Etat
- 3 ans : mise en place de la gestion technique du bâtiment dans l'ensemble du parc de l'Etat
- 5 ans : réalisation du profil énergétique des structures privées ciblées

11. **Période d'exécution** : long terme ; 20 ans à partir de 2012
12. **Maître d'ouvrage** : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie
13. **Maître d'œuvre** : Direction Générale de l'Energie
14. **Partenaires** : Bailleurs de fonds, CIE, LYNAYS
15. **Coûts prévisionnels** : 2 300 millions F CFA
 - Etude : 300 millions F CFA
 - Equipement : 2 000 millions F CFA
16. **Contributions souhaitées**
 - Etat CI : 60 %, soit 1 380 millions F CFA
 - Institutionnels : 40 %, soit 920 millions F CFA
17. **Gains attendus** : A l'étude
18. **Impact sur les ODM/Environnement** : Réduction des GES à travers la réduction de la consommation d'énergie électrique d'origine thermique.
19. **Financement des charges récurrentes** : Inclus dans le coût du projet

Fiche n° 9

Projet	Audit du système de climatisation et d'éclairage dans les bâtiments administratifs d'Abidjan
Code action	EEN & R_AOD/PEE/CT_

1. **Orientation** : Amélioration de l'utilisation finale de l'électricité
2. **Objectifs** : Ce Projet vise à réduire les consommations d'électricité dans les bâtiments administratifs et complexes hôteliers
3. **Description de la situation**
 - Le secteur non-résidentiel (public et privé) occupe 25% de la consommation annuelle d'électricité du pays ;
 - le parc de constructions est vieillissant car il a été réalisé au cours des années 70-80
 - la plupart des équipements de techniques installés dans les bâtiments (éclairage, climatisation, force motrice, etc.) ont atteint leur durée de vie
 - les édifices sont dans leur ensemble, de gros consommateurs d'énergie, ce qui alourdit les dépenses de l'Etat et de fonctionnement pour les gestionnaires de ces édifices.
 - un potentiel d'économie d'énergie estimée à environ 30% de la consommation annuelle d'électricité selon l'étude du PNUD/FEM ;
4. **Coût des risques (faiblesses)**

Internes : Augmentation de la consommation d'électricité de l'Etat

Externes :

Métier :
5. **Contraintes liées au projet** : Manque de compétences locales pour l'audit
6. **Bénéficiaires** : Etat/Populations
7. **Actions antérieures ou en cours**
 - Projet d'Audit dans les Bâtiments publics
 - Etude de cas – Projet d'efficacité énergétique en Côte d'Ivoire – Mars 1993
 - Projet FEM/BM/IEPF de développement du marché de l'efficacité énergétique en Côte d'Ivoire sur la période 2000-2005
8. **Stratégies de mise en œuvre** : Mise en œuvre du projet en collaboration avec le LBTP
9. **Activités à réaliser**
 - Sélection des bâtiments administratifs à auditer
 - Elaboration des Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) pour l'audit et la mise en œuvre
 - Lancement et attribution des marches
 - Réalisation des audits
 - Mise en œuvre des recommandations des audits
10. **Marqueurs de progrès (indicateur)** :
 - 1 an : les bâtiments administratifs à auditer sélectionnés ; les DAO élaborés et les marchés attribués
 - 2 ans : les audits réalisés

- 5 ans : Recommandations des audits mis en œuvre

11. Période d'exécution : le projet sera exécuté sur une durée de 20 ans à partir de 2012

12. Maître d'ouvrage : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie

13. Maître d'œuvre : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie

14. Partenaires : Bailleurs de fonds, ESE

15. Coûts prévisionnels : 3 150 millions F CFA

- Etude : 150 millions F CFA
- Equipement : 3 000 millions F CFA

16. Contributions souhaitées

- Etat CI : 70 %, soit 2 200 millions F CFA
- Institutionnels : 30 %, soit 950 millions F CFA

17. Gains attendus : A l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement :

- Lutte contre la pauvreté à travers la promotion de l'efficacité énergétique
- Réduction des GES à travers la maîtrise de la consommation d'énergie électrique d'origine thermique.

19. Financement des charges récurrentes : Inclus dans le coût du projet

Fiche n° 10

Projet	Maitrise de l'Energie dans les 20 Centres Hospitaliers (MECH) de Cote d'Ivoire
Code action	EEN & R_AOD/PEE/CT_

1. **Orientation** : Amélioration de l'utilisation finale de l'électricité
2. **Objectifs** : Réduire les consommations d'électricité dans les vingt (20) Centres Hospitaliers de Cote d'Ivoire.
3. **Description de la situation**
 - Le secteur non-résidentiel (public et privé) occupe 25% de la consommation annuelle d'électricité du pays
 - la plupart des équipements de techniques installés dans les CHUs (éclairage, climatisation, force motrice, etc.) ont atteint leur durée de vie
 - les CHUs sont dans leur ensemble, de gros consommateurs d'énergie, ce qui alourdit les dépenses de l'Etat et de fonctionnement pour les gestionnaires de ces édifices.
 - En 2009, la facture d'électricité des 3 CHUs d'Abidjan et de celui de Bouaké s'est établit à environ 1 000 000 000 FCFA, soit une consommation de 15 850 000 kWh.
 - un potentiel d'économie d'énergie estimée à environ 30% de la consommation annuelle d'électricité selon l'étude du PNUD/FEM ;
4. **Coût des risques (faiblesses)**

Internes : Augmentation de la consommation d'électricité de l'Etat ; Coût : 30% de 1 000 000 000 FCFA ; soit 300 000 000 F CFA

Externes :

Métier :
5. **Contraintes liées au projet** :
6. **Bénéficiaires** : Etat/Populations
7. **Actions antérieures ou en cours**
 - Projet d'Audit dans les Bâtiments publics
 - Etude de cas – Projet d'efficacité énergétique en Côte d'Ivoire – Mars 1993
 - Projet FEM/BM/IEPF de développement du marché de l'efficacité énergétique en Côte d'Ivoire sur la période 2000-2005
8. **Stratégies de mise en œuvre** : Mise en œuvre du projet en collaboration avec le Ministère de la santé
9. **Activités à réaliser**
 - Audit des 20 CHU/Rs
 - Formation des services techniques des 20 CHU/Rs
 - Mise en œuvre des recommandations des audits
10. **Marqueurs de progrès (indicateur)** :
 - 1 an : 10 CHU/Rs audités et leurs services techniques formés
 - 2 ans : 10 CHU/Rs audités et leurs services techniques formés

- 5 ans : Recommandations des audits mis en œuvre

11. Période d'exécution : Court terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 5 ans à partir de 2012

12. Maître d'ouvrage : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie

13. Maître d'œuvre : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie

14. Partenaires : Bailleurs de fonds, ESE, Ministère de la santé

15. Coûts prévisionnels : 3 000 millions F CFA

- Etude : 1 000 millions F CFA
- Equipement : 2 000 millions F CFA

16. Contributions souhaitées

- Etat CI : 60 %, soit 800 millions F CFA
- Institutionnels : 40 %, soit 1 200 millions F CFA

17. Gains attendus : à l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement :

- Lutte contre la pauvreté à travers la promotion de l'efficacité énergétique
- Réduction des GES à travers la maîtrise de la consommation d'énergie électrique d'origine thermique.

19. Financement des charges récurrentes : Inclus dans le coût du projet

Fiche n° 11

Projet	Efficacité énergétique dans l'industrie
Code action	EEN & R_AOD/PEE/CT_

1. **Orientation** : Amélioration de l'utilisation finale de l'électricité2. **Objectifs**

- créer un marché pour le développement des ESE à travers la subvention des études dans le secteur privé et industriel
- réaliser l'audit énergétique de 10 industries gros consommateur d'électricité (plus de 1 000 000 kWh/an) ;
- former les responsables -Energie aux notions d'économie d'énergie ;

3. **Description de la situation**

- Le secteur non-résidentiel (public et privé) occupe 25% de la consommation annuelle d'électricité du pays
- un potentiel d'économie d'énergie estimée à environ 30% de la consommation annuelle d'électricité selon l'étude du PNUD/FEM ;
- manque d'incitations économiques (subventions) aux entreprises privées pour la mise en œuvre de programme d'efficacité énergétique ;
- plus de 85% des dépenses énergétiques des entreprises sont facturées par la CIE ;
- moins de 5% des entreprises ont une politique formalisée axée sur l'efficacité énergétique ;
- plus de 20% des entreprises sont sujettes à des pénalités pour dépassement de puissance souscrite ;
- plus de 30% des entreprises sont sujettes à des pénalités liées au mauvais facteur de puissance.¹

4. **Coût des risques (faiblesses)**

Internes : Investissement pour l'accroissement du parc de production d'électricité ; Consommation mini. des 10 entreprises : 10 x 1 000 000 kWh/an ; soit 10 GWh/an ; Economie escomptée : 30% de 10 GWh/an ; soit 3 GWh/an ; Hypothèse : taux de disponibilité de 70% et 600 millions de FCFA / MW thermique installé ; Temps de fonctionnement : 8 760 h x 70% ; soit 6 130 heures ; Puissance du groupe : 3 000 MWh / 6 130 heures ; soit 0,5 MW ; Investissement mini. : 600 millions de FCFA/MW x 0,5 MW ; soit 300 millions de FCA

Externes : à définir

Métier : à définir

5. **Contraintes liées au projet**

- Accords de l'Etat pour subventionner les études dans le secteur privé
- Manque de compétences locales pour l'audit du secteur industriel

6. **Bénéficiaires** : Etat/Entreprises privées7. **Actions antérieures ou en cours**

- Projet d'Audit dans les Bâtiments publics

¹ Enquête préliminaire pour programme d'amélioration de l'efficacité énergétique des entreprises en Afrique de l'Ouest.

- Etude de cas – Projet d’efficacité énergétique en Côte d’Ivoire – Mars 1993
- Projet FEM/BM/IEPF de développement du marché de l’efficacité énergétique en Côte d’Ivoire sur la période 2000-2005

8. Stratégies de mise en œuvre : Mise en œuvre du projet en collaboration avec le patronnât

9. Activités à réaliser

- Mise en place de la subvention à accorder aux entreprises ;
- Sélection d’une entreprise de service éco-énergétique
- Prédiagnostic énergétique
 - point globale sur la situation énergétique du site, avec avis d’un expert (électricité, gaz, fuel, vapeur, eau chaude, eau surchauffée, fluides thermiques, eau glacée, eau glycolée, détente directe, air comprimé, vide, eau, process, etc....)
 - identification par utilité ou par application, le potentiel d’améliorations techniques et de réduction des coûts
 - définir et cibler par ordre de priorité un plan d’actions sur mesures
 - réalisation d’une première approche à un coût limité
- Expertise instrumentée
 - évaluation de la perte d’énergie occasionnée par l’application identifiée
 - détermination des travaux et de l’investissement nécessaires
 - détermination du temps de retour sur investissement
- Mise en place d’un système intelligent de planification et de gestion de l’efficacité énergétique.

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 1 an : La décision de subvention des entreprises privées est prise
- 2 ans : Les entreprises privées auditées
- 5 ans : Recommandations des audits mis en œuvre

11. Période d’exécution : le projet sera exécuté sur une durée de 20 ans à partir de 2012

12. Maître d’ouvrage : Ministère des Mines, du Pétrole et de l’Energie

13. Maître d’œuvre : Ministère des Mines, du Pétrole et de l’Energie

14. Partenaires : Bailleurs de fonds, ESE, CCI-CI

15. Coûts prévisionnels : 1 500 millions F CFA (Etude)

16. Contributions souhaitées

- Etat CI : 70 %, soit 1 000 millions F CFA
- Institutionnels : 30 %, soit 500 millions F CFA

17. Gains attendus : A l’étude

18. Impact sur les ODM/Environnement :

- Lutte contre la pauvreté à travers la promotion de l’efficacité énergétique
- Réduction des GES à travers la maîtrise de la consommation d’énergie électrique d’origine thermique.

19. Financement des charges récurrentes : Inclus dans le coût du projet

Fiche n° 12

Projet	Labellisation des appareils électroménagers
Code action	EEN & R_AOD/PEE/MT_

1. **Orientation** : Amélioration de l'utilisation finale de l'électricité
2. **Objectifs** : améliorer l'efficacité énergétique chez les ménages en mettant sur le marché des appareils avec de très bons rendements énergétiques.

3. Description de la situation

- En Cote d'Ivoire la consommation d'énergie électrique des ménages reste très importante. En 2008 la vente d'électricité BTA majoritairement constituée par la consommation des ménages représentait près de 47% du total des ventes contre 40% pour les ventes HTA qui sont constituées par la consommation industrielle, tertiaire et administrative.
- Au niveau des ménages l'éclairage est la première source de consommation, suivi par la consommation des appareils électroménagers de la chaîne du froid surtout le réfrigérateur et/ou congélateur qui reste branchés en permanence puis vient la climatisation.
- Le taux d'équipement des ménages en appareils électroménagers reste relativement faible à peine 0,2% pour le réfrigérateur.
- Chaque année les appareils d'occasion représentent plus de 80% de toutes les nouvelles acquisitions d'appareils par les ménages.
- La Cote d'Ivoire est dépourvu de toute réglementation et standards sur les appareils électroménagers.
- Les appareils d'occasion de première génération bien qu'ils soient très moins chers à l'achat sont 40% voir 60% moins performants énergétiquement que la dernière génération

4. Coût des risques (faiblesses)

Internes : Augmentation de la consommation d'électricité des ménages

Externes :

Métier :

5. Contraintes liées au projet :

6. Bénéficiaires : Etat/Populations

7. Actions antérieures ou en cours

- Projet d'Audit dans les Bâtiments publics
- Etude de cas – Projet d'efficacité énergétique en Côte d'Ivoire – Mars 1993
- Projet FEM/BM/IEPF de développement du marché de l'efficacité énergétique en Côte d'Ivoire sur la période 2000-2005

8. Stratégies de mise en œuvre

9. Activités à réaliser

- élaboration de normes et standards concernant les appareils électroménagers et les économies d'énergie.
- les normes doivent être approuvées et faire l'objet d'une loi au niveau de l'assemblée nationale,

- mise en place d'un laboratoire pour effectuer les mesures et contrôles pour l'attribution des étiquettes
- étiquetage en conformité avec la norme et les standards adoptés. Cette phase se décompose en deux :
 - La définition du processus de l'étiquetage
 - Les mesures et contrôle pour attribuer l'étiquette correspond aux différents appareils.

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 1 an : Normes élaborées et approuvées au niveau de l'assemblée nationale
- 2 ans : Mis en place du laboratoire
- 5 ans : 70% des appareils électroménagers étiquetés

11. Période d'exécution : moyen terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 5 ans à partir de 2016

12. Maître d'ouvrage : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie

13. Maître d'œuvre : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie

14. Partenaires : Bailleurs de fonds, CCI-CI

15. Coûts prévisionnels : 1 000 millions F CFA (Equipements)

16. Contributions souhaitées

- Etat CI : 70 %, soit 700 millions F CFA
- Institutionnels : 30 %, soit 300 millions F CFA

17. Gains attendus : A l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement :

- Lutte contre la pauvreté à travers la promotion de l'efficacité énergétique
- Réduction des GES à travers la maîtrise de la consommation d'énergie électrique d'origine thermique.

19. Financement des charges récurrentes : Inclus dans le coût du projet

Fiche N° 13

Projet	Projet d'Urgence de Réhabilitation du Secteur de l'Electricité (PURE)
Code action	EEN & R_AOD/REHA/CT_

1. **Orientation** : Amélioration de la qualité de l'offre d'électricité et de la rentabilité financière du secteur de l'électricité.
2. **Objectif** : Le PURE vise à faire baisser le nombre de coupures d'électricité, les coûts d'exploitation et d'entretien et les pertes d'énergie électrique à travers :
 - Le remplacement des équipements de distribution obsolètes et /ou surchargés par un matériel de pointe plus efficace ;
 - L'extension et la reconfiguration du réseau de distribution ;
 - La promotion des activités de gestion de la demande.
3. **Description de la situation** :
 - Augmentation des pertes d'énergie du réseau plus de 25% ;
 - Dégradation de la qualité de service (TMC est passé de 13 heures en 2000 à 56 heures en 2010)
 - Prolifération des branchements électriques anarchiques et illégaux ;
 - Atteinte des limites de capacité du réseau de transport et de distribution.
4. **Coût des risques (faiblesses)** :

Internes :

 - les pertes globales du réseau de plus de 25% entraînent une perte de chiffre d'affaire de 35 milliards FCFA/an ;
 - En 2010, l'énergie non distribuée était de 33 GWh dont 25 GWh pourraient être évités. Soit une perte évaluée à 12 milliards F CFA/ an.

Externes : Sans Objet

Métier : sans objet
5. **Contraintes liées au projet** : La Cellule de coordination du projet comprend plusieurs structures différentes.
6. **Bénéficiaires** : Populations du District d'Abidjan, de Yamoussoukro, des régions de Gagnoa, Gueyo, Agnibiliékro, Ferké, Laboa, Zagné, Bondoukou
7. **Actions antérieures ou en cours** :
 - Les processus de passation des marchés sont achevés.
 - Plusieurs projets sont en cours de mise en œuvre.
8. **Stratégies de mise en œuvre** :
 - Mettre en place une cellule de coordination du projet regroupant les structures du secteur de l'électricité ;
 - Préparer et lancer les consultations conformément aux directives nationales et de la banque en matière de passation de marché ;

- Faire réaliser les études et travaux ;
- Faire une revue périodique du programme à travers la transmission d'un rapport d'avancement à la Banque mondiale.

9. Activités à réaliser :

- ✓ **Réhabilitation et extension du réseau de distribution :**
 - Extension du réseau de distribution dans l'agglomération d'Abidjan
 - Amélioration et reconfiguration du réseau de distribution en surcharge.
 - Travaux d'amélioration des stations secondaires HT/MT
 - Moyens logistiques pour la promotion de la gestion de la demande et le raccordement de nouveaux abonnés & renforcement de la capacité de supervision
- ✓ **Préparation de futurs investissements dans le réseau de transport:**
 - Etudes préparatoires pour l'extension et le renforcement du réseau HT dans le secteur de Grand Abidjan ;
 - Etudes préparatoires pour l'extension et le renforcement du réseau HT dans les régions de l'Est et de l'Ouest.
- ✓ **Appui institutionnel et supervision du Projet**
 - Assistance pour la mise en œuvre du projet.
 - Assistance pour la mise en œuvre de la lettre de politique énergétique

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 1 an : processus de passation de marchés achevé ;
- 2 ans : les études les travaux sont réalisés ; les fournitures attendus sont livrées
- ans : Phase essais.

11. **Période d'exécution** : court terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 3 ans à partir de 2012.

12. **Maître d'ouvrage** : Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie

13. **Maître d'œuvre** : Société de Gestion du Patrimoine du Secteur de l'Electricité (SOGPE)

14. Partenaires :

- DPP/DMP : gestion processus de passation des marchés
- Banque Mondiale : financement à travers le don
- SOPIE : équipe de coordination du projet
- DGE : équipe de coordination du projet
- CIE : équipe de coordination du projet

15. **Coûts prévisionnels** : 24 200 millions F CFA (48,4 millions \$US)

- Extension et réhabilitation du réseau de distribution (80%) : 19 300 millions F CFA (38,6 millions \$US) ;
- Préparation de futurs Investissements sur le réseau de transport (8%) : 1 850 millions F CFA (3,7 millions \$US) ;
- Appui et supervision du Projet (12%) : 3 050 millions F CFA (6,1 millions \$US).

16. **Contributions souhaitées** : Institutionnels : 100% ;

17. **Gains attendus** : A l'étude

18. **Impact sur les ODM/Environnement** : à déterminer

19. **Financement des charges récurrentes** : La Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) est chargée de l'entretien et de la maintenance des ouvrages à réaliser.

Fiche n° 14

Projet	Programme BOAD
Code action	EEN & R_AOD/REHA/CT_

1. **Orientation** : Organisation d'une meilleure exploitation du réseau électrique ivoirien et sécuriser l'alimentation de la clientèle nationale

2. **Objectifs** :

- Réduire l'énergie non distribuée due aux limites de capacité de certains ouvrages du réseau interconnecté de plus de 80% (soit plus de 10 GWh) ;
- Contribuer à la satisfaction des besoins en énergie électrique du réseau interconnecté par la production annuelle de 175 GWh.

3. **Description de la situation** :

- Dégradation de la qualité de service (TMC est passé de 13 heures en 2000 à 56 heures en 2010).
- Coûts d'exploitation élevés ;
- Réduction des exportations d'électricité vers les pays voisins,
- Limite de capacité du réseau de transport

4. **Coût des risques (faiblesses)** :

Internes : La non réalisation du projet ne permettra pas d'atteindre les objectifs objectivement vérifiables suivants :

- Réduction du Temps Moyen de Coupure TMC de 15h, soit un gain de 9 GWh en END, valorisé à 4,5 milliards de FCFA/an ;
- Réduction de l'Energie Non Distribuée de 10 GWh, soit 5 milliards Fcfa/an ;
- Production annuelle de 140 GWh du groupe n°3 de Vridi et de 35 GWh du groupe n°1 de Taabo, soit au total 175 GWh valorisé à 7,8 milliards Fcfa.
- Total : **17,3** milliards Fcfa/an.

Hypothèses :

END 2010	TMC	Coût END	Rendement 2010	Tarif moyen
33 GWh	55,51 h	500 Fcfa/kWh	74,4%	60 Fcfa/kWh

Externes : Sans Objet ;

Métier : sans objet

5. **Contraintes liées au projet** :

- Le respect des directives nationales et de la BOAD ralentissent la mise en œuvre du programme ;

- Contrepartie nationale à mobiliser ;
 - Les parties prenantes proviennent de plusieurs structures différentes
6. **Bénéficiaires** : Secteur ivoirien de l'Electricité ;Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau ; Population vivant en Côte d'Ivoire, Consommateurs d'énergie électrique (Ménages et Industriels).
7. **Actions antérieures ou en cours** : L'accord de prêt a été signé par le Ministère de l'Economie et de Finance et la rétrocession du prêt à la SOGEPE est en cours.
8. **Stratégies de mise en œuvre** :
- Satisfaire les conditions suspensives à la mise en vigueur du prêt ;
 - Mettre en place une cellule de coordination du projet regroupant les structures du secteur de l'électricité
 - Préparer et lancer les consultations conformément aux directives nationales et de la banque en matière de passation de marché ;
 - Faire réaliser les études et travaux ;
 - Faire une revue périodique du programme à travers la transmission d'un rapport d'avancement à la Banque mondiale.
9. **Activités à réaliser** :
- la réhabilitation d'équipements électromécaniques des centrales de Vridi, Taabo, Fayé, Anyamé 1 et Anyame 2
 - la construction du poste de transformation 225/90/30 kV de la Djibi ;
 - le renforcement du réseau interconnecté par l'acquisition et l'installation de quatorze (14) transformateurs
 - le renforcement du réseau de distribution de la ville d'Abidjan par la création de quatre (04) départs MT et le renouvellement des rames HTA du poste de Vridi. Marqueurs de progrès (indicateur) :
10. **Marqueurs de progrès (indicateur)** :
- 2 mois : Phase études, ingénierie et approbation ;
 - 20 mois : Approvisionnement ;
 - 12 mois : Travaux ;
 - 2 mois : Phase installation.
11. **Période d'exécution** : court terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 3 ans après la mise en vigueur du prêt.
12. **Maître d'ouvrage** : Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie
13. **Maître d'œuvre** : Société de Gestion du Patrimoine du Secteur de l'Electricité (SOGPE)
14. **Partenaires** :
- DPP/DMP : gestion du don et du processus de passation des marchés
 - BOAD : financement à travers le prêt sur le Fonds de développement Energie
 - SOPIE : équipe de coordination du projet

- DGE : équipe de coordination du projet
- CIE : équipe de coordination du projet

15. Coûts prévisionnels : 29 000 millions F CFA.

Etudes : 3% : 870 millions F CFA ;

Equipement : 77% : 22 330 millions F CFA ;

Fonctionnement : 20% : 5 800 millions F CFA.

16. Contributions souhaitées :

Etat CI : 14%, soit 4 060 millions F CFA ;

Institutionnels : 86%, soit 24 940 millions F CFA.

17. Gains attendus : A l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement : à déterminer.

19. Financement des charges récurrentes : La Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) est chargée de l'entretien et de la maintenance des ouvrages à réaliser.

Fiche n° 15

Projet	Réhabilitation des ouvrages de production - BUYO
Code action	EEN & R_AOD/REHA/CT_

1. **Orientation** : Sécurisation du parc de production par la réhabilitation du barrage hydroélectrique de Buyo de **165 MW**.

2. **Objectifs** :

- permettre une connaissance approfondie de la Réaction Alkali-Granulat (RAG) et ses conséquences (gonflement de béton, stabilité des ouvrages, effets sur les équipements électromécaniques), afin de trouver les solutions appropriées ;
- comprendre le comportement des ouvrages en béton siège des réactions afin de prévenir toutes les dégradations dommageables.
- réaliser une réhabilitation complète des équipements électromécaniques afin de leur permettre de fonctionner en respectant les limites de tolérance ;
- sécuriser la disponibilité de la puissance de Buyo **165 MW**.

3. **Description de la situation** : La centrale hydroélectrique de BUYO est le siège de réactions alcali-granulat. La réaction alcali-granulat se traduit par un gonflement du béton. Ce gonflement anisotrope a pour conséquence la déformation des ouvrages et l'apparition de fissures qui occasionnent des fuites importantes d'eau. Il est aussi à l'origine de la désolidarisation des pièces mécaniques du béton et la réduction importante des jeux fonctionnels des groupes turbo-alternateurs.

Ces différents désordres remettent en cause la sécurité des ouvrages, accélèrent la détérioration des pièces électromécaniques et réduisent considérablement la disponibilité des groupes. Enfin, ils compromettent la pérennité des ouvrages et de l'exploitation de la centrale de Buyo.

Le présent programme de réhabilitation devrait garantir la pérennité des ouvrages et de l'exploitation de l'aménagement de Buyo.

4. **Coût des risques (faiblesses)** :

- Internes : La non réalisation du projet, sans alternative viable, entrainerait un déficit énergétique de l'ordre de **1084 GWh** et un manque à gagner, sur les recettes projetées d'environ **48 milliards/an**.
- Hypothèses :

Nb d'heures / an	Disponibilité	Rendement réseau	Tarif moyen
8760 h	75%	74,4%	60 Fcfa/kWh

- Externes : Déplacement des populations ;
- Métier : Echec des solutions apportées pour combattre alcali-granulat.

5. Contraintes liées au projet :

- Absence de financement suite au retrait du principal Bailleur de Fonds (AFD) ;
- Retards importants dans l'exécution du projet.

6. Bénéficiaires :

- Secteur ivoirien de l'Electricité ;
- Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau de distribution et de la facturation ;
- Population vivant en Côte d'Ivoire, consommateurs d'énergie électrique (ménages et industriels).

7. Actions antérieures ou en cours :

Les actions suivantes ont été achevées :

- mise en vigueur des marchés le 27 décembre 2000 ;
- démarrage du projet en 2002 par la remise en état du groupe 1 ;
- réhabilitation du groupe 1 et remis en service.

8. Stratégies de mise en œuvre :

La stratégie de mise en œuvre est basée sur le programme suivant :

- étude du phénomène de gonflement des bétons ;
- travaux de génie civil : la reprise du second œuvre de l'usine, le renforcement du dispositif de drainage et d'étanchéité ;
- remise en état de la turbine et de l'alternateur des groupes n°1 et n°3 ;
- remise en état de l'alternateur du groupe n°2.

9. **Activités à réaliser :** Les activités suivantes ont été identifiées : réhabilitation de la turbine et de l'alternateur du groupe n°3, réhabilitation de l'alternateur du groupe n°2.

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 1 mois : mise en place du financement ;
- 6 mois : livraison des pièces à Abidjan ;
- 12 mois : exécution des travaux.

11. **Période d'exécution :** court terme ; le projet sera exécuté sur une période de 18 mois à partir de 2012.

12. **Maître d'ouvrage :** Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

13. **Maître d'œuvre :** Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE) ; Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE).

14. Partenaires :

- SOGEPE pour la phase de recherche de financement ;
- SOPIE dans la phase de réalisation du projet ;
- CIE pour l'exploitation.
- Autres Ministères : Ministère de l'Economie et des Finances

- Bailleurs de Fonds : Alstom, Agence Française de Développement (AFD).

15. **Coûts prévisionnels** : 9 170 millions F CFA

16. **Contributions souhaitées** : Depuis le retrait de l'AFD, le projet est entièrement financé par le secteur de l'électricité. Et cette situation devrait se poursuivre tant que l'AFD n'a pas repris sa coopération avec la Côte d'Ivoire.

- Etat CI : 68 % , soit 6 200 millions F CFA;
- Institutionnels : 32 %, soit 2 970 millions F CFA.

17. **Gains attendus** : A l'étude

18. **Impact sur les ODM/Environnement** : OMD (Objectif 7) : Préservation de l'environnement par l'utilisation d'une technologie réduisant les émissions de CO2.

19. **Financement des charges récurrentes** : Le Concessionnaire chargé de l'exploitation, CIE supporte la maintenance et le secteur ivoirien de l'électricité supporte les charges de grosses révisions.

Fiche n° 16

Projet	Réhabilitation des équipements de distribution
Code action	EEN & R_AOD/REHA/MT_

1. **Orientation :** Amélioration de la fourniture d'électricité et réduction des risques de disfonctionnement du réseau électrique.

2. **Objectif :**

- Améliorer la qualité de la fourniture d'électricité ;
- Réduire les pertes techniques.

3. **Description de la situation :** Le réseau de distribution est dans un état de vétusté et de dégradation avancé.

4. **Coût des risques (faiblesses) :**

Internes : la non réalisation du projet entrainerait une augmentation des pertes qui sont de 25,6% en 2010, correspondant à un gain prévisionnel de 10,11% soit 591 GWh et une économie sur les coûts de production de 22,50 milliards Fcfa/an.

Hypothèses :

Rendement 2010	Rendement mini admissible	Coût de production pondéré du kWh	Production 2010	Risques
74,4%	84,5%	38,02 Fcfa/kWh	5850 GWh	10,11%

Externes : Sans Objet ;

Métier : Augmentation des pertes techniques et non techniques.

5. **Contraintes liées au projet :** Contrainte financière ; la contribution de l'Etat à hauteur de 100% est requis.

6. **Bénéficiaires :**

- Secteur ivoirien de l'Electricité ;
- Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau ;
- Population vivant en Côte d'Ivoire, Consommateurs d'énergie électrique (Ménages et Industriels).

7. **Actions antérieures ou en cours :** Le Projet d'Urgence de Réhabilitation du secteur de l'Electricité (PURE) – PPU.

8. **Stratégies de mise en œuvre :**

Lancer un appel d'offre pour l'approvisionnement du matériel ;

Suivre l'exécution des prestations et travaux.

9. **Activités à réaliser** : Il s'agit de la fourniture et de la mise en œuvre du matériel de réseau HTA, BTA, de Postes de transformation HTA/BTA et de Foyers d'éclairage public.

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

Le planning de réalisation est le suivant :

- 18 mois : Approvisionnement des fournitures ;
- 12 mois : Travaux de montage ;
- 6 mois : Phase essais et mise en service.

11. **Période d'exécution** : moyen terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 3 ans à partir de 2016

12. **Maître d'ouvrage** : Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

13. **Maître d'œuvre** : Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE) ; Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE).

14. Partenaires :

- Les Collectivités territoriales;
- La SOPIE dans la phase de réalisation du projet ;
- et la CIE pour l'exploitation des réseaux de transport et de distribution.

15. **Coûts prévisionnels** : 125 000 millions F CFA

- Etude (3%) : 3 750 millions F CFA ;
- Equipement (90%) : 112 500 millions F CFA ;
- Fonctionnement (7%) : 8 750 millions F CFA.

16. **Contributions souhaitées** : Etat CI : 125 000 millions F CFA, soit 100%;

17. **Gains attendus** : A l'étude

18. **Impact sur les ODM/Environnement** : OMD : Objectif 1 : Réduction de la pauvreté par la densification du réseau de distribution d'électricité.

19. **Financement des charges récurrentes** : La Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) est chargée de l'entretien et de la maintenance du réseau de distribution.

Fiche n° 17

Projet	Réhabilitation des équipements de transport
Code action	EEN & R_AOD/REHA/MT_

1. **Orientation** : Réhabilitation des équipements de transport du réseau électrique ivoirien.
2. **Objectif** : renouveler les équipements de transport et de téléconduite du réseau électrique ivoirien.
3. **Description de la situation** : Certains équipements de transport sont vétustes, d'autres hors service. Il est impérieux de les réhabiliter afin de permettre la satisfaction des besoins en matière d'électricité et d'améliorer le service et la qualité du produit.

4. **Coût des risques (faiblesses) :**

Internes : En 2010, le réseau a transporté une production brute de 5850 GWh. L'accroissement escompté de +8% soit 468 GWh qui ne pourrait être transmise si le projet n'est pas réalisé, soit un manque à gagner sur les recettes de 28 milliards Fcfa/an;

Hypothèses :

Production 2010	Tarif moyen	Risques
5850 GWh	60 Fcfa/kWh	-8%

Externes : Sans Objet ;

Métier : Risque d'explosion des transformateurs existants saturés, de surchauffe des câbles, d'explosion des disjoncteurs.

5. **Contraintes liées au projet** : Contrainte financière : la contribution des Etats, de l'aide bilatérale et des partenaires au développement est requise.
6. **Bénéficiaires** :
Secteur ivoirien de l'Electricité ;
Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau ;
Population vivant en Côte d'Ivoire, Consommateurs d'énergie électrique (Ménages et Industriels).
7. **Actions antérieures ou en cours** : Le programme PURE – PPU.
8. **Stratégies de mise en œuvre** :
 - Réalisation des études de faisabilité ;
 - Réalisation des études d'impact environnemental ;
 - Confection des Dossier d'Appel d'Offres ;
 - Contrôle de l'exécution des prestations et des travaux ;
 - Réalisation des ouvrages.

9. **Activités à réaliser :** Il s'agit de la fourniture et de la mise en œuvre du remplacement des équipements vétustes identifiés par l'étude de faisabilité.

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 2 mois : Phase études, ingénierie et approbation ;
- 20 mois : Approvisionnement ;
- 12 mois : Travaux ;
- 2 mois : Phase installation.

11. **Période d'exécution : moyen terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 3 ans à partir de 2016.**

12. **Maître d'ouvrage :** Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie, CIE autorisé à agir en qualité de maître d'ouvrage délégué.

13. **Maître d'œuvre :** Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE) ; Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE).

14. Partenaires :

L'Etat de Côte d'Ivoire représenté par les acteurs du secteur ivoirien de l'électricité qui sont:

- La SOGEPE pour la phase de recherche de financement ;
- La SOPIE dans la phase de réalisation du projet ;
- et la CIE pour l'exploitation des réseaux de transport et de distribution.

15. **Coûts prévisionnels :** 187 000 millions F CFA.

Etudes : 3% : 5 610 millions F CFA ;

Equipement : 90% : 168 300 millions F CFA ;

Fonctionnement : 7% : 13 090 millions F CFA.

16. **Contributions souhaitées :** Institutionnels : 100%

17. **Gains attendus :** A l'étude

18. **Impact sur les ODM/Environnement :** à déterminer

19. **Financement des charges récurrentes :** La Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) est chargée de l'entretien et de la maintenance du réseau électrique.

Fiche n° 18

Micro projet :	Extensions de réseau électrique
Code action	EEN & R_AOD/DMAR/MT_

1. **Orientation** : Amélioration du taux d'accès des ménages à l'énergie électrique de +1%.
2. **Objectif** :
 - Assurer la fourniture d'électricité à tous les ménages en zones urbaine et rurale ;
 - Assurer la sécurisation des populations.
3. **Description de la situation** : Le réseau de distribution n'est pas assez dense dans certains quartiers se qui empêche le raccordement économique de nouveaux abonnés.
4. **Coût des risques (faiblesses)** :

Internes : La non réalisation du projet entrainerait une augmentation de la fraude de +1%, soit un manque à gagner de 0,2 milliards Fcfa/an.

Hypothèses :

Fraude	Risque
20 milliards Fcfa/an	+ 1%

Externes : Sans Objet ;

Métier : Augmentation de la fraude par des branchements anarchiques fait perdre 20 milliards F CFA par an au secteur électrique.

5. **Contraintes liées au projet** : Contrainte financière
6. **Bénéficiaires** :
 - Secteur ivoirien de l'Electricité ;
 - Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau ;
 - Population vivant en Côte d'Ivoire, Consommateurs d'énergie électrique (Ménages et Industriels).
7. **Cible** : Les Population vivant en Côte d'Ivoire, Consommateurs d'énergie électrique (Ménages et Industriels).
8. **Actions antérieures ou en cours** : Le Projet d'Urgence de Réhabilitation du secteur de l'Electricité (PURE) – PPU.
9. **Stratégies de mise en œuvre** : Lancer un appel d'offre.
10. **Activités à réaliser** : Il s'agit de la fourniture et de la mise en œuvre du matériel de réseau HTA, BTA, de Postes de transformation HTA/BTA et de Foyers d'éclairage public.
11. **Marqueurs de progrès (indicateur)** :

- 18 mois : Approvisionnement des fournitures ;
- 12 mois : Travaux de montage ;
- 6 mois : Phase essais et mise en service.

12. **Période d'exécution** : moyen terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 3 ans à partir de 2016.

13. **Maître d'ouvrage** : Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

14. **Maître d'œuvre** : Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE) ; Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE).

15. Partenaires :

- Les Collectivités territoriales;
- La SOPIE dans la phase de réalisation du projet ;
- et la CIE pour l'exploitation des réseaux de transport et de distribution.

16. Coûts prévisionnels : 400 millions F CFA

Etude (3%) : 12 millions F CFA ;

Equipement (90%) : 3 60 millions F CFA ;

Fonctionnement (7%) : 28 millions F CFA.

17. **Contributions souhaitées** : Etat CI : 100%.

18. **Gains attendus** : A l'étude

19. Impact sur les ODM/Environnement :

- OMD : Objectif 1 : Réduction de la pauvreté par la densification du réseau de distribution électrique en zone rurale et péri urbaine ;
- OMD : Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous par le raccordement systématique des écoles primaires ;
- OMD : Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile et post-infantile par le raccordement systématique des centre de santé ;
- OMD : Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle par le raccordement systématique des maternités.

20. **Financement des charges récurrentes** : La Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) est chargée de l'entretien et de la maintenance du réseau de distribution.

Fiche n° 19

Micro projet :	Subvention des branchements
Code action	EEN & R_AOD/DMAR/MT_

1. **Orientation** : Amélioration du taux d'accès des ménages à l'énergie électrique en subventionnant les branchements.
2. **Objectif** : subventionner de 50 000 F CFA le coût des branchements afin d'améliorer le taux d'accès des ménages en zone rurale au service électrique.
3. **Description de la situation** : Le taux d'accès des ménages au service électrique est évalué à 25%, ce qui est très faible. Cela est dû en partie au frein que constitue le coût de branchement qui est de l'ordre de 150 000 Fcfa.

4. **Coût des risques (faiblesses) :**

Internes : la non réalisation du projet entrainerait un risque de non raccordement de 60 000 Abonnés et un manque à gagner sur les recettes estimé à 2,7 milliards Fcfa/an.

Hypothèses :

Facture zone rurale	Facture zone péri urbaine	Risque Zone rurale	Risque Zone péri urbaine
30 000 Fcfa/an	60 000 Fcfa/an	30 000 Abonnés	30 000 Abonnés

Externes : Sans Objet ;

Métier : Augmentation de la fraude par des branchements anarchiques La fraude fait perdre 20 milliards Fcfa par an au secteur électrique.

5. **Contraintes liées au projet** : Contrainte financière ; la contribution des partenaires institutionnels est requise pour l'alimentation du Fonds.
6. **Bénéficiaires** : Secteur ivoirien de l'Electricité ; Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau ; 60 000 Abonnés vivant en zone rurale ou péri urbaine.
7. **Cible** : 60 000 Abonnés vivant en zone rurale ou péri urbaine.
8. **Actions antérieures ou en cours** : Le Projet d'Urgence de Réhabilitation du secteur de l'Electricité (PURE) – PPU.
9. **Stratégies de mise en œuvre** :
 - Alimenter un Fonds de subventions branchements ;
 - Suivre l'exécution de la subvention aux abonnés.
10. **Activités à réaliser** : identifier les zones et les catégories d'Abonnés à subventionner.
11. **Marqueurs de progrès (indicateur)** :
 - 3 mois : mise en place du Fonds ;
 - 8 mois : attribution des subventions aux nouveaux abonnés.

12. **Période d'exécution** : moyen terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 1 an à partir de 2016
13. **Maître d'ouvrage** : Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.
14. **Maître d'œuvre** : Société de Gestion du Patrimoine Electrique (SOGPE) ; Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE).
15. **Partenaires** : la Société de Gestion du Patrimoine Electrique (SOGPE) pour la mise en place du Fonds; la CIE pour la gestion clientèle.
16. **Coûts prévisionnels** : Fonds de 3 000 millions en revolving credit (crédit renouvelable).
17. **Contributions souhaitées** : Institutionnels : 100%.
18. **Gains attendus** : A l'étude
19. **Impact sur les ODM/Environnement** :
 - OMD : Objectif 1 : Réduction de la pauvreté par l'amélioration de l'accès à l'électricité en zone rurale et péri urbaine ;
 - OMD : Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire par l'amélioration de l'accès à l'électricité de toutes les écoles primaires ;
 - OMD : Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile et post-infantile par l'amélioration de l'accès à l'électricité de tous les centre de santé ;
 - OMD : Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle par l'amélioration de l'accès à l'électricité de toutes les maternités.
20. **Financement des charges récurrentes** : La Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) est chargée de la gestion clientèle.

Fiche n° 20

Projet	Alimentation des quartiers précaires et péri urbains
Code action	EEN & R_AOD/DMAR/CT_

1. **Orientation** : Améliorer le taux d'accès des ménages vivant dans les quartiers précaires et péri urbain.
2. **Objectif** : Ce Projet vise à créer et/ou à densifier le réseau électrique HTA et BTA dans les quartiers précaires et péri urbain afin d'améliorer le taux d'accès des ménages.
3. **Description de la situation** : Le taux d'accès des ménages au service électrique dans les quartiers précaires et péri urbain est très faible du fait de l'absence de réseau électrique fiable.

4. Coût des risques (faiblesses) :

- Internes : La non réalisation du projet entrainerait un risque de non raccordement de 100 000 Abonnés et un manque à gagner sur les recettes estimé à 6 milliards Fcfa/an.
- Hypothèses :

Facture moyenne	Risque
60 000 Fcfa/an	-100 000 Abonnés

- Externes : Sans Objet ;
 - Métier : Augmentation de la fraude par des branchements anarchiques La fraude fait perdre 20 milliards F CFA par an au secteur électrique.
5. **Contraintes liées au projet** : Contrainte financière ; la contribution des partenaires institutionnels est requise pour l'alimentation du Fonds.

6. Bénéficiaires :

- Secteur ivoirien de l'Electricité ;
- Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau ;
- 100 000 Abonnés vivant dans les quartiers précaires et péri urbain.

7. **Cible** : 100 000 Abonnés vivant dans les quartiers précaires et péri urbain.

8. **Actions antérieures ou en cours** : Le Projet d'Urgence de Réhabilitation du secteur de l'Electricité (PURE) – PPU.

9. Stratégies de mise en œuvre :

- Lancer un appel d'offre pour l'approvisionnement du matériel ;
- Suivre l'exécution des prestations et travaux.

10. **Activités à réaliser** : Il s'agit de la fourniture et de la mise en œuvre du matériel de réseau HTA, BTA, de Postes de transformation HTA/BTA et de Foyers d'éclairage public.

11. Marqueurs de progrès (indicateur) :

Le planning de réalisation est le suivant :

- 9 mois : Approvisionnement des fournitures ;
- 12 mois : Travaux de montage ;
- 3 mois : Phase essais et mise en service.

12. **Période d'exécution** : court terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 2 ans à partir de 2012.

13. **Maître d'ouvrage** : Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

14. **Maître d'œuvre** : Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE) ; Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE).

15. **Partenaires** : Municipalités; SOPIE dans la phase de réalisation du projet ; CIE pour l'exploitation des réseaux de transport et de distribution.

16. Coûts prévisionnels :

- Etude (3%) : 690 millions F CFA ;
- Equipement (90%) : 20 700 millions F CFA ;
- Fonctionnement (7%) : 1 610 millions F CFA.

17. Contributions souhaitées :

- Etat CI : 10%, 2 300 millions F CFA ;
- Institutionnels : 90%, 20 700 millions F CFA ;

18. **Gains attendus** : A l'étude

19. Impact sur les ODM/Environnement :

- OMD : Objectif 1 : Réduction de la pauvreté par l'amélioration de l'accès à l'électricité des quartiers précaires ;
- OMD : Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous par le raccordement systématique des écoles primaires ;
- OMD : Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile et post-infantile par le raccordement systématique des centre de santé ;
- OMD : Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle par le raccordement systématique des maternités.

20. **Financement des charges récurrentes** : La Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) est chargée de la gestion clientèle

Fiche n° 21

Projet	Centrale thermique tampon de 150 MW
Code action	EEN & R_AOD/CAPTher/CT_

1. **Orientation** : Renforcement du parc de production de l'électricité par la construction d'une centrale thermique de 150 MW à cycles combinés par un Producteur privé Indépendant (IPP).
2. **Objectif** : Ce Projet vise à augmenter en urgence (délai de 12 mois pour la première tranche) la capacité du parc de production de l'électricité de la Côte d'Ivoire afin de limiter le risque de délestage à Court Terme.
3. **Description de la situation** : Depuis plusieurs années, l'équilibre offre-demande du secteur électrique est dans une situation précaire. Pour éviter d'arriver à des situations extrêmes de délestage comme en février 2010, le projet est envisagé afin de répondre de façon urgente à la demande croissante de l'électricité.

4. Coût des risques (faiblesses) :

Internes : La non réalisation du projet, sans alternative viable, entrainerait un déficit énergétique de

1 117 GWh et un manque à gagner sur les recettes projetées de **50 milliards/an**.

Hypothèses :

Nb d'heures / an	Disponibilité	Rendement réseau	Tarif moyen
8760 h	85%	74,4%	60 Fcfa/kWh

Externes : disponibilité du Gaz Naturel

Métier : Non respect de délais de mise en service

5. Contraintes liées au projet :

- Non disponibilité des constructeurs pour la réalisation des équipements de production thermique (Turbines à gaz) dans un contexte de concurrence et de forte demande ;
- Absence d'un promoteur fiable ayant les capacités techniques et financières pour réaliser le projet dans les délais requis.

6. Bénéficiaires :

- Secteur ivoirien de l'Electricité ;
- Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau ;
- Population vivant en Côte d'Ivoire, Consommateurs d'énergie électrique (Ménages et Industriels).

7. **Cible** : Population vivant en Côte d'Ivoire, Consommateurs d'énergie électrique (Ménages et Industriels).

8. **Actions antérieures ou en cours** : Analyse des propositions de promoteurs de centrales IPP par le Comité de Pilotage du Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

9. **Stratégies de mise en œuvre** : Le projet sera réalisé sous la forme d'un contrat BOOT.

10. Activités à réaliser :

- Lancer un appel à manifestation d'intérêt
- Sélectionner les candidats et lancer un appel d'offres
- Négocier le contrat
- Réaliser les travaux

11. Marqueurs de progrès (indicateurs) :

- 1 mois : Dossier technique ;
- 1 mois : Dossier d'appel d'offres ;
- 0,5 mois : Convention de concession signée ;
- 0,5 mois : PV de mise en vigueur ;
- 1 mois : Bouclage du financement ;
- 8 mois : Construction et mise en service de la première tranche.

12. **Période d'exécution** : court terme ; le projet sera exécuté sur une période de 12 mois à partir de 2012.

13. **Maître d'ouvrage** : Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

14. **Maître d'œuvre** : Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE).

15. Partenaires :

- SOGEPE pour la phase de recherche de financement
- SOPIE dans la phase de réalisation du projet,
- Promoteur pour l'exploitation de la centrale ;
- CIE pour l'achat de l'énergie pour le compte de l'Etat.
- Ministère de l'Economie et des Finances; Ministère de l'Intérieur ; Ministère de l'Agriculture ; Ministère de l'Environnement.

16. **Coûts prévisionnels** : 125 000 millions F CFA :

- Etude : 3 750 millions F CFA (3%)
- Equipement : 112 500 millions F CFA (90%)
- Fonctionnement : 8 750 millions F CFA (7%)

17. **Contributions souhaitées** : Privés extérieurs : 100%.

18. **Gains attendus** : à l'étude

19. Impact sur les ODM/Environnement :

- Abaissement de la température de rejet des gaz ;
- Réduction de l'émission d'oxydes de carbone (CO, CO2) par une centrale à cycle combiné. Le projet pourrait être alors éligible au titre du mécanisme MDP ;

- OMD : Objectif 7 : Préservation de l'environnement par l'utilisation d'une technologie réduisant les émissions de CO2.

20. **Financement des charges récurrentes :** La Société du Projet est chargée de l'exploitation, l'entretien et de la maintenance de l'ouvrage. Les charges de combustibles sont à la charge du Secteur ivoirien de l'électricité.

Fiche n° 22

Projet	Conversion de la Centrale d'Azito en cycle combiné (Phase 3)
Code action	EEN & R_AOD/CAPHER/CT_

1. **Orientation** : Installer des chaudières de récupération les turbines à gaz de la centrale existante afin de réaliser un cycle combiné.
2. **Objectif** : Ce Projet vise à augmenter la capacité du parc de production de l'électricité de la Côte d'Ivoire avec un cycle combiné dont le coût de production est inférieur à celui de l'actuelle centrale à cycle ouvert. L'objectif est de réduire la consommation en gaz naturel et de réaliser des économies sur le coût du combustible.
3. **Description de la situation** : La Phase 3 du Projet Azito est justifiée par le contexte actuel du secteur de l'électricité caractérisé par un déficit chronique d'énergie, la raréfaction et l'indisponibilité des combustibles (notamment le gaz naturel) ainsi que la flambée des prix des combustibles fossiles. Le projet permettra l'augmentation de la puissance installée de **140 MW** sans consommation de combustible supplémentaire.

4. **Coût des risques (faiblesses) :**

- Internes : La non réalisation du projet, sans alternative viable, entrainerait un déficit énergétique d'environ **1042 GWh** et un manque à gagner sur les recettes projetées de **47** milliards/an.
- Hypothèses :

Nb d'heures / an	Disponibilité	Rendement réseau	Tarif moyen
8760 h	85%	74,4%	60 Fcfa/kWh

- Externes : Insuffisance des réserves en Gaz Naturel ;
- Métier : Non respect de délais de mise en service.

5. **Contraintes liées au projet :**

- Non faisabilité technique de réaliser le projet sur le site actuel de la centrale ;
- Non faisabilité technique et/ou économique de l'évacuation de l'énergie produite.

6. **Bénéficiaires :**

- Secteur ivoirien de l'Electricité ;
- Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau ;
- Population vivant en Côte d'Ivoire, Consommateurs d'énergie électrique (ménages et industriels).
- Azito Energie.

7. **Cible** : Population vivant en Côte d'Ivoire, consommateurs d'énergie électrique (ménages et industriels).

8. **Actions antérieures ou en cours :**

- le site abrite déjà une partie de la future centrale;

- les négociations sont entamées depuis 2009 avec Azito Energie ;
- le cahier des charges des ouvrages a été déterminé et validé.

9. **Stratégies de mise en œuvre** : Le projet serait réalisé en BOOT par l'actuel Producteur Privé Indépendant (IPP).

10. Activités à réaliser :

- Faire signer l'avenant N°3 à la Convention Azito ;
- Réaliser toutes les études de faisabilité technique et financière de la centrale à cycle combiné sur le site actuel ;
- Réaliser l'étude de faisabilité de l'évacuation d'énergie.
- Réaliser l'étude d'impact environnemental ;
- Rechercher le financement ;
- Construire la centrale.

11. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 18 mois : Mise en service de la turbine à Gaz ;
- 30 mois : Mise en service de la turbine à Vapeur.

12. **Période d'exécution** : moyen terme ; le projet sera exécuté sur une période de 32 mois à partir de 2013.

13. **Maître d'ouvrage** : Azito Energie.

14. **Maître d'œuvre** : Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE).

15. Partenaires :

- SOGEPE pour la phase de recherche de financement ;
- SOPIE dans la phase de réalisation du projet ;
- CIE pour l'exploitation.
- Autres Ministères : Ministère de l'Economie et des Finances; Ministère de l'Environnement.

16. **Coûts prévisionnels** : 208 500 millions F CFA (417 millions \$US).

- Centrale : 122 500 millions F CFA (245 millions \$US);
- Autres : 39 500 millions F CFA (79 millions \$US) ;
- Intérêts : 23 000 millions F CFA (46 millions \$US) ;
- Réserves : 23 500 millions F CFA (23 500 millions \$US).

17. **Contributions souhaitées** : Privés extérieurs : 100%

18. **Gains attendus** : à l'étude

19. Impact sur les ODM/Environnement :

- Abaissement de la température de rejet des gaz ;
- Réduction de l'émission d'oxydes de carbone (CO, CO₂) par une centrale à cycle combiné. Le projet pourrait être alors éligible au titre du mécanisme MDP ;
- OMD (Objectif 7) : Préservation de l'environnement par l'utilisation d'une technologie réduisant les émissions de CO₂.

20. **Financement des charges récurrentes** : Le Producteur Privé Indépendant, Azito Energie, est chargée de l'exploitation, l'entretien et de la maintenance de l'ouvrage réalisé en BOOT ; Les charges de combustibles sont à la charge du Secteur ivoirien de l'électricité.

Fiche n° 23

Projet	Centrale thermique CIPREL IV
Code action	EEN & R_AOD/CAPHER/CT_

1. **Orientation** : Installer une turbine à gaz et une turbine à vapeur sur la centrale existante afin de réaliser un cycle combiné.
2. **Objectif** : Ce Projet vise à augmenter la capacité du parc de production de l'électricité de la Côte d'Ivoire avec un cycle combiné dont le coût de production est inférieur à celui de l'actuelle centrale à cycle ouvert.

3. Description de la situation :

La centrale thermique de CIPREL est constituée par des turbines à gaz (321MW) en cycle ouvert. Le projet consiste à adjoindre une turbine à gaz à la dernière turbine à gaz installée en 2009 puis utiliser les gaz d'échappement de ces deux turbines pour produire de la vapeur à travers des chaudières de récupération.

La vapeur produite entrainera une turbine à vapeur pour produire de l'électricité sans consommation supplémentaire de combustible.

4. Coût des risques (faiblesses) :

- Internes : La non réalisation du projet, sans alternative viable, entrainerait un déficit énergétique d'environ **1 117** GWh et un manque à gagner sur les recettes projetées de **50** milliards/an.

Hypothèses :

Nb d'heures / an	Disponibilité	Rendement réseau	Tarif moyen
8760 h	85%	74,4%	60 Fcfa/kWh

- Externes : disponibilité du Gaz Naturel
- Métier : Non respect de délais de mise en service

5. Contraintes liées au projet :

- Non faisabilité technique de réaliser le projet sur le site actuel de la centrale de Ciprel ;
- Impossibilité d'évacuer l'énergie produite.

6. Bénéficiaires :

- Secteur ivoirien de l'Electricité ;
- Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau ;
- Population vivant en Côte d'Ivoire, Consommateurs d'énergie électrique (Ménages et Industriels) ;
- Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité (CIPREL).

7. Actions antérieures ou en cours : Le site abrite déjà une partie de la future centrale.

8. **Stratégies de mise en œuvre** : Le projet serait réalisé en BOOT par l'actuel Producteur Privé Indépendant (IPP).

9. **Activités à réaliser** :

- Réaliser toutes les études de faisabilité technique et financière de réalisation de la centrale à cycle combiné sur le site actuel ;
- Réaliser l'étude de faisabilité de l'évacuation d'énergie.

10. **Marqueurs de progrès (indicateur)** :

- 18 mois : Mise en service de la turbine à Gaz ;
- 30 mois : Mise en service de la turbine à Vapeur.

11. **Période d'exécution** : court et moyen terme ; le projet sera exécuté sur une période de 31 mois à partir de 2013.

12. **Maître d'ouvrage** : Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité (CIPREL).

13. **Maître d'œuvre** : Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE).

14. **Partenaires** :

- SOGEPE pour la phase de recherche de financement ;
- SOPIE dans la phase de réalisation du projet ;
- CIE pour l'exploitation.
- Autres Ministères : Ministère de l'Economie et des Finances; Ministère de l'Environnement.

15. **Coûts prévisionnels** : 150 000 millions F CFA.

- Etudes : 3%, soit 4 500 millions F CFA ;
- Equipement : 90% soit 35 000 millions F CFA ;
- Fonctionnement : 7%, soit 10 500 millions F CFA.

16. **Contributions souhaitées** : Privés extérieurs : 100%

17. **Gains attendus** : à l'étude

18. **Impact sur les ODM/Environnement** :

- Abaissement de la température de rejet des gaz ;
- Réduction de l'émission d'oxydes de carbone (CO, CO₂) par une centrale à cycle combiné. Le projet pourrait être alors éligible au titre du mécanisme MDP ;
- OMD : Objectif 7 : Préservation de l'environnement par l'utilisation d'une technologie réduisant les émissions de CO₂.

19. **Financement des charges récurrentes** : La Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité (CIPREL) est chargée de l'exploitation, de l'entretien et de la maintenance de l'ouvrage réalisé en BOOT. Les charges de combustibles sont à la charge du Secteur ivoirien de l'électricité.

Fiche n° 24

Projet	Centrale thermique à cycle combiné de Treichville 330 MW
Code action	EEN & R_AOD/CAPTHER/CT_

1. **Orientation** : Renforcement du parc de production de l'électricité par la construction d'une centrale thermique de 330 MW à cycles combinés par un Producteur privé Indépendant (IPP) sur le site **du poste de Treichville**.
2. **Objectif** : augmenter la capacité du parc de production de l'électricité de la Côte d'Ivoire afin de satisfaire la demande à moyen et long terme.
3. **Description de la situation** : La capacité actuelle du parc de production ne permet pas de satisfaire la demande d'énergie à moyen long, et long terme. Le projet est envisagé s'inscrit dans une logique de planification des moyens de production d'énergie électrique.

4. Coût des risques (faiblesses) :

Internes : La non réalisation du projet, sans alternative viable, entrainerait un déficit énergétique de **2 457 GWh** et un manque à gagner sur les recettes projetées de **110 milliards/an**.

Hypothèses :

Nb d'heures / an	Disponibilité	Rendement réseau	Tarif moyen
8760 h	85%	74,4%	60 Fcfa/kWh

Externes : disponibilité du Gaz Naturel

Métier : Sans Objet.

5. Contraintes liées au projet :

- Non disponibilité du site **de Treichville** ;
 - Absence d'un promoteur fiable ayant les capacités techniques et financières pour réaliser le projet dans les délais requis.
 - Non faisabilité technique et/ou économique de l'évacuation de l'énergie produite.
6. **Bénéficiaires** : Secteur ivoirien de l'Electricité ; Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau ; Population vivant en Côte d'Ivoire, Consommateurs d'énergie électrique (Ménages et Industriels).
 7. **Actions antérieures ou en cours** : Analyse des propositions de promoteurs de centrales IPP par le Comité de Pilotage du Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.
 8. **Stratégies de mise en œuvre** : Le projet sera réalisé sous la forme d'un contrat BOOT.
 9. **Activités à réaliser** :
 - Lancer un appel à manifestation d'intérêt
 - Sélectionner les candidats et lancer un appel d'offres
 - Négocier le contrat

- Réaliser les travaux

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 2 mois : Dossier technique ;
- 2 mois : Dossier d'appel d'offres ;
- 1 mois : Convention de concession signée ;
- 1 mois : PV de mise en vigueur;
- 30 mois : Construction et mise en service de la première tranche.

11. **Période d'exécution** : court terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 3 ans à partir de 2012.

12. **Maître d'ouvrage** : Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

13. **Maître d'œuvre** : Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE).

14. Partenaires :

L'Etat de Côte d'Ivoire représenté par les acteurs du secteur ivoirien de l'électricité qui sont:

- La SOGEPE pour la phase de recherche de financement ;
- La SOPIE dans la phase de réalisation du projet ;
- Le Promoteur pour le financement et l'exploitation de la centrale ;
- La CIE pour l'achat de l'énergie pour le compte de l'Etat.

Autres Ministères :

Ministère de l'Economie et des Finances; Ministère de l'Intérieur ; Ministère de l'Agriculture ;
Ministère de l'Environnement.

15. **Coûts prévisionnels** : 235 000 millions F CFA

- Etude (3%) : 7 050 millions F CFA
- Equipement (90%) : 211 500 millions F CFA
- Fonctionnement (7%) : 16 450 millions F CFA

16. **Contributions souhaitées** : Privés extérieurs : 100%.

17. **Gains attendus** : à l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement :

- Abaissement de la température de rejet des gaz ;
- Réduction de l'émission d'oxydes de carbone (CO, CO₂) par une centrale à cycle combiné. Le projet pourrait être alors éligible au titre du mécanisme MDP ;
- OMD : Objectif 7 : Préservation de l'environnement par l'utilisation d'une technologie réduisant les émissions de CO₂.

19. **Financement des charges récurrentes** : La Société du Projet est chargée de l'exploitation, l'entretien et de la maintenance de l'ouvrage. Les charges de combustibles sont à la charge du Secteur ivoirien de l'électricité.

Fiche n° 25

Projet	Centrale thermique à cycle combiné d'Abatta de 450 MW
Code action	EEN & R_AOD/CAPTHER/CT_

1. Orientation : Construction d'une centrale thermique à cycle combiné, d'une puissance globale brute de 370 MW, sur un site identifié à Abatta (Bingerville) sous forme de BOOT (Build – Own – Operate – Transfer). Les principales composantes principales du projet sont :

- Equipements : 2 turbines à gaz General Electric MS9001E (GE 9E) d'une capacité respective de 123 MW, 2 chaudières de récupération de chaleur, 1 turbine à vapeur GE (la sélection d'équipement General Electric reste sujet l'obtention de termes et conditions jugés économiques et compétitifs de la part du dit fournisseur).
- La construction des infrastructures de base associées à la Centrale;
- La construction d'un poste d'évacuation de l'électricité et de lignes de haute tension contribuant au renforcement du réseau de transport couvrant la région d'Abidjan;
- Combustible de base de la Centrale : le gaz naturel (livraison via un pipeline dont la construction sera effectuée par PETROCI).

2. Objectif : Combler le déficit de production existant et offrir des capacités de production additionnelles pour faire face aux perspectives de croissance de la demande nationale en électricité et de la demande à l'exportation dans la sous-région.

3. Description de la situation

Un déficit énergétique lié à l'insuffisance des capacités installées actuelles à répondre à l'évolution croissante de la demande nationale, avec pour corollaire depuis le début de l'année 2010:

- des délestages au niveau national ;
- des interruptions de l'approvisionnement des pays partenaires de la sous région;
- Le recours à des solutions d'urgences coûteuses pour pallier au déficit (importation - centrale AGREKO).

4. Coût des risques (faiblesses) :

- Internes : Différentiel entre le coût d'approvisionnement en gaz naturel et celui de combustibles de substitution ;
- Externes : à déterminer ;
- Métier : maintenance des infrastructures de production d'électricité

5. Contraintes liées au projet

- **Approvisionnement en gaz naturel :** Face à l'insuffisance de la production nationale par rapport aux besoins en gaz naturel, la Côte d'Ivoire doit impérativement mettre en œuvre stratégie à court terme pour la fourniture de gaz naturel, notamment au secteur électrique. Il s'agit notamment de l'installation d'une unité flottante de stockage et de regazéification et de la connexion au Gazoduc Ouest Africain.
- **L'équilibre financier du secteur électrique :** Le secteur électrique ivoirien est caractérisé par un déficit estimé à environ 100 milliards de FCFA par an en raison notamment du coût de production d'électricité, du coût élevé des combustibles, des impayés des zones CNO et de la fraude de certains consommateurs, de l'inadéquation des niveaux tarifaires

et de la contribution financière négative de certaines exportations d'électricité. Dans le cadre de la mise en exploitation de nouvelles capacités de production, le secteur électrique doit confirmer sa capacité à faire face à ses engagements vis-à-vis des producteurs indépendants d'électricité et des producteurs de gaz et ce sans recourir à des mesures compensatoires non-durable et négatives pour l'équilibre économique et budgétaire du pays à moyen et à long terme tel que des subsides ou dans ce cas précis le non-paiement de la quote-part du prix du gaz qui revient de droit à l'Etat.

Les deux contraintes décrites ci-dessus constituent les principaux obstacles à la levée de fonds auprès des bailleurs de fonds internationaux dont la participation est nécessaire afin d'accéder à des termes financement adéquats pour ce type de projets.

6. Bénéficiaires

- Les consommateurs (les ménages et les personnes morales) qui disposeront de l'énergie nécessaire pour les besoins, ce qui constitue un facteur essentiel du développement économique et social.
- L'Etat de Côte d'Ivoire à travers PETROCI HOLDING, qui prendrait une part plus active dans le développement du secteur électrique par un partenariat public-privé

7. Actions antérieures ou en cours :

- Signature d'un Protocole d'Accord avec un opérateur de premier rang et mondialement reconnu, THE AES CORPORATION à travers sa filiale africaine AES Africa Power Company (AES APCO).
- Prospection des institutions financières internationales qui ont manifesté leur intérêt à participer au financement du projet : AFREXIMBANK, Banque Africaine de Développement, Overseas Private Investment Corporation (OPIC), Société Financière Internationale (SFI), Multilateral Investment Guarantee Agency (MIGA).
- Finalisation de l'étude de faisabilité du projet par AES APCO.

8. Stratégies de mise en œuvre :

Pour la réalisation de ce projet, PETROCI HOLDING est en partenariat avec un opérateur mondial de premier rang, AES APCO. PETROCI HOLDING a également sollicité l'assistance d'un Consortium de Conseil financier et juridique à l'effet de structurer et lever le financement nécessaire à la réalisation du projet.

9. Activités à réaliser :

- Négociation de l'Accord définitif de développement du projet et du pacte d'actionnaire entre PETROCI et AES.
- Réalisation de l'étude d'impact environnemental et social
- La négociation de la Convention de Concession avec l'Etat Ivoirien, qui définira les conditions juridiques et commerciales d'exploitation de la Centrale.
- La levée de fonds pour le financement global de la construction de la Centrale.

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 2,5 ans : mise en exploitation du cycle simple avec deux turbines à gaz
- 4 ans : fermeture de cycle combiné avec la mise en exploitation de la turbine à vapeur.

11. Période d'exécution : court et moyen terme

- Bouclage financier : Juin 2012 sous réserve de la résolution positive des contraintes sectorielles invoquées au paragraphe 5 ci-dessus

- Début de la construction - Phase 1 (2 turbines à gaz) : Décembre 2012
- Début de l'exploitation - Phase 1 (2 turbines à gaz) : Décembre 2013
- Début de la construction - Phase 2 (1 turbine à vapeur) : Février 2014
- Début de l'exploitation - Phase 2 (1 turbine à vapeur) : Juin 2015

12. Maître d'ouvrage : PETROCI HOLDING, privés ivoiriens et AES APCO

13. Maître d'œuvre : entreprise EPC à déterminer sur base d'appel d'offre

14. Partenaires : AES Africa Power Company (AES APCO) est la filiale africaine d'AES Corporation, une multinationale américaine classée parmi les 500 plus grandes entreprises américaines (Fortune 500) et spécialisée dans l'exploitation d'installations de production et de distribution d'électricité, particulièrement: le développement ; la construction et l'exploitation de centrales ; la production, le transport, l'exploitation, l'importation et la vente de l'énergie électrique. Le Groupe AES dispose d'une expertise reconnue au niveau mondial, qui lui permet d'exploiter des centrales électriques à partir de diverses sources de combustibles, notamment: le charbon, le diesel, l'énergie hydraulique, le gaz, le pétrole et la biomasse.

AES intervient sur les 5 continents dans 29 pays et possède 132 installations de production d'électricité d'une capacité totale de 40 498 MW à fin 2010.

15. Coûts prévisionnels :

- Etude d'impact environnement et social : à déterminer
- Investissement : 257 650 millions F CFA
- Fonctionnement (excluant les frais de combustible): 1 800 millions F CFA par an

16. Contributions souhaitées

- Etat CI (PETROCI & privés ivoiriens) : 21 400 millions F CFA ;
- Privés extérieurs : 22 200 MF CFA,
- Trésorerie générée par la Phase 1 : 33 600 MF CFA
- Dettes (*Institutions financières de développement, banques internationales et locales*) : 180 450 MF CFA

17. Gains attendus : à l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement

- Une technologie de pointe répondant aux standards internationaux en matière d'environnement (faible émission de CO2) avec un haut rendement énergétique estimé à environ 55% pour une centrale à cycle combiné, contre 33% pour les turbines à gaz à cycle simple (cas de la Côte d'Ivoire).
- Etude d'impact environnement et social à réaliser.

19. Financement des charges récurrentes : Le financement des charges récurrentes sera assumé par la société de projet qui sera créée pour construire et exploiter la centrale.

Fiche n° 26

Micro projet :	Centrale thermique à cycle combiné de 450 MW (CT1)
Code action	EEN & R_AOD/CAPTHER/MT_

1. **Orientation** : Renforcement du parc de production de l'électricité par la construction d'une centrale thermique de 450 MW à cycles combinés par un Producteur privé Indépendant (IPP) sur un site à définir.
2. **Objectif** : augmenter la capacité du parc de production de l'électricité de la Côte d'Ivoire afin de satisfaire la demande à moyen et long terme.
3. **Description de la situation** : La capacité actuelle du parc de production ne permet pas de satisfaire la demande d'énergie à moyen long, et long terme. Le projet est envisagé s'inscrit dans une logique de planification des moyens de production d'énergie électrique.

4. Coût des risques (faiblesses) :

Internes : La non réalisation du projet, sans alternative viable, entrainerait un déficit énergétique de 3 351 GWh et un manque à gagner sur les recettes projetées de 150 milliards/an.

Hypothèses :

Nb d'heures / an	Disponibilité	Rendement réseau	Tarif moyen
8760 h	85%	74,4%	60 Fcfa/kWh

Externes : disponibilité du Gaz Naturel

Métier : Sans Objet.

5. Contraintes liées au projet :

- Non disponibilité du site ;
- Absence d'un promoteur fiable ayant les capacités techniques et financières pour réaliser le projet dans les délais requis.
- Non faisabilité technique et/ou économique de l'évacuation de l'énergie produite.

6. Bénéficiaires :

- Secteur ivoirien de l'Electricité ;
- Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau ;
- Population vivant en Côte d'Ivoire, Consommateurs d'énergie électrique (Ménages et Industriels) ;
- Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité (CIPREL).

7. **Actions antérieures ou en cours** : Analyse des propositions de promoteurs de centrales IPP par le Comité de Pilotage du Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

8. **Stratégies de mise en œuvre** : Le projet sera réalisé sous la forme d'un contrat BOOT.

9. Activités à réaliser :

- Lancer un appel à manifestation d'intérêt
- Sélectionner les candidats et lancer un appel d'offres
- Négocier le contrat
- Réaliser les travaux

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 2 mois : Dossier technique ;
- 2 mois : Dossier d'appel d'offres ;
- 1 mois : Convention de concession signée ;
- 1 mois : PV de mise en vigueur;
- 30 mois : Construction et mise en service de la première tranche.

11. **Période d'exécution** : moyen terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 3 ans à partir de 2016.

12. **Maître d'ouvrage** : Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

13. **Maître d'œuvre** : Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE).

14. Partenaires :

L'Etat de Côte d'Ivoire représenté par les acteurs du secteur ivoirien de l'électricité qui sont:

- La SOGEPE pour la phase de recherche de financement ;
- La SOPIE dans la phase de réalisation du projet ;
- Le Promoteur pour le financement et l'exploitation de la centrale ;
- La CIE pour l'achat de l'énergie pour le compte de l'Etat.

Autres Ministères : Ministère de l'Economie et des Finances; Ministère de l'Intérieur ; Ministère de l'Agriculture ; Ministère de l'Environnement.

15. **Coûts prévisionnels** : 250 000 millions F CFA :

- Etude (3%) : 7 500 millions F CFA ;
- Ingénierie (7%) : 17 500 millions F CFA ;
- Equipement (90%) : 225 000 millions F CFA ;
- Exploitation (5%) : 12 500 millions F CFA par an.

16. **Contributions souhaitées** : Privés extérieurs : 100%.

17. **Gains attendus** : à l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement :

- Abaissement de la température de rejet des gaz ;
- Réduction de l'émission d'oxydes de carbone (CO, CO₂) par une centrale à cycle combiné. Le projet pourrait être alors éligible au titre du mécanisme MDP ;
- OMD : Objectif 7 : Préservation de l'environnement par l'utilisation d'une technologie réduisant les émissions de CO₂.

19. **Financement des charges récurrentes :** La Société du Projet est chargée de l'exploitation, l'entretien et de la maintenance de l'ouvrage. Les charges de combustibles sont à la charge du Secteur ivoirien de l'électricité.

Fiche n° 27

Micro projet :	Centrale thermique à cycle combiné de 450 MW (CT2)
Code action	EEN & R_AOD/CAPTHER/MT_

1. **Orientation** : Renforcement du parc de production de l'électricité par la construction d'une centrale thermique de 450 MW à cycles combinés par un Producteur privé Indépendant (IPP) sur un site à définir.
2. **Objectif** : augmenter la capacité du parc de production de l'électricité de la Côte d'Ivoire afin de satisfaire la demande à moyen et long terme.
3. **Description de la situation** : La capacité actuelle du parc de production ne permet pas de satisfaire la demande d'énergie à moyen long, et long terme. Le projet est envisagé s'inscrit dans une logique de planification des moyens de production d'énergie électrique.

4. Coût des risques (faiblesses) :

Internes : La non réalisation du projet, sans alternative viable, entrainerait un déficit énergétique de **3 351 GWh** et un manque à gagner sur les recettes projetées de **150** milliards/an.

Hypothèses :

Nb d'heures / an	Disponibilité	Rendement réseau	Tarif moyen
8760 h	85%	74,4%	60 Fcfa/kWh

Externes : disponibilité du Gaz Naturel

Métier : Sans Objet.

5. Contraintes liées au projet :

- Non disponibilité du site ;
- Absence d'un promoteur fiable ayant les capacités techniques et financières pour réaliser le projet dans les délais requis.
- Non faisabilité technique et/ou économique de l'évacuation de l'énergie produite.

6. Bénéficiaires :

- Secteur ivoirien de l'Electricité ;
- Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau ;
- Population vivant en Côte d'Ivoire, Consommateurs d'énergie électrique (Ménages et Industriels) ;
- Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité (CIPREL).

7. Actions antérieures ou en cours : Analyse des propositions de promoteurs de centrales IPP par le Comité de Pilotage du Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

8. Stratégies de mise en œuvre : Le projet sera réalisé sous la forme d'un contrat BOOT.

9. Activités à réaliser :

- Lancer un appel à manifestation d'intérêt
- Sélectionner les candidats et lancer un appel d'offres
- Négocier le contrat
- Réaliser les travaux

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 2 mois : Dossier technique ;
- 2 mois : Dossier d'appel d'offres ;
- 1 mois : Convention de concession signée ;
- 1 mois : PV de mise en vigueur;
- 30 mois : Construction et mise en service de la première tranche.

11. **Période d'exécution** : moyen terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 3 ans à partir de 2016.

12. **Maître d'ouvrage** : Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

13. **Maître d'œuvre** : Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE).

14. Partenaires :

L'Etat de Côte d'Ivoire représenté par les acteurs du secteur ivoirien de l'électricité qui sont:

- La SOGEPE pour la phase de recherche de financement ;
- La SOPIE dans la phase de réalisation du projet ;
- Le Promoteur pour le financement et l'exploitation de la centrale ;
- La CIE pour l'achat de l'énergie pour le compte de l'Etat.

Autres Ministères : Ministère de l'Economie et des Finances; Ministère de l'Intérieur ; Ministère de l'Agriculture ; Ministère de l'Environnement.

15. **Coûts prévisionnels** : 250 000 millions F CFA :

- Etude (3%) : 7 500 millions F CFA ;
- Ingénierie (7%) : 17 500 millions F CFA ;
- Equipement (90%) : 225 000 millions F CFA ;
- Exploitation (5%) : 12 500 millions F CFA par an.

16. **Contributions souhaitées** : Privés extérieurs : 100%.

17. **Gains attendus** : à l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement :

- Abaissement de la température de rejet des gaz ;
- Réduction de l'émission d'oxydes de carbone (CO, CO₂) par une centrale à cycle combiné. Le projet pourrait être alors éligible au titre du mécanisme MDP ;
- OMD : Objectif 7 : Préservation de l'environnement par l'utilisation d'une technologie réduisant les émissions de CO₂.

19. **Financement des charges récurrentes :** La Société du Projet est chargée de l'exploitation, l'entretien et de la maintenance de l'ouvrage. Les charges de combustibles sont à la charge du Secteur ivoirien de l'électricité.

Fiche n° 28

Micro projet :	Centrale thermique à cycle combiné de 450 MW (CT3)
Code action	EEN & R_AOD/CAPHER/LT_

1. **Orientation** : Renforcement du parc de production de l'électricité par la construction d'une centrale thermique de 450 MW à cycles combinés par un Producteur privé Indépendant (IPP) sur un site à définir.
2. **Objectif** : augmenter la capacité du parc de production de l'électricité de la Côte d'Ivoire afin de satisfaire la demande à moyen et long terme.
3. **Description de la situation** : La capacité actuelle du parc de production ne permet pas de satisfaire la demande d'énergie à moyen long, et long terme. Le projet est envisagé s'inscrit dans une logique de planification des moyens de production d'énergie électrique.

4. Coût des risques (faiblesses) :

- Internes : La non réalisation du projet, sans alternative viable, entrainerait un déficit énergétique de **3 351 GWh** et un manque à gagner sur les recettes projetées de **150** milliards/an.

Hypothèses :

Nb d'heures / an	Disponibilité	Rendement réseau	Tarif moyen
8760 h	85%	74,4%	60 Fcfa/kWh

- Externes : disponibilité du Gaz Naturel
- Métier : Sans Objet.

5. Contraintes liées au projet :

- Non disponibilité du site ;
- Absence d'un promoteur fiable ayant les capacités techniques et financières pour réaliser le projet dans les délais requis.
- Non faisabilité technique et/ou économique de l'évacuation de l'énergie produite.

6. Bénéficiaires :

- Secteur ivoirien de l'Electricité ;
- Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau ;
- Population vivant en Côte d'Ivoire, Consommateurs d'énergie électrique (Ménages et Industriels) ;
- Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité (CIPREL).

7. Actions antérieures ou en cours : Analyse des propositions de promoteurs de centrales IPP par le Comité de Pilotage du Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

8. Stratégies de mise en œuvre : Le projet sera réalisé sous la forme d'un contrat BOOT.

9. Activités à réaliser :

- Lancer un appel à manifestation d'intérêt
- Sélectionner les candidats et lancer un appel d'offres
- Négocier le contrat
- Réaliser les travaux

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 2 mois : Dossier technique ;
- 2 mois : Dossier d'appel d'offres ;
- 1 mois : Convention de concession signée ;
- 1 mois : PV de mise en vigueur;
- 30 mois : Construction et mise en service de la première tranche.

11. Période d'exécution : long terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 3 ans à partir de 2021

12. Maître d'ouvrage : Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

13. Maître d'œuvre : Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE).

14. Partenaires :

L'Etat de Côte d'Ivoire représenté par les acteurs du secteur ivoirien de l'électricité qui sont:

- La SOGEPE pour la phase de recherche de financement ;
- La SOPIE dans la phase de réalisation du projet ;
- Le Promoteur pour le financement et l'exploitation de la centrale ;
- La CIE pour l'achat de l'énergie pour le compte de l'Etat.

Autres Ministères :

Ministère de l'Economie et des Finances; Ministère de l'Intérieur ; Ministère de l'Agriculture ;
Ministère de l'Environnement.

15. Coûts prévisionnels : 250 000 millions F CFA :

Etude	(3%)	: 7 500 millions F CFA ;
Ingénierie	(7%)	: 17 500 millions F CFA ;
Equipement	(90%)	: 225 000 millions F CFA ;
Exploitation	(5%)	: 12 500 millions F CFA par an.

16. Contributions souhaitées : Privés extérieurs : 100%.

17. Gains attendus : à l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement :

- Abaissement de la température de rejet des gaz ;
- Réduction de l'émission d'oxydes de carbone (CO, CO₂) par une centrale à cycle combiné. Le projet pourrait être alors éligible au titre du mécanisme MDP ;
- OMD : Objectif 7 : Préservation de l'environnement par l'utilisation d'une technologie réduisant les émissions de CO₂.

19. **Financement des charges récurrentes :** La Société du Projet est chargée de l'exploitation, l'entretien et de la maintenance de l'ouvrage. Les charges de combustibles sont à la charge du Secteur ivoirien de l'électricité.

Fiche n° 29

Micro projet :	Centrale thermique à cycle combiné de 450 MW (CT4)
Code action	EEN & R_AOD/CAPHER/LT_

1. **Orientation** : Renforcement du parc de production de l'électricité par la construction d'une centrale thermique de 450 MW à cycles combinés par un Producteur privé Indépendant (IPP) sur un site à définir.
2. **Objectif** : augmenter la capacité du parc de production de l'électricité de la Côte d'Ivoire afin de satisfaire la demande à moyen et long terme.
3. **Description de la situation** : La capacité actuelle du parc de production ne permet pas de satisfaire la demande d'énergie à moyen long, et long terme. Le projet est envisagé s'inscrit dans une logique de planification des moyens de production d'énergie électrique.

4. Coût des risques (faiblesses) :

Internes : La non réalisation du projet, sans alternative viable, entrainerait un déficit énergétique de **3 351 GWh** et un manque à gagner sur les recettes projetées de **150** milliards/an.

Hypothèses :

Nb d'heures / an	Disponibilité	Rendement réseau	Tarif moyen
8760 h	85%	74,4%	60 Fcfa/kWh

Externes : disponibilité du Gaz Naturel

Métier : Sans Objet.

5. Contraintes liées au projet :

- Non disponibilité du site ;
- Absence d'un promoteur fiable ayant les capacités techniques et financières pour réaliser le projet dans les délais requis.
- Non faisabilité technique et/ou économique de l'évacuation de l'énergie produite.

6. Bénéficiaires :

- Secteur ivoirien de l'Electricité ;
- Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau ;
- Population vivant en Côte d'Ivoire, Consommateurs d'énergie électrique (Ménages et Industriels) ;
- Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité (CIPREL).

7. Actions antérieures ou en cours : Analyse des propositions de promoteurs de centrales IPP par le Comité de Pilotage du Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

8. Stratégies de mise en œuvre : Le projet sera réalisé sous la forme d'un contrat BOOT.

9. Activités à réaliser :

- Lancer un appel à manifestation d'intérêt
- Sélectionner les candidats et lancer un appel d'offres
- Négocier le contrat
- Réaliser les travaux

10. Marqueurs de progrès (indicateurs) :

- 2 mois : Dossier technique ;
- 2 mois : Dossier d'appel d'offres ;
- 1 mois : Convention de concession signée ;
- 1 mois : PV de mise en vigueur;
- 30 mois : Construction et mise en service de la première tranche.

11. **Période d'exécution** : long terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 3 ans à partir de 2021.

12. **Maître d'ouvrage** : Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

13. **Maître d'œuvre** : Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE).

14. Partenaires :

L'Etat de Côte d'Ivoire représenté par les acteurs du secteur ivoirien de l'électricité qui sont:

- La SOGEPE pour la phase de recherche de financement ;
- La SOPIE dans la phase de réalisation du projet ;
- Le Promoteur pour le financement et l'exploitation de la centrale ;
- La CIE pour l'achat de l'énergie pour le compte de l'Etat.

Autres Ministères : Ministère de l'Economie et des Finances; Ministère de l'Intérieur ; Ministère de l'Agriculture ; Ministère de l'Environnement.

15. Coûts prévisionnels : 250 000 millions F CFA :

- Etude (3%) : 7 500 millions F CFA ;
- Ingénierie (7%) : 17 500 millions F CFA ;
- Equipement (90%) : 225 000 millions F CFA ;
- Exploitation (5%) : 12 500 millions F CFA par an.

16. **Contributions souhaitées** : Privés extérieurs : 100%.

17. **Gains attendus** : à l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement :

- Abaissement de la température de rejet des gaz ;
- Réduction de l'émission d'oxydes de carbone (CO, CO₂) par une centrale à cycle combiné. Le projet pourrait être alors éligible au titre du mécanisme MDP ;
- OMD : Objectif 7 : Préservation de l'environnement par l'utilisation d'une technologie réduisant les émissions de CO₂.

19. **Financement des charges récurrentes** : La Société du Projet est chargée de l'exploitation, l'entretien et de la maintenance de l'ouvrage. Les charges de combustibles sont à la charge du Secteur ivoirien de l'électricité.

Fiche n° 30

Projet	Aménagement hydroélectrique de Soubré
Code action	EEN & R_AOD/CAPHYD/CT_

1. **Orientation** : Renforcement du parc de production par la construction du barrage hydroélectrique de Soubré.
2. **Objectif** : Ce Projet vise à augmenter la capacité du parc de production de l'électricité de la Côte d'Ivoire avec une source d'énergie renouvelable et qui a un coût du kilowattheure réduit par rapport au kWh thermique.
3. **Description de la situation** : L'aménagement hydroélectrique de Soubré s'inscrit dans la stratégie de mise en valeur équilibrée des ressources énergétiques nationales. La demande d'électricité est aujourd'hui satisfaite à plus de 70% par les centrales thermiques fonctionnant essentiellement au gaz naturel. Ce projet, avec une puissance installée de **270 MW** et un productible moyen annuel de **1 774 GWh** d'énergie moyenne permettra de relever le niveau de l'hydroélectricité en Côte d'Ivoire et contribuer à la réduction du coût de production. Toutes les études de faisabilité sont prêtes.

4. Coût des risques (faiblesses) :

- Internes : La non réalisation du projet, sans alternative viable, entrainerait un déficit énergétique de **1 774 GWh** et un manque à gagner, sur les recettes projetées de **79** milliards/an.
- Hypothèses :

Nb d'heures / an	Disponibilité	Rendement réseau	Tarif moyen
8760 h	75%	74,4%	60 Fcfa/kWh

- Externes : Déplacement des populations ;
- Métier : Sans Objet.

5. Contraintes liées au projet :

Les contraintes du projet sont d'ordre environnemental et social. En effet la zone du projet est une zone agricole à forte densité de population. La gestion du plan de gestion environnementale et sociale conditionnera la réussite du projet. Par ailleurs, l'étude et le dimensionnement du réseau d'évacuation de l'électricité produite aura un impact sur le coût du projet. Les contraintes liées au projet sont donc :

- un coût prohibitif des compensations et des mesures d'atténuation d'impact environnemental.
- une mauvaise maîtrise du plan de gestion environnementale et sociale ;
- la non faisabilité technique et/ou économique de l'évacuation de l'énergie produite.

Contrainte financière ; l'accord du FMI (PPTTE) est requis pour obtenir le prêt d'Exim-Bank Chine. Selon le schéma de financement proposé par SINOHYDRO. Une contribution d'environ 10% du coût du projet est attendue de la Côte d'Ivoire.

6. **Bénéficiaires** : Secteur ivoirien de l'Electricité ; Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau ; Population vivant en Côte d'Ivoire, Consommateurs d'énergie électrique (Ménages et Industriels).
7. **Actions antérieures ou en cours** : Suite à une offre de SINOHYDRO, une entreprise chinoise, des discussions ont été engagées en vue de réaliser le projet sous forme de contrat clé-en-main. Un contrat commercial a été signé entre le Ministère des Mines et de l'Energie et SINOHYDRO, le 28 avril 2009 mais la requête de financement du Gouvernement de la Côte d'Ivoire au Gouvernement de la République de Chine n'a pas été encore faite.
8. **Stratégies de mise en œuvre** : L'option privilégiée est la réalisation du barrage par SINOHYDRO sous la forme d'un contrat clé-en-main, Cependant, la possibilité de réalisation du projet par BOOT n'est pas écartée. A cet effet, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé en 2010 pour sélectionner les entreprises intéressées par le projet. Le dépouillement de cet appel n'est pas encore réalisé.
9. **Activités à réaliser** : Faire la requête de financement auprès du Gouvernement Chinois ; Mise en place du financement.
10. **Marqueurs de progrès (indicateur)** :
 - 2 mois : Signature de la requête de financement ;
 - 4 mois : Mise en place du financement ;
 - 5 ans : Construction et mise en service de l'ouvrage.
11. **Période d'exécution** : court & moyen terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 7 ans à partir de 2012.
12. **Maître d'ouvrage** : Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.
13. **Maître d'œuvre** : Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE).
14. **Partenaires** :
 - SOGEPE pour la phase de recherche de financement ;
 - SOPIE dans la phase de réalisation du projet ;
 - CIE pour l'exploitation ;
 - Autres Ministères : Ministère de l'Economie et des Finances; Ministère de l'Intérieur ; Ministère de l'Agriculture ; Ministère de l'Environnement.
15. **Coûts prévisionnels** : Le coût estimatif du projet est de 305 milliards F CFA pour les ouvrages de génie civil et équipements de l'usine, le réseau de transport d'énergie ainsi que tous les coûts relatifs aux déplacements de population.
 - Etude : 9 milliards F CFA (3%) ;
 - Equipement : 275 milliards F CFA (90%) ;
 - Fonctionnement : 21 milliards F CFA (7%).
16. **Contributions souhaitées** : Etat CI : 10% / 30 500 millions F CFA; Institutionnels : 90% / 274 500 millions F CFA.
17. **Gains attendus** : à l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement :

- Le projet est éligible au titre du mécanisme MDP. Mais sa réalisation soulève des questions quant au déplacement des populations et la destruction de plantations de culture de rente (café, cacao, notamment) ;
- OMD (Objectif 7) : Préservation de l'environnement par l'utilisation d'une technologie réduisant les émissions de CO2.

19. Financement des charges récurrentes :

- La Société de projet, selon le schéma retenue, est chargée de l'exploitation, l'entretien et de la maintenance de l'ouvrage si c'est réalisé sous forme de BOOT ;
- Le Concessionnaire chargé de l'exploitation, CIE supporte la maintenance et le secteur ivoirien de l'électricité supporte les charges de grosses révisions.

Fiches n° 31, 32, 33, 34

Projet	Aménagements hydroélectriques sur le fleuve Sassandra
Code action	EEN & R_AOD/CAPHYD/M & LT_

1. **Orientation :** Renforcement du parc de production par la construction de quatre (4) barrages hydroélectriques pour amorcer ainsi le début de l'exploitation du potentiel hydroélectrique national. L'exploitation du parc de production amorcerait ainsi un virage hydraulique (production hydraulique nettement supérieur à la production thermique).
2. **Objectif :**
Ces projets visent les principaux objectifs suivants :
 - réaliser les équipements du bief aval du fleuve Sassandra ;
 - augmenter les capacités du parc de production hydraulique de 580 MW.
3. **Description de la situation :** Ces projets s'inscrivent dans la stratégie de mise en valeur équilibrée des ressources énergétiques nationales. Après la réalisation des ouvrages hydroélectriques de Kossou, Taabo et Buyo entre 1972 et 1981, une priorité a été accordée au développement du parc de production thermique à la faveur de la découverte des réserves importantes de gaz naturel au large des côtes ivoiriennes. La demande d'électricité est aujourd'hui satisfaite à environ 75% par les Centrales thermiques fonctionnant essentiellement au gaz naturel dont le prix est indexé au cours du pétrole. La flambée des cours du pétrole fait peser une menace sur la viabilité financière du secteur et le place dans une situation de déficit chronique depuis plusieurs années. La construction de ces barrages hydroélectriques va permettre de relever le niveau de l'hydroélectricité en Côte d'Ivoire et de faire face, à moindre coût, à la croissance de la demande d'électricité.
4. **Contraintes liées au projet :** Les contraintes du projet sont les contraintes environnementales et sociales. En effet la zone du projet est une zone agricole à forte densité de population. La gestion du plan de gestion environnementale et sociale conditionnera la réussite du projet. Par ailleurs, l'étude et le dimensionnement du réseau d'évacuation de l'électricité produite aura un impact sur le coût du projet. Les contraintes liées au projet sont donc :
 - un coût prohibitif des compensations et des mesures d'atténuation d'impact environnemental.
 - une mauvaise maîtrise du plan de gestion environnementale et sociale ;
 - la non faisabilité technique et/ou économique de l'évacuation de l'énergie produite.
5. **Bénéficiaires :** Secteur ivoirien de l'Electricité ; Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau de distribution et de la facturation ; Population vivant en Côte d'Ivoire, consommateurs d'énergie électrique (ménages et industriels).
6. **Actions antérieures ou en cours :**
Les actions suivantes ont été menées :
 - la mise en place du plan de travail ;

- la collecte de données, examen et analyse des données existantes ;
- la visite des sites effectuée avec une mission d'experts de KOICA du 07 au 11 juin 2010.

7. **Stratégies de mise en œuvre** : La stratégie de mise en œuvre consiste à réaliser, dans un premier temps, l'étude de faisabilité du barrage hydroélectrique et du réseau d'évacuation d'énergie associé. Une fois les ouvrages dimensionnés et le coût de réalisation déterminés, la construction du barrage sera engagée soit par l'Etat sous la forme d'un contrat BOOT. On veillera également à inscrire le projet au mécanisme MDP.

8. Activités à réaliser :

Les activités suivantes ont été identifiées :

- la réalisation de l'étude de faisabilité du barrage ;
- la réalisation de l'étude de faisabilité du réseau d'évacuation ;
- la réalisation de l'étude d'impact environnemental ;
- le montage financier du projet et la recherche de financement ;
- la construction du barrage.

9. Marqueurs de progrès (indicateurs) :

- 5 mois : Voies d'accès réalisées ;
- 18 mois : Rapports des études de faisabilité disponibles ;
- 3 mois : Rapport de l'étude d'impact environnemental disponibles ;
- 48 mois : La construction du barrage.

10. **Maître d'ouvrage** : Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

11. **Maître d'œuvre** : Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE).

12. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- Voies d'accès réalisées : 5 mois ;
- Rapports des études de faisabilité disponibles : 18 mois ; Kourokoro : 4 mois
- Rapport de l'étude d'impact environnemental disponibles : 3 mois ; Kourokoro : 3 mois
- Construction du barrage : 48 mois ; Kourokoro : 24 mois.

13. Impact sur les ODM/Environnement :

- Le projet est éligible au titre du mécanisme MDP. Mais sa réalisation soulève des questions quant au déplacement des populations et la destruction de plantations de culture de rente (café, cacao) ;
- OMD : Objectif 7 : Préservation de l'environnement par l'utilisation d'une technologie réduisant les émissions de CO2.

14. **Financement des charges récurrentes** : La Société de projet, selon le schéma retenue, est chargée de l'exploitation, l'entretien et de la maintenance de l'ouvrage si c'est réalisé sous forme de BOOT. Le Concessionnaire chargé de l'exploitation supporte la maintenance et le secteur de l'électricité supporte les charges de grosses révisions selon le contrat de concession CIE.

Caractéristiques

Ouvrages	Puissance (MW)	Faiblesses		Partenaires	Coûts prévisionnels Milliards F CFA	Contributions souhaitées	Période /Durée
		GWh 8 760 h/an ; Tx dispo : 75% ; Rdmt : 74,4%	Milliards F CFA/an @ 60 Fcfa/kWh				
Gribo-Popoli	112	736	33	L'entreprise coréenne KEPCO pour l'étude de faisabilité La coopération Coréenne (KOICA) pour le financement	Etudes de faisabilité : 0.630	Coopération Coréenne (KOICA) : 1,34 millions de Dollars des Etats-Unis Les taxes et impôts sont supportés par l'Etat de Côte d'Ivoire	2016- 2020/ 6 ans
BouToubré	156	1 025	46	L'entreprise coréenne KEPCO pour l'étude de faisabilité La coopération Coréenne (KOICA) pour le financement	Etudes de faisabilité : 0.630	Coopération Coréenne (KOICA) : 1,34 millions de Dollars des Etats-Unis Les taxes et impôts sont supportés par l'Etat de Côte d'Ivoire	2016- 2020/6 ans
Louga	280	1 840	82	L'entreprise coréenne KEPCO pour l'étude de faisabilité La coopération Coréenne (KOICA) pour le financement	Etudes de faisabilité : 0.630	Coopération Coréenne (KOICA) : 1,34 millions de Dollars des Etats-Unis Les taxes et impôts sont supportés par l'Etat de Côte d'Ivoire	2021- 2030/6 ans
Kouroukoro	32	210	9		Etudes de faisabilité : 800	Coopération IDA Banque Mondiale ou Agence Française de Développement (AFD) ; Les taxes et impôts sont supportés	2021- 2030/6 ans

						par l'Etat de Côte d'Ivoire.	
--	--	--	--	--	--	------------------------------	--

Micro projet	Aménagement hydroélectrique de Tahibli
Code action	EEN & R_AOD/CAPHYD/LT_

1. **Orientation :** Renforcement du parc de production par la construction du barrage hydroélectrique de **Tahibli** et amorcer ainsi le début de l'exploitation du potentiel hydroélectrique national. L'exploitation du parc de production amorcerait ainsi un virage hydraulique (production hydraulique nettement supérieur à la production thermique).

2. **Objectif :**

- réaliser l'équipement du bief aval du fleuve **Cavally** ;
- augmenter de **19,5 MW** la capacité du parc de production hydraulique actuelle qui est de 604 MW.

3. **Description de la situation :**

Ce projet s'inscrit dans la stratégie de mise en valeur équilibrée des ressources énergétiques nationales. Après la réalisation des ouvrages hydroélectriques de Kossou, Taabo et Buyo entre 1972 et 1981, une priorité a été accordée au développement du parc de production thermique à la faveur de la découverte des réserves importantes de gaz naturel au large des côtes ivoiriennes. La demande d'électricité est aujourd'hui satisfaite à environ 75% par les Centrales thermiques fonctionnant essentiellement au gaz naturel dont le prix est indexé au cours du pétrole. La flambée des cours du pétrole fait peser une menace sur la viabilité financière du secteur et le place dans une situation de déficit chronique depuis plusieurs années. La construction de ce barrage hydroélectrique va permettre de relever le niveau de l'hydroélectricité en Côte d'Ivoire et de faire face, à moindre coût, à la croissance de la demande d'électricité.

4. **Coût des risques (faiblesses) :**

Internes : La non réalisation du projet, sans alternative viable, entrainerait un déficit énergétique d'environ **128 GWh** et un manque à gagner, sur les recettes projetées de l'ordre de **6 milliards/an**.

Hypothèses :

Nb d'heures / an	Disponibilité	Rendement réseau	Tarif moyen
8760 h	75%	74,4%	60 Fcfa/kWh

Externes : Déplacement des populations ;

Métier : Sans Objet.

5. **Contraintes liées au projet :**

- Mauvaise maîtrise du plan de gestion environnementale et sociale ;
- Coût prohibitif des compensations et des mesures d'atténuation d'impact environnemental ;
- Non faisabilité technique et/ou économique de l'évacuation de l'énergie produite.

6. **Bénéficiaires :**

Secteur ivoirien de l'Electricité ;

Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau de distribution et de la facturation ;

Population vivant en Côte d'Ivoire, consommateurs d'énergie électrique (ménages et industriels).

7. Actions antérieures ou en cours :

Les actions suivantes ont été menées :

- L'étude d'Avant Projet Sommaire ;
- la collecte de données, examen et analyse des données existantes ;

8. Stratégies de mise en œuvre :

La stratégie de mise en œuvre consiste à réaliser, dans un premier temps, l'étude de faisabilité du barrage hydroélectrique et du réseau d'évacuation d'énergie associé. Une fois les ouvrages dimensionnés et le coût de réalisation déterminés, la construction du barrage sera engagée soit par l'Etat sous la forme d'un contrat BOOT. On veillera également à inscrire le projet au mécanisme MDP.

9. Activités à réaliser :

Les activités suivantes ont été identifiées :

- la réalisation de l'étude de faisabilité du barrage ;
- la réalisation de l'étude de faisabilité du réseau d'évacuation ;
- la réalisation de l'étude d'impact environnemental ;
- le montage financier du projet et la recherche de financement ;
- la construction du barrage.

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 5 mois : Voies d'accès réalisées ;
- 18 mois : Rapports des études de faisabilité disponibles ;
- 3 mois : Rapport de l'étude d'impact environnemental disponibles ;
- 48 mois : La construction du barrage.

11. Période d'exécution : long terme ; l'étude sera réalisée sur une durée de 1 an et le projet sur 5 ans à partir de 2021.

12. Maître d'ouvrage : Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

13. Maître d'œuvre : Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE).

14. Partenaires :

L'Etat de Côte d'Ivoire représenté par les acteurs du secteur ivoirien de l'électricité qui sont:

- la SOGEPE pour la phase de recherche de financement ;
- la SOPIE dans la phase de réalisation du projet ;
- et la CIE pour l'exploitation.

Partenaire extérieur à rechercher.

15. Coûts prévisionnels :

- Les études de faisabilité sont estimées à 800 millions F CFA ;
- Les études de faisabilité détermineront les coûts de réalisation du projet.

16. Contributions souhaitées :

- Coopération IDA Banque Mondiale ou Agence Française de Développement (AFD) ;
- Les taxes et impôts sont supportés par l'Etat de Côte d'Ivoire.

17. Gains attendus : à l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement :

- Le projet est éligible au titre du mécanisme MDP. Mais sa réalisation soulève des questions quant au déplacement des populations et la destruction de plantations de culture de rente (café, cacao, notamment) ;
- OMD : Objectif 7 : Préservation de l'environnement par l'utilisation d'une technologie réduisant les émissions de CO2.

19. Financement des charges récurrentes :

- La Société de projet, selon le schéma retenue, est chargée de l'exploitation, l'entretien et de la maintenance de l'ouvrage si c'est réalisé sous forme de BOOT ;
- Le Concessionnaire chargé de l'exploitation, CIE supporte la maintenance et le secteur ivoirien de l'électricité supporte les charges de grosses révisions.

Fiche n° 37

Micro projet :	Construction de l'Aménagement hydroélectrique Drou
Code action	EEN & R_AOD/CAPHYD/LT_

1. **Orientation :** Renforcement du parc de production par la construction du barrage hydroélectrique de **Drou** dans le cadre du développement des énergies nouvelles et renouvelables.

2. **Objectif :**

- réaliser l'équipement du bief aval de la rivière **Drou** dans la région de Man ;
- augmenter de **1,5 MW** la capacité du parc de production hydraulique.

3. **Description de la situation :**

La mini et micro hydraulique est très peu, voire inexploitée en Côte d'Ivoire. La centrale hydraulique des rapides Grah, 2x 2,5 MW est la plus petite en exploitation. Le potentiel de mini et micro hydraulique, comme source d'énergie nouvelle et renouvelable reste encore à exploiter.

4. **Coût des risques (faiblesses) :**

Internes : La non réalisation du projet, sans alternative viable, entrainerait un déficit énergétique de **10 GWh** et un manque à gagner, sur les recettes projetées de **0,44** milliards/an.

Hypothèses :

Nb d'heures / an	Disponibilité	Rendement réseau	Tarif moyen
8760 h	75%	74,4%	60 Fcfa/kWh

Externes : Sans Objet

Métier : La non réalisation du projet limite le mix énergétique en Energies Nouvelles et Renouvelables.

5. **Contraintes liées au projet :** Du fait de la faible taille de l'aménagement, les contraintes d'ordre environnemental et social du projet sont minimales.

6. **Bénéficiaires :** Secteur ivoirien de l'Electricité ; Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau de distribution et de la facturation ; Population vivant en Côte d'Ivoire, consommateurs d'énergie électrique (ménages et industriels).

7. **Actions antérieures ou en cours :** Les études d'esquisses et d'identification du site sont disponibles.

8. **Stratégies de mise en œuvre :** elle consiste à réaliser, dans un premier temps, l'étude de faisabilité du barrage hydroélectrique et du réseau d'évacuation d'énergie associé. Une fois les ouvrages dimensionnés et le coût de réalisation déterminés, la construction du barrage sera engagée par l'Etat. On veillera également à inscrire le projet au mécanisme MDP.

9. **Activités à réaliser :**

Les activités suivantes ont été identifiées :

- la réalisation de l'étude de faisabilité du barrage ;
- la réalisation de l'étude de faisabilité du réseau d'évacuation ;
- la réalisation de l'étude d'impact environnemental et MDP ;
- le montage financier du projet et la recherche de financement ;
- la construction du barrage.

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 3 mois : Voies d'accès réalisées ;
- 5 mois : Rapports des études de faisabilité disponibles ;
- 4 mois : Rapport de l'étude d'impact environnemental disponibles ;
- 18 mois : La construction du barrage.

11. **Période d'exécution** : long terme ; le projet sera réalisé sur une durée de 2,5 ans à partir de 2021

12. **Maître d'ouvrage** : Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

13. **Maître d'œuvre** : Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE).

14. Partenaires :

L'Etat de Côte d'Ivoire représenté par les acteurs du secteur ivoirien de l'électricité qui sont:

- La SOGEPE pour la phase de recherche de financement ;
- La SOPIE dans la phase de réalisation du projet ;
- et la CIE pour l'exploitation.

Un partenaire privé pour l'étude de faisabilité.

15. **Coûts prévisionnels** : 16 000 millions F CFA

Etude	(3%)	: 480 millions F CFA ;
Ingénierie	(7%)	: 1 120 millions F CFA ;
Equipement	(90%)	: 14 400 millions F CFA ;
Exploitation	(5%)	: 800 millions F CFA par an.

16. Contributions souhaitées :

Etat CI	:	10%	(1 600 millions F CFA);
Privés extérieurs	:	90%	(14 400 millions F CFA).

17. **Gains attendus** : à l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement :

- Le projet est éligible au titre du mécanisme MDP ;
- OMD : Objectif 7 : Préservation de l'environnement par l'utilisation d'une technologie réduisant les émissions de CO2.

19. Financement des charges récurrentes :

Le Concessionnaire chargé de l'exploitation, CIE supporte la maintenance et le secteur ivoirien de l'électricité supporte les charges de grosses révisions.

Projet	Microcentrale hydroélectrique de 300 KW sur le fleuve Agnéby
Code action	EEN & R_AOD/CAPHYD/MT_

1. **Orientation** : Organisation de l'accès aux services énergétiques modernes des populations des localités rurales.
2. **Objectifs** :
 - Développer l'électrification rurale décentralisée par la micro hydroélectricité ;
 - Accroître la part des énergies renouvelable dans le bilan électrique national ;
 - Promouvoir et développer les énergies renouvelables ;
 - Renforcer les capacités des agents dans le domaine de la micro hydroélectricité.
3. **Description de la situation** : La demande d'électricité n'est pas satisfaite et la Côte d'Ivoire veut diversifier ses sources de production mais surtout faire la promotion des énergies renouvelables notamment la petite hydraulique. La Côte d'Ivoire dispose d'un nombre important de cours d'eau et d'une bonne pluviométrie qui offrent de fortes possibilités de développement de l'hydroélectricité avec des répercussions limitées sur l'environnement ;
4. **Coût des risques (faiblesses)**
 - Internes : limite du le système d'électrification rurale conventionnelle du au coût élevé du raccordement d'une localité (100 à 150 millions FCFA) hormis le raccordement des ménages
 - Externes : recours à une technologie non disponible sur place
 - Métier : risque lié à l'indisponibilité des équipements de rechange
5. **Contraintes liées au projet** : Rupture dans le financement du projet
6. **Bénéficiaires** :
 - Les populations des localités à électrifier
 - l'Etat de Côte d'Ivoire ;
 - la Compagnie Ivoirienne d'Electricité ;
 - le secteur privé (Huileries, Scieries, Commerces, etc.) ;
 - les collectivités locales.
7. **Actions antérieures ou en cours** : Etude d'avant-projet à actualiser.
8. **Stratégies de mise en œuvre**
 - Mise en place d'un comité de pilotage dirigé par un Expert de la Direction Générale de l'Electricité et é comprenant es représentants des structures de la Direction des Energie Nouvelles et Renouvelables (DENR), de la Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE), de la Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) et du Conseil Général d'AGBOVILLE.
 - Participation des populations locales à la réalisation du projet
 - Assistance technique de la CIE, en tant qu'exploitant du réseau électrique, dans la conduite des études de faisabilité technique, le suivi de la réalisation des travaux et l'évaluation finale
 - La CIE.

9. Activités à réaliser

- Etude de faisabilité du projet
- Renforcement des capacités techniques des partenaires intervenant dans le projet.
- Réalisation des travaux (génie civil, électromécanique, électricité) et mise en service ;
- Suivi et évaluation du projet

10. Marqueurs de progrès (indicateurs) :

12 mois :

- Les études de faisabilité sont réalisées
- La passation de marché est effectuée;

24 mois :

- Les travaux de construction sont achevés
- La mise en service a été effectuée

11. Période d'exécution : moyen terme ; le projet sera exécuté sur une période de 36 mois à partir de 2016.

12. Maître d'ouvrage : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie

13. Maître d'œuvre : Direction Générale de l'Energie / Direction des Energies Nouvelles et Renouvelables et SOPIE

14. Partenaires :

- Conseil Général d'Agboville
- Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE)
- Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE)
- Secteur privé

15. Coûts prévisionnels : 800 millions F CFA

- Etude et conception : 40 millions F CFA ;
- Renforcement des capacités : 16 millions F CFA ;
- Equipement + installation : 1 486 millions F CFA ;
- Fonctionnement : 48 millions F CFA sur 3 ans

16. Contributions souhaitées

- Etat CI : 320 Millions F CFA, soit 40 %
- Institutionnels : 320 Millions F CFA, soit 40 %
- Privés locaux : 160 millions F CFA, soit 20 %

17. Gains attendus : à l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement :

- **ODM N°1 :** Réduire l'extrême pauvreté et la fin à travers la création d'activité génératrices de revenus du fait de la disponibilité de l'électricité ;
- **ODM N°4 :** réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans à travers la conservation des vaccins et l'amélioration des soins grâce à la disponibilité de l'électricité;
- **ODM N° 5 :** Améliorer la santé maternelle à travers l'amélioration des conditions d'accouchement grâce à la disponibilité de l'électricité
- **ODM N°7 :** Garantir un environnement durable à travers la réduction des émissions de gaz à effet de serre ;

19. Financement des charges récurrentes : Inclus dans le coût du projet

Micro projet :	Construction de l'Aménagement hydroélectrique Aboisso Bia
Code action	EEN & R_AOD/CAPHYD/MT_

1. **Orientation :** Renforcement du parc de production par la construction du barrage hydroélectrique **d'Aboisso Bia** dans le cadre de l'exploitation de la micro hydraulique.
2. **Objectif :** augmenter de **5 MW** la capacité du parc de production hydraulique.
3. **Description de la situation :** Ce projet s'inscrit dans la stratégie de développement des énergies alternatives.

4. Coût des risques (faiblesses) :

- Internes : La non réalisation du projet, sans alternative viable, entrainerait un déficit énergétique d'environ **33 GWh** et un manque à gagner, sur les recettes projetées de l'ordre de **1,5 milliards/an**.
- Hypothèses :

Nb d'heures / an	Disponibilité	Rendement réseau	Tarif moyen
8760 h	75%	74,4%	60 Fcfa/kWh

- Externes : Déplacement des populations ;
 - Métier : à déterminer.
5. **Contraintes liées au projet :** Exploitation d'une centrale hydraulique de petite puissance.
 6. **Bénéficiaires :** Secteur ivoirien de l'Electricité ; Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau de distribution et de la facturation ; Population vivant en Côte d'Ivoire, consommateurs d'énergie électrique (ménages et industriels).
 7. **Actions antérieures ou en cours :** L'étude d'Avant Projet Sommaire a été réalisée.
 8. **Stratégies de mise en œuvre :** La stratégie de mise en œuvre consiste à réaliser, dans un premier temps, l'étude de faisabilité du barrage hydroélectrique et du réseau d'évacuation d'énergie associé. Une fois les ouvrages dimensionnés et le coût de réalisation déterminés, la construction du barrage sera engagée.
 9. **Activités à réaliser :**
Les activités suivantes ont été identifiées :
 - la réalisation de l'étude de faisabilité du barrage ;
 - la construction du barrage.
 10. **Marqueurs de progrès (indicateur) :**
 - 3 mois : Rapports des études de faisabilité disponibles ;
 - 12 mois : La construction du barrage.
 11. **Période d'exécution :** moyen terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 1 an à partir de 2016.

12. **Maître d'ouvrage** : Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

13. **Maître d'œuvre** : Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE).

14. Partenaires :

L'Etat de Côte d'Ivoire représenté par les acteurs du secteur ivoirien de l'électricité qui sont:

- la SOGEPE pour la phase de recherche de financement ;
- la SOPIE dans la phase de réalisation du projet ;
- et la CIE pour l'exploitation.

Partenaire extérieur à rechercher.

15. **Coûts prévisionnels** : 8 600 millions F CFA

16. **Contributions souhaitées** : Secteur électrique ivoirien

17. **Gains attendus** : à l'étude

18. **Impact sur les ODM/Environnement** : OMD : Objectif 7 : Préservation de l'environnement par l'utilisation d'une technologie réduisant les émissions de CO2.

19. **Financement des charges récurrentes** : Le Concessionnaire chargé de l'exploitation, CIE supporte la maintenance et le secteur ivoirien de l'électricité supporte les charges de grosses révisions.

Fiche n° 40

Micro projet :	Construction de l'Aménagement hydroélectrique Aboisso Comoé
Code action	EEN & R_AOD/CAPHYD/LT_

1. **Orientation :** Renforcement du parc de production par la construction du barrage hydroélectrique d'Aboisso Comoé et amorcer ainsi le début de l'exploitation du potentiel hydroélectrique national. L'exploitation du parc de production amorcerait ainsi un virage hydraulique (production hydraulique nettement supérieur à la production thermique).
2. **Objectif :** augmenter de 150 MW a capacité du parc de production hydraulique.
3. **Description de la situation :** Ce projet s'inscrit dans la stratégie de mise en valeur équilibrée des ressources énergétiques nationales. Après la réalisation des ouvrages hydroélectriques de Kossou, Taabo et Buyo entre 1972 et 1981, une priorité a été accordée au développement du parc de production thermique à la faveur de la découverte des réserves importantes de gaz naturel au large des côtes ivoiriennes. La demande d'électricité est aujourd'hui satisfaite à environ 75% par les Centrales thermiques fonctionnant essentiellement au gaz naturel dont le prix est indexé au cours du pétrole. La flambée des cours du pétrole fait peser une menace sur la viabilité financière du secteur et le place dans une situation de déficit chronique depuis plusieurs années. La construction de ce barrage hydroélectrique va permettre de relever le niveau de l'hydroélectricité en Côte d'Ivoire et de faire face, à moindre coût, à la croissance de la demande d'électricité.

4. **Coût des risques (faiblesses) :**

Internes : La non réalisation du projet, sans alternative viable, entrainerait un déficit énergétique d'environ **986 GWh** et un manque à gagner, sur les recettes projetées de l'ordre de **44** milliards/an.

Hypothèses :

Nb d'heures / an	Disponibilité	Rendement réseau	Tarif moyen
8760 h	75%	74,4%	60 Fcfa/kWh

Externes : Déplacement des populations ;

Métier : Sans Objet.

5. **Contraintes liées au projet :**

- Mauvaise maîtrise du plan de gestion environnementale et sociale ;
- Coût prohibitif des compensations et des mesures d'atténuation d'impact environnemental ;
- Non faisabilité technique et/ou économique de l'évacuation de l'énergie produite.

6. **Bénéficiaires :**

Secteur ivoirien de l'Electricité ;

Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau de distribution et de la facturation ;

Population vivant en Côte d'Ivoire, consommateurs d'énergie électrique (ménages et industriels).

7. Actions antérieures ou en cours :

Les actions suivantes ont été menées :

- L'étude d'Avant Projet Sommaire ;
- la collecte de données, examen et analyse des données existantes ;

8. **Stratégies de mise en œuvre :** La stratégie de mise en œuvre consiste à réaliser, dans un premier temps, l'étude de faisabilité du barrage hydroélectrique et du réseau d'évacuation d'énergie associé. Une fois les ouvrages dimensionnés et le coût de réalisation déterminés, la construction du barrage sera engagée soit par l'Etat sous la forme d'un contrat BOOT. On veillera également à inscrire le projet au mécanisme MDP.

9. Activités à réaliser :

Les activités suivantes ont été identifiées :

- la réalisation de l'étude de faisabilité du barrage ;
- la réalisation de l'étude de faisabilité du réseau d'évacuation ;
- la réalisation de l'étude d'impact environnemental ;
- le montage financier du projet et la recherche de financement ;
- la construction du barrage.

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 5 mois : Voies d'accès réalisées ;
- 18 mois : Rapports des études de faisabilité disponibles ;
- 3 mois : Rapport de l'étude d'impact environnemental disponibles ;
- 48 mois : La construction du barrage.

11. **Période d'exécution :** long terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 7 ans à partir de 2021.

12. **Maître d'ouvrage :** Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

13. **Maître d'œuvre :** Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE).

14. Partenaires :

L'Etat de Côte d'Ivoire représenté par les acteurs du secteur ivoirien de l'électricité qui sont:

- la SOGEPE pour la phase de recherche de financement ;
- la SOPIE dans la phase de réalisation du projet ;
- la CIE pour l'exploitation.

Partenaire extérieur à rechercher.

15. **Coûts prévisionnels :** 250 000 millions F CFA

16. **Contributions souhaitées :** Institution : 100%

- Coopération IDA Banque Mondiale ou Agence Française de Développement (AFD) ;
- Les taxes et impôts sont supportés par l'Etat de Côte d'Ivoire.

17. **Gains attendus :** à l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement :

- Le projet est éligible au titre du mécanisme MDP. Mais sa réalisation soulève des questions quant au déplacement des populations et la destruction de plantations de culture de rente (café, cacao, notamment) ;
- OMD : Objectif 7 : Préservation de l'environnement par l'utilisation d'une technologie réduisant les émissions de CO2.

19. Financement des charges récurrentes :

- La Société de projet, selon le schéma retenue, est chargée de l'exploitation, l'entretien et de la maintenance de l'ouvrage si c'est réalisé sous forme de BOOT ;
- Le Concessionnaire chargé de l'exploitation, CIE supporte la maintenance et le secteur ivoirien de l'électricité supporte les charges de grosses révisions.

Fiche n° 41

Projet	Interconnexion Côte d'Ivoire - Mali
Code action	EEN & R_AOD/CONN/CT_

1. **Orientation** : Interconnexion des réseaux électriques de la Côte d'Ivoire et du Mali en vue d'échanger de l'énergie.

2. **Objectif** :

- apporter un concours à l'alimentation électrique du sud-est du Mali, assurée actuellement par des groupes Diesel ;
- alimenter la ville de Bamako par le prolongement de la ligne d'interconnexion jusqu'au réseau de transport du Mali ;
- optimiser l'exploitation des moyens de production et des réseaux de Transport de la Côte d'Ivoire et du Mali.

3. **Description de la situation** : La configuration actuelle du réseau ivoirien de transport d'énergie électrique, dans sa partie Nord, n'offre pas la sécurité nécessaire pour exporter de grandes puissances vers le Burkina et le Mali. En effet, toute indisponibilité d'une des lignes 225 kV BOUAKE2-FERKE, BUYO-MAN ou KOSSOU-BOUAKE2 entraîne une interruption de l'exportation vers le Nord et des Energies Non Distribuées (END) dans le réseau Nord ou Nord-Ouest du pays selon les cas.

4. **Coût des risques (faiblesses)** :

Internes : La non réalisation du projet conduirait à un manque à gagner sur l'exportation d'énergie de **175 GWh** correspondant à des recettes sur l'exportation de **8 milliards Fcfa** pour un transit de 20 MW ; Il faut compter dix fois plus quand le transit passera à 200 MW à terme.

Hypothèses :

Tarif Export	Risque
45 Fcfa/kWh	-175 GWh

Externes : Sans Objet ;

Métier : Risque d'insécurité de transport d'énergie dans la partie nord du réseau électrique ivoirien.

5. **Contraintes liées au projet** : Contrainte financière : la contribution des Etats, de l'aide bilatérale et des partenaires au développement est requise.

6. **Bénéficiaires** :

- Les secteurs de l'électricité de la Côte d'Ivoire et du Mali ;
- Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau ;
- Les populations vivant en Côte d'Ivoire et au Mali, Consommateurs d'énergie électrique (Ménages et Industriels).

7. **Actions antérieures ou en cours** : Ce projet s'inscrit dans le cadre des réseaux interconnectés de la CEDEAO.

8. Stratégies de mise en œuvre :

- Suivre l'exécution des travaux de la première phase ;
- Obtenir le financement complémentaire ;
- Financer la quote part de la Côte d'Ivoire :
 - mesures d'Impact Environnemental ;
 - budget des organes de gestion ;
 - appui institutionnel.

9. Activités à réaliser :

Il s'agit de la fourniture et de la mise en œuvre du matériel nécessaire à la réalisation :

- d'une ligne Haute Tension 225 kV Ferké-Sikasso-Koutiala-Ségou 519 km ;
- de l'extension des Postes de Ferké et de Ségou ;
- de la construction d'un poste à Sikasso et Koutiala 225/33/15 kV ;
- de la Fourniture et pose d'une réactance de 50 MVar ;
- de l'appui institutionnel.

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- fin décembre 2011 : premier tronçon ;
- juin 2013 : deuxième tronçon ;

11. Période d'exécution : court terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 3 ans à partir de 2012.

12. Maître d'ouvrage : Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

13. Maître d'œuvre : Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE).

14. Partenaires :

- Les Etats de Côte d'Ivoire et du Mali ;
- Le West Africa Power Pool ;
- Le Gouvernement indien, la BOAD, la CEDEAO, l'Electricité du Mali.

15. Coûts prévisionnels : 47 000 millions F CFA (94 millions \$US)

16. Contributions souhaitées :

- Etat CI : 1,4% ; (658 millions F CFA)
- Institutionnels : 35% ; (16 450 millions F CFA)
- Privés extérieurs : 63,6% ; (29 892 millions F CFA)

17. Gains attendus : à l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement : à déterminer

19. Financement des charges récurrentes : La Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) est chargée de l'entretien, de la maintenance et de l'exploitation de la ligne.

Fiche n° 42

Projet	Doubllement de l'interconnexion CI-Ghana en 330 kV
Code action	EEN & R_AOD/CONN/MT_

1. **Orientation** : Renforcement de la capacité de la ligne d'Interconnexion Côte d'Ivoire – Ghana par le doubllement de la ligne.
2. **Objectif** : pour faire face à des niveaux élevés prévisibles de transit, il est nécessaire de procéder au renforcement de la capacité de transit entre la Côte d'Ivoire et le Ghana par la construction de la deuxième ligne d'interconnexion en 330 kV. Le niveau des exportations de puissance de la Côte d'Ivoire vers le Ghana a souvent atteint le pic de 280 MW.

3. **Description de la situation** :

L'analyse de l'équilibre Offre-Demande de l'espace CEDEAO présente, malgré son important potentiel énergétique, des déficits d'énergie électrique par endroits. Face à cette situation, la CEDEAO préconise l'interconnexion des réseaux nationaux qui devra permettre la mise en commun des moyens de production afin que les zones déficitaires profitent du surplus des autres et la création du marché de l'électricité par le West African Power Pool (WAPP).

4. **Coût des risques (faiblesses)** :

Internes : La non réalisation du projet conduirait à un manque à gagner sur l'exportation d'énergie de 90 GWh correspondant à des recettes sur l'exportation de 5 milliards F CFA.

Hypothèses :

Tarif Export	Taux de change	Risque
0,12 \$US/kWh	470 Fcfa/\$ US	-90 GWh

Externes : Sans Objet ;

Métier : Risque d'insécurité de transport d'énergie dans la partie sud-est du réseau électrique ivoirien.

5. **Contraintes liées au projet** :

Contrainte financière : la contribution du West African Power Pool (WAPP) est requise.

6. **Bénéficiaires** :

- Les secteurs de l'électricité de la Cote d'Ivoire et du Ghana ;
- Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau ;
- Les populations vivant en Côte d'Ivoire et du Ghana, Consommateurs d'énergie électrique (Ménages et Industriels).

7. **Actions antérieures ou en cours** : Les études de faisabilité sont achevées. Les études d'impact environnemental sont en cours de réalisation.

8. **Stratégies de mise en œuvre** :

- Réalisation des études de faisabilité ;

- Réalisation des études d'impact environnemental ;
- Confection des Dossier d'Appel d'Offres ;
- Montage financier
- Réalisation des ouvrages.

9. Activités à réaliser :

Il s'agit de la fourniture et de la mise en œuvre du matériel :

- de la ligne 330 kV RIVIERA – PRESTEA longue d'environ de 220 km dont 146 km en Côte d'Ivoire,
- de la création d'un nœud 330 kV au poste de RIVIERA,
- de l'installation deux (2) transformateurs 330/225 kV au poste de RIVIERA,
- de l'extension du poste 330 kV de PRESTEA avec créations de travées 330 kV,
- de l'installation des équipements de télétransmission et de comptage associés.

10. Marqueurs de progrès (indicateurs) :

6 mois : Études de faisabilité et d'impact environnemental;

2 mois : Confection des DAO et lancement des Appels d'Offres ;

40 : Mise en service de l'ouvrage.

11. Période d'exécution : moyen terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 48 mois à partir de 2016.

12. Maître d'ouvrage : Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie pour le tronçon ivoirien.

13. Maître d'œuvre : Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE).

14. Partenaires :

- West African Power Pool (WAPP);
- Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE) ;
- Société de Gestion du Patrimoine du secteur de l'Electricité (SOGPE).

15. Coûts prévisionnels : 22 150 millions de FCFA. ; La quote-part ivoirienne est de 14 700 millions de FCFA.

16. Contributions souhaitées : Institutionnels : 100% (WAPP) ;

17. Gains attendus : à l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement : à déterminer.

19. Financement des charges récurrentes : La Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) est chargée de l'entretien, de la maintenance et de l'exploitation de la ligne.

Projet	Interconnexion Côte d'Ivoire – Libéria _ Sierra Leone - Guinée
Code action	EEN & R_AOD/CONN/MT_

1. **Orientation** : Interconnexion des réseaux électriques de la Côte d'Ivoire, du Liberia, de la Sierra Leone et de la Guinée en vue d'échanger de l'énergie.
2. **Objectif** : Le projet a pour objectif l'interconnexion des réseaux électriques de la Côte d'Ivoire, du Libéria, de la Sierra Leone et de la Guinée à partir du poste de Man. Il rentre dans le cadre de la mise en œuvre des projets du Système d'Echanges d'Energie Electrique Ouest Africain (EEEOA) pour le renforcement des échanges d'énergie électrique entre les pays de la sous région.

3. Description de la situation :

L'analyse de l'équilibre Offre-Demande de l'espace CEDEAO présente, malgré son important potentiel énergétique, des déficits d'énergie électrique par endroits. Face à cette situation, la CEDEAO préconise l'interconnexion des réseaux nationaux qui devra permettre la mise en commun des moyens de production afin que les zones déficitaires profitent du surplus des autres et la création du marché de l'électricité par le West African Power Pool (WAPP). L'étude de faisabilité du projet a été confiée au groupement AETS-Europe/ SOGREAH et les études du levé topographique et de l'évaluation de l'impact environnemental et social à Korea Electric Power Corporation (KEPCO).

4. Coût des risques (faiblesses) :

- Internes : La non réalisation du projet conduirait à un manque à gagner sur l'exportation d'énergie de **727 GWh** correspondant à des recettes sur l'exportation de **36 milliards Fcfa** pour un transit de 83 MW en 2013.

Hypothèses :

Tarif Export	Risque
50 Fcfa/kWh	727 GWh

- Externes : à déterminer ;
- Métier : Risque d'insécurité de transport d'énergie dans la partie ouest du réseau électrique ivoirien.

5. **Contraintes liées au projet** : Contrainte financière : la contribution des Etats, de l'aide bilatérale et des partenaires au développement est requise.

6. Bénéficiaires :

- Les secteurs de l'électricité de la Cote d'Ivoire, du Liberia, de la Sierra Leone et de la Guinée ;
- Concessionnaire du service Public (CIE) en charge de l'exploitation du réseau ;
- Les populations vivant en Côte d'Ivoire, au Liberia, en Sierra Leone et en Guinée, Consommateurs d'énergie électrique (Ménages et Industriels).

7. Actions antérieures ou en cours :

Les études de faisabilité et d'impact environnemental sont achevées et en cours de consolidation.

8. Stratégies de mise en œuvre :

- Réalisation des études de faisabilité ;
- Réalisation des études d'impact environnemental ;
- Confection des Dossier d'Appel d'Offres ;
- Montage financier ;
- Réalisation des ouvrages.

9. **Activités à réaliser :** Le projet se traduira par la construction d'une ligne de transport Haute Tension d'environ 1360 km, la construction de dix (10) postes Haute Tension (quatre (04) au Libéria, cinq (05) en Sierra Leone, un (01) en Guinée) et l'extension de deux (02) postes Haute Tension, dont l'un en Côte d'Ivoire (poste de Man) et l'autre en Guinée.

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- fin décembre 2011 : Études de faisabilité et d'impact environnemental;
- juin 2012 : Confection des DAO et lancement des Appels d'Offres ;
- 2014 : Mise en service ;

11. **Période d'exécution :** moyen terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 3 ans à partir de 2016.

12. **Maître d'ouvrage :** Etat de Côte d'Ivoire représenté par le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie pour le tronçon ivoirien.

13. **Maître d'œuvre :** Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE).

14. Partenaires :

- Les Etats de Côte d'Ivoire, du Liberia, de la Sierra Leone et de la Guinée ;
- Le West Africa Power Pool;
- Les Bailleurs de Fonds : la BOAD, la CEDEAO, Etc.

15. **Coûts prévisionnels :** 208 530 millions F CFA (317,9 millions d'euros) ;

16. **Contributions souhaitées :** Institutionnels : 100% ;

17. **Gains attendus :** à l'étude

18. **Impact sur les ODM/Environnement :** à déterminer.

19. **Financement des charges récurrentes :** La Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) est chargée de l'entretien, de la maintenance et de l'exploitation de la ligne.

**FICHES PROJETS DU DOMAINE D'ACTIVITES STRATEGIQUES NO 2 :
ENERGIE DURABLE PAR LE DEVELOPPEMENT DES SOURCES D'ENERGIE
NOUVELLES ET RENOUVELABLES**

Projet	Etude d'évaluation du potentiel national des sources d'énergie alternatives
Code action	EEN & R/EN & R/CT_

1. **Orientation** : Promotion et développement des énergies renouvelables en Côte d'Ivoire
2. **Objectif** : L'objectif de cette étude est d'identifier le potentiel des énergies renouvelables pour aider à la définition de la stratégie en matière de développement des énergies renouvelables de la Côte d'Ivoire.

3. Description de la situation

La récente crise du pétrole de 2008 a fini par convaincre les plus septiques de la nécessité de se tourner vers des sources de production de l'énergie électrique moins dépendantes des hydrocarbures. En Côte d'Ivoire, environ 70% de l'énergie électrique est d'origine thermique.

Pour relever ces défis, le développement et la promotion des énergies nouvelles et renouvelables s'imposent. A cet effet, des études doivent être menées pour déterminer avec exactitude le potentiel de chaque filière d'énergies renouvelables en vue d'aider à la définition de la stratégie en matière de développement des énergies renouvelables en Côte d'Ivoire.

4. Coût des risques (faiblesses) : préciser hypothèses et calculs

- **Internes** : peu de projets mis en œuvre par manque de données sur le potentiel des énergies renouvelables.
- **Externes** : recours à l'expertise externe
- **Métier** : à déterminer

5. Contraintes liées au projet : La seule contrainte qui peut compromettre la réussite du projet est la disponibilité à temps du financement.

6. Bénéficiaires

- L'Etat de Côte d'Ivoire
- Les Instituts de recherches
- Les bureaux d'études
- Promoteurs de projets dans le domaine des énergies renouvelables.

7. Actions antérieures ou en cours : Elaboration des termes de référence (TDR)

8. Stratégies de mise en œuvre :

La démarche s'articulera en cinq (5) étapes conjointes :

1. Analyse des besoins énergétiques et de la consommation,
2. Etude de disponibilité et cartographie des ressources en énergies renouvelables,
3. Etude du potentiel de chaque filière,
4. Etude de financement pour chaque filière,
5. Elaboration d'un plan stratégique.

9. Activités à réaliser :

- Rédaction des termes de référence ;
- Conduite des appels d'offres et attribution des différents marchés
- Réalisation des différentes études

- Publication des différents rapports

10. Marqueurs de progrès (indicateurs) :

- En 6 mois : rapport d'analyse du profil de consommation énergétique disponible
- En 12 mois : Rapport d'Analyse et cartographie des ressources en énergies renouvelables disponible
- En 18 mois : rapport d'Etudes du potentiel et d'opportunité d'utilisation et le rapport plan d'action stratégique disponibles.

11. Période d'exécution : court terme ; l'étude durera au maximum 18 mois à partir de 2012.

12. Maître d'ouvrage : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie

13. Maître d'œuvre : Direction Générale de l'Energie

14. Partenaires : Les Conseils Généraux, instituts de recherches, SODEXAM

15. Coûts prévisionnels : 1 328 millions F CFA

- Etude : 915 000 000 F CFA
- Fonctionnement 413 000 000 F CFA sur 18 mois

16. Contributions souhaitées

- Etat CI : 929 500 000 F CFA, soit 70 %
- Institutionnels : 398 500 000 F CFA, soit 30 %

17. Gains attendus : à l'étude

18. Impact sur les OMD/Environnement : à déterminer

19. Financement des charges récurrentes : 398 500 000 F CFA

Projet	Promotion de réseaux électriques à base d'énergies alternatives pour des usages productifs dans des communautés rurales en Côte d'Ivoire
Code action	EEN & R/EN & R/CT_

1. **Orientation** : Assurer la sécurité énergétique en vue de fournir à la population une énergie accessible à tous et à moindre coût, exportable et qui préserve l'environnement
2. **Objectif** : Développer une approche de marché pour améliorer l'accès aux services énergétiques modernes des énergies renouvelables dans les zones rurales
3. **Description de la situation** :

Sur environs 8 513 localités, 2 821 étaient électrifiées en décembre 2010. La majorité des localités non électrifiées sont situées dans des zones rurales souvent éloignées du réseau national d'électricité. Cela est principalement dû aux faibles capacités financière de l'Etat et à la non viabilité économique d'une extension du réseau aux localités les plus éloignées.

L'usage des énergies renouvelables pour l'électrification rurale peut être une alternative crédible. Cependant des barrières institutionnelles, techniques et de manque de sensibilisation se dresse à la promotion de cette énergie source d'énergie.

Enfin, la forte proportion des énergies fossile dans la production nationale d'électricité (environs 70%) contribue à la dégradation de l'environnement : 3 116 752 t CO₂ ont été émis dans l'atmosphère en 2009 (facteur d'émission du réseau national : 0,537 tCO₂/ MWh ; production nationale d'électricité en 2009 : 5 804 008 MWh).

4. Coût des risques (faiblesses) :

- Internes : limite du système d'électrification rurale conventionnelle du au coût élevé du raccordement d'une localité (100 à 150 millions FCFA), le raccordement des ménages non compris
- Externes : recours à une technologie non disponible sur place
- Métier : risque lié à l'indisponibilité des équipements de rechange

5. Contraintes liées au projet :

- Rupture dans le financement du projet
- Non adhésion des communautés bénéficiaires en dépit des études socioéconomiques et des enquêtes menées indiquant les besoins en services énergétiques

6. **Bénéficiaires** : Etat de Côte d'Ivoire, secteur de l'électricité, les habitants de cinq (5) localités

7. Actions antérieures ou en cours :

- **Antérieure** :
 - ✓ Approbation par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) du formulaire d'identification du projet (PIF) : rédigé par l'ONUDI/ Janvier 2010;

- ✓ Approbation par le FEM de la requête de la subvention pour la préparation du projet (SPP) : la SPP est gérée par l'ONUDI/ Février 2010;
 - ✓ Etude socio-économique dans onze (11) localité/réalisée par la Direction Générale de l'Energie (DGE) avec appui financier de la SPP (ONUDI)/ Juillet 2010;
 - ✓ Remise de 2 ordinateurs portables à la DGE sur financement de la SPP (l'ONUDI)/ Août 2010 ;
 - ✓ Renforcement de capacités technique du point focal du projet au Rwanda/financé par la SPP (l'ONUDI)/Mai 2011
 - **En cours** : Rédaction du document final de projet par l'ONUDI
8. **Stratégies de mise en œuvre** : La mise en œuvre du projet est basée sur une approche d'apprentissage à la pratique (learning by doing) ;
9. **Activités à réaliser** :
- Sensibilisation et renforcement des capacités techniques nationales ;
 - Renforcement du cadre légal et réglementaire pour une électrification rurale à base d'énergies renouvelables ;
 - Conception et installation de cinq (5) microcentrales électriques (photovoltaïque et micro-hydraulique) à base d'énergie renouvelable d'environ 300 KW (si le financement se limite à la subvention du FEM et à l'apport de l'Etat) à 900KW (si le financement prend en compte la subvention du FEM, l'apport de l'Etat et l'apport à trouver au près de bailleurs bi ou multilatéraux) connectées à des réseaux isolés dans cinq (5) localités.
 - Diffusion des leçons apprises et évaluation indépendante du projet ;
 - Coordination et gestion du projet.
10. **Marqueurs de progrès (indicateur)** :
- Deuxième semestre 2013 : Cadre légal et réglementaire rédigé
 - Premier semestre 2014 : La puissance électrique installée ;
 - 2011 à 2014 : Le nombre de personnes dont les capacités ont été renforcées au niveau local et au niveau gouvernemental ;
11. **Période d'exécution** : court terme ; le projet sera réalisé de septembre 2011 à août 2014
12. **Maître d'ouvrage** : Ministère des Mines du pétrole et de l'énergie
13. **Maître d'œuvre** : Direction Générale de l'Energie
14. **Partenaires** : FEM, ONUDI, autres bailleurs bi ou multilatéraux, secteur privé
15. **Coûts prévisionnels** : 1 631.8 millions F CFA
- Sensibilisation et renforcement des capacités techniques nationales : 181 millions F CFA
 - Renforcement du cadre légal et réglementaire pour une électrification rurale à base d'énergies renouvelables : 155 millions F CFA
 - Conception et installation de cinq mini réseaux : 1 062 millions F CFA
 - Diffusion des leçons apprises et évaluation indépendante du projet : 78.5 millions F CFA
 - Coordination et gestion du projet : 155.046 millions F CFA
16. **Contributions souhaitées**
- Etat CI : 400 millions F CFA, soit 25 %
 - FEM (subvention): 431, 8 millions F CFA, soit 26 %
 - ONUDI (Subvention déjà disponible) : 25 millions F CFA, soit 2%
 - Agence Multilatérale/ privés local ou extérieur (à trouver) : 775 millions F CFA, soit 47 %
17. **Gains attendus** : à l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement :

- **OMD N°7 : Garantir un environnement durable** à travers la réduction des émissions de gaz à effet de serre (500 à 3580 tCO₂/an) ;
- **OMD N°1 : Réduire l'extrême pauvreté et la fin** à travers la création d'activité génératrices de revenus du fait de la disponibilité de l'électricité ;
- **OMD N°4 : réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans** à travers la conservation des vaccins et l'amélioration des soins grâce à la disponibilité de l'électricité;
- **OMD N° 5 : Améliorer la santé maternelle** à travers l'amélioration des conditions d'accouchement grâce à la disponibilité de l'électricité

19. Financement des charges récurrentes : Inclus dans le coût du projet.

Projet	Production de l'Énergie à base de Biomasse
Code action	EEN & R/EN & R/CT_

1. **Orientation** : Amélioration d'accès à l'électricité pour la population et l'industrie

2. **Objectifs**

- Produire et mettre sur le marché l'énergie à base de biomasse
- Valoriser les déchets agricoles et ménagers
- Maintenir l'équilibre de l'écosystème

3. **Description de la situation**

- La Côte d'Ivoire connaît une situation de déficit énergétique structurelle et important qui occasionne des délestages sur toute l'étendue du territoire national
- Le taux national de pénétration de l'électricité est jugé très bas, 32% environ
- La proportion de la part des énergies nouvelles et renouvelables dans le bilan énergétique national est nul (0%)
- Le niveau de l'importation de l'électricité est jugé très élevé dans un pays avec d'innombrables ressources naturelles

4. **Coût des risques (faiblesses)**

- internes : Rareté des ressources humaines locales en matière de l'utilisation de la biomasse dans les techniques de production de l'électricité ; Absence et/ ou faiblesse de valorisation de la matière première ;
- externes : Absence d'un cadre juridique adapté au développement des énergies nouvelles en Côte d'Ivoire ; Absence d'une convention qui lie le promoteur à l'Etat de Côte d'Ivoire ;
- métier : Risque à terme de dégradation de l'écosystème.

5. **Contraintes liées au projet**

- Retard dans la signature de la convention
- Non adhésion des bailleurs potentiels au projet

6. **Bénéficiaires** : Secteur de l'électricité / Consommateurs

7. **Actions antérieures ou en cours**

Actions antérieures

- démarches administratives traduites sous forme de séances de travail avec les autorités des mines et énergies (Direction des énergies nouvelles et renouvelables – Cabinet du Ministre des mines). Les travaux avec les autorités administratives se sont soldés par l'attribution d'une lettre d'intention enregistré sous le n°0510/MME/CAB-DGE/DEBR/DR du 14 avril 2010
- Recherche et identification d'un partenaire technique Allemand en la personne de NOVIS
- Recherche et identification d'un partenaire financier Allemand
- Séjour en mai-juin 2010 en Côte d'Ivoire de NOVIS et réalisation par lui d'une étude de faisabilité du projet

Actions en cours

- construction par NOVIS d'un projet pilote à San Pédro
- Discussions sur les termes de la convention de l'Etat avec le promoteur

8. **Stratégies de mise en œuvre** : Elaboration d'une carte nationale énergétique par biomasse en fonction de la spécificité de la matière première de chaque région.

9. Activités à réaliser

- Obtention de la convention avec l'Etat de Côte d'Ivoire :
 - Mobilisation effective des ressources financières (partenaires identifiés)
 - Mobilisation effective des ressources techniques (fournisseurs identifiés)
 - Organisation des circuits de collecte de la matière première (en région)
 - Mise en place d'une Gestion Prévisionnelle des Emplois et des compétences pour l'ensemble du secteur de l'électricité
 - Etude et création d'un centre de formation, de perfectionnement et de recherche en énergie
- Négociation et signature des termes des contrats d'emprunts bancaires
- Identification et organisation dans chaque région, des unités de ravitaillement des centrales en matières premières
- Commande et importation s'il y a lieu du matériel de construction des centrales de production
- Construction des centrales de façon progressive (l'énergie par biomasse se fait par pyrolyse et par méthanisation)
- Construction des postes de liaison au réseau
- Production de l'énergie et mise à la disposition des pouvoirs publics

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 1 an : Négociations avec bailleurs et signature de contrats de prêts ; Organisation des circuits de collecte de la matière première ; Importation s'il y a lieu du matériel et fournitures de construction ; Construction des premières unités industrielles de production
- 2 ans : Mise en production des unités industrielles
- 5 ans : Construction et mise en service d'un institut de formation en énergie par biomasse

11. **Période d'exécution** : court terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 5 ans à partir de 2012.

12. **Maître d'ouvrage** : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie/Opérateurs

13. **Maître d'œuvre** : Structures du secteur

14. **Partenaires** : Bailleurs de fonds, structures de formation

15. **Coûts prévisionnels** : 98 400 millions F CFA (150 000 millions euros)

16. Contributions souhaitées

- promoteur (ENERGY COTE D'IVOIRE) 0.5% soit 492 millions F CFA (750 millions euros)
- partenaire Technique (NOVIS) 1.5% soit 1 476 millions F CFA (2 250 millions euros)
- entreprise du secteur Energie 5% soit 4 920 millions (7 500 millions euros)
- Etat Côte d'Ivoire 3% soit 2 952 millions F CFA (4 500 millions euros)
- Emprunt 90% soit 88 560 millions F CFA (135 000 millions euros)

17. **Gains attendus** : à l'étude

18. **Impact sur les ODM/Environnement** : Réduire l'extrême pauvreté par la création d'activités génératrices de revenus du fait de la disponibilité de l'électricité ; Garantir un environnement durable à travers la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

19. **Financement des charges récurrentes** : Inclus dans le coût du projet

Projet	Projet SITRADE portant production d'électricité à partir de déchets solides du District d'Abidjan et du District de Yakro
Code action	EEN & R/EN & R/CT_

1. **Orientation** : Amélioration des conditions de vie des populations et leur participation au développement du pays.
2. **Objectif** : résolution de la problématique des déchets urbains, trouver une solution au déficit en gaz et en électricité ; la lutte contre le changement climatique dû à l'émission de gaz à effet de serre.
3. **Description de la situation** : insalubrité urbaine Abidjan principalement, pénurie de gaz (butane), délestage dû à l'insuffisance d'énergie électrique.
4. **Coût des risques (faiblesses)** : préciser hypothèses et calculs
 - Internes : retard de délivrance d'agrément et autorisation.
 - Externes : risque de perte des crédits carbone si le projet est réalisé hors délai ; surcoût d'intérêt sur financements de nos partenaires financiers.
 - Métier : risques d'infections liées aux déchets, accident de travail.
5. **Contraintes liées au projet** : contraintes administratives relatives à délivrance des agréments (lenteur) ; contraintes financières, rareté de banque d'investissements ne pouvant pas accorder des financements à long terme, taux d'intérêt élevé (environ 10%). En effet, les banques prêtent difficilement de l'argent et quand elles le font, elles le font à taux très élevé. La mise en place d'un fonds de roulement, l'Etat devait mettre en place soit des systèmes de garantie soit mettre un fonds à disposition permettant au promoteur d'avoir la contrepartie exigée par les banques d'investissements.
6. **Bénéficiaires** : toutes les catégories en bénéficient ; création d'emploi, amélioration du cadre de vie (éradication des maladies liées à la prolifération des déchets) ; apport de devises et création de richesse par le système des crédits carbone.
7. **Actions antérieures ou en cours** :
 - JUILLET 2009: 1^{er} projet enregistré auprès des Nations Unies dans le cadre du Mécanisme de Développement Propre (MDP) en Côte d'Ivoire et dans la zone UEMOA ;
 - 2009 : signature de trois arrêtés du Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts portant approbation de l'Etude d'Impact Environnemental ;
 - OCTOBRE 2009 : notification à la SITRADE SA de l'accord de prêt de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC LOME) 6.2 milliards de francs CFA ;
 - MARS 2010 : lettre d'intention de participation au capital et à l'investissement de PETROCI ;
 - AVRIL 2010 : signature de l'accord de prêt entre la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC LOME) et la SITRADE SA ;
 - JUIN 2010 : notification à la SITRADE SA de l'accord de prêt de la BIAO- Côte d'Ivoire ; 1,7 milliard de francs CFA ;

- JUIN 2010 : signature de la convention de concession 2010-006/MJSSU/ANASUR relative à la réalisation et l'exploitation d'une unité de production d'énergie électrique à partir des déchets solides municipaux du District d'Abidjan valable sur 30 ans ;
 - JANVIER 2011 : signature d'un protocole d'accord portant achat/ vente d'électricité entre le Ministère des Mines et de l'Energie et la SITRADE SA ;
 - JANVIER- FEVRIER 2011 : deux courriers du Ministère des Mines et de l'Energie relatifs à l'engagement de l'Etat de Côte d'Ivoire à racheter toute l'électricité produite par la SITRADE SA ;
 - FEVRIER 2011 : accord de PETROCI pour sa participation au capital et à l'investissement du PROJET SITRADE SA.
8. **Stratégies de mise en œuvre** : plusieurs structures sont impliquées dans la mise en œuvre du projet ; PROMECO, fournisseur de l'équipement de traitement, ECOSUR en charge des études techniques, MAZZOCCHIA, fournisseur des engins de collecte, la coordination étant assurée par le BNETD.
9. **Activités à réaliser** : à terme, construction de 5 unités de traitement.
10. **Marqueurs de progrès (indicateur)** :
- 1 an : réalisation de la 1^{ère} unité de traitement à Bingerville.....
 - 3 ans : réalisation de 2 autres unités de traitement (Abobo Yopougon).....
 - 5 ans : réalisation de 2 autres unités de traitement (Ayama, route de Bassam).....
11. **Période d'exécution** : court terme ; le projet sera réalisé sur une durée de 10 mois pour la 1^{ère} unité de traitement à partir de 2012.
12. **Maître d'ouvrage** : SITRADE SA
13. **Maître d'œuvre** : BNETD
14. **Partenaires** : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie ; Ministère de la Salubrité Urbaine ; Ministère de l'Environnement et du Développement Durable ; Ministère de l'Industrie ; BNETD ; PROMECO (Italien); ECOSUR (Français) ; MAZZOCCHIA (Italien); CARGILL (Américain); TUV-SUD (Allemand).
15. **Coûts prévisionnels** : 8 300 millions F CFA
- Etude : 300 000 000 F CFA
 - Equipement : 8 000 000 000 F CFA
 - Fonctionnement : 4 000 000 000 F CFA/an
16. **Contributions souhaitées**
- Etat CI : 1 300 millions F CFA, soit 10,83 % (PETROCI prise de participation dans le capital de la SITRADE SA)
 - BIDC : 6 200 millions F CFA
 - BIAO : 1 700 millions F CFA acquis ;
 - Besoin de 1 300 millions F CFA de fonds de roulement en vue du démarrage effectif du projet)
17. **Gains attendus** : à l'étude
18. **Impact sur les ODM/Environnement** : aucun impact néfaste sur l'environnement. Ce qui justifie l'enregistrement du projet à UNFCCC aux Nations Unies. Au contraire, ce projet permet de lutter contre le gaz à effet de serre et par conséquent contre le changement climatique d'où le crédit carbone.

19. Financement des charges récurrentes : fonds de roulement et recette sur vente de produits
(électricité, gaz, compost, ordures ménagères...)

Projet	Electrification de localités rurales par systèmes photovoltaïques
Code action	EEN & R/EN & R/CT_

1. **Orientation :** Ce projet dans l'objectif de développement qui est d'assurer un bien être social pour tous, permettra de faciliter l'accès aux services énergétiques modernes des populations des localités rurales bénéficiaires dans l'optique d'améliorer la qualité de vie de ces ménages ruraux pour la plupart économiquement faibles.
2. **Objectif :** L'objectif est de développer l'électrification rurale décentralisée en électrifiant 50 localités chaque année par l'installation de systèmes solaires photovoltaïques individuels pour les ménages, les centres communautaires de base et l'éclairage public
3. **Description de la situation**
 Au 31 décembre 2010, 2 821 localités ont été électrifiées sur un total de 8513, soit un taux de couverture de 33%, très faible au vu de la demande pour un accès aux services énergétiques dans les zones rurales non électrifiées de plus en plus forte alors que les caisses de l'Etat ne permettent pas aujourd'hui, de faire face véritablement au problème de l'électrification rurale par le système conventionnel qui nécessite de gros moyens.
4. **Coût des risques (faiblesses) :**
 - Internes : à déterminer
 - Externes : à déterminer
 - Métier : à déterminer
5. **Contraintes liées au projet**
 - Rupture dans le financement du projet
 - Non appropriation du projet par les communautés bénéficiaires en dépit des études socioéconomiques et des enquêtes menées indiquant les besoins en services énergétiques modernes.
 - Problème de pérennisation des systèmes installés
6. **Bénéficiaires :** Population des localités à électrifier ; habitations familiales ; petits commerces ; ateliers ruraux ; écoles primaires et centres d'alphabétisation ; lieux de culte (mosquée, église) ; centres de santé ; les centres de convivialité ; etc.
7. **Actions antérieures ou en cours :** Le projet est au stade de l'étude d'avant projet devant permettre l'identification des localités bénéficiaires.
8. **Stratégies de mise en œuvre :**
 Un organe de gestion du projet sera mis en place avec un coordonnateur national et représentants régionaux. Des missions se organe comprendra toutes les parties prenantes au projet .Sa mission sera de veiller à l'exécution effective et efficaces des activités du projet. Des réunions périodiques se tiendront pour examiner la réalisation progressive des objectifs et les mesures correctives à prendre, le cas échéant. Un audit externe indépendant sera fait de la gestion du projet
9. **Activités à réaliser :**
 - Étude d'avant-projet pour l'identification des sites à électrifier ;
 - Étude de faisabilité technique

- Étude de viabilité économique et financière
- Consultation des bénéficiaires
- Conduite des appels d'offres pour l'attribution des marchés
- réalisation et de consolidation
- suivi et d'évaluation

10. Marqueurs de progrès (indicateur) : cumul du nombre de localités ayant été électrifiées

- 2 ans : 50 localités effectivement électrifiées
- 4 ans : 100 localités effectivement électrifiées
- 5 ans : 125 localités effectivement électrifiées

11. Période d'exécution : court terme et moyen terme; le projet sera réalisé sur une durée de 5 ans à partir de 2012.

12. Maître d'ouvrage : Ministère des Mines du Pétrole et de l'Energie

13. Maître d'œuvre : Direction Générale de l'Energie

14. Partenaires : Conseils généraux des localités bénéficiaires ; populations des localités bénéficiaires, l'Institut de Recherche sur les Energies Renouvelables (IREN), les fournisseurs et installateurs de systèmes photovoltaïques, les bureaux d'études spécialisé dans le photovoltaïques

15. Coûts prévisionnels : 7 150 millions F CFA

- Etude : 358 millions F CFA, représentant 5% de l'investissement initial
- Equipement et installation: 6 650 millions F CFA, représentant 93% de l'investissement initial
- Fonctionnement : 143 millions F CFA/an, soit 2% de l'investissement initial par an.

16. Contributions souhaitées

- Etat CI : 1 788 millions F CFA, soit 25 %
- Institutionnels : 5 363 millions F CFA, soit 75 %

17. Gains attendus : à l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement

Ce projet va contribuer à :

- Améliorer la conservation des produits pharmaceutiques thermosensibles en dotant les centres de santé de réfrigérateurs ;
- Améliorer le cadre de vie et de travail du personnel médical et enseignant ;
- Réduire le taux de mortalité par l'accès à des prestations de qualité ;
- Faciliter l'accès à l'information audio-visuelle ;
- Réduire les maladies respiratoires liées à l'emploi du pétrole lampant ;
- Améliorer les résultats scolaires des écoliers ;
- Réduire les dépenses énergétiques ;
- Améliorer le temps consacré à l'éducation des enfants.

19. Financement des charges récurrentes : Les charges de fonctionnement relatif aux dépenses administratives du à la gestion du projet, aux pièces de rechanges et à la maintenance des systèmes installés sont financées à hauteur de un milliard de Francs CFA

Projet	Projet pilote d'éclairage public par système solaire photovoltaïque
Code action	EEN & R/EN & R/CT_

1. **Orientation** : Promotion des énergies nouvelles et renouvelables
2. **Objectif** : L'objectif principal recherché à travers ce projet pilote est de démontrer la faisabilité technique et la rentabilité économique des systèmes solaires photovoltaïques utilisés dans l'éclairage public. Il devra permettre de déboucher sur des projets de grande envergure pour contribuer d'une part à développer l'éclairage public aussi bien dans le milieu urbain que rural et d'autre part, à la maîtrise de la demande énergétique toujours croissante.
3. **Description de la situation**
 - Actes permanents de vandalisme opérés sur les équipements d'éclairage public classique (notamment les câbles électriques) replongeant plusieurs voies initialement électrifiées, dans l'obscurité
 - Pas de recours conséquent aux technologies modernes d'énergies renouvelables notamment celles dédiées à l'électrification décentralisée d'origine solaire photovoltaïque, malgré l'important potentiel dont regorge notre pays.
4. **Coût des risques (faiblesses)** : préciser hypothèses et calculs
 - Internes : aggravation de la détérioration des équipements d'éclairage public classique
 - Externes : technologie disponible exclusivement de l'extérieur
 - Métier : personnel non qualifié en matière d'éclairage public solaire photovoltaïque
5. **Contraintes liées au projet** : Coût initial d'acquisition élevé ; Nécessité de former un personnel qualifié pour assurer l'entretien et la maintenance des équipements.
6. **Bénéficiaires** : Toutes les populations et particulièrement celles résidant à proximité ou empruntant plus fréquemment les voies concernées ; les nouveaux tronçons routiers à équiper en éclairage public.
7. **Actions antérieures ou en cours** : Mission de prospection effectuée auprès de la société américaine « Solar Electric Power Company (SEPCO) » afin d'effectuer des tests de démonstration et des mesures d'éclairage sur les systèmes mis au point par ladite société et de visiter des sites dont l'éclairage public est assuré par des systèmes solaires photovoltaïques.
8. **Stratégies de mise en œuvre** : à préciser
9. **Activités à réaliser** :
Mettre en place une équipe projet constituée d'agents issus de la Direction des Energies Nouvelles et Renouvelables, de la SOPIE et de la CIE ;
 - Identifier les sites appropriés
 - Etude de faisabilité
 - Installation
 - Suivi et évaluation
10. **Marqueurs de progrès (indicateurs)** :
 - 1 an : installation de 136 lampadaires sur un tronçon de 2 km
 - 2 ans : installation de 136 lampadaires sur un autre tronçon de 2 km
 - 3 ans : installation de 68 lampadaires sur un tronçon de 1 km

11. **Période d'exécution** : court terme ; le projet sera réalisé sur une période de 3 ans à partir de 2012.
12. **Maître d'ouvrage** : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie
13. **Maître d'œuvre** : Direction Générale de l'Energie / Direction des Energies Nouvelles et Renouvelables
14. **Partenaires**
- Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité (SOPIE)
 - Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE)
 - Société américaine « Solar Electric Power Company (SEPCO) »
15. **Coûts prévisionnels** : 2 000 millions F CFA
- Etude : 100 000 000 F CFA
 - Equipement : 1 700 000 000 F CFA
 - Fonctionnement : 200 000 000 F CFA pendant 5 ans.
16. **Contributions souhaitées** : Etat CI : 2 000 000 000 MF CFA, soit 100 %
17. **Gains attendus** : à l'étude
18. **Impact sur les OMD/Environnement** : L'éclairage public permet de prolonger l'activité commerciale au-delà des heures du jour, l'activité peut être menée par des entreprises locales de petite taille, et donc constituer une source de création d'emplois (opération et maintenance) - **(OMD1)** ; L'utilisation des systèmes solaires photovoltaïques contribue à limiter la pollution, les émissions des gaz à effet de serre et assurer un environnement durable - **(OMD7)**.
19. **Financement des charges récurrentes** : 10 millions par an

Projet	Production d'électricité par utilisation du biogaz de la décharge d'Akouédo
Code action	EEN & R/EN & R/CT_

1. **Orientation** : Le projet vise à contribuer à la lutte contre les changements climatiques par la réduction des émissions de gaz à effet de serre à partir d'une gestion intégrée et durable des résidus urbains, en vue d'améliorer de façon tangible le cadre de vie de la population ivoirienne.
2. **Objectif** : Production d'énergie renouvelable par la destruction du biogaz généré par les déchets entreposés à la décharge d'Akouédo.
3. **Description de la situation** Depuis 1965 les déchets urbains et industriels d'Abidjan sont déversés, sans aucune précaution, à la décharge d'Akouédo. Située à proximité d'une zone habitée (le village d'Akouédo est situé à quelques dizaines de mètres, la cité Génie 2000 à environ 500 mètres), cette décharge qui occupe un terrain de 100 hectares dont 80% ont déjà été utilisés de façon anarchique, reçoit chaque jour plus de 2 000 tonnes de déchets ménagers, industriels et biomédicaux sans aucune précaution et sans contrôle environnemental. Il en résulte :
 - ✓ Un empilement massif de déchets, atteignant par endroit 25 mètres, et qui engendre la prolifération de rongeurs et d'insectes ;
 - ✓ Des odeurs nauséabondes dues à l'émanation incontrôlée de bio gaz, provoquant une pollution atmosphérique insupportable dans les quartiers environnants ;
 - ✓ Des écoulements et infiltrations d'effluents liquides polluant la lagune proche (moins de 1 km) et la nappe phréatique.

Cette décharge constitue une catastrophe écologique mondialement connue. Ce projet permettra de détruire le biogaz généré par les déchets entreposés à la décharge d'Akouédo par la production de l'électricité.

4. **Coût des risques (faiblesses)** : préciser hypothèses et calculs
 - Internes : en cours
 - Externes : en cours
 - Métier : en cours
5. **Contraintes liées au projet** : Concession du site de la décharge d'Akouédo, Autorisation pour la production de 8 MW d'électricité assortie d'une obligation d'achat de 20 ans, Mise à disposition du gisement des déchets urbains d'Abidjan.
6. **Bénéficiaires** : Population urbaine du District d'Abidjan ; population riveraine de la décharge d'Akouédo.
7. **Actions antérieures ou en cours** : Prospection de biogaz effectuée, Étude de faisabilité classique achevée, études techniques et financières achevées, Contrats de services des divers Intervenants signés, actualisation Études des composantes MDP en cours.
8. **Stratégies de mise en œuvre** : - Nivellement des amoncellements des déchets entreposés à la décharge, compactage régulier, couverture d'une couche de sable argileux étanche, forage de puits de captage et installation du système de collecte du biogaz, installation des générateurs à biogaz de 8 MW pour la production d'électricité, connexion au réseau national de distribution de la CIE.

9. Activités à réaliser :

- sécurisation du site par la construction d'une clôture de dissimulation ;
- travaux de terrassement de cette masse d'immondices;
- compactage adéquat des déchets nivelés;
- drainage et traitement du lixiviat;
- couverture finale de la superficie totale des déchets;
- captage et brûlage du biogaz sur une période de deux ans;
- production d'électricité à partir du biogaz.

10. Marqueurs de progrès (indicateurs) : en cours

11. Période d'exécution : court terme ; le projet sera réalisé de septembre 2011 à mars 2012.

12. Maître d'ouvrage : Ministère des Mines et de l'Énergie.

13. Maître d'œuvre : GROUPE EOULEE

14. Partenaires : Madei Taas Ltd d'Israël.

15. Coûts prévisionnels : 22 000 millions F CFA

- Étude : 3 000 millions F CFA
- Équipement : 19 000 millions F CFA
- Fonctionnement : 706 millions F CFA/an

16. Contributions souhaitées

- Etat CI : (en nature : mise à disposition de la décharge d'Akouédo)
- Privés locaux : 2 000 millions F CFA, soit 10 %
- Privés extérieurs : 20 000 millions F CFA, soit 90 %

17. Gains attendus : à l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement

- Réduction notable des émissions des gaz à effet de serre du site de la décharge d'Akouédo.
- Contribution volontaire inestimable de la Côte d'Ivoire à la lutte contre les changements climatiques conformément au Plan d'Actions Nationales Appropriées de Mitigation élaborées par le Ministère de l'Environnement.
- La protection de la santé des populations urbaine;
- Création de nouveaux emplois.
- Contribution significative du projet à la production d'énergie renouvelable en Côte d'Ivoire.

19. Financement des charges récurrentes

- Crédit Fournisseur : 12 726 487 420 F CFA
- Madei Taas Power Ltd (Israël) pour la construction du système de captage de biogaz et de lixiviat du site de la décharge d'Akouédo,
- General Electric Jenbacher (Autriche) pour la construction clé en main de la Centrale électrique à biogaz de 8 MW y compris la connexion au réseau national
- Emprunt à court terme : 7 173 511 645 F CFA
- Apport personnel du Promoteur: 2 123 582 070 F CFA comprenant les travaux antérieurs réalisés par le promoteur.

Projet	Etude de pré faisabilité d'un programme électronucléaire pour la Côte d'Ivoire
Code action	EEN & R/EN & R/MT_

- 1. Orientation :** Assurer la sécurité énergétique en vue de fournir à la population une énergie accessible à tous et à moindre coût, exportable et qui préserve l'environnement
- 2. Objectif :** Proposer au gouvernement des études de pré faisabilité afin de l'aider à prendre la décision de lancer ou non la Côte d'Ivoire dans la mise en place d'un programme électronucléaire
- 3. Description de la situation :** Dans le domaine de l'énergie, la Côte d'Ivoire a développé un vaste programme de mise en valeur de ses ressources hydrauliques et fossiles pour satisfaire sa demande énergétique.

Aujourd'hui, la demande en électricité est en nette croissance de l'ordre de 10% par an en liaison avec le développement industriel, l'accroissement de la consommation des ménages et des exportations. Parallèlement, les ressources en eau des barrages hydroélectriques sont aléatoires en raison des changements climatiques ; les disponibilités en gaz naturel sont insuffisantes et chères. Le déficit financier du secteur électrique devient intenable ; les risques de délestage sont réels. Or, la Côte d'Ivoire est un acteur majeur dans le dispositif des échanges ouest africains.

La recherche de solutions durables en matière de progrès social et de satisfaction des besoins croissants en énergie pour le pays et les Etats de la sous région Ouest Africaine desservis par la Côte d'Ivoire, devra conduire le Gouvernement Ivoirien à envisager l'option de l'électronucléaire pour la satisfaction des besoins en électricité du territoire et des pays voisins interconnectés.

- 4. Coût des risques (faiblesses) :** préciser hypothèses et calcul

5. Contraintes liées au projet

Composante	Risque	Mesures proposées pour réduire le risque	Niveau de risque
Risque Technique	la cellule technique a du mal à élaborer les études de pré faisabilité	L'assistance du consultant aidera à l'élaboration des études	faible
Risque organisationnel	L'organisation de la cellule est telle qu'elle a du mal à accomplir sa mission	Accorder beaucoup d'autonomie à la cellule	moyen

- 6. Bénéficiaires :** l'Etat de Côte d'Ivoire, la cellule technique en charge de l'étude,
- 7. Actions antérieures ou en cours :** La Côte d'Ivoire a exprimé, à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), son intérêt pour l'électronucléaire. A ce titre, dans le cadre de sa

coopération avec l'AIEA, Elle participe au projet RAF 0033 portant sur la sensibilisation des décideurs politiques sur les challenges et exigences liés à la faisabilité dans programme électronucléaire. (projet en cours).

8. **Stratégies de mise en œuvre** : L'assistance d'un consultant (recommandation de l'AIEA) et le renforcement des capacités techniques nationales.

9. **Activités à réaliser** :

- Création et fonctionnement d'une cellule technique chargée entre autres de réaliser les études de pré faisabilités ;
- Création et fonctionnement d'un comité de pilotage des activités de la cellule chargé d'orienter et de valider les travaux de la cellule ;
- Sélection d'un consultant pour appuyer la cellule technique dans l'exécution de ses missions;
- Identification et ratification par l'Etat des instruments internationaux dans les domaines de la sûreté et la sécurité nucléaire, de la radioprotection et la gestion des déchets radioactifs ;*
- Développement des ressources humaines dans le domaine de l'électronucléaire ;
- Identification des potentiels sites d'installation de la centrale ;
- Elaboration d'études relatives à la gestion des déchets radioactifs ;
- Elaboration et proposition au gouvernement des études technico-économiques pour l'utilisation de l'énergie nucléaire ;
- Sensibilisation en vue d'une acceptation, par l'opinion nationale, de l'électronucléaire.

10. **Marqueurs de progrès (indicateur)** :

- Premier semestre 2012 : Les actes réglementaires créant la cellule et le comité ;
- Deuxième semestre 2012 : Contrat d'engagement du consultant ;
- Deuxième semestre 2013 : La liste des potentiels sites d'accueil de la centrale.
- Deuxième semestre 2015 : Document contenant les études de pré faisabilité du programme ;

11. **Période d'exécution** : moyen terme ; le projet sera réalisé sur une durée de 5 ans à partir de 2016.

12. **Maître d'ouvrage** : Ministère des Mines, du pétrole et de l'énergie

13. **Maître d'œuvre** : Direction Générale de l'Energie

14. **Partenaires** : Primature, SOPIE, CIE, SODEMI, BNEDT, Ministère d'Etat Ministère de l'économie et des finances, Ministère d'Etat Ministère du plan et du développement, Ministère de la Santé, Ministère de l'Environnement, AIEA

15. **Coûts prévisionnels** : 5 600 M F CFA

- Création et fonctionnement d'une cellule technique chargée entre autres de réaliser les études de pré faisabilités : 15 000 millions FCFA sur 5 ans
- Création et fonctionnement d'un comité de pilotage des activités de la cellule chargé d'orienter et de valider les travaux de la cellule : Sur budget de la cellule technique
- Sélection d'un consultant pour appuyer la cellule technique dans l'exécution de ses missions : 600 millions F CFA
- Identification et ratification par l'Etat des instruments internationaux dans les domaines de la sûreté et la sécurité nucléaire, de la radioprotection et la gestion des déchets radioactifs : Sur budget de la cellule technique
- Développement des ressources humaines dans le domaine de l'électronucléaire : Sur budget de la cellule technique+aide de l'AIEA

- Elaboration d'études relatives à la gestion des déchets radioactifs : Sur budget de la cellule technique
- Identification des potentiels sites d'installation de la centrale : Sur budget de la cellule technique
- Elaboration et proposition au gouvernement des études technico-économiques pour l'utilisation de l'énergie nucléaire : sur budget de la cellule technique
- Sensibilisation en vue d'une acceptation, par l'opinion nationale, de l'électronucléaire : Sur budget de la cellule technique

16. Contributions souhaitées : Etat CI : 5 600 millions F CFA, soit 100 % ; AIEA (subvention): Non encore déterminé

17. Gains attendus : à l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement : à déterminer

19. Financement des charges récurrentes : le budget de fonctionnement de la cellule de 2011 à 2015 : 5 000 millions F CFA

Projet	Centrale solaire de 2 MW dans la région nord de la Côte d'Ivoire
Code action :	EEN & R/EN & R/MT_

1. Orientation : Amélioration de l'accès aux services énergétiques modernes des populations

2. Objectifs

- renforcer la capacité de desserte en énergie électrique des zones du Nord ;
- Développer l'électrification rurale dans le nord du pays ;
- Accroître la part des énergies renouvelable dans le bilan électrique national ;
- Promouvoir et développer les énergies renouvelables ;
- Renforcer les capacités nationales dans le domaine de l'énergie solaire photovoltaïque.

3. Description de la situation

Le taux de couverture en matière d'électrification faible de l'ordre de 33% en décembre 2010. La Production électrique est basée exclusivement sur le thermique (75%) et l'hydraulique (25%). La demande d'électricité n'est pas satisfaite. La Côte d'Ivoire veut la diversification des sources de production d'électricité en développant les sources alternatives (part des sources de production d'origine renouvelable de 0%).

4. Coût des risques (faiblesses)

- Internes : adhésion des populations à l'utilisation de ce type d'énergie
- Externes : recours à une technologie non disponible sur place
- Métier : risque lié à l'indisponibilité des équipements de rechange

5. Contraintes liées au projet : Indisponibilité d'une partie ou de la totalité du financement du projet.

6. Bénéficiaires : Population des localités bénéficiaires, conseils généraux des localités à électrifier, secteur privé ; ménages, petits commerces, PME et PMI.

7. Actions antérieures ou en cours : Elaboration des termes de référence de l'étude d'avant projet

8. Stratégies de mise en œuvre

- Mise en place un partenariat Public/privé pour la mobilisation des fonds ;
- Développement d'une expertise nationale ;
- Créer et pérenniser un marché national du photovoltaïque

9. Activités à réaliser

- Déterminer le site du projet et faire les enquêtes préliminaires.
- Faire les études de faisabilité
- Publier et lancer les appels d'offres
- Installer les équipements et faire la mise en service
- Suivre et évaluer le projet

10. Marqueurs de progrès (indicateurs)

- 6 mois : rapport d'étude de faisabilité disponible
- 18 mois : rapport de réception et de mise en service de la centrale éolienne
- 12 mois : rapport de suivi-évaluation du projet

11. Période d'exécution : moyen terme ; le projet sera réalisé sur une période de 3 ans à partir de 2016.

12. Maître d'ouvrage : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

- 13. Maître d'œuvre :** Direction Générale de l'Energie / Direction des Energies Nouvelles et Renouvelables
- 14. Partenaires :** CIE, SOPIE, IREN, le secteur p
- 15. Coûts prévisionnels :** 6 560 millions F CFA
- Etude : 328 000 000 F CFA
 - Equipement + Installation : 5 641 600 000 F CFA
 - Fonctionnement : 196 800 000 F CFA sur 3 ans
- 16. Contributions souhaitées :**
- Etat CI : 1 968 MF CFA, soit 30 %
 - Institutionnels : 1 312 MF CFA, soit 20 %
 - Privés locaux : 1 640 MF CFA, soit 25 %
 - Privés extérieurs : 1 640 MF CFA, soit 25 %
- 17. Gains attendus :** à l'étude
- 18. Impact sur les ODM/Environnement :** Lutter contre la pauvreté par la création d'activité génératrice de revenus et contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre.
- 19. Financement des charges récurrentes :** Inclus dans le budget du projet

Projet	Electrification rurale par centrale éolienne
Code action :	EEN & R/EN & R/MT_

1. **Orientation** : Amélioration de l'accès aux services énergétiques modernes des populations vivant dans les zones propices à la technologie de l'énergie éolienne
2. **Objectifs**
 - Développer l'électrification rurale décentralisée par l'énergie éolienne ;
 - Accroître la part des énergies renouvelable dans le bilan électrique national ;
 - Promouvoir et développer les énergies renouvelables ;
 - Renforcer les capacités des agents dans le domaine de l'énergie éolienne
3. **Description de la situation** : Taux de couverture en matière d'électrification faible de l'ordre de 33% en décembre 2010. Sources de production La demande d'électricité n'est pas satisfaite et la Côte d'Ivoire veut diversification des sources de production d'électricité pas suffisantes (part des sources de production d'origine renouvelable de 0%).
4. **Coût des risques (faiblesses)**
 - Internes : limite du système d'électrification rurale conventionnelle du au coût élevé du raccordement d'une localité (100 à 150 millions FCFA), le raccordement des ménages non compris
 - Externes : recours à une technologie non disponible sur place
 - Métier : risque lié à l'indisponibilité des équipements de rechange
5. **Contraintes liées au projet**
 - Inexistence d'un atlas éolien aidant à la détermination préalable de zones propices à cette technologie.
 - Rupture dans le financement du projet
6. **Bénéficiaires** : Population des localités bénéficiaires, conseils généraux des localités à électrifier, secteur privé.
7. **Actions antérieures ou en cours** : Elaboration des termes de référence de l'étude d'avant projet
8. **Stratégies de mise en œuvre**
 - Mise en place un partenariat Public/privé pour la mobilisation des fonds ;
 - Développement d'une expertise nationale ;
 - Créer et pérenniser un marché national de l'éolien
9. **Activités à réaliser**
 - Déterminer le site du projet et acquérir les données de vent.
 - Faire les études de faisabilité
 - Publier et lancer les appels d'offres
 - Installer les équipements et faire la mise en service
 - Suivre et évaluer le projet
10. **Marqueurs de progrès (indicateur)**
 - 18 mois : rapport d'étude de faisabilité disponible
 - 12 mois : rapport de réception et de mise en service de la centrale éolienne
 - 6 mois : rapport de suivi-évaluation du projet

11. **Période d'exécution** : moyen terme ; le projet sera réalisé sur une période de 3 ans à partir de 2016.
12. **Maître d'ouvrage** : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.
13. **Maître d'œuvre** : Direction Générale de l'Energie / Direction des Energies Nouvelles et Renouvelables.
14. **Partenaires** : CIE, SODEXAM, IREN, le secteur privé
15. **Coûts prévisionnels** : 4 000 millions FCFA
- Etude : 200 millions F CFA
 - Equipement + Installation : 3 800 millions F CFA
 - Fonctionnement : 319 640 000 F CFA sur 3 ans
16. **Contributions souhaitées** :
- Etat CI : 1 000 millions FCFA, soit 25 %
 - Institutionnels : 1 200 millions MF CFA, soit 30 %
 - Privés locaux : 1 200 millions, soit 30 %
 - Privés extérieurs : 600 millions FCFA, soit 15 %
17. **Gains attendus** : à l'étude
18. **Impact sur les ODM/Environnement** : Lutter contre la pauvreté par la création d'activité génératrice de revenus et contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre.
19. **Financement des charges récurrentes** : Inclus dans le budget du projet

Projet	BIOENERGY COTE D'IVOIRE, Usine de Traitement d'Anyama
Code action	EEN & R/EN & R/CT_

1. **Orientation:** Traitement des ordures ménagères, ordures médicales, pneus usagés, biomasse d'origine agricole, eaux usées dérivant des industries pétrolières ou maritimes et production de la bioénergie.
2. **Objectif:** Doter la Côte d'Ivoire d'une Unité de traitement des ordures municipales et industrielles, débarrasser le District d'Abidjan des ordures municipales et industrielles tout en évitant le stockage des ordures en décharge, participer à la protection de l'environnement urbain.
3. **Description de la situation :** Pollution généralisée dans toute la Côte d'Ivoire en général. Dans le District d'Abidjan, drame environnemental avec pollution de la Décharge d'Akouedo, la pollution de la lagune Ebrié, la saturation des marchés en déchets, la pollution des plages de l'Océan Atlantique. Conséquence : Détérioration de santé publique, apparition de nouvelles maladies liées à la pollution de l'eau, de l'air et du sol dans le District d'Abidjan, Problème de « déchets toxiques ».
4. **Coût des risques (faiblesses) :**
 - **Internes:** Le Gouvernement devra donc assurer de façon permanente, prendre des dispositions légales afin d'éviter toute décharge quelque soit sur toute l'étendue du District. Mener une campagne de sensibilisation de la population.
 - **Externes:** Apport de technologie dans le domaine des énergies renouvelables, formation des cadres ivoiriens, participation aux projets de développement du District d'Abidjan, participation et appui aux programmes de développement du Gouverneur du District d'Abidjan. Maintenir les unités en état de fonctionnement. Embaucher le maximum de femmes. Ouvrir une cantine et mettre un car de liaison pour le transport du personnel.
 - **Métier:** 241 emplois permanents. Un millier d'emplois temporaires.
5. **Contraintes liées au projet :** Ramassage et approvisionnement réguliers des ordures à l'usine.
6. **Bénéficiaires :** Le projet bénéficiera aux ingénieurs, techniciens, conducteur d'engin, agent de maîtrise et ouvriers sans qualification précise ; toute femme sachant lire et écrire ; toute personne ayant au moins 18 ans et 50 ans au plus et capable de travailler sous pression et devant soulever au moins 10 kg de charge ; handicapés physiques.
7. **Actions antérieures ou en cours :**
 - **Travaux : Canada :** MacRay Timber Ltd à Whitney, Ontario ; E.B.EDY Co à Nairane Center, Ontario.
 - **ETATS UNIS D'AMERIQUE:** Angelo MFG à Jonesboro, Arkansas ; WI Forest Products à Thompson Falls,.
 - **Malaysie:** Tabwood à Sarawa.
 - **Indonesie:** Goodwood Management à Borneo.
 - **Chili:** Asberaderos Mininco S.A à Santiago, Métropolitaine

- **Activités en cours** : - Coopération avec Power Group Technologies Inc de Hamtramck, Michigan ; Agrément d'achat d'usine par la société locale Burns Environnemental & Technologies Ltd à Sri Lanka.
- 8. Stratégies de mise en oeuvre** : Conception, Design, Fabrication des équipements, Formation ; **Cinergex Ld.** Ingénieur Consultant, Permis et Autorisations, Gestion de l'usine : **WTEDG.**
- 9. Activités à réaliser** :
- Finalisation financement et contrats (1er mois) ;
 - Conception, plan (3e mois) ;
 - Sélection entrepreneurs (5e mois) ;
 - Construction phase 1 (14e mois) ; Construction phase2 (20e mois) ;
 - Mise en service phase 1 (22e mois) ; Mise en service phase2 (24e mois).
- 10. Marqueurs de progrès (indicateurs)** : Cumul de Cash Flow après Taxes (35%)
- 1 an : 14.246.266 F CFA
 - 2 ans : 29.262.948 F CFA
 - 3 ans : 45.066.897 F CFA
- 11. Période d'exécution** : court terme ; les travaux de génie civil du site du projet devront commencer en Septembre 2011, pour une durée de 2 ans.
- 12. Maître d'ouvrage** : La société nord Américaine Waste To Energy Development Group (WTEDG)
- 13. Maître d'oeuvre** : CINERGEX Ltd
- 14. Partenaires** : Cinergex, Capital Resources, MIGA (Banque Mondiale), ASCOMA, SunTrust Bank, CITI Bank, ANASUR, ANDE, Direction de Energies Renouvelables (MME – Direction Gle de l'Energie)
- 15. Coûts prévisionnels** : 263 000 millions FCFA
- 16. Contributions souhaitées**
- Etat CI : Garantie Souveraine auprès de l'une des 100 Top Banques au monde
 - Privés extérieurs : 263 000 millions, soit 100 %
- 17. Gains attendus** : à l'étude
- 18. Impact sur les ODM/Environnement** : Le procédé conforme aux dispositions de qualité de l'air. Elimination de l'existence de décharge d'ordures à l'avenir. Utilisation de système de filtres sophistiqués et réduire et éliminer les particules toxiques jugés. Les trois problèmes majeurs environnementaux que sont les Décharges d'ordures, l'Emission (pollution de l'air), la Contamination de l'Eau sont ainsi résolus et éliminés par l'utilisation de notre système.
- 19. Financement des charges récurrentes** : Total salaire personnel Administration /Usine + bénéfice (4.959 Milliard FCFA), Dépenses Administration + charge locative (7 millions FCFA), Assurance, Légal (750 millions FCFA), Maintenance / Pièces de rechanges Usine (12.259.593.500 FCFA), Maintenance turbine (9.770.203.250 FCFA)

Projet	Projet d'électricité/Chaleur par cogénération à partir des déchets forestiers
Code action	EEN & R/EN & R/CT_

1. Orientation :

L'Etat de Côte d'Ivoire n'a pas investi dans le secteur de la dépollution des sites de production des déchets, compte tenu du vide juridique et institutionnel ; Des études d'impact environnemental (EIEs) ainsi que des audits environnementaux n'ont pas conduits qui auraient permis d'imposer à l'industrie du bois et aux entreprises agro industrielles, le respect de l'environnement ;

D'où la présence des montagnes de sciures et de déchets aux abords de ces installations qui occasionnent de nombreux problèmes environnementaux (poussières, pollution des sols, pollution des eaux de surface et souterraines).

Ce projet vise la dépollution des sites de production des déchets agro industriels par une technologie de valorisation. Cette technologie de valorisation va donc non seulement permettre de recycler les déchets en assainissant l'environnement, mais également de produire de la chaleur et de l'électricité. Il s'agit de l'installation d'une centrale à cogénération (centrale à biomasse) de 4MW pour la production d'électricité et de chaleur.

2. Objectifs :

- dépolluer les sites
- réduire les émissions de gaz à effet de serre,
- éviter la déforestation et séquestrer le CO₂,
- produire et distribuer de l'électricité et de la chaleur à moindre coût ;
- créer les conditions d'un développement durable.

3. Description de la situation :

L'industrie du bois, prospère depuis des années, n'a pas réglé la problématique de la pollution chronique dont elle est la cause. Des montagnes de déchets de bois résultent de cette activité. Ces déchets sont de divers types allant des chutes de bois au niveau des coupes de troncs d'arbres dans les forêts jusqu'aux sciures de bois s'accumulant sur les sites des scieries.

Ces quantités importantes de sciures et les autres déchets solides de bois occupent beaucoup d'espace. Les opérateurs sont amenés à les incinérer de manière massive avec des conséquences sanitaires et environnementales importantes ainsi que des risques considérables d'incendie. Celles qui sont stockées depuis des années génèrent des poussières qui altèrent la santé des populations environnantes.

4. Coût des risques (faiblesses) :

- Internes :
Vide juridique et institutionnel
- Risques physiques, techniques et chimiques liés à la nature des déchets

Risques liés à l'hygiène, à la santé et à la sécurité des personnes ;

Risques liés aux gaz à effet de serre et dangers environnementaux

Risques liés au niveau de formation (nouvelle technologie)

- Externes : Besoin d'assistance technique et d'expertise : Afin d'éviter ces risques externes, la technologie sera mise en œuvre clé en main ; le fournisseur assurera le fonctionnement pendant au moins six mois voire un an pour s'assurer de l'appropriation et la maîtrise par l'utilisateur.
- Métier : Les risques existent dans la maîtrise de l'installation ; Existence de jeunes électromécaniciens diplômés de l'Institut INPHB de Yamoussoukro. L'installation sera très bien maîtrisée dans la mesure où elle se fait avec le concours du Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD) avec lequel ADERCI va signer une convention de maîtrise d'œuvre chargé du contrôle et suivi des travaux, de la surveillance environnementale du projet

5. Contraintes liées au projet

- Barrières administratives
- Contraintes réglementaires fiscales, financières, juridiques et tarifaires fortes,
- Absence du produit financier adapté sur le marché
- Coût des produits financiers trop élevé
- Non adhésion des opérateurs privés des unités agroindustrielles et du public: Institution d'une politique de d'information et de communication ciblée
- Non adhésion du personnel : Formation et information du personnel et des cadres

6. **Bénéficiaires** : Industriels du bois (séchage du bois), Industriels utilisant de la vapeur et l'électricité, Producteurs de cacao pour le séchage des fèves, Réseau électrique de CI

7. Actions antérieures ou en cours :

- Lettre d'intention AND : réalisé
- Documentation phase actuelle : réalisé
- Etude de faisabilité : en cours
- Négociations : en cours
- Signature de contrats : en cours

8. Stratégies de mise en œuvre :

- Processus de mise en place des projets dans le secteur ;
- Mise en place d'un cadre administratif, institutionnel et réglementaire volontariste ;
- Accès aux financements du secteur ;
- Accès au marché de l'énergie de sources renouvelables ;
- Transparence de la fixation des prix de l'électricité renouvelable ;
- Exonérations douanières et fiscales ;
- Accompagnement technique des opérateurs du secteur.
- Transfert de technologies

9. Activités à réaliser :

- Recherche et identification de la technologie (chaudière biomasse et turbine) la plus performante et la moins onéreuse;
- Recherche et identification du système de broyage de la biomasse, du traitement et du stockage de l'eau, etc.

- Etudes relatives à la disponibilité et la sécurisation de la biomasse (bois d'héveas, coques de palme, sciures de bois, etc.);
- Etudes relatives au système de transport de la biomasse jusqu'à la centrale à biomasse;
- Etudes relatives à la clientèle cible;
- Démarches relatives au cadre institutionnel, administratif et fiscal (vente/achat électricité verte, position tarifaire, exonération du matériel, etc.).
- Formation et renforcement des capacités

10. Marqueurs de progrès (indicateurs) :

- juin 2011 : Term sheet, Erpa, PDD, Etudes, LOA
- Février 2012 : mise en place du financement, arrangements institutionnels et juridiques
- Décembre 2012 : livraison de l'usine, délivrance des crédits carbone

11. Période d'exécution : court terme ; le projet sera exécuté sur une durée de 20 mois à partir de 2012.

12. Maître d'ouvrage : La responsabilité de la réalisation du projet incombe au maître d'ouvrage (porteur de projet) que nous sommes; L'unité comprenant la chaudière à biomasse, la turbine sera réalisée par le vendeur de la technologie clé en main.

13. Maître d'œuvre : La responsabilité de la maîtrise d'œuvre sera confiée au Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD); Le BNETD aura sous contrôle l'ensemble des corps d'état (génie civil/VRD/Assainissement, évaluations environnementales, etc.) ; Le contrôle de qualité des installations, le suivi environnemental sera assuré par le Bureau Veritas.

14. Partenaires

- Banques sous régionales ;
- Direction Générale de l'Electricité (DGE) ;
- Conseil Général et Mairie de San Pedro Côte d'Ivoire ;
- Plantations Industrielles d'héveas du sud ouest ;
- Direction de la Production et des Industries Forestières (DPIF) ;
- Industriels du secteur du bois du Sud Ouest ;
- Société de développement des forêts (SODEFOR) ;
- Port Autonome de San Pedro (PASP).
- Agence de Développement des Energies Renouvelables en Côte d'Ivoire (ADERCI) ; Contact: Monsieur YAO Amani Pascal DGA, Téléphone : 00225 22422885, Cellulaire : 00225 08146815, E mail : bionol_ci@yahoo.fr

15. Coûts prévisionnels : 7 500 millions F CFA (11 316 400 Euros)

- Coût de développement du projet :
 - Visites des sites industriels : Haut et Bas Sassandra, Fromager : prospection et caractérisation du potentiel ;
 - détermination des gisements mobilisables ; obtention des différentes autorisations administratives ; voyages, négociations avec différents partenaires, TDR, EIEs, LOA, relations publiques ;
 - Coût de développement du projet :**350 000 Euros**
- Coût d'installation de la technologie :
 - Choix de la technologie et optimisation de la technologie choisie ; installation d'un groupe de cogénération de **4 MW** avec :
 - ingénierie (étude)

- Raccordement du circuit de chauffage au groupe de cogénération;
 - Raccordement électrique ;
 - Réseau de chaleur (distribution, sous-station, raccordement);
 - Tampon de stockage si c'est nécessaire, qui permet le stockage du surplus d'eau chaude lorsque la production de l'unité de cogénération est supérieure à la demande : La chaleur ainsi stockée est utilisée lorsque la demande est supérieure à la production ou encore pendant les heures d'arrêt;
 - Récupérateur sur fumées;
 - Système de traitement des fumées,
 - Equipements spécifiques ;
 - construction de bâtiments ; génie civil, logistique et transport :
 - Coût des équipements:**6 000 000 Euros**
 - Coût d'obtention du terrain
 - Plan de masse ; Frais topographe ; délimitation du terrain ; rattachement au plan directeur de la ville ; dossier technique (montage, extrait topo, coordonnées) ; bornage ; attributions ; Permis de construire, bâtiments :
 - Coût d'obtention du terrain : **250 000 Euros**
 - Coûts des utilités
 - Voiries, réseaux de desserte, eau, électricité, assainissement ; équipements de sécurité, téléphone, réglementation, plan de gestion de l'environnement :
 - Coûts des utilités: **500 000 Euros**
 - Autres coûts (études, matériels roulants, etc.):..... **1 338 400 Euros**
 - Fonds de roulement **2 878 000 Euros**
- 16. Contributions souhaitées (estimations)**
- Etat CI : 2 100 M FCFA, soit 28 %
 - Institutionnels : 1 500 M FCFA, soit 20 %
 - Privés locaux : 800 M FCFA, soit 11 %
 - Privés extérieurs : 3 000 M FCFA, soit 41 %
- 17. Gains attendus :** à l'étude à l'étude
- 18. Impact sur les ODM/Environnement :** Lutte contre la pauvreté, Contribution à la reforestation et à l'accès à l'électricité ; Amélioration de la qualité de vie de la population ; Réduction des GES ; Réduction des nuisances olfactives et auditives ; Développement durable.
- 19. Financement des charges récurrentes :** Charges récurrentes incluses dans le projet.

Projet	Centrale solaire photovoltaïque (PV CI 01)
Code action	EEN & R/EN & R/CT_

1. **Orientation** : Vulgarisation de l'utilisation de l'énergie solaire en Côte d'Ivoire.
2. **Objectif** : Fournir une capacité électrique supplémentaire afin de combler une bonne partie du déficit électrique actuel du pays. Tant pour les particuliers que pour les industries en renforçant la capacité actuelle du réseau électrique nationale.
3. **Description de la situation** : Le déficit électrique actuel est compris entre 150 et 200 MW.
4. **Coût des risques (faiblesses)** : préciser hypothèses et calculs
Internes : Finalisation des négociations sur le prix de cession du KWh au distributeur d'électricité (CIE) / Situation socio politique et sécuritaire du pays.

Externes : Finalisation des négociations pour la mise en place des fonds dits « verts » européens et autres avec les partenaires.

Métier : Aucun obstacle du fait que T.D CONTINENTAL S.A dispose de ressources humaines (ingénieurs et techniciens) de qualité pour la mise en œuvre du projet.
5. **Contraintes liées au projet** : Confirmation des promesses d'exonération de l'Etat sur les équipements entrant dans la construction de la Centrale.
6. **Bénéficiaires** : Consommateurs d'électricité en général à travers la CIE (abonnés subissant le délestage) ; villages, centres hospitaliers et tous autres équipements communautaires isolés du réseau électrique national ; unités industrielles par le renforcement des capacités de la CIE.
7. **Actions antérieures ou en cours** : Réalisation d'installations tests autonomes de 200 volts stable pour le compte de particuliers. Pour le projet de centrale solaire **Africa PV CI 01**, les différentes études techniques et de faisabilité sont bouclées.
8. **Stratégies de mise en œuvre** : Réalisation et livraison par tranches. Trois (03) tranches successives de 15 Mégawats pour une capacité totale de 45 Mégawats.
9. **Activités à réaliser** :
 - Conclure les différentes négociations Financières et humaines ;
 - Engager les négociations pour la cession du site devant abriter la centrale ;
 - Préparer les commandes de matériels et équipements ;
 - Négocier le prix de cession de l'électricité produite à la CIE avec l'Etat de Côte d'Ivoire prévu pour fin 2011.
10. **Marqueurs de progrès (indicateurs)** :
 - **2010** : Etude du projet sur la supervision par Ingénieur/Expert auprès de la Tâche 3 (systèmes autonomes du programme photovoltaïque de l'Agence Internationale de l'Energie) à Lausanne en SUISSE.
 - **2011** : Mobilisation des ressources financières et début de préparation du site d'accueil de la centrale.
 - **2012** : Démarrage des travaux et livraison des trois (03) tranches de la centrale en huit (08) mois.

- 11. Période d'exécution** : moyen terme ; La durée d'exécution du projet sera de huit (08) mois à compter de la date de démarrage des travaux ; à partir de 2016.
- 12. Maître d'ouvrage** : T.D CONTINENTAL S.A
- 13. Maître d'oeuvre** : MondiaSolar Suisse
- 14. Partenaires** : MondiaSolar Suisse / T.D CONTINENTAL France / Autres
- 15. Coûts prévisionnels** : 95 000 millions F CFA
- Etudes : 8 000 millions F CFA
 - Equipements 87 000 millions F CFA
 - Fonctionnement annuel : 1 800 millions F CFA
- 16. Contributions souhaitées**
- Etat CI : Exonération de taxes et droits de douanes sur les entrants, matériels et équipements.
 - Exemption d'impôts sur une période de dix (10) ans ;
 - Institutionnels (Banque Mondiale, BAD, BOAD) : 47 500 millions F CFA, 50 % à solliciter.
 - Privés locaux : 19 000 millions F CFA, soit 20 %
 - Privés extérieurs : 28 500 millions F CFA, soit 30 %
- 17. Gains attendus** : à l'étude
- 18. Impact sur les ODM/Environnement** : Contribution à un environnement sain, exempt de pollution ; Absence d'émission de gaz à effet de serre.
- 19. Financement des charges récurrentes** : 1% du coût du projet soit 900 000 000 F CFA

FICHES PROJETS DU DOMAINE D'ACTIVITE STRATEGIQUE N°3 :
CADRE INSTITUTIONNEL

Projet	Code de l'énergie de la République de Côte d'Ivoire
Code action	EEN & R/CIRH/CT_

1. **Orientation** : L'orientation du Code est de définir un cadre législatif, réglementaire et institutionnel permettant de garantir la viabilité financière et le fonctionnement harmonieux du secteur de l'énergie.
2. **Objectif** : élaborer un Code de l'Energie instituant :
 - a. la segmentation du secteur de l'énergie ;
 - b. la concession pure ;
 - c. une Autorité de Régulation indépendante et ayant des pouvoirs coercitifs ;
 - d. une Agence de la Maîtrise de l'Energie et des Energies Nouvelles et Renouvelables ;
 - e. un mode de tarification adapté pour assurer l'équilibre financier du secteur ;
 - f. le rôle de l'Autorité Concédante dans le secteur en mettant un accent particulier sur ses relations avec l'Autorité de Régulation ;
 - g. un mécanisme de financement des structures sous-tutelle si elles existent ;
 - h. une répression des différentes infractions, spécifiquement la fraude, les vols et les actes de vandalisme ainsi que les occupations anarchiques sur le réseau électrique ;
 - i. des aspects fiscaux et douaniers relatifs aux différents investissements à réaliser dans le secteur ;
 - j. un développement des énergies nouvelles et renouvelables ;
 - k. un achat de l'énergie électrique issue spécifiquement des sources d'énergies renouvelables hors hydroélectricité ;
 - l. une harmonisation des textes de loi avec la réglementation sous- régionale, notamment de la CEDEAO sur l'énergie ;
 - m. une prise en compte des opérateurs intervenant dans le secteur de l'énergie.
 - n. les textes de modification des conventions existantes et/ou les adaptant au code ;
 - o. les textes de création de l'Autorité de Régulation du secteur de l'énergie et les statuts ;
 - p. les modèles de convention de concession pour chaque segment en accordant une attention particulière aux principes minimum qu'ils doivent contenir ;
 - q. les textes de création de l'Agence de la Maîtrise de l'Energie et des Energies Nouvelles et Renouvelables.

3. Description de la situation

Le secteur de l'énergie en Côte d'Ivoire est régi par la loi n°85-583 du 29 juillet 1985 portant organisation de la Production, du Transport et la Distribution de l'énergie électrique en Côte d'Ivoire.

Le Gouvernement estime que le cadre législatif et réglementaire ainsi que le cadre institutionnel actuel du secteur de l'énergie ivoirien font face à des difficultés notamment (i) une capacité de production insuffisante par rapport à une demande croissante ;

(ii) une capacité limitée de l'Autorité Concédante à répondre aux besoins d'investissements dans les segments de la production, le transport et de la distribution ; (iii) un manque d'engouement du

secteur privé d'investir dans le secteur de l'énergie ; (iv) un manque de mécanisme pérenne pour le financement de l'électrification rurale ; (v) une promotion insuffisante des énergies nouvelles et renouvelables et de la maîtrise de l'énergie ; (vi) l'incapacité du secteur de l'énergie à contracter des prêts auprès des bailleurs de fonds ; (vii) un chevauchement dans l'application des attributions des différentes structures ; (viii) et une absence d'indépendance de la structure en charge de la régulation du secteur.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement envisage une revue du cadre législatif, réglementaire et institutionnel du secteur de l'énergie ivoirien.

4. Coût des risques (faiblesses)

Internes :

- Accroître la capacité de production pour un équilibre entre l'offre et la demande en énergie ;
- Assumer la pleine capacité par l'Autorité Concédante afin de répondre aux besoins d'investissements dans les segments de la production, le transport et de la distribution ;
- Créer un mécanisme pérenne pour le financement de l'électrification rurale ;
- Développer et accroître la promotion des énergies nouvelles et renouvelables et de la maîtrise de l'énergie ;
- Favoriser l'ouverture du secteur de l'énergie aux prêts des bailleurs de fonds ;
- Clarifier les textes créant les différentes structures en précisant leurs attributions pour éviter d'éventuels empiètements ;
- Rendre indépendante la structure en charge de la régulation du secteur.

Externes : Encourager le secteur privé à investir dans le secteur de l'énergie.

Métier : à déterminer

5. Contraintes liées au projet

- L'absence de réelle volonté politique à soutenir le projet dans sa faisabilité ;
- Les contingences budgétaires rendant impossible le financement.

6. Bénéficiaires

- L'Etat (Autorité Concédante) ;
- Les populations (Consommateurs) ;
- Les Producteurs indépendants ou Opérateurs économiques du secteur de l'énergie.

7. Actions antérieures ou en cours

- La rédaction de l'Avant projet de Code de l'Energie ;
- La rédaction des Termes de Référence du Projet de Code et du recrutement du Consultant qui doit faire le diagnostic du cadre législatif, réglementaire et institutionnel existant et nous produire un rapport final ; base des réflexions du séminaire de validation du Code.

8. Stratégies de mise en œuvre

- Recherche de financement ;

- Recrutement d'un consultant pour faire le diagnostic du cadre législatif, réglementaire et institutionnel existant en s'appuyant sur des rapports existants notamment le rapport NERA ;
- Organisation d'un séminaire de validation de Code de l'Energie.

9. Activités à réaliser

- Transmettre le Code au Gouvernement en tant qu'une mesure d'urgence (Ordonnance) ;
- Prendre des décrets et arrêtés d'application ;
- Informer et sensibiliser les parties concernées par l'application du Code aux fins d'une appropriation totale.

10. Marqueurs de progrès (indicateur)

ID	Nom de tâche	Durée en mois (m)
1	Mise en route de la validation du Code de l'Energie et de la mise en place des organes créés	T_0
2	Recrutement du Consultant et obtention du rapport final.	$T_0 + 3.5 \text{ m}$
3	Séminaire de validation du Projet de Code de l'Energie.	$T_0 + 3.5 \text{ m} + 1 \text{ m}$
5	Signature du Projet de Code par le Président de la République.	$T_0 + 4.5 \text{ m} + 1 \text{ m}$
6	Diffusion du Code et sensibilisation	$T_0 + 5.5 \text{ m} + 5 \text{ m}$
7	Rédaction des décrets et Arrêtés d'application du Code.	
8	Mise en place des organes créés par le Code ainsi que des nouveaux organes et structures suggérés.	

11. **Période d'exécution** : court terme ; le projet sera exécuté sur une période de onze mois à partir de 2012

12. **Maître d'ouvrage** : Le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie (MMPE).

13. **Maître d'œuvre** : La Direction Générale de l'Energie.

14. Partenaires

- Le Ministère de l'Economie et des Finances (**MEF**) ;
- la Société d'Etat dénommée « Autorité Nationale de Régulation du secteur de l'Electricité » (**ANARE**) ;
- la Société d'Etat dénommée « Société de Gestion du Patrimoine du secteur de l'électricité » (**SOGEPE**) ;
- la Société d'Etat dénommée « Société d'Opération Ivoirienne d'Electricité » (**SOPIE**) ;
- La Compagnie Ivoirienne d'Electricité (**CIE**).

15. **Coûts prévisionnels** : 100 millions FCFA

16. **Contributions souhaitées** : Etat CI : 100%

17. **Gains attendus** : à l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement

L'atteinte des objectifs déclinés dans le Code de l'Energie, renforcée par une lisibilité législative et réglementaire du secteur aura un effet notable sur 7/8 OMD, incluant aussi la sauvegarde de l'environnement :

- Objectif 1: Réduire l'extrême pauvreté et la faim : Réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour.
- Objectif 2: Assurer l'éducation primaire pour tous : D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires.
- Objectif 4: Réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans : Réduire de deux tiers, d'ici à 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans.
- Objectif 5: Améliorer la santé maternelle : Réduire de trois quarts, d'ici à 2015, le taux de mortalité maternelle.
- Objectif 6: Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies : D'ici à 2015, stopper la propagation du VIH/sida et commencer à inverser la tendance actuelle.
- Objectif 7: Assurer un environnement durable : Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales.
- Objectif 8: Mettre en place un partenariat mondial pour le développement : Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire.

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer

Projet	Etude, élaboration et mise en œuvre de la loi sur l'électricité
Code action	EEN & R/CIRH/CT_

1. **Orientation** : Réorganiser le cadre légal et institutionnel du secteur de l'électricité en vue d'en améliorer les performances

2. **Description de la situation**

- Inadaptation loi 85-583
- Chevauchements dans les missions des structures
- Insuffisance du contrôle de l'état sur le domaine concédé
- Insuffisance des pouvoirs du régulateur
- non respect de la Planification
- Retard dans renouvellement du personnel
- Insuffisance de la prise en compte des énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie

3. **Objectifs**

- optimisation des structures du secteur de l'électricité
- renforcement du rôle du régulateur
- lutte contre la fraude, les vols, actes de vandalisme et l'occupation anarchique sur le réseau électrique
- promotion des énergies renouvelables
- promotion de la maîtrise de l'énergie

4. **Coût des risques (faiblesses)**

- Internes : faiblesse des performances du système
- Externes : insuffisance des investissements extérieurs
- Métier : rupture de compétences

5. **Contraintes liées au projet**

- Validation du projet de loi par l'Assemblée Nationale
- Promulgation par le Président de la République.

6. **Bénéficiaires** : Secteur de l'électricité / Usagers

7. **Actions antérieures ou en cours** : Rapports et études antérieurs disponibles

8. **Stratégies de mise en œuvre** : Assistance d'un Consultant

9. **Activités à réaliser**

- L'élaboration des Termes de Références par le secteur de l'électricité prenant en compte :
 - l'optimisation des structures du secteur de l'électricité
 - la lutte contre la fraude, les vols, actes de vandalisme et l'occupation anarchique sur le réseau électrique
 - la promotion des énergies renouvelables
 - la promotion de la maîtrise de l'énergie
 - Renforcement du rôle du régulateur

- le recrutement du Consultant ;
- la réalisation de l'étude et validation du projet de loi par l'Assemblée Nationale
- la création de l'agence de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 1 an : Promulgation de la Loi
- 2 ans : Mise en place du nouveau cadre institutionnel

11. Période d'exécution : court terme ; l'étude sera réalisé sur une durée de 1 an à partir de 2012.

12. Maître d'ouvrage : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie

13. Maître d'œuvre : Direction Générale de l'Energie

14. Partenaires : Bailleurs de fonds institutionnels, Organisations régionales

15. Coûts prévisionnels : 2 800 millions F CFA

- Etude : 350 millions CFA
- Equipement : 2 450 millions CFA

16. Contributions souhaitées

- Etat CI : 50 %, soit 1 400 millions CFA
- Institutionnels : 50 %, soit 1 400 millions CFA

17. Gains attendus : à l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement :

- Lutte contre la pauvreté à travers la promotion des énergies renouvelables
- Réduction des GES à travers la maîtrise de la consommation d'énergie électrique d'origine thermique.

19. Financement des charges récurrentes : Inclus dans le coût du projet

Projet	ETUDE POUR LA GESTION DES EMPLOIS ET COMPETENCES DU MINISTERE DES MINES, DU PETROLE ET DE L'ENERGIE (MMPE)
Code action	EEN & R/CIRH/CT_

1. **Orientation** : Doter le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie en ressources humaines performantes.
2. **Objectifs**
 - **Objectif général** : Faire des secteurs des Mines, du Pétrole et de l'Energie un pilier important du développement économique de la Côte d'Ivoire.
 - **Objectifs spécifiques**
 - Améliorer le ratio « cadres techniques / personnel du Ministère » ;
 - Dégager les moyens pour équilibrer les besoins en ressources humaines disponibles.
 - Définir les stratégies pour assurer la relève qualitative et quantitative en personnel technique.
3. **Description de la situation** : Sur la base d'une étude menée en 2004 relative au plan de développement du capital humain du département des Mines et de l'Energie, il s'avère indispensable de renforcer la politique de gestion des ressources humaines existante, par la mise en place d'une politique de gestion prévisionnelle des emplois et compétences.
En effet, cette étude avait déjà relevé :
 - l'inadéquation entre la formation et les emplois. En effet, le recrutement des techniciens du secteur (ingénieurs et techniciens supérieurs toutes spécialités confondues) ne correspond pas aux emplois et aux besoins du ministère ;
 - le déficit notable en cadres techniques, dû d'une part, au départ à la retraite et vers des secteurs mieux rémunérés et d'autre part, aux cas de décès et maladies.

Il se pose dès lors le problème de renouvellement qualitatif et quantitatif du personnel technique dudit Ministère, d'où l'opportunité d'une nouvelle étude qui permettra de faire le point et définir les orientations stratégiques à adopter pour asseoir une véritable politique de gestion prévisionnelle des emplois et compétences.
4. **Coût des risques (faiblesses)**
 - Internes : à déterminer
 - Externes : à déterminer
 - Métier : à déterminer
5. **Contraintes liées au projet** : Un consultant externe est nécessaire pour mener les études.
6. **Bénéficiaires** : Etat, secteur public et secteur privé, populations
7. **Actions antérieures ou en cours** :
 - Etude préliminaire menée en 2004 relative au plan de développement du capital humain du département des Mines et de l'Energie.

- Etude de renforcement de capacités du secteur de l'électricité en cours, dans le cadre du projet Programme d'Urgence de Réhabilitation du secteur de l'Electricité (PURE).
 - Etude similaire envisagée dans le secteur des Mines dans le cadre d'un don de la Banque Mondiale.
8. **Stratégies de mise en œuvre** : Utilisation des services d'un consultant local afin de mener et l'étude, avec l'appui des directeurs de service, et mise en œuvre des plans de formation et de renforcement de capacités, à travers des financements à rechercher (budget de l'Etat, bourses de formation et dons institutionnels ...)
9. **Activités à réaliser** :
- Enquête
 - Traitement des données
 - Rédaction du rapport d'enquête intégrant un plan de formation et de renforcement de capacités
10. **Marqueurs de progrès (indicateurs)** : à déterminer
11. **Période d'exécution** : court terme ; l'étude sera réalisée sur une période de six mois à partir de 2012.
12. **Maître d'ouvrage** : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie
13. **Maître d'œuvre** : Direction Générale de la Planification, de la Documentation et de la Formation (DGPDF)
14. **Partenaires** : Cabinet de consultant local
15. **Coûts prévisionnels** : 100 millions F CFA (étude)
16. **Contributions souhaitées** : Structures sous- tutelle : 100 millions FCFA soit 100 %
17. **Gains attendus** : à déterminer
18. **Impact sur les ODM/Environnement** : à déterminer
19. **Financement des charges récurrentes** : Frais de renforcement des capacités à prendre en charge par l'Etat et les structures sous tutelle (contribution à définir par les autorités). Bourses de formation à rechercher également auprès des partenaires au développement.

Projet	CREATION D'UN INSTITUT DE FORMATION AUX METIERS DES MINES, DU PETROLE ET DE L'ENERGIE
Code action	EEN & R/CIRH/CT_

1. **Orientation** : Doter le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie d'un institut de formation aux métiers des mines, du pétrole et de l'énergie.
2. **Objectif**
 - S'approprier la résolution n° 09 (renouvellement et renforcement des ressources humaines du séminaire de Grand Bassam tenu le 18 janvier 2007.
 - Développer une politique nationale et sous régionale de formations spécialisées professionnelles, continues et pratiques à l'endroit des ingénieurs, des techniciens et des professionnels aux métiers des secteurs des Mines, du Pétrole et de l'Énergie.
 - Utiliser des cadres nationaux en activité ou à la retraite comme formateurs.
3. **Description de la situation**
 - Désintégration des systèmes de formation (ESIE, IIAO)
 - Vieillesse des cadres : 165 départs à la retraite d'ici 2015 sur 490 cadres, soit 34 % du personnel
 - Appauvrissement du capital humain expérimenté et opérationnel.
4. **Coût des risques (faiblesses)**
 - Internes : à déterminer
 - Externes : à déterminer
 - Métier : à déterminer
5. **Contraintes liées au projet** : volonté politique
6. **Bénéficiaires** : Etat, population, secteur public et secteur privé
7. **Actions antérieures ou en cours** :
 - Communication en Conseil des Ministres :
Une Communication en Conseil des Ministres portant création d'un Institut Supérieur de Formation aux Métiers des Mines, du Pétrole et de l'Électricité a été signée.
 - Un arrêté :
Un arrêté portant création d'une structure de réflexion et de gestion du projet composée de : un comité de pilotage, une coordination et une équipe projet composée de trois commissions techniques (pédagogique, infrastructure et juridique) a été signé.
 - Mission de prospection :
Une mission de prospection pour le secteur du Pétrole a été effectuée dans les centres de formation spécialisés : à l'Institut Algérien du Pétrole, à l'Institut Français du Pétrole, à Gaz de France à Paris et au Centre de Formation aux Métiers de Gaz à Nantes
 - Missions de prospection à réaliser :
Des missions de prospection pour les secteurs de l'Électricité et des Mines sont prévues en France et au Canada. Comme dans le secteur des hydrocarbures, nous recherchons des partenaires sûrs dans les instituts de formation français et canadiens. Ce retard est essentiellement dû au problème de prise en charge des financements par les secteurs des

Mines et de l'Electricité. Aujourd'hui, un budget prévisionnel du programme d'activité 2011 du projet est adopté par toutes les sociétés d'Etat et le Ministère.

- Projet Pilote (Amont Pétrolier) :

Le projet pilote aura lieu sur le site de Yopougon : Amont Pétrolier (exploration forage production).

- Etat d'avancement du projet pilote :

- ❖ Maquette pédagogique des stages de formation qualifiante élaborée et disponible
- ❖ Maquette pédagogique des formations diplômantes des cycles « Ingénieurs Spécialisés en évaluation des gisements » et « Ingénieurs Spécialisés en évaluation développement et production des gisements » élaborée et disponible
- ❖ Inventaire des équipements didactiques disponible
- ❖ Répertoire des experts formateurs disponible
- ❖ Maquette architecturale disponible.

8. Stratégies de mise en œuvre : Assistance d'un Consultant

9. Activités à réaliser :

- Construction des bâtiments et mise en place des infrastructures sur le site de Yopougon
- Formation des formateurs pour l'Amont Pétrolier
- Missions de prospection pour les secteurs de l'électricité et des mines
- Construction des bâtiments et mise en place des infrastructures sur le site de Vridi pour les secteurs de l'électricité et des mines.

10. Marqueurs de progrès : Rapports d'étape

11. Période d'exécution : court terme ; le projet sera réalisé sur une durée de 2 ans à partir de 2012.

12. Maître d'ouvrage : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie

13. Maître d'œuvre : Comité de pilotage (voir arrêté)

14. Partenaires : Structures sous tutelle du ministère

15. Coûts prévisionnels : 4 600 millions F CFA

16. Contributions souhaitées : Afin d'assurer l'autofinancement de l'Institut et son autonomie, il est envisagé la mise en place d'une structure de type Société Anonyme (SA) dont les actionnaires sont les structures sous tutelle du Ministère et les entreprises du secteur privé intéressées.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les ODM/Environnement : à déterminer

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer

FICHES PROJETS DU DOMAINE D'ACTIVITE STRATEGIQUE N°4 :
VIABILITE FINANCIERE

Fiche n° 62

Projet	Lutte contre la fraude, vols et actes de vandalisme et occupations anarchiques
Code action	EEN & R/FIN/CT_

1. **Orientation** : Amélioration des performances techniques, financières et économiques du secteur électrique

2. **Objectifs**

- diffuser les règles de fonctionnement du secteur électrique
- enrayer le phénomène de fraude dans le secteur électrique
- favoriser l'accès à l'électricité des couches sociales démunies
- améliorer le taux de recouvrement des recettes du secteur électricité
- baisser considérablement les pertes non techniques ;
- améliorer les performances techniques du réseau

3. **Description de la situation**

- violation des règles du système électrique de la part des usagers
- amplification des phénomènes de fraude
- amplification des vols de matériels électriques
- obstruction des accès des postes de transformation
- amplification des branchements anarchiques
- amplification des occupations anarchiques des couloirs du réseau électrique

4. **Coût des risques (faiblesses)** : préciser hypothèses et calculs

COUT DES FAIBLESSES			
RISQUES	HYPOTHESES DE CALCULS	COUT DES FAIBLESSES	DEFINITIONS
Risques internes			
Fraude massive		C= 19 milliards de CFA/an	
Renouvellement précoce des équipements électriques			
Coûts de production supplémentaires importants			
allongement des délais d'intervention de			

dépannage			
Risques externes			

5. Contraintes liées au projet

- insuffisance de ressources financières
- nombre important d'acteurs institutionnels intervenant dans le programme
- urgence à réaliser le projet
- mise en place d'une brigade de lutte contre la fraude, les vols, actes de vandalisme et occupations anarchiques des couloirs électriques

6. **Bénéficiaires** : secteur électrique ; Etat de côte d'Ivoire ; abonnés ; PME de prestation de services du secteur électrique ; élèves de l'éducation nationale ; quartiers précaires et péri urbain sous équipés du district d'Abidjan et de San Pedro ; quartiers résidentiels du district d'Abidjan ; occupants des couloirs des ouvrages électriques ; les abonnés domestiques et industriels CIE ; maires, OPJ, magistrats ; forces de sécurité (gendarmes, militaires, policiers)

7. Actions antérieures

- Etudes préparatoires ;
- Constitution des équipes de travail ;

8. Stratégies de mise en œuvre

Au niveau de l'organisation, plusieurs commissions (définies par des équipes de travail) ont été mises en place dans le cadre de la mise en œuvre des vingt (20) microprojets du programme de lutte contre la fraude, vols, actes de vandalisme et occupations anarchiques sur le réseau électrique. Chaque commission, responsable de la mise en œuvre d'un microprojet sera dotée de moyens techniques, humains et financiers pour l'exécution dudit projet. La Direction Générale de l'Energie est le maître d'ouvrage de tous les microprojets du programme. La SOPIE assurera la maîtrise d'œuvre pour les projets à caractère technique. Elle pourrait être accompagnée par certaines structures techniques telles que la CIE et le LBTP.

9. Activités à réaliser

- études de faisabilité des microprojets ;
- recherche de financement ;
- mise en œuvre ;
- suivi et évaluation.

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 2 ans : adoption du code de l'énergie, mise en place de la brigade de lutte contre la fraude et début des opérations de terrain anti fraude
- 2 à 4 ans : annulation des permis et arrêtés municipaux sur des espaces réservés, libération des couloirs électriques, balisage des ouvrages électriques, réduction des cas de fraudes de 70%
- 4 à 5 ans : réduction des cas de fraudes de 95%

11. **Période d'exécution** : court terme et moyen terme ; cette action devra être réalisée sur une durée de 5 ans à partir de 2012 et éventuellement être renouvelée.

12. **Maître d'ouvrage** : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie

13. **Maître d'œuvre** : Direction Générale de l'Energie

14. Partenaires

- Ministère des Mines et de l'Energie ;
- Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Ministère de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Habitat ;
- Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts
- Ministère de l'Agriculture ;
- Ministère des Infrastructures Economiques ;
- Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- Ministère de l'Artisanat et de la promotion des PME
- Ministère de l'Intérieur ;
- Collectivités territoriales (UVICOCI, ADDCI) ;
- Ministère de l'Education Nationale ;
- Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel ;
- Ministère de la Communication ;
- Ministère de la Défense et le Ministère de l'Intérieur ;
- Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- Organisations professionnelles (UPECI; UGECI; FIPME; MPME; ATCI; SODECI) ;
- SOPIE, SOGEPE, ANARE ;
- CIE ;
- LBTP-SECUREL

15. Coûts prévisionnels : 22 000 millions F CFA

Etude : 5 000 millions F CFA

Equipement : 17 000 millions F CFA

Fonctionnement : 3 000 millions F CFA/an

16. Contributions souhaitées : Etat CI : 100%

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les ODM/Environnement : OMD 7 : assurer un environnement durable à travers la réduction des gaz à effet de serre, le déguerpissement des populations des zones dangereuses et la protection de ces zones

19. Financement des charges récurrentes : 500 millions par an seront consacrés aux activités de la brigade de lutte contre la fraude et les opérations de surveillance des couloirs électriques.

Projet	Apurement des dettes des opérateurs privés (IPPs et Gaziers)
Code action	EEN & R/FIN/CT_

1. **Orientation** : Amélioration de la situation financière du secteur
2. **Objectif** : Assurer la continuité de la fourniture de l'électricité et du combustible gazeux au secteur de l'électricité.
3. **Description de la situation** : Le secteur d'électricité connaît un important déficit financier qui a atteint 120 milliards FCFA en 2010. Ce déficit a provoqué des graves difficultés financières. Le manque de ressources a conduit le secteur à l'application du principe du pari passu pour le paiement des factures des opérateurs privés (électricité et gaz) conformément au manuel de gestion des flux financiers du secteur.
Les arriérés des fournisseurs de gaz et d'électricité afin mars 2011 sont évalués à environ 54 milliards de francs CFA.
4. **Coût des risques (faiblesses)** :
 - **Internes** : Risque d'interruption de la fourniture d'électricité à la population.
La perte en chiffres d'affaire est estimée à plus de 3 milliards de francs CFA pour l'arrêt d'une centrale thermique de 150 MW pendant un mois.

Formule de calcul : (Puissance x nombre d'heure dans l'année x la disponibilité annuelle de la centrale x par le rendement du réseau)/12 x le prix moyen de vente.

$(150 \times 8760 \times 70\% \times 74\%)/12 \times 60 = 3,4$ milliards de francs CFA)

Le Coût économique évalué à plus de 28 milliards de francs CFA pour l'arrêt d'une centrale de 150 MW pendant un mois.

Formule de calcul : (Puissance x nombre d'heure dans l'année x la disponibilité annuelle de la centrale x par le rendement du réseau)/12 x le coût économique.

$(150 \times 8760 \times 70\% \times 74\%)/12 \times 500 = 28,4$ milliards de francs CFA).

 - **Externes** : Perte de ressources pour les ventes exports : environ 25 milliards de francs CFA pour l'année 2010
 - **Métier** : à déterminer
5. **Contraintes liées au projet** :
 - Difficultés financières de l'Etat et du secteur de l'électricité (insuffisances des ressources)
 - Incapacité du secteur a emprunté sur le marché
6. **Bénéficiaires** : Producteurs d'électricité et de gaz dans le secteur d'électricité ; population ivoirienne
7. **Actions antérieures ou en cours** :
 - Négociations avec les opérateurs privés pour la réduction des charges du secteur, notamment les opérateurs gazier pour la réduction coût du gaz naturel (plafonnement du prix du gaz) ;

- Prévision de hausse de hausse tarifaire (pour améliorer les ressources du secteur) non réalisée du fait de la crise que le pays a traversée ;
- Réalisation d'une étude tarifaire.

8. Stratégies de mise en œuvre :

- Recherche de financement par l'Etat pour l'apurement de la dette des IPPs et de gaziers ;
- Mise en place de fonds revolving chaque trimestre pour soutenir le secteur jusqu'à l'équilibre.

9. Activités à réaliser :

- Solliciter l'Etat pour la mise en place d'un mécanisme de fonds revolving chaque trimestre pour le financement d'une partie du déficit du secteur, notamment les factures des IPPs et des producteurs gaziers ;
- Poursuivre les négociations par l'Etat pour le plafonnement de prix du gaz et la réduction des autres charges du secteur ;
- Prévoir un ajustement tarifaire pour améliorer les ressources du secteur.

10. Marqueurs de progrès (indicateurs) :

- 1 an : Apurement de la dette des fournisseurs d'électricité et de gaz naturel.
- 2 ans : Amélioration des ressources du secteur.
- 3 ans : Atteinte de l'équilibre du secteur

11. **Période d'exécution** : court terme ; la période nécessaire pour la réalisation du projet est d'environ douze mois maximum à compter du 1^{er} juillet 2011

12. **Maître d'ouvrage** : SOGEPE/ Etat

13. **Maître d'œuvre** : SOGEPE/Etat

14. **Partenaires** : Etat/ Bailleurs de fonds

15. **Coûts prévisionnels** : La dette prévisionnelle des IPP et des opérateurs gaziers par l'application du PARI-PASSU est estimée à 60 000 millions de francs CFA pour la fin de l'année 2011.

16. **Contributions souhaitées** : Etat de CI : 100 %

17. **Gains attendus** : en cours

18. **Impact sur les ODM/Environnement** : à déterminer

19. **Financement des charges récurrentes** : Remboursement des échéances si le financement est obtenu par emprunt au près des bailleurs.

Projet	Baisse du prix du gaz naturel
Code action	EEN & R/FIN/CT_

1. **Orientation** : Amélioration de la situation financière du secteur
2. **Objectif** : Assurer la continuité de la fourniture de l'électricité et du combustible gazeux au secteur de l'électricité.
3. **Description de la situation** : Les engagements du secteur de l'électricité dans les contrats d'achat et de vente de gaz naturel sont de plus en plus lourds à supporter et ne le permettent pas d'avoir un retour à un équilibre financier d'exploitation durable. Le prix du gaz naturel facturé au secteur de l'électricité est indexé sur le West Texas Intermediate (WTI). Il a dépassé la barre des 8 dollars US par millions de BTU (\$/MMBtu) à fin 2008 pour redescendre à 7 \$/MMBtu à fin 2010, soit une hausse de 161% du prix du gaz naturel entre 2003 et 2010. A fin juin 2011, le prix du gaz naturel facturé au secteur de l'électricité a atteint la valeur de 8,64 \$/MMBtu.
4. **Coût des risques (faiblesses)** :
 - Internes : Aggravation du déficit financier du secteur de l'électricité ;
 - Externes : Ne plus être à mesure d'exporter de l'électricité aux pays voisins.
5. **Contraintes liées au projet** : En se fondant sur les contrats d'achat et de vente de gaz naturel qui ne prévoient pas expressément la renégociation du prix du gaz naturel, les opérateurs gaziers sont réticents à engager des discussions sur ce sujet.
6. **Bénéficiaires** : le secteur d'électricité ; population ivoirienne
7. **Actions antérieures ou en cours** :
 - L'Etat a sensibilisé les opérateurs gaziers sur la nécessité de renégocier le prix du gaz naturel à la baisse pour contribuer à un retour rapide à l'équilibre financier du secteur de l'électricité ;
 - Début des négociations en 2010 :
 - **Propositions de l'Etat** :
 - ✓ Foxtrot (Bloc CI-27) : plafonner à 6 \$/MMTU ;
 - ✓ AFREN (Bloc CI-11) : fixer le prix du gaz à 1,75 \$/MMBTU ;
 - ✓ CNR (Blocs CI-26 et CI-40) : fixer le prix du gaz à 1,30 \$/MMBTU.
 - **Réponse des opérateurs gaziers** :
 - ✓ Foxtrot : Proposition d'un avenant n°4 dans lequel une remise est appliquée aux facturations des quantités livrées au secteur. Cette remise est calculée comme suit:
 - Seuil de déclenchement de la remise, WTI facturation supérieure à 70\$/MMBTU ;
 - 10% de remise si la quantité livrée à l'acheteur est comprise entre 70 et 110 Mpcj ;
 - 15% de remise si la quantité livrée à l'acheteur est comprise entre 110 et 130 Mpcj ;
 - 20% de remise si la quantité livrée à l'acheteur est supérieure à 130 Mpcj.
 - ✓ CNR et AFREN : pas de réaction à la proposition de l'Etat.

8. **Stratégies de mise en œuvre** : Inscrire le projet « Baisse du prix du gaz naturel » parmi les actions prioritaires de l'Etat ; Sensibiliser tous les partenaires gaziers (Etat, PETROCI et partenaires privés) sur la nécessité de réduire le prix du gaz naturel.
9. **Activités à réaliser** : Reprendre les négociations avec FOXTROT ; débiter les négociations avec CNR et AFREN.
10. **Marqueurs de progrès (indicateurs)** :
 - Début Octobre 2011 : Reprise des négociations
 - Fin Octobre 2011 : Signature de l'avenant n°4 de FOXTROT
 - Fin Octobre 2011 : Signature des avenants aux contrats avec CNR et AFREN.
11. **Période d'exécution** : court terme
Début Septembre 2011 : informer les opérateurs gaziers à la reprise des négociations ;
Début 2012 : application de la réduction du prix du gaz naturel.
12. **Maître d'ouvrage** : SOGEPE/ Etat
13. **Maître d'œuvre** : SOGEPE/Etat
14. **Partenaires** : Etat/ AFREN/CNR/FOXTROT
15. **Coûts prévisionnels** : en cours
16. **Contributions souhaitées** : en cours
17. **Gains attendus** : en cours
18. **Impact sur les ODM/Environnement** : en cours
19. **Financement des charges récurrentes** : en cours

HYDROCARBURES

Le présent document, qui constitue l'annexe du rapport du secteur des Hydrocarbures, présente l'ensemble des fiches techniques des projets identifiés. Leur sélection a tenu compte des capacités financières et techniques de l'Etat de Côte d'Ivoire, des opportunités offertes à travers les partenariats en cours ou à venir et les niveaux de ressources mobilisables.

La mise en œuvre de ces projets pourrait nécessiter la réalisation d'études de faisabilité devant permettre d'affiner les données techniques et financières. Aussi, les coûts affichés dans le présent document sont-ils donnés à titre indicatif.

Le document comporte **47 projets** déclinés à partir de la vision du développement, des enjeux, des axes stratégiques et des objectifs spécifiques.

Chacune des fiches comporte 22 rubriques définies comme suit :

- Numéro de la fiche projet ou micro projet : c'est un numéro d'ordre permettant un repérage et une manipulation aisée des fiches projets
 - Nom du projet : c'est l'intitulé ou la désignation du projet ;
 - Code action : c'est un numéro permettant d'identifier l'action par rapport à l'enjeu, à l'axe stratégique, aux objectifs correspondants ;
20. Orientation : elle se rapporte à l'objectif de développement ;
21. Objectif : il indique pourquoi le projet est réalisé ;
22. Description de la situation : il s'agit de décrire la situation qui prévaut actuellement et qui est à la base de la formulation du projet ;
23. Coûts des faiblesses : situent les efforts à accomplir
24. Contraintes liées au projet : quels sont les facteurs ou les éléments susceptibles de compromettre la réussite du projet ;
25. Bénéficiaires : catégorie de la population pour laquelle le projet est entrepris ;
26. Actions antérieures ou en cours : il s'agit d'indiquer les activités déjà entreprises ou en cours de réalisation se rapportant au projet en question ;
27. Stratégies de mise en œuvre : c'est l'ensemble des méthodes techniques, d'organisation et de collaboration qui sera utilisé pour mettre en œuvre les actions ;
28. Activités à réaliser : décrit comment le projet compte atteindre ses objectifs. Ce sont les actions nécessaires à mener pour réaliser le projet ;
29. Marqueurs de progrès (indicateurs) : mesures qualitatives ou quantitatives visant à un suivi d'un état à atteindre ;
30. Période d'exécution : c'est la période nécessaire pour atteindre les objectifs fixés ;
31. Maître d'ouvrage : c'est l'institution responsable (propriétaire) du projet ;
32. Maître d'œuvre : c'est l'institution responsable de la mise en œuvre du projet ;
33. Partenaires : ceux sont des acteurs qui participent diversement à l'exécution du projet, à des niveaux différents de responsabilité. Cette participation peut se faire sous forme financière, sous forme matérielle ou sous forme d'expertise ;

34. Coût prévisionnel : combien va coûter le projet ;
35. Contributions souhaitées : c'est l'apport en espèce ou en nature par les bénéficiaires du projet. Dans le cas d'un cofinancement extérieur, c'est la décomposition du montant à financer localement, entre la Commune et les bénéficiaires du projet
36. Gains attendus : dans le cadre de projets à rentabilité économique, ils permettent d'apprécier le retour sur l'investissement
37. Impact sur les OMD/l'environnement : il s'agit d'indiquer comment le projet contribue à la mise en œuvre des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ; mais également d'indiquer les débats ou les effets néfastes du projet sur l'environnement
38. Charges récurrentes : il s'agit de préciser la prise en compte des charges pesant normalement sur le fonctionnement du projet

Les projets sont déclinés selon les **quatre (4) Domaines d'Activités Stratégiques (DAS)** retenus, eux-mêmes déclinés en axes stratégiques :

- v. UpStream (Exploration-Production, Gaz Naturel);
- vi. MidStream (Logistique, Raffinage) ;
- vii. DownStream (Gaz Butane) ;
- viii. Accompagnement (Cadre institutionnel, Renforcement des capacités, Viabilité financière).

Abréviations

- HC : Hydrocarbures
- UPSTR : Upstream
- MSTR : Midstream
- DSTR : Downstream
- EXPLO : Exploration
- PROD : Production
- GN : Gaz Naturel
- LOG : Logistique
- RAFF : Raffinage
- A CC : Accompagnement
- CT : Court Terme
- MT : Moyen Terme
- LT : Long Terme

RECAPITULATIF DES PROJETS PAR DOMAINE D'ACTIVITES STRATEGIQUES (DAS)

No	DAS		PREVISIONS SELON PROJETS RECENSES				
			Cumul (Millions F CFA)	Etat Côte d'Ivoire		Autres sources de financement	
				Millions F CFA	%	Millions F CFA	%
1	UpStream	Exploration	200 600	12 343	6.2	188 258	93.8
		Production	1 935 100	-	-	1 935 100	100.0
		Gaz naturel	614 400	14 400	2.3	600 000	97.7
		Cumul UpStream	2 750 100	26 743	1.0	2 723 358	99.0
2	MidStream	Logistique	1 016 650	-	-	1 016 650	100.0
		Raffinage	2 924 000	-	-	2 924 000	100.0
		Cumul MidStream	3 940 650	-	-	3 940 000	100.0
3	DownStream/Gaz Butane		306 100	-	-	306 100	100.0
4	Accompagnement		92 900	92 900	100.0	-	-
Cumul général			7 089 750	119 643	1.7	6 970 108	98.3

Le coût prévisionnel du plan de développement du secteur des Hydrocarbures du Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie est évalué à 7 089.7 milliards de francs CFA. Les investissements productifs sont confiés au secteur privé et l'Etat assure son rôle régalien de mise en place des règles, de leur contrôle et de la promotion.

LISTE DES PROJETS

DAS/Axes Stratégiques	N° fiches	Titre du projet	Coûts						Période réalisation proposée		
	Projets		Coût total (Millions F CFA)	Part Etat CI		Part autres		CT (2011-2015)	MT (2016- 2020)	LT (2021-2030)	
				Millions F CFA	%	Millions F CFA	%				
DAS N°1: UpStream/Exploration											
	1	Exploration Bloc CI-12	6 300 (*)	315		5 985		X			
	2	Exploration Bloc CI-24	8 500 (*)	850		7 650		X			
	3	Exploration Bloc CI-100	17 750 (*)	888		16 863		X			
	4	Exploration Bloc CI-101	22 000 (*)	1 100		20 900		X			
	5	Exploration Bloc CI-102	12 750 (*)	1 275		11 475		X			
	6	Exploration Bloc CI-103	19 950 (*)	998		18 953		X			
	7	Exploration Bloc CI-104	6 300 (*)	315		5 985		X			
	8	Exploration Bloc CI-105	29 250 (*)	1 463		27 788		X			
	9	Exploration Blocs CI-110 / CI-111	6 300 (*)	315		5 985		X			
	10	Exploration Bloc CI-202	22 500 (*)	1 125		21 375		X			
	11	Exploration Bloc CI-205	12 500 (*)	1 250		11 250		X			
	12	Exploration Bloc CI-206	12 500 (*)	1 250		11 250		X			
	13	Exploration Bloc CI-401	24 000 (*)	1 200		22 800		X			
	Sous cumul DAS 1 : UpStream / Exploration			200 600	12 343	6.2	188 258	93.8			

(*) : Etudes

A/D : A déterminer

DAS/Axes Stratégiques	N° fiches Projets	Titre du projet	Coûts					Période réalisation proposée		
			Coût total (Millions F CFA)	Part Etat CI		Part autres		CT (2011-2015)	MT (2016- 2020)	LT (2021-2030)
				Millions F CFA	%	Millions F CFA	%			
DAS N°1 : UpStream/Production										
	14	Développement Baobab phases II & demi	250 000					X		
	15	Développement Baobab phase III	1 000 000					X		
	16	Développement Espoir phase III	200 000					X		
	17	Développement CI-01	140 000					X		
	18	Développement CI-27	262 500					X		
	19	Développement CI-202	82 600					X		
	Sous cumul DAS 1 : UpStream / Production		1 935 1000	-	-	1 935 100	100.0			
DAS N°1 : UpStream/Gaz Naturel										
	20	Construction et exploitation du gazoduc est	32 500	A/D		32 500		X		
	21	Raccordement au gazoduc ouest africain (GOA)	317 500	A/D		317 500		X		
	22	Rachat des gazoducs terrestres existants	A/D	A/D		-		X		
	23	Installation d'un terminal méthanier flottant – FRSU à Abidjan	225 000	A/D		225 000		X		
	24	Projet gaz naturel véhicules (GNV)	700	700		-		X		
	25	Projet pilote de distribution par gaz porté	5 000	5 000		-		X		
	26	Extension du réseau de distribution dans la zone industrielle de Yopougon	3 700	3 700		-		X		
	27	Extension du réseau de distribution dans la zone industrielle de Koumassi	5 000	5 000		-		x		
	28	Projet pilote de distribution dans le résidentiel et le tertiaire	15 000	A/D		15 000		x		
	29	Installation d'une unité à grande capacité de traitement de gaz naturel et d'extraction de GPL	10 000	A/D		10 000		x		
	Sous cumul DAS 1 : UpStream /Gaz Naturel		614 400	14 400	2.3	600 000	97.7			
	Cumul DAS 1: UpStream		2 750 100	26 743	1.0	2 723 358	99.0			

A/D : A déterminer

DAS/Axes Stratégiques	N° fiches	Titre du projet	Coûts						Période réalisation proposée		
	Projets		Coût total (Millions F CFA)	Part Etat CI		Part autres		CT (2011-2015)	MT (2016- 2020)	LT (2021-2030)	
				Millions F CFA	%	Millions F CFA	%				
DAS N°2 : MidStream/Logistique											
	30	Station de déballastage	A/D			A/D		X			
	31	Terminal de stockage : 1ère tranche	363 550			363 550		X			
	32	Construction de sphères, centre emplisseur et ligne 12’’ butane	29 100			29 100		X			
	33	Pipe line à l’hinterland Bouaké-Ferké	90 000			90 000		X			
	34	Mutualisation des moyens de lutte contre l’incendie	7 000			7 000		X			
	35	Terminal de stockage : 2 ^{ème} TRANCHE (extension à 2 000 000	125 000			125 000			X		
	36	Augmentation du stockage à Abidjan	65 000			65 000			X		
	37	Terminal de stockage à Yakro	53 000			53 000			X		
	38	Construction du dépôt de Ferké	57 500			57 500			X		
	39	Construction du dépôt de San Pedro	100 000			100 000			x		
	40	Laboratoire d’analyses de produits pétroliers	1 500			1 500			X		
	41	Pipe butane Abidjan-Yakro-Ferké	125 000			125 000			x		
	Sous cumul DAS N°2 : MidStream/Logistique			1 016 650		0.0	1 016 650	100.0			

A/D : A déterminer

DAS/Axes Stratégiques	N° fiches Projets	Titre du projet	Coûts					Période réalisation proposée		
			Coût total (Millions F CFA)	Part Etat CI		Part autres		CT (2011-2015)	MT (2016- 2020)	LT (2021-2030)
				Millions F CFA	%	Millions F CFA	%			
DAS N°2 : MidStream/Raffinage										
	42	Adaptation de l’outil de raffinage aux normes des carburants	147 000	-	-	147 000		x		
	43	Accroissement du niveau de conversion pour améliorer la production de gasoil	147 000	-	-	147 000			x	
	44	Accroissement de la capacité de raffinage (10 millions tonnes)	2 630 000	-	-	2 630 000				x
	Sous cumul DAS N°2 : MidStream/Raffinage		2 924 000	-	-	2 924 000	100.0			
	Cumul DAS N°2 : MidStream		3 940 650	-	-	3 940 850	100.0			
DAS N°3 : DownStream/Gaz Butane										
	45									
	Cumul DAS N°3 : DownStream									
DAS N°4 : Accompagnement										
	46	Réforme du cadre légal et contractuel du secteur des hydrocarbures	600	600		-				
	47	Apurement créance SIR sur Etat	92 300	92 300		-				
	Cumul DAS N°4 : Accompagnement		92 900	92 900	100.0		0.0			
Cumul Hydrocarbures (DAS 1, DAS 2, DAS 3, DAS 4)			7 089	119	1.7	6 970	98.3			

**FICHES PROJET RELATIVES
AU DOMAINE D'ACTIVITE STRATEGIQUE NO 1 :
UPSTREAM**

Fiche n° 1

Projet	Exploration du Bloc CI-12
Code action	HC_UPSTR/EXPLO/CT_1

1. **Orientation** : Intensifier les activités de recherche et d'exploration dans le bassin sédimentaire de Côte d'Ivoire.
2. **Objectif** : Accroître la production locale dans une période maximum de sept (7) ans.
3. **Description de la situation** : Le bloc CI-12 d'une superficie de 1 062 km², est situé en offshore peu profond (0 à 1500 m) à l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Il a été attribué à YAM'S PETROLEUM LLC (Opérateur) et PETROCI, le 22 Mai 2006. L'accord d'Association n'a été signé que le 3 Août 2006. A ce jour, les travaux contractuels issus du CPP se situent dans la première phase d'Exploration.
4. **Coût des risques (faiblesses)** : Se rapprocher de l'opérateur afin d'obtenir les risques éventuels lié au projet.
5. **Contraintes liées au projet**
 - *Retraitement sismiques 2D/3D* : Localisation des bandes terrain et des données de navigation de la sismique 3D
 - *Forages* : Les rigs de forages doivent être sécurisés dans les meilleurs délais pour respecter les programmes d'exécution des travaux de forages planifiés.
6. **Bénéficiaires** : YAM'S PETROLEUM, PETROCI
7. **Actions antérieures ou en cours** :

Obligations de la 1^{ère} phase : 3 ans <ul style="list-style-type: none"> ▪ Achat et retraitement de sismiques 2D et 3D existantes ▪ Acquisition de nouvelles sismiques si nécessaire

 - **Obligations remplies** :
2006 : Etudes Géologiques et géophysiques
2009 : Travaux de laboratoire confiés à PETROCI (DCAR)
2010 : Achat de 2123 km de sismique 2D et 520 km² de sismique 3D
 - **Obligations en cours** : 2011 : retraitement de 2 123 km de sismique 2D et 520 km² de sismique 3D
8. **Stratégies de mise en œuvre** : Echanger sur le programme d'activités 2011 et faire un suivi des études géologiques et géophysiques (G&G) effectués par l'opérateur.

9. Activités à réaliser :

2^e phase : 2 ans

- 2012-2014 : Acquisition sismique 3D de 200 Km²
- 2012-2014 : 01 forage d'exploration (enfouissement 1500 m minimum).
- 2012-2014 : Cession de 25% de la surface initiale.

3^e phase : 2 ans

- 2014 - 2016 : Cession de 25% de la surface initiale.
- 2014 -2016 : 01 forage d'exploration (enfouissement 1500 m minimum).

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 2012-2014 : Rapport de la Demande d'Avis des travaux sismiques
- Rapport de EIES
- Rapport d'acquisition de nouvelles données sismiques 3D
- 2012-2014 : Rapports de Forage du puits d'exploration
- 2014-2016 : Rapports de Forage du puits d'exploration

11. Période d'exécution : Périodes d'exploration

- 1^{ère} phase: 3 ans (22 Mai 2006 -21 Mai 2012) avec une extension de 36 mois
- 2^e phase: 2 ans (22 Mai 2012 – 21 Mai 2014)
- 3^e phase: 2 ans (22 Mai 2014 – 21 Mai 2016)

12. Maître d'ouvrage : YAM'S PETROLEUM, PETROCI

13. Maître d'œuvre : Opérateur YAM'S PETROLEUM

14. Partenaires : YAM'S PETROLEUM (85%), PETROCI (15%)

15. Coûts prévisionnels : 6 300 millions F CFA (étude : 12 600 000 USD sur les 3 périodes)

1^{ère} phase	600 000 USD
2^e phase	6 000 000 USD
3^e phase	6 000 000 USD

16. Contributions souhaitées

- Etat CI (PETROCI) : 630 000 USD, soit 5 %
PETROCI est portée à hauteur de 10% par l'autre partenaire
- Autre partenaire : 11 970 000 USD, soit 95%

17. Gains attendus : en cours d'évaluation

18. Impacts sur les ODM / Environnement : à déterminer.

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer.

Fiche n° 2

Projet	Exploration du Bloc CI-24
Code action	HC_UPSTR/EXPLO/CT_2

1. **Orientation** : Intensifier les activités de recherche et d'exploration dans le bassin sédimentaire de Côte d'Ivoire.
2. **Objectif** : Accroître la production locale dans une période maximum de cinq (5) ans.
3. **Description de la situation** : Le bloc CI-24 d'une superficie de 589,96 km², est situé en eau profonde (0 à 1000 m) à l'Est de la Côte d'Ivoire. Il a été attribué à EDISON INTERNATIONAL (Opérateur) et PETROCI, le 09 Septembre 2004. A ce jour, les travaux contractuels issus du CPP se situent dans la troisième phase d'Exploration.
4. **Coût des risques (faiblesses)** : Se rapprocher de l'opérateur afin d'obtenir les risques éventuels lié au projet.
5. **Contraintes liées au projet**
 - *Acquisitions sismiques 2D/3D*: Les conditions atmosphériques (liées aux mouvements du vent) étant néfastes pendant les trois premiers trimestres sur nos côtes engendrent beaucoup de temps morts, donc des surcoûts pour l'acquisition des données sismiques.
 - *Forages* : Les rigs de forages doivent être sécurisés dans les meilleurs délais pour respecter les programmes d'exécution des travaux de forages planifiés.
6. **Bénéficiaires** : EDISON INTERNATIONAL, KUFPEC OIL , SVENSKA, PETROCI
7. **Actions antérieures ou en cours** :

Obligations de la 1^{ère} phase : 2 ans

- Achat et Retraitement des données sismiques 2D et 3D existantes
- Acquisition d'au moins 1000 km de sismique 2D et 150 km² de sismique 3D
- Etudes géologiques et géophysiques
- Cession de 25% de la surface initiale de la région délimitée à l'expiration de la première

▪ **Obligations remplies :**

2004-2005 : Retraitement de 1500 Km de données sismiques 2D

2005 : Retraitement de 300 Km² de données sismiques 3D

2005 : Acquisition de nouvelles données sismiques 2D de 1066 Km

2005-2006 : Acquisition de nouvelles données sismiques 3D de 203 Km²

2004- 2006 : Etudes Géologiques et géophysiques

Obligations de la 2^{ème} phase optionnelle: 1 an

- Un (1) forage d'exploration jusqu'à une profondeur minimale de 2500m ou 200 mètres en dessous du toit de l'Albien
- Cession de 25% de la surface initiale de la région délimitée à l'expiration de la première période d'exploration

Obligations remplies :

2007 : Forage du puits Ariès-1,

2008 : Retraitement PSDM de 270 km²

2009 : Cession de 25% de la surface initiale de 787 km² soit 197,04 km²

Obligations de la 3^e phase optionnelle: 2 ans

- Acquisition de 150 km² de nouvelles sismiques 3D
- un (1) forage d'exploration jusqu'à une profondeur minimale de 2500m ou 200 mètres en dessous du toit de l'Albien

Obligations remplies :

2010 : Forage du puits Virgo-1X, découverte de Gaz notifiée au Gouvernement le 15 Octobre 2010

2011 : Notification de 'une demande d'une zone d'évaluation

Obligations en cours :

2011 : Etudes de la zone d'évaluation

8. Stratégies de mise en œuvre :

Echanger sur le programme d'activités 2011 et faire un suivi des études géologiques et géophysiques (G&G) effectués par l'opérateur.

9. Activités à réaliser :

3^e phase optionnelle: 2 ans

- Acquisition de 150 km² de nouvelles sismiques 3D
- un (1) forage d'exploration jusqu'à une profondeur minimale de 2500m ou 200 mètres en dessous du toit de l'Albien

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 2005 : Rapport de la demande d'avis des travaux sismique ; Rapport de EIES ; Rapport d'Acquisition de nouvelles données sismiques 2D de 1066 Km ; Rapports hebdomadaires d'acquisition sismique ; Copie des rapports d'études et de synthèses géologiques
- 2005-2006 : rapport d'Acquisition de nouvelles données sismiques 3D de 203 Km² ; Rapports hebdomadaires d'acquisition sismique
- 2007 : Rapports journaliers sur les activités de forages du puits Ariès 1 ; Rapports de Forage du puits d'exploration Ariès 1 ; copie des rapports d'implantation et de complétion pour chacun des forages ainsi qu'un jeu complet de diagraphies
- 2010 : Rapports de Forage du puits d'exploration Virgo-1X ; Copie des rapports d'implantation et de complétion pour chacun des forages ainsi qu'un jeu complet de diagraphies ; Une portion représentative des carottes et des déblais de forage prélevés dans chaque puits ainsi que des échantillons des fluides produits pendant les tests ou essais de production

11. Période d'exécution

- 1^{ère} phase: 2 ans (09 Septembre 2004 – 08 Mars 2007) avec une extension de 06 mois
- 2^e phase optionnelle: 1 an (09 Mars 2007 – 08 janvier 2009) avec une extension de 10 mois
- 3^e phase optionnelle: 2 ans (09 Janvier 2009 – 08 Janvier 2011)

12. Maître d'ouvrage : EDISON INTERNATIONAL, KUFPEC OIL, SVENSKA, PETROCI

13. Maître d'œuvre : Opérateur EDISON INTERNATIONAL

14. Partenaires : EDISON INTERNATIONAL (36,25%), KUFPEC OIL (33,75%), SVENSKA (20%), PETROCI (10%)

15. Coûts prévisionnels : 8 500 millions F CFA (Etude : 17 000 000 USD sur les 3 périodes)

Avant toute opération d'exploitation, l'opérateur devrait obtenir une autorisation d'évaluation du prospect Virgo.

1^{ère} phase	2 500 000 USD
2^e phase optionnelle	7 000 000 USD
3^e phase optionnelle	7 500 000 USD

16. Contributions souhaitées

- Etat CI (PETROCI) : 1 700 000 USD soit 10%
- Autres partenaire 15 300 000 USD soit 90%
 - EDISON INTERNATIONAL (36,25%)
 - KUFPEC OIL (33,75%)
 - SVENSKA (20%)

17. Gains attendus : en cours d'évaluation

18. Impacts sur les ODM / Environnement : à déterminer.

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer.

Fiche n° 3

Projet	Exploration du Bloc CI-100
Code action	HC_UPST/EXPLO/CT_3

1. **Orientation** : Intensifier les activités de recherche et d'exploration dans le bassin sédimentaire de Côte d'Ivoire.
2. **Objectif** : Accroître la production locale dans une période maximum de sept (7) ans.
3. **Description de la situation** : Le bloc CI-100 d'une superficie de 1908 km², est situé en eau profonde (1800 à 3000 m) à l'Est de la Côte d'Ivoire et jouxte la frontière ghanéenne. Il a été attribué à YAM'S PETROLEUM LLC (Opérateur) et PETROCI, le 23 janvier 2006. En 2010, après un accord signé avec YAM'S Petroleum, TOTAL Exploration Production Côte d'Ivoire devient l'opérateur du bloc CI-100. A ce jour, les travaux contractuels issus du CPP se situent dans la première phase d'Exploration.
4. **Coût des risques (faiblesses)** : Se rapprocher de l'opérateur afin d'obtenir les risques éventuels lié au projet.

5. Contraintes liées au projet

- *Acquisitions sismiques 2D/3D:*
 - Les conditions atmosphériques (liées aux mouvements du vent) étant néfastes pendant les trois premiers trimestres sur nos côtes engendrent beaucoup de temps morts, donc des surcoûts pour l'acquisition des données sismiques.
 - Délais dans la signature des demandes d'avis des travaux d'acquisition sismique par la DGH.
- *Forages :*
 - Les rigs de forages doivent être sécurisés dans les meilleurs délais pour respecter les programmes d'exécution des travaux de forages planifiés.

6. **Bénéficiaires** : TOTAL, YAM'S PETROLEUM, PETROCI

7. Actions antérieures ou en cours :

Obligations de la 1^{ère} phase : 3 ans

- Achat et interprétation de 848 km de sismiques existantes anciennes et plus récentes
- Acquisition de 150 km² de données sismiques 3D

▪ **Obligations remplies :**

2008 : Acquisition de données sismiques 2D de 150 Km

2009 : Acquisition de données sismiques 3D de 350 Km²

▪ **Obligations en cours :**

2011 : Acquisition de nouvelles données sismiques 3D de 1145 km²

8. **Stratégies de mise en œuvre** : Echanger sur le programme d'activités 2011 et faire un suivi des études géologiques et géophysiques (G&G) effectués par l'opérateur.

9. Activités à réaliser :

2^e phase : 2 ans

- 2011-2012 : Acquisition sismique 3D de 350 Km²
- 2012 : 1 forage d'exploration (enfouissement 1 500 m minimum).
- 2012 : cession de 25% de la surface initiale.

3^e phase : 2 ans

- Etudes G&G
- 1 forage d'exploration (enfouissement 1 500 m minimum).

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 2011 : Rapport de la Demande d'avis des travaux sismique ; Rapport de EIES ; Rapport d'acquisition de nouvelles données sismiques 3D (1 145 km²)
- 2012 : Rapports de Forage du puits d'exploration

11. Période d'exécution

- 1^{ère} phase: 3 ans (23 Janvier 2006 -22 Janvier 2012) avec une extension de 36 mois
- 2^e phase: 2 ans (22 janvier 2012 – 21 janvier 2014)
- 3^e phase: 2 ans (22 Janvier 2014 – 21 Janvier 2016)

12. Maître d'ouvrage : TOTAL, YAM'S PETROLEUM, PETROCI

13. Maître d'œuvre : Opérateur TOTAL

14. Partenaires : TOTAL (60%), YAM'S PETROLEUM (25%), PETROCI (15%)

15. Coûts prévisionnels : 17 750 millions F CFA (Etude : 35 500 000 USD sur les 3 périodes)

1 ^{ère} phase	2 000 000 USD
2 ^e phase	18 500 000 USD
3 ^e phase	15 000 000 USD

16. Contributions souhaitées

- Etat CI (PETROCI) : 1 775 000 USD, soit 5 %
- PETROCI est portée à hauteur de 10% par l'autre partenaire
- Autre partenaire : 33 725 000 USD, soit 95%
 - TOTAL (60%),
 - YAM'S PETROLEUM (25%),

17. Gains attendus : en cours d'évaluation

18. Impacts sur les ODM / Environnement : à déterminer.

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer.

Fiche n° 4

Projet	Exploration du Bloc CI-101
Code action	HC_UPST/EXPLO/CT_4

1. **Orientation** : Intensifier les activités de recherche et d'exploration dans le bassin sédimentaire de Côte d'Ivoire.
2. **Objectif** : Accroître la production locale dans une période maximum de 6 ans ½.
3. **Description de la situation** : Le bloc CI-101 d'une superficie de 2398 km², est situé en eau profonde (500 à 3000 m) à l'Est de la Côte d'Ivoire. Il a été attribué à VANCO (Opérateur) et PETROCI, le 30 Septembre 2005. A ce jour, les travaux contractuels issus du CPP se situent dans la seconde phase d'Exploration.
4. **Coût des risques (faiblesses)** : Se rapprocher de l'opérateur afin d'obtenir les risques éventuels liés au projet.

5. Contraintes liées au projet

- *Acquisitions sismiques 2D/3D:*
 - Les conditions atmosphériques (liées aux mouvements du vent) étant néfastes pendant les trois premiers trimestres sur nos côtes engendrent beaucoup de temps morts, donc des surcoûts pour l'acquisition des données sismiques.
- *Forages :*
 - Les rigs de forages doivent être sécurisés dans les meilleurs délais pour respecter les programmes d'exécution des travaux de forages planifiés.

6. Bénéficiaires : VANCO, LUKOIL, PETROCI

7. Actions antérieures ou en cours :

Obligations de la 1^{ère} phase : 3 ans

- Achat et retraitement des données sismiques 2D existantes (2533km)
- Acquisition de 500 km de données sismiques 2D
- Acquisition de 400km² de données sismiques 3D
- Cession de 25% de la surface initiale

Obligations remplies :

- 2005 : Achat et Retraitement de 2533 km de données sismiques 2D existantes ; Acquisition sismique 2D de 500 km ; Acquisition sismique 3D de 400 km²
- 2010 : Cession de 25% de la surface initiale de 3205 km² soit 627,89 km²

2^e phase : 2 ans

- Acquisition de 500 km² de données sismiques 3D
- Un (01) forage d'exploration jusqu'à une profondeur minimale de 2500m
- Cession de 25% de la surface initiale

Obligations remplies :

- 2010 : Acquisition sismique 3D de 500 km²

Obligations en cours :

- 2012 : Un (01) forage d'exploration jusqu'à une profondeur minimale de 2500m ; Cession de 25% de la surface initiale

8. **Stratégies de mise en œuvre :** Echanger sur le programme d'activités 2011 et faire un suivi des études géologiques et géophysiques (G&G) effectués par l'opérateur.

9. Activités à réaliser :

3^e phase : 1 an ½

- Un (01) forage d'exploration jusqu'à une profondeur minimale de 2 500m

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 2006 : Rapport de la Demande d'Avis des travaux sismiques ; Rapport de l'étude d'impact environnemental (EIES) ; Rapport d'acquisition et de traitement des données sismiques 3D
- 2009: Rapport de la Demande d'Avis des travaux sismiques ; Rapport d'acquisition et de traitement des données sismiques 3D
- 2012 : Rapport de forage d'exploration

11. Période d'exécution : Périodes d'exploration :

- 1^{ère} phase: 3 ans (30 Septembre 2005 - 30 Septembre 2008)
- 2^e phase: 2 ans (30 Septembre 2008 – 30 Septembre 2011) avec une extension de 12 mois
- 3^e phase : 1 an ½ (30 Septembre 2011- 30 Mars 2012)

12. Maître d'ouvrage : VANCO, LUKOIL, PETROCI

13. Maître d'œuvre : Opérateur VANCO

14. Partenaires : VANCO (28,34%), LUKOIL (56,66%), PETROCI (15%)

15. Coûts prévisionnels : 22 000 millions F CFA (Etude : 44 000 000 USD sur les 3 périodes)

1^{ère} phase	4 000 000 USD
2^e phase	20 000 000 USD
3^e phase	20 000 000 USD

16. Contributions souhaitées

- Etat CI (PETROCI) : 2 200 000 USD, soit 5 %
- PETROCI est portée à hauteur de 10% par l'autre partenaire
- Autre partenaire : 41 800 000 USD, soit 95%
 - VANCO (28,34%),
 - LUKOIL (56,66%),

17. Gains attendus : en cours d'évaluation

18. Impacts sur les ODM / Environnement : à déterminer.

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer.

Fiche n° 5

Projet	Exploration du Bloc CI-102
Code action	HC_UPSTR/EXPLO/CT_5

1. **Orientation** : L'intensification des activités de recherche et d'exploration dans le bassin sédimentaire de Côte d'Ivoire.
2. **Objectif** : L'accroissement de la production locale dans une période maximum de 5 ans ½.
3. **Description de la situation** : Le bloc CI-102 d'une superficie de 861 km², est situé en eau profonde (0 à 1000 m) à l'Est de la Côte d'Ivoire. Il a été attribué à EDISON INTERNATIONAL (Opérateur) et PETROCI, le 09 Décembre 2007. A ce jour, les travaux contractuels issus du CPP se situent dans la seconde phase d'Exploration.
4. **Coût des risques (faiblesses)** : Se rapprocher de l'opérateur afin d'obtenir les risques éventuels lié au projet.

5. Contraintes liées au projet

Cas de renonciation ou de résiliation du CPP

- A l'expiration, ou en cas de renonciation ou de résiliation du présent contrat, les documents originaux et échantillons relatifs aux opérations pétrolières, y compris en cas de demande, les bandes magnétiques seront remis au gouvernement

Acquisitions sismiques 2D/3D:

- Les conditions atmosphériques (liées aux mouvements du vent) étant néfastes pendant les trois premiers trimestres sur nos côtes engendrent beaucoup de temps morts, donc des surcoûts pour l'acquisition des données sismiques.

Forages :

- Les rigs de forages doivent être sécurisés dans les meilleurs délais pour respecter les programmes d'exécution des travaux de forages planifiés.

6. **Bénéficiaires** : EDISON INTERNATIONAL, KUFPEC OIL, SVENSKA, PETROCI

7. Actions antérieures ou en cours :

Obligations de la 1^{ère} phase : 3 ans

- Achat et retraitement des données sismiques 2D et 3D existantes
- Acquisition de 150 km² (optionnelle) de données sismiques 3D
- Etudes géologiques et géophysiques (y compris Etudes PSDM)
- Optionnel : un (1) forage d'exploration jusqu'à une profondeur minimale de 2500m ou 200 mètres en dessous du toit de l'Albien
- Cession de 25% de la surface initiale de la région délimitée

Obligations remplies :

2008 -2009 : Achat et Retraitement de 617 km² de données sismiques 3D existantes

2008 -2009 : Etudes géologiques et géophysiques ; Etudes PSDM dans la zone du trou sans fond
 2009-2010 : Etudes biostratigraphiques de puits (A-6X, C1-9X et D1-1X)
 2010 : Etudes de Modélisation du système pétrolier

Obligations en cours :

Cession de 25% de la surface initiale de la région delimitée
 Notification de l'entrée dans la deuxième période ?

8. **Stratégies de mise en œuvre :** Echanger sur le programme d'activités 2011 et faire un suivi des études géologiques et géophysiques (G&G) effectués par l'opérateur.

9. Activités à réaliser :

2^e phase : 2 ans
<ul style="list-style-type: none"> ▪ un (1) forage d'exploration jusqu'à une profondeur minimale de 2500m ou 200 metres en dessous du toit de l'Albien ▪ Cession de 25% de la surface initiale.
3^e phase : 2 ans
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Deux (2) forage d'exploration jusqu'à une profondeur minimale de 2500m ou 200 metres en dessous du toit de l'Albien.

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

2000-2010 : rapport d'études biostratigraphiques des puits A-6X, C1-9X et D1-1X
 2008 -2009 : rapport d'études géologiques et géophysiques
 2010 : rapport d'études de Modélisation du système pétrolier

11. Période d'exécution

Périodes d'exploration :

1^{ère} phase: 2 ans (09 décembre 2007 - 08 Décembre 2010) avec une extension de 12 mois
 2^e phase optionnelle: 2 ans ½ (09 Décembre 2010 – 08 Juin 2012)
 3^e phase optionnelle : 2 ans (09 Juin 2012 – Juin 2014)

12. **Maître d'ouvrage :** EDISON INTERNATIONAL, KUFPEC OIL, SVENSKA, PETROCI

13. **Maître d'œuvre :** Opérateur EDISON INTERNATIONAL

14. **Partenaires :** EDISON INTERNATIONAL (31, 5%), TULLOW OIL (31,5%), KUFPEC (27%), PETROCI (10%)

15. **Coûts prévisionnels :** 12 750 millions F CFA (Etude : 25 500 000 USD sur les 3 périodes)

1^{ère} phase	1 500 000 USD ferme (8 000 000 USD optionnel)
2^e phase optionnelle	8 000 000 USD
3^e phase optionnelle	16 000 000 USD

16. Contributions souhaitées

- Etat CI (PETROCI) : 2 550 000 USD, soit 10 %

PETROCI est portée à hauteur de 10% par les autres partenaires

- Autres partenaires : 22 950 000 USD, soit 90%
 - EDISON INTERNATIONAL (31, 5%),
 - TULLOW OIL (31,5%),
 - KUFPEC (27%),

17. Gains attendus : en cours d'évaluation

18. Impacts sur les ODM / Environnement : à déterminer.

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer.

Fiche n° 6

Projet	Exploration du Bloc CI-103
Code action	HC_UPSTR/EXPLO/CT_6

1. **Orientation** : L'intensification des activités de recherche et d'exploration dans le bassin sédimentaire de Côte d'Ivoire.
2. **Objectif** : L'accroissement de la production locale dans une période maximum de 5 ans.
3. **Description de la situation** : Le bloc CI-103 d'une superficie de 1883,67 km², est situé en eau profonde (500 à 3000 m) à l'Est de la Côte d'Ivoire. Il a été attribué à TULLOW OIL (Opérateur) et PETROCI, le 05 Avril 2007. A ce jour, les travaux contractuels issus du CPP se situent dans la seconde phase d'Exploration.
4. **Coût des risques (faiblesses)** : Se rapprocher de l'opérateur afin d'obtenir les risques éventuels lié au projet.

5. Contraintes liées au projet

Acquisitions sismiques 2D/3D:

- Les conditions atmosphériques (liées aux mouvements du vent) étant néfastes pendant les trois premiers trimestres sur nos côtes engendrent beaucoup de temps morts, donc des surcoûts pour l'acquisition des données sismiques.

Forages :

- Les rigs de forages doivent être sécurisés dans les meilleurs délais pour respecter les programmes d'exécution des travaux de forages planifiés.

6. **Bénéficiaires** : TULLOW OIL, ANADARKO, PETROCI

7. Actions antérieures ou en cours :

Obligations de la 1^{ère} phase : 1 an ½

- Achat et retraitement des données sismiques 2D et 3D existantes
- Acquisition de 600 km² de données sismiques 3D
- Etudes géologiques et géophysiques (y compris Etudes PSDM)
- Cession de 25% de la surface initiale

Obligations remplies :

2007 : Achat et Retraitement de 917 km² de données sismiques 3D existantes

: Acquisition sismique 3D de 600 km²

: Retraitement PSDM de 600 km² de données sismiques 3D

2007 -2010 : Etudes géologiques et géophysiques

2010 : Cession de 25% de la surface initiale de 2511,56 km² soit 627,89 km²

2^e phase : 2 ans

- Acquisition de 400 km² de données sismiques 3D
- Un (01) forage d'exploration jusqu'à une profondeur minimale de 2500m ou 200 metres en dessous du toit de l'Albien.
- Cession de 25% de la surface initiale

Obligations remplies :

2010 : Acquisition sismique 3D de 1100 km²

: Traitement de 2200 km² de PSTM et PSDM

Obligations en cours :

2012 : Un (01) forage d'exploration jusqu'à une profondeur minimale de 2500m

Cession de 25% de la surface initiale

8. Stratégies de mise en œuvre :

Echanger sur le programme d'activités 2011 et faire un suivi des études géologiques et géophysiques (G&G) effectués par l'opérateur.

9. Activités à réaliser :**3^e phase : 1 an ½**

- Un (01) forage d'exploration jusqu'à une profondeur minimale de 2500m ou 200 metres en dessous du toit de l'Albien.

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

2007 : Rapport de la Demande d'Avis des travaux sismiques

Rapport de l'étude d'impact environnemental (EIES)

Rapport d'acquisition et de traitement des données sismiques 3D

2010: Rapport de la Demande d'Avis des travaux sismiques

Rapport d'acquisition et de traitement des données sismiques 3D

11. Période d'exécution

Périodes d'exploration :

1^{ère} phase: 1 an ½ (05 avril 2007 - 04 Octobre 2009) avec une extension de 12 mois

2^e phase optionnelle: 2 ans (05 Octobre 2009 – 04 Octobre 2011)

3^e phase optionnelle : 1 an ½ (04 Octobre 2011 - Avril 2013)

12. Maître d'ouvrage : TULLOW OIL, ANADARKO, PETROCI**13. Maître d'œuvre : Opérateur TULLOW OIL****14. Partenaires : TULLOW OIL (45%), ANADARKO (40%), PETROCI (15%)**

15. Coûts prévisionnels : 19 950 millions F CFA (Etude : 39 900 000 USD sur les 3 périodes)

1^{ère} phase	6 400 000 USD
2^e phase	18 500 000 USD
3^e phase	15 000 000 USD

16. Contributions souhaitées

- Etat CI (PETROCI) : 1 995 000 soit 5%
PETROCI est portée à hauteur de 10% par les autres partenaires
- Autres partenaires : 37 905 000 USD, soit 95%
 - TULLOW OIL (45%),
 - ANADARKO (40%),

17. Gains attendus : en cours d'évaluation

18. Impacts sur les ODM / Environnement : à déterminer.

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer.

Fiche n° 7

Projet	Exploration du Bloc CI-104
Code action	HC_UPSTR/EXPLO/CT_7

1. **Orientation** : L'intensification des activités de recherche et d'exploration dans le bassin sédimentaire de Côte d'Ivoire.
2. **Objectif** : L'accroissement de la production locale dans une période maximum de sept (7) ans.
3. **Description de la situation** : Le bloc CI-104 d'une superficie de 1 092 km², est situé en offshore peu profond (0 à 200 m) à l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Il a été attribué à YAM'S PETROLEUM LLC (Opérateur) et PETROCI, le 22 Mai 2006. L'accord d'Association n'a été signé que le 3 Août 2006. A ce jour, les travaux contractuels issus du CPP se situent dans la première phase d'Exploration.
4. **Coût des risques (faiblesses)** : Se rapprocher de l'opérateur afin d'obtenir les risques éventuels lié au projet.

5. **Contraintes liées au projet**

Retraitement sismiques 2D/3D:

- Localisation des bandes terrain et des données de navigation de la sismique 3D

Forages :

- Les rigs de forages doivent être sécurisés dans les meilleurs délais pour respecter les programmes d'exécution des travaux de forages planifiés.

6. **Bénéficiaires** : YAM'S PETROLEUM, PETROCI

7. **Actions antérieures ou en cours :**

Obligations de la 1^{ère} phase : 3 ans

- Achat et retraitement de sismiques 2D et 3D existantes
- Acquisition de nouvelles sismiques si nécessaire

Obligations remplies :

2006 : Etudes Géologiques et géophysiques

2010 : Achat de 1339 km de sismique 2D et 561 km² de sismique 3D

Obligations en cours :

2011 : retraitement de 1339 km de sismique 2D et 561 km² de sismique 3D

8. **Stratégies de mise en œuvre :**

Echanger sur le programme d'activités 2011 et faire un suivi des études géologiques et géophysiques (G&G) effectués par l'opérateur.

9. Activités à réaliser :

2^e phase : 2 ans

- 2012-2014 : 01 forage d'exploration (enfouissement 1500 m minimum).
- 2012-2014 : Cession de 25% de la surface initiale.

3^e phase : 2 ans

- 2014 - 2016 : Cession de 25% de la surface initiale.
- 2014 - 2016 : 01 forage d'exploration (enfouissement 1500 m minimum).

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

2012-2014 : Rapport de la Demande d'Avis des travaux sismiques

Rapport de EIES

Rapport d'acquisition de nouvelles données sismiques 3D

2012-2014 : Rapports de Forage du puits d'exploration

2014-2016 : Rapports de Forage du puits d'exploration

11. Période d'exécution

Périodes d'exploration :

1^{ère} phase: 3 ans (22 Mai 2006 -21 Mai 2012) avec une extension de 36 mois

2^e phase: 2 ans (22 Mai 2012 – 21 Mai 2014)

3^e phase: 2 ans (22 Mai 2014 – 21 Mai 2016)

12. Maître d'ouvrage : YAM'S PETROLEUM, PETROCI

13. Maître d'œuvre : Opérateur YAM'S PETROLEUM

14. Partenaires : YAM'S PETROLEUM (85%), PETROCI (15%)

15. Coûts prévisionnels : 6 300 millions F CFA (Etude : 12 600 000 USD sur les 3 périodes)

1 ^{ère} phase	600 000 USD
2 ^e phase	6 000 000 USD
3 ^e phase	6 000 000 USD

16. Contributions souhaitées

- Etat CI (PETROCI) : 630 000 USD, soit 5 %
PETROCI est portée à hauteur de 10% par l'autre partenaire
- Autre partenaire : 11 970 000 USD, soit 95%
 - YAM'S PETROLEUM (85%)

17. Gains attendus : en cours d'évaluation

18. Impacts sur les ODM / Environnement : à déterminer.

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer.

Fiche n° 8

Projet	Exploration du Bloc CI-105
Code action	HC_UPSTR/EXPLO/CT_8

1. **Orientation** : L'intensification des activités de recherche et d'exploration dans le bassin sédimentaire de Côte d'Ivoire.
2. **Objectif** : L'accroissement de la production locale dans une période maximum de sept (7) ans.
3. **Description de la situation** : Le bloc CI-105 d'une superficie de 1 551,4 km², est situé en offshore peu profond (0 à 200 m) à l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Il a été attribué à Al Thani (Opérateur) et PETROCI, le 17 Mars 2006. En Août 2009, après un accord signé avec Al Thani, ANADARKO Petroleum Corporation (APC) devient l'opérateur du bloc CI-105. A ce jour, les travaux contractuels issus du CPP se situent dans la seconde phase d'Exploration.
4. **Coût des risques (faiblesses)** : Se rapprocher de l'opérateur afin d'obtenir les risques éventuels lié au projet.

5. Contraintes liées au projet

Forages :

- Les rigs de forages doivent être sécurisés dans les meilleurs délais pour respecter les programmes d'exécution des travaux de forages planifiés.

6. **Bénéficiaires** : ANADARKO, THANI, TULLOW, PETROCI

7. Actions antérieures ou en cours :

Obligations de la 1^{ère} phase : 3,75 ans

- Achat et retraitement de sismiques 2D et 3D existantes
- Acquisition de 1000 Km de sismique 2D
- Forage d'un puits d'exploration
- Cession de 25% de la surface initiale.

Obligations remplies :

2006 : Etudes Géologiques et géophysiques

2007 : Retraitement de 1103 Km² de sismique 3D

2008 : Acquisition de 1194 Km de sismique 2D

2009 : Forage du puits d'exploration South Grand Lahou-1X

Cession de 25 %de la surface initiale de 2070 Km²

Obligations de la 2^{ème} phase : 2 ans

- Acquisition de 500 km² de sismique 3D
- Cession de 25% de la surface initiale.
- Forage d'un puits d'exploration

Obligations remplies :

2010 : Acquisition de 1171 km² de sismique 3D
Retraitement PSDM
Etude post forage de South Grand Lahou-1X

Obligations en cours :

2011 : Forage d'un (1) puits d'exploration

8. Stratégies de mise en œuvre :

Echanger sur le programme d'activités 2011 et faire un suivi des études géologiques et géophysiques (G&G) effectués par l'opérateur.

9. Activités à réaliser :

3^e phase : 2 ans

- 2011 -2013 : 02 forages d'exploration

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

2011-2013 : Rapport de la Demande d'Avis des travaux sismiques
Rapport de EIES
Rapport d'acquisition de nouvelles données sismiques 3D
2011-2013 : Rapports de Forage du puits d'exploration
2011-2013 : Rapports de Forage du puits d'exploration

11. Période d'exécution

Périodes d'exploration :

1^{ère} phase: 3,75 ans (17 mars 2006 -15 Octobre 2009) avec une extension de 24 mois
2^e phase: 2 ans (16 Octobre 2009 - 15 Octobre 2011)
3^e phase: 2 ans (16 Octobre 2011 - 15 Octobre 2013)

12. Maître d'ouvrage : ANADARKO, THANI, TULLOW, PETROCI

13. Maître d'œuvre : Opérateur ANADARKO

14. Partenaires : ANADARKO (50%), THANI (12,632%), TULLOW (22,368%), PETROCI (15%)

15. Coûts prévisionnels : 29 250 F CFA (Etude : 58 500 000 USD sur les 3 périodes)

1^{ère} phase	18 500 000 USD
2^e phase	15 000 000 USD
3^e phase	25 000 000 USD

16. Contributions souhaitées

- Etat CI (PETROCI) : 2 925 000 USD, soit 5 % (PETROCI est portée à hauteur de 10%)
- Autres partenaires : 5 575 000 USD, soit 95% (ANADARKO (50%), THANI (12,632%), TULLOW (22,368%))

17. Gains attendus : en cours d'évaluation

18. Impacts sur les ODM / Environnement : à déterminer.

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer.

Fiche n° 9

Projet	Exploration du Bloc CI-110 et CI-111
Code action	HC_UPSTR/EXPLO/CT_9

1. **Orientation** : L'intensification des activités de recherche et d'exploration dans le bassin sédimentaire de Côte d'Ivoire.
2. **Objectif** : L'accroissement de la production locale dans une période maximum de sept (7) ans.
3. **Description de la situation** : Les blocs CI-110 et CI-111 d'une superficie respective de 1 557 km² et 2 103 km², sont situés en offshore (0 à 1 000 m pour CI-110 et 0 à 500 m pour CI-111) à l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Ils ont été attribués à YAM'S PETROLEUM LLC (Opérateur) et PETROCI, le 23 janvier 2006. A ce jour, les travaux contractuels issus du CPP se situent dans la première phase d'Exploration.
4. **Coût des risques (faiblesses)** : Se rapprocher de l'opérateur afin d'obtenir les risques éventuels lié au projet.

5. Contraintes liées au projet

Acquisitions sismiques 2D/3D:

- Les conditions atmosphériques (liées aux mouvements du vent) étant néfastes pendant les trois premiers trimestres sur nos côtes engendrent beaucoup de temps morts, donc des surcoûts pour l'acquisition des données sismiques.
- Délais dans la signature des demandes d'avis des travaux d'acquisition sismique par la DGH.

Forages : Les rigs de forages doivent être sécurisés dans les meilleurs délais pour respecter les programmes d'exécution des travaux de forages planifiés.

6. **Bénéficiaires** : YAM'S PETROLEUM, PETROCI

7. Actions antérieures ou en cours :

Obligations de la 1^{ère} phase : 3 ans

- Achat et retraitement de sismiques existantes
- Acquisition de nouvelles sismiques si nécessaire

Obligations remplies :

2008 : Achat et retraitement de données sismiques 2D et 3D

Obligations en cours :

2011 : Acquisition de nouvelles données sismiques 3D

8. Stratégies de mise en œuvre :

Echanger sur le programme d'activités 2011 et faire un suivi des études géologiques et géophysiques (G&G) effectués par l'opérateur.

9. Activités à réaliser :

2^e phase : 2 ans

- 2012-2014 : Acquisition sismique 3D de 200 Km²
- 2012-2014 : 01 forage d'exploration (enfouissement 1500 m minimum).
- 2012-2014 : Cession de 25% de la surface initiale.

3^e phase : 2 ans

- 2014 - 2016 : Cession de 25% de la surface initiale.
- 2014 -2016 : 01 forage d'exploration (enfouissement 1500 m minimum).

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

2012-2014 : Rapport de la Demande d'Avis des travaux sismiques

Rapport de EIES

Rapport d'acquisition de nouvelles données sismiques 3D

2012-2014 : Rapports de Forage du puits d'exploration

2014-2016 : Rapports de Forage du puits d'exploration

11. Période d'exécution

Périodes d'exploration :

1^{ère} phase: 3 ans (23 Janvier 2006 -22 Janvier 2012) avec une extension de 36 mois

2^e phase: 2 ans (22 janvier 2012 – 21 janvier 2014)

3^e phase: 2 ans (22 Janvier 2014 – 21 Janvier 2016)

12. Maître d'ouvrage : YAM'S PETROLEUM, PETROCI

13. Maître d'œuvre : Opérateur YAM'S PETROLEUM

14. Partenaires : YAM'S PETROLEUM (85%), PETROCI (15%)

15. Coûts prévisionnels : 6 300 millions F CFA (Etude : 12 600 000 USD sur les 3 périodes)

1^{ère} phase	600 000 USD
2^e phase	6 000 000 USD
3^e phase	6 000 000 USD

16. Contributions souhaitées

- Etat CI (PETROCI) : 630 000 USD, soit 5 % (PETROCI est portée à hauteur de 10% par l'autre partenaire)
- Autre partenaire : 11 970 000 USD, soit 95% (YAM'S PETROLEUM (85%))

17. Gains attendus : en cours d'évaluation

18. Impacts sur les ODM / Environnement : à déterminer.

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer.

Fiche n° 10

Projet :	Exploration du Bloc CI-202
Code action	HC_UPSTR/EXPLO/CT_10

1. **Orientation** : L'intensification des activités de recherche et d'exploration dans le bassin sédimentaire de Côte d'Ivoire.
2. **Objectif** : L'accroissement de la production locale dans une période maximum de six (6) ans.
3. **Description de la situation** : Le bloc CI-202 d'une superficie de 675 km², est situé en eau profonde (0 à 200 m) à l'Est de la Côte d'Ivoire. Il a été attribué à C&L NATURAL RESOURCES (Opérateur) et PETROCI, le 10 Mai 2006. En Décembre 2010, Rialto a conclu un accord avec les actionnaires de CLNR d'augmenter ses fonds propres à 85%. A ce jour, les travaux contractuels issus du CPP se situent dans la première phase d'Exploration.
4. **Coût des risques (faiblesses)** : Se rapprocher de l'opérateur afin d'obtenir les risques éventuels lié au projet.

5. Contraintes liées au projet

Acquisitions sismiques 2D/3D:

- Les conditions atmosphériques (liées aux mouvements du vent) étant néfastes pendant les trois premiers trimestres sur nos côtes engendrent beaucoup de temps morts, donc des surcoûts pour l'acquisition des données sismiques.

Forages : Les rigs de forages doivent être sécurisés dans les meilleurs délais pour respecter les programmes d'exécution des travaux de forages planifiés.

6. **Bénéficiaires** : C&L NATURAL RESOURCES, PETROCI

7. Actions antérieures ou en cours :

Obligations de la Zone spéciale G : 1 an ½

- Retraitement et interprétation des données sismiques existantes
- Analyses AVO, cartographie, Stratigraphie séquentielle et sismique
- Etudes économiques des scénariis de développement
- Plan de développement

NB : En cas de non commercialité de la découverte la zone G cesse d'exister

Obligations de la 1^{ère} phase : 3 ans

- Achat et Retraitement des données sismiques 2D et 3D existantes
- Acquisition de 500 km² de données sismiques 3D
- Travaux géologiques et géophysiques (G&G)
- Deux (2) forages d'exploration jusqu'à une profondeur minimale de 2500m dont (1) optionnel
- Cession de 25% de la surface initiale

Obligations remplies :

2010: Retraitement de 300 Km² de données sismiques 3D;

Travaux géologiques et géophysiques (G&G)

Obligations en cours :

- 2011 : Retraitement et interprétation des données sismiques 3D existantes et intégration avec les données géologiques
- : Acquisition de 2790 km² de données sismiques 3D
- : Préparation et Programme de Forage
- 2012 : Campagne de forage d'exploration et d'évaluation

8. Stratégies de mise en œuvre :

Echanger sur le programme d'activités 2011 et faire un suivi des études géologiques et géophysiques (G&G) effectués par l'opérateur.

9. Activités à réaliser :

2^{ème} phase : 1 an ½

- Acquisition de 300 km² de données sismiques 3D
- Un (1) forage d'exploration jusqu'à une profondeur minimale de 2500m
- Cession de 25% de la surface initiale de la région délimitée

3e phase : 1 an ½

- Acquisition de 200 km² de nouvelles sismiques 3D
- Un (1) forage d'exploration jusqu'à une profondeur minimale de 2500m

10. Marqueurs de progrès (indicateur) : 2005 : Rapport de retraitement sismique 3D

11. Période d'exécution

Période de la Zone spéciale G : 1 an ½ (10 mai 2006 – 10 Novembre 2007)

A la signature du contrat les obligations de **la Zone Spéciale « G »** ne concernaient que le **champ Gazelle**. Un amendement accordé par le Ministère des Mines et de l'Energie (DGH) transfère tout le permis en statut d'Exploration

Périodes d'exploration :

1^{ère} phase : 3 ans (10 mai 2006 – 10 Mai 2012) avec une extension de 36 mois

2^e phase : 1 an ½ (10 Mai 2012 – 10 Novembre 2013)

3^e phase : 1 an ½ (10 Novembre 2013 – 10 Mai 2015)

12. Maître d'ouvrage : C&L NATURAL RESOURCES, PETROCI

13. Maître d'œuvre : Opérateur C&L NATURAL RESOURCES

14. Partenaires : C&L NATURAL RESOURCES (85%), PETROCI (15%)

15. **Coûts prévisionnels** : 22 500 millions F CFA (Etude : 45 000 000 USD sur les 3 périodes)

1^{ère} phase	15 000 000 USD (15 000 000 optionnel)
2^e phase	15 000 000 USD
3^e phase	15 000 000 USD

16. Contributions souhaitées

- Etat CI (PETROCI) : 2 250 000 soit 5% (PETROCI est portée à hauteur de 10% par les autres partenaires)
- Autres partenaires : 42 750 000 USD..., soit 95 % (C&L NATURAL RESOURCES (85%))

17. Gains attendus : en cours d'évaluation

18. Impacts sur les ODM / Environnement : à déterminer.

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer.

Fiche n° 11

Projet :	Exploration du Bloc CI-205
Code action	HC_UPSTR/EXPLO/CT_11

1. **Orientation** : L'intensification des activités de recherche et d'exploration dans le bassin sédimentaire de Côte d'Ivoire.
2. **Objectif** : L'accroissement de la production locale dans une période maximum de sept (7) ans.
3. **Description de la situation** : Le bloc CI-205 d'une superficie de 1922 km², est situé en eau profonde (2000 à 3000 m) à l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Depuis de 2001, ORANTO était opérateur sur le bloc jusqu'au 20 Juillet 2005 où Il signa un accord avec LUKOIL qui devient le nouvel opérateur du bloc CI-205. Les travaux contractuels issus du CPP se situent dans la deuxième phase d'Exploration.
4. **Coût des risques (faiblesses)** : Se rapprocher de l'opérateur afin d'obtenir les risques éventuels lié au projet.

5. **Contraintes liées au projet**

Acquisitions sismiques 2D/3D:

- Les conditions atmosphériques (liées aux mouvements du vent) étant néfastes pendant les trois premiers trimestres sur nos côtes engendrent beaucoup de temps morts, donc des surcoûts pour l'acquisition des données sismiques.
- Délais dans la signature des demandes d'avis des travaux d'acquisition sismique par la DGH.

Forages :

- Les rigs de forages doivent être sécurisés dans les meilleurs délais pour respecter les programmes d'exécution des travaux de forages planifiés.

6. **Bénéficiaires** : LUKOIL, PETROCI

7. **Actions antérieures ou en cours :**

Obligations de la 1^{ère} phase : 2 ans

- Acquisition et interprétation d'au moins 860 km² de données sismiques 3D
- Modélisation géologique et analyse géochimique
- Cession de surface 25%

Obligations remplies :

- 2003 : Acquisition de données sismiques 3D de 860 Km²
- Modélisation géologique et analyse géochimique
- 2009 : Cession de 25% de la surface initiale de 2617.32 km² soit 639.83 km²

2^e phase : 2 ans ½

- 01 forage d'exploration (enfouissement 1500 m minimum).
- Cession de surface 25%

Obligations en cours :

2008-2012 : 01 forage d'exploration (enfouissement 1500 m minimum).

8. Stratégies de mise en œuvre :

Echanger sur le programme d'activités 2011 et faire un suivi des études géologiques et géophysiques (G&G) effectués par l'opérateur.

9. Activités à réaliser :

3^e phase : 2 ans ½

- 01 forage d'exploration (enfouissement 1500 m minimum).

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

2011 : Rapport de Demande d'avis des travaux sismiques

Rapport de EIES

Rapport d'acquisition de nouvelles données sismiques 3D (1100 km²)

11. Période d'exécution

Périodes d'exploration :

1^{ère} phase: 2 ans (20 Juillet 2001 -22 Janvier 2008) avec plusieurs extensions (4 ans)

2^e phase: 2 ans ½ (22 janvier 2008 – 31 juillet 2012) avec une extension de 12 mois et une autre de 12 mois accordée en 2011 pour raison de force majeure.

3^e phase: 2 ans ½ (31 Juillet 2011 – 31 décembre 2013)

12. **Maître d'ouvrage :** LUKOIL, ORANTO, PETROCI

13. **Maître d'œuvre :** Opérateur LUKOIL

14. **Partenaires :** LUKOIL (63%), ORANTO (27%), PETROCI (10%)

15. **Coûts prévisionnels :** 12 500 F CFA (Etude : 25 000 000 USD sur les 3 périodes)

1^{ère} phase	5 000 000 USD
2^e phase	10 000 000 USD
3^e phase	10 000 000 USD

16. Contributions souhaitées

- Etat CI (PETROCI) : 2 500 000 USD , soit 10 %
PETROCI est portée à hauteur de 10% par l'opérateur
- Autres partenaires : 22 500 000 USD, soit 90%
 - LUKOIL (63%),
 - ORANTO (27%).

17. **Gains attendus :** en cours d'évaluation

18. **Impacts sur les ODM / Environnement :** à déterminer.

19. **Financement des charges récurrentes :** à déterminer.

Fiche n° 12

Projet :	Exploration du Bloc CI-206
Code action	HC_UPSTR/EXPLO/CT_12

1. **Orientation** : L'intensification des activités de recherche et d'exploration dans le bassin sédimentaire de Côte d'Ivoire.

2. **Objectif** : L'accroissement de la production locale dans une période maximum de sept (7) ans.

3. Description de la situation

Le bloc CI-206 d'une superficie de 1771.19 km², est situé en eau profonde (1800 à 3000 m) à l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Il a été attribué à ORANTO (Opérateur) et PETROCI. A ce jour, les travaux contractuels issus du CPP se situent dans la deuxième phase d'Exploration.

4. **Coût des risques (faiblesses)** : Se rapprocher de l'opérateur afin d'obtenir les risques éventuels lié au projet.

5. Contraintes liées au projet

Acquisitions sismiques 2D/3D:

- Les conditions atmosphériques (liées aux mouvements du vent) étant néfastes pendant les trois premiers trimestres sur nos côtes engendrent beaucoup de temps morts, donc des surcoûts pour l'acquisition des données sismiques.
- Délais dans la signature des demandes d'avis des travaux d'acquisition sismique par la DGH.

Forages :

- Les rigs de forages doivent être sécurisés dans les meilleurs délais pour respecter les programmes d'exécution des travaux de forages planifiés.

6. **Bénéficiaires** : ORANTO, PETROCI

7. Actions antérieures ou en cours :

Obligations de la 1^{ère} phase : 2 ans

- Acquisition et interprétation de 1100 km² de données sismiques 3D
- Modélisation géologique et analyse géochimique
- Cession de surface 25%

Obligations remplies :

2003 : Acquisition de données sismiques 3D de 1100 Km²

- Modélisation géologique et analyse géochimique

2^e phase : 2 ans ½

- 01 forage d'exploration (enfouissement 1500 m minimum).
- Cession de surface 25%

Obligations en cours :

2008-2012 : 01 forage d'exploration (enfouissement 1500 m minimum).

Stratégies de mise en œuvre :

Echanger sur le programme d'activités 2011 et faire un suivi des études géologiques et géophysiques (G&G) effectués par l'opérateur.

8. Activités à réaliser :

3^e phase : 2 ans ½

- 01 forage d'exploration (enfouissement 1500 m minimum).

9. Marqueurs de progrès (indicateur) :

2011 : Rapport de la Demande d'avis des travaux sismique

Rapport de EIES

Rapport d'acquisition de nouvelles données sismiques 3D (1100 km²)

10. Période d'exécution

Périodes d'exploration :

1^{ère} phase: 2 ans (20 Juillet 2001 -22 Janvier 2008) avec une extension de 48 mois

2^e phase: 2 ans ½ (22 janvier 2008 – 31 janvier 2012) avec une 1^{ère} extension de 24 mois et une 2^{ème} extension de 12 mois

3^e phase: 2 ans ½ (01 Janvier 2012 – 01 juillet 2014)

11. **Maître d'ouvrage :** ORANTO, PETROCI

12. **Maître d'œuvre :** Opérateur ORANTO

13. **Partenaires :** ORANTO (90%), PETROCI (10%)

14. **Coûts prévisionnels :** 12 500 F CFA (Etude : 25 000 000 USD sur les 3 périodes)

1^{ère} phase	5 000 000 USD
2^e phase	10 000 000 USD
3^e phase	10 000 000 USD

15. Contributions souhaitées

- Etat CI (PETROCI) : 2 500 000 USD , soit 10 %
PETROCI est portée à hauteur de 10% par l'opérateur
- Autres partenaires : 22 500 000 USD, soit 90%
 - a. ORANTO (90%).

16. **Gains attendus :** en cours d'évaluation

17. **Impacts sur les ODM / Environnement :** à déterminer.

Financement

Fiche n° 13

Projet	Exploration du Bloc CI-401
Code action	HC_UPSTR/EXPLO/CT_13

1. **Orientation** : L'intensification des activités de recherche et d'exploration dans le bassin sédimentaire de Côte d'Ivoire.

2. **Objectif** : L'accroissement de la production locale dans une période maximum de 6 ans ½.

3. Description de la situation

Le bloc CI-401 d'une superficie de 925 km², est situé en eau profonde (500 à 3000 m) à l'Est de la Côte d'Ivoire. Il a été attribué à VANCO (Opérateur) et PETROCI, le 30 Septembre 2005. A ce jour, les travaux contractuels issus du CPP se situent dans la troisième phase d'Exploration.

4. **Coût des risques (faiblesses)** : Se rapprocher de l'opérateur afin d'obtenir les risques éventuels lié au projet.

5. Contraintes liées au projet

Acquisitions sismiques 2D/3D:

- Les conditions atmosphériques (liées aux mouvements du vent) étant néfastes pendant les trois premiers trimestres sur nos côtes engendrent beaucoup de temps morts, donc des surcoûts pour l'acquisition des données sismiques.

Forages :

- Les rigs de forages doivent être sécurisés dans les meilleurs délais pour respecter les programmes d'exécution des travaux de forages planifiés.

6. **Bénéficiaires** : VANCO, LUKOIL, PETROCI

7. Actions antérieures ou en cours :

- Obligations de la 1^{ère} phase : 3 ans**
- Achat et retraitement des données sismiques 2D existantes (486 km)
 - Acquisition de 1500 km de données sismiques 2D
 - Acquisition de 600km² de données sismiques 3D
 - Cession de 25% de la surface initiale

Obligations remplies :

2005 : Achat et Retraitement de 2533 km de données sismiques 2D existantes

: Acquisition sismique 2D de 500 km

: Acquisition sismique 3D de 400 km²

2010 : Cession de 25% de la surface initiale de 1239 km² soit 627,89 km²

2^e phase : 2 ans

- Acquisition de 150 km² de données sismiques 3D
- Un (01) forage d'exploration jusqu'à une profondeur minimale de 2500m
- Cession de 25% de la surface initiale

Obligations remplies :

2010 : Acquisition sismique 3D de 500 km²

2010 : Forage du puits Orca-1X,

Obligations en cours :

2012 : Un (01) forage d'exploration jusqu'à une profondeur minimale de 2500m

Cession de 25% de la surface initiale

8. Stratégies de mise en œuvre :

Echanger sur le programme d'activités 2011 et faire un suivi des études géologiques et géophysiques (G&G) effectués par l'opérateur.

9. Activités à réaliser :**3^e phase : 1 an ½**

- Un (01) forage d'exploration jusqu'à une profondeur minimale de 2500m

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

2006 : Rapport de la Demande d'Avis des travaux sismiques

Rapport de l'étude d'impact environnemental (EIES)

Rapport d'acquisition et de traitement des données sismiques 3D

2009: Rapport de la Demande d'Avis des travaux sismiques

Rapport d'acquisition et de traitement des données sismiques 3D

2012 : Rapport de forage d'exploration

11. Période d'exécution

Périodes d'exploration :

1^{ère} phase: 2 ans (30 Septembre 2005 - 30 Juin 2008) avec une extension de 9 mois

2^e phase: 2 ans (30 Juin 2008 – 30 Juin 2011) avec une extension de 12 mois

3^e phase : 1 an ½ (30 Juin 2011- 30 Juillet 2012)

12. Maître d'ouvrage : VANCO, LUKOIL, PETROCI**13. Maître d'œuvre : Opérateur VANCO****14. Partenaires : VANCO (28,34%), LUKOIL (56,66%), PETROCI (15%)**

15. Coûts prévisionnels : 24 000 millions F CFA (Etude : 48 000 000 USD sur les 3 périodes)

1^{ère} phase	8 000 000 USD
2^e phase	20 000 000 USD
3^e phase	20 000 000 USD

16. Contributions souhaitées

- Etat CI (PETROCI) : 2 400 000 USD soit 5% (PETROCI est portée à hauteur de 10% par les autres partenaires)
- Autres partenaires : 45 600 000 USD, soit 95% (VANCO (28,34%), LUKOIL (56,66%))

17. Gains attendus : en cours d'évaluation

18. Impacts sur les ODM / Environnement : à déterminer.

19. Financement des charges récurrentes : à préciser

Fiche n° 14

Projet	BAOBAB PHASE II 1/2
Code action	HC_UPST/PROD/CT_1

20. Orientation : Atteindre une production journalière nationale de 200 000 barils/j de pétrole brut et 250 Millions de pieds cube de gaz naturel à l'horizon 2015.

21. Objectif

- Maintenir la production actuelle du champ et assurer la longévité de l'exploitation.
- Intervenir sur les différents puits du champ qui ont été endommagés par la venue de sable afin de les réhabiliter et les remettre en production.
- Avoir une connaissance plus approfondie des causes d'échec des puits précédents pour une meilleure conception des forages et complétion de la phase III plus importante en termes d'investissement et de volume de travail.

22. Description de la situation (Etat des lieux)

- **Phase I :** Le champ Baobab a été développé initialement avec dix (10) puits de production et trois (3) d'injection d'eau dans le courant de l'année 2005. Ces puits ont été équipés de filtres à sables expansibles (Expendable Sand Screen, ESS) afin de contrôler les venues de sables, le réservoir étant très peu consolidé. L'ESS a malheureusement échoué dans cinq (5) puits sur les dix (10) producteurs. Quatre (4) des puits endommagés se trouvaient dans la zone sud du champ, très faillée.
- **Phase II :** En 2008, en vue de remédier à la chute de la production consécutive à la fermeture des puits, une seconde phase de développement a été réalisée avec le forage de quatre (4) nouveaux puits de production. Ces puits ont été équipés (complétés) cette fois de l'Open Hole Gravel pack (OHGP) qui est un système constitué d'un tube perforé (screen) et de sables manufacturés (gravel) installés entre le tube et la paroi du puits. Parmi ces puits, deux (2) ont connu une installation de « gravel » incomplète à cause de la présence de fracture. Ils se sont révélés, par la suite, problématiques.

23. Coût des risques (faiblesses) :

- risques techniques liés aux opérations ;
- risques économiques élevés, risques sociaux et environnementaux à considérer.

24. Contraintes liées au projet :

- Choix du type d'intervention de puits ;
- Choix de la technologie de complétion (ESS ou OHGP) ;
- choix d'un engin pour les opérations.

25. Bénéficiaires

- L'Etat de Côte d'Ivoire ;
- CNR, PETROCI, SVENSKA.
- Marché mondial des hydrocarbures ;
- Marché ivoirien de gaz naturel.

26. Actions antérieures ou en cours :

- Phase I de développement 2003-2006 ;
- Phase II de développement 2008 ;
- En cours : travaux préparatoires à la phase II ½.

27. Stratégies de mise en œuvre :

- Identifier les puits candidats à l'intervention ;
- Déterminer pour chaque puits le type d'intervention adéquat ;
- Réévaluer les réserves d'hydrocarbures disponibles ;

28. Activités à réaliser :

- Identifier les puits candidats à l'intervention ;
- Déterminer pour chaque puits le type d'intervention adéquat ;
- Réévaluer les réserves d'hydrocarbures disponibles ;
- Intervenir sur les puits en se basant sur les expériences acquises au cours de la phase II .

29. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 1^{er} Semestre 2011 : Sélection des types d'intervention par puits ;
- 2^e Semestre 2011 : Conception des interventions pour chaque puits ;
- 2012 : Phase d'exécution ;
- Octobre 2012 : First Oil.

30. Période d'exécution : 2012

31. Maître d'ouvrage : CNR International, l'opérateur

32. Maître d'œuvre : La compagnie de service en charge des opérations (A sélectionner)

33. Partenaires : PETROCI, SVENSKA.

34. Coûts prévisionnels : 250 000 millions F CFA (500 millions de Dollars US)

35. Contributions souhaitées

- Etat CI/PETROCI : Avis techniques avant opérations ;
- Privés locaux : sous-traitance au niveau des services pétroliers ;
- Privés extérieurs : sous-traitance au niveau des services pétroliers.

36. Gains attendus : à déterminer

37. Impact sur les ODM/Environnement : Contribution à la fourniture d'énergie nationale.

38. Financement des charges récurrentes : CNR, PETROCI, SVENSKA.

Fiche n° 15

Projet	BAOBAB PHASE III
Code action	HC_UPST/PROD/CT_2

1. **Orientation** : Atteindre une production journalière nationale de 200 000 barils/j de pétrole brut et 250 Millions de pieds cube de gaz naturel à l'horizon 2015.
2. **Objectif** : Forer de nouveaux puits de développement en vue de l'augmentation de la production d'hydrocarbures.
3. **Description de la situation (Etat des lieux)**
 - **Phase I** : Le champ Baobab a été développé initialement avec dix (10) puits de production et trois (3) d'injection d'eau dans le courant de l'année 2005. Ces puits ont été équipés de filtres à sables expansibles (Expendable Sand Screen, ESS) afin de contrôler les venues de sables, le réservoir étant très peu consolidé. L'ESS a malheureusement échoué dans cinq (5) puits sur les dix (10) producteurs. Quatre (4) des puits endommagés se trouvaient dans la zone sud du champ, très faillée.
 - **Phase II** : En 2008, en vu de remédier à la chute de la production consécutive à la fermeture des puits, une seconde phase de développement a été réalisée avec le forage de quatre (4) nouveaux puits de production. Ces puits ont été équipés (complétés) cette fois de l'Open Hole Gravel pack (OHGP) qui est système constitué d'un tube perforé (screen) et de sables manufacturés (gravel) installés entre le tube et la paroi du puits. Parmi ces puits, deux (2) ont connu une installation de « gravel » incomplète à cause de la présence de fracture. Ils se sont révélés, par la suite, problématiques.
 - **Phase II 1/2** : Une phase II ½ sera réalisée en 2012 en prélude à la phase III. Elle consistera en l'intervention sur les puits endommagés des phases I et II afin de les réhabiliter et permettra d'avoir une meilleure connaissance de la cause de leur échec.
4. **Coût des risques (faiblesses)** :
 - risques techniques liés aux opérations ;
 - risques économiques élevés, risques sociaux et environnementaux à considérer.
5. **Contraintes liées au projet** :
 - Disponibilité des résultats de la phase II ½ ;
 - Choix de techniques de forage adaptées ;
 - Choix de la technologie de complétion (ESS ou OHGP) ;
 - choix d'une plate-forme de forage pour les opérations.
6. **Bénéficiaires**
 - L'Etat de Côte d'Ivoire ;
 - CNR, PETROCI, SVENSKA.
 - Marché mondial des hydrocarbures ;
 - Marché ivoirien de gaz naturel.

- 7. Actions antérieures ou en cours :**
- Phase I de développement 2003-2006 ;
 - Phase II de développement 2008 ;
 - Phase II ½ de développement en 2012 (non encore réalisée) ;
 - En cours : travaux préparatoires à la phase III.
- 8. Stratégies de mise en œuvre :** Sera clarifier après la phase II ½.
- 9. Activités à réaliser :** Forage et complétion de nouveaux puits producteurs.
- 10. Marqueurs de progrès (indicateur) :**
- 2011-2012 : Synthèse des travaux de la phase II ½ ;
 - 2012-2013 : Conception du forage et de la complétion des puits ;
 - 2014-2015 : Phase d'exécution ;
 - Octobre 2015 : First Oil.
- 11. Période d'exécution :** court terme (2014 – 2015)
- 12. Maître d'ouvrage :** CNR International, l'opérateur
- 13. Maître d'œuvre :** La compagnie de service en charge des forages (A sélectionner)
- 14. Partenaires :** PETROCI, SVENSKA
- 15. Coûts prévisionnels :** 1 000 000 F CFA (1 000 à 2 000 Millions de Dollars US)
- 16. Contributions souhaitées**
- Etat CI/PETROCI : Avis techniques avant opérations ;
 - Privés locaux : sous-traitance au niveau des services pétroliers ;
 - Privés extérieurs : sous-traitance au niveau des services pétroliers.
- 17. Gains attendus :** à déterminer
- 18. Impact sur les ODM/Environnement :** Contribution à la fourniture d'énergie nationale.
- 19. Financement des charges récurrentes :** CNR, PETROCI, SVENSKA.

Fiche n° 16

Projet	ESPOIR PHASE III
Code action	HC_UPST/PROD/CT_3

1. Orientation : Atteindre une production journalière nationale de 200 000 barils/j de pétrole brut et 250 Millions de pieds cube de gaz naturel à l'horizon 2016.

2. Objectif

- Forer de nouveaux puits de production dans les zones mal drainée ainsi que des puits d'injection d'eau.
- Intervenir sur les puits défaillants (workover) afin de les réhabiliter.
- Développer simultanément le prospect Etimoe. L'option d'une nouvelle plate-forme de production n'est pas écartée.

3. Description de la situation (Etat des lieux)

Après son exploitation par Phillips Petroleum à la fin des années 70, le champ Espoir a connu un nouveau développement avec CNR International en 2002 et 2006 avec le forage d'une vingtaine de puits de production et d'injection d'eau. Aujourd'hui nombres de ces puits présentent une sévère perte de performance due au problème d'ensablement.

Il a été donc convenu d'une phase III de développement qui consistera au forage de nouveaux puits et en l'intervention sur certains puits pouvant être réhabilités.

4. Coût des risques (faiblesses) :

- risques techniques liés aux opérations ;
- risques économiques élevés, risques sociaux et environnementaux à considérer.

5. Contraintes liées au projet :

- Nécessité de la construction de nouvelles caves pour les forages ;
- Contrainte liée au temps pour une « First Oil » la plus rapide possible ;
- Disponibilité d'une plate-forme de forage pour mi-2012.

6. Bénéficiaires

- L'Etat de Côte d'Ivoire ;
- CNR, PETROCI, TULLOW.
- Marché mondial des hydrocarbures ;
- Marché ivoirien de gaz naturel.

7. Actions antérieures ou en cours :

- Phase I de développement ;
- Phase II de développement ;
- En cours : travaux préparatoires à la phase III.

8. Stratégies de mise en œuvre :

- Le projet sera divisé en deux (2) phases parallèles en vue d'honorer à la contrainte de temps:
 - ✓ les travaux de conception des puits ;
 - ✓ la description des zones réservoirs les plus prolifiques en hydrocarbures.
- En vue de profiter immédiatement de la présence d'un Rig (plate-forme de forage) pour mi-2012, l'exécution de travaux se fera en trois (3) tranches :
 - ✓ Tranche 1: forage des puits les plus sûrs en terme de conception et de réserves disponibles en remplacement des puits déjà endommagés;
 - ✓ Tranche 2 : forage des puits de statut intermédiaire ;
 - ✓ Tranche 3 : forage des puits ayant les critères de conception et de réserves disponibles les plus faibles.

9. Activités à réaliser :

- Construction de nouvelles caves de forage ;
- Forage et complétion de nouveaux puits ;
- Intervention (workover) sur des anciens puits.

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- Avril 2012 : démarrage des travaux de forage ;
- Juin 2012 : First Oil.

11. Période d'exécution : 1^{er} semestre 2012.

12. Maître d'ouvrage : CNR International, l'opérateur

13. Maître d'œuvre : La compagnie de service en charge des forages (A sélectionner)

14. Partenaires : PETROCI, TULLOW

15. Coûts prévisionnels : 140 000 millions F CFA (400 Millions de Dollars US pour la Tranche 1.

16. Contributions souhaitées

- Etat CI/PETROCI : Avis techniques avant opérations
- Privés locaux : sous-traitance au niveau des services pétroliers
- Privés extérieurs : sous-traitance au niveau des services pétroliers

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les ODM/Environnement : Contribution à la fourniture d'énergie nationale.

19. Financement des charges récurrentes : CNR, PETROCI, TULLOW

Fiche n° 17

Projet	PLAN DE DEVELOPPEMENT CI-01
Code action	HC_UPST/PROD/CT_4

1. Orientation

Atteindre une production journalière nationale de 200 000 barils/j de pétrole brut et 250 Millions de pieds cube de gaz naturel à l'horizon 2016.

2. Objectif : Développer les champs Kudu et Eland du bloc CI-01.

3. Description de la situation (Etat des lieux)

- Réserves prouvées :
 - ✓ Kudu : 54.5 BCF & 719 MBO ;
 - ✓ Eland : 40.2 BCF & 502 MBO.

4. Coût des risques (faiblesses) :

- risques techniques liés aux opérations ;
- risques économiques élevés, risques sociaux et environnementaux à considérer.

5. Contraintes liées au projet : Existence d'un marché de gaz naturel.

6. Bénéficiaires

- L'Etat de Côte d'Ivoire
- AFREN, PETROCI, SK CORPORATION.
- Marché mondial des hydrocarbures ;
- Marché ivoirien de gaz naturel.

7. Actions antérieures ou en cours : Etudes géosciences et forages d'exploration.

8. Stratégies de mise en œuvre :

- Pour le champ Kudu (71,6m de profondeur d'eau) :
 - ✓ forage de 2 puits de développement ;
 - ✓ installation d'une plate-forme fixe de type « jacket » : la plate-forme principale d'exploitation.
- Pour le champ Eland (84,5m de profondeur d'eau) :
 - ✓ forage de 2 puits de développement ;
 - ✓ installation d'une plate-forme annexe de type « caisson » sans Helideck.
- Des pipelines d'exportation d'hydrocarbures:
 - ✓ un gazoduc de 10" de Kudu vers Lion GPL (72Km) ;
 - ✓ un pipeline de 8" entre Eland et Kudu (18Km).

9. Activités à réaliser :

- Forage de puits ;
- Construction et installation de plates-formes ;
- Pose de pipelines.

10. Marqueurs de progrès (indicateur) : A spécifier en cas de débouché pour le gaz naturel.

- 11. Période d'exécution :** Période non spécifiée (durée du projet : 2 ans).
- 12. Maître d'ouvrage :** AFREN, l'opérateur
- 13. Maître d'œuvre :** Les compagnies de service en charge de opérations (à sélectionner).
- 14. Partenaires :** PETROCI, SK CORPORATION
- 15. Coûts prévisionnels :** 280 millions USD
- Forage et complétion : 100 millions USD ;
 - Plates-formes et installations de surface : 180 millions USD.
- 16. Contributions souhaitées**
- Etat CI/PETROCI : Avis techniques avant opérations
 - Privés locaux : sous-traitance au niveau des services pétroliers
 - Privés extérieurs : sous-traitance au niveau des services pétroliers
- 17. Gains attendus :** à déterminer
- 18. Impact sur les ODM/Environnement :** Contribution à la fourniture d'énergie nationale.
- 19. Financement des charges récurrentes :** AFREN, PETROCI, SK CORPORATION.

Projet	PLAN DE DEVELOPPEMENT CI-27
Code action	HC_UPST/PROD/CT_5

1. **Orientation** : Atteindre une production journalière nationale de 200 000 barils/j de pétrole brut et 250 Millions de pieds cube de gaz naturel à l'horizon 2015.
2. **Objectif** : Développer les champs Mahi, Foxtrot, Marlin et Manta du bloc CI-27.
3. **Description de la situation (Etat des lieux)**
 - Le champ Foxtrot est déjà en production depuis 1999 avec à ce jour quatre (4) producteurs et un cinquième (5^e) puits sera foré sur ce champ ;
 - Des travaux d'exploration ont été réalisés sur les champs Mahi, Marlin et Manta ;
 - Les réserves prouvées :
 - Mahi : 163 BCF & 1 MMBO (condensat) ;
 - Marlin : 188 BCF & 8.4 MMBO (brut) ;
 - Manta : 164 BCF & 0.7 MMBO (condensat).
4. **Coût des risques (faiblesses)** :
 - risques techniques liés aux opérations ;
 - risques économiques élevés, risques sociaux et environnementaux à considérer.
5. **Contraintes liées au projet** :
 - Disponibilité d'un marché de gaz naturel ;
 - Eloignement des champs Marlin et Manta de la plate-forme de Foxtrot ;
 - Exportation du pétrole brut produit.
6. **Bénéficiaires**
 - L'Etat de Côte d'Ivoire ;
 - FOXTROT, PETROCI, SECI, ENERCI.
 - Marché mondial des hydrocarbures ;
 - Marché ivoirien de gaz naturel.
7. **Actions antérieures ou en cours** :
 - Développement du champ Foxtrot ;
 - Etudes géosciences et forages d'exploration sur les champs Mahi, Marlin et Manta.
8. **Stratégies de mise en œuvre** :
 - *Depuis la plate-forme du champ Foxtrot* :
 - ✓ forage de deux (2) puits de gaz sur Mahi ;
 - ✓ forage d'un puits de production d'huile sur Foxtrot.

- *Depuis la nouvelle plate-forme de Marlin :*
 - ✓ forage de trois (3) puits d'huile sur Marlin ;
 - ✓ forage ultérieur de deux (2) puits de gaz sur Manta.
 - ✓ un FSO (Floating, Storage and Offloading) qui recevra l'huile de Marlin et exportera le gaz associé par un gazoduc de 12" (long de 15Km) vers les gazoducs existants.

9. Activités à réaliser :

- Forage et complétion de puits ;
- Construction et installation de plates-formes ;
- Pose de pipelines.

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- Fin 2011 - 2012 : Forage des puits de Mahi et de Foxtrot ;
- Fin 2012 - 2013 : Développement de Marlin ;
- 2014 : Forage des puits de Manta.

11. Période d'exécution : 2011- 2014.

12. Maître d'ouvrage : FOXTROT International, l'opérateur

13. Maître d'œuvre : Les compagnies de service en charge des travaux (à sélectionner)

14. Partenaires : PETROCI, SECI, ENERCI.

15. Coûts prévisionnels : 262 500 (525 millions USD)

- Forage des puits de Mahi et de Foxtrot : 150 Millions de USD ;
- Développement de Marlin : 275 Millions USD ;
- Développement de Manta : 100 Millions USD.

16. Contributions souhaitées

- Etat CI/PETROCI : Avis techniques avant opérations
- Privés locaux : sous-traitance au niveau des services pétroliers
- Privés extérieurs : sous-traitance au niveau des services pétroliers

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les ODM/Environnement : Contribution à la fourniture d'énergie nationale.

19. Financement des charges récurrentes : AFREN, PETROCI, SK CORPORATION.

Fiche n° 19

Projet	PLAN DE DEVELOPPEMENT CI-202
Code action	HC_UPST/PROD/CT_6

1. **Orientation** : Atteindre une production journalière nationale de 200 000 barils/j de pétrole brut et 250 Millions de pieds cube de gaz naturel à l'horizon 2015.

2. **Objectif** : Développer les champs Gazelle et Hippo du bloc CI-202.

3. **Description de la situation (Etat des lieux)**

- Ressources Prospectives Pmean de :
 - Huile : 409 MMBO ;
 - Gaz : 760 Bscf.
 - Réserves gazelle : 12 MMBO (huile) & 100 BCF (Gaz)

4. **Coût des risques (faiblesses) :**

- risques techniques liés aux opérations ;
- risques économiques élevés, risques sociaux et environnementaux à considérer.

5. **Contraintes liées au projet :**

- Disponibilité d'un marché de gaz ;
- Tracé du pipeline vers Abidjan (Lion GPL, SIR) ;
- Construction d'une plate-forme fixe sur un fond de mer peu consolidé.

6. **Bénéficiaires**

- L'Etat de Côte d'Ivoire ;
- RIALTO, PETROCI, C&L.
- Marché mondial des hydrocarbures ;
- Marché ivoirien de gaz naturel.

7. **Actions antérieures ou en cours** : Etudes géosciences et forages d'exploration.

8. **Stratégies de mise en œuvre :**

- Pour le champ Gazelle (50m de profondeur d'eau) :
 - ✓ forage de 6 puits de développement, 3 initialement et 3 futurs ;
 - ✓ installation d'une plate-forme fixe de 50 X 75 pieds : la plate-forme principale d'exploitation.
- Pour le champ Hippo (90m de profondeur d'eau) :
 - ✓ forage de 3 puits de développement, 1 initialement et 2 futurs ;
 - ✓ installation d'une plate-forme annexe fixe de 40 X 40 pieds : cette plate-forme sera connectée à celle de Gazelle par un pipeline de 6" de diamètre.
- Des pipelines d'exportation d'hydrocarbures vers les zones de consommation :
 - ✓ un gazoduc de 14" de Gazelle vers Lion GPL ;
 - ✓ un oléoduc de 8" de Gazelle vers Lion GPL.

Ces lignes pourraient être étendues au bloc CI-01 plus à l'est en collaboration avec AFREN pour le développement des champs Kudu et Eland.

9. Activités à réaliser :

- Forage et complétion de ;
- Construction et installation de plates-formes ;
- Pose de pipelines.

10. Marqueurs de progrès (indicateur) : 2012 : Forage des puits de Gazelle ;

11. Période d'exécution : 2012 - 2013 :

12. Maître d'ouvrage : RIALTO, l'opérateur.

13. Maître d'œuvre : Les compagnies de service en charge des opérations (à sélectionner).

14. Partenaires : PETROCI, C&L.

15. Coûts prévisionnels : 82 600 millions F CFA (165.2 millions USD)

- Forage et complétion de deux (2) puits de gazelle : 54.4 millions USD ;
- Plate-forme de gazelle : 110.8 millions de USD ;

16. Contributions souhaitées

- Etat CI/PETROCI : Avis techniques avant opérations ;
- Privés locaux : sous-traitance au niveau des services pétroliers ;
- Privés extérieurs : sous-traitance au niveau des services pétroliers.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les ODM/Environnement : Contribution à la fourniture d'énergie nationale.

19. Financement des charges récurrentes : RIALTO, PETROCI, C&L.

Fiche n° 20

Projet	Construction et Exploitation du gazoduc Est
Code action	HC_UPST/GN/CT_1

1. **Orientation** : Faire de la Côte d'Ivoire le Hub sous régional de l'énergie
2. **Objectif** : Sécuriser l'approvisionnement à moindre coût du marché national en gaz naturel
3. **Description de la situation** : Construire le gazoduc terrestre Abidjan-Assinie ou Gazoduc Est pour la collecte de la production nationale du Sud-est et la prochaine interconnexion au Gazoduc Ouest Africa (Projet WAPCO).
4. **Coût des risques (faiblesses)** : préciser hypothèses et calculs
Internes :
Externes :
Métier :
5. **Contraintes liées au projet** : Impact environnemental et social en phase constructive, mise à disposition de la servitude du tracé en phase de construction, mise en place d'un cadre institutionnel, législatif, et réglementaire approprié.
6. **Bénéficiaires** : Secteurs électrique, industriel, tertiaire, et domestique, marché du gaz ivoirien
7. **Actions antérieures ou en cours** : Mise en œuvre d'une convention Etat CI/PETROCI/SOGEPE, financement de la phase étude d'ingénierie, réalisation d'un projet d'évaluation sommaire de faisabilité, identification d'un tracé.
Juin 2011 : Identification par le Conseil Financier (Phoenix Capital Management) de SAIPEM, comme potentiel partenaire technique et financier. Assistance du Conseil Financier pour la définition du rôle de SAIPEM dans le cadre de l'évaluation économique des stratégies d'approvisionnement de la Côte d'Ivoire en gaz naturel.
Juillet 2011 : Remise du rapport d'évaluation économique des stratégies d'approvisionnement de la Côte d'Ivoire en gaz naturel réalisé par SAIPEM.

La signature d'un protocole d'accord entre SAIPEM et PETROCI afin de déterminer les principaux termes du cadre de collaboration pour la réalisation du Projet
8. **Stratégies de mise en œuvre** : Partenariat Privé Publique entre PETROCI et des Partenaire Privés regroupé au sein d'une société gazière opérant dans le cadre d'une concession avec l'Etat ivoirien.
9. **Activités à réaliser** :
 - La réalisation de l'étude de faisabilité pour la construction du Gazoduc Est
 - La négociation d'un protocole d'accord entre SAIPEM et PETROCI HOLDING afin de déterminer les termes de références de l'étude de faisabilité du Projet.
 - L'actualisation et la validation des plans de développement des blocs CI-01 et CI-202.
 - La levée de fonds auprès des institutions financières internationale, pour le financement global du Projet.

10. Marqueurs de progrès (indicateurs) : 2010-2013

- Etudes de faisabilité technico-économiques & études d'ingénierie.
- Signature de la Concession Etat/promoteur
- Etudes d'impact environnemental et social et approvisionnement en matériel et équipement.
- Lettre d'attribution du marché et contrat EPC.
- PV de réunion de chantier et réception des travaux.
- Rapport de mise en service.

11. Période d'exécution : 2011-2013

12. Maître d'ouvrage : PETROCI & partenaires

13. Maître d'œuvre : SAPIEM

14. Partenaires : PETROCI, SAPIEM, Partenaires privés et institutionnels

15. Coûts prévisionnels : 32 500 millions F CFA

- Etudes : 975 millions F CFA
- Equipement : 16 250 millions F CFA
- Travaux : 15 275 millions F CFA

16. Gains attendus : à déterminer

17. Contributions souhaitées

- A déterminer après l'étude de faisabilité.

18. Impact sur les ODM/Environnement : Destruction de champs et de la flore et possibilité de déplacement des populations

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer

Fiche n° 21

Projet	RACCORDEMENT AU GAZODUC OUEST AFRICAIN (GOA)
Code action	HC_UPST/GN/CT_2

1. **Orientation** : Intégration énergétique sous régional et faire de la Côte d'Ivoire le Hub sous régional de l'énergie
2. **Objectif** : Sécuriser l'approvisionnement à moindre coût du marché national en Gaz Naturel à travers l'interconnexion des réserves de la sous région.
3. **Description de la situation** : Interconnexion au Gazoduc Ouest Africain (GOA ou WAGP). A ce jour Le Gazoduc marin d'environ 700 km part du Nigéria et arrive au Ghana à Takoradi. Le tronçon à réaliser pour son extension en Côte d'Ivoire est d'environ 300 km.
4. **Coût des risques (faiblesses)** : préciser hypothèses et calculs
Externes : Rupture d'approvisionnement en gaz naturel de la Côte d'Ivoire par le NIGERIA
5. **Contraintes liées au projet** : Impact environnemental et social en phase de construction
6. **Bénéficiaires** : Etat de Côte d'Ivoire, Sociétés électriques et industrielles ivoiriennes
7. **Actions antérieures ou en cours** : Lettre d'intention d'adhésion de la Côte d'Ivoire au projet GOA adressée au Secrétariat Général de la CEDEAO, Visite de la société de transport inter état WAGPCo à Accra; Convention d'assistance en financement et intermédiation avec un cabinet privé (PCM).
8. **Stratégies de mise en œuvre** : **Négocier** l'entrée de la Côte d'Ivoire dans le projet du GAO afin de bénéficier des mêmes avantages que les fondateurs.
9. **Activités à réaliser** : Etude de faisabilité technico économique, signature des différents contrats commerciaux (achat de gaz avec NGAS, transport et interconnexion avec WAGPCo).
10. **Marqueurs de progrès (indicateur)** :
2013-2014 : Rapport d'étude de faisabilité, Signature de l'amendement au Traité inter-état marquant l'adhésion de la Côte d'Ivoire, Etudes d'impact environnemental et social, Signatures des différents contrats commerciaux, et conventions de financement.
2014-2016 : Signature des contrats EPC, PV de réunion de chantier et de réception des
2016-2017 : Mise en Service et Démarrage de la fourniture du gaz.
2014 : Travaux et mise en service
11. **Période d'exécution** : court terme (2012 – 2017)
12. **Maître d'ouvrage** : Compagnie WAPCO
13. **Maître d'œuvre** : A déterminer
14. **Partenaires** : Shell Int., Chevron, SOTOGAZ (Société Togolaise de Gaz), VRA Ghana (Volta River Authority Ghana), SoBeGaz (Société Béninoise de gaz), PETROCI

15. Coûts prévisionnels : 317 500 millions F CFA

Etude : 9 525 millions F CFA

Equipement : 158 750 millions F CFA

Travaux : 149 225 millions F CFA

16. Contributions souhaitées

A déterminer après l'étude de faisabilité

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les ODM/Environnement : Destruction de champs et de la flore et possibilité de déplacement des populations

19. Financement des charges récurrentes : RIALTO, PETROCI, C&L.

Projet	RACHAT DES GAZODUCS TERRESTRES EXISTANTS
Code action	HC_UPST/GN/CT_2

1. **Orientation** : Faire de la Côte d'Ivoire le Hub sous régional de l'énergie
2. **Objectif** : Assurer la sécurité des approvisionnements à moindre coût du marché national
3. **Description de la situation** : Dans un souci de favoriser le développement accéléré de l'industrie gazière ivoirienne, l'Etat par le Ministre des ressources pétrolières d'alors avait autorisé les pétroliers à préfinancer la construction des gazoducs en attendant la mise en place d'un cadre législatif et réglementaire approprié. Par ailleurs, le Ministre avait pris soin d'indiquer la volonté de l'Etat de sortir cette activité de l'amont pétrolier une fois les nouveaux textes adoptés.
Aujourd'hui, dans un souci de réduire le coût d'approvisionnement et de rationaliser l'exploitation de ces canalisations selon les règles de l'art, le rachat de ces canalisations par des tiers s'impose.
4. **Coût des risques (faiblesses)** : Non identifié
5. **Contraintes liées au projet** : Elaboration et adoption des textes législatifs et réglementaire, estimation des valeurs vénale des canalisations.
6. **Bénéficiaires** : Etat de Côte d'Ivoire, marché local (production d'électricité, usage industriel et usage domestique,...)
7. **Actions antérieures ou en cours** : Elaboration des textes législatifs et réglementaires
8. **Stratégies de mise en œuvre** : Mise en œuvre des textes législatifs et réglementaires, et création d'une structure de gestion des lignes de transport de gaz, négociation du prix du gaz naturel en tête de puits.
9. **Activités à réaliser** : Etablir une nouvelle structure de prix du gaz naturel, négocier avec les opérateurs gaziers.
10. **Marqueurs de progrès** : à déterminer
11. **Période d'exécution** : 2012
12. **Maître d'ouvrage** : Entreprise de transport
13. **Maître d'œuvre** : A déterminer
14. **Partenaires** : PETROCI & associés
15. **Coûts prévisionnels** : à déterminer
16. **Contributions souhaitées** : A déterminer après l'étude de faisabilité
17. **Gains attendus** : à déterminer
18. **Impact sur les ODM/Environnement** : non identifiés
19. **Financement des charges récurrentes** : RIALTO, PETROCI, C&L.

Projet	Installation d'un Terminal Méthanier Flottant – FRSU à Abidjan
Code action	HC_UPST/GN/CT_3

1. **Orientation** : Faire de la Côte d'Ivoire le Hub sous régional de l'énergie
2. **Objectif** : Sécuriser l'approvisionnement à moindre coût du marché national en gaz naturel.
3. **Description de la situation** : en cours
4. **Coût des risques (faiblesses) : préciser hypothèses et calculs**
Internes : Absence de plan national ou sous régional de développement de la filière gaz
Externes : Demande accrue des pays hors zone CEDEAO et CEMAC
Métier : Absence de structure de formation spécialisée dans le domaine du gaz
5. **Contraintes liées au projet** : Contrat de type « take or pay »
6. **Bénéficiaires** : Etat de Côte d'Ivoire et sous région, entreprises de production, de transport et distribution de gaz
7. **Actions antérieures ou en cours** : lancement de l'Appel à Manifestation d'intérêt.
8. **Stratégies de mise en œuvre** : répartir le marché national
9. **Activités à réaliser** : Prendre contact avec les différents acteurs nationaux et établir un planning des séances de travail
10. **Marqueurs de progrès (indicateur)** :
 - 2012 : Etudes (faisabilité technico-économiques, ingénierie, impact environnemental et social)
 - 2013 : Construction et mise en service
11. **Période d'exécution** : 2012 - 2013
12. **Maître d'ouvrage** : PETROCI & SAPIEM
13. **Maître d'œuvre** : SAPIEM
14. **Partenaires** : Tous les producteurs, de transport et distribution
15. **Coûts prévisionnels : 225 000 millions F CFA**
 - Etude : 6 750 millions F CFA
 - Equipement : 112 500 millions F CFA
 - Travaux : 105 750 millions F CFA
16. **Contributions souhaitées** : A déterminer après l'étude de faisabilité
17. **Gains attendus** : à déterminer
18. **Impact sur les ODM/Environnement** : non identifiés
19. **Financement des charges récurrentes** : RIALTO, PETROCI, C&L.

Fiche n° 24

Projet	PROJET GNV (Projet Gaz Naturel Véhicules)
Code action	HC_UPST/GN/CT_4

1. **Orientation** : Faire de la Côte d'Ivoire le Hub sous régional de l'énergie
2. **Objectif**
 - Protéger l'environnement en limitant les pollutions atmosphériques et sonores
 - Valoriser le potentiel gazier Ivoirien
 - Valoriser le transport public en réduisant les coûts d'exploitation
3. **Description de la situation**
 - Lancement de la phase d'exploitation du projet par le démarrage d'une phase pilote.
 - Phase d'évaluation du projet pilote
4. **Coût des risques (faiblesses)** :
 - Externes : défaut d'approvisionnement en Gaz Naturel et de recouvrement au niveau de la SOTRA
5. **Contraintes liées au projet** : Absence d'un cadre réglementaire et normatif propre à la Côte d'Ivoire et Impossibilité financière pour la SOTRA d'honorer ses engagements contractuels
6. **Bénéficiaires** : Population et secteur du transport, Population
7. **Actions antérieures ou en cours** :
 - Pré réception des 2 derniers bus
 - Evaluation du projet
8. **Stratégies de mise en œuvre** :
 - Projet pilote
 - Extension de la flotte de la SOTRA
 - Vulgarisation du GNV
9. **Activités à réaliser** :
 - Réception des deux derniers bus à Abidjan
 - Rebranding des deux derniers bus
 - Installation du comité de suivi
10. **Marqueurs de progrès (indicateur)** :
 - Connexion de SOTRA Au Réseau Gaz Naturel PÉTROCI
 - Pose d'un Poste de Détente et de Comptage à la SOTRA
 - Pose d'une station de compression à la SOTRA
 - Mise en place d'une station de remisage dédiée aux bus Gaz Naturel
 - Mise en place de la distribution (équipements)
 - Signature d'un contrat de fourniture de Gaz Naturel à la SOTRA
 - Mise en exploitation des deux premiers autobus
11. **Période d'exécution** : 2011 - 2016

- 12. **Maître d'ouvrage** : PETROCI SOTRA
- 13. **Maître d'œuvre** : Cabinets d'études privés, PETROCI
- 14. **Partenaires** : PETROCI & SOTRA
- 15. **Coûts prévisionnels** : 700 millions F CFA (étude et Equipement)
- 16. **Contributions souhaitées** : Etat CI : (PETROCI) 700 Millions F CFA, soit 100 %
- 17. **Gains attendus** : à déterminer
- 18. **Impact sur les ODM/Environnement** : Réduction de la pollution atmosphérique et sonore
- 19. **Financement des charges récurrentes** : à déterminer

Projet	Projet Pilote de distribution par Gaz Porté
Code action	HC_UPST/GN/CT_5

1. **Orientation** : Faire de la Côte d'Ivoire un pays compétitif et attractif par la mise à disposition d'une énergie propre et bon marché.
2. **Objectif** : *Développer le réseau de distribution du gaz naturel par l'utilisation du gaz porté pour* :
 - Approvisionner les usines, les centres industriels, tertiaires et résidentiels non desservis par le réseau
 - Pénétrer le territoire jusqu'à 400 km
 - Développer des applications du gaz naturel grâce à une pénétration de gaz porté
 - Libérer les GPL pour le secteur résidentiel à l'intérieur du pays
 - Préparer à une distribution par réseau de canalisations dans les meilleures conditions opérationnelles de sécurité et de rentabilité durable
3. **Description de la situation**
 - Existence de réseaux de distribution pour l'approvisionnement des zones industrielles d'Abidjan (Marcory, Vridi, Treichville, Yopougon) : 18 Km réalisés et 15 km en construction.
 - Nombreux clients industriels, tertiaires et résidentiels intéressés à travers le pays : Impossibilité d'approvisionnement par manque d'infrastructures.
4. **Coût des risques (faiblesses)** : Externes : Défaut d'approvisionnement en Gaz
5. **Contraintes liées au projet** : Cadre réglementaire, institutionnelle et législatif pour le transport et la distribution du gaz naturel
6. **Bénéficiaires** : Etat de Côte d'Ivoire ou PETROCI, Secteurs industriels, tertiaires et résidentiel
7. **Actions antérieures ou en cours** : Etudes préliminaires et prises de contact avec les partenaires et fournisseurs potentiels
8. **Stratégies de mise en œuvre** :
 - Projet pilote de substitution de produits pétrolier à Abidjan pour environ 4 clients industriels butane
 - Généralisation de la substitution du gaz aux produits pétroliers dans les zones industriels d'Abidjan avec distribution simultanée au secteur résidentiel comme combustible dans les foyers, à partir d'un micro-réseau.
 - Distribution pilote à quelques collectivités regroupant habitat – infrastructures collectives (hôpitaux, écoles, etc..) et entreprises artisanales, et génération associée d'électricité pour mini réseaux électriques isolés.
 - Amorçage de la distribution à SAN PEDRO en avitaillant quelques clients gros consommateurs d'énergie, - de fuel, de chaleur, de froid - ce qui permettrait d'évaluer le marché du Gaz dans cette ville et de préparer le possible projet d'un gazoduc jusqu'à elle.

9. Activités à réaliser :

- Délimitation de la zone pilote
- Etude d'ingénierie, étude d'impact environnemental et social
- Construction des installations : livraison du gaz, station de compression, déchargement, stockage et conditionnement du gaz
- Achat des équipements de transport du gaz comprimé

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 2012: Projet Pilote : Etudes (faisabilité technico-économiques, ingénierie, impact environnemental et social), approvisionnement en matériel et équipement, travaux et mise en service
- 2013 : Distribution pilote à quelques collectivités regroupant habitat – infrastructures collectives (hôpitaux, écoles, etc..) et entreprises artisanales, et génération associée d'électricité pour mini réseaux électriques isolés et Amorçage de la distribution à San Pedro

11. Période d'exécution : court terme (2012 : 8 mois)

12. Maître d'ouvrage : PETROCI

13. Maître d'œuvre : Bureaux d'études privés

14. Partenaires : à identifier

15. Coûts prévisionnels : 5 000 millions F CFA

- Etude : 150 millions F CFA soit 3% du budget
- Equipement : 2 500 millions F CFA soit 50% du budget
- Travaux : 2 350 millions F CFA soit 47% du budget

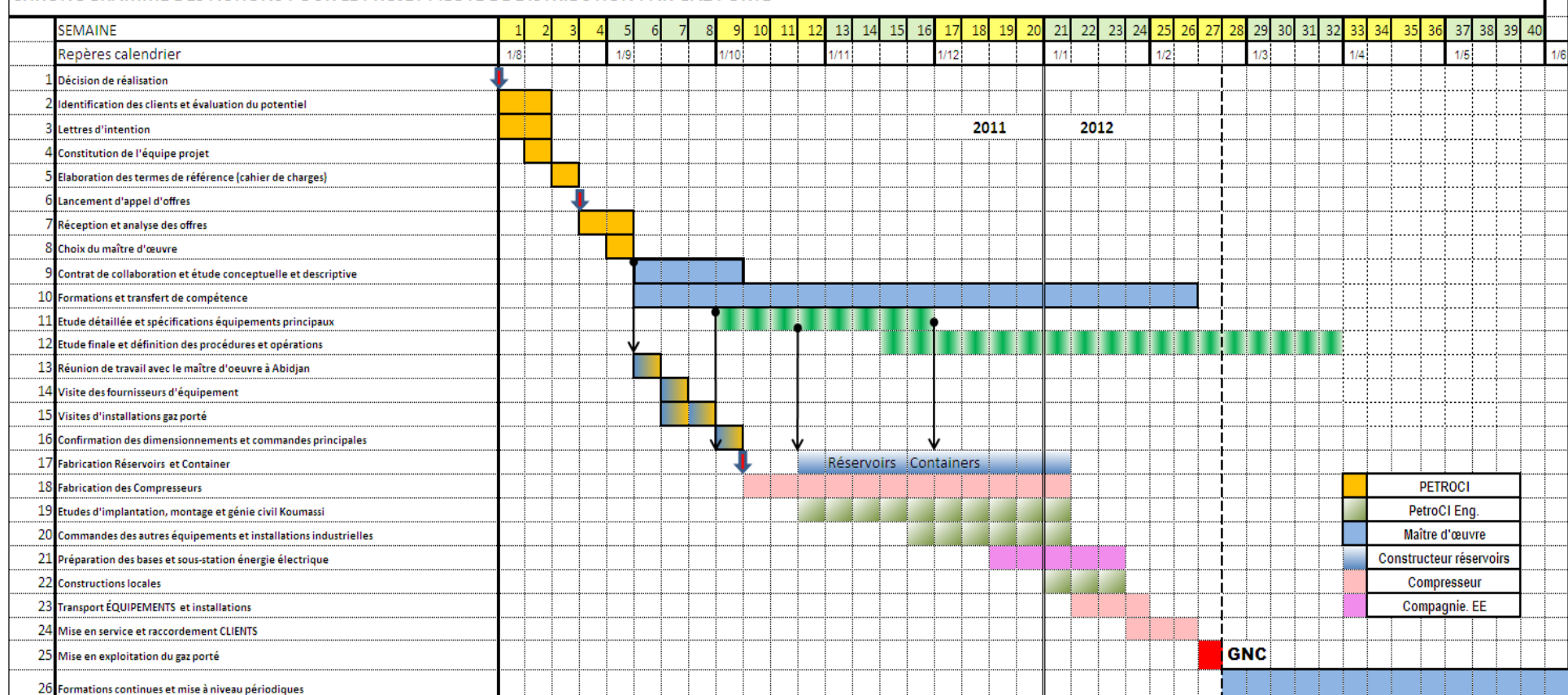
16. Contributions souhaitées : Etat CI : 100 %

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les ODM/Environnement : Etudes à réaliser

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer

CHRONOGRAMME DES ACTIONS POUR LE PROJET PILOTE DE DISTRIBUTION PAR GAZ PORTE



Fiche n° 26

Projet	EXTENSION DU RESEAU DE DISTRIBUTION A LA ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON
Code action	HC_UPST/GN/CT_6

1. Orientation : Faire de la Côte d'Ivoire le Hub sous régional de l'énergie

2. Objectif : Sécuriser l'approvisionnement du marché national en gaz naturel

3. Description de la situation : Ce projet consiste à la mise en place des infrastructures d'un réseau de distribution de gaz naturel en vue d'approvisionner la zone industrielle de Yopougon

4. Coût des risques (faiblesses) :

Internes : Prix cession gaz naturel

Externes : Rupture d'approvisionnement en gaz naturel

5. Contraintes liées au projet :

CONTRAINTES ADMINISTRATIVES

- Déviation de la nouvelle route de St-Pierre sur recommandation de l'AGEROUTE (longueur additionnelle qui a entraîné des travaux supplémentaires)
- Attente de l'autorisation et des recommandations de l'AGEROUTE pour le passage de la canalisation sur le 3^{ème} pont (depuis juin 2011)
- Procédures des commandes du by-pass et de l'unité de dégazolinage retardées du fait de la crise postélectorale (délais de disponibilité du réseau repoussés)

CONTRAINTES TECHNIQUES

- Terrain acquis pour la construction du poste source difficile (caniveau d'eau usée naturel en plein milieu entraînant une modification de l'espace)

6. Bénéficiaires : Etat de Côte d'Ivoire, marché local (secteurs industriel)

7. Actions antérieures ou en cours :

INFRASTRUCTURES	DETAILS	NIVEAU D'EXECUTION
Poste source	<ul style="list-style-type: none"> • Unité de traitement de gaz naturel • Un système de supervision • Un bâtiment technique et administratif • Un atelier et un magasin • Un hangar de stockage • Des dispositifs de sécurité (paratonnerre, système incendie, etc....) • Raccordements à FOXTROT et AFREN 	5%
Réseau de distribution de gaz naturel	<ul style="list-style-type: none"> • Canalisations enterrées • Dispositifs de sécurité (vannes, protection cathodique, etc..) • Raccordement des clients • Télé-exploitation (fibre optique, supervision) 	90%

8. Stratégies de mise en œuvre : Démarcher plusieurs prospects dans les zones d'extension et proposer un préfinancement PETROCI pour la conversion de leurs unités.

9. Activités à réaliser :

- Acquisition de station de traitement de gaz
- Aménagement et agencement du poste source
- Travaux de construction du réseau
- Poste de livraison CIE du poste source
- Essais, contrôle et mise en gaz du réseau

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

Septembre 2011 : Fin des travaux du réseau

4^{ème} trimestre 2011 : Prévision 1^{ère} fourniture des clients: courant

Juillet 2012 : Fin des travaux du poste source:

11. Période d'exécution : court terme

12. Maître d'ouvrage : PETROCI

13. Maître d'œuvre : PETROCI

14. Partenaires : à identifier

15. Coûts prévisionnels : 3 700 millions F CFA

16. Contributions souhaitées : Etat CI (PETROCI) : 100 %

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les ODM/Environnement : Possibilité de déplacement des populations et diminution d'émission des gaz à effet de serre.

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer

Fiche no 27

Projet	EXTENSION DU RESEAU DE DISTRIBUTION A LA ZONE INDUSTRIELLE DE KOUMASSI
Code action	HC_UPST/GN/CT_7

1. **Orientation** : Faire de la Côte d'Ivoire le Hub sous régional de l'énergie
2. **Objectif** : Sécuriser l'approvisionnement du marché national en gaz naturel
3. **Description de la situation** : Densification des réseaux de distribution de gaz naturel
4. **Coût des risques (faiblesses)** :
Internes : Prix cession gaz naturel
Externes : Rupture d'approvisionnement en gaz naturel
5. **Contraintes liées au projet** : Indisponibilité du gaz naturel, prix cession gaz naturel,
6. **Bénéficiaires** : Etat de Côte d'Ivoire, marché local (secteurs industriel, tertiaire et domestique)
7. **Actions antérieures ou en cours** : Réseaux de distribution en service et Etudes d'ingénierie des travaux d'extension des réseaux
8. **Stratégies de mise en œuvre** : Démarcher plusieurs prospects dans les zones d'extension et proposer un préfinancement PETROCI pour la conversion de leurs unités.
9. **Activités à réaliser** : Etude d'ingénierie, approvisionnement en matériel et équipements, étude d'impact environnemental et social, travaux et mise en service
10. **Marqueurs de progrès (indicateur)** : A déterminer
11. **Période d'exécution** : 2013
12. **Maître d'ouvrage** : PETROCI & Partenaires Privés
13. **Maître d'œuvre** : PETROCI & Partenaires Privés
14. **Partenaires** : non identifiés
15. **Coûts prévisionnels** : 5 000 millions F CFA
Etude : 500 millions F CFA
Equipement : 2 250 millions F CFA
Travaux : 2 250 millions F CFA
16. **Contributions souhaitées** : à préciser
17. **Gains attendus** : à déterminer
18. **Impact sur les ODM/Environnement** : Possibilité de déplacement des populations et diminution d'émission des gaz à effet de serre.
19. **Financement des charges récurrentes** : à déterminer

Fiche No 28

Projet	PROJET PILOTE DE DISTRIBUTION DANS LE RESIDENTIEL ET TERTIAIRE
Code action	HC_UPST/GN/CT_8

1. **Orientation** : Faire de la Côte d'Ivoire le Hub sous régional de l'énergie
2. **Objectif** : Substitution du GPL dans le secteur résidentiel et tertiaire à Abidjan afin de le libérer pour l'intérieur du pays
3. **Description de la situation** :
 - Existence de réseaux de distribution pour l'approvisionnement des zones industrielles d'Abidjan (Marcory, Vridi, Treichville, Yopougon) : 18 Km réalisés et 15 km en construction.
 - Le gaz naturel moins onéreux et non subventionné viendrait en substitution au GPL subventionné dans les quartiers bien structurés.
4. **Coût des risques (faiblesses)** : préciser hypothèses et calculs
Internes : Prix cession gaz naturel
Externes : Rupture d'approvisionnement en gaz naturel
5. **Contraintes liées au projet** :
 - Elaboration et adoption d'un cadre réglementaire, institutionnel et législatif pour le transport et la distribution du gaz naturel
 - Vulgarisation de la culture gazière.
6. **Bénéficiaires** : Etat de Côte d'Ivoire, secteurs résidentiel et tertiaire
7. **Stratégies de mise en œuvre** :
 - Projet pilote de distribution en zone 4 & Treichville
 - Etablissement de partenariats avec les opérateurs immobiliers
 - Promotion des équipements gaz naturel
8. **Activités à réaliser** : Délimitation de la zone pilote, étude d'ingénierie, étude d'impact environnemental et social, approvisionnement en matériel et équipements, travaux et mise en service
9. **Marqueurs de progrès (indicateur)** :
2012: Etudes de faisabilité technico-économiques & études d'ingénierie
2013 : Etudes d'impact environnemental et social et approvisionnement en matériel et équipement
2015 : Travaux et mise en service
10. **Période d'exécution** : court terme
11. **Maître d'ouvrage** : PETROCI
12. **Maître d'œuvre** : PETROCI & Bureaux d'études privées

13. Partenaires : PETROCI & Bureaux d'études privées à identifier

14. Coûts prévisionnels : 15 000 millions F CFA

Etude : 450 millions FCFA

Equipement : 7 500 millions F CFA

Travaux : 7 050 millions F CFA

15. Contributions souhaitées : à déterminer après l'étude de faisabilité

16. Contributions souhaitées : à préciser

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les ODM/Environnement : Possibilité de déplacement des populations et diminution d'émission des gaz à effet de serre.

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer

Fiche No 29

Projet	INSTALLATION D'UNE UNITE A GRANDE CAPACITE DE TRAITEMENT DE GAZ NATUREL ET D'EXTRACTION DE GPL
Code action	HC_UPST/GN/CT_9

1. **Orientation** : Faire de la Côte d'Ivoire le Hub sous régional de l'énergie
2. **Objectif** : Assurer la qualité du gaz naturel distribué et maximiser la production nationale de GPL
3. **Description de la situation** : Les flux de gaz naturel transporté dans les canalisations qui traverse la péninsule de Jacquerville font l'objet d'un traitement sommaire sur plateforme, seuls les flux d'AFREN et de CNR font l'objet d'un traitement approprié après leur passage dans l'unité de LION-GPL où leurs teneurs en gaz acide (CO₂) et en eau (H₂O) et en hydrocarbures liquides (Condensat et GPL) sont renvoyés à des niveaux acceptables. Le gaz naturel issu du champ Foxtrot n'est jusqu'à présent pas soumis à ce niveau de traitement de sorte que PETROCI ait été contraint d'installer une mini unité de traitement à l'amont de son réseau de distribution.
4. **Coût des risques (faiblesses)** :
Internes : Corrosion accéléré des infrastructures de transport, manque de fiabilité du comptage et donc de la facturation.
Externes : Faible protection des biens et des personnes installés à proximité des canalisations de transport.
5. **Contraintes liées au projet** : Elaboration d'un cadre réglementaire approprié.
6. **Bénéficiaires** : Etat de Côte d'Ivoire et consommateurs, arché local (production d'électricité, usage industriel et usage domestique)
7. **Actions antérieures ou en cours** : Elaboration des textes législatifs et réglementaires
8. **Stratégies de mise en œuvre** : Mise en œuvre du nouveau cadre réglementaire contraignant les producteurs à traiter leur gaz aux spécifications réglementaire avant injection dans les canalisations de transport.
9. **Activités à réaliser** : Etudes, approvisionnement en matériel et équipements, étude d'impact environnemental et social, travaux et mise en service
10. **Marqueurs de progrès (indicateur)** :
2012: Etudes de faisabilité technico-économiques & études d'ingénierie Etudes d'impact environnemental et social
2013 : Approvisionnement en matériel et équipements, travaux et mise en service
11. **Période d'exécution** : court terme
12. **Maître d'ouvrage** : PETROCI & partenaires
13. **Maître d'œuvre** : Bureau d'études privé

14. Partenaires : A identifier

15. Coûts prévisionnels : 10 000 millions F CFA

Etude : 300 millions F CFA

Equipement : 5 000 millions F CFA

Travaux : 4 700 millions F CFA

16. Contributions souhaitées : à préciser

17. Gains attendus : à déterminer après l'étude de faisabilité

18. Impact sur les ODM/Environnement : Possibilité de déplacement des populations et diminution d'émission des gaz à effet de serre.

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer

**FICHES PROJET RELATIVES
AU DOMAINE D'ACTIVITE STRATEGIQUE NO 2 :
MIDSTREAM**

Fiche n° 30

Projet	STATION DE DEBALLASTAGE
Code action	HC_MSTR/LOG/CT_1

1. Orientation

Faire de la Côte d'Ivoire le centre d'approvisionnement en produits raffinés de la sous région (le Hub d'Afrique Occidentale et Centrale) en matière de :

- Lutte contre la pollution marine et lagunaire
- Traitement des dégazages et slops des navires
- Traitement des eaux usées des unités industrielles

2. Objectif

- Recevoir et traiter les ballasts des navires pour la protection de l'environnement
- Recevoir et traiter les eaux usées des unités industrielles

3. Contexte

- Déversement des ballasts et des slops des navires en mer et en lagune
- Dégazage des navires en mer et en lagune
- Rejet des eaux usées des unités industrielles dans la lagune

4. Coût des risques (faiblesses) : préciser hypothèses et calculs

Internes : risques économiques, sociaux et environnementaux élevés

Externes : risques économiques, sociaux et environnementaux élevés

Métier :

5. Contraintes liées au projet : Finalisation de l'acquisition du site**6. Bénéficiaires : Côte d'Ivoire et Golfe de Guinée, raffineries, industries de la zone portuaire, le Port, tous les navires transitant dans le port****7. Actions antérieures ou en cours : Présentation du projet****8. Stratégies de mise en œuvre :**

- Créer une entité autonome
- Créer une entité autonome dans laquelle le PAA

9. Activités à réaliser :

- Réaliser l'étude de faisabilité technico-économique
- Faire la promotion du projet à des partenaires (PAA, SIR, Gestoci,...)
- Sélection de l'EPC (Engineering, Procurement, Construction)

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 2011 : Réalisation de l'étude de faisabilité technico-économique
- 2012: 100% Etudes d'ingénierie, 100% préparation du site (nettoyage, terrassement,...) 50% fourniture et 30% construction
- 2013 :100% fourniture, 100% construction et mise en exploitation

- 2014 : mise en exploitation

11. Période d'exécution : court terme

12. Maître d'ouvrage : PETROCI et Associés

13. Maître d'œuvre : A Sélectionner

14. Partenaires : PAA, SIR, GESTOCI

15. Coûts prévisionnels : l'étude de faisabilité du projet n'a pas encore été réalisée. Le coût prévisionnel du projet pourra être évalué dans les travaux d'ingénierie du Terminal de Stockage.

16. Contributions souhaitées

Etat CI : Facilitateur pour l'acquisition du terrain de 300 Ha, et mise en place de décret exigeant le traitement des slops, des dégazages, des eaux usées dans l'unité avant le déversement dans la mer et la lagune

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les ODM/Environnement : Les informations seront disponibles à la fin des Etudes d'Impact Environnemental et Sociales qui sont en cours

19. Financement des charges récurrentes

- En phase d'études : par PETROCI/SIR/GESTOCI/PAA
- En phase de réalisation : Société Projet

Fiche n° 31

Projet	TERMINAL DE STOCKAGE 1^{ère} tranche : 1 100 000 Tonnes
Code action	HC_MSTR/LOG/CT_2

1. Orientation

Faire de la Côte d'Ivoire le centre d'approvisionnement en produits raffinés de la sous région (le Hub d'Afrique Occidentale et Centrale) :

- Stockage stratégique pour la côte d'Ivoire et la sous région
- Centre d'approvisionnement national et sous régional
- Sécurisation d'un approvisionnement à moindre coût
- Sécurisation des infrastructures logistiques pétrolières et portuaires

2. Objectif

- Recevoir, stocker et réexporter tous les pétroles bruts produits en Côte d'Ivoire et la plupart des bruts de la sous-région
- Accroître la capacité de stockage stratégique de tous les produits pétroliers et les bruts, y compris le butane
- Gérer des capacités de stockage stratégique pour la Côte d'Ivoire et les pays de l'hinterland
- Recevoir en importation des navires de grandes cargaisons dans le but de réduire le coût d'approvisionnement en produits raffinés des pays de la sous région et de l'hinterland par le biais des Appontements et des pipelines

Ce terminal permettra de faire d'Abidjan le centre de stockage et d'approvisionnement de l'Afrique de l'ouest et centrale en produits pétroliers et pétrochimiques ainsi que le centre de cotation africaine des produits pétroliers: FOB Abidjan / CIF West Africa.

3. Description de la situation du marché sous régional

- Croissance de la demande en produits raffinés : 4 % par an
- Importation de plus de 26 millions Tonnes de produits raffinés en 2009
- Prévisions d'importation à l'horizon 2031 atteindront 74 millions Tonnes
- Croissance de la production de pétrole brut au-delà de 6 millions bbls/j
- Insuffisance d'infrastructures logistique entraînant l'augmentation des coûts d'approvisionnement

4. Coût des risques (faiblesses) :

- Internes : risques économiques, sociaux et environnementaux élevés
- Externes : Compétition sous régionale et internationale

5. Contraintes liées au projet :

- Finalisation de l'acquisition du site
- Révision de la structure des prix

6. Bénéficiaires : Côte d'Ivoire et les pays de la sous région (Afrique de l'ouest et centrale), Raffineries, Traders, Producteurs de pétroles bruts et les pays de la sous région

7. Actions antérieures ou en cours :

- Etudes de rentabilité réalisée par AXENS (France) : Oct. 2010
- Etudes d'Impact Environnemental et Sociales: En cours

8. Stratégies de mise en œuvre :

- ✓ Phase 1: 500 000 TM (Produits finis)
- ✓ Phase 2: 1 100 000 TM (Produits finis + Pétroles bruts)

9. Activités à réaliser :

- Finalisation des EIES
- Actualisation des études de faisabilité technico-économique
- Promotion du projet des partenaires (pays sous région et partenaires stratégiques divers)
- Sélection de l'EPC (Engineering, Procurement, Construction)

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 2011 : Actualisation des études de faisabilité technico-économique
- 2012: 100% Etudes d'ingénierie, 100% préparation du site (nettoyage, terrassement,...) 50% fourniture et 20% construction
- 2013 : 100% fourniture, 70% construction et mise en exploitation de la première tranche de 500 000 TM
- 2014 : 100% Construction et mise en exploitation de la seconde tranche de 600 000 TM

11. Période d'exécution :

- 2011 à 2013 : 1^{ère} Tranche (500 000 TM)
- 2013 à 2014 : 2^{ème} Tranche (Extension à 1 100 000 TM)

12. Maître d'ouvrage : PETROCI et Associés

13. Maître d'œuvre : A Sélectionner

14. Partenaires : Pays de la sous région et autres partenaires stratégiques

15. Coûts prévisionnels : 183 050 millions F CFA

- 2011 à 2013 : 1^{ère} Tranche (500 000 TM)
Etude d'ingénierie : 7 100 millions F CFA (14.2 millions USD)
Equipement et autres coûts : 175 950 millions F CFA (351.9 millions USD)
- 2013 à 2014 : 2^{ème} Tranche (Extension à 1 10 000 TM)
Etude d'ingénierie : 6 900 millions F CFA (13,8 millions USD)
Equipement et autres coûts : 173 600 millions F CFA (347,2 millions USD)

16. Contributions souhaitées

- Etat CI : Facilitateur pour l'acquisition du terrain de 300 Ha

- Institutionnels : Conventions avec les Etats partenaires
- Privés locaux (sous région) : Majoritaires
- Privés extérieurs : Minoritaires

17. **Gains attendus** : en cours de révision

18. **Impact sur les ODM/Environnement** : Les informations seront disponibles à la fin des Etudes d'Impact Environnemental et Sociales qui sont en cours

19. **Financement des charges récurrentes** : montant en cours de révision

- En phase d'études : par PETROCI/SIR/GESTOCI/SMB
- En phase de réalisation : Société Projet

Projet	CONSTRUCTION SPHERE, CENTRE EMPLISSEUR ET LIGNE 12" BUTANE
Code action	HC_MSTR/LOG/CT_4

1. **Orientation :** Maîtriser la demande nationale et du marché de l'hinterland en matière de consommation de produits pétroliers. (Disponibilité du gaz butane et accessibilité des populations à ce produit)

2. Objectifs

- Maîtrise de l'importation du butane
 - Augmenter la capacité de stockage en butane de 2 300 TM à 6 300 TM puis à 10 300 TM à terme
 - Réduire le temps de séjour des butaniers à quai par la ligne 12" en lieu et place de la 6" existante
 - Augmenter de façon significative la capacité d'emplissage des bouteilles de gaz butane.
 - Soutenir la politique de butanisation amorcée par PETROCI depuis 1993

3. Description de la situation

Il s'agit de la construction d'une sphère aérienne GPL de capacité 4000 TM, d'un Centre Emplisseur de cadence de production 300 t/j avec deux (2) postes de chargement vrac et d'une ligne de chargement de 12" reliant les quais et les sphères de stockage PETROCI afin de faire face à:

- L'augmentation de la demande en gaz butane
- La pénurie dans l'approvisionnement en gaz butane
- L'insuffisance en capacité de stockage
- Au déficit en infrastructures d'emplissage.

4. Coûts des faiblesses : à déterminer

5. Contraintes liées au projet : Acquisition d'une partie du terrain auprès du PAA

6. Bénéficiaires : Population ivoirienne ; Marché national et sous régional

7. Actions antérieures ou en cours

Contrat clé en main de Friedlander, pour la construction d'une sphère 4000 TM et d'un centre emplisseur le 15 septembre 2010

Etudes Techniques (APS et APD) achevées :

- Sphère et centre emplisseur: Friedlander en Décembre 2010
- Ligne butane 12": Afric Engineering Novembre 2010

Appel d'offre et attribution du marché fournitures « ligne butane 12" »:

- TC Afrique en Janvier 2011:

Démarrage des travaux « Sphère et centre emplisseur »: Friedlander en Février 2011

Démarrage des travaux « ligne butane 12" »: SCTII en juin 2011

Fourniture de 90% des tuyauteries 12" par TC Afrique

8. Stratégies de mise en œuvre : à déterminer

9. Activités à réaliser

- Fin de fourniture tuyauterie TC AFRIQUE et Travaux ligne 12 pouce butane
- Travaux de préparation du site
- Lot 1 : stockage
- Lot 2 : extension centre emplisseur
- Lot 3 : sécurité
- Lot 4 : voiries et bâtiments

10. Marqueurs de progrès (indicateurs)

- Taux d'avancement technique
- Taux de réalisation du budget alloué
- Janvier 2013: Mise en service

11. Période d'exécution : court terme

- Sphère & Centre emplisseur : 24
- Transformation de la ligne 12'' Kérosène en ligne butane : 8

12. Maître d'ouvrage : PETROCI

13. Maître d'œuvre : Friedlander pour la construction d'une sphère 4000 TM et d'un centre emplisseur et SCTII pour la ligne butane 12''.

14. Partenaires : PETROCI, Friedlander, SCTII et TC AFRIQUE

15. Coûts prévisionnels : 29 100 millions F CFA

- Sphères et centre emplisseur : 27 800 millions F CFA (HT)
- Transformation ligne 12'' Kérosène en ligne butane : 1 300 millions F CFA

16. Contributions souhaitées : Etat CI (PETROCI) : 100 %

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les ODM/Environnement : à déterminer

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer

Fiche n° 33

Projet	PIPELINE A L'HINTERLAND : BOUAKE – FERKESSEDOUGOU
Code action	HC_MSTR/LOG/CT_5

1. **Orientation** : Maîtriser la demande nationale et du marché de l'hinterland en matière de consommation de produits pétroliers.

2. Objectifs

- Favoriser une meilleure distribution des produits pétroliers sur le territoire national et vers l'hinterland;
- Augmenter le volume d'hydrocarbures actuellement transporté;
- Sécuriser et augmenter la flexibilité de l'approvisionnement des stocks de sécurité sur Ferkessedougou
- Désengorger le dépôt de Bouaké
- Réduire les coûts de transport des hydrocarbures;
- Repositionner la Côte d'Ivoire sur le plan sous régional pour assurer un approvisionnement plus stable et sécurisé des besoins croissants en hydrocarbures
- Améliorer la sécurité des réseaux routier et ferroviaire ivoirien en réduisant considérablement le flux de transport par camion citernes avec les risques que cela comporte;
- Atténuer les pollutions atmosphérique et sonore dues à la circulation sur les routes;
- Transférer la zone d'approvisionnement à l'export par camion à Ferkessedougou;
- Constituer un des maillons d'un réseau de transport par pipeline, avec des extensions envisageables (sur le nord pour le Burkina Faso et le Mali, sur l'Ouest pour le marché national vers la Guinée).

3. Description de la situation :

- Fin de la première phase du projet de pipeline s'arrête à Bouaké
- Insuffisance de capacités de volumes d'hydrocarbures transportés
- Mauvaise répartition des volumes de consommation
- Pénurie de carburant dans des stations stations-services du fait des faibles quantités transportées
- Rupture de l'approvisionnement des stocks de sécurité
- Dégradation du réseau routier et ferroviaire et les risques d'accident attachés
- Fraude généralisée liée au détournement des cargaisons par le transport routier (environ 15 Milliards F/an de perte fiscale)

4. Risques

- Difficultés au niveau des Approbations Administratives (Diligence)
- Demandes des populations relatives aux Mesures d'Accompagnement
- L'état de la route ne facilitant pas les Missions

5. **Contraintes liées au projet** : à préciser

6. **Bénéficiaires** : Population Ivoirienne et pays de l'hinterland, consommateurs de produits pétroliers

7. **Actions antérieures ou en cours** : Etude technique à réaliser.

8. Stratégies : à préciser

9. Activités à réaliser

- Mise en place de l'équipe projet
- Sélection du cabinet d'ingénierie
- Etude de projet
- Sélection par AO des cabinets pour la réalisation des études de danger et EIES
- Etudes de danger et EIES
- Validation de l'EIES

10. Marqueurs de progrès (indicateurs) : 2014 - 2016 : Travaux de construction pipe Bouaké – Ferkessédougou.

11. Période d'exécution : 2014-2016

12. Maître d'ouvrage : PETROCI

13. Maître d'œuvre : GESTOCI

14. Partenaires : A déterminer

15. Coûts prévisionnels (hors produits) : 90 000 millions F CFA (Longueur du pipe Bouaké – Ferkessédougou) : 300 km

- Etudes (12%) : 10 800 millions F CFA
- Travaux (48%) : 43 200 millions F CFA
- Fournitures (40%) : 36 000 millions F CFA

16. Contributions souhaitées : à déterminer.

17. Gains attendus : à préciser

18. Impact sur les ODM/Environnement

- Garantir l'approvisionnement en produits pétroliers dans le respect des normes de sécurité et de la préservation de l'environnement (gaz d'échappement des camions) ;
- Sauvegarder le patrimoine forestier de la Côte d'Ivoire en favorisant l'utilisation du gaz butane à travers tout le pays.

19. Financement des charges récurrentes : à préciser

Projet	MUTUALISATION DES MOYENS DE LUTTE CONTRE INCENDIE
Code action	HC_MSTR/LOG/MT_1

1. Orientation

L'objectif de faire de la Côte d'Ivoire le centre d'approvisionnement en produits raffinés de la sous région (le Hub d'Afrique Occidentale et Centrale) implique la sécurisation des infrastructures logistiques pétrolières et portuaires et la sécurisation de la zone industrielle de Vridi et du domaine portuaire. Il s'agit de construire un réseau d'eau incendie et un centre polyvalent de prévention et d'intervention.

2. Objectif

- Garantir à tous les sites de PETROCI de la zone industrielle de Vridi, à la SIR et à la GESTOCI une alimentation en eau incendie, inépuisable et immédiatement disponible à partir du canal.
- Etendre à terme ce réseau à toute la zone industrielle de VRIDI
- Disposer d'eau de refroidissement de lutte contre incendie en cas de sinistre grave

3. Contexte

- Non disponibilité d'eau dans les réseaux incendie
- manque de mutualisation des moyens de lutte contre les sinistres dans la zone de Vridi

4. Coût des risques (faiblesses) : préciser hypothèses et calculs

Internes : Risque de destruction par incendie des installations des entreprises situées dans le domaine portuaire (PAA, PETROCI, SIR, SMB, Lion GPL, ...).

Risques économiques, sociaux et environnementaux élevés

5. Contraintes liées au projet : Adhésion de toutes les entreprises du domaine portuaire

6. Bénéficiaires : Toutes les entreprises du domaine portuaire, l'Etat de Côte d'Ivoire, toutes les entreprises du domaine portuaire

7. Actions antérieures ou en cours :

- Etude détaillée pour la sécurisation des sites PETROCI achevée
- Le marché de fournitures attribué
- Facture d'acompte pour achats de fournitures transmise

8. Stratégies de mise en œuvre :

- Phase 1: Sécurisation des sites de PETROCI à Vridi
- Phase 2: Sécurisation de l'ensemble des sites de la zone industrielle de Vridi
- Phase 3: Extension du réseau vers la commune de Treichville

9. Activités à réaliser :

Construction du réseau suivant les différentes phases ci-dessus :

- Un Réseau incendie de 18 pouces en résine polyester renforcée à la fibre de verre avec un débit maxi de 1500 m³/h à 15 bar
- 3 groupes motopompes de 500 m³/h chacun à 15 bar
- 1 groupe électropompe de 500 m³/h à 15 bar
- 2 groupes jockey de 20 m³/h chacune

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- Phase 1: PV de réception des travaux
- Phase 2: PV de réception des travaux
- Phase 3: PV de réception des travaux

11. Période d'exécution : court + moyen terme

- Phase 1: 2011-2012
- Phase 2: 2013-2014
- Phase 3: 2016-2017

12. Maître d'ouvrage : PETROCI et Associés

13. Maître d'œuvre : PARLYM

14. Partenaires : PAA, SIR, GESTOCI, PETROCI, Assistance : Office National de la Protection Civile, Groupement des Sapeurs Pompiers Militaires

15. Coûts prévisionnels : 7 000 millions F CFA

- Phase 1 : 7 000 millions F CFA
- Phase 2 et 3 : à préciser par les études

16. Contributions souhaitées

- Etat CI : Obtention des différentes exonérations relatives à la TVA, aux droits de Douanes, etc.
- Institutionnels : Conventions pour obtention de crédits de financement à taux réduit
- Privés locaux: Conventions avec les entreprises de la zone industrielle
- Privés extérieurs : à déterminer

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les ODM/Environnement : Attente des Etudes d'Impact Environnemental et Sociales

19. Financement des charges récurrentes

- En phase d'études : par PETROCI
- En phase de réalisation : Société Projet

Projet	TERMINAL DE STOCKAGE 2^{ème} Tranche : Extension à 2 000 000 Tonnes
Code action	HC_MSTR/LOG/MT_2

1. Orientation

Faire de la Côte d'Ivoire le centre d'approvisionnement en produits raffinés de la sous région (le Hub d'Afrique Occidentale et Centrale) :

- Stockage stratégique pour la côte d'Ivoire et la sous région
- Centre d'approvisionnement national et sous régional
- Sécurisation d'un approvisionnement à moindre coût
- Sécurisation des infrastructures logistiques pétrolières et portuaires

2. Objectif

- Recevoir, stocker et réexporter tous les pétroles bruts produits en Côte d'Ivoire et la plupart des bruts de la sous-région
- Accroître la capacité de stockage stratégique de tous les produits pétroliers et les bruts, y compris le butane
- Gérer des capacités de stockage stratégique pour la Côte d'Ivoire et les pays de l'hinterland
- Recevoir en importation des navires de grandes cargaisons dans le but de réduire le coût d'approvisionnement en produits raffinés des pays de la sous région et de l'hinterland par le biais des Appontements et des pipelines

Ce terminal permettra de faire d'Abidjan le centre de stockage et d'approvisionnement de l'Afrique de l'ouest et centrale en produits pétroliers et pétrochimiques ainsi que le centre de cotation africaine des produits pétroliers: FOB Abidjan / CIF West Africa.

3. Description de la situation du marché sous régional

- Croissance de la demande en produits raffinés : 4% par an
- Importation de plus de 26 millions TM de produits raffinés en 2009
- Les prévisions d'importation à l'horizon 2031 atteindront 74 millions TM
- Croissance de la production de pétrole brut au-delà de 6 millions bbls/j
- Insuffisance d'infrastructures logistique entraînant l'augmentation des coûts d'approvisionnement

4. Coût des risques (faiblesses) :

- Internes : risques économiques, sociaux et environnementaux élevés
- Externes : Compétition sous régionale et internationale

5. Contraintes liées au projet : à préciser

6. Bénéficiaires : Côte d'Ivoire et les pays de la sous région (Afrique de l'ouest et centrale), Raffineries, Traders, Producteurs de pétroles bruts et les pays de la sous région

7. Actions antérieures ou en cours : Construction du terminal à 1 100 000 Tonnes

8. Stratégies de mise en œuvre :

- 2^{ème} étape: augmentation à 2 000 000 Tonnes
Produits finis + Pétroles bruts + GPL

9. **Activités à réaliser** : Sélection de l'EPC (Engineering, Procurement, Construction)

10. **Marqueurs de progrès (indicateur)** :

- 2016: 100% Etudes d'ingénierie, 100% préparation du site (nettoyage, terrassement,...) 50% fourniture et 20% construction
- 2017 :100% fourniture, 70% construction et mise en exploitation des stockages disponibles
- 2018 : 100% Construction et mise en exploitation de la totalité des stockages de la 2^{ème} phase (900 000 TM)

11. **Période d'exécution** : moyen terme

12. **Maître d'ouvrage** : PETROCI et Associés

13. **Maître d'œuvre** : A Sélectionner

14. **Partenaires** : Pays de la sous région et autres partenaires stratégiques

15. **Coûts prévisionnels** : 125 000 millions F CFA (250 millions USD)

- Etude d'ingénierie : en attente
- Equipement et autres coûts : en attente
- Fonctionnement : en attente

16. **Contributions souhaitées**

- Etat CI : Facilitateur
- Institutionnels : Financement
- Privés locaux (sous région) : Financement
- Privés extérieurs : Financement

17. **Gains attendus** : à déterminer

18. **Impact sur les ODM/Environnement** : Les informations seront disponibles à la fin des Etudes d'Impact Environnemental et Sociales qui sont en cours

19. **Financement des charges récurrentes**

- En phase d'études : Société Projet
- En phase de réalisation : Société Projet

Projet	AUGMENTATION DU STOCKAGE DU DEPOT D'ABIDJAN
Code action	HC_MSTR/LOG/MT_3

1. **Orientation** : Maîtriser la demande nationale et de l'hinterland en produits pétroliers.

2. Objectifs

- Approvisionner le marché national et les pays de l'hinterland ;
- Mettre en place les stocks de sécurité pour soixante jours de consommation de produits pétroliers ;
- Stocker les produits en provenance de la raffinerie ;
- Opérer du transit de produit en provenance de l'international ;
- Avitailler les navires

3. Description de la situation

- Demande de plus en plus croissante en Côte d'Ivoire et dans les pays de l'hinterland ;
- Nécessité de constituer des stocks de sécurité suffisants en tous produits à hauteur de la consommation ;
- Intensification des activités des traders au Port autonome d'Abidjan.

4. **Coût des risques (faiblesses)** : Menace de rupture d'approvisionnement du marché national et de l'hinterland.

5. **Contraintes liées au projet** : Indisponibilité de financement

6. Bénéficiaires

- L'Etat de Côte d'Ivoire ;
- Les pays de l'hinterland ;
- La corporation ;
- Les consommateurs.

7. Actions antérieures ou en cours

- Etude technique réalisée pour une partie du projet ;
- Construction de sphères de butane en cours ;
- Construction de pipe reliant le dépôt aux appontements en cours.

8. **Stratégie de mise en œuvre** : Agrandissement progressif des capacités en fonction de l'évolution du marché.

9. Activités à réaliser

- Etudes préalables ;
- Etudes d'avant projet ;
- Etudes techniques détaillées ;
- Recherche de financement ;
- Organisation des appels d'offres ;
- Passation des marchés ;
- Suivi et gestion du projet ;

10. Marqueurs de progrès (indicateurs)

- **Fin 2011** : Fin des travaux de construction d'une sphère Butane de 2 000 TM et des lignes reliant le dépôt aux appointements ;
- **2012 – 2013** : Construction de trois (03) réservoirs de 32000 m³ chacun (GO, SSP, JET A1), de deux (02) réservoirs de bitume de 500 TM chacun et d'une sphère Butane de 2 000 TM ;
- **2014 -2016** : Construction de quatre réservoirs de GO de 15 000 m³ chacun et d'une sphère Butane de 2 000 TM.

11. **Période d'exécution** : moyen terme

12. Maître d'ouvrage

- Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie ;
- Ministère de l'Economie et des Finances ;
- GESTOCI.

13. **Maître d'œuvre** : GESTOCI

14. Partenaires

- Institutions financières ;
- PETROCI ;
- Entreprises privées.

15. **Coûts prévisionnels (hors produits)** : 65 000 millions F CFA (130 millions USD / 99 millions euros)

16. **Contributions souhaitées** : A déterminer.

17. **Gains attendus** : à déterminer

18. Impact sur les ODM/Environnement

- Garantir l'approvisionnement en produits pétroliers dans le respect des normes de sécurité et de la préservation de l'environnement ;
- Sauvegarder le patrimoine forestier de la Côte d'Ivoire en favorisant l'utilisation du gaz butane à travers tout le pays.

19. **Financement des charges récurrentes** : à préciser

Fiche no 37

Projet	AUGMENTATION DU STOCKAGE DU DEPOT DE YAMOUSSOUKRO
Code action	HC_MSTR/LOG/MT_4

1. **Orientation** : Maîtriser la demande nationale en faisant face à la nouvelle zone de desserte du dépôt de Yamoussoukro et du marché de l'hinterland (en attendant la construction du dépôt de Ferkessédougou).

2. Objectifs

- Approvisionner le marché national et les pays de l'hinterland ;
- Mettre en place les stocks de sécurité pour soixante jours de consommation de produits pétroliers ;
- Stocker les produits en provenance de la raffinerie ;
- Opérer du transit de produit en provenance de l'international ;

3. Description de la situation

- Demande de plus en plus croissante en Côte d'Ivoire et dans les pays de l'hinterland ;
- Nécessité de constituer des stocks de sécurité suffisants en tous produits à hauteur de la consommation.

4. **Coût des risques (faiblesses)** : Menace de rupture d'approvisionnement du marché national et de l'hinterland.

5. **Contraintes liées au projet** : Indisponibilité de financement

6. Bénéficiaires

- Etat de Côte d'Ivoire ;
- pays de l'hinterland ;
- corporation ;
- consommateurs de produits pétroliers.

7. Actions antérieures ou en cours

- Etude technique réalisée pour une partie du projet ;
- Construction de réservoirs d'hydrocarbures en cours ;
- Construction de pipe reliant ce dépôt à celui d'Abidjan en cours.

8. Stratégie de mise en œuvre

- Construction de quatre (04) réservoirs d'hydrocarbures ;
- Construction de cinq (05) sphères de 4000 TM.

9. Activités à réaliser

- Etudes préalables ;
- Etudes d'avant projet ;
- Etudes techniques détaillées ;

- Recherche de financement ;
- Organisation des appels d'offres ;
- Passation des marchés ;
- Suivi et gestion du projet.

10. Marqueurs de progrès (indicateurs)

- **Juillet 2011 -Février 2013** : Travaux de construction réservoirs d'hydrocarbures liquides ;
- **2013 – 2015** : Construction de deux (02) sphères butane de 4000 TM chacune;
- **2015 -2017** : Construction de trois (03) sphères butane de 4000 TM chacune.

11. Période d'exécution : moyen terme

12. Maître d'ouvrage

- Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie ;
- Ministère de l'Economie et des Finances ;
- GESTOCI.

13. Maître d'œuvre : GESTOCI

14. Partenaires

- Institutions financières ;
- PETROCI ;
- Entreprises privées.

15. Coûts prévisionnels (hors produits): 53 000 millions F CFA (106 millions USD/81 millions euros)

16. Contributions souhaitées : A déterminer.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les ODM/Environnement

- Garantir l'approvisionnement en produits pétroliers dans le respect des normes de sécurité et de la préservation de l'environnement ;
- Sauvegarder le patrimoine forestier de la Côte d'Ivoire en favorisant l'utilisation du gaz butane à travers tout le pays.

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer

Projet	CONSTRUCTION DU DEPOT DE FERKESSEDOUGOU
Code action	HC_MSTR/LOG/MT_5

1. **Orientation** : Maîtriser la demande nationale en faisant face à la nouvelle zone de desserte du dépôt de Ferkessedougou et du marché de l'hinterland en matière de consommation de produits pétroliers.
2. **Objectifs**
 - Approvisionner le marché national et les pays de l'hinterland ;
 - Mettre en place les stocks de sécurité pour soixante jours de consommation de produits pétroliers ;
 - Stocker les produits en provenance de la raffinerie ;
 - Opérer du transit de produit en provenance de l'international ;
3. **Description de la situation**
 - Demande de plus en plus croissante en Côte d'Ivoire et dans les pays de l'hinterland ;
 - Nécessité de constituer des stocks de sécurité suffisants en tous produits à hauteur de la consommation.
4. **Coût des risques (faiblesses)** : Menace de rupture d'approvisionnement du marché national et de l'hinterland.
5. **Contraintes liées au projet** : Indisponibilité de financement
6. **Bénéficiaires**
 - Etat de Côte d'Ivoire ;
 - pays de l'hinterland ;
 - corporation ;
 - consommateurs de produits pétroliers.
7. **Actions antérieures ou en cours** : Etude technique à réaliser.
8. **Stratégie de mise en œuvre**
 - Construction de neuf (09) réservoirs d'hydrocarbures liquides;
 - Construction de cinq (05) sphères de 15 000 TM.
9. **Activités à réaliser**
 - Etudes préalables ;
 - Etudes d'avant projet ;
 - Etudes techniques détaillées ;
 - Recherche de financement ;
 - Organisation des appels d'offres ;
 - Passation des marchés ;
 - Suivi et gestion du projet.
10. **Marqueurs de progrès (indicateurs)**
 - **2014 - 2017** : Travaux de construction de neuf (09) réservoirs d'hydrocarbures liquides et trois (03) sphères butane de 4000 TM chacune;
 - **2017 – 2019** : Construction de deux (02) sphères butane de 2000 TM chacune et d'une (01) sphère de 1000 TM.

11. Période d'exécution : moyen terme

12. Maître d'ouvrage

- Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie ;
- Ministère de l'Economie et des Finances ;
- GESTOCI.

13. Maître d'œuvre : GESTOCI

14. Partenaires

- Institutions financières ;
- PETROCI ;
- Entreprises privées.

15. Coûts prévisionnels (hors produits): 57 500 millions F CFA (115 millions USD / 88 millions euros)

16. Gains attendus : à déterminer

17. Contributions souhaitées : à déterminer.

18. Impact sur les ODM/Environnement

- Garantir l'approvisionnement en produits pétroliers dans le respect des normes de sécurité et de la préservation de l'environnement ;
- Sauvegarder le patrimoine forestier de la Côte d'Ivoire en favorisant l'utilisation du gaz butane à travers tout le pays.

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer

Fiche no 39

Projet	CONSTRUCTION DU DEPOT DE SAN PEDRO
Code action	HC_MSTR/LOG/MT_6

2. **Orientation** : Maîtriser la demande nationale en et celle des en matière de consommation de produits pétroliers.

3. **Objectifs**

- Approvisionner le marché national et les pays limitrophes ouest de la Côte d'Ivoire;
- Mettre en place les stocks de sécurité pour soixante jours de consommation de produits pétroliers ;
- Stocker les produits en provenance de la raffinerie ;
- Opérer du transit de produit en provenance de l'international ;
- Avitailler les navires au Port Autonome de San Pedro.

4. **Description de la situation**

- Demande de plus en plus croissante en Côte d'Ivoire et dans les pays limitrophes ouest de la Côte d'Ivoire;
- Nécessité de constituer des stocks de sécurité suffisants en tous produits à hauteur de la consommation ;
- Projets Minier à l'ouest du Pays ;
- Intensification des activités au Port de San Pedro.

5. **Coût des risques (faiblesses)** : Menace de rupture d'approvisionnement du marché national.

6. **Contraintes liées au projet** : Indisponibilité de financement

7. **Bénéficiaires**

- Etat de Côte d'Ivoire ;
- pays de l'hinterland ;
- corporation ;
- consommateurs de produits pétroliers.

8. **Actions antérieures ou en cours** : Etude technique à réaliser.

9. **Stratégie de mise en œuvre**

- Construction de neuf (09) réservoirs d'hydrocarbures liquides et de deux (02) sphères butane de 4 000 tonnes chacune;
- Construction de trois réservoirs hydrocarbures liquides et d'une (01) sphère butane de 4 000 tonnes

10. **Activités à réaliser**

- Etudes préalables ;
- Etudes d'avant projet ;
- Etudes techniques détaillées ;
- Recherche de financement ;
- Organisation des appels d'offres ;
- Passation des marchés ;
- Suivi et gestion du projet.

11. Marqueurs de progrès (indicateurs)

- **2013 - 2015** : Construction de neuf (09) réservoirs d'hydrocarbures liquides et de deux (02) sphères butane de 4000 TM chacune;
- **2015 – 2017** : Construction de trois réservoirs hydrocarbures liquides et d'une (01) sphère butane de 4000 TM.

12. Période d'exécution : moyen terme

13. Maître d'ouvrage

- Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie ;
- Ministère de l'Economie et des Finances ;
- GESTOCI.

14. Maître d'œuvre : à déterminer

15. Partenaires

- Institutions financières ;
- PETROCI ;
- Entreprises privées.

16. Coûts prévisionnels (hors produits): 100 000 millions F CFA (200 millions USD /152.5 millions euros)

17. Contributions souhaitées : à déterminer.

18. Gains attendus : à déterminer

19. Impact sur les ODM/Environnement

- Garantir l'approvisionnement en produits pétroliers dans le respect des normes de sécurité et de la préservation de l'environnement ;
- Sauvegarder le patrimoine forestier de la Côte d'Ivoire en favorisant l'utilisation du gaz butane à travers tout le pays.

Financement des charges récurrentes : à déterminer

Fiche n° 40

Projet	Laboratoire d'Analyses des Produits Pétroliers
Code action	HC_MSTR/LOG/MT_7

1. **Orientation** pour un meilleur contrôle de la qualité des produits pétroliers sur le territoire ivoirien
2. **Objectif** Mettre à la disposition de l'industrie pétrolière du Downstream un laboratoire performant d'analyses et de contrôle de la qualité des produits pétroliers afin que soit respecté les normes requises pour chaque produit vendu en Côte d'Ivoire.
3. **Description de la situation** : Œuvre achevée et début de promotion
4. **Coûts des faiblesses** : à déterminer
5. **Contraintes liées au projet** Cout, temps et qualité des prestataires de service dans la réhabilitation du bâtiment, délai de livraison et installation des équipements, situation sociopolitique.
6. **Bénéficiaires** PETROCI ; Toutes les sociétés pétrolières, stations services, industries, douane, centres de recherche, universités
7. **Actions antérieures ou en cours** : Finalisation du projet et début de promotion
8. **Stratégies de mise en œuvre** : -
 - L'étude d'impact environnementale et social
 - L'acquisition et la réhabilitation du bâtiment devant abriter le laboratoire,
 - La conception et le choix des équipements du laboratoire
 - Le recrutement du personnel pour l'exploitation du laboratoire
9. **Activités à réaliser** : Promotion du laboratoire
10. **Marqueurs de progrès (indicateur)** :
 - 2008: Etude d'impact environnementale et sociale, acquisition d'un bâtiment acquis, étude et estimation, choix et commande des équipements
 - 2009: Commande et exécution des travaux d'aménagement et de réhabilitation
 - 2010: Reprise et correction des travaux d'aménagement et de réhabilitation, installation des équipements, embauche du personnel, tests de routine
11. **Période d'exécution** : court terme
12. **Maître d'ouvrage** : PETROCI HOLDING
13. **Maître d'œuvre** : PETROCI HOLDING
14. **Partenaires**

Les agents de la DCAR ont collecté les données auprès des sociétés telles que la SIR, SGS, INTERTEK et Q § Q en Cote d'Ivoire et auprès des structures internationales telles PETROTEST (Allemagne), NORMALAB (France), ISL-PAC (USA-France) en vue de confectionner les plans d'aménagement et le choix des équipements.

15. Coûts prévisionnels : 1 500 millions F CFA

- Bâtiment : 360 millions F CFA
- Equipement : 1 095 millions F CFA
- Autres : 45 millions F CFA

16. Contributions souhaitées : Etat CI (PETROCI) : 100 %

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les ODM/Environnement : à déterminer

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer

Fiche no 41

Projet	CONSTRUCTION DU PIPELINE DE GAZ BUTANE ABIDJAN – YAMOUSSOUKRO-FERKESSEDOUGOU
Code action	HC_MSTR/LOG/CT_8

1. **Orientation** : Maîtriser la demande nationale et du marché de l'hinterland en matière de consommation de butane et préserver la faune et la flore.
2. **Objectifs**
 - Approvisionner le marché national et les pays de l'hinterland ;
 - Mettre en place les stocks de sécurité pour soixante jours de consommation de produits pétroliers ;
 - Stocker les produits en provenance de la raffinerie ;
 - Opérer du transit de produit en provenance de l'international.
3. **Description de la situation**
 - Demande de plus en plus croissante en Côte d'Ivoire et dans les pays de l'hinterland ;
 - Nécessité de constituer des stocks de sécurité suffisants en butane à hauteur de la consommation.
4. **Coût des risques (faiblesses)** : Menace de rupture d'approvisionnement du marché national et de l'hinterland.
5. **Contraintes liées au projet** : Indisponibilité de financement
6. **Bénéficiaires**
 - L'Etat de Côte d'Ivoire ;
 - Les pays de l'hinterland ;
 - La corporation ;
 - Les consommateurs.
7. **Actions antérieures ou en cours** : Etude technique à réaliser
8. **Stratégie de mise en œuvre**
 - Construction du tronçon Abidjan – Yamoussoukro (environ 300 KM);
 - Construction du tronçon Yamoussoukro – Ferkessedougou (environ 375 KM).
9. **Activités à réaliser**
 - Etudes préalables ;
 - Etudes d'avant projet ;
 - Etudes techniques détaillées ;
 - Recherche de financement ;
 - Organisation des appels d'offres ;
 - Passation des marchés ;
 - Suivi et gestion du projet.
10. **Marqueurs de progrès (indicateurs)**
 - 2013 - 2015 : Travaux de construction du tronçon Abidjan – Yamoussoukro ;
 - 2015 – 2017 : Travaux de construction du tronçon Yamoussoukro – Ferkessedougou.
11. **Période d'exécution** : 2013-2017 (cf. planning ci-dessous)

12. Maître d'ouvrage

- Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie ;
- Ministère de l'Economie et des Finances ;
- GESTOCI.

13. Maître d'œuvre : GESTOCI

14. Partenaires

- Institutions financières ;
- PETROCI ;
- Entreprises privées.

15. Coûts prévisionnels : (hors produits): 250 000 000 USD / 190 500 000 EUROS / 125 milliards F CFA.

16. Contributions souhaitées : A déterminer.

17. Gains attendus : à redéfinir

18. Impact sur les ODM/Environnement

- Garantir l'approvisionnement en produits pétroliers dans le respect des normes de sécurité et de la préservation de l'environnement ;
- Sauvegarder le patrimoine forestier de la Côte d'Ivoire en favorisant l'utilisation du gaz butane à travers tout le pays.

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer

PLANNING D'EXECUTION DU PROJET EN PHASE ETUDE

[illegible]

Fiche n° 42

Projet	ADAPTATION RAFFINERIE POUR CARBURANTS AUX NORMES (HDS)
Code action	HC_MSTR/RAFF/CT_1

1. Orientation

La SIR devra être capable de fournir des produits qui respectent les exigences environnementales. Les spécifications des produits pétroliers seront de plus en plus strictes et évolueront vers AFRI V.

2. Objectif

Construire une unité de désulfuration de gazole et unités associées pour suivre l'évolution des spécifications des produits pétroliers.

3. Description de la situation

Les produits issus de la SIR respectent les spécifications AFRI II pour l'essence et AFRI III pour le gazole. Ces spécifications vont évoluer vers AFRI IV puis AFRI V qui seront plus sévères. Les unités de la SIR ne sont pas aujourd'hui capables de fournir des produits qui respectent ces normes.

4. Coût des risques (faiblesses) : préciser hypothèses et calculs

Internes : Dépenses de santé publique élevées (voir rapport « Le secteur de raffinage en Afrique subsaharienne »).

Externes : Impossibilité de vendre certains produits pétroliers sur le marché international.

Métier : Disparition de l'activité de raffinage en Côte d'Ivoire.

5. Contraintes liées au projet : Chronogramme de l'évolution des spécifications vers AFRI V (2017).**6. Bénéficiaires : Populations pour l'amélioration de la santé publique.****7. Actions antérieures ou en cours :**

- Plan stratégique SIR 2020
- Etudes de faisabilité d'une unité HDS

8. Stratégies de mise en œuvre :

- Elaborer le Process Design Package (PDP)
- Réaliser les études d'avant-projet détaillé (FEED)
- Réaliser les études de détails et commander les équipements longs délais (EP)
- Construire la nouvelle unité
- Rechercher le financement

9. Activités à réaliser :

- 2011/2012 : PDP et FEED
- 2013 : EPC
- 2014 : Début de construction

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 2011 : 100% PDP
- 2012 : 100% FEED
- 2013 : 100%EP
- 2014 : Début construction

11. Période d'exécution

- 2011 : Livre de procédé
- 2012 : Etudes d'Avant Projet Détaillé
- 2013 : Etudes de détails et commandes matériels long délai
- 2014 à 2016 : Construction de la nouvelle unité

12. Maître d'ouvrage : SIR**13. Maître d'œuvre : A désigner****14. Partenaires : Actionnaires****15. Coûts prévisionnels : 147 000 millions F CFA**

Etude : 17 000 millions F CFA

Equipement : 130 000 millions F CFA

16. Contributions souhaitées : à définir**17. Gains attendus : à déterminer****18. Impact sur les ODM/Environnement : Respect des exigences environnementales en matière de produits pétroliers ; amélioration de la santé publique.****19. Financement des charges récurrentes**

- Phases Etudes : SIR
- Phase réalisation : SIR / Etat de Côte d'Ivoire

Fiche n° 43

Projet	ACCROISSEMENT CONVERSION RAFFINERIE POUR PRODUIRE PLUS DE GASOIL
Code action	HC_MSTR/RAFF/MT_1

1. Orientation

La demande en gazole sera de plus en plus forte. Les raffineries rentables ont tendance à convertir le fond de baril en produits légers. La SIR devra satisfaire aux besoins en gazole en augmentant son niveau de conversion.

2. Objectif : Augmenter la capacité de l'hydrocraqueur et construire une nouvelle unité de conversion profonde.

3. Description de la situation : A l'horizon 2025, la production de la SIR ne suffira pas à couvrir les besoins en gazole au niveau national. De plus, la SIR ne converti pas tout le fond de baril en produits légers. Cette configuration a un impact négatif sur la rentabilité du site.

4. Coût des risques (faiblesses) : préciser hypothèses et calculs

Internes : Risque d'importation de gazole à l'horizon 2025.

Externes : Non satisfaction des besoins de l'hinterland

Métier : Disparition de l'activité de raffinage en Côte d'Ivoire.

5. Contraintes liées au projet : Evolution du besoin en gazole et marges de raffinage.

6. Bénéficiaires : Marché ivoirien et hinterland.

7. Actions antérieures ou en cours :

- Plan stratégique SIR 2020
- Etudes de faisabilité de l'augmentation de la capacité de l'hydrocraqueur

8. Stratégies de mise en œuvre :

- Réaliser les différentes études pour l'augmentation de la capacité de l'hydrocraqueur
- Réaliser les différentes études pour l'installation d'une unité de conversion profonde
- Rechercher le financement
- Construire la nouvelle unité et augmenter la capacité de l'hydrocraqueur

9. Activités à réaliser :

- 2013 : Etude d'Avant Projet Sommaire (APS) de l'augmentation de capacité de l'hydrocraqueur et de l'unité de conversion profonde (DAS : unité de désalphaltage).
- 2014 : APD de l'augmentation de capacité de l'hydrocraqueur et de l'unité de conversion profonde
- 2015 : Etudes de détails de l'augmentation de capacité de l'hydrocraqueur et de l'unité de conversion profonde
- 2016 : Construction de l'augmentation de capacité de l'hydrocraqueur et de l'unité de conversion profonde

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 2013 : 100% APS augmentation de capacité et unité conversion profonde
- 2014: 100% APD augmentation de capacité et conversion profonde
- 2015 : 100% EP augmentation de capacité et conversion profonde
- 2016 : Début construction augmentation de capacité et conversion profonde

11. Période d'exécution

2013/2014 : Etudes augmentation de capacité hydrocraqueur et unité de conversion profonde (DAS)

2015 : Etudes de détails augmentation de capacité hydrocraqueur et unité de conversion profonde

2016/2017 : Construction augmentation de capacité de l'hydrocraqueur et de la nouvelle unité de conversion profonde (DAS)

12. Maître d'ouvrage : SIR**13. Maître d'œuvre : A désigner****14. Partenaires : Actionnaires****15. Coûts prévisionnels :**

Etude : 17 Milliards F CFA

Equipement : 130 Milliards F CFA

16. Contributions souhaitées : à préciser**17. Gains attendus : à déterminer****18. Impact sur les ODM/Environnement : Carburants propres. Amélioration de la santé publique.****19. Financement des charges récurrentes**

Phases Etudes : SIR

Phase réalisation : SIR / Etat de Côte d'Ivoire

Fiche n° 44

Projet	ACCROISSEMENT CAPACITE SIR A 10 MILLIONS TONNES (Y COMPRIS PROJET STRUCTURANT SMB)
Code action	HC_MSTR/RAFF/LT_1

1. Orientation

Des études indiquent que le marché en produits pétroliers de l'Afrique de l'ouest atteindra environ 60 millions de tonnes par an à l'horizon 2030 pour une capacité de raffinage actuelle de l'ordre de 35 millions de tonnes. La SIR pourrait prendre un fort positionnement : répondre aux besoins des pays qui ne disposent pas de raffinerie et combler en partie les besoins de certains pays qui disposent actuellement de raffinerie.

2. Objectif

Augmenter la capacité de raffinage de la SIR de 4 millions de tonnes à 10 millions de tonnes pour satisfaire les besoins de certains pays à l'horizon 2030.

3. Description de la situation

La SIR a une capacité actuelle de 3.8 millions de tonnes de traitement de brut par an. Elle approvisionne le marché ivoirien et certains pays voisins (Mali, Burkina Faso, Niger). L'excédent de produit est exporté

Les études sur les besoins en produits pétroliers en 2030 prévoient un taux de croissance d'environ 4%. Ainsi les besoins annuels de la côte d'ivoire et des pays voisins n'ayant pas de raffinerie seront respectivement de 2.5 millions de tonnes et 7.7 millions de tonnes.

Pour satisfaire cette demande en produits pétroliers et pour respecter les exigences environnementales, la SIR modifie son plan SIR 2020 et propose un plan de développement stratégique à l'horizon 2030. L'objectif de traitement visé est dix millions de tonnes par an

4. Coût des risques (faiblesses) : préciser hypothèses et calculs

Internes : Risque d'importation de gazole.

Externes : Perte de marchés captifs par manque de produits.

Métier :

5. Contraintes liées au projet : Développement du tissu industriel de la sous-région.**6. Bénéficiaires : Etats de la sous-région ; pays de la sous-région n'ayant pas raffinerie et le Nigeria en partie****7. Actions antérieures ou en cours : Plan stratégique SIR 2020****8. Stratégies de mise en œuvre :**

- Réaliser une étude du marché
- Réaliser les différentes
- Rechercher le financement
- Construire les nouvelles unités

9. Activités à réaliser :

- 2017 : Etudes de marché / APS
- 2018 : Etude d'Avant Projet Détaillé (APD)
- 2019 : Etudes de détail

- 2020 : Construction

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 2017 : 100% Etude de marché et APS
- 2018 : 100% FEED
- 2019 : 100% Etudes de détails
- 2020 : Début construction

11. Période d'exécution : long terme

- 2017/2019 : Etudes augmentation de capacité
- 2020/2022 : Construction

12. Maître d'ouvrage : SIR / SMB

13. Maître d'œuvre : A désigner

14. Partenaires : Actionnaires

15. Coûts prévisionnels : 2 630 000 millions F CFA

- Etude : 30 000 millions F CFA
- Equipement : 2 600 000 millions F CFA

16. Contributions souhaitées : à déterminer

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les ODM/Environnement : Ces nouveaux projets impliqueront des traitements plus efficaces des rejets et engendreront une meilleure qualité de ces rejets (eaux, air)

19. Financement des charges récurrentes

Phases Etudes : SIR / SMB

Phase réalisation : SIR-SMB / Etat de Côte d'Ivoire

**FICHES PROJET RELATIVES
AU DOMAINE D'ACTIVITE STRATEGIQUE N° 3 :
DOWNSTREAM**

FICHES PROJET RELATIVES

AU DOMAINE D'ACTIVITE STRATEGIQUE NO 4 :

CADRE INSTITUTIONNEL, RENFORCEMENT DES CAPACITES

Fiche no 46

Projet	REFORME DU CADRE LEGAL, REGLEMENTAIRE ET CONTRACTUEL DU SECTEUR DES HYDROCARBURES EN COTE D'IVOIRE
Code action	HC_DSTR/ACC/CT_1

1. Orientation : à définir**2. Objectif**

- rehausser les revenus pétroliers de l'Etat de Côte d'Ivoire ;
- accroître la transparence dans le secteur des hydrocarbures ;
- améliorer les capacités de gestion et d'administration du secteur des hydrocarbures

3. Description de la situation

La réforme des textes législatifs, réglementaires du secteur des hydrocarbures a été initié par l'Etat de Côte d'Ivoire depuis 2008.

Cette réforme a été confiée à un cabinet d'expert de renommée mondiale en l'occurrence, le cabinet **Van Meurs** et a également été suivie par des experts nationaux provenant de tous les secteurs intervenant dans les hydrocarbures :

- Présidence de la République : Conseiller Spécial du Président chargé des Hydrocarbures ;
- Primature : BNETD, CEPICI.
- Ministère des Mines et de l'Energie : Direction Générale des Hydrocarbures, Direction Générale de l'Energie, SOGEPE, ANARE ;
- Ministère de l'Economie et des Finances : Direction de la Participation et de la Privatisation, Direction Générale des Impôts, Direction Générale des Douanes, Direction Générale du Trésor ;
- Ministère de l'Environnement : ANDE ;
- Ministère des Transports : Direction Générale des Affaires Maritimes et Portuaires.

Depuis 2009, le Don de Gouvernance et de Développement Institutionnel (DGDI) de la Banque Mondiale, visant à renforcer les secteurs clés de l'économie ivoirienne notamment le secteur de l'exploration et de la production des hydrocarbures appuie le Gouvernement ivoirien pour atteindre les objectifs susmentionnés.

Cette réforme a abouti aux textes suivants :

- Un projet de Code des Hydrocarbures ;
- Un projet de Contrat de Partage de Production type avec Accord d'Association.

L'ensemble des textes réglementaires afférents au projet de Code des Hydrocarbures devrait dans la suite du projet être proposés par le Cabinet Van Meurs, dans le cadre d'un contrat de prestation à signer, pour être ensuite adoptés par le Gouvernement.

Les toutes dernières versions des projets de Code des Hydrocarbures et de Contrat de Partage de Production type ont été transmises à la date du 28 mars 2011 au Cabinet du Ministère des Mines et de l'Energie. Ces dernières versions sont essentiellement basées sur les observations du Ministère des Mines et de l'Energie.

A la suite de l'atelier de validation et d'appropriation desdits textes qui s'est tenu en juillet 2010, une première version des projets de Code des Hydrocarbures et de Contrat de Partage de Production type produite par le Comité de Suivi et de Finalisation des textes de la réforme du secteur pétrolier a été transmise aux cabinets du Ministre des Mines et de l'Energie et au cabinet du Ministre de l'Economie et des Finances.

4. Coûts des faiblesses : à déterminer

5. Contraintes liées au projet : à définir

6. Bénéficiaires : Etat de Côte d'Ivoire et opérateurs pétroliers, sociétés pétrolières opératrices, sociétés de services de la chaîne de l'industrie pétrolière

7. Actions antérieures ou en cours :

- Signature du contrat de consultance avec le cabinet Van Meurs
- Rencontres du cabinet Van Meurs avec tous les acteurs du secteur des hydrocarbures
- Restitution par le cabinet Van Meurs des projets de Code des Hydrocarbures et de Contrat de Partage de Production type
- Constitution d'un comité pour la revue des projets de textes
- Séminaire de préparation de l'atelier de validation des projets de textes
- Atelier de validation et d'appropriation
- Constitution d'un comité de suivi des projets de textes
- Production par le comité des projets de textes : projet de Code des Hydrocarbures et projet de Contrat de Partage de Production type et transmissions aux
- Rédaction du rapport de présentation du projet de Code des Hydrocarbures
- Redécoupage du bassin sédimentaire ivoirien sur la base des nouvelles dispositions légales du projet de Code des Hydrocarbures (*arrêté n°039 du 24 juin 2010 portant création de nouveaux blocs pétroliers dans le bassin sédimentaire ivoirien*)
- Organisation d'une consultation restreinte sur les blocs CI-504, CI-513, CI-514, CI-515 et CI-516 en octobre 2010 avec ANADARKO et MARATHON sur la base des nouveaux termes : résultats transmis aux cabinets MME et MEF
- Préparation de négociation sur les blocs CI-500, CI-501, CI-502 et CI-520 avec PETROCI en décembre 2010 et janvier 2011 sur la base de nouveaux termes

8. Stratégies de mise en œuvre : à définir

9. Activités à réaliser

- Faire adopter par le gouvernement les projets de Code des Hydrocarbures et de Contrat de Partage de Production type
- Promulguer le Code des Hydrocarbures : assemblée nationale ou ordonnance présidentielle
- Adopter le Contrat de Partage de Production type
- Conclure le contrat de prestation de service pour l'élaboration des textes réglementaires afférents au Code des Hydrocarbures

- Mettre en place le cadre institutionnel du Code des hydrocarbures : décret portant organisation et fonctionnement des sociétés créées par le Code des Hydrocarbures
- Lancer les travaux de revue des textes réglementaires afférents au Code des Hydrocarbures
- Soumettre les textes réglementaires aux autorités pour la prise des actes nécessaires (décrets et arrêtés)
- Organiser un forum de promotion et d'appropriation des nouveaux textes.

10. **Marqueurs de progrès** : Fin octobre 2011 : Code des Hydrocarbures adopté

11. **Période d'exécution** : court terme (Juillet à décembre 2011)

12. **Maître d'ouvrage** : Gouvernement

13. **Maître d'œuvre** : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie

14. **Partenaires** : DGD (Banque Mondiale), FMI, Cabinet Van Meurs

15. **Coûts prévisionnels** : 600 millions F CFA

16. **Contributions souhaitées** : DGD

17. **Gains attendus** : à déterminer

18. **Impact dans le secteur pétrolier ivoirien**

- Transparence dans la gestion des revenus pétroliers de l'Etat
- Meilleure coordination dans la gestion des revenus pétroliers
- Professionnalisation dans la gestion des activités pétrolières amont

19. **Financement des charges récurrentes** : à préciser

Fiche n° 47

Projet	Apurement de la créance SIR sur l'ETAT
Code action	HC_DSTR/ACC/CT_2

1. **Orientation** : Apurer la dette SIR
2. **Objectif** : Réduire les difficultés d'approvisionnement en brut.

3. Description de la situation

La créance SIR sur l'Etat s'élève à 92.3 milliards de FCFA au 30 Juin 2011. Le niveau élevé de cette dette entraîne des difficultés dans le financement de l'approvisionnement de la raffinerie. La SIR est obligée de recourir aux emprunts bancaires court terme qui accroissent considérablement les frais financiers.

4. Coût des risques (faiblesses) :

RISQUES	HYPOTHESES DE CALCUL	COUT DES FAIBLESSES	DEFINITION / COMMENTAIRES
Risques internes			
Frais financiers élevés	Emprunt de 65 milliards de FCFA pour financer l'approvisionnement	Frais financiers estimés à 5.5 milliards de FCFA par an (au taux de 8.5%)	
Risques externes			
Dégradation de la confiance des banques			
Métier			
Arrêt des activités de raffinage			

5. **Contraintes liées au projet** : Obligation de contracter des prêts avec des frais financiers élevés
6. **Bénéficiaires** : SIR et consommateurs ; Secteur raffinage du pays.
7. **Actions antérieures ou en cours** : Discussion avec les autorités publiques.
8. **Stratégies de mise en œuvre** :

Introduire dans la structure des prix de produits pétroliers sur le marché national un poste de 35 F CFA par litre. Ce poste serait inclus dans le prix ex-SIR et donc facturé et prélevé par la SIR jusqu'à l'apurement de la créance de 92 300 millions F CFA.

La structure des prix serait réaménagée en agissant sur la TVA de sorte que les prix à la pompe restent inchangés.

9. **Activités à réaliser** : 2011 : Changement de la structure de prix pour intégrer le poste de remboursement de la dette SIR.
10. **Marqueurs de progrès (indicateur)** : 2011 : Signature décret de changement de la structure de prix
11. **Période d'exécution** : 2011 : Modification de la structure de prix
12. **Maître d'ouvrage** : SIR
13. **Maître d'œuvre** : SIR
14. **Partenaires** : Etat de Côte d'Ivoire, Banques
15. **Coûts prévisionnels** : 92 300 millions F CFA
16. **Contributions souhaitées** : emprunt de 65 000 millions F CFA auprès des banques.
17. **Gains attendus** : à préciser
18. **Impact sur les ODM/Environnement** : à préciser
19. **Financement des charges récurrentes** : à expliciter

MINES ET GEOLOGIE

Le présent document, qui constitue l'annexe du rapport du secteur des Mines et de la Géologie, présente l'ensemble des fiches techniques des projets identifiés. Leur sélection a tenu compte des capacités financières et techniques de l'Etat de Côte d'Ivoire, des opportunités offertes à travers les partenariats en cours ou à venir et les niveaux de ressources mobilisables.

La mise en œuvre de ces projets pourrait nécessiter la réalisation d'études de faisabilité devant permettre d'affiner les données techniques et financières. Aussi, les coûts affichés dans le présent document sont-ils donnés à titre indicatif.

Le document comporte **57 projets** déclinés à partir de la vision du développement, des enjeux, des axes stratégiques et des objectifs spécifiques.

Chacune des fiches comporte 22 rubriques définies comme suit :

- Numéro de la fiche projet ou micro projet : c'est un numéro d'ordre permettant un repérage et une manipulation aisée des fiches projets
- Nom du projet : c'est l'intitulé ou la désignation du projet ;
- Code action : c'est un numéro permettant d'identifier l'action par rapport à l'enjeu, à l'axe stratégique, aux objectifs correspondants ;
- 39. Orientation : elle se rapporte à l'objectif de développement ;
- 40. Objectif : il indique pourquoi le projet est réalisé ;
- 41. Description de la situation : il s'agit de décrire la situation qui prévaut actuellement et qui est à la base de la formulation du projet ;
- 42. Coûts des faiblesses : situent les efforts à accomplir
- 43. Contraintes liées au projet : quels sont les facteurs ou les éléments susceptibles de compromettre la réussite du projet ;
- 44. Bénéficiaires : catégorie de la population pour laquelle le projet est entrepris ;
- 45. Actions antérieures ou en cours : il s'agit d'indiquer les activités déjà entreprises ou en cours de réalisation se rapportant au projet en question ;
- 46. Stratégies de mise en œuvre : c'est l'ensemble des méthodes techniques, d'organisation et de collaboration qui sera utilisé pour mettre en œuvre les actions ;
- 47. Activités à réaliser : décrit comment le projet compte atteindre ses objectifs. Ce sont les actions nécessaires à mener pour réaliser le projet ;
- 48. Marqueurs de progrès (indicateurs) : mesures qualitatives ou quantitatives visant à un suivi d'un état à atteindre ;
- 49. Période d'exécution : c'est la période nécessaire pour atteindre les objectifs fixés ;
- 50. Maître d'ouvrage : c'est l'institution responsable (propriétaire) du projet ;
- 51. Maître d'œuvre : c'est l'institution responsable de la mise en œuvre du projet ;

52. Partenaires : ceux sont des acteurs qui participent diversement à l'exécution du projet, à des niveaux différents de responsabilité. Cette participation peut se faire sous forme financière, sous forme matérielle ou sous forme d'expertise ;
53. Coût prévisionnel : combien va coûter le projet ;
54. Contributions souhaitées : c'est l'apport en espèce ou en nature par les bénéficiaires du projet. Dans le cas d'un cofinancement extérieur, c'est la décomposition du montant à financer localement, entre la Commune et les bénéficiaires du projet
55. Gains attendus : dans le cadre de projets à rentabilité économique, ils permettent d'apprécier le retour sur l'investissement
56. Impact sur les OMD/l'environnement : il s'agit d'indiquer comment le projet contribue à la mise en œuvre des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ; mais également d'indiquer les débats ou les effets néfastes du projet sur l'environnement
57. Charges récurrentes : il s'agit de préciser la prise en compte des charges pesant normalement sur le fonctionnement du projet

Les projets sont déclinés selon les **cinq (5) Domaines d'Activités Stratégiques (DAS)** retenus, eux-mêmes déclinés en axes stratégiques :

- ix. Infrastructure geoscientifique ;
- x. Exploitation des ressources naturelles ;
- xi. Transformation des matières premières minérales ;
- xii. Négocier minier ;
- xiii. Cadre institutionnel et Gestion du domaine minier, Renforcement des capacités.

Abréviations et Sigles

- **MMPE** : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie
- **M&G** : Mines et Géologie
- **DAS** : Domaine d'Activité Stratégique
- **IG** : Infrastructure Geoscientifique
- **ERN** : Exploitation des Ressources Naturelles
- **TMPM** : Transformation des Matières Premières Minérales
- **NM** : Négocier Minier
- **CI & GDM** : Cadre Institutionnel et Gestion du Domaine Minier
- **CT** : Court Terme
- **MT** : Moyen Terme
- **LT** : Long Terme

RECAPITULATIF DES PROJETS PAR DOMAINE D'ACTIVITES STRATEGIQUES (DAS)

No	DAS	PREVISIONS SELON PROJETS RECENSES				
		Cumul (Millions F CFA)	Etat Côte d'Ivoire		Autres sources de financement	
			Millions F CFA	%	Millions F CFA	%
1	Infrastructure geoscientifique	48 305	45 372	93.9	2 933	6.1
2	Exploitation des ressources naturelles	2 699 229	265 184	9.8	2 434 045	90.2
3	Transformation des matières premières minérales	5 500	-	0.0	5 500	100.0
4	Négoce minier	330	230	69.7	100	30.3
5	Cadre institutionnel et Gestion du domaine minier, Renforcement des capacités	4 819	4 647	96.4	172	3.6
Cumul		2 758 183	315 433	11.4	2 442 750	88.6

Le coût prévisionnel du plan de développement du secteur des Mines et de la Géologie du Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie est évalué à 2 758.2 milliards de francs CFA. Les investissements productifs sont confiés au secteur privé et l'Etat assure son rôle régalien de mise en place des règles, de leur contrôle et de la promotion.

Liste des projets

DAS/Axes Stratégiques	N° fiches Projets	Titre du projet	Coûts						Période réalisation proposée		
			Coût total (Millions F CFA)	Part Etat CI		Part autres		CT (2011-2015)	MT (2016- 2020)	LT (2021-2030)	
				Millions F CFA	%	Millions F CFA	%				
DAS N°1: Infrastructure geoscientifique											
Organiser le secteur géologique et Renforcer les capacités institutionnelles	1	Agence en charge de l'élaboration de l'infrastructure geoscientifique nationale	1 320	A/D		A/D		X			
	2	Unité de prospection géophysique	700	202 (SODEMI)		498		X			
	3	Laboratoire d'analyses minérales et de traitement de minerai	1 625	570		1 055		X			
	Cumul organisation secteur géologique et Renforcement capacités		3 645	772	21.2	2 873	78.8				
Promouvoir le potentiel géologique	4	Cartographie géologique des complexes volcano-sédimentaires de la Côte d'Ivoire à l'échelle 1/100 000	21 000	21 000		A/D		X			
	5	Elaboration de packages de données geoscientifiques	A/D	A/D		A/D		X			
	6	Cartographie géologique de reconnaissance	8 600	8 600		A/D		X			
	7	Carte géologique nationales de la Côte d'Ivoire à l'échelle 1/1 000 000	15 000	15 000		A/D		X			
	8	Levé géophysique aéroporté (magnétométrie et radiométrie) sur les permis de recherche PR 194, 196, 197 et Tanda	60			60		X			
	Cumul Promotion potentiel géologique		44 660	44 600	99.9	60	0.1				
	Cumul DAS 1 : Infrastructure geoscientifique		48 305	45 372	93.9	2933	6.1				

(*) : Etudes

A/D : A déterminer

DAS/Axes Stratégiques	N° fiches Projets	Titre du projet	Coûts						Période réalisation proposée		
			Coût total (Millions F CFA)	Part Etat CI		Part autres		CT (2011-2015)	MT (2016- 2020)	LT (2021-2030)	
				Millions F CFA	%	Millions F CFA	%				
DAS N°2 : Exploitation des ressources naturelles											
Intensifier les activités d'exploration sur le territoire ivoirien	9	Exploration	A/D	A/D		A/D		X			
	10	Obtention de permis de recherche	280			280		X			
	11	Exploration de Nickel-Cuivre à platinoïdes de Samapleu	5 500			5 500		X			
	12	Exploration des phosphates D'Eboinda	850	850				X			
	13	Exploration de nickel D'Ouaninou	1 300	63		1 237		X			
	14	Exploration de lithium et béryllium d'Adzopé	500	500				X			
	15	Exploration d'or de Mahapleu	710	710				X			
	16	Exploration d'or d'Ouéllé	800	800				X			
	17	Finalisation des travaux d'exploration sur le PR 121 à Guiglo	860.5			860.5		X			
	18	NABC Korhogo Manganèse	1 068			1 068		X			
	19	Extension des ressources en or et établissement d'une base de production par application rapide de la	2 483			2 483		X			
	20	Evaluation économique des gites d'Ilménite et minéraux lourds accessoires du littoral	113			113		X			
	21	Renouvellement des réserves PE 26	400	400				X			
22	Révision de la fosse ultime et du plan minier Mont Ity sur le PE 26	39	39				X				

(*) : Etudes

A/D : A déterminer

DAS/Axes Stratégiques	N° fiches Projets	Titre du projet	Coûts						Période réalisation proposée		
			Coût total (Millions F CFA)	Part Etat CI		Part autres		CT (2011-2015)	MT (2016- 2020)	LT (2021-2030)	
				Millions F CFA	%	Millions F CFA	%				
DAS N°2 : Exploitation des ressources naturelles											
Intensifier les activités d'exploration sur le territoire ivoirien	23	Renouvellement des ressources PR 61	400	400				X			
	24	Exploration pour la tantalite à Issia	490			490		X			
	25	Exploration d'or dans la région de Sakassou	1 100			1 100		X			
	26	Exploration pour Ilménite à Bliéron (Tabou)	750			750		X			
	27	Evaluation du potentiel aurifère du PR N° 222	5 500	-		5 500		X	X		
	28	Recherche et mise en évidence de gisements d'or dans les régions d'Abengourou et d'Agboville	500	-		500		X			
	29	Permis de recherche minière dans la zone de Konéla (Département d'Odienné) pour l'or et toutes substances concessibles (hors hydrocarbures) : Décret N° 2005-299 du 15 septembre 2005	275			275		X			
	30	Permis de recherche minière dans la zone de la Débo (département de Soubré et de Gagnoa) et toutes substances concessibles (hors hydrocarbures) : Décret N° 2005-298 du 15 septembre 2005	640	-		640		X			
	Cumul intensification activités d'exploration sur le territoire ivoirien		24 559	3 762	15.3	20 796	84.7				

(*) : Etudes

A/D : A déterminer

DAS/Axes	N°	Titre du projet	Coûts	Période réalisation proposée
----------	----	-----------------	-------	------------------------------

Stratégiques	fiches		Coût total (Millions F CFA)	Part Etat CI		Part autres		CT (2011-2015)	MT (2016- 2020)	LT (2021-2030)
	Projets			Millions F CFA	%	Millions F CFA	%			
DAS N°2 : Exploitation des ressources naturelles										
Augmenter la production du secteur minier industriel	31	Exploration de fer de Monogaga	970	970				X	X	
	32	Exploitation fer Mont Gao	462 500	38 526		423 974		X	X	
	33	Construction du chemin de fer de l’ouest	715 500	178 875		536 625			X	
	34	Construction d’un wharf minéralier au port de San Pedro	150 000	37 500		112 500		X		
	35	Exploitation d’or mont Yaouré PE 33 (Bouaflé)	70 000			70 000			X	
	36	Exploitation d’or mont Yaouré PR 168 (Bouaflé)	70 000			70 000			X	
	37	Développement minier de Hiré (PR N° 182)	A/D	A/D		A/D		X		
	38	Mine d’or d’Agbaou	50 931			50 931		X		
	39	Exploration d’or sur les permis d’Odienné, Danané, Katiola	11 665			11 665		X	X	
	40	Développement minier à Korhogo et Bondoukou	1 126 868					X		
	41	Valorisation et gestion intégrées de l’exploitation à petite échelle des ressources minérales et des matériaux de carrières	3 151	3 151				X		
	Cumul augmentation production du secteur minier industriel		2 649 920	255 871	9.7	2 394 049	90.3			
Satisfaire la demande nationale et régionale en matériaux de construction et autres matériaux de carrières	42	Production de granites concassés d’Azaguié	4 000	1 500		2 500		X		
	43	Exploitation de carrières d’argiles	100 (*)	A/D		100		X		
	44	Exploitation de carrières de granite	4 050	4 050				X		
	45	Exploitation de pierres ornementales	16 550	A/D		16 550		X		
	46	Exploitation de carrières de sables de verrerie	50			50		X		
	Cumul Satisfaire la demande matériaux		24 750	5 550	22.4	19 200	77.6			
	Cumul DAS 2 : Exploitation des ressources naturelles		2 699 229	265 184	9.8	2 434 045	90.2			

(*) : Etudes

A/D : A déterminer

DAS/Axes	N°	Titre du projet	Coûts	Période réalisation proposée
----------	----	-----------------	-------	------------------------------

Stratégiques	fiches		Coût total (Millions F CFA)	Part Etat CI		Part autres		CT (2011-2015)	MT (2016- 2020)	LT (2021-2030)
	Projets			Millions F CFA	%	Millions F CFA	%			
DAS N° 3 : Mise en valeur des matières premières										
Transformer les matières premières minérales	47	Création d’une usine de production de ferromanganèse	250 (*)	A/D		250		X		
	48	Création d’une usine de production de boulettes, de briquettes et d’éponges de fer	250 (*)	A/D		250		X		
	49	Création d’une usine d’affinage d’or	5 000	A/D		5 000		X		
	Cumul DAS N°3 : Mise en valeur des matières premières		5 500	A/D	0.0	5 500	100.0			

(*) : Etudes

A/D : A déterminer

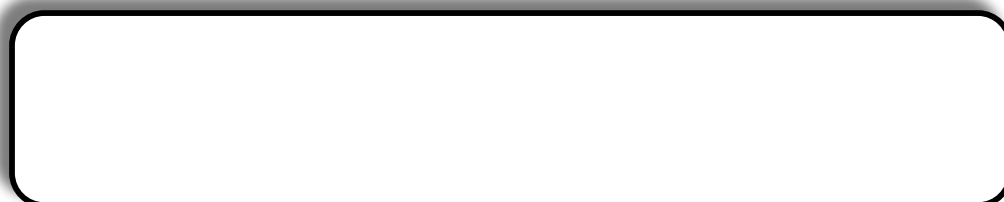
DAS/Axes Stratégiques	N° fiches Projets	Titre du projet	Coûts						Période réalisation proposée		
			Coût total (Millions F CFA)	Part Etat CI		Part autres		CT (2011-2015)	MT (2016- 2020)	LT (2021-2030)	
				Millions F CFA	%	Millions F CFA	%				
DAS N°4 : Négoce minier											
	50	Organisation et encadrement de la filière du diamant pour la levée de l’embargo sur l’exportation de diamants bruts	230	230				X			
	51	Création d’une bourse de substances précieuses	100	A/D		100		X			
	Cumul DAS 4 : Négoce minier		330	230	69.7	100	30.3				
DAS N°5 : Cadre institutionnel et renforcement des capacités											
	52	Révision de la Loi N° 95-553 du 18 juillet 1995 portant	142	60		82		X			
	53	Equipement et financement des structures de contrôle et de suivi de l’activité minière	701	701				X			
	54	Contrôle et suivi de l’activité minière	831	831				X			
	55	Vulgarisation des textes réglementaires	145	55		90		X			
	56	Infrastructure immobilière	2 000	2 000				X			
	57	Renforcement des capacités humaines	1 000	1 000				X			
	Cumul DAS N°5 : Cadre institutionnel et renforcement des capacités		4 819	4 647	96.4	172	3.6				
Cumul secteur Mines et Géologie (DAS 1, DAS 2, DAS 3, DAS 4, DAS 5)			2 758 183	315 433	11.4	2 442 750	88.6				

(*) : Etudes

A/D : A déterminer

**FICHES PROJET RELATIVES
AU DOMAINE D'ACTIVITE STRATEGIQUE N° 1 :
INFRASTRUCTURE GEOSCIENTIFIQUE**

286/465



Fiche N° 1

Projet :	AGENCE EN CHARGE DE L'ÉLABORATION DE L'INFRASTRUCTURE GÉOSCIENTIFIQUE NATIONALE
Code action	M&G_IG/CT_1

1. Orientation :

En Côte d'Ivoire, le secteur de l'infrastructure géoscientifique connaît des difficultés malgré les efforts consentis par l'Etat depuis l'indépendance. Par rapport à ses voisins de la sous-région, le pays dispose d'une infrastructure géoscientifique qui souffre d'insuffisances majeures, lesquelles handicapent de façon notable le développement de l'activité minière. Parmi ces insuffisances, le cadre institutionnel inadapté de la structure en charge de l'élaboration de ce patrimoine demeure le problème majeur.

2. Objectifs

L'objectif de ce projet est d'ériger la direction en charge d'élaboration de l'infrastructure géoscientifique nationale en une Agence de recherche géologique à gestion autonome.

Cet objectif se décline en trois (3) objectifs spécifiques qui sont les suivants :

- i. prendre les textes réglementaires (décrets et arrêtés) de création et de fonctionnement d'une Agence autonome;
- ii. mettre en place les infrastructures organisationnelles et physiques de l'Agence ;
- iii. doter l'Agence de moyens humains, financiers et matériels.

3. Description de la situation

Le cadre institutionnel de la structure en charge de l'édification de l'infrastructure géoscientifique nationale est inapproprié pour les objectifs qui lui sont assignés. En effet, l'exécution des programmes annuels d'activité se trouve confrontée à une inadéquation objectifs/moyens.

La structure ne dispose pas de flexibilité financière pour l'exécution des travaux de terrain et des analyses sommaires des lithologies à étudier.

4. Coûts des risques (faiblesses)

La réussite de ce projet sera assurée par un contexte sociopolitique favorable, une volonté politique des autorités ivoiriennes, un financement adéquat pour la mise en place et le fonctionnement de la nouvelle Agence et son atelier de pétrographie-pétrologie.

5. Contraintes liées au projet

Les éléments susceptibles de compromettre la réussite du projet sont :

- l'instabilité de la situation socio-politique ;
- le manque de volonté politique des autorités ;
- l'insuffisance de moyens humains, financiers et matériels.

6. Bénéficiaires : L'Etat de Côte d'Ivoire ; Les opérateurs miniers ; Le monde académique ; La communauté scientifique ; Le secteur minier

7. Actions antérieures ou en cours

Des initiatives ont été plusieurs fois prises depuis les années 1980, afin de rendre la structure chargée de l'édification de l'infrastructure géoscientifique autonome. Malheureusement toutes ces idées et actions n'ont connu aucun aboutissement concret jusqu'à nos jours.

8. Stratégies de mise en œuvre

Les stratégies de mise en œuvre de ce projet consisteront en :

- la prise de décrets, arrêtés et autres textes réglementaires de création et de mise en place de l'Agence ;
- l'actualisation de l'évaluation du projet ;
- la finalisation du mode de financement du projet par des ressources internes et externes ;
- l'aménagement des locaux du siège du projet.

9. Activités à réaliser

- Soumettre un projet de décret de création d'une Agence autonome pour adoption ;
- Soumettre des arrêtés définissant le mode de fonctionnement de l'Agence pour signature ;
- Valider l'organigramme de l'Agence ;
- Etablir un répertoire des besoins en locaux ;
- Trouver des locaux pour abriter l'Agence ;
- Recruter le personnel approprié ;
- Mettre en place et rendre fonctionnel un atelier/laboratoire de pétrographie/pétrologie ;
- Allouer un budget respectant l'adéquation objectif/moyen à l'Agence.

10. Marqueurs de progrès

- Fin 2011 : le décret de création et les textes réglementaires pour le fonctionnement de l'Agence existent.
- 2012: la réhabilitation/construction des locaux de l'Agence est terminée et l'Agence est fonctionnelle.

11. Période d'exécution : 2011-2012.

12. Maître d'ouvrage : Direction Générale des Mines et de la Géologie.

13. Maître d'œuvre : Direction de la Cartographie et de la Prospection Géologique.

14. Partenaires

- **Expertise interne :**
 - agents de la Direction de la Cartographie et de la Prospection Géologique.
 - agent de la Direction Générale des Mines et de la Géologie.
- **Expertise externe**
 - agents du BNETD
 - Entreprise qui sera chargée de l'équipement et de la mise en marche de l'atelier / laboratoire de pétrographie/pétrologie ;
 - Entreprise qui mettra en place l'équipe de gestion du centre de Géomatique de l'Agence.
- **Partenaires financiers**
 - Etat de Côte d'Ivoire
 - Institutions internationales (souhaitée)

15. Coûts prévisionnels

Le coût de l'érection du service en charge de l'élaboration de l'infrastructure géoscientifique nationale en une agence dotée d'un atelier de pétrographie/pétrologie est d'environ un milliard trois cent vingt millions (1 320 000 000) de francs CFA. Ce coût devra être ajusté selon l'option construction/réhabilitation de locaux et la provenance des équipements du laboratoire.

16. Contributions souhaitées

Les contributions nécessaires pour l'érection du service en charge de l'élaboration de l'infrastructure géoscientifique nationale en une Agence, devront être réparties entre l'Etat ivoirien et une institution de financement telle que la Banque Mondiale.

Les parts respectives seront à préciser lors de la révision des coûts requis.

17. Gains attendus : en cours d'évaluation**18. Impacts sur les ODM / Environnement**

- L'impact du projet sur l'environnement est négligeable car l'étape réhabilitation/construction des locaux de l'agence n'engendrera pas d'effets nuisibles sur l'environnement
- La construction et le fonctionnement du laboratoire respecteront les normes environnementales.

19. Financement des charges récurrentes

Les charges récurrentes de fonctionnement de l'Agence devront couvrir les salaires du personnel, les carburants et lubrifiants, les consommables informatiques et de laboratoire, les fournitures de bureau, les frais d'entretien du matériel motorisé, du matériel électrique, des locaux et du parc informatique.

Micro projet	UNITE DE PROSPECTION GEOPHYSIQUE
Code action	M&G_IG/CT_6

1. Orientation : Doter la SODEMI d'un outil technique moderne pour l'intensification de la recherche minière.

2. Objectifs

Créer une nouvelle unité de prospection géophysique répondant aux normes internationales pour satisfaire les besoins sans cesse croissants de la SODEMI et des opérateurs miniers sur le territoire ivoirien et dans la sous région. Cet outil répondra également aux besoins des acteurs en recherche des eaux souterraines, en environnement et en aménagement du territoire.

3. Description de la situation

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan stratégique, la SODEMI a décidé de renouveler ses équipements et de renforcer la capacité de son personnel afin de prendre en mains ses besoins propres en matière d'exploration géophysique.

La SODEMI évalue ses besoins propres annuels à environ cent millions (100 000 000) de francs CFA et envisage, dans le même ordre, des prestations aux autres opérateurs; soit une recette prévisionnelle d'environ deux cent millions (200 000 000) de francs CFA par an.

4. Coût des risques (faiblesses) :

- Externes : Mouvements sociopolitiques ;
- Internes : Perte et/ou destruction des équipements ;
- Métier : Hausse des coûts des facteurs, mise à jour des techniques de prospection.

L'ensemble de ces risques liés au projet est estimé à 100 000 000 FCFA.

5. Contraintes liées au projet

- Manque de financement ;
- Baisse des activités de recherche et d'exploitation minière liée à une chute éventuelle des cours des matières premières minérales.

6. Bénéficiaires : Les promoteurs du projet ; Les populations riveraines des zones des opérations par la création d'emplois ; L'Etat de Côte d'Ivoire à travers les taxes diverses et les impôts ; Opérateurs du secteur minier ; Instituts de recherche scientifique ; Organismes de recherche sur l'environnement ; Organismes de recherche et de gestion des eaux souterraines ; Organismes d'aménagement du territoire ; Instituts de formation. Le projet permettra entre autres à la SODEMI d'acquérir une expertise dans le domaine de l'exploration géophysique et contribuera à améliorer sensiblement ses ressources financières.

7. Actions antérieures ou en cours :

- 2010 : Etude du marché (réalisée) ; Identification et plan d'acquisition des équipements (réalisés) ;
- 2011 : Aménagement des locaux (en cours) ; Acquisition du matériel et renforcement des capacités du personnel.

8. Stratégies de mise en œuvre

- Étude des besoins internes et externes à court et moyen termes (réalisée);
- Recherche de financement (en cours) ;
- Réalisation du projet.

9. Activités à réaliser

- Mise à jour de l'étude du marché;
- Aménager les bureaux;
- Acquérir et installer les équipements;
- Recruter et renforcer les capacités du personnel.

10. Marqueurs de progrès (indicateurs) :

- Rapport étude;
- Bureaux aménagés;
- PV de réception d'équipements;
- Certificats de formation.

11. Période d'exécution : court terme ; 2011-2012 (2 ans)**12. Maître d'ouvrage :** SODEMI**13. Maître d'œuvre :** SODEMI**14. Partenaires :** La SODEMI envisage une collaboration active avec un partenaire international à capacité technique et financière avérée pour répondre à la demande du marché du secteur minier en pleine expansion en Côte d'Ivoire et dans la sous-région.**15. Coûts prévisionnels :** Sept cent millions (700 000 000) FCFA.**16. Contributions souhaitées**

- SODEMI : 202 000 000 FCFA, soit 29 % pour les études, l'aménagement des bureaux et l'acquisition partielle des équipements.
- Recherche de financement : 498 000 000 FCFA, soit 71 % pour l'acquisition des équipements complémentaires, le recrutement et le renforcement des capacités du personnel.

17. Gains attendus : en cours d'évaluation**18. Impact sur les ODM/Environnement**

Le champ d'action du projet s'étendra sur l'ensemble du territoire national et générera de nombreux emplois permanents et occasionnels, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté en milieu rural. Il contribuera au développement du secteur minier et à une gestion plus appropriée de l'environnement en Côte d'Ivoire. Les prestations vont également intéresser des opérateurs de la sous région ouest africaine. Les opérations de prospection géophysique ne génèrent aucun impact négatif direct sur l'environnement.

19. Financement des charges récurrentes : SODEMI (et Partenaire technique) assure(nt) les charges de fonctionnement jusqu'à l'autonomie financière de l'unité de géophysique.

Fiche N° 3

Projet :	LABORATOIRE D'ANALYSES MINÉRALES ET DE TRAITEMENT DE MINÉRAI
Code action	M&G_ERN/CT_9

1. **Orientation :** Doter la Côte d'Ivoire d'une infrastructure technique moderne pour le développement de son Secteur Minier.
2. **Objectifs :** Créer un nouveau Laboratoire d'Analyses Minérales et de Traitement de Minéral répondant aux normes internationales pour répondre à la forte demande du Secteur Minier en pleine expansion.

3. Description de la situation

Créée en 1962 pour servir de support analytique à la prospection minière en Côte d'Ivoire, le Laboratoire de la SODEMI jouit d'une expérience de 49 années de fonctionnement continu avec un souci constant de respect des normes de fiabilité internationalement reconnues.

Au cours des années, le Laboratoire de géochimie a progressivement diversifié ses domaines d'intervention en offrant un éventail élargi de compétences structurées autour de trois unités fonctionnelles :

- Laboratoire d'Analyses Minérales (Chimie – Géochimie) LAM ;
- Laboratoire de Minéralogie Pétrographie (LMP) ;
- Laboratoire de Traitement de Minéral (LTM).

En plus de ces trois unités fonctionnelles, le Laboratoire procède à des expertises orientées sur le contrôle et l'affinage de l'or ainsi qu'à l'identification des pierres précieuses et semi-précieuses.

Maintenir ces normes exige du Laboratoire un cadre approprié et une perpétuelle remise à jour des techniques analytiques en collaboration permanente avec plusieurs Laboratoires étrangers (France, Canada, USA...).

Ainsi, dans le cadre de son plan stratégique, la SODEMI a élaboré un ambitieux programme de création d'un nouveau Laboratoire d'Analyses Minérales et de Traitement de Minéral répondant aux normes internationales dans un nouvel environnement.

4. Coût des risques (faiblesses) :

- Internes (pertes et/ou destruction des équipements) : 1 100 millions F CFA ;
- Métier (coûts des consommables et mise à jour des techniques analytiques) : 100 millions F CFA.

5. Contraintes liées au projet

- Manque de financement ;
- Baisse des activités de recherche et d'exploitation liée à une chute éventuelle des cours des matières premières minérales.

6. Bénéficiaires : Opérateurs du Secteur Minier ; Instituts de recherche scientifique ; Instituts de formation.

Le projet est localisé à Abadjin-Kouté, à environ 7 km d'Abidjan sur la route de Dabou. Les prestations de ce nouveau laboratoire vont intéresser l'ensemble des opérateurs miniers exerçant en Côte d'Ivoire et dans la sous région ouest africaine.

7. Actions antérieures ou en cours :

- 2010 - 2011 : Acquisition du site à Abadjin-Kouté (réalisée);

- 2011 : Etude de l'aménagement du site (en cours).

8. Stratégies de mise en œuvre :

- Identification d'un site approprié (réalisée) ;
- Recherche de financement (en cours) ;
- Réalisation du projet.

9. Activités à réaliser :

- Acquisition du terrain (réalisée) ;
- Aménagement du site ;
- Construction des locaux ;
- Achat et installation des équipements ;
- Renforcement des capacités du personnel.

10. Marqueurs de progrès (indicateurs) :

- Titre foncier;
- Plans d'études;
- PV de réception des travaux;
- PV de réception d'équipements;
- Certificats de formation.

11. Période d'exécution : court terme 2011-2012 (deux ans)

12. Maître d'ouvrage : Ministère des Mines, du Pétrole, et de l'Energie

13. Maître d'œuvre : SODEMI

14. Partenaires : La SODEMI envisage une collaboration active avec un partenaire international à capacité technique et financière avérée pour répondre à la demande du marché du Secteur Minier en pleine expansion en Côte d'Ivoire et dans la sous-région.

15. Coûts prévisionnels : 1 625 000 000 F CFA.

16. Contributions souhaitées

- SODEMI : 570 000 000 FCFA soit 35 % pour l'acquisition et l'aménagement du site et équipement partiel ;
- Financement recherché : 1 055 000 000 FCFA, soit 65 % pour la construction des locaux, l'achat et l'installation des équipements ainsi que le renforcement des capacités du personnel.

17. Gains attendus : à l'étude

18. Impact sur les ODM/Environnement

Création d'emplois et réduction de la pauvreté. Acquisition d'une expertise dans le domaine des analyses minérales et de traitement des minerais. Accélération du développement du secteur minier en Côte d'Ivoire.

Le projet est localisé en périphérie d'Abidjan, dans une zone à faible densité, pour atténuer les effets d'éventuelles nuisances sur la population.

19. Financement des charges récurrentes : SODEMI (et Partenaire technique) assure(nt) les charges de fonctionnement jusqu'à l'autonomie financière du laboratoire.

Fiche N° 4

Projet :	CARTOGRAPHIE GEOLOGIQUE DES COMPLEXES VOLCANO-SEDIMENTAIRES DE LA COTE D'IVOIRE A L'ECHELLE 1/100 000
Code action	M&G_IG/CT_2

1. Orientation

La réalisation de ce programme fournira aux opérateurs miniers nationaux et internationaux, aux décideurs étatiques et à la collectivité, les connaissances geoscientifiques nécessaires et attendues pour la mise en valeur des zones cibles de complexes volcano-sédimentaires (CVS).

Les résultats de ces travaux constitueront un important outil qui facilitera et orientera les investisseurs dans l'élaboration de leurs programmes de recherche.

2. Objectifs

L'objectif global de ce programme est d'élaborer en plusieurs phases, la cartographie géologique de détail couplée avec la géochimie stratégique sur 35 blocs de CVS à l'échelle 1/100 000.

Cet objectif se décline en cinq (5) objectifs spécifiques qui sont :

- mettre en évidence le potentiel géologique et minier de la Côte d'Ivoire ;
- former et perfectionner sur le tas, des cadres ivoiriens à la méthodologie moderne de cartographie géologique et géochimique ;
- produire des cartes géologiques de détail, numériques et analogiques aux normes internationales ;
- produire des résultats de campagne de géochimie ciblée, stratégique et tactique ;
- constituer une base de données geoscientifiques ;
- faire la promotion des CVS.

3. Description de la situation

Les CVS qui constituent des sillons dans les formations birimiennes, sont réputés pour leur niveau potentiellement élevé de minéralisation, surtout en or, comme l'attestent les différentes mines de grande production sur ces types de formations dans les pays limitrophes (Ghana, Burkina Faso et Mali etc.). Environ 33% du territoire national sont recouverts par ces formations (CVS), qui restent inexplorées à environ 90%. La cartographie de ces CVS contribuera à la promotion du potentiel géologique et au développement du patrimoine minier ivoirien.

Ces travaux seront devancés ou complétés par les cartes géologiques à l'échelle 1/100 000, que l'Administration exigera des opérateurs miniers dans le dossier de premier renouvellement de leur permis de recherche.

4. Coût des risques (faiblesses)

- **Externe** : Troubles sociopolitiques délétères:
- **Interne** : la Perte des données de base par faute de maintenance appropriée des équipements imposera l'achat de nouveaux logiciels et équipements de travail, lorsque la décision sera prise d'exécuter ce projet.
- **Métier** :
 - la défaillance de prestataire de service qui ne pourront honorer leur contrat mettront en danger le projet ;

- le départ d'experts locaux qui accepteront de meilleures offres et démissionneront tuera le projet.

L'édification de l'infrastructure geoscientifique nationale incombe à l'Etat. Les faiblesses de cette infrastructure ont pour conséquence le manque d'intérêt des investisseurs et un retard dans le développement du secteur minier.

L'impact de ces faiblesses est donc difficile à quantifier, cependant il pourrait s'estimer en dizaines de milliards à court terme et en centaines de milliards de francs CFA à long terme, car ce travail est à faire et coûtera plus cher dans le futur.

5. Contraintes liées au projet

Les éléments susceptibles de compromettre la réussite du projet sont :

- l'inadaptation du cadre institutionnel de la structure chargée de l'infrastructure geoscientifique nationale ;
- l'inadéquation Objectifs / Moyens ;
- l'instabilité de la situation sociopolitique ;
- l'insuffisance (effectif et spécialité) en ressources humaines ;
- l'absence de mesures incitatives ;
- la vétusté des locaux.

6. Bénéficiaires

- Les opérateurs miniers ;
- Les entreprises des travaux publics ;
- L'Etat de Côte d'Ivoire ;
- Le monde académique.

7. Actions antérieures ou en cours

Ce programme a démarré depuis 1993 avec l'appui du BMZ (Ministère de la coopération de la République Allemande) et est à sa 5^{ème} phase. Six (6) cartes géologiques ont été éditées avec trois (3) bulletins géologiques.

La 5^{ème} phase connaît des difficultés d'exécution à cause de La crise sociopolitique et de l'arrivée à échéance de la coopération avec le bailleur.

8. Stratégies de mise en œuvre

Les stratégies de mise en œuvre de ce projet consisteront en :

- l'actualisation de l'évaluation du coût du projet ;
- la finalisation du montage du projet par la mise en place des ressources internes et externes ;
- l'aménagement des locaux du siège du projet ;
- l'appel à candidature des éventuels experts nationaux et internationaux ;
- la constitution des équipes d'exécution et de suivi du projet (experts nationaux et internationaux);
- la formation par mise à niveau des acteurs locaux ;
- l'exécution des différentes phases du projet.

9. Activités à réaliser :

Pour atteindre ces objectifs, les activités requises consistent à :

- réévaluer le coût du projet ;
- rechercher le financement ;
- constituer les équipes d'exécution et de suivi ;
- attribuer des locaux adéquats pour l'exécution et le suivi du projet ;
- former les acteurs (mise à niveau des acteurs sur une des approches informatisées de la cartographie géologique et de la gestion des bases de données géoscientifiques , pour la maîtrise de la collecte, la numérisation, l'archivage et la gestion des données géoscientifiques de terrain et de laboratoire) ;
- acquérir les équipements techniques ;
- acquérir et compiler les documents géoscientifiques existants : données et cartes topographiques, géologiques, aéromagnétiques, images satellitaires (Landsat, Spot et Radar) ;
- intégrer les données acquises : scanning, digitalisation, géo référence et archivage électronique des documents dans une banque de données ;
- produire une esquisse géologique à l'échelle 1 / 100 000 ;
- élaborer une légende ;
- identifier les secteurs vierges à couvrir ;
- exécuter les travaux de terrain (échantillonnages pour analyses : XRF, pétrologiques, EGP, géochronologiques, etc.);
- exploiter les résultats de terrain et de laboratoires ;
- valider la légende ;
- numériser le manuscrit de la carte finale ;
- rédiger une notice explicative ;
- imprimer au moins cinq cents (500) exemplaires de chaque carte géologique, à l'échelle 1/100 000 ;
- diffuser les résultats.

10. Marqueurs de progrès (indicateurs)

- 2012 : les équipes d'exécution et de suivi du programme sont constituées et ont bénéficié de formation d'appoint ;
- 2013 : des maquettes de base à l'échelle 1/100 000 sont disponibles ;
- 2014 : une légende lithostratigraphique et des échantillons témoins sont disponibles;
- 2016 : des cartes géologiques éditées à l'échelle 1/100 000 (numériques et analogiques), avec des notices explicatives et une base de données géoscientifiques sont disponibles.

11. Période d'exécution : 2011-2016 pour une zone cible et pour quatre équipes.

12. Maître d'ouvrage : Direction Générale des Mines et de la Géologie.

13. Maître d'œuvre : Direction de la Cartographie et de la Prospection Géologique

14. Partenaires

- **Expertise interne :** agents de la Direction de la Cartographie et de la Prospection Géologique
- **Expertise externe**
 - BGR (souhaité), pour ses aptitudes dans la réalisation de cartes de détail.
 - GAF AG (souhaité), pour ses performances en construction et maintenance de base de données géoscientifiques.
 - GeccArGeoconsult (souhaité), pour ses performances en production de cartes géologiques du birimien de l'Afrique de l'Ouest.
- **Partenariats financiers**
 - Etat de Côte d'Ivoire à hauteur de 100%, en l'absence de tout partenariat
 - BMZ (souhaité) pour prise d'engagement lors des négociations intergouvernementales d'août 2011
 - Banque Mondiale (souhaité)
 - Autres (souhaité)

15. Coûts prévisionnels

Le coût prévisionnel du programme est de vingt et un milliards (21 000 000 000) de francs CFA pour l'ensemble des 35 zones cibles ; soit environ six cents millions (600 000 000) de F CFA pour chacune des zones cibles identifiées.

16. Contributions souhaitées

Le budget nécessaire pour la réalisation des cartes géologiques à l'échelle 1/100 000 devra être réparti entre l'Etat de Côte d'Ivoire, une institution de financement telle que la Banque Mondiale et les opérateurs minier en activité en Côte d'Ivoire.

Les parts respectives seront à préciser lors de la révision des coûts requis au cours des rencontres avec les éventuels bailleurs.

- Etat CI : 21 milliards F CFA, soit 100 %
- Institutionnels : à définir et à négocier ;
- Privés locaux : à définir et à négocier ;
- Privés extérieurs : à définir et à négocier.

17. Gains attendus : à l'étude

18. Impacts sur les ODM / Environnement : L'impact de ce programme sur l'environnement est négligeable car l'échantillonnage de roches et de sols portera sur des volumes relativement faibles, inférieurs à 50 kg.

19. Financement des charges récurrentes : Les charges récurrentes sont celles afférentes au personnel impliqué dans l'exécution et le suivi du projet, jusqu'à la livraison de l'ouvrage.

Fiche N° 5

Projet :	ELABORATION DE PACKAGES DE DONNEES GEOSCIENTIFIQUES
Code action	M&G_IG/CT_3

1. Orientation :

La Côte d'Ivoire a connu pendant les 50 premières années d'indépendance une exploitation de ses ressources minières essentiellement portée sur l'or, le diamant et le manganèse. Cette exploitation qui porte sur une infime partie de son potentiel minier, mérite d'être renforcée, vu que le secteur minier ambitionne de devenir un acteur important au développement de l'économie du pays.

Pour atteindre cet objectif, il est impératif de doter la Côte d'Ivoire d'infrastructures géoscientifiques fiables aux normes internationales. Il est donc nécessaire de disposer des données géoscientifiques multiformes dans des packages de promotion, pour les opérateurs du secteur.

2. Objectifs

Promouvoir le potentiel géologique et minier par une exploitation rationnelle des données aérogéophysiques et géologiques existantes.

L'objectif spécifique, est de disposer dans l'immédiat à la Direction de Cartographie et de la Prospection Géologique, de packages d'informations géoscientifiques pour les opérateurs miniers.

3. Description de la situation :

La couverture partielle du territoire en cartes géologiques à l'échelle 1/200 000 et la disponibilité de données aérogéophysiques justifie la réalisation de ce projet. En effet, sur les trente trois (33) degrés carrés que compte la Côte d'Ivoire, on note onze (11) édités en version définitive et plus des $\frac{3}{4}$ du territoire sont couverts en cartes aérogéophysiques, favorisant ainsi une possible compilation de ces données géoscientifiques pour une meilleure connaissance du potentiel minier et géologique national.

4. Coûts des risques (faiblesses) :

- Externe : Mouvements sociopolitiques délétères
- Interne : Perte de base de données
- Métier : Défaillance de prestataires internes et externes

L'édification de l'infrastructure géoscientifique nationale incombe à l'Etat. Les faiblesses de cette infrastructure ont pour conséquence le manque d'intérêt des investisseurs et un retard dans le développement du secteur minier.

L'impact de ces faiblesses est donc difficile à quantifier, cependant il pourrait s'estimer en centaines de milliards de francs CFA.

5. Contraintes liées au projet :

Les éléments susceptibles de compromettre la réussite du projet sont :

- l'inadéquation niveau de financement/objectifs ;
- l'instabilité de la situation socio-politique ;
- l'insuffisance (effectif et spécialité) en ressources humaines ;

- l'absence de mesures incitatives ;
- la vétusté des locaux.

6. Bénéficiaires :

- Les investisseurs miniers nationaux et internationaux dans l'élaboration de leurs programmes de recherche ;
- Les gouvernants, dans les programmes d'aménagement du territoire ;
- Les techniciens des travaux publics, dans la prise de décisions lors de l'implantation des ouvrages d'utilité publique.

La zone cible du projet concerne tous les degrés carrés du territoire ivoirien couverts ou pas en cartes géologiques à l'échelle 1/200 000, mais surtout, couvertes en cartes aérogéophysiques.

7. Actions antérieures ou en cours :

- Mise à disposition de onze (11) degrés carrés, en version définitive depuis 1990-1995.
- Mise à disposition de quatre (4) maquettes de cartes géologiques de degrés carrés en cours d'édition
- Mise à disposition de six (6) cartes géologiques de degrés carrés en version provisoire, 1995.
- Mise à disposition de sept (7) cartes géologiques de degrés carrés en version monochrome, 1973.
- Mise à disposition pour plus des $\frac{3}{4}$ du territoire de cartes aérogéophysiques (1974-1975).

8. Stratégies de mise en œuvre :

Les stratégies de mise en œuvre de ce projet consisteront en :

- Réévaluer le coût du projet ;
- Rechercher le financement ;
- Acquérir des équipements et le matériel.

9. Activités à réaliser :

- Constituer les équipes d'exécution et de suivi ;
- Acquérir les données aérogéophysiques auprès de la SODEMI ;
- numériser (scanner) les cartes géologiques au 1/200 000 existantes ;
- extraire par degré carré, des données aérogéophysiques obtenues dans le cadre du traitement des données de levés aériens effectués par Kenting Earth Sciences Ltd (1974 à 1975) ;
- composer des packages de données géoscientifiques (formats numériques et analogiques) constitués de cartes géologiques et de cartes aérogéophysiques à l'échelle 1/200 000 ;
- faire la promotion des packages de donnée géoscientifiques.

10. Marqueurs de progrès : Fin 2011: packages de cartes géologiques et aérogéophysiques éditées (numérique et analogique) à l'échelle 1/200 000.

11. Période d'exécution : août à décembre 2011

12. Maître d'ouvrage : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie

13. Maître d'œuvre : Direction Générale des Mines et de la Géologie

14. Partenaires :

- Expertise interne : agents de la Direction de la Cartographie et de la Prospection Géologique
- Expertise externe : La Société pour le Développement Minier en Côte d'Ivoire (SODEMI)
- Partenaires financiers : Etat de Côte d'Ivoire

15. Coûts prévisionnels : en cours d'évaluation

Les coûts prévisionnels sont à établir, pour prendre en compte l'extraction des données aérogéophysiques par degré carré, la numérisation des cartes géologiques au 1/200 000, le gravage des CD, la composition des packages.

16. Contributions souhaitées :

Les contributions nécessaires pour boucler le budget requis pour l'élaboration de packages composés de cartes aérogéophysiques et de cartes géologiques à l'échelle 1/200 000, devront provenir de l'Etat de Côte d'Ivoire et sont à évaluer.

17. Gains attendus : à l'étude

18. Impacts sur les ODM/Environnement :

L'impact du projet sur l'environnement est négligeable, car il s'agit des travaux à exécuter au bureau, et sans production de rebus massifs.

19. Financement des charges récurrentes :

Les charges récurrentes de fonctionnement devraient couvrir, les consommables informatiques et fournitures de bureau, les frais d'extraction et de numérisation de données géoscientifiques et l'entretien du parc informatique.

Fiche N° 6

Micro projet :	CARTOGRAPHIE GEOLOGIQUE DE RECONNAISSANCE
Code action	M&G_IG/CT_4

1. Orientation

La Côte d'Ivoire a connu pendant les 50 premières années d'indépendance une exploitation de ses ressources minières essentiellement portées sur l'or, le diamant et le manganèse. Cette exploitation qui porte sur une infime partie de son potentiel minier, mérite d'être renforcée afin que le secteur minier devienne un facteur important dans le développement économique du pays. La réalisation de l'infrastructure géoscientifique nationale aux échelles 1/200 000 et 1/500 000 s'avère fort préoccupante afin d'équiper le pays en cartes géologiques de reconnaissance et permettre une meilleure connaissance du sol et du sous-sol.

2. Objectifs

L'objectif global de ce projet est d'élaborer vingt-deux (22) cartes géologiques à l'échelle 1/200 000 couvrant les degrés carrés restants et quatre (4) cartes géologiques à l'échelle 1/500 000 couvrant tout le territoire.

Cet objectif se décline en deux objectifs spécifiques qui sont de :

- disposer de cartes géologiques de reconnaissance aux normes internationales ;
- disposer d'informations géoscientifiques susceptibles de guider les opérateurs miniers et le décideur étatique.

3. Description de la situation

La couverture incomplète du territoire en cartes géologiques de reconnaissance justifie la réalisation de ce projet. En effet les moyens mis à disposition pour la réalisation des cartes n'ont toujours pas permis d'obtenir des cartes de reconnaissance couvrant tout le pays à l'échelle 1/200 000. En outre, sur les trente trois (33) degrés carrés qui couvre la Côte d'Ivoire, on ne dispose que de onze (11) cartes éditées en version définitive. Cette situation n'entraînant qu'une connaissance partielle du potentiel minier et géologique national.

4. Coûts des risques (faiblesses)

- Externe: Troubles sociopolitiques ;
- Interne: Perte de base de données ;
- Métier: Défaillance de prestataires.

L'édification de l'infrastructure géoscientifique nationale incombe à l'Etat. Les faiblesses de cette infrastructure ont pour conséquence le manque d'intérêt des investisseurs et un retard dans le développement du secteur minier.

L'impact de ces faiblesses est difficile à quantifier, cependant il pourrait s'estimer en centaines de milliards de francs CFA.

5. Contraintes liées au projet :

Les éléments susceptibles de compromettre la réussite du projet sont :

- l'instabilité de la situation socio-politique ;
- l'insuffisance (effectif et spécialité) en ressources humaines ;
- la vétusté des locaux et du matériel (roulant et technique) ;
- l'absence de mesures incitatives ;
- l'inadéquation objectifs / moyens.

6. Bénéficiaires

- Les opérateurs miniers ;
- Les entreprises des travaux publics ;
- L'Etat de Côte d'Ivoire ;
- Le monde académique ;
- La communauté scientifique.

7. Actions antérieures ou en cours

- Pour les cartes à l'échelle 1/200 000 :
 - Couverture de onze (11) degrés carrés en version définitive depuis 1995 ;
 - Couverture de huit (8) degrés carrés en version provisoire ;
 - Deux (2) degrés carrés en cours de réalisation ;
 - Trois (3) degrés carrés en version monochrome.
- Pour les cartes à l'échelle 1/500 000 :
 - Carte géologique Bouaké-O en 1943 ;
 - Carte géologique Nord-Est (Katiola) en 1963 ;
 - Carte géologique Nord-Ouest (Odienné) en 1968 ;
 - Carte géologique Sud-Ouest (Sasca) en 1973.

8. Stratégies de mise en œuvre

Les stratégies de mise en œuvre de ce projet consisteront en :

- l'actualisation de l'évaluation du projet ;
- la finalisation du montage du projet par la mise en place des ressources internes et externes ;
- l'aménagement des locaux du siège du projet ;
- l'appel à candidature des éventuels experts ;
- la constitution des équipes d'exécution et de suivi du projet (experts nationaux et internationaux) ;
- la mise à niveau des acteurs locaux ;
- l'exécution des différentes phases du projet.

9. Activités à réaliser

- Réévaluer le coût du projet ;
- Rechercher le financement ;

- Constituer les équipes d'exécution et de suivi ;
- Réhabiliter les locaux pour installer le projet ;
- Former les acteurs (mise à niveau des acteurs sur une des approches informatisées de la cartographie géologique et de la gestion des bases de données géoscientifiques, pour la maîtrise de la collecte de données, la numérisation, l'archivage et la gestion des données géoscientifiques de terrain et de laboratoire)
- Acquérir les équipements techniques ;
- Acquérir et compiler les documents géoscientifiques existants : données et cartes topographiques, géologiques, aéromagnétiques, images satellitaires (Landsat, Spot et Radar) ;
- Intégrer les données acquises : scanning, digitalisation, géoréférence et archivage électronique des documents dans une banque de données ;
- Produire des esquisses géologiques ;
- Elaborer des légendes ;
- Identifier les secteurs vierges à couvrir ;
- Exécuter les travaux de terrain (échantillonnages pour analyses : XRF, pétrologiques, EGP, géochronologiques, etc.);
- Exploiter les résultats de terrain et de laboratoires ;
- Valider les légendes ;
- Numériser le manuscrit de la carte finale ;
- Rédiger des notices explicatives;
- Imprimer au moins quatre mille (4 000) exemplaires des cartes géologiques finales à l'échelle 1/200 000 et cinq mille (5 000) exemplaires des cartes géologiques finales à l'échelle 1/500 000.
- Diffuser les résultats.

10. Marqueurs de progrès

- 2012: des équipes d'exécution et de suivi du projet constituées et formées ;
- 2013: des maquettes de base aux échelles 1/200 000 et 1/500 000 disponibles;
- 2014: des légendes lithostratigraphiques disponibles ;
- 2015 : des cartes géologiques éditées à l'échelle 1/200 000 (digitale et analogique), avec des notices et une base de données géoscientifiques disponibles.
- 2016: cartes géologiques éditées à l'échelle 1/500 000 (digitale et analogique), avec des notices et une base de données géoscientifiques disponibles.

11. Période d'exécution

- 2012-2015 pour une équipe par degré carré (échelle 1/200 000).
- 2012-2016 pour une équipe par quadrant (échelle 1/500 000).

12. Maître d'ouvrage : Direction Générale des Mines et de la Géologie.

13. Maître d'œuvre : Direction de la Cartographie et de la Prospection Géologique.

14. Partenaires :

- **Expertise interne :** agents de la Direction de la Cartographie et de la Prospection Géologique
- **Expertise externe**
 - **BRGM** (souhaité), pour ses aptitudes dans la réalisation de carte de reconnaissance
 - **GAF AG** (souhaité), pour ces performances en construction et maintenance de base de données géoscientifiques
 - **GeccAr Geoconsult** (souhaité), pour ses performances en production de cartes géologiques et ses atouts dans l'évolution ancienne et actuelle de la géologie du birimien de l'Afrique.
- **Partenaires financiers**
 - Etat de Côte d'Ivoire
 - FAC (souhaité)
 - Banque Mondiale (souhaitée)
 - Autre (souhaité)

15. Coûts prévisionnels : 8 600 000 000 F CFA

- La couverture d'un degré carré coûte environ trois cents millions (300 000 000) FCFA.
- La couverture d'un quart du territoire en carte de reconnaissance coûte environ cinq cent millions (500 000 000) F CFA.

16. Contributions souhaitées :

Les contributions nécessaires pour boucler le budget requis pour la réalisation des cartes géologiques de reconnaissance devront être réparties entre l'Etat, une institution de financement telle que la Banque Mondiale, les opérateurs miniers en activité en Côte d'Ivoire.

Les parts respectives seront à préciser lors de la révision des coûts requis.

- Etat CI : 8,6 milliards F CFA, soit 100 %
- Institutionnels : à définir et à négocier ;
- Privés locaux : à définir et à négocier ;
- Privés extérieurs : à définir et à négocier.

17. Gains attendus : à l'étude

18. Impacts sur les ODM / Environnement : L'impact du projet sur l'environnement est négligeable car l'échantillonnage à effectuer sur les affleurements rocheux portera sur des volumes relativement faibles.

19. Financement des charges récurrentes : Les charges récurrentes sont celles afférentes au personnel impliqué dans l'exécution et, le suivi du projet jusqu'à la livraison de l'ouvrage.

Fiche N° 7

Projet :	CARTE GEOLOGIQUE NATIONALE DE LA COTE D'IVOIRE, A L'ECHELLE 1/1 000 000
Code action	M&G_IG/CT_5

39. Orientation

La carte géologique à l'échelle 1/1 000 000, présente une vue d'ensemble et totale de la géologie et des potentialités minières du pays. Elle permet d'orienter le décideur gouvernemental et l'investisseur minier pour optimiser les campagnes de prospection et les programmes de développement (réseaux routiers, ferroviaires, agroindustriel, hydrogéologiques, hydroélectriques, etc.).

40. Objectifs

Mettre à jour l'infrastructure geoscientifique nationale, par la production de la deuxième édition de la carte géologique de la Côte d'Ivoire à l'échelle 1/1 000 000, dans des formats numériques et analogiques compatibles avec les projets régionaux et mondiaux actuels.

41. Description de la situation

- La carte actuelle date de 1965. Elle présente de nombreuses incompatibilités avec le contexte mondial actuel de gestion des données geoscientifiques géologiques. Elle est en rupture de stock. Sa reproduction est lourde d'exploitation et onéreuse, car elle n'est pas numérique.
- Les données récoltées depuis une cinquantaine d'années en matière de cartographie géologique sont disponibles. Elles n'ont pas été produites selon les normes internationales actuelles.

42. Coût des risques (faiblesses) :

- **Externe** (Troubles sociopolitiques délétères) : au moins 15 milliards de F CFA ;
- **Interne** : La perte des données de base par faute de maintenance appropriée des équipements imposera l'achat de nouveaux logiciels de travail ;
- **Métier** : Défaillance de prestataires qui ne peuvent honorer leur contrat/ Défaillance d'experts qui acceptent de meilleures offres et démissionnent.

43. Contraintes liées au projet

- Espace physique abritant le service en charge de l'exécution du projet est non sécurisé et régulièrement soumis à des risques d'inondation et d'incendie ;
- Délai de réalisation (pour des projets qui durent dans le temps) ;
- Déficit de formation sur la cartographie géologique et la gestion de base de données geoscientifiques assistées par ordinateur ;
- Déficit de maîtrise des concepts récents de la géologie de l'Afrique de l'ouest.

44. Bénéficiaires

- Opérateurs miniers nationaux et internationaux ;
- Etat de Côte d'Ivoire ;
- Monde académique ;
- Communautés nationales et internationales des géosciences.

45. Actions antérieures ou en cours :

- Echanges avec GAF AG :
 1. spécialiste européen de géoinformation et GeccArcGeoconsult, spécialiste en cartographie géologique en Afrique de l'Ouest et du Birimien ;
 2. FUGRO, spécialiste en levé aérogéophysique en Afrique et dans le reste du monde ;
 3. Au niveau régional et à l'échelle du globe : harmonisation des géoressources (African European Georesources Observation System), « AEGOS » et « ONE GEOLOGY ».

46. Stratégies de mise en œuvre :

- actualiser l'évaluation de la réalisation de ce projet ;
- exécuter les différentes phases du projet ;
- évaluer chacune des phases du projet.

47. Activités à réaliser

- a. Actualiser l'évaluation du projet ;
- b. Composer les équipes d'exécution et de suivi du projet ;
- c. Réhabiliter les locaux pour l'installation physique des équipes d'exécution et de suivi du projet ;
- d. Former les acteurs : mise à niveau sur une des approches informatisées de la cartographie géologique et de la gestion des bases de données géoscientifiques, pour la maîtrise de la collecte, la numérisation, la gestion et l'archivage des données géoscientifiques de terrain et de laboratoire) ;
- e. Acquérir les équipements techniques ;
- f. Acquérir un levé aérogéophysique (magnétisme, électromagnétisme, radiométrie, gravimétrie, radar, etc.)
- g. Acquérir et compiler les documents géoscientifiques existants : données et cartes topographiques, géologiques, géophysiques, images satellitaires (Landsat, Spot et Radar) ;
- h. Numériser les données acquises : scanning, digitalisation, géoréférence et archivage électronique des documents dans une banque de données ;
- i. Elaborer la maquette de base de la future carte à l'échelle 1/1 000 000 ;
- j. Collecter des données de terrain et échantillonner pour analyses : (XRF, pétrologiques, EGP, géochronologiques, etc.) ;
- k. Exploiter les résultats de terrain et de laboratoires ;
- l. Etablir une carte des géostructures;

- m. Identifier les secteurs vierges à couvrir ;
- n. Elaborer la légende lithostratigraphique ;
- o. Rédiger la notice explicative ;
- p. Numériser le manuscrit de la carte finale ;
- q. Imprimer deux mille (2 000) exemplaires de la deuxième édition de la carte géologique de la Côte d'Ivoire à l'échelle 1/1 000 000 ;
- r. Diffuser les résultats (site Web et action locales de promotion).

48. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- 2011-2012 : les équipes d'exécution et de suivi du projet sont constituées et formées ;
- 2012-2013 : un levé aérogéophysique complet du territoire national est disponible ;
- 2013-2014 : une maquette de base à l'échelle 1/1 000 000 est disponible ;
- 2014-2015 : une carte des géostructures est disponible ;
- 2015-2016 : une carte géologique éditée à l'échelle 1/1 000 000 (digitale et analogique), avec une notice, et une base de données géoscientifiques sont disponibles.

49. Période d'exécution : court terme

50. Maître d'ouvrage : Direction Générale des Mines et de la Géologie

51. Maître d'œuvre : Direction de la Cartographie et de la Prospection Géologique

52. Partenaires :

- **Expertise interne :** agents de la Direction de la Cartographie et de la Prospection Géologique
- **Expertise externe :** GAF AG, GeccArGeoconsult, (Concepteur en cartographie)
- **Partenaires financiers :** Etat de Côte d'Ivoire, Banque Mondiale (souhaitée), Autre : (souhaité)

53. Coûts prévisionnels : 15 000 millions F CFA

Le coût prévisionnel du projet est de quinze (15) milliards de francs CFA. La réévaluation de ce coût permettra de préciser les parts relatives à l'étude, à l'équipement et au fonctionnement.

- Etude et acquisition de données : 14 milliards F CFA
- Equipement : 1 milliard F CFA

54. Contributions souhaitées : Etat CI : 15 000 millions F CFA, soit 100 %

55. Gains attendus : à l'étude

56. Impact sur les ODM/Environnement

Ce projet s'intègre dans le programme régional « African European Georesources Observation Système » (AEGOS) et dans le programme mondial ONE GEOLOGY de recherche et d'harmonisation des géoressources.

L'impact du projet sur l'environnement est faible car l'échantillonnage à effectuer sur les affleurements rocheux portera sur des volumes relativement faibles.

57. Financement des charges récurrentes : Les charges récurrentes sont celles afférentes au personnel impliqué dans l'exécution et le suivi du projet jusqu'à la livraison de l'ouvrage.

Fiche N° 8

Projet :	LEVÉ GÉOPHYSIQUE AÉROPORTÉ (MAGNÉTOMÉTRIE ET RADIOMÉTRIE) SUR LES PERMIS DES RECHERCHE PR 194, 196, 197 ET TANDA
Code action :	M&G_IG/CT_7

1. Orientation

Après l'exécution des programmes d'échantillonnage de surface sur les permis PR 194, 196 et 197, il s'agit de réaliser la couverture géophysique aux fins de l'identification de cibles de travaux détaillés. Pour le permis de Tanda, qui n'a fait que l'objet de travaux localisés, le levé géophysique arrive en amont pour contribuer à la programmation des travaux depuis l'échelle régionale en combinaison avec les résultats positifs obtenus.

2. Objectifs

Réaliser la couverture géophysique (magnétométrie et radiométrie) aéroportée des quatre (4) Permis de Recherche PR 194, PR 196, PR 197 et Tanda.

PR 194, 196 et 197 : Identifier des cibles de travaux détaillés (sondages) par combinaison de l'interprétation géophysique avec les résultats des levés de surface (sols), de sub-surface (puits et tranchées) et de semi-profondeurs ou de profondeurs (sondages RAB et RC).

Permis de Tanda : Repérer les linéaments régionaux et structures magnétiques et radiométriques, et en déduire des cibles de suivi au sol (géophysique au sol, échantillonnage de surface, sondages).

3. Description de la situation

L'échantillonnage des sols, des puits et tranchées a permis d'identifier et de réaliser des suivis à des niveaux variables de plusieurs prospectes sur l'ensemble de la zone. A ce stade, la poursuite des travaux nécessite une meilleure connaissance et localisation des structures que la collecte et l'interprétation des données d'aérogéophysique aéroportée vont permettre de mettre rapidement à disposition.

PR 194 - Daoukro : l'échantillonnage au sol à l'échelle régionale a permis d'identifier plusieurs prospectes avec des suivis à des niveaux variables (Daoukro Sud : échantillonnage détaillé, Krinjabo : échantillonnage détaillé et puits, Dengbè : échantillonnage détaillé tranchées et échantillonnage à la mototarière)

PR 196 - Agnibilékrou : Etruscan a réalisé un échantillonnage géochimique régional et entamé un programme d'échantillonnage semi-détaillé.

PR 197 - Allangoua : Sur la base de cartes de résultats de travaux antérieurs, Etruscan a réalisé un programme d'échantillonnage géochimique détaillé de sols.

Tanda (PR, décret en attente) : Etruscan a commencé le programme d'échantillonnage géochimique régional de sols dans un petit périmètre au sein du permis, puis un échantillonnage détaillé dans la même zone, autour de sites de travaux d'orpaillage identifiés.

4. **Coût des risques (faiblesses) :**

- **Externes** (Mouvements sociopolitiques réticence des investisseurs à risquer plus de fonds) : 740 millions F CFA déjà dépensés sur les permis, et non rentabilisés (arrêt des travaux pour cause d'instabilité entre autres) ; Conjoncture économique mondiale (la crise de 2008 a affecté la compagnie ETUSCAN) ; La non-réalisation de ce programme risque de grever les investissements à réaliser sur ces permis. Les investissements prévus se chiffrent à 510.000.000 FCFA pour Daoukro, 220 millions F CFA pour Allangoua, 100 millions F CFA pour Agnibilékrou et 70 millions F CFA pour Tanda, soit un total de 900 millions F CFA.
- **Interne** (données disponibles incomplètes, utilisation limitée) : 60 millions F CFA ;
- **Métier** (Démotivation du prestataire, démobilisation du personnel technique de la compagnie) : 72 millions F CFA

5. **Contraintes liées au projet :**

- Pistes d'atterrissage non entretenues parce non utilisées.
- Appui logistique au prestataire
- Fluctuations du cours du Dollar US, devise de calculs du contrat.

6. **Bénéficiaires** : Ensemble du secteur minier national (contribution à l'infrastructure géoscientifique) ; Main d'œuvre locale ; ETRUSCAN RESOURCES CÔTE D'IVOIRE SARL (Département Exploration)

7. **Actions antérieures**

L'échantillonnage de sols et roches a permis d'identifier des anomalies superficielles. à Daoukro, la mototarière, les puits et tranchées ont testé la sub-surface immédiate et les sondages RAB et RC ont poussé les investigations en semi-profondeur (Travaux réalisés par Etruscan).

Actions en cours : Mise en approbation du projet auprès du siège d'ETRUSCAN

8. **Stratégies de mise en œuvre :**

- Stratégie 1 : réactualisation du contrat de prestation entre ETRUSCAN et UTS AEROQUEST.
- Stratégie 2 : démarches administratives
- Stratégie 3 : préparatifs des dispositions d'accueil du prestataire
- Stratégie 4 : accueil et mise en place du prestataire

9. **Activités à réaliser :**

- Action 1 : reconfirmer et approuver (renégocier) le contrat de prestation déjà signé

- Action 2 : demander les autorisations nécessaires pour le survol du territoire national
- Action 3 : rechercher et fournir au prestataire les informations nécessaires (infrastructures -pistes d'atterrissage, stations de distribution de carburant- données météorologiques)
- Action 4 : réhabiliter si nécessaire (désherber éventuellement) les pistes d'atterrissages retenues

10. Marqueurs de progrès (indicateur)

- Nouveau contrat
- Date de signature des autorisations obtenues
- Liste des informations obtenues (infrastructures locales)
- Au moins une piste d'atterrissage réhabilitée et praticable.

11. Période d'exécution : court terme (Août 2011-Décembre 2011)

12. Maître d'ouvrage : ETRUSCAN RESOURCES COTE D'IVOIRE SARL

13. Maître d'œuvre : UTS AEROQUEST

14. Partenaires : ETRUSCAN RESOURCES COTE D'IVOIRE SARL ; UTS AEROQUEST

15. Coûts prévisionnels : Coût initial du contrat : 60.000.000 FCFA (au taux du Dollar US de 500 FCFA, en 2010) ; Ce montant sera réactualisé avec la révision du contrat.

16. Contributions souhaitées : ETRUSCAN RESOURCES CI : 60.000.000 F CFA, soit 100 %

17. Gains attendus : à l'étude

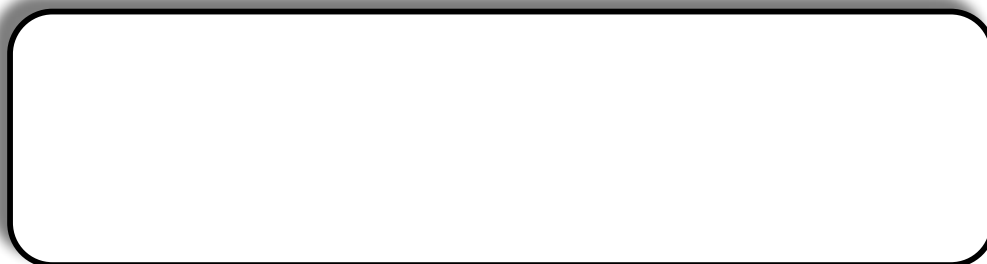
18. Impact sur les ODM/Environnement

Le seul désagrément se limite au son produit par les aéronefs durant le survol qui est sans impact significatif sur l'environnement.

Les résultats obtenus entreront dans la constitution de la base de données nationale après le délai de prescription qui accorde la confidentialité des données à l'opérateur.

19. Financement des charges récurrentes : Etruscan Resources Côte d' Ivoire SARL.

**FICHES PROJET RELATIVES
AU DOMAINE D'ACTIVITE STRATEGIQUE no 2 :
EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES**



Fiche N° 9

Projet :	EXPLORATION
Code action :	M&G_ERN/CT_26

1. Orientation

Le développement prodigieux de Newcrest Australie et sa solide réputation dans l'industrie mondiale de l'or ont été établis grâce à ses succès dans le domaine de l'exploration. Newcrest Côte d'Ivoire développe en conséquence un programme ambitieux et agressif de recherche en vue de consolider durablement sa position de leader dans la production d'or en Côte d'Ivoire.

2. Objectif : Trouver en Côte d'Ivoire plusieurs mines d'or justifiant des ressources minimales de 1 million d'onces.

3. Description de la situation : Le secteur minier ivoirien va connaître une expansion notable au cours des prochaines années dont Newcrest veut être un des acteurs clés. Les découvertes d'exploration justifieront la présence à long terme de la compagnie en CI.

4. Coût des risques (faiblesses) : Globalement l'instabilité socio-politique et son corolaire d'insécurité qui a entraîné l'inaccessibilité à certains permis de recherche à l'intérieur du pays et conséquemment le gel des travaux de recherche sur ces permis.

5. Contraintes liées au projet : Le prolongement de l'instabilité socio-politique et la pérennisation de l'insécurité ou du sentiment d'insécurité.

6. Bénéficiaires : Newcrest-CI

7. Actions antérieures ou en cours : Demande de renouvellement des permis le cas échéant, activation de la clause de force majeure pour récupérer le temps de gel de facto, reprise des programmes d'exploration selon les priorités du plan d'affaires de Newcrest à 2016.

8. Stratégie de mise en œuvre : A déterminer

9. Activités à réaliser

- Remobilisation des équipes de géologues expatriés
- Actualisation des programmes de travail sur les permis
- Remobilisation des sous-traitants pour les campagnes de forage

10. Marqueurs de progrès : à déterminer

11. Période d'exécution : Court terme.

12. Maître d'ouvrage : Newcrest-CI

13. Maître d'œuvre : LGL Resources

14. Partenaires : à déterminer

15. Coûts prévisionnels : à déterminer

16. Contributions souhaitées : à déterminer

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impacts sur les OMD/Environnement : à déterminer

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer

Fiche N° 10

Projet :	OBTENTION D'UN PERMIS DE RECHERCHES
Code d'action :	M&G_ERN/CT_29

1. **Orientation** : Facilité d'obtention du permis d'exploration.
2. **Objectif** : Découvrir une mine.
3. **Description de la situation** : Depuis la crise de 2002, l'obtention d'un permis d'exploration est quasiment impossible. Il faut se contenter des autorisations pour travailler sur les parcelles demandées.
4. **Coût des risques (faiblesses)** : Cette attente fait perdre de l'argent à l'Etat et aux sociétés minières.
5. **Contraintes liées au projet** : Durée de la signature du décret et le climat socio-politique instable depuis 2002.
6. **Bénéficiaires** : Etat, sociétés minières et collectivités locales.
7. **Actions antérieures ou en cours** : Activités de bureau et échantillonnage géologique.
8. **Stratégie de mise en œuvre** : Les étapes de la prospection minière.
9. **Activités à réaliser**
 - Campagnes d'échantillonnage
 - Puits et tranchées
 - Sondages
10. **Marqueurs de progrès**
 - Campagnes de stream sediments et échantillonnage réalisées

- Echantillonnages sol, puits et tranchées ;
- Sondage et évaluation des réserves.

11. Période d'exécution : court et moyen terme (3 à 9 ans).

12. Maître d'ouvrage : Enchi Proci

13. Maître d'œuvre : Enchi Proci

14. Partenaires : Sociétés minières, ghanéennes et internationales

15. Coûts prévisionnels : 280 000 000 F CFA par permis.

16. Contributions souhaitées : Privés locaux : 196 000 000 F CFA (70%) ; Partenaires extérieurs : 80 000 000 F CFA (30%)

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impacts sur les OMD/Environnement : Création d'emploi et prise en compte des mesures pour atténuer l'impact sur l'environnement.

19. Financement des charges récurrentes : Enchi Proci.

Fiche N° 11

Projet :	EXPLORATION DE NICKEL-CUIVRE A PLATINOÏDES DE SAMAPLEU
Code action :	M&G_ERN/CT_3

1. **Orientation** : Développement du secteur minier pour une amélioration de sa quote-part au PIB national.

2. **Objectif** : Identifier des ressources additionnelles pour la mise en valeur du gisement de nickel-cuivre à platinoïdes de Samapleu.

3. **Description de la situation** : le marché mondial favorable pour les matières premières minérales ; un gisement d'environ 11 millions de tonnes de minerai à 0,27 %Ni et 0,27%Cu avec présence de platinoïdes (50 – 500 ppb de palladium et 1330 – 2360 ppb de platine) de ressources mises en évidence au sud de l'important projet nickel latéritique de Sipilou dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. C'est un gisement de sulfures de ségrégation magmatique lié à un complexe de roches ultramafiques.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Externes : Mouvements sociopolitiques ;
- Internes : Perte et/ou destruction des équipements ;
- Métier : Hausse des coûts des facteurs, mise à jour des techniques d'exploration.

L'ensemble de ces risques liés au projet est estimé à 825 000 000 FCFA.

5. Contraintes :

- Manque de financement ;
- Ressources insuffisantes pour une exploitation économique ;
- Baisse du nickel.

6. **Bénéficiaires** : Les promoteurs du projet ; Le secteur minier ivoirien ; Les populations riveraines de la zone du projet par la création d'emplois ; L'Etat de Côte d'Ivoire à travers les taxes et contributions diverses ; marché mondial du nickel et des métaux précieux ; Industrie de la métallurgie pour l'acier inoxydable.

7. Actions antérieures ou en cours

- 1976-1998 : Mise en évidence du gisement de nickel-cuivre à platinoïdes de Samapleu par la SODEMI suite à d'importants travaux de prospection et d'évaluation.
- 2009-2010 : Renouvellement du permis de recherche et reprise des travaux d'exploration en partenariat avec la société canadienne SAMA NICKEL CORPORATION.

- 2011-2012 : Poursuite des travaux d'exploration par des sondages de définition et estimations des ressources.

8. **Stratégies de mise en œuvre**

- Actions de promotions pour recherche de partenariat ;
- Mise à jour du titre minier auprès de l'Administration Minière ;
- Signature d'accord de partenariat et mobilisation du financement ;
- Mise en œuvre du projet.

9. **Activités à réaliser** : Effectuer la synthèse des données antérieures, effectuer une cartographie de détail, foncer des puits, des tranchées, analyser les échantillons collectés, effectuer des levés géophysiques, forer et estimer les ressources, effectuer des tests métallurgiques, effectuer l'étude de faisabilité économique du projet.

10. **Marqueurs de progrès** (Indicateurs)

- 2011: Banque de données numériques, carte géologique détaillée du permis, carte des anomalies de surface et subsurface et carte géophysique de sol.
- 2012: Carte des gisements, modèle géologique et minéralisations.
- 2013: Rapport d'estimation des ressources, procédé de traitement du minerai, étude de faisabilité bancaire.

11. **Période d'exécution** : court terme

12. **Maître d'ouvrage** : SODEMI

13. **Maître d'œuvre** : SAMA NICKEL CORPORATION

14. **Partenaires**

- Phase d'exploration : SAMA NICKEL CORPORATION
- Phase d'exploitation : SODEMI et SAMA NICKEL CORPORATION

15. **Coût prévisionnel** : cinq mille cinq cents milliards (5 500 000 000) F. CFA pour la période de 2011-2013

16. **Contributions souhaitées**

- Phase d'exploration : SAMA NICKEL: 5 500 000 000 F. CFA soit 100% pour la phase d'exploration (2011-2013).
- Phase d'exploitation : Les coûts réels d'exploitation seront déterminés par l'étude de faisabilité.

Le financement sera réparti comme suit :

- SODEMI : 33,3 % (Recherche de financement) ;
- SAMA NICKEL CORPORATION : 66,7 %.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD /Environnement

La mise en exploitation d'un gisement minier constitue un accélérateur de développement régional. Toute la région des Dix huit montagnes bénéficiera des retombées de la mine par la création de nombreux emplois directs et indirects.

Le projet contribuera à augmenter la production minière nationale et à améliorer les ressources financières de l'Etat.

Phase d'exploration : légère perturbation de l'écosystème.

Phase d'exploitation : Le projet présente des risques de dégradation des sols et de la végétation, de contamination des eaux souterraines, des nuisances sonores et d'altération de la qualité de l'air due aux poussières.

Toutefois, ces risques sont fortement atténués du fait de l'éloignement du projet des sites d'habitations et de la mise en application des recommandations de l'étude d'impact environnemental et social.

19. Financement des charges récurrentes

- En phase d'exploration SODEMI et SAMA NICKEL CORPORATION assurent les charges de fonctionnement.
 - En phase d'exploitation SODEMI, SAMA NICKEL CORPORATION et autres partenaires techniques et financiers assurent les charges de fonctionnement jusqu'à l'autonomie financière du projet.
-

Fiche N° 12

Projet :	EXPLORATION DES PHOSPHATES D'EBOINDA
Code action :	M&G_ERN/CT_4

1. **Orientation** : Développement du secteur minier pour une amélioration de sa quote-part au PIB national.
2. **Objectif** : Mettre en évidence d'un gisement de phosphates pour la production de fertilisants agricoles.
3. **Description de la situation** : Face à la rareté et à la pauvreté des terres cultivables d'une part, et des coûts élevés des engrais chimiques d'autre part, l'utilisation des phosphates naturels constitue de plus en plus une alternative pour la fertilisation des sols.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Externes : Mouvements sociopolitiques ;
- Internes : Perte et/ou destruction des équipements ;
- Métier : Hausse des coûts des facteurs, mise à jour des techniques d'exploration.

L'ensemble de ces risques liés au projet est estimé à 127 500 000 FCFA.

5. Contraintes

- Manque de financement ;
- Ressources insuffisantes pour une exploitation économique ;
- Baisse de la demande en phosphate naturels.

6. **Bénéficiaires** : Les promoteurs du projet ; Les secteurs miniers et agricoles ivoiriens ; Les populations riveraines de la zone du projet par la création d'emplois ; L'Etat de Côte d'Ivoire à travers les taxes diverses, les impôts et l'amélioration du rendement agricole ; Industries agricoles ; Secteurs minier et agro-industriel ; Populations agricoles.

7. Actions antérieures ou en cours

- 1975-1977 : Mise en évidence des indices de phosphates avec des teneurs atteignant 28,5% P₂O₅ par la SODEMI.
- 2009-2010 : Vérification des indices sur le terrain suivie de la demande de permis de recherche couvrant la zone d'intérêt.
- 2011 : Mise en place d'un camp d'exploration et début des travaux de prospection tactique sur le terrain.

8. **Stratégies de mise en œuvre** : Compilation de données, prospection géologique, géochimique, géophysique, analyses chimiques, sondages, tests de traitement sur de gros échantillons et étude de faisabilité.
9. **Activités à réaliser** : Collecter les données antérieures, effectuer la synthèse des données, effectuer une cartographie de détail, foncer des puits, des tranchées, analyser les échantillons collectés, effectuer des levés géophysiques, effectuer des sondages et estimer les ressources, prélever de gros échantillons et effectuer des tests de traitements et réalisés l'étude d'exploitabilité du gisement.
10. **Marqueurs de progrès (Indicateurs)**
 - 2011: Banque de données numériques ; carte géologique détaillée du permis; carte des anomalies de surface et subsurface et carte géophysique.
 - 2012: carte des gisements; modèle géologique et minéralisations
 - 2013: ressources estimées; procédé de traitement du minerai ; étude de faisabilité bancable du projet.
11. **Période d'exécution** : court terme
12. **Maître d'ouvrage** : SODEMI (PIP 2011-2013)
13. **Maître d'œuvre** : SODEMI
14. **Partenaires**
 - Phase d'exploration : SODEMI financée par l'Etat à travers le Programme d'Investissements Publics (PIP 2011-2013) jusqu'à l'étude de faisabilité du projet.
 - Phase d'exploitation : Recherche de partenaires financiers et techniques.
15. **Coût prévisionnel** : huit cent cinquante millions (850 000 000) F CFA . Recherche de financement estimé à environ 3 000 000 000 FCFA pour la phase d'exploitation. Les coûts réels d'exploitation seront déterminés par l'étude de faisabilité.
16. **Contributions souhaitées**
 - SODEMI (PIP 2011-2013) : 850.000.000 FCFA soit 100 % en phase d'exploration.
 - Les coûts d'exploitation seront déterminés par l'étude de faisabilité.
17. **Gains attendus** :
18. **Impact sur les OMD /Environnement**

La mise en exploitation d'un gisement minier constitue un accélérateur de développement régional. Toute la région du Sud-Comoé bénéficiera des retombées directes de la mine par la création

d'emplois. Le produit issu de l'exploitation de cette mine permettra une amélioration du rendement des terres agricoles et une réduction de la pauvreté en milieu rural. Le projet contribuera entre autre à réduire la contamination des nappes phréatiques par les engrais chimiques et promouvoir l'émergence d'une agriculture biologique.

Phase d'exploration : légère perturbation de l'écosystème.

Phase d'exploitation : délocalisation possible des populations et expropriation possible des terres.

19. **Financement des charges récurrentes** : En phase d'exploration la SODEMI assure les charges de fonctionnement. En phase d'exploitation la SODEMI et le partenaire technique et financier assurent les charges de fonctionnement jusqu'à l'autonomie financière du projet.

Fiche N° 13

Projet :	EXPLORATION DE NICKEL D'OUANINOU
Code action :	M&G_ERN/CT_5

1. **Orientation** : Développement du secteur minier pour une amélioration de sa quote-part au PIB national.

2. **Objectif** : Identification d'un gisement polymétallique de nickel-cuivre et minéraux associés.

3. Description de la situation

- Marché mondial favorable pour les matières premières minérales.
- Un environnement géologique d'intrusions de roches basiques à ultrabasiques semblable à celui du gisement de nickel-cuivre à platinoïdes de Samapleu, dont les travaux d'exploration sont actuellement en phase de définition de ressources. Cette zone a connu très peu d'activités de prospections minières.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Externes : Mouvements sociopolitiques ;
- Internes : Perte et/ou destruction des équipements ;
- Métier : Hausse des coûts des facteurs, mise à jour des techniques d'exploration.

L'ensemble de ces risques liés au projet est estimé à 184 050 000 de francs CFA.

5. Contraintes

- Manque de financement ;
- Ressources insuffisantes pour une exploitation économique ;
- Baisse du nickel.

6. **Bénéficiaires** : Les promoteurs du projet ; Le secteur minier ivoirien ; Les populations riveraines de la zone du projet par la création d'emplois ; L'Etat de Côte d'Ivoire à travers les taxes et contributions diverses ; Marché mondial du nickel et des métaux précieux ; Industrie de la métallurgie pour l'acier inoxydable.

7. Actions antérieures ou en cours (2010)

- Compilation des données existantes.
- Mission de reconnaissance sur le site suivie d'une demande de permis de recherche auprès de l'Administration Minière.

8. Stratégies de mise en œuvre

- Identification de sites prospectables ;

- Demande de permis de recherche auprès de l'Administration Minière ;
- Mobilisation du financement ;
- Mise en œuvre du projet.

9. Activités à réaliser

Effectuer la synthèse des données antérieures, effectuer une cartographie de détail, foncer des puits, des tranchées, analyser les échantillons collectés, effectuer des levés géophysiques, forer et estimer les ressources, effectuer des tests métallurgiques, effectuer l'étude de faisabilité économique du projet.

10. Marqueurs de progrès (Indicateurs)

- 2012 : Décret d'octroi de permis, banque de données numériques, carte géologique détaillée du permis.
- 2013 : Carte des anomalies de surface et subsurface, carte géophysique de sol.
- 2014 : Carte des gisements, modèle géologique et minéralisations, rapport d'estimation des ressources et réserves.
- 2015-2016 : Procédé de traitement et étude de faisabilité.

11. Période d'exécution : Court terme ; 5 ans à partir de 2012.

12. Maître d'ouvrage : SODEMI

13. Maître d'œuvre : SAMA NICKEL CORPORATION

14. Partenaires : Phase d'exploration : SAMA NICKEL CORPORATION ; Phase d'exploitation : Recherche de partenaires financiers et techniques.

15. Coût prévisionnel : 1 300 000 000 FCFA pour la période 2012 – 2014.

16. Contributions souhaitées

Phase d'exploration :

- SODEMI : 63 000 000 FCFA soit 5 % pour la gestion du titre minier et le suivi du projet.
- SAMA NICKEL CORPORATION : 1 227 000 000 FCFA soit 95 % pour les travaux d'exploration jusqu'à l'étude de faisabilité du projet.

Phase d'exploitation : Les coûts réels d'exploitation seront déterminés par l'étude de faisabilité. Le financement est réparti comme suit :

- SODEMI : 33,3 % (Recherche de financement) ;
- SAMA NICKEL CORPORATION : 66,7 %.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD /Environnement

La mise en exploitation d'un gisement minier constitue un accélérateur de développement régional. Toute la région du Bafing bénéficiera des retombées de la mine par la création de nombreux emplois directs et indirects. Le projet contribuera à augmenter la production minière nationale et à améliorer les ressources financières de l'Etat.

- Phase d'exploration : légère perturbation de l'écosystème.
- Phase d'exploitation : Le projet présente des risques de dégradation des sols et de la végétation, de contamination des eaux souterraines, des nuisances sonores et d'altération de la qualité de l'air due aux poussières.

Toutefois, ces risques sont fortement atténués du fait de l'éloignement du projet des sites d'habitations et de la mise en application des recommandations de l'étude d'impact environnemental et social.

19. Financement des charges récurrentes

- En phase d'exploration SODEMI et SAMA NICKEL CORPORATION assurent les charges de fonctionnement.
- En phase d'exploitation SODEMI, SAMA NICKEL CORPORATION et autres partenaires techniques et financiers assurent les charges de fonctionnement jusqu'à l'autonomie financière du projet.

Fiche N° 14

Projet :	EXPLORATION DE LITHIUM ET BERYLLIUM D'ADZOPE
Code action :	M&G_ERN/CT_6

1. **Orientation** : Développement du secteur minier pour une amélioration de sa quote-part au PIB national.
2. **Objectif** : Explorer les indices de lithium et de béryllium de la région d'Adzopé en vue de l'identification d'un gisement économiquement exploitable.

3. Description de la situation

Compte tenu des nombreuses applications du lithium et du béryllium dans l'industrie aéronautique, électronique et énergétique, l'on assiste à une montée considérable des coûts de ces métaux sur le marché international.

Dans la région d'Adzopé les travaux de la SODEMI ont permis la découverte d'importants indices.

L'environnement géologique est dominé par des formations de granites à pegmatites dans lesquelles l'on trouve le lithium à 2,55% Li (tout-venant) et à 7,60% Li (spodumène) et le béryllium à 800g/m³ Be (alluvions) et 2800g/m³ Be (éluvions).

4. Coût des risques (faiblesses)

- Externes : Mouvements sociopolitiques ;
- Internes : Perte et/ou destruction des équipements ;
- Métier : Hausse des coûts des facteurs, mise à jour des techniques d'exploration.

L'ensemble de ces risques liés au projet est estimé à 75 000 000 FCFA.

5. Contraintes

- Manque de financement ;
- Ressources insuffisantes pour une exploitation économique ;
- Baisse du cours du lithium et/ou du béryllium.

6. **Bénéficiaires** : Les promoteurs du projet ; Le secteur minier ivoirien ; Les populations riveraines de la zone du projet par la création d'emplois ; L'Etat de Côte d'Ivoire à travers les taxes et contributions diverses ; Marché mondial du lithium et du béryllium ; Industrie de la métallurgie, de l'énergie et de l'électronique.

7. Actions antérieures ou en cours

- 1960-1968 : Travaux de cartographie géologique mettant en évidence des formations dominées par des granites à pegmatites effectués par la SODEMI. Découverte d'importants indices de lithium de béryllium dans la région d'Adzopé.
- 2010 : Compilation des données antérieures suivie de la demande de permis de recherche auprès de l'Administration Minière.

8. Stratégies de mise en œuvre

- Identification de sites prospectables ;
- Demande de permis de recherche auprès de l'Administration Minière ;
- Mobilisation du financement ;
- Mise en œuvre du projet.

9. Activités à réaliser

Effectuer la synthèse des données antérieures, effectuer une cartographie de détail, foncer des puits, des tranchées, analyser les échantillons collectés, effectuer des levés géophysiques, forer et estimer les ressources, effectuer des tests métallurgiques, effectuer l'étude de faisabilité économique du projet.

10. Marqueurs de progrès (Indicateurs)

Décret d'octroi de permis, banque de données numériques, carte géologique détaillée du permis, carte des anomalies et de contrôle des minéralisations en profondeur, carte géophysique, rapport d'estimation des ressources, procédé de traitement du minerai, étude de faisabilité bancaire du projet.

11. Période d'exécution : court terme ; 5 ans à partir de 2012

12. Maître d'ouvrage : SODEMI

13. Maître d'œuvre : SODEMI.

14. Partenaires

- Phase d'exploration : SODEMI
- Phase d'exploitation : Recherche de partenaires financiers et techniques.

15. Coût prévisionnel : 500 millions F CFA pour la période 2011-2013 (3 ans).

16. Contributions souhaitées

- SODEMI : 500 000 000 FCFA soit 100% pour la phase d'exploration.

- Recherche de financement : Les coûts réels d'exploitation seront déterminés par l'étude de faisabilité.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD /Environnement

La mise en exploitation d'un gisement minier constitue un accélérateur de développement régional. Toute la région de l'Agnéby bénéficiera des retombées de la mine par la création de nombreux emplois directs et indirects. Le projet contribuera à augmenter la production minière nationale et à permettre à la Côte d'Ivoire de disposer d'une ressource d'intérêt stratégique.

- Phase d'exploration : légère perturbation de l'écosystème.
- Phase d'exploitation : Le projet présente des risques de dégradation des sols et de la végétation, de contamination des eaux souterraines, des nuisances sonores et d'altération de la qualité de l'air due aux poussières.

Toutefois, ces risques sont fortement atténués du fait de l'éloignement du projet des sites d'habitations et de la mise en application des recommandations de l'étude d'impact environnemental et social.

19. Financement des charges récurrentes : En phase d'exploration la SODEMI assure les charges de fonctionnement ; En phase d'exploitation la SODEMI et le partenaire technique et financier assurent les charges de fonctionnement jusqu'à l'autonomie financière du projet.

Fiche N° 15

Projet :	EXPLORATION D'OR DE MAHAPLEU
Code action :	M&G_ERN/CT_7

1. **Orientation** : Développement du secteur minier pour une amélioration de sa quote-part au PIB national.

2. **Objectif** : Identifier un gisement économiquement exploitable en vue d'augmenter la production d'or nationale.

3. Description de la situation

- Tendance à la hausse du cours de l'or ;
- Anomalies géochimiques des sols et géophysiques associées à des indices de minéralisation en subsurface et en profondeur, identifiées dans les formations volcanosédimentaires du birrimien présentes dans la région au cours des travaux antérieurs.
- Intenses activités d'orpaillage depuis plusieurs décennies.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Externes : Mouvements sociopolitiques ;
- Internes : Perte et/ou destruction des équipements ;
- Métier : Hausse des coûts des facteurs, mise à jour des techniques d'exploration.

L'ensemble de ces risques liés au projet est estimé à 105 000 000 FCFA.

5. Contraintes

- Manque de financement ;
- Découverte d'une ressource insuffisante pour une exploitation économique;
- Baisse du cours de l'or.

6. **Bénéficiaires** : Les promoteurs du projet ; Le secteur minier ivoirien ; Les populations riveraines de la zone du projet par la création d'emplois ; L'Etat de Côte d'Ivoire à travers les taxes diverses et les impôts ; Marché mondial de l'or ; Industries de joaillerie et de l'électronique ; Banques et Trésors.

7. Actions antérieures ou en cours

- 1983-1994 : Mise en évidence d'anomalies géochimiques des sols et géophysiques par la SODEMI.
- 1996-1997 : Mise en évidence de minéralisations en subsurface par sondages RAB.
- 2001-2002 : Exploitation Semi-industrielle de l'Or à Zérébo par SODEMI en partenariat avec China Geological and Mining Corporation (CGMC).

- 2011 : Identification et vérification des résultats des travaux antérieurs sur le terrain.
- 2012 : Mise en place d'un camp d'exploration et début des travaux de prospection tactique.

8. Stratégies de mise en œuvre

- Identification de sites prospectables ;
- Actualisation de la validité du permis de recherche auprès de l'Administration Minière ;
- Mobilisation du financement ;
- Mise en œuvre du projet.

9. Activités à réaliser :

Effectuer la synthèse des données antérieures, effectuer une cartographie de détail, foncer des puits, des tranchées, analyser les échantillons collectés, effectuer des levés géophysiques, forer et estimer les ressources, effectuer des tests métallurgiques, effectuer l'étude de faisabilité économique du projet.

10. Marqueurs de progrès (Indicateurs)

Banque de données numériques, carte géologique détaillée du permis, carte des anomalies et de contrôle des minéralisations en profondeur, carte géophysique, rapport d'estimation des ressources, procédé de traitement du minerai, étude de faisabilité bancaire du projet.

11. Période d'exécution : court terme ; 3 ans à partir de 2012

12. Maître d'ouvrage : SODEMI (2011-2013)

13. Maître d'œuvre : SODEMI

14. Partenaires

- Phase d'exploration : SODEMI (2011-2013)
- Phase d'exploitation : Recherche de partenaires financiers et techniques.

15. Coût prévisionnel : 710 millions F CFA pour la période 2011 – 2013.

16. Contributions souhaitées

- SODEMI : 710 000 000 FCFA soit 100% pour la phase d'exploration.
- Recherche de financement estimé à environ 50 000 000 000 FCFA pour la phase d'exploitation. Les coûts réels d'exploitation seront déterminés par l'étude de faisabilité.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD /Environnement

La mise en exploitation d'un gisement minier constitue un accélérateur de développement régional. Toute la région des Dix huit montagnes bénéficiera des retombées de la mine par la création de nombreux emplois directs et indirects. Le projet contribuera à augmenter la production d'or nationale et à améliorer les ressources financières de l'Etat.

- Phase d'exploration : légère perturbation de l'écosystème.
- Phase d'exploitation : Le projet présente des risques de dégradation des sols et de la végétation, de contamination des eaux souterraines, des nuisances sonores et d'altération de la qualité de l'air due aux poussières.

Toutefois, ces risques sont fortement atténués du fait de l'éloignement du projet des sites d'habitations et de la mise en application des recommandations de l'étude d'impact environnemental et social.

19. Financement des charges récurrentes

- En phase d'exploration la SODEMI assure les charges de fonctionnement.
- En phase d'exploitation la SODEMI et le partenaire technique et financier assurent les charges de fonctionnement jusqu'à l'autonomie financière du projet.

Fiche N° 16

Projet :	EXPLORATION D'OR D'OUELE
Code action :	M&G_ERN/CT_8

1. **Orientation** : Développement du secteur minier pour une amélioration de sa quote-part au PIB national.

2. **Objectif** : Identifier un gisement économiquement exploitable en vue d'augmenter la production d'or nationale.

3. Description de la situation

- Tendance à la hausse du cours de l'or ;
- Anomalies géochimiques des sols et géophysiques associées à des indices de minéralisation en subsurface identifiées dans les formations volcanosédimentaires du birrimien présentes dans la région au cours des travaux antérieurs.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Externes : Mouvements sociopolitiques ;
- Internes : Perte et/ou destruction des équipements ;
- Métier : Hausse des coûts des facteurs, mise à jour des techniques d'exploration.

L'ensemble de ces risques liés au projet est estimé à 120 000 000 FCFA.

5. Contraintes

- Manque de financement ;
- Découverte d'une ressource insuffisante pour une exploitation économique ;
- Baisse du cours de l'or.

6. **Bénéficiaires** : Les promoteurs du projet ; Le secteur minier ivoirien ; Les populations riveraines de la zone du projet par la création d'emplois ; L'Etat de Côte d'Ivoire à travers les taxes diverses et les impôts ; Marché mondial de l'or ; Industries de joaillerie et de l'électronique ; Banques et Trésors.

7. Actions antérieures ou en cours:

- 1994-1996 : Travaux de Sodemi : Mise en évidence d'anomalies géochimiques des sols et géophysiques. Identification d'indices de minéralisation en subsurface par puits et en profondeur par sondages de reconnaissance.

- 2009-2010 : Reprise des travaux par une vérification des indices sur le terrain, suivie d'une demande de permis de recherche couvrant la zone d'intérêt.
- 2011 : Mise en place d'un camp d'exploration et début des travaux de prospection .

8. Stratégies de mise en œuvre

- Identification de sites prospectables ;
- Demande de permis de recherche auprès de l'Administration Minière ;
- Mobilisation du financement ;
- Mise en œuvre du projet.

9. Activités à réaliser

Effectuer la synthèse des données antérieures, effectuer une cartographie de détail, foncer des puits, des tranchées, analyser les échantillons collectés, effectuer des levés géophysiques, forer et estimer les ressources, effectuer des tests métallurgiques, effectuer l'étude de faisabilité économique du projet.

10. Marqueurs de progrès (Indicateurs)

Banque de données numériques, carte géologique détaillée du permis, carte des anomalies et de contrôle des minéralisations en profondeur, carte géophysique, rapport d'estimation des ressources, procédé de traitement du minerai, étude de faisabilité bancaire du projet.

11. Période d'exécution : court terme ; 5 ans à partir de 2012

12. Maître d'ouvrage : SODEMI

13. Maître d'œuvre : SODEMI

14. Partenariats

- Phase d'exploration : SODEMI (2011-2013)
- Phase d'exploitation : Recherche de partenaires financiers et techniques.

15. Coût prévisionnel : 800 000 000 F. CFA pour la période 2011 -2013.

16. Contributions souhaitées

- SODEMI : 800 000 000 FCFA soit 100% pour la phase d'exploration.
- Recherche de financement estimé à environ 50 000 000 000 FCFA pour la phase d'exploitation. Les coûts réels d'exploitation seront déterminés par l'étude de faisabilité.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD /Environnement

La mise en exploitation d'un gisement minier constitue un accélérateur de développement régional. Toute la région du N'Zi-Comoé bénéficiera des retombées de la mine par la création de nombreux emplois directs et indirects.

Le projet contribuera à augmenter la production d'or nationale et à améliorer les ressources financières de l'Etat.

- Phase d'exploration : légère perturbation de l'écosystème.
- Phase d'exploitation : Le projet présente des risques de dégradation des sols et de la végétation, de contamination des eaux souterraines, des nuisances sonores et d'altération de la qualité de l'air due aux poussières.

Toutefois, ces risques sont fortement atténués du fait de l'éloignement du projet des sites d'habitations et de la mise en application des recommandations de l'étude d'impact environnemental et social.

19. Financement des charges récurrentes

- En phase d'exploration la SODEMI assure les charges de fonctionnement.
- En phase d'exploitation la SODEMI et le partenaire technique et financier assurent les charges de fonctionnement jusqu'à l'autonomie financière du projet.

Fiche N° 17

Projet :	FINALISATION DES TRAVAUX D'EXPLOITATION SUR LE PR 121 SIS A GUIGLO
Code d'action :	M&G_ERN/CT_14

1. Orientation : Le projet consiste à décrire les stratégies à mettre en œuvre et les actions à mener en vue de finaliser les travaux d'exploration sur le PR n°121.

2. Objectif : Donner la preuve de l'existence d'un gisement d'or sur le PR 121.

3. Description de la situation actuelle

L'administration minière a suspendu les travaux sur le PR n°121 et a demandé à Mayana de faire une présentation des travaux réalisés en quantifiant les travaux restant à exécuter avec un chronogramme d'exécution et en donnant les preuves d'existence d'un financement. Mayana a satisfait aux injonctions de l'Administration mais la suspension n'est pas encore levée. Or, du fait du conflit armé dont la zone du permis a été le théâtre, les travaux ont pris un peu de retard. Il est indispensable que ce retard soit rattrapé pour que, éventuellement, la mine puisse en exploitation.

4. Coût des risques (faiblesses)

Risques	Hypothèses	Coût des faiblesses	Définitives
Risques internes			
Pluviométrie élevée pouvant réduire le temps de travail	S'organiser pour concentrer les travaux en saison sèche		
Risques externes			
Insécurité liées à la proximité de la frontière libérienne donc renforcer les capacités d'intervention des FRCI dans les environs du site du projet		A définir avec les FRCI	
Sans objet			

5. Contraintes liées au projet

Le retard accusé dans la levée de la suspension par l'Administration peut faire perdre à Mayana sa crédibilité auprès des sociétés de forage qui avaient déjà programmé les travaux et auprès du partenaire financier qui avait déjà mis à disposition les fonds nécessaires pour la réalisation des travaux.

6. Bénéficiaires

- Mayana et son partenaire
- Les ingénieurs et Techniciens du secteur minier
- L'état de Côte d'Ivoire
- Les populations
- Secteur minier ivoirien.

7. Actions antérieures : Mayana qui a mené depuis 7 ans des travaux sur le terrain et obtenu des résultats prometteurs, a demandé à l'Administration Minière de lui permettre de poursuivre ses activités. Elle attend toujours la réponse de l'Administration qui a suspendu les travaux.

8. Stratégies de mise en œuvre

- Obtention de la levée de la mesure de suspension des travaux ;
- Intensification des travaux d'exploration sur les zones déjà définies.

9. Activités à réaliser

- Demander une audience à Monsieur le Ministre pour lui expliquer les faits dont Mayana est victime et lui demander de bien vouloir rétablir Mayana dans ses droits en levant la mesure de suspension des travaux sur le PR n°121 ,
- Renforcer, la sécurité dans la zone du projet,
- Concentrer les travaux d'exploration sur 4 cibles identifiées, par les travaux antérieurs en exécutant :
 - Un programme mécanique et manuel de 20 tranchées totalisant 4000m avec une profondeur de 3m et analyse d'échantillons prélevés,
 - Un programme de géochimie sol en amont des zones d'échantillonnage de sédiments de ruisseaux ayant présenté de fortes valeurs aurifères et analyse d'échantillons ;
 - Un programme de forage RC portant sur 60 trous pour un total de 4800m et de forages carottés de 1000m au droit des forages RC définis et analyse d'échantillons,
 - Présentation d'une étude faisabilité,
- Réalisation d'un permis d'exploitation.

10. Marqueurs de progrès

Dès après la levée de la mesure de suspension :

- En deux mois, mise en place de moyens visant à renforcer les capacités d'intervention des FRCI dans la zone du projet,
- En deux mois, les tranchées sont foncées et l'échantillonnage sol réalisé parallèlement,
- En un mois, les échantillons sont analysés,
- En un mois, les résultats sont étudiés et compilés,
- En deux mois, les accès et plates formes sont réalisés,
- En trois mois, les sondages RC sont réalisés,
- En un mois, les échantillons de sondage RC sont analysés,
- En un mois, les résultats sont étudiés et compilés,
- En deux mois, les sondages carottés sont réalisés,
- En un mois, les échantillons de carottes sont analysés,
- En un mois, les résultats sont étudiés et compilés,
- En trois mois, l'étude de faisabilité est réalisée et la demande de permis d'exploitation est déposée.

Durée totale : 20 mois

11. Période d'exécution : court terme ; Octobre 2011 à mai 2013.

12. Maître d'ouvrage : Mayana Sarl

13. Maître d'œuvre : SEMS EXPLORATION

14. Partenaires : MOUNT VITA LTD

15. Coût prévisionnel : 860 .5 millions F CFA

- Moyens logistiques : 74.625 millions F CFA
- Moyens humains : 188.375 millions F CFA
- Activités d'exploration
 - Sondage : 417.5 millions F CFA
 - Analyse : 180 millions F CFA

16. Contributions souhaitées : Mayana –Sarl et Mount Vita ltd 100%.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD/ sur l'environnement : Création d'emplois, réalisation d'œuvres socio économiques et culturelles, contribution aux caisses du Trésor public de la Côte d'Ivoire.

19. Charges récurrentes : Mayana – Sarl et de Mount Vita ltd.

Fiche N° 18

Projet :	NABC KORHOGO MANGANESE
Code d'action :	M&G_ERN/CT_15

1. **Orientation** : La NABC souhaite développer des capacités internes de production de minerai de manganèse et le valoriser, si possible in situ, sinon à tout le moins en Côte d'Ivoire.

2. Objectif

- 2011, développer l'indice manganésifère en vue de proposer un schéma d'exploitation du gisement ;
- 2011 fin, faire les tests métallurgiques en vue de l'implantation à court terme d'une unité d'enrichissement du minerai ;
- fin, obtenir le permis d'exploitation sur les mines de Korhogo et d'Odiénné ;
- à 2015, et enfin de mettre en œuvre des opérations industrielles de valorisation sur le territoire ivoirien.

3. Description de la situation

Les indices manganésifères révélés par les études géologiques antérieures ont guidés la NABC SA, à orienter ses choix dans les zones de Korhogo, Odiénné, M'bahiakro etc. a ce jour, la NABC est en phase finale d'obtention du financement de ses projets. La NABC déposé une demande de permis de recherche sur les mines de Korhogo et d'Odiénné qui ont obtenues avis favorables de la COMINE.

La NABC a également une autorisation d'extraction et d'exportation sur la mine de Korhogo pour une quantité de 50.000 MT de minerai de manganèse et compte commencer l'exploitation du gisement de Lopin à brève échéance. La NABC est la seule société engagée dans l'exploitation du manganèse en Côte d'Ivoire et ayant des capitaux exclusivement d'origine ivoirienne.

4. Coûts des risques (faiblesses)

Internes : la NABC devra engager environ 120 000 000 FCFA pour effectuer l'évaluation préliminaire des réserves du gisement de Lopin. Cette évaluation sera conduite par le personnel de la NABC, sauf en ce qui concerne les analyses qui seront confiées en très grande partie à la SGS, BIVAC et SODEMI. Si cette évaluation préliminaire est satisfaisante, une campagne de forage sera engagée. Le budget pour cette opération est estimé à 100 000 000 FCFA. Elle sera confiée à la FOREMI.

Externes : la NABC fera appel aux sous-traitants et partenaires suivants : BANLAW, SODEMI, FOREMI, SGS.

Métiers : les métiers concernés seront l'exploitation minière, les travaux publics, les laboratoires d'analyse, le forage et la géologie.

5. **Contraintes liées au Projet** : Les contraintes sont celles habituellement liées aux projets miniers dits en « open pit », à ciel ouvert. Principalement, on listera les contraintes environnementales et sociales. Par ailleurs, le projet reste sensible aux fluctuations des marchés des transports terrestres (le train n'est pas du tout compétitif à l'heure actuelle, ce qui constitue un réel frein au développement), maritime (le coût du fret est très significatif) et bien sûr du marché international du minerai de manganèse.
6. **Bénéficiaire** : Etat, NABC, Populations riveraines et sous-traitants.

7. Actions antérieures ou en cours

La NABC a déjà procédé à une prospection dont les résultats sont mentionnés dans sa demande de permis de recherche, toute fois elle compte :

- Sensibiliser les populations riveraines avec le concours du Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie ;
- Réhabiliter les voies d'accès au gisement ;
- Réhabiliter les anciennes tranchées et les anciens puits ;
- Réaliser de nouveaux travaux, notamment, de nouveaux puits et de nouvelles tranchées ;
- Réaliser un grille de prélèvement ;
- Cartographier les différentes formations, etc.

8. Stratégies de mise en œuvre

La NABC fera appel à :

- Sous-traitant dans l'exploitation minière reconnu et expérimenté ;
- Des contrats commerciaux à court terme ;
- L'expertise de la SODEMI

La NABC va par ailleurs :

- Présenter le projet aux différentes autorités administratives et coutumières de la région de production ;
- Recenser les besoins des populations de ces localités en matière de développement de proximité ;
- Rendre compte à la DMG et au DRM régulièrement par un rapport d'activité, etc.

9. Activités à réaliser

- Déterminer les réserves de minerai de manganèse du gisement de Lopin ;
- Démarrer l'exploitation dans les limites de l'autorisation (50 000 MT à ce jour)
- Préparer et déposer un dossier de demande de permis d'exploitation ;

- Etudier la faisabilité, tester un pilote industriel et investir dans un procédé de valorisation de ce minerai en Côte d'Ivoire.

10. Marqueurs de progrès

- La quantité de réserve de minerai estimée ;
- Le début de l'exploitation industrielle ;
- L'obtention du permis d'exploitation ;
- La mise en œuvre d'une unité de valorisation du minerai en Côte d'Ivoire.

11. **Période d'exécution** : court terme ; de juillet 2011 à décembre 2015.

12. **Maître d'ouvrage** : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie

13. **Maître d'œuvre** : NABC SA

14. Partenaires

- Administration minière
- Entreprises des travaux publics
- Entreprises du génie Civil
- Autorités administratives et coutumières locales
- Transporteurs
- Transitaires
- Sidérurgistes.

15. **Coût prévisionnel** : 1 068 millions F CFA dont :

- Etude : 260 millions F CFA
- Equipements : 300 millions F CFA
- Services : 140 millions F CFA
- Fonctionnement : 168 millions F CFA
- Investissements démarrage exploitation : 200 millions F CFA

16. **Contributions souhaitées** : NABC.

17. **Gains attendus** : à déterminer

18. Impact sur les OMD/Environnement

Le développement de cette activité contribuera à court terme :

- Au ralentissement de l'exode rural ;
- A la réduction de la pauvreté dans les communautés voisines du projet ;
- L'impact sur l'environnement naturel sera maîtrisé.

19. **Financement des charges récurrentes** : NABC.

Fiche N° 19

Projet :	EXTENSION DES RESSOURCES EN OR ET ETABLISSEMENT D'UNE BASE DE PRODUCTION PAR L'APPLICATION RAPIDE DE LA TECHNOLOGIE D'EXPLORATION ET D'EXPLOITATION MODERNE
Code d'action :	M&G_ERN/CT_16

1. **Orientation :** Ceci est un aperçu de l'histoire de la société RESOLUTE en Côte d'Ivoire et un bref rapport sur son engagement à l'exploration et l'exploitation de construire une base de production d'or à long terme et être une valeur ajoutée pour le développement du secteur des mines en Côte d'Ivoire.
2. **Objectifs :** Finaliser l'exploration portant sur nos permis pour générer des cibles qui deviendront éventuellement une mine de production à pleine échelle et développer une production d'or à long terme pour un minimum de 3,0 M oz de dépôt.

3. Description de la situation

La société mère de Resolute-CI est Resolute Mining Limited (ASX cotées). Resolute Mining Ltd (www.resolute-ltd.com.au) est un producteur d'or qui possède trois mines d'or situées en Australie, en Tanzanie et au Mali dont la production totale est exposée au marché international de l'or. Resolute a valorisé ses actionnaires par sa force en tant que développeur et exploitant avec succès des projets aurifères de qualité au cours des 20 dernières années. Ses projets à ce jour ont donné plus de 5,5 millions d'onces d'or. La société est activement en train d'étendre son portefeuille de projets en Afrique de l'Ouest afin d'améliorer davantage la valeur de ses actions.

Au début de 2009, le groupe Resolute utilisant son entité ghanéenne, Resolute Amansie Ltd (RAL) a soumis six demandes de permis de prospection dans les zones vertes autour de Toumodi, Dimbokro, Didiévi, Tié N'diévro, Koun Fao et Gouméré sous le code minier 553-95 du 18 juillet 1995 de Côte d'Ivoire. Ces permis ont été accordés en février pour une période de un (01) an pour l'exploration de surface pour l'or ainsi que pour divers minéraux.

Par la suite RAL a effectué de la géochimie sol sur tous les permis de prospection. En février 2010, la durée des permis expira et RAL a soumis des rapports complets de fin d'activité sur ses travaux et des conclusions pour chaque projet, à la Direction des Mines. Comme les résultats des travaux de géochimie de premier passage ont été encourageants, Resolute a ensuite décidé d'enregistrer une société ivoirienne Resolute Côte d'Ivoire SARL (ci-après dénommée Resolute-CI) en mai 2010.

Sous Resolute-CI, les demandes de permis de recherche ont été présentées au ministère pour tous les six permis de prospection expirés sous le code minier 553-95 du 18 juillet 1995 de la Côte d'Ivoire.

Aussi, pour des raisons de ciblage régional et du souhait de l'entreprise de mettre un pied ferme dans la ceinture d'or potentiels du pays et augmenter ses chances de succès, Resolute a également fait la demande de cinq (5) nouveaux permis dans les zones autour de Kassiole (demande de permis de recherche), Kpouebo, Bocanda, Satama et Nassian (demandes de permis de reconnaissance) de la période de décembre 2009 à mars 2010.

Le ministère des mines a demandé que Resolute Amanisie transfère ses demandes de permis à Resolute-CI nouvellement enregistré et de refaire la demande avec les documents de l'entreprise. Resolute CI s'est soumis à la demande du Ministère et a de nouveau envoyé ses demandes de permis en juin 2010.

Le permis de recherche de Toumodi (Min. Réf # 275) et celui de Gouméré (Min. Réf # 274) ont été accordé en octobre 2010. Au cours du processus de demande de permis, la direction des mines a également conseillé Resolute CI de prioriser ses demandes, de sorte que les plus importantes soient octroyées au moment précis.

Basé sur les objectifs actuels des anomalies de surface et internes au processus de classement pour nos allocations budgétaires annuelles, les priorités en terme de demande ont été formulées.

En raison de la crise post électorale de fin 2010, Resolute-CI a suspendu ses activités d'exploration, mais conservé le personnel. Notre bureau sis à Yamoussoukro a rouvert en juin 2011 et la compagnie se prépare à la deuxième phase du travail sur les permis déjà accordés (Gouméré et Toumodi).

Le conseil d'administration de l'entreprise a exprimé sa confiance dans nos cibles actuelles en approuvant un budget d'environ 2,4 millions \$ pour l'exercice financier de juillet 2011 à juin 2012, ce qui est suffisant pour couvrir les travaux d'exploration sur l'ensemble de nos applications accordées et en attente. Il est important de noter que, avec moins de permis accordés pour l'exploration Resolute Mining serait forcée de se réinstaller ailleurs. Resolute-CI a besoin de plus de permis pour justifier son existence en Côte d'Ivoire.

C'est donc le souhait de Resolute-CI que le reste des permis en attente soit accordée rapidement par le ministère pour permettre à l'entreprise de compléter son évaluation du potentiel aurifère. Il est dans l'intérêt à tous de comprendre que sans aucun résultat à envoyer au Conseil d'Administration du groupe à la fin de l'année financière 2012, Resolute Mining serait dans l'obligation d'ordonner la fermeture de Resolute-CI et réacheminer les ressources à allouer ailleurs pour de nouvelles explorations.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Interne : l'instabilité politique et le taux d'insécurité
- Externe : les frais généraux et de financement des projets varient d'années en année. Les budgets sont alloués annuellement et ont la flexibilité d'augmenter si nous avons la réussite. Le succès dans notre cas se définit par la quantité de permis que nous pouvons couvrir.
- Métier : la sécurité sur le terrain pour l'équipe de terrain.

5. Contraintes liées au projet

- La stabilité et la sécurité pour avoir accès au permis accordé ;
- Insuffisance de permis pour travailler pourrait compromettre la réussite du projet ;
- Le processus dans l'acquisition des permis est trop lent. Le temps devient donc une contrainte qui agit sur notre budget et nos objectifs.

6. Bénéficiaires

- Les employés et les actionnaires ;
- Augmentation de la capacité du secteur des minéraux à l'échelle nationale ;
- Au niveau du district, les collectivités bénéficieront de diverses manières : l'emploi local, de projets de développement communautaire à long terme ;
- Amélioration des compétences du personnel, la connaissance des nouvelles technologies d'exploration et d'exploitation ;
- Les différents impôts versés ;
- Achat local divers et augmentation du taux d'emploi.

7. Actions antérieures ou en cours

- Le premier passage géochimie est terminé et des objectifs raisonnables ont été identifiés sur les travaux effectués en 2009 ;
- Resolute-CI a été enregistré en tant qu'une entité ivoirienne. Cela est dû à la confiance dans le potentiel de minéralisation de l'or du pays ;
- Poursuivre nos permis pour augmenter nos chances de succès d'exploration et construire une base de production à long terme dans le pays.

8. Stratégies de mise en œuvre

- Finir efficacement l'exploration sur les permis accordés dans le temps alloué ;
- Améliorer les techniques d'exploration afin de réduire le délai d'exécution des résultats et permettre la prise rapide de décisions ;
- Augmenter le nombre de permis car la confiance grandit avec le potentiel de permis que nous avons déjà.

9. Activités à réaliser

- Phase 1 : géochimie régionale des sols et le suivi de la phase 2 de travail sur la reconnaissance des permis en vue d'être accordés en fonction de notre liste de priorités actuelles ;
- Géochimie sol et de suivi géophysique au sol (PI) et de forage sur les cibles du permis de recherche accordé ;
- Recherche d'avantage des permis promoteurs dans le long terme tandis que phase 1 & 2 sont implémentées.

10. Marqueurs de progrès

- 1 - 2 ans : des cibles à forer sur les permis de recherche délimitées ;
- 2 – 3 ans : des cibles à forer sur les permis de reconnaissance établi ;

Après la période de 3 ans : pré-faisabilité de forage sur la minéralisation définie par pré-campagnes de forage.

11. Période d'exécution : court terme**12. Maître d'ouvrage : Resolute-Cl.****13. Maître d'œuvre : Directeur de la société (Dean A. Bertram).****14. Partenaires :** L'administration minière en Côte d'Ivoire ; Les autorités administratives locales et traditionnelles.**15. Coût prévisionnel**

Projet	Année 1 (F CFA)	Année 2 (F CFA)	Année 3 (F CFA)	Cumuls
Gouméré	3 950 000	36 945 625	77 842 700	118 738 325
Toumodi	128 356 070	96 562 500	98 471 867	323 390 437
Kpouebo*	8 277 000	20 800 173	75 367 474	104 444 647
Kassiolo	18 100 000	8 300 790	74 660 491	101 061 281
Nassian	119 435 534	196 597 011	78 912 727	394 945 272
Satama-est	188 530 725	47 990 227	75 795 000	312 315 952
Didiévi	4 800 000	52 741 214	88 279 025	145 820 239
Tié N'Diékro	4 800 000	108 814 085	90 754 025	204 368 110
Bocanda-ouest	110 695 454	141 489 475	171 727 839	423 912 768
Koun Fao	4 800 000	112 362 833	93 079 025	210 241 858
Dimbokro	4 800 000	52 741 214	86 645 691	144 186 905
Cumuls	596 544 783	875 345 147	1 011 535 864	2 483 425 794

*l'allocation budgétaire Kpouébo a été révisée en Juin 2011.

16. **Contributions souhaitées** : à déterminer

17. **Gains attendus** : à déterminer

18. **Impacts sur les ODM/Environnement** : L'augmentation de l'activité minière profite à la collectivité locale et à la main d'œuvre professionnelle du pays tout entier. Une nouvelle mine de Resolute offrirait des possibilités de développement durable de la main d'œuvre et permettrait d'augmenter la main d'œuvre qualifiée car l'entreprise est toujours désireux de développer une force nationale qualifiée dans chaque pays de ses opérations. Redevances/impôts, etc. sont des avantages évidents pour le gouvernement et les communautés locales.

19. **Financement des charges récurrentes** : Resolute CI.

Fiche N° 20

Projet :	EVALUATION ECONOMIQUE DES GITES D'ILMENITE ET MINERAUX LOURDS - ACCESSOIRES DU LITTORAL
Code d'action :	M&G_ERN/CT_17

1. Orientation : Le projet résume les stratégies et les actions à mettre en œuvre pour déterminer la faisabilité de l'exploitation des dépôts d'ilménite et de métaux lourds accessoires du littoral.

2. Objectif : Contribuer à la diversification des produits miniers et à l'économie nationale à travers l'approvisionnement des industries chimiques, aéronautiques, énergétiques et militaires mondiales et locales par la production d'oxyde de titane à partir de concentrés d'ilménite rencontré dans les sables du littoral.

3. Description de la situation

Les sables du littoral ivoirien renferment l'ilménite (oxyde de titane de fer) et des minéraux lourds accessoires tels que le Zircon. Les travaux antérieurs ont estimé une quantité importante encore non définie. Aujourd'hui, avec la demande du marché international de ces substances minérales, une évaluation économique est nécessaire dans la perspective de leur mise en exploitation.

L'ilménite est utilisée dans l'alimentation des usines en blanc de titane destiné à la peinture (49%), papier (13%), plastique (9,8%), caoutchouc (14%), mais aussi dans les hauts fourneaux pour renforcer les réfractaires. Ce minerai, quand il est broyé, peut servir de boue de forage. Par ailleurs, une très faible partie de l'ilménite peut être utilisée pour produire du titane métal, matériau stratégique pour les secteurs aéronautique, énergétique et militaire.

4. Coût des risques (faiblesses)

La non disponibilité des matières premières minérales au plan local entraînent des surcoûts de production pour les industries nationales et par conséquent, l'on constate la cherté des produits finis sur le marché.

5. Contraintes liées au projet

- Titre minier en cours d'attribution donc fonds difficilement mobilisables ;
- Difficultés d'accès aux sites
- Chute des cours sur le marché international.

6. Bénéficiaires : Global Industries Sarl, Etat ivoirien, populations riveraines, Industrie chimique, électronique, aéronautique, énergétiques et militaires.

7. Actions antérieures ou en cours

- Travaux de prospection et d'exploration réalisés pour identifier et cartographier la minéralisation à des profondeurs de 2 à 3 m.
- Campagne de sondage en préparation pour l'évaluation des réserves.

8. Stratégies de mise en œuvre : La définition des ressources calculées sur la base du code standard de JORC (Australie) ; La réalisation de l'étude de faisabilité.

9. Activités à réaliser

- Préparer et installer un camp/base avec toutes les commodités ;
- Acheminer la logistique vers la base sur des camions à chenille ;
- Faire des sondages selon la maille de 40 mètres d'espacement de trous sur des lignes séparées de 200 mètres. Si la continuité de la teneur n'est pas prouvée, des sondages additionnels de 20 m d'intervalles (entre trous d'une même ligne) peuvent être nécessaires. Dans ce cas, un intervalle de 200 mètres entre les lignes pourrait permettre d'obtenir les mêmes résultats ;
- Produire un rapport de faisabilité.

10. Marqueurs de progrès

- 2012 : Sondages réalisés ;
- 2013 : Rapport de l'étude de faisabilité produit.

11. Période d'exécution : Septembre 2011 à septembre 2013.

12. Maître d'ouvrage : La compagnie MADHURI SHELTERS PVT LTD basée en Inde, société mère de Global Industries SARL.

13. Maître d'œuvre : Société Global Industries Sarl dont le siège social est à Abidjan.

14. Partenaires

- Sociétés de prestation de services dans le domaine minier ;
- Partenaires financiers ;
- Sociétés sœurs de Global Industries localisées dans les autres pays.

15. Coût prévisionnel : 112.5 millions F CFA (12.225.000 US \$, dont 225 000 US \$ pour la préparation et la réalisation de l'étude de faisabilité.

16. Contributions souhaitées : à déterminer

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD/Environnement

- Impacts sur les OMD :
 - Création d'emplois directs et indirects ;
 - Création d'activités connexes génératrices de revenus ;
 - Réduction de la pauvreté.
- Impacts sur l'environnement
 - Les travaux auront des impacts à divers niveaux sur l'environnement. Notons :
 - Les légères perturbations de l'écosystème ;
 - L'affectation des cultures des paysans et des sols ;
 - Des mesures seront prises pour atténuer ou corriger ces impacts. Ainsi :
 - Les voies d'accès seront conçues de manière à éviter les zones abritant de la végétation ; un véhicule de support est équipé d'une lame sera utilisée pour ouvrir une voie d'accès sans couper les arbres ;
 - Le nettoyage de tous les déchets provenant du sondage sera fait à la fin du sondage d'exploration ;
 - Une éventuelle indemnisation sera envisagée pour les propriétaires des terrains affectés et endommagés.

19. Financement des charges récurrentes : Les charges de fonctionnement liées au projet sont évaluées à 2 millions US \$ par an et comprennent les salaires et autres charges administratives.

Fiche N° 21

Projet :	RENOUVELLEMENT DES RESERVES PE 26
Code d'action :	M&G_ERN/CT_18

1. Orientation : Projet d'exploration destiné à découvrir et mettre en valeur des ressources connues sur l'empreinte du permis d'exploitation PE 26, susceptibles d'augmenter les réserves de la SMI à l'horizon 2016-2017. Ce projet mené par une société minière privée, ne vise aucun objectif de développement socio-économique spécifique à la CI.

2. Objectif : Assurer la pérennité de la SMI à moyen et long terme, en certifiant les réserves du permis d'exploitation venant en relève des réserves en cours d'exploitation du mont Ity.

3. Description de la situation actuelle

La carrière du mont Ity devrait pouvoir être exploitée à l'horizon 2016. Les gisements de Zia NE, de mont Flotouo et extension vers le Flat et vers Walter ont été mis en évidence. Des travaux de sondage et des études complémentaires sont recommandés pour certifier ce potentiel et évaluer les aval-pendages.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Externes : Situation sécuritaire dans la région de l'Ouest proche du Libéria, et zone de troubles traditionnels.
- Internes : dépend des orientations et des budgets (de 300 à 500 MFCFA) autorisés par le Conseil d'Administration
- Métier : Potentiel mis en évidence inférieur aux attentes.

5. Contraintes liées au projet : Mobilisation nécessaire de ressources externes (société de sondage, expertise géologique externe), difficultés d'accès pendant la saison des pluies.

6. Bénéficiaires : La Société des Mines d'Ity, l'Etat via les multiples contributions financières de la SMI (impôts, redevance, patentes, dividendes), les populations locales via l'emploi et l'aide à la région grâce à l'activité minière dans la région d'Ity.

7. Actions antérieures ou en cours : Campagnes de sondages en 2007-2008 sur les cibles en question.

8. Stratégies de mise en œuvre : Mobilisation de société de forage et de sous-traitants (SODEMI, COMINOR), recrutement d'un Chef Géologue et de son adjoint.

9. Activités à réaliser : Travaux d'exploration, de forage et d'expertise géologique adaptés à l'objectif poursuivi.

10. Marqueurs de progrès

- Année 2011 : réalisation des sondages, établissement de modèles géologiques, décision de poursuite ou non de travaux complémentaires ;
- Année 2012 : travaux complémentaires éventuels, tests métallurgiques, étude économique, mini étude de faisabilité, optimisation de fosse, planning d'exploitation prévisionnel ;
- Année 2016 : démarrage d'exploitation.

11. Période d'exécution : court terme (2011 – 2012)

12. Maître d'ouvrage : SMI

13. Maître d'œuvre : SMI

14. Partenaires : FOREMI, COMINO, SODEMI.

15. Coût prévisionnel : 400 millions F CFA en 2011 (Ne concerne que la SMI).

16. Contributions souhaitées : à déterminer

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD/ sur l'environnement

La poursuite des activités de la SMI va permettre la continuité d'une activité industrielle majeure pour la région de Zouan Hounien, contribuer à la réduction de la pauvreté et au freinage de l'exode rural par le maintien d'un bassin d'emploi, et contribuer à l'hygiène et à la sécurité du travail dans la zone minière. Les impacts sur l'environnement sont contrôlés de par la loi (Code minier et Code l'environnement), et les sites sont destinés à être réhabilités en fin d'exploitation (réhabilitation du site de Mt Flotouo en cours d'achèvement).

19. Charges récurrentes : Budget de la SMI.

Fiche N° 22

Projet :	REVISION DE LA FOSSE ULTIME ET DU PLAN MINIER MT ITY SUR LE PE 26
Code d'action :	M&G_ERN/CT_19

1. Orientation : Projet d'études destiné à recalculer la teneur de coupure (en tenant compte des nouveaux cours de l'or) et le planning minier à la fin de vie (2016-2017) du Mt Ity, en cours d'exploitation. Ce projet mené par une société privée, sans soutien de l'Etat, ne vise aucun objectif de développement socio-économique spécifique de la Côte d'Ivoire.

2. Objectif : Assurer l'optimisation de l'exploitation minière de la SMI à CT/LT, en révisant la teneur de coupure et en optimisant le profil de fosse ultime du Mont Ity.

3. Description de la situation actuelle

La carrière du mont devrait pouvoir être exploitée à l'horizon 2016, voire 2017. La fosse a été dessinée en 2005 avec une teneur de coupure de 2g/t. Entre temps de nouveaux travaux de sondage ont été réalisés. Il a été de revoir entièrement cette année le modèle géologique de la fosse d'Ity, en particulier pour déterminer la fosse ultime avec une teneur de coupure plus en accord avec les paramètres économiques actuels.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Externes : dépend de la disponibilité et des agendas des intervenants extérieurs.
- Internes : dépend de la disponibilité de nos agents.
- Métier : impact d'une nouvelle teneur de coupure inférieur aux attentes.

5. Contraintes liées au projet : Mobilisation nécessaire de ressources externes (expertise géologique et minière externe).

6. Bénéficiaires : La Société des Mines d'Ity, l'Etat via les multiples contributions financières de la SMI (impôts, redevance, patentes, dividendes), les populations locales via l'emploi et l'aide à la région grâce à l'activité minière dans la région d'Ity.

7. Actions antérieures ou en cours : Modèle géologique et optimisation de fosse par AREVA en 2005, campagnes de sondages en 2007-2008 et 2010 sur le mont Ity.

8. Stratégies de mise en œuvre : Mobilisation du partenaire La Mancha et de sous-traitants (Arethuse Geology, AREVA BG Mines).

9. Activités à réaliser

La séquence des travaux prévus est la suivante :

- une étude géotechnique en parallèle pour déterminer les angles de fosse ;
- la réalisation d'un modèle géologique incluant les sondages à ce jour (anciens + nouvelle campagne en carotté faite en 2010)
- la réalisation d'un modèle de blocs et optimisation de fosse à teneur de coupure économique ;
- nouveau plan minier à l'horizon 2012 voire 2017 ;
- mise sur pied d'un système à l'ity sur Surpac permettant la programmation mensuelle
- formation de notre Ingénieur des Mines et notre Géologue minier à la planification minière.

10. Marqueurs de progrès

- Année 2011 : réalisation du planning d'exploitation à l'horizon 2016-2017 ;
- Année 2012 et suivantes : suivi de l'exploitation avec des outils comme SURPAC Sequencer et prévisions mensuelles.

11. Période d'exécution : court terme (2011).

12. Maître d'ouvrage : SMI

13. Maître d'œuvre : SMI/La Mancha

14. Partenaires : La Mancha, Arethuse Geology, AREVA BG Mines, éventuellement SGS Canada.

15. Coût prévisionnel : 39.357 millions F CFA (2011) ; ne concerne que la SMI.

16. Contributions souhaitées : à déterminer

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD/ sur l'environnement

La poursuite des activités de la SMI va permettre la continuité d'une activité industrielle majeure pour la région de Zouan Hounien, contribuer à la réduction de la pauvreté et au freinage de l'exode rural par le maintien d'un bassin d'emploi, et contribuer à l'hygiène et à la sécurité du travail dans la zone minière.

Les impacts sur l'environnement sont contrôlés de par la loi (Code minier et Code l'environnement), et les sites sont destinés à être réhabilités en fin d'exploitation (réhabilitation du site de Mt Flotouo en cours d'achèvement).

19. Charges récurrentes : Budget de la SMI.

Fiche N° 23

Projet :	RENOUVELLEMENT DES RESSOURCES PR 61
Code d'action :	M&G_ERN/CT_20

1. Orientation

Projet d'exploration destiné à découvrir et mettre en valeur des ressources sur l'empreinte du permis d'exploration PR 61, susceptibles d'augmenter les réserves de la SMI à l'horizon 2016-2017. Ce projet mené par une société et privée, sans soutien de l'Etat, ne vise aucun objectif de développement socio-économique spécifique de la CI.

2. Objectif : Assurer l'optimisation de la SMI à LT, en certifiant les réserves du permis d'exploitation venant en relève des réserves en cours d'exploitation du mont Ity.

3. Description de la situation actuelle

La carrière du mont Ity devrait pouvoir être exploitée à l'horizon 2016. Les gisements de Zia NE, de Mt Flotouo et extension vers le Flat et vers Walter ont été mis en évidence. Des travaux de sondage et des études complémentaires sont recommandés pour certifier ce potentiel et évaluer les aval-pendages.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Externes : Situation sécuritaire dans la région de l'Ouest proche du Libéria, et zone de troubles traditionnels.
- Internes : dépend des orientations et des budgets (de 300 à 500 MFCFA) autorisés par le Conseil d'Administration
- Métier : Potentiel mis en évidence inférieur aux attentes.

5. Contraintes liées au projet : Mobilisation nécessaire de ressources externes (société de sondage, expertise géologique externe), difficultés d'accès pendant la saison des pluies.

6. Bénéficiaires : La Société des Mines d'Ity, l'Etat via les multiples contributions financières de la SMI (impôts, redevance, patentes, dividendes), les populations locales via l'emploi et l'aide à la région grâce à l'activité minière dans la région d'Ity.

7. Actions antérieures ou en cours : Campagnes de sondages en 2007-2008 sur les cibles concernées.

8. Stratégies de mise en œuvre : Mobilisation de société de forage et de sous-traitants (SODEMI, COMINOR), recrutement d'un Chef Géologue et de son adjoint.

9. Activités à réaliser : Travaux d'exploration, de forage et d'expertise géologique adaptés à l'objectif poursuivi.

10. Marqueurs de progrès

- Année 2011 : réalisation des sondages, établissement de modèles géologiques, décision de poursuite ou non de travaux complémentaires ;
- Année 2012 : travaux complémentaires éventuels, tests métallurgiques, étude économique, mini étude de faisabilité, optimisation de fosse, planning d'exploitation prévisionnel ;
- Année 2016 : démarrage d'exploitation.

11. Période d'exécution : court terme (2011 – 2012).

12. Maître d'ouvrage : SMI

13. Maître d'œuvre : SMI

14. Partenaires : FOREMI, COMINO, SODEMI.

15. Coût prévisionnel : 400 Millions de francs CFA en 2011 ; ne concerne que la SMI

16. Contributions souhaitées : à déterminer

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD/ sur l'environnement

La poursuite des activités de la SMI va permettre la continuité d'une activité industrielle majeure pour la région de Zouan Hounien, contribuer à la réduction de la pauvreté et au freinage de l'exode rural par le maintien d'un bassin d'emploi, et contribuer à l'hygiène et à la sécurité du travail dans la zone minière. Les impacts sur l'environnement sont contrôlés de par la loi (Code minier et Code l'environnement), et les sites sont destinés à être réhabilités en fin d'exploitation (réhabilitation du site de Mt Flotouo en cours d'achèvement).

19. Charges récurrentes : Budget de la SMI.

Fiche N° 24

Projet :	EXPLORATION POUR LA TANTALITE A ISSIA
Code d'action :	M&G_ERN/CT/CT_21

- 1. Orientation :** Mise en valeur du potentiel tantalifère de la région d'Issia.
- 2. Objectif :** Mettre en exploitation de la mine de tantalite d'Issia à compter de l'année 2013, en particulier certification (géophysique, puits et tranchées, sondages) des réserves de la mine en vue de la réalisation de l'étude de faisabilité.

3. Description de la situation actuelle

En Côte d'Ivoire, les gisements de Colombo-tantalite (éluvionnaires, colluvionnaires) ont été étudiés principalement dans le degré carré de la région Centre ouest à Issia, et ont connu une exploitation de 1996 à 2002. Pour ce type de gisement, 20 tonnes de réserves sont certifiées et 11 tonnes de réserves potentielles restent à certifier.

Les meilleures perspectives qui s'offrent à Transland résident dans le potentiel primaire au niveau de la roche mère qui reste méconnue.

Une bonne campagne sur l'ensemble du permis, suivie de sondages permettra de mettre en lumière les dykes ou lentilles pegmatitiques sous-jacentes qui affleurent déjà, et d'évaluer toutes les potentialités de coltan disponibles. On peut signaler en outre un ensemble de sous produits intéressant dont le lithium (4000 ppm), l'ilménite et l'or.

- 4. Coût des risques (faiblesses) :** Le coût minimum pour la certification des réserves du permis est évalué à 490 millions de francs CFA pour les trois prochaines années.
- 5. Contraintes liées au projet :** Difficultés d'obtention du permis de recherches alors que la Comine a émis depuis le 25 juin 2010 un avis favorable pour la présentation du dossier de demande de permis au Conseil de Ministres. Il est évident qu'aucune activité d'envergure ne peut être entreprise sur le terrain sans le décret d'attribution du permis.
- 6. Bénéficiaires :** TRANSLAND, ETAT DE COTE D'IVOIRE, populations riveraines du permis, Sociétés minières juniors, sociétés de négoce de produits miniers.
- 7. Actions antérieures ou en cours**
 - Evaluation par la SODEMI du potentiel tantalifère des placers du permis

- Exploitation par la SODEMI d'environ 20 tonnes de colombo tantalite de 1996 à 2002
- Synthèse des travaux antérieurs
- Préparation d'une campagne de géophysique à réaliser par la société SNG sur l'ensemble du permis.

8. Stratégies de mise en œuvre

- Stratégie 1 : Campagne de géophysique au sol à réaliser sur l'ensemble du permis ;
- Stratégie 2 : Fonçage des puits et campagne de sondages pour l'évaluation des ressources primaires, éluvionnaires, colluvionnaires et alluvionnaires sur l'ensemble du permis.
- Stratégie 3 : Réalisation d'une étude de faisabilité.

9. Activités à réaliser

- Réalisation d'un layonnage du permis en vue de la campagne géophysique au sol ;
- Réalisation d'une campagne de géophysique au sol par la méthode de radiométrie et de polarisation provoquée ;
- Certification des réserves du permis ;
- Réalisation d'une étude de faisabilité

10. Marqueurs de progrès

- La carte du layonnage de l'ensemble du permis est réalisée trois (03) mois l'obtention du permis de recherches ;
- La carte des données radiométriques et de polarisation provoquée est disponible six (06) mois après la réalisation de la carte de layonnage ;
- Les résultats de la campagne de fonçage des puits et de sondages sont disponibles un (01) an après la fin de la campagne géophysique ;
- La certification des réserves est réalisée un (01) an après l'obtention des résultats de la campagne de fonçage de puits et de sondage ;
- Etude de faisabilité réalisée six (06) mois après la certification des réserves/

11. Période d'exécution : court terme ; de la date d'attribution du permis au 31 décembre 2013.

12. Maître d'ouvrage : Transland

13. Maître d'œuvre : Transland

14. Partenaires : SODEMI, Populations riveraines du permis.

15. Coût prévisionnel : 490 millions F CFA pour les trois (03) années du permis

- Layonnage et chaînage : 9 millions F CFA
- Fonçage de puits, prélèvements d'échantillons et analyses : 51 millions F CFA
- Levés géophysiques : 30 millions F CFA
- Sondages sur les anomalies géophysiques : 60 millions F CFA
- Etudes environnementales : 25 millions F CFA
- Etudes de préfaisabilité : 40 millions F CFA
- Tests de productions : 177 millions F CFA
- Administrations et imprévus : 98 millions F CFA

16. Contributions souhaitées : Exonérations fiscales souhaitées de la part de l'Etat de Côte d'Ivoire en phase d'exploitation.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD/ sur l'environnement : Des mesures de protection et de préservation de l'environnement seront prises par Transland depuis la phase d'exploitation jusqu'à la phase de production.

19. Charges récurrentes : financées par TRANSLAND.

Fiche N° 25

Projet :	EXPLORATION D'OR DANS LA REGION DE SAKASSOU
Code d'action :	M&G_ERN/CT/CT_22

- 1. Orientation :** Mise en valeur du potentiel aurifère de la région de Tiébissou-Sakassou.
- 2. Objectif :** Mettre en exploitation des gisements aurifères à compter de 2018, en particulier évaluer le potentiel en vue de la réalisation de l'étude de faisabilité.
- 3. Description de la situation actuelle**
Le permis de Sakassou est situé à 400 kilomètres. Les meilleures perspectives qui s'offrent à Transland résident dans le potentiel primaire au nord ouest de la ville d'Abidjan, dans l'angle formé par l'axe routier Tiébissou-Béoumi. Il englobe la localité de Sakassou et couvre une superficie de 922,8 kilomètres carrés. Le prospect s'étend de part et d'autre d'une zone de contact entre les formations granitiques et l'unité des formations volcano sédimentaires orientées NNE-SSW où apparaissent plusieurs massifs de granites.
- 4. Coût des risques (faiblesses) :** Le coût minimum des travaux est estimé à un milliard deux cent millions (1 200 000 000) F CFA pour les trois prochaines années.
- 5. Contraintes liées au projet :** Difficultés d'obtention du permis de recherches alors que la Comine a émis depuis le 04 août 2010 un avis favorable pour la présentation du dossier de demande de permis au Conseil de Ministres. Il est évident qu'aucune activité d'envergure ne peut être entreprise sur le terrain sans le décret d'attribution du permis.
- 6. Bénéficiaires :** TRANSLAND, ETAT DE COTE D'IVOIRE, populations riveraines du permis, Sociétés minières juniors, sociétés de négoce de produits miniers.
- 7. Actions antérieures ou en cours**
 - **Actions antérieures**
 - Cartographie géologique de la zone du permis
 - Levés géophysiques aéroportés de la zone du permis
 - **Actions en cours :** Compilation et synthèse des travaux antérieurs
- 8. Stratégies de mise en œuvre**
 - Stratégie 1 : Cartographie géologique assortie de cartes à une échelle appropriée,
 - Stratégie 2 : Géochimie stream sédiments,

- Stratégie 3 : Géochimie sur l'ensemble du prospect à maillage de 500 x 100 m, puis géochimie sol à la maille de 100 x 50m sur les cibles découvertes,
- Stratégie 4 : Réalisation d'une campagne de géophysique au sol sur les zones anormales ;
- Stratégie 5 : Réalisation d'une campagne de sondages et tranchées sur les anomalies géochimiques et géophysiques ;
- Stratégie 6 : Réalisation d'une étude de faisabilité.

9. Activités à réaliser

- Bornage du permis ;
- Réalisation d'un layonnage du permis en vue d'une campagne géochimique et géophysique au sol : IP (PP) / Résistivité et MAG,
- Réalisation de levés géochimiques à mailles de 500 x 100m et 100 x 50m,
- Réalisation de tranchées et de sondage en vue de la certification des réserves,
- Réalisation d'une étude de faisabilité
-

10. Marqueurs de progrès

- Le bornage est réalisé un (01) mois après l'obtention du permis de recherches,
- La carte du layonnage de l'ensemble du permis est obtenue trois (03) mois l'obtention du permis de recherches,
- Les résultats de la campagne de forage des puits et de sondages sont disponibles un (01) an après la fin de la campagne géophysique,
- La certification des réserves est réalisée un (01) an après l'obtention des résultats de la campagne de forage de puits et de sondage ;
- Etude de faisabilité réalisée six (06) mois après la certification des réserves.

11. Période d'exécution : court terme ; de la date d'attribution du permis au 31 décembre 2014.

12. Maître d'ouvrage : Transland

13. Maître d'œuvre : Transland

14. Partenaires : SODEMI, Populations riveraines du permis.

15. Coût prévisionnel : 1 100 millions F CFA pour les trois (03) années du permis

- Première année : 350 millions F CFA ;
- Deuxième année : 500 millions F CFA ;
- Troisième année : 250 millions F CFA.

16. Contributions souhaitées : Exonérations fiscales souhaitées de la part de l'Etat de Côte d'Ivoire en phase d'exploitation.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD/ sur l'environnement : Des mesures de protection et de préservation de l'environnement seront prises par Transland depuis la phase d'exploitation jusqu'à la phase de production.

19. Charges récurrentes : financées par TRANSLAND.

Fiche N° 26

Micro projet :	EXPLORATION POUR ILMENITE A BLIERON (TABOU)
Code d'action :	M&G_ERN/CT_23

1. Orientation : Mise en valeur du potentiel d'ilménite de Bliéron (Tabou).

2. Objectif : Mettre en exploitation le gisement d'ilménite de Bliéron à compter de l'année 2014, en particulier, certification (géophysique, puits et tranchées, sondages) des réserves du gisement d'ilménite de Bliéron en vue de la réalisation de l'étude de faisabilité.

3. Description de la situation actuelle

Le gisement de wbliéron est situé dans le sud ouest de la Côte d'Ivoire. Il englobe les localités de Bliéron (située à 60 kilomètres de Tabou), Niakarépo (située à 35 kilomètres de Tabou) et Dinié (située à 19 kilomètres de Tabou).

Il couvre une superficie d'environ 97 kilomètres carrés. Des anciens travaux y ont été effectués depuis 1950 sur le littoral sur une surface de 6 kilomètres x 260m. Des réserves importantes en ilménite uranifères y ont été estimées pour valoriser le gîte situé dans cette zone.

4. Coût des risques (faiblesses) : Le coût minimum pour la certification des réserves du permis est évalué à 750 millions de francs CFA pour les trois prochaines années.

5. Contraintes liées au projet : Difficultés d'obtention du permis de recherches alors que la Comine a émis depuis le 10 septembre 2009 un avis favorable pour la présentation du dossier de demande de permis au Conseil de Ministres ; aucune activité d'envergure ne peut être entreprise sur le terrain sans le décret d'attribution du permis.

6. Bénéficiaires : TRANSLAND, ETAT DE COTE D'IVOIRE, populations riveraines du permis, Sociétés minières juniors, sociétés de négoce de produits miniers.

7. Actions antérieures ou en cours

▪ **Actions antérieures**

- Compilation des résultats des travaux antérieurs,
- Matérialisation des repères constitués par les interprétations des limites du périmètre avec des routes et cours d'eau,
- Définition des limites de la lentille sédimentaire.

▪ **Actions en cours**

- Synthèse des travaux antérieurs,

- Campagne de géophysique (radiométrie) réalisée par la société SNG sur l'ensemble du permis,
- Collecte d'échantillons géochimiques à l'aide de carrières sur les tops des anomalies géophysiques.

8. Stratégies de mise en œuvre

- Stratégie 1 : Analyse des échantillons déjà prélevés sur l'ensemble du permis,
- Stratégie 2 : Echantillonnages géochimiques supplémentaires pour l'évaluation des ressources sur l'ensemble du permis.
- Stratégie 3 : Réalisation d'une étude de faisabilité.

9. Activités à réaliser

- Analyse par la Sodemi et AREVA des échantillons prélevés au cours des campagnes antérieures,
- Réalisation d'un layonnage du permis en vue d'une seconde campagne géophysique au sol à mailles resserrées,
- Réalisation d'une campagne de géophysique au sol par la méthode de radiométrie,
- Campagne de géophysique en vue de la certification des réserves,
- Certification des réserves du permis sur la base des résultats des analyses au laboratoire,
- Réalisation d'une étude de faisabilité

10. Marqueurs de progrès

- Les résultats des analyses des échantillons collectés obtenus six (06) mois après l'obtention du permis de recherches,
- La carte du layonnage de l'ensemble du permis est réalisée trois (03) mois après l'obtention du permis de recherches,
- La carte des données radiométriques est disponible trois (03) mois après la réalisation de la carte du layonnage,
- Les résultats des analyses de laboratoire sont disponibles un (01) an après l'obtention des résultats des analyses;
- La certification des réserves réalisée un (01) an après l'obtention des résultats des analyses,
- Etude de faisabilité réalisée six (06) mois après la certification des réserves/

11. Période d'exécution : court terme ; de la date d'attribution du permis au 31 décembre 2014.

12. Maître d'ouvrage : Transland

13. Maître d'œuvre : Transland

14. Partenaires : SODEMI, AREVA, Etat de Côte d'Ivoire, populations riveraines du permis.

15. Coût prévisionnel : 750 millions F CFA pour les trois (3) année du permis.

16. Contributions souhaitées : Exonérations fiscales souhaitées de la part de l'Etat de Côte d'Ivoire en phase d'exploitation.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD/ sur l'environnement : Des mesures de protection et de préservation de l'environnement seront prises par Transland depuis la phase d'exploitation jusqu'à la phase de production.

19. Charges récurrentes : financées par TRANSLAND.

Fiche N° 27

Projet :	EVALUATION DU POTENTIEL AURIFERE DU PERMIS DE RECHERCHE N° 222
Code d'action :	M&G_ERN/CT_35

1. Orientation : Le projet résume les stratégies et les actions à mettre en œuvre pour tester le potentiel aurifère du permis de recherche N° 222 situé dans le département de Guiglo.

2. Objectif : Mettre en évidence et exploiter plusieurs gisements d'or sur l'ensemble du territoire ivoirien afin de contribuer à l'accroissement de la production aurifère nationale, par l'évaluation du potentiel minier du permis de recherche N° 222.

3. Description de la situation actuelle

Depuis plusieurs années, des sites d'orpaillage existent à l'intérieur du périmètre du permis N° 222. La cartographie de ces sites couplée aux données géologiques et structurales indique un alignement des zones d'orpaillage suivant une structure dont le prolongement au libéria a donné des résultats de recherche prometteurs.

La première phase des travaux géologiques, géochimiques et géophysiques que nous avons entrepris sur le permis N° 222 ont donné des résultats satisfaisants confirmant la shear zone exploitée par des orpailleurs. Sur la base de ces premiers résultats, nous pouvons dire que le permis N° 222 renferme un bon potentiel aurifère qu'il faille tester à travers un programme d'exploration conséquent.

4. Coût des risques (faiblesses)

La méconnaissance du potentiel aurifère de cette région de l'ouest de la Côte d'Ivoire constitue un frein à la découverte de gisements pouvant faire l'objet d'une exploitation à grande échelle pourvoyeuse d'emplois et de développement.

5. Contraintes liées au projet

- Chute du cours de l'or ;
- Crises financières.

6. Bénéficiaires : GOLDEN ORIOLE, Etat et populations locales, Professionnels du secteur minier et populations riveraines.

7. Action antérieures ou en cours : 2 500 échantillons géochimiques ont été prélevés et analysés ; 40 000 mètres de layons ont fait l'objet de levés géophysiques (méthode de magnétisme au sol) ; deuxième campagne de géochimie et géophysique en préparation.

8. Stratégies de mise en œuvre

- Identification de toutes les anomalies de surface et de leur extension latérale ;
- Confirmation en subsurface et en profondeur des anomalies géochimiques et géophysiques ;
- Définition des ressources calculées sur la base du code standard de JORC (Australie) ;
- Réalisation de l'étude de faisabilité.

9. Activités à réaliser

Dans le cas favorable des résultats pour chaque stade des travaux d'exploration, les actions ci-dessous seront menées :

- Faire des campagnes de géochimie et de géophysique ;
- Forcer des puits et tranchées ;
- Réaliser des sondages RAB et RC ;
- Réaliser des sondages RC/carottés ;
- Produire un rapport de faisabilité.

10. Marqueurs de progrès

- 2011 : toutes les anomalies aurifères sont identifiées et cartographiées ;
- 2012 : les puits, les tranchées, les sondages RAB et RC sont réalisés et les anomalies identifiées sont testées en subsurface et en profondeur ;
- 2013 : les sondages RC/carottés de définition sont réalisés ;
- 2014 : le rapport de préfaisabilité est produit ;
- 2015 : l'étude de faisabilité est réalisée.

11. Période d'exécution : court terme ; Septembre 2011 à septembre 2015.

12. Maître d'ouvrage : Les compagnies SHANTA GOLD et PLANET MINERALS basées en Tanzanie, en Australie et en Afrique du Sud, société mère de Golden Oriole SARL.

13. Maître d'œuvre : Société Golden Oriole SARL dont le siège est à Abidjan-Cocody.

14. Partenaires : PLANET MINERALS ; Sociétés de prestation de services dans le domaine minier ; Terrain capital (cotation en bourse).

15. Contributions souhaitées : Société Golden Oriole SARL et partenaires.

16. Coût prévisionnel : 5 500 millions F CFA (10 millions de US \$) pour les travaux de recherche et de réalisation de l'étude de faisabilité.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD/Environnement

▪ **Impacts sur les OMD**

- Création d'emplois directs et indirects ;
- Création d'activités connexes génératrices de revenus ;
- Réduction de la pauvreté.

▪ **Impacts sur l'environnement**

Les travaux auront des impacts à divers niveaux sur l'environnement. Notons :

- Quelques perturbations sur l'écosystème ;
- L'endommagement de plants et des cultures ;

Des mesures seront prises pour atténuer ou corriger ces impacts. Ainsi :

- Les voies d'accès seront conçues de manière à éviter les zones abritant plus de végétation ;
- Le nettoyage de tous les déchets provenant du sondage sera fait à la fin de la campagne d'exploration ;
- Une éventuelle indemnisation sera envisagée pour les propriétaires des terrains affectés et endommagés.

19. Financement des charges récurrentes : GOLDEN ORIOLE – CI et partenaires.

Fiche N° 28

Projet :	RECHERCHE ET MISE EN EVIDENCE DE GISEMENTS D'OR DANS LES REGIONS D'ABENGOUROU ET D'AGBOVILLE
Code d'action :	M&G_ERN/CT_37

1. **Orientation :** Après la crise politique qui a secoué la Côte d'Ivoire et qui a provoqué la suspension des activités d'exploration, le projet de Golden Star Exploration Côte d'Ivoire vise la mise en œuvre des programmes de sondage sur l'ensemble de ses permis.
2. **Objectif :** Découvrir des gisements d'or sur les permis PR 189, PR 209 et PR 211. Les épais profils d'altération empêchant une bonne cartographie, les programmes de sondages permettront de compléter la cartographie des zones explorées.

3. Description de la situation

Les pays limitrophes de la Côte d'Ivoire étant des pays dont les potentialités aurifères ont été prouvées par la découverte de nombreux gisements d'or, la Côte d'Ivoire qui présente des similitudes géologiques et métallogéniques que ses voisins ne peut rester en marge du développement minier. Ainsi, depuis 2005, la compagnie Golden Star a décidé d'entreprendre des travaux d'exploration sur les régions d'Abengourou et d'Agboville en vue de mettre en évidence les potentialités aurifères de ces régions. Malheureusement, la situation politique de la Côte d'Ivoire, couplée à la crise mondiale de 2009 n'ont pas permis d'achever les programmes d'exploration élaborés.

La situation politique étant de plus en plus rassurant, Golden Star Exploration, à travers ce projet se propose d'exécuter ses programmes de sondages en vue d'achever son programme initial d'exploration qui pourrait nous conduire à la mise en évidence de gisements d'or.

4. Coût des risques (faiblesses)

Le coût de l'or sur le marché mondial. Le coût des travaux sur la période de validité du permis est estimé à 500 000 000 F.CFA par permis, soit environ 1,5 milliards de F.CFA pour les trois permis pendant les trois années à venir.

5. **Contraintes liées au projet** : Sensibiliser les populations concernées (Abengourou et Agboville) et obtenir leur adhésion pour le processus de compensation des champs qui seront détruits par les travaux de sondages programmés.

6. **Bénéficiaires** : Populations locales ; Jeunes diplômés dans le domaine des mines ; Etat ; collectivités locales et territoriales ; Opérateurs du secteur minier spécialisés dans l'exploration et l'exploitation ; sociétés prestataires du secteur minier.

7. **Actions antérieures ou en cours**

- Travaux d'échantillonnage régional ;
- Travaux géochimie sol détaillée ;
- Sensibilisation des populations pour leur adhésion au processus de compensation des champs qui seront détruits par les travaux de sondages.

8. **Stratégie de mise en œuvre**

- Sensibiliser les populations pour le processus de compensation ;
- Compactage des plants qui seront détruits par les sondages ;
- Ouverture des lignes sur lesquelles seront exécutés les trous de sondages ;
- Exécution des trous de sondages.

9. **Activités à réaliser**

- Sondages RAB ;
- Sondages RC ;
- Sondages carottés ;
- Estimation des ressources.

10. **Marqueurs de progrès**

- Décret N° 95-817 du 29 septembre 1995 fixant les règles d'indemnisation des cultures détruites est disponible ;
- L'arrêté N° 26 du 12 mars 1996 portant fixation des barèmes d'indemnisation des cultures détruites est disponible ;
- L'administration minière à Abengourou et Agboville est opérationnelle ;
- Le corps préfectoral des régions concernées participe activement à la sensibilisation des populations et participation très active des autorités coutumières au processus de sensibilisation.

11. **Période d'exécution** : court terme (août 2011 à juillet 2014).

12. **Maître d'ouvrage** : Golden Star Resources Limited

13. **Maître d'œuvre** : Golden Star Resources Côte d'Ivoire Limited

14. Partenaires

- Administration minière
- Autorités administratives et coutumières locales ;
- Sociétés prestataires dans le secteur minier.

15. Coût prévisionnel : 500 millions F CFA par permis de recherche, dont

- Compensation des cultures : 50 millions F CFA
- Travaux de terrassement : 40 millions F CFA
- Sondages RAB/RC : 110 millions F CFA
- Sondages carottés : 300 millions F CFA

16. **Contributions souhaitées** : Golden Star reste ouvert pour d'éventuelles discussions qui pourront déboucher sur un partenariat.

17. **Gains attendus** : à déterminer

18. **Impacts sur les ODM/Environnement** : La réalisation des travaux de sondage vont nécessiter un besoin important de main d'œuvre locale, ce qui va permettre de freiner l'exode rural et donc favoriser l'insertion des jeunes dans le tissu économique.

19. **Financement des charges récurrentes** : Golden Star Resources Limited, compagnie mère de Golden Star Exploration Côte d'Ivoire Limited.

Fiche_ N° 29

Projet :	PERMIS DE RECHERCHE MINIERE DANS LA ZONE DE KONELA DEPARTEMENT D'ODIENNE, POUR L'OR ET TOUTES SUBSTANCES CONCESSIBLES A L'EXCEPTION DES HYDROCARBURES – DECRET N° 2005- 299 DU 15 SEPTEMBRE 2005
Code action :	M&G_ERN/CT_38

1. Orientation :

La crise socio politique et économique en Côte d'Ivoire qui perdurait depuis 1999 constituait un frein majeur au développement de l'activité minière, secteur dynamique, créateur d'emplois et de richesses importantes. Cependant dans cette tourmente, la Côte d'Ivoire n'avait jamais été aussi proche de la réalisation du challenge de se donner les moyens de consolider son économie par le secteur minier.

En effet, les données géologiques publiées ainsi que les précédentes exploitations industrielles d'or d'AFEMA et d'ANGOVIA, la mine d'ITY (encore en production), l'exploitation actuelle du gisement de manganèse démontraient bien d'une part l'existence d'un potentiel de ressources minières variées en Côte d'Ivoire et d'autre part, la possibilité d'évaluer et de valoriser ce potentiel. En consultant la cartographie de la sous région Ouest Africaine, l'emplacement de la Côte d'Ivoire par rapport à ses voisins (le Ghana, le Mali, la Guinée etc...) dotés d'industries minières, incitait à croire que le sous-sol ivoirien, répondant aux mêmes types de formation géologiques, regorgeait aussi de ressources minières

Cette observation se vérifiait sur le terrain par les présences de plus en plus nombreuses d'entreprises minières en stade de recherche avancée telles qu'Equigold, Leoshield, Randgold, Golden Star, Cluff Gold Plc., Etruscan, etc...démontrant ainsi une amorce de l'activité minière qui allait s'accroître dans les années à venir pour faire de la Côte d'Ivoire un des importants pôles d'attractions de la sous région en matière d'industrie minière.

De cette analyse est née JOFEMA Mineral Resources, en abrégé (JMR) une société minière de droit Ivoirien, créée en 2003 de la volonté de jeunes ivoiriens qui ont une grande pratique de l'activité minière et une bonne connaissance internationale du secteur minier.

La détermination et le courage des associés de créer une telle structure en période de crise soulignent les ambitions de JMR qui voudrait promouvoir l'expertise nationale à travers la recherche méthodique et l'utilisation des technologies modernes pour aboutir à moindre coût, dans des délais rapprochés, à la découverte de gisements économiquement viables. Cet engagement a valu à JMR l'obtention du Permis de Konela. En centrant ses actions initialement sur la recherche de substances minérales en Côte d'Ivoire, JMR compte étendre très rapidement ses activités dans la sous région Ouest Africaine pour asseoir les bases d'une société internationale.

2. **Objectif** : Découvrir un gisement d'or économiquement viable dans les délais prescrits par le code minier.

3. Description de la situation

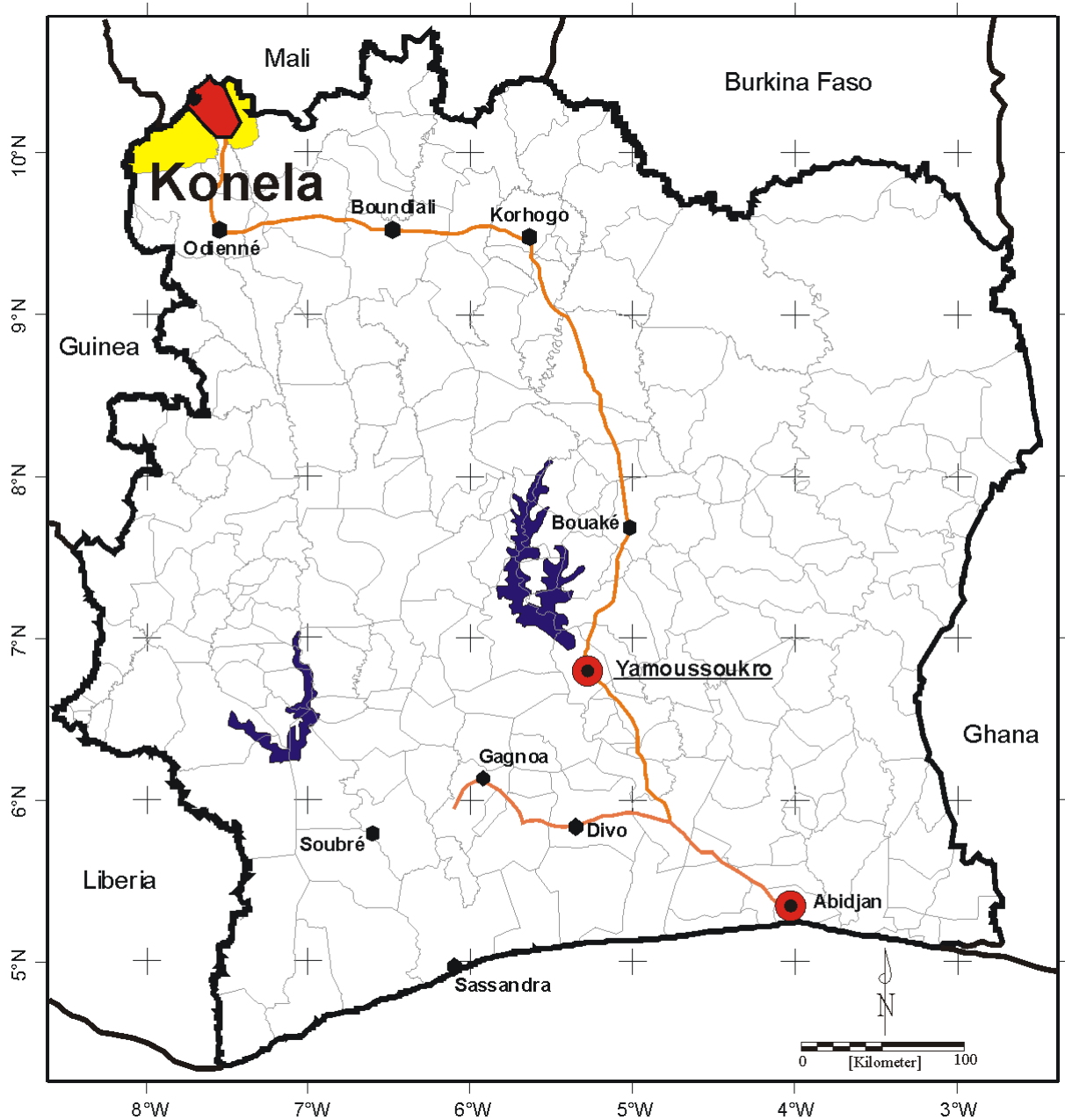
Au cours des années 60 à 70, la SODEMI a entrepris un programme national d'exploration. La plupart des données collectées étaient enregistrées et débattus dans plusieurs rapports. De janvier 1994, après la dévaluation de la monnaie nationale le CFA (qui est la monnaie commune à huit pays d'Afrique de l'Ouest), l'activité minière s'est énormément intensifiée en Côte d'Ivoire avec la présence de plusieurs compagnies internationales en Afrique de l'Ouest. Durant cette période, toute la région d'Odienné (d'Odienné jusqu'à la frontière du Mali dans le Nord) était bien couverte par des concessions d'exploration appartenant à Trillion Ressources, Cluff Mining, SODINAF, RandGold, BHP et les autres.

La région de Konela dans la partie Nord Ouest de la Côte d'Ivoire, située dans les districts de Minignan à l'Ouest et de Tienko à l'Est, était explorée par Normandy LaSource avec des travaux géochimiques qui comprenaient des échantillons de streams sédiments, des travaux géochimiques sols, et des échantillonnages de termitières. 3200 échantillons avaient été collectés et analysés à SGS Ghana pour l'Or. La campagne de stream sédiment avait couvert l'entièreté du Permis.

La compilation des données que nous avons effectuées sur l'historique des activités d'exploration effectuée en 2004, a mise en évidence une anomalie géochimique de plus de 10 km de long et de 400 Km de large qui nécessite un programme de tranchées et de sondage pour une meilleure définition de l'étendue de l'anomalie. Ce potentiel aurifère a conforté JOFEMA Mineral Resources dans l'idée de faire la demande d'un permis de recherche sur ce site et l'a obtenu le 15 Septembre 2005.

Le Permis a une période de validité de trois (3) ans. Le Permis, d'une superficie de 680km² est dénommé « Konela » et est immatriculé sous le N° 179. Une demande d'extension du permis au Sud a été accordée le 24 juin 2009. La surface du Permis a été augmentée de 144km². La superficie totale du Permis passe alors à 812.4 km² à l'exclusion de la Forêt Classée du Mont Manda.

Suite au conflit armé dans le pays et à la partition du pays en deux blocs, l'exploration n'a pu commencer qu'au début du 2^{ème} trimestre 2007, après que les Forces Nouvelles aient procédé à la délivrance des autorisations requises. Une demande de prorogation de la date de validité du Permis a été soumise le 29 février 2008 au Ministère des Mines et de l'Energie qui nous a accordé une extension de 18 mois et 10 jours additionnels, reportant ainsi à plus tard la demande du premier renouvellement de Permis (décret N°028). La date initiale d'expiration étant le 15 septembre 2008. JOFEMA est entrée en Joint Venture avec MinEx Projects (Pty) Ltd, société d'origine Sud Africaine, pour explorer l'or et les métaux associés sur le Permis Konela. Un minimum d'investissement d'un montant de FCFA 275, 000,000 devra être réalisé sur le Permis durant cette période de trois ans.



4. Coût des risques

Les risques sur le développement de ce projet sont essentiellement liés aux problèmes généraux de la sécurité qui trouveront sans aucun doute une solution dans la réunification effective du pays. L'impact financier de ce risque s'apprécie plus en matière de coûts d'opportunités.

5. Contraintes liées au projet : Idem qu'au point (4)

6. Bénéficiaires

- a) Les associés de JOFEMA Mineral Resources
- b) Les partenaires de la Joint Venture

- c) L'Etat de Côte d'Ivoire en cas de découverte d'une mine et conformément aux dispositions du Code Minier et de part les taxes payées
- d) Les populations et les communautés des localités où se développe cette activité
- e) Le personnel

7. Actions antérieures ou en cours

Au 31 décembre 2010, un total de 410.9 millions F CFA a été dépensé sur le permis pour les travaux suivants réalisés :

- **Echantillonnage géochimique**

Géochimie sol régionale 1000m x1000m : 2084 échantillons incluant les duplicata

Géochimie sol de détail : 4 908 échantillons incluant les duplicata

Echantillonnage sol de vérification : 192 échantillons

Géochimie sol 10m : 218 échantillons incluant les duplicata

Echantillons de roche : 12 échantillons

Echantillons de veines de quartz : 24 échantillons

- **Tranchée**

5 tranchées de 3 mètres de profondeur : 400

Echantillons de tranchée : 200 échantillons

Standards et blancs : 20 échantillons

- **Sondage**

Sondage carotté : 379.34 m

KDD-01: 90.41 m

KDD-03: 188.16 m

KDD-03a: 49.26 m

KDD-05: 51.51 m

Echantillons de sondage analysés : 368 échantillons

Standards et Blancs : 39 échantillons

- **Magnétométrie au sol**

Grille F1 : 2.2 km² (23 lignes)

Grille F2 : 6.0km² (61 lignes)

Grille F3 : 6.25km² (63.5 lignes)

- **Autres**

Cartographie des sols

Cartographie des latérites

Construction de route : environ 8 km

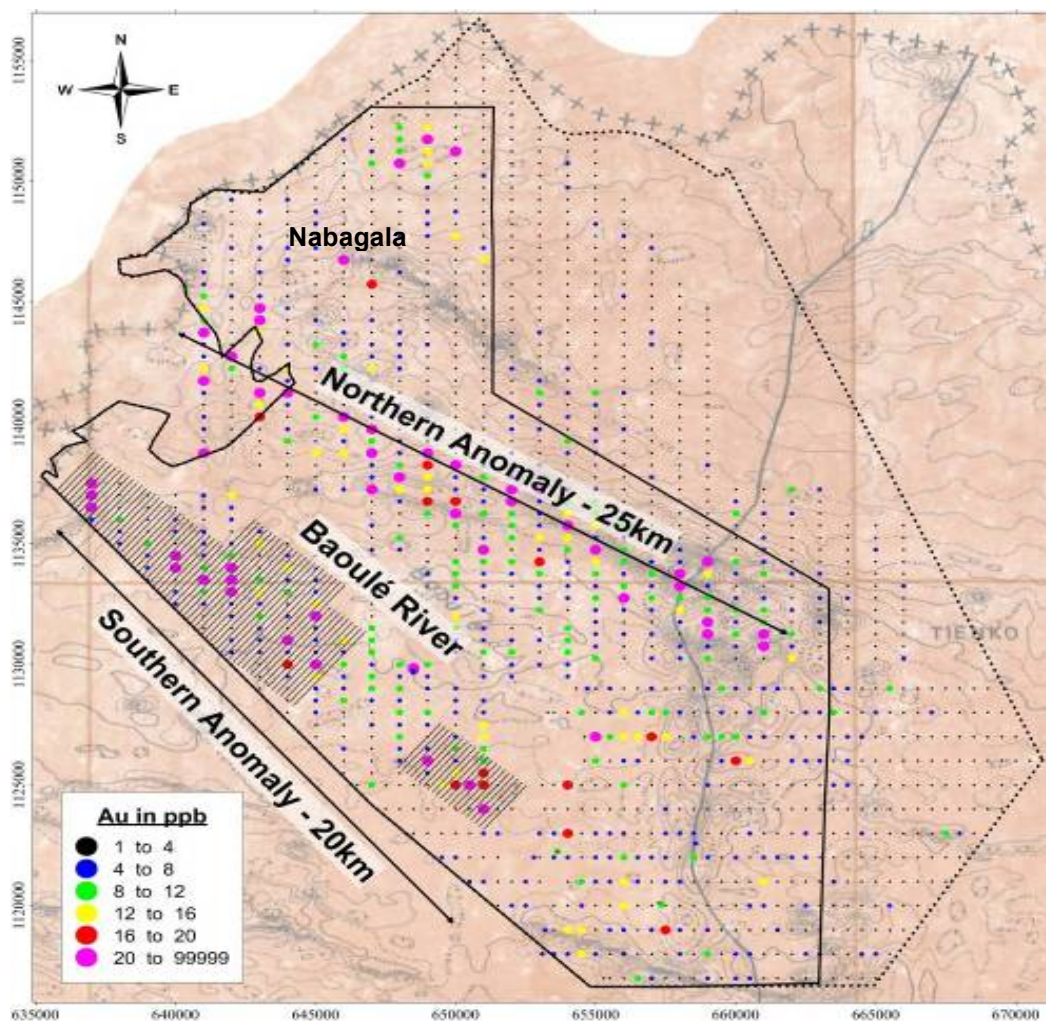
Pétrographie

Travaux à venir :

- **Echantillonnage géochimique de détail sur l'anomalie Sud**

Un programme d'échantillonnage géochimique de détail doit couvrir la grande anomalie régionale située au sud du fleuve Baoulé. Deux zones prioritaires se dégagent: une un peu petite au SE appelée Nabagala et l'autre plus large au NW qu'on appellera Madina. Les échantillons seront prélevés sur des lignes orientées NE-SW (40°-220°) qui permettront de recouper l'anomalie de façon perpendiculaire. Au total 5500 échantillons de sol seront prélevés en 2011.

Madina



Programme d'échantillonnage à réaliser pour couvrir l'anomalie régionale au sud du fleuve Baoulé

- **Géophysique aéromagnétique**

La magnétométrie au sol s'est révélée comme un bon outil pour l'identification des zones de contact lithologique, la détermination des structures de shear zone qui pourrait abriter de potentielles minéralisations aurifères. La carte mag régionale indique des linéaments magnétiques de direction générale NW-SE qui coïncident avec la géochimie. La minéralisation en or se situe le long de cette structure qui a été interprétée comme étant un système de shear intrudé par un granitoïde felsique.

Cette carte régionale mag ne donne aucune indication au Sud du fleuve Baoulé. Une géophysique mag de grande résolution serait donc nécessaire pour nous permettre de mettre en évidence des linéaments mag semblables à ceux de l'anomalie Nord. Si nous n'avons pas d'aéromag, c'est le mag au sol qui sera utilisé sur des zones sélectionnées pour des sondages.

- **Analyse multi-éléments**

Jusqu'à ce jour, tous nos échantillons ont été analysés seulement pour l'or. Dans plusieurs mines la minéralisation aurifère est souvent associée avec d'autres éléments tels que l'Arsénique, l'argent, le cuivre, etc. Ici nous n'avons aucune information de ce genre. C'est pourquoi nous prévoyons de sélectionner trois lignes sur lesquelles l'échantillonnage est espacé de 10m pour faire des analyses multi-éléments. On choisira une ligne à F1, une seconde à F2 et la troisième sur l'anomalie de Kehi

- **Sondage RAB**

Campagne RAB de 20,000m sur les anomalies F1, F2, F3 et Kehi qui permettra de mieux localiser les zones minéralisées

- **Sondage carotté**

Les anomalies qui seront identifiées par la campagne RAB seront testées par sondage carotté. Le trou de sondage KDD-02 programmé à F2 pour tester la zone minéralisée délimitée dans la tranchée F2T1 reste valable. A Kehi également KDD-04 reste au programme pour tester la zone minéralisée de la tranchée KT1.

Pour avoir une meilleure définition de la direction du pendage et la puissance de la zone minéralisée de F1, des sondages carottés qui seront inclinés vers le SW et vers le NE sont nécessaires.

8. **Stratégies de mise en œuvre** : dressées au point ci-dessus.

9. **Activités à réaliser** : dressées au point ci-dessus.

10. Marqueurs de progrès

- a) Les résultats de la campagne de géophysique sont disponibles et permette de les inclure dans un contexte géo-structural qui permettra un meilleur positionnement des sites à forer, et des zones à échantillonner. Enfin cela permettra une optimisation des ressources financières disponibles.
- b) La campagne de forage RAB est achevée, la compilation des données permet de cibler les zones à forer par carottage.
- c) Les analyses multi-éléments sont terminées : le site regorge d'autres types de minerais.

11. **Période d'exécution** : Deux ans à partir de la date du premier renouvellement du Permis ; en attente du renouvellement par le Ministère des Mines.

12. **Maître d'ouvrage** : JOFEMA Mineral Resources et son Partenaire MINEX

13. **Maitre d'œuvre** : JOFEMA Mineral Resources et son Partenaire MINEX

14. **Partenaires** : MINEX Project (Pty) South Africa

15. **Coûts prévisionnels** : 275 Millions FCFA

16. **Contributions souhaitées**

- a) Obtention rapide des renouvellements de permis
- b) Obtention rapide des demandes de permis

17. **Gains attendus** : à déterminer

18. **Impact sur les ODM/Environnement** : L'activité minière en Côte d'Ivoire est régie par le Code Minier. La réglementation est prévue pour que cette activité soit menée conformément aux dispositions sur l'environnement. L'activité minière est un puissant facteur de développement du fait qu'elle suscite bien souvent la création d'une ville au tour de la mine

19. **Financement des charges récurrentes** : Privé

Fiche N° 30

Projet :	PERMIS DE RECHERCHE MINIERE DANS LA ZONE DE LA DEBO DEPARTEMENT DE SOUBRE ET DE GAGNOA, POUR L'OR ET TOUTES SUBSTANCES CONCESSIBLES A L'EXCEPTION DES HYDROCARBURES – DECRET N° 2005-298 DU 15 SEPTEMBRE 2005
Code action :	M&G_ERN/CT_39

1. Orientation

La crise socio politique et économique en Côte d'Ivoire qui perdurait depuis 1999 constituait un frein majeur au développement de l'activité minière, secteur dynamique, créateur d'emplois et de richesses importantes. Cependant dans cette tourmente, la Côte d'Ivoire n'avait jamais été aussi proche de la réalisation du challenge de se donner les moyens de consolider son économie par le secteur minier.

En effet, les données géologiques publiées ainsi que les précédentes exploitations industrielles d'or d'AFEMA et d'ANGOVIA, la mine d'ITY (encore en production), l'exploitation actuelle du gisement de manganèse démontraient bien d'une part l'existence d'un potentiel de ressources minières variées en Côte d'Ivoire et d'autre part, la possibilité d'évaluer et de valoriser ce potentiel. En consultant la cartographie de la sous région Ouest Africaine, l'emplacement de la Côte d'Ivoire par rapport à ses voisins (le Ghana, le Mali, la Guinée etc...) dotés d'industries minières, incitait à croire que le sous-sol ivoirien, répondant aux mêmes types de formation géologiques, regorgeait aussi de ressources minières

Cette observation se vérifiait sur le terrain par les présences de plus en plus nombreuses d'entreprises minières en stade de recherche avancée telles qu'Equigold, Leoshield, Randgold, Golden Star, Cluff Gold Plc., Etruscan, etc...démontrant ainsi une amorce de l'activité minière qui allait s'accroître dans les années à venir pour faire de la Côte d'Ivoire un des importants pôles d'attractions de la sous région en matière d'industrie minière.

De cette analyse est née JOFEMA Mineral Resources, en abrégé (JMR) une société minière de droit Ivoirien, créée en 2003 de la volonté de jeunes ivoiriens qui ont une grande pratique de l'activité minière et une bonne connaissance internationale du secteur minier.

La détermination et le courage des associés de créer une telle structure en période de crise soulignent les ambitions de JMR qui voudrait promouvoir l'expertise nationale à travers la recherche méthodique et l'utilisation des technologies modernes pour aboutir à moindre coût, dans des délais rapprochés, à la découverte de gisements économiquement viables. Cet engagement a valu à JMR l'obtention du Permis de La Debo. En centrant ses actions initialement sur la recherche de substances minérales en Côte d'Ivoire, JMR compte étendre très rapidement ses activités dans la sous région Ouest Africaine pour asseoir les bases d'une société internationale.

2. **Objectif** : Découvrir un gisement d'or économiquement viable dans les délais prescrits par le Code Minier.

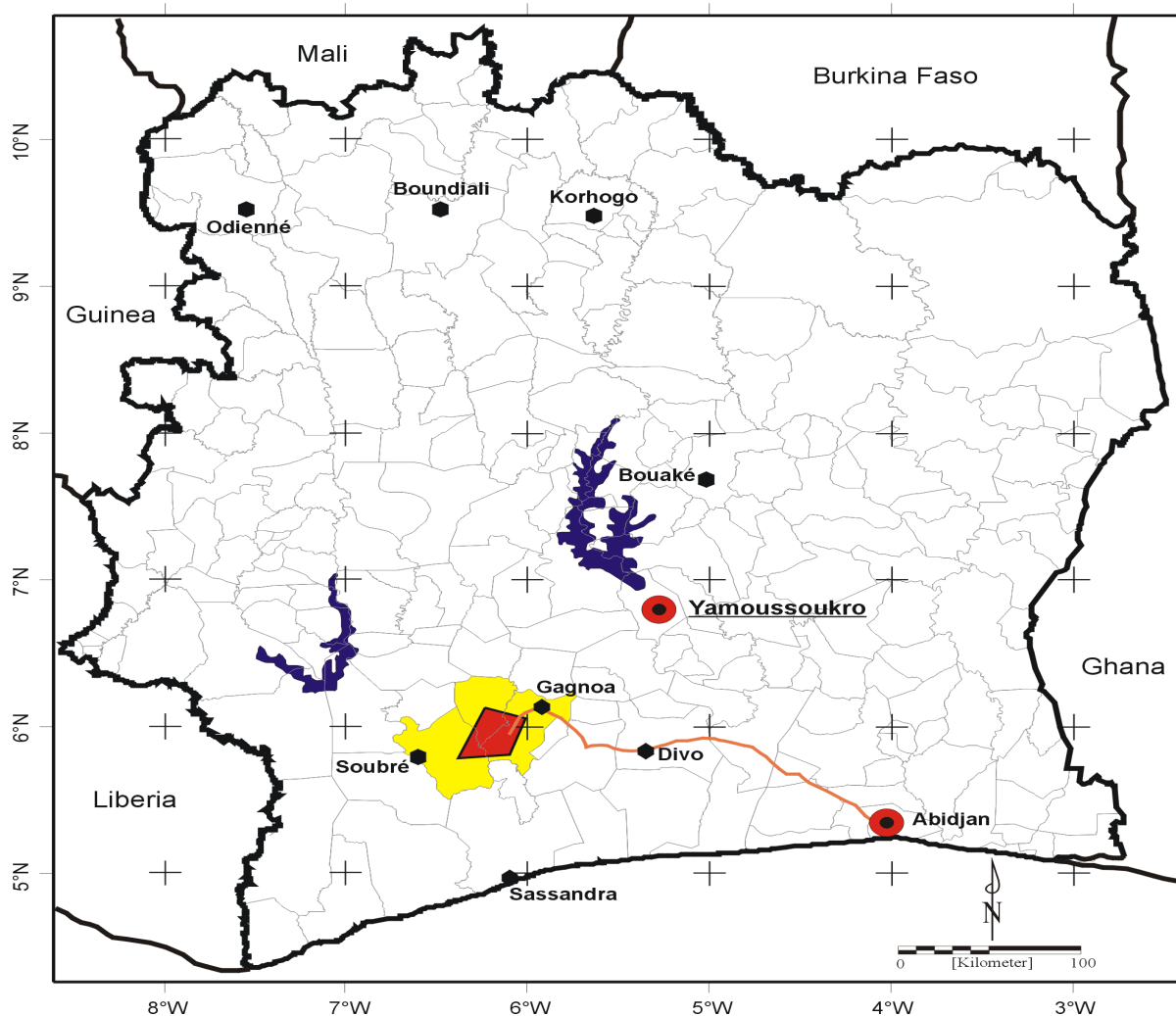
3. Description de la situation

Le Permis La Debo est situé au Sud Ouest de la Côte d'Ivoire, approximativement à 280km à l'Ouest d'Abidjan et 140km au Sud Ouest de la capitale Yamoussoukro. Le Permis couvre trois districts, Soubré, Gagnoa et Guibéroua. Les villes les plus proches du Permis sont Soubré, et Gagnoa, joignables par voies bitumées.

SODEMI, BHP Minerals et Normandy La Source, respectivement ont entrepris des activités d'exploration minière sur le permis, consistant en l'échantillonnage de stream, sol et de roches. Les informations recueillies mettent en évidence l'existence d'une anomalie stream sediment longue de plus de 8 km et large de 5km qui nécessite un programme d'analyses d'échantillons de sols.

Suite à la situation politique instable, aucun autre travail n'a été entrepris sur le terrain jusqu'à ce que JOFEMA n'entre en activité en 2005.

Le Permis appelé La Debo, s'étend sur une superficie de 950 km² et est immatriculé sous le N° 178. JOFEMA est entrée en Joint Venture avec MinEx Projects (Pty) Ltd, société d'origine Sud Africaine, pour explorer le Permis La Debo Une demande de renouvellement du Permis a été soumise depuis le 24 Juin 2008 à l'Administration à cet effet et conformément au Code Minier, le Permis a été réduit à 549 km². Le Permis a été renouvelé le 3 février 2009 pour une période de 2 ans finissant le 15 septembre 2010.



Situation géographique du Permis de Recherche La Debo PR N° 178 (en rouge) sur la carte. Les villes de Soubré et Gagnoa sont représentées dans le spot jaune.

4. Coût des risques

Le Permis La Debo se situant dans une zone sous contrôle gouvernemental, est néanmoins exposé aux risques de développement liés aux problèmes généraux de la sécurité qui trouveront sans aucun doute une solution dans la réunification effective du pays. Aussi la région de Gagnoa et de Soubré est une région de forêt recouverte de plantations. La cohabitation avec les planteurs constitue un risque potentiel de conflits dont les plantations pourraient subir des destructions nécessaires à la création des voies d'accès pour l'exploration.

En ce qui concerne la sécurité, l'impacte financier de ce risque s'apprécie plus en matière de coûts d'opportunités, en d'autres termes, ce sont les dépenses d'exploration que nous ne pouvons pas faire du fait de la situation qui prévaut. Concernant la destruction des plantations l'évaluation des indemnités pour dédommagement s'opère par cas, en concertation avec les populations, le Directeur Régional des Mines, le Représentant du Ministère de l'Agriculture, les autorités préfectorales et sous préfectorales, les autorités locales et toute personne concernée par le sujet.

5. **Contraintes liées au projet** : Idem qu'au point (4)

6. **Bénéficiaires**

- Les associés de JOFEMA Mineral Resources
- Les partenaires de la Joint Venture
- L'Etat de Côte d'Ivoire en cas de découverte d'une mine et conformément aux dispositions du Code Minier et de part les taxes payées
- Les populations et les communautés des localités où se développe cette activité
- Le personnel

7. **Actions antérieures ou en cours**

Travaux réalisés et dépenses effectuées :

A la date du 31 décembre 2010, un total de 429 195 653 FCFA a été dépensé sur le permis et les travaux suivants réalisés :

Echantillonnage Géochimique :

Echantillonnage Géochimique Sols 1000m x 1000m:	780 échantillons incluant les duplicata
Echantillonnage Géochimique Sols 500m x 500m:	622 échantillons incluant les duplicata
Travaux courants d'échantillonnage sols 500m x 500m :	296 échantillons
Echantillonnage Géochimique 200m x 50m:	4908 échantillons incluant les duplicata
10m Echantillonnage Géochimique Sols (15 lignes) :	878 échantillons incluant les duplicata
500m x500m Géochimie régionale (Nord)	208 échantillons incluant les duplicata

Tranchée :

7 tranchées d'une profondeur de 3 à 5m :	1008 m
Echantillonnage par rainurage :	504 échantillons
Standards et duplicata :	35 échantillons

Forage :

Sondage carotté – 4 trous :	464.74m
LDD-01	91.50m
LDD-02	91.73m
LDD-03	163.18m
LDD-04	188.33m
Echantillons de sondage analysés	481 échantillons

Magnétométrie au sol :

La grille Debo :	3.8km ² (39 lignes km)
L'anomalie principale :	2.1km ² (22 lignes km)
Grille F2 :	3.0km ² (31 lignes km)

Autres :

Cartographie des sols

Cartographie géologique

Voies d'accès : Approximativement 8km

Construction de ponts : 4

Echantillons de roches : 40 échantillons

Travaux de Pétrographie

Travaux à venir :

Intensification des forages carottés. Dépendant des résultats du programme de sondage, un programme additionnel est prévu. Cela sera exécuté en le couplant à du forage de RC pour les in-fill. Le forage se concentrerait pour confirmer l'étendue de l'inclinaison de la zone minéralisée ou la profondeur des zones. Il est envisagé de calculer une ressource préliminaire au cours de cette année et des ressources classifiées dans les 18 mois.

a. Suivi de l'échantillonnage géochimique

L'échantillonnage régional découvrit une tendance géochimique anormale 9000m NNE-SSW qui coïncide avec la tendance des linéaments magnétiques NNE-SSW. En premier lieu, la zone anormale sera échantillonnée sur une étude de 500m x500m pour obtenir une meilleure définition de l'anomalie. Cette étude sera suivie d'un échantillonnage sol détaillé dans une grille de 200x50m. Ici les échantillons seront prélevés tous les 25m et composites à chaque 50m. Il est prévu collecter 3600 environ échantillons

b. Echantillonnage de vérification à 10m

L'échantillonnage sol de control à 10m passe pour être très bénéfique pour localiser de façon précise la zone minéralisée. Il est prévu de faire des lignes de vérification additionnelles sur chaque site de forage. Le nombre total d'échantillons sol à collecter n'est pas encore connu à ce stade, cependant, ce sera de l'ordre de 2000 échantillons sols

c. Auger Drill

Les tranchées ont aidé à obtenir les informations supplémentaires sur la lithologie, la direction inclinée des foliations et la direction inclinée des veines et donc de la minéralisation. En plus, les zones de minéralisation pourraient être localisées très précisément et les puits pourraient être indiqués très rapidement. Ensemble les résultats des forages et les résultats des analyses des tranchées, pourront aider à mieux comprendre la situation.. Les résultats or des tranchées seront aussi bien utiles pour la modélisation des ressources.

Pour des raisons de sécurité et pour éviter les nuisances en minimisant les impacts négatifs sur les productions, Il est prévu de faire des Auger drill en lieu et place des tranchées si les résultats de la première phase de forage se révèlent négatifs.

d. Travaux de Géophysique

L'étude aéro-magnétique régionale dévoila des linéaments magnétiques intéressants, parallèles aux anomalies géochimiques. L'étude géophysique régionale est cependant très pauvre en résolution. Pour obtenir une meilleure résolution et avoir une meilleure

compréhension des linéaments magnétiques, il a été décidé de conduire une étude aéro-magnétique plus fraîche sur tout le permis avant fin décembre 2011.

8. **Stratégies de mise en œuvre** : dressées au point ci-dessus

9. **Activités à réaliser** : dressées au point ci-dessus

10. Marqueurs de progrès

- Les résultats de la campagne de géophysique sont disponibles et permette de les inclure dans un contexte géo-structural qui permettra un meilleur positionnement des sites à forer, et des zones à échantillonner. Enfin cela permettra une optimisation des ressources financières disponibles.
- La campagne de forage carotté est en cours, la compilation des données permet de cibler les zones in-fill à forer par RC. Objectif, avoir des données sur les ressources préliminaires et des ressources classifiées dans les 18 mois.
- L'échantillonnage géochimique est achevée les analyses des échantillons sont effectuées. De nouvelles cibles à tester par forage carotté ?

11. **Période d'exécution** : Deux ans à partir de la date du deuxième renouvellement du Permis ; en attente signature du renouvellement par le Ministère des Mines.

12. **Maitre d'ouvrage** : JOFEMA Mineral Resources et son Partenaire MINEX

13. **Maitre d'œuvre** : JOFEMA Mineral Resources et son Partenaire MINEX

14. **Partenaires** : MINEX Project (Pty) South Africa

15. **Coûts prévisionnels** : 640 millions F CFA

16. Contributions souhaitées

- Obtention rapide des renouvellements de permis
- Obtention rapide des demandes de permis

17. **Gains attendus** : à déterminer

18. **Impact sur les ODM/environnement** : L'activité minière en Côte d'Ivoire est régie par le Code Minier. Toute une réglementation est prévue pour que cette activité soit menée conformément aux dispositions sur l'environnement. L'activité minière est un puissant facteur de développement du fait qu'elle suscite bien souvent la création d'une ville au tour de la mine

19. **Financement des charges récurrentes** : Privé

Fiche N° 31

Projet :	EXPLOITATION FER DE MONOGAGA
Code action :	M&G_ERN/CT_1

1. Orientation : Développement du secteur minier pour une amélioration de sa quote-part au PIB national.

2. Objectif : Mettre en valeur le gisement de Fer de Monogaga-Victory et créer une mini-acière.

3. Description de la situation

- Ressources de plus de 140 millions de tonnes de minerai à 42,70% Fe identifiés par la SODEMI ;
- Evolution favorable du marché mondial de fer ;
- Existence des infrastructures de base nécessaire à la réalisation du projet.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Externes : Mouvements sociopolitiques ;
- Internes : Perte et/ou destruction des équipements ;
- Métier : Hausse des coûts des facteurs, mise à jour des techniques d'exploration.

L'ensemble de ces risques liés au projet est estimé à 150 000 000 FCFA.

5. Contraintes

- Manque de financement ;
- Baisse du cours du fer ;
- Ressources minérales insuffisantes pour une exploitation économique

6. Bénéficiaires

- Les promoteurs du projet ;
- Le secteur minier ivoirien ;
- Les populations riveraines de la zone du projet par la création d'emplois ;
- L'Etat de Côte d'Ivoire à travers les taxes diverses et les impôts.

7. Cible

- Industries sidérurgiques en Côte d'Ivoire ;
- Marché mondial de fer.

8. Actions antérieures ou en cours

- Mise en évidence de plus de 140 millions de tonnes de minerai à 39,75% Fe (tout-venant) soit 40,14% Fe (minerai lavé) dans la région de Monogaga-Victory par des travaux antérieurs de la SODEMI.
- 2009-2010 : Travaux de vérification des indices à tonnage sur le terrain suivis d'une demande de permis de recherche couvrant la zone d'intérêt.
- 2011 : Début des travaux de prospection tactique et de certification des ressources.

9. Stratégies de mise en œuvre

- Compilation des données antérieures ;
- Prospection géologique, géochimique, géophysique, analyses chimiques, sondages, estimation des réserves, essais de concentration de minerai et tests métallurgiques ;
- Etude de faisabilité économique du projet.

10. Activités à réaliser :

- Collecter les données antérieures et effectuer la synthèse des données
- Effectuer une cartographie de détail : foncer des puits et des tranchées, analyser les échantillons collectés, effectuer des levés géophysiques, effectuer des sondages et estimer les ressources, prélever de gros échantillons et effectuer des tests métallurgiques, effectuer une étude d'exploitabilité économique du gisement.

11. Marqueurs de progrès (Indicateurs)

- 2011: Banque de données numériques ; carte géologique détaillée du permis; carte des anomalies de surface et subsurface et carte géophysique.
- 2012: carte des gisements; modèle géologique et minéralisations
- 2013: ressources estimées; procédé de traitement du minerai ; étude de faisabilité bancable du projet.

12. Période d'exécution : court terme (2011-2013 :03 ans)**13. Maître d'ouvrage: SODEMI (PIP 2011-2013)****14. Maître d'œuvre: SODEMI****15. Partenaires**

- Phase d'exploration : SODEMI financée par l'Etat à travers le Programme d'Investissements Publics (PIP 2011-2013) jusqu'à l'étude de faisabilité du projet.
- Phase d'exploitation : Recherche de partenaires financiers et techniques.

16. Coût prévisionnel : neuf cent soixante dix millions (970 000 000) F CFA

17. Contributions souhaitées

- SODEMI (PIP 2011-2013) : 970 millions F CFA soit 100 % en phase d'exploration.
- Recherche de financement : estimé à 6 000 000 000 F CFA pour la phase d'exploitation ; les coûts réels d'exploitation seront déterminés par l'étude de faisabilité.

18. Impact sur les OMD /Environnement

La mise en exploitation d'un gisement minier constitue un accélérateur de développement régional. Toute la région du bas Sassandra et le sud-ouest ivoirien bénéficiera des retombées de la mine.

Le projet contribuera à la création d'une industrie sidérurgique en Côte d'Ivoire, à la création d'emplois, à la réduction de la pauvreté et améliorera les ressources financières de l'Etat.

- Phase d'exploration : légère perturbation de l'écosystème.
- Phase d'exploitation : délocalisation possible des populations et expropriation possible des terres.

19. Financement des charges récurrentes

- En phase d'exploration la SODEMI assure les charges de fonctionnement.
- En phase d'exploitation la SODEMI et le partenaire technique et financier assurent les charges de fonctionnement jusqu'à l'autonomie financière du projet.

Fiche N° 32

Projet :	CONSTRUCTION DU CHEMIN DE FER DE L'OUEST
Code d'action :	M&G_ERN/CT_12

1. Orientation : Le développement du secteur minier contribuera notablement à l'économie nationale.

2. Objectif : Construire un chemin de fer entre le port de San Pedro et le Mont Nimba pour les produits miniers des gisements de fer du Mont Nimba, du Mont Klahoyo et du Mont Gao et de nickel de Biankouma-Touba en Côte d'Ivoire et éventuellement les gisements de fer à l'Est de la Guinée.

3. Description de la situation

Depuis les années 1970, des gisements miniers de classe mondiale ont été découverts dans les régions de Man (fer du Mont Klahoyo, Mont Gao) et de Biankouma-Touba (nickel latéritique de Sipilou, Founbesso, Moyango et Viala). A l'issue de l'étude de faisabilité réalisée en 1976 par le Cabinet belge TRANSURB CONSULT, la voie ferrée est apparue comme l'infrastructure d'évacuation la plus appropriée pour l'acheminement des produits miniers extraits de l'exploitation de ces gisements miniers vers le port de San Pedro.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Internes : environnement, mauvaise maîtrise des coûts ;
- Externes : Taux de change, cours des métaux, mouvements sociopolitiques ;
- Métiers : Grèves, défaillance des prestataires ;

L'ensemble des risques est évalué à 12% du coût total du projet.

5. Contraintes : Manque de financement ; chute éventuelle du cours du fer et dérivés; opposition des populations riveraines.

6. Bénéficiaires : Secteur minier, secteur de transport et de marchandises, population riveraine et industries métallurgiques.

8. Actions antérieures ou en cours

- 1970 : Découverte de gisements miniers de classe mondiale dans les régions de Man (fer du Mts Klahoyo et Gao,), de nickel latéritique (dépôts de Biankouma-Touba) et cuivre-nickel de Samapleu.
- 1976: Etude de faisabilité réalisée par le Cabinet belge TRANSURB CONSULT qui a conclu que la voie ferrée est l'infrastructure d'évacuation la plus appropriée.
- 2003: Etude de préfaisabilité réalisée par le cabinet canadien CANARAIL.

L'Etude du tracé de la voie ferrée a défini 04 scénarios (Scénario1: 474 Km; Scénario2: 479 Km; Scénario3: 660 Km; Scénario4: 737Km).

L'Etude des trafics potentiels a montré les différents tonnages :

- Miniers: 19 millions
- Intrants: 3 millions
- Autres marchandises: 75 000
- Nombre de voyageurs: 15 900.

9. Stratégies de mise en œuvre : Mise à jour de l'étude de faisabilité, recherche de financement, construction du chemin de fer.

10. Activités à réaliser : Collecter les données antérieures, effectuer la synthèse des données, mettre à jour les paramètres techniques et financiers du projet, effectuer l'étude de faisabilité, lever des fonds, ouvrir et aménager le tracé.

11. Marqueurs de progrès (Indicateurs)

Rapport de synthèse des données antérieures, rapport de mise à jour des paramètres techniques et financiers, Etude de faisabilité réalisée, Accord de financement signé, Procès verbal de livraison du chemin de fer.

12. Période d'exécution : moyen terme (2012-2017 : 5 ans)

13. Maître d'ouvrage: Etat

14. Maître d'œuvre: SODEMI/ SIPF/BNETD

15. Financements et Partenariats

- Phase de mise à jour d'étude de faisabilité : ETAT
- Phase de recherche de financement : ETAT/banque de développement/sociétés minières
- Phase de construction : ETAT/société de construction.

16. Coûts prévisionnels (voir carte ci-dessous pour les tracés)

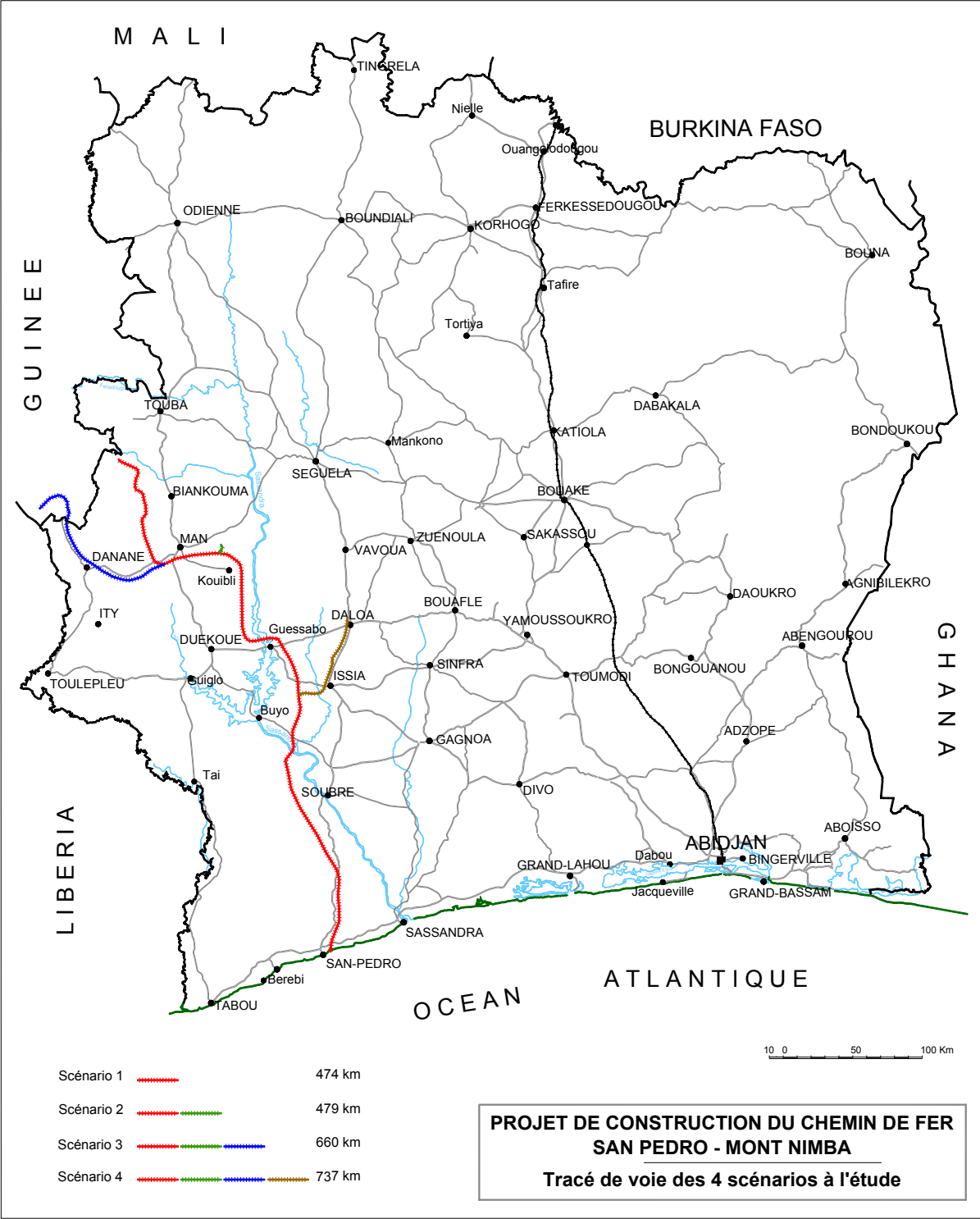
- Scénario 1 : **Coût : 695 millions \$US (2003), soit 3 475 milliards F CFA** ; le chemin de fer part du port de San Pedro à la mine de nickel de Biankouma-Touba (longueur : **474 km**)
- Scénario 2 : **Coût : 885 millions \$US (2003)** ; scénario 1 + liaison avec la mine de fer du Mont Klahoyo (longueur : **479 km**)
- Scénario 3 : **Coût : 1 231 millions \$US (2003)** ; scénario 2 + liaison avec la mine de fer du Mont Nimba en Guinée (longueur : **660 km**)
- Scénario 4 : **Coût : 1 431 millions \$US (2003), soit 715.5 milliards F CFA** scénario 3 + un embranchement desservant les villes d'Issia et Daloa (longueur : **737 km**).

17. Contributions souhaitées

- Etat de Côte d'Ivoire : 25%, soit 178 875 millions F CFA ;
- Institutions financières publiques ou privées et banques de développement : 75%, soit 536 625 millions F CFA.

18. Impact sur les OMD /Environnement : Industrialisation de la Côte d'Ivoire, création d'emplois, réduction de la pauvreté ; phase de construction : légère perturbation de l'écosystème et délocalisation possible des populations et expropriation possible des terres.

19. Charges récurrentes : salaires et autres charges des personnels impliqués dans le suivi du projet jusqu'à la livraison de l'ouvrage.



Fiche N° 33

Projet	CONSTRUCTION D'UN WHARF MINERALIER AU PORT DE SAN PEDRO
Code d'action	M&G_ERN/CT_13

- 1. Orientation : Programme** de développement régional intégré lié au développement du secteur minier.
- 2. Objectif :** aménager un wharf minéralier dédié spécifiquement aux navires de gros tonnages au Port Autonome de San Pedro pour importer de gros volumes d'intrants pour les mines et exporter des produits miniers provenant des mines du Grand Ouest avec la possibilité de prendre en compte ceux des mines de la Guinée forestière.

3. Description de la situation actuelle

Le Port Autonome de San Pedro, l'une des principales infrastructures économiques construite après l'indépendance de la Côte d'Ivoire est un Port disposant d'un tirant d'eau variant de 11 à 13 m. Cependant, ce tirant d'eau reste insuffisant pour l'accostage de navires de plus de 100 000 tonnes pour les volumes de minerais et d'intrants à manutentionner.

Le domaine portuaire s'étend sur une superficie de 2000 ha d'un seul tenant dont 25% seulement sont actuellement occupés. Il se décompose fonctionnellement comme suit :

- Terre-plein pavé sous douane : 10 ha
- Port de pêche, parc à bois, cimenterie: 85 ha
- Zone des entrepôts: 355 ha
- Zone industrielle : 1 550 ha

Le faible taux d'occupation du domaine laisse subsister encore de grandes possibilités d'installation d'industries.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Internes : Environnement et mauvaise maîtrise des coûts
- Externes : Taux de change, cours des métaux et mouvements sociopolitiques
- Métier : Grèves et défaillance des prestataires

L'ensemble de ces risques est estimé à 12 % du coût total du projet.

- 5. Contraintes liées au projet :** Le projet du wharf minéralier devant faciliter le développement des gisements de l'ouest, s'inscrit parfaitement dans la stratégie de développement du Port de San Pedro. Cependant, il est à noter que la réalisation de cette infrastructure doit se faire sous la forme d'un « projet intégré » comprenant toutes les composantes portuaires dans un cadre institutionnel approprié. En effet, une parfaite synergie avec tous les projets miniers de l'ouest, permettrait de mieux paramétrer les études de faisabilité pour aboutir à une solution technique et économique optimale.

- 6. Bénéficiaires :** Les premiers bénéficiaires directs de ce projet sont le Port Autonome de San Pedro et les sociétés minières qui devront importer des intrants de grands volumes et exporter les produits issus de leurs exploitations.
- 7. Actions antérieures ou en cours :** Le projet du wharf minéralier s'inscrit dans le schéma directeur du Port Autonome de San Pedro.
- 8. Stratégies de mise en œuvre :** Le projet de construction du wharf et d'un terminal minéraliers consiste en la construction d'un appontement avancé dans la mer pour permettre le chargement de navires minéraliers de grande capacité et le déchargement de navires pétroliers, au dimensionnement d'ouvrages de protection, et en l'aménagement et équipement d'une nouvelle zone portuaire pour le stockage et la manutention des produits miniers et pétroliers.
- 9. Activités à réaliser**
- Collecter les données et paramètres nécessaires à la réalisation de l'étude de faisabilité ;
 - Mobiliser le financement pour la réalisation de l'étude de faisabilité ;
 - Réaliser l'étude de faisabilité ;
 - Mobiliser des fonds pour la construction du wharf ;
 - Construire le wharf minéralier.
- 10. Marqueurs de progrès**
- Fonds obtenus pour l'étude de faisabilité ;
 - Rapport d'étude de faisabilité disponible ;
 - Fonds obtenus pour la réalisation du wharf ;
 - Wharf minier construit et livré.
- 11. Période d'exécution :** La réalisation de ce wharf se fera sur une période de 5 ans, à compter de 2012.
- 12. Maître d'ouvrage :** Etat de Côte d'Ivoire
- 13. Maître d'œuvre :** Port Autonome de San Pedro (PASP), Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD), Société pour le Développement Minier de Côte d'Ivoire (SODEMI).
- 14. Partenaires :** Consortium d'opérateurs miniers et financiers. L'on pourrait citer la SODEMI et ses partenaires miniers disposant de gisements dans l'ouest de la côte d'Ivoire. Aussi, la BAD et l'UE qui financent les études de développement du port pourraient financer la phase de réalisation de ce projet.
- 15. Coût prévisionnel :** 150 000 millions F CFA

16. Contributions souhaitées

- 25 % Etat de Côte d'Ivoire, soit 37 500 millions F CFA ;
- 75 % Institutions financières publiques et privées et banques de développement, soit 112 500 millions F CFA.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD/ sur l'environnement : La réalisation de cette infrastructure portuaire, à laquelle devront s'ajouter celle du quai minéralier et du chemin de fer, ainsi que la disponibilité d'énergie pour les mines du grand ouest, permettra le désenclavement de la région de l'ouest. En effet, ces infrastructures favoriseront l'ouverture des mines du grand ouest, qui seront génératrices d'emplois et de revenus.

19. Charges récurrentes : Charges afférentes du personnel impliqué dans le suivi du projet jusqu'à la livraison de l'ouvrage.

Fiche N° 34

Projet :	EXPLOITATION DU FER MONT GAO
Code action :	M&G_ERN/CT_2

1. Orientation : Développement du secteur minier pour une amélioration de sa quote-part au PIB national.

2. Objectif : Mettre en valeur les gisements de fer des monts Gao et Totoro-Segaye.

3. Description de la situation

- Ressources d'environ 715 millions de tonnes de minerai à 40%Fe mises en évidence dans les chaînes de collines de quartzites à magnétite à l'ouest de Bangolo par les travaux antérieurs ;
- Evolution favorable du marché mondial de fer.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Externes : Mouvements sociopolitiques ;
- Internes : Perte et/ou destruction des équipements ;
- Métier : Hausse des coûts des facteurs, mise à jour des techniques d'exploration.

L'ensemble de ces risques liés au projet est estimé à 69 375 millions F CFA (138 750 000 \$US).

5. Contraintes

- Manque de financement ;
- Baisse du cours du fer ;
- Ressources minérales insuffisantes pour une exploitation économique.

6. Bénéficiaires

- Les promoteurs du projet ;
- Le secteur minier ivoirien ;
- Les populations riveraines de la zone du projet par la création d'emplois ;
- L'Etat de Côte d'Ivoire à travers les taxes et contributions diverses.
- Industries sidérurgiques en Côte d'Ivoire ;
- Marché mondial du fer.

7. Actions antérieures ou en cours

- 1927-1968 : Découverte d'indices de fer dans des itabirites par des travaux de cartographie géologique générale par le BRGM et la SODEMI dans l'ouest de la Côte d'Ivoire.
- 1969-1977 : Mise en évidence de dépôts de fer de 715 millions de tonnes de minerai à 40%Fe par divers travaux de cartographie détaillée, de sondages et estimations de ressources par la

SODEMI / PICKANDS MATHERS.

- 2009-2010 : Attribution du permis de recherche à la SODEMI et transfert du permis à la société TATA STEEL CI créée par les sociétés TATA STEEL LIMITED et SODEMI conformément à un accord de partenariat. Reprise des travaux d'exploration par TATA STEEL CI.
- 2011-2012 : Poursuite des travaux d'exploration des sondages de reconnaissance et de définition.

8. Stratégies de mise en œuvre

- Actions de promotions pour recherche de partenariat ;
- Mise à jour du titre minier auprès de l'Administration Minière ;
- Signature d'accord de partenariat et mobilisation du financement ;
- Mise en œuvre du projet.

9. Activités à réaliser :

Effectuer la synthèse des données antérieures, effectuer une cartographie de détail, foncer des puits, des tranchées, analyser les échantillons collectés, effectuer des levés géophysiques, forer et estimer les ressources, effectuer des tests métallurgiques, effectuer l'étude de faisabilité économique du projet, construire la mine et les infrastructures de transport.

10. Marqueurs de progrès (Indicateurs)

- 2011: Banque de données numériques, carte géologique détaillée du permis, carte des anomalies de surface et subsurface et carte géophysique.
- 2012: Carte des gisements, modèle géologique et minéralisations.
- 2013: Rapport d'estimation des ressources, procédé de traitement du minerai, étude de faisabilité bancaire
- 2014-2015: Permis d'exploitation.

11. Période d'exécution : court terme ; 2011-2015 (05 ans)

12. Maître d'ouvrage: SODEMI

13. Maître d'œuvre: TATA STEEL CI

14. Partenaires

- Phase d'exploration : TATA STEEL LIMITED et SODEMI
- Phase d'exploitation : TATA STEEL LIMITED, SODEMI et autres partenaires techniques et financiers

15. Coût prévisionnel : 462 500 millions F CFA (925 000 000 \$US) dont :

- 2010-2013: 37 500 millions F CFA (75 000 000 \$US) pour les travaux d'exploration jusqu'à l'étude de faisabilité ;

- 2014-2015: 175 000 millions F CFA (350 millions \$US) pour la construction de la mine ;
- 2014-2015: 250 000 millions F CFA (500 millions \$US) pour la construction des infrastructures de transport.

16. Contributions souhaitées

- Phase d'exploration jusqu'à l'étude de faisabilité :
 - TATA STEEL LIMITED : 75 000 000 \$US soit 100% du financement.
- Phase d'exploitation :
 Les coûts réels d'exploitation seront déterminés par l'étude de faisabilité. Ainsi, sur la base de l'existant, le financement est réparti comme suit :
 - SODEMI : 8.33 %, soit 305 402.5 millions F CFA (70 805 000 \$US);
 - TATA STEEL LIMITED : 91,67 %, soit 389 597.5 millions F CFA (779 195 000 \$US), pour construire la mine et les infrastructures de transport.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD /Environnement

La mise en exploitation d'un gisement minier constitue un accélérateur de développement régional. Toute la région des Dix huit montagnes bénéficiera des retombées de la mine par la création de milliers d'emplois.

Le projet contribuera à la création d'une industrie sidérurgique en Côte d'Ivoire, à la réduction de la pauvreté et améliorera les ressources financières de l'Etat.

Phase d'exploration : légère perturbation de l'écosystème.

Phase d'exploitation : Le projet présente des risques de dégradation des sols et de la végétation, de contamination des eaux souterraines, des nuisances sonores et d'altération de la qualité de l'air due aux poussières.

Toutefois, ces risques sont fortement atténués du fait de l'éloignement du projet des sites d'habitations et de la mise en application des recommandations de l'étude d'impact environnemental et social.

19. Financement des charges récurrentes

- En phase d'exploration TATA STEEL CI assure les charges de fonctionnement.
- En phase d'exploitation TATA STEEL CI assure les charges de fonctionnement jusqu'à l'autonomie financière du projet.

Fiche N° 35

Projet :	EXPLOITATION OR MONTS YAOURE PE 33 (BOUAFLE)
Code action :	M&G_ERN/CT_24

1. Orientation : Exploitation minière.

2. Objectif : Augmenter les réserves aurifères dans le Yaouré afin de changer de procédé d'exploitation en migrant vers la lixiviation en cuve. Augmenter la durée de vie de la mine d'Angovia demeure notre principale priorité.

3. Description de la situation actuelle : La crise post électorale a fortement perturbé la production de la mine car le ravitaillement n'était plus régulièrement assuré.

4. Coût des risques (faiblesses)

Couvrir l'ensemble du permis par des levés électromagnétiques pour identifier les différentes structures susceptibles de porter la minéralisation aurifère. Ces structures une fois identifiées subiront des travaux d'exploration par tranchées, puits et sondages RAB, RC et carottés en vue de quantifier la minéralisation.

- Externes : situation sécuritaire dans la région ;
- Internes : dépend des orientations et de la disponibilité des fonds ;
- Métier : potentiel mis en évidence inférieur aux attentes.

Le coût des travaux attendus s'élève à près de 1 milliard de francs CFA.

5. Contraintes liées au projet

Le caractère réfractaire du minerai W3 (zone de transition) a fait baisser la production aurifère à Angovia ; l'or restant largement concentré dans le minerai sulfuré. Face à ces contraintes techniques auxquelles s'ajoute le coût de production qui plafonne avec les tarifs pratiqués par le sous-traitant chargé de l'ébranlement et le transport du minerai, il paraît plus urgent de mener une vaste campagne d'exploration pouvant combler ces exigences de l'exploitation minière. A cela s'ajoute, le non renouvellement du permis de recherche introduit depuis 2009.

6. Bénéficiaires : Cluff Gold, l'Etat de Côte d'Ivoire et les populations riveraines.

7. Actions antérieures ou en cours

Découverte de dépôts additionnels : Blangan, Angovia 2 et Kongoza qui soulignent le potentiel aurifère tant dans l'oxydé que dans le sulfuré. Mise en route depuis juin 2011 de travaux de sondage RAB et RC autour de la mine d'or d'Angovia.

8. Stratégies de mise en œuvre

- Un vaste programme d'exploration très agressif allant des méthodes géochimiques, géophysiques aéroportée et au sol, sondages RAB, RC et carottés pour quantifier le minerai oxydé et sulfuré.
- Production d'une étude de faisabilité détaillée si les dépôts découverts sont suffisants pour justifier le dimensionnement et la construction d'une usine CIL (lixiviation en cuve).

9. Activités à réaliser : Parfaite harmonie entre les populations riveraines et Cluff Gold afin de permettre la progression des travaux dans un environnement sain et sécurisé.

10. Marqueurs de progrès : La mise à disposition des rapports mensuels, trimestriels et annuels des travaux d'exploration. Ces rapports doivent être soutenus par des visites périodiques de l'administration sur le terrain pour conforter les résultats escomptés.

11. Période d'exécution : Cinq (05) années effectives pour la mise en exécution des travaux de terrain et de finalisation de l'étude de faisabilité.

12. Maître d'ouvrage : Cluff Gold West Africa Côte d'Ivoire Sarl.

13. Maître d'œuvre : Cluff Gold West Africa Côte d'Ivoire Sarl.

14. Partenaires : Cluff Gold West Africa Côte d'Ivoire Sarl et Etat de Côte d'Ivoire.

15. Coût prévisionnel : Soixante dix (70) milliards F CFA minimum.

16. Contributions souhaitées : 100% Cluff Gold West Africa Côte d'Ivoire Sarl.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD/ sur l'environnement

Les résultats de l'exploration, s'ils sont concluants, permettront d'augmenter la production d'or à Angovia, créer la main d'œuvre additionnelle en sécurisant l'emploi des travailleurs Ivoiriens et augmenter les taxes dues à l'Etat de Côte d'Ivoire.

L'Etude d'Impact Environnemental et Social sera réactualisée pour tenir compte du dimensionnement de l'usine. Il existe déjà une équipe Hygiène, Sécurité et Environnement mise en place par la CNPS qui veille à la protection de l'environnement à travers des mesures précises et des prélèvements périodiques des eaux souterraines et de surface.

19. Charges récurrentes : entièrement et exclusivement supportées par Cluff Gold West Africa Côte d'Ivoire.

Fiche N° 36

Projet :	PROJET OR MONTS YAOURE PR 168 (BOUAFLE)
Code action :	M&G_ERN/CT_25

1. Orientation : Exploitation minière.

2. Objectif : Augmenter les réserves aurifères dans le Yaouré afin de changer de procédé d'exploitation en migrant vers la lixiviation en cuve. Augmenter la durée de vie de la mine d'Angovia demeure notre principale priorité.

3. Description de la situation actuelle : L'enrôlement préélectoral et la crise post électorale qui a suivi l'après élection ont fortement perturbé les travaux d'exploration compte tenu de la forte pression dans la région.

4. Coût des risques (faiblesses)

Couvrir l'ensemble du permis par des levés électromagnétiques pour identifier les différentes structures susceptibles de porter la minéralisation aurifère. Ces structures une fois identifiées subiront des travaux d'exploration par tranchées, puits et sondages RAB, RC et carottés en vue de quantifier la minéralisation.

- Externes : situation sécuritaire dans la région ;
- Internes : dépend des orientations et de la disponibilité des fonds ;
- Métier : potentiel mis en évidence inférieur aux attentes.

Le coût des travaux attendus s'élève à près de 1,358 milliards de francs CFA.

5. Contraintes liées au projet

Le caractère réfractaire du minerai W3 (zone de transition) a fait baisser la production aurifère à Angovia ; l'or restant largement concentré dans le minerai sulfuré. Face à ces contraintes techniques auxquelles s'ajoute le coût de production qui plafonne avec les tarifs pratiqués par le sous-traitant chargé de l'ébranlement et le transport du minerai, il paraît plus urgent de mener une vaste campagne d'exploration pouvant combler ces exigences de l'exploitation minière. A cela s'ajoute, le non renouvellement du permis de recherche introduit depuis 2009.

6. Bénéficiaires : Cluff Gold, l'Etat de Côte d'Ivoire et les populations riveraines.

7. Actions antérieures ou en cours : Travaux d'exploration en cours depuis le dernier renouvellement du permis ayant mis en valeur plusieurs prospects ayant débouché sur un modèle de minéralisation régionale.

8. Stratégies de mise en œuvre

- Un vaste programme d'exploration très agressif allant des méthodes géochimiques, géophysiques aéroportée et au sol, sondages RAB, RC et carottés pour quantifier le minerai oxydé et sulfuré.
- Production d'une étude de faisabilité détaillée si les dépôts découverts sont suffisants pour justifier le dimensionnement et la construction d'une usine CIL (lixiviation en cuve).

9. Activités à réaliser : Le renouvellement dans les meilleurs délais du permis d'exploration en vue de permettre à Cluff Gold de continuer et intensifier ses investissements sur le terrain.

10. Marqueurs de progrès : La mise à disposition des rapports mensuels, trimestriels et annuels des travaux d'exploration. Ces rapports doivent être soutenus par des visites périodiques de l'administration sur le terrain pour conforter les résultats exposés.

11. Période d'exécution : Cinq (05) années effectives pour la mise en exécution des travaux de terrain et de finalisation de l'étude de faisabilité.

12. Maître d'ouvrage : Cluff Gold West Africa Côte d'Ivoire Sarl.

13. Maître d'œuvre : Cluff Gold West Africa Côte d'Ivoire Sarl.

14. Partenaires : Cluff Gold West Africa Côte d'Ivoire Sarl et Etat de Côte d'Ivoire.

15. Coût prévisionnel : soixante dix (70) milliards de francs CFA minimum.

16. Contributions souhaitées : 100% Cluff Gold West Africa Côte d'Ivoire Sarl.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD/ sur l'environnement

Les résultats de l'exploration, s'ils sont concluants, permettront d'augmenter la production d'or à Angovia, créer la main d'œuvre additionnelle en sécurisant l'emploi des travailleurs Ivoiriens et augmenter les taxes dues à l'Etat de Côte d'Ivoire.

Du point de vue environnemental, l'Etude d'Impact Environnemental et Social sera réactualisée pour tenir compte du dimensionnement de l'usine. Il existe déjà une équipe Hygiène, Sécurité et Environnement mise en place par la CNPS qui veille à la protection de l'environnement à travers des mesures précises et des prélèvements périodiques des eaux souterraines et de surface.

19. Charges récurrentes : entièrement et exclusivement supportées par Cluff Gold West Africa Côte d'Ivoire.

Fiche N° 37

Projet :	DEVELOPPEMENT MINIER DE HIRE (PR N° 182)
Code action :	M&G_ERN/CT_27

1. **Orientation :** Le projet décrit les stratégies et actions à mener pour la mise en production des gisements identifiés d'or de Hiré, considérés comme le second souffle de la mine d'or de Bonikro à l'horizon 2016.
2. **Objectif :** Démarrer la production d'or sur le permis de recherche de Hiré à l'horizon 2016 ; Obtenir par ailleurs toutes les autorisations administratives requises pour l'exploitation des gisements d'or de Hiré.

3. Description de la situation

La mine d'or de Bonikro ouverte en 2007, portait sur une durée d'exploitation de 8 ans d'après les connaissances de la géologie locale à cette époque. Newcrest a aussitôt engagé une compagnie d'exploration intensive dans la périphérie de Bonikro, notamment sur le permis de recherche 182 de Hiré en vue d'augmenter les ressources disponibles et prolonger la durée de vie de la mine d'or de Bonikro. Trois (03) prospects ont été identifiés qui devront être mis en exploitation pour prendre le relais du gisement de Bonikro à l'horizon 2016.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Internes : impacts de l'activité d'orpaillage clandestin à l'intérieur des limites du permis 182 de Hiré en cours d'évaluation (plusieurs milliers d'onces y sont extraites clandestinement depuis 2009).
 - Externes : coût social du projet situé en zone péri-urbaine en cours d'évaluation.
5. **Contraintes liées au projet :** Obtenir l'adhésion des populations urbaines de Hiré, des propriétaires terriens ainsi que de leurs administrations.
 6. **Bénéficiaires :** Newcrest Côte d'Ivoire, Etat de Côte d'Ivoire, populations de la circonscription de Hiré
 7. **Actions antérieures ou en cours :** Etude d'impact environnemental et social et étude de faisabilité technique et financière en cours de finalisation.
 8. **Stratégie de mise en œuvre :** à déterminer

9. Activités à réaliser

- Finalisation des études d'impact environnemental et de faisabilité
- Demande du permis environnemental
- Demande du permis d'exploitation
- Négociation et signature d'une convention minière
- Démarrage des travaux d'extension de l'usine
- Demande de l'autorisation de l'extension des capacités de l'usine de Bonikro
- Exécution du programme social de relocalisation des personnes affectées par le projet

10. Marqueurs de progrès : à préciser**11. Période d'exécution : court terme****12. Maître d'ouvrage : Newcrest-CI****13. Maître d'œuvre : Newcrest-CI****14. Partenaire : Etat de Côte d'Ivoire****15. Coûts prévisionnels : à déterminer****16. Contributions souhaitées : à déterminer****17. Gains attendus : à déterminer****18. Impacts sur les OMD/Environnement : à déterminer****19. Financement des charges récurrentes : à déterminer**

Fiche N° 38

Projet	MINE D'OR D'AGBAOU
Code action	M&G_ERN/MT_28

1. **Orientation** : Augmenter la production annuelle du secteur minier industriel.

2. **Objectifs**

- **Objectif principal** : Mise en production du gisement aurifère d'Agbaou (environ 2.2 tonnes d'or à produire par an pendant 9 années).
- **Objectifs spécifiques** : Finalisation du programme de sondages secondaires (stérilisation, hydrogéologie, géotechnique, etc. ...) ; Validation les options techniques définies dans l'étude de faisabilité.

3. **Description de la situation**

Etruscan Resources a finalisé sur le PR N°177 en 2008/2009 une étude de faisabilité (EF) technico-économique ainsi qu'une étude d'impact social et environnemental (EISE). Ces études ont démontré l'opportunité de mettre en production industrielle le gisement aurifère situé à proximité du village d'Agbaou. Le gisement représente une quantité totale de minerai de 10.9 million de tonnes à une teneur de 2.1 g/t, soit environ 665 000 onces d'or (20.7 tonnes d'or), qui seraient extraits sur une période de 9 années.

4. **Coût des risques (faiblesses) :**

- Internes:
 - Taxes et impôts payés à l'état de Côte d'Ivoire = 43 milliard de F CFA
 - Dividendes reversés en Côte d'Ivoire (Etat + Sodemi) = 9 milliard de F CFA
- Externes:
 - Dépenses prévues dans l'économie locale = 67 milliard de F CFA

Si le projet ne devait pas se faire cela représenterait un manque à gagner total pour le pays de 119 milliard de F CFA sur la durée de vie de la mine.

- Métier: Manque de personnel qualifié aux métiers des mines (coût= coût de formation + coût des expatriés) ; Défaillance des prestataires (Coût= perte en standby, arrêt inopiné ou réalisation hors délai)

5. **Contraintes liées au projet**

1. **Contraintes internes**

L'investissement étant financés à 100% par un opérateur privé externe les questions liées à la stabilité politique et économique du pays sont des facteurs de risques importants. Attentes très élevées quant aux apports que le projet aura sur leur vie quotidienne les populations riveraines.

2. **Contraintes externes**

- Disponibilités et coûts des équipements en fonction de la demande mondiale impactant le niveau d'investissement ;
- le délai prévu pour la mise en production
- Prix d'achat et/ou de transport des intrants impactant les coûts de production

- Cours de l'or impactant le niveau de revenu généré par les ventes
- Evolution du cours de change des devises

6. **Bénéficiaires :** Etat de Côte d'Ivoire (10%) ; SODEMI (5%) ; Opérateur : Etruscan Resources Côte d'Ivoire / Endeavour Mining Corporation (85%)

7. **Actions antérieures ou en cours :**

- 2004 à 2008 = travaux d'exploration et études technique en vue de l'élaboration de l'étude de faisabilité
- 2007 - 2008 = étude d'impact environnementale et sociale
- 2009 = mise à jour des paramètres économiques de l'étude de faisabilité et demande de permis d'exploitation
- Fin 2009 = validation de l'EISE et obtention du permis environnemental d'exploiter
- Fin 2010 = lancement d'un programme de sondages secondaires
- Fin 2010 = étude sur l'alimentation électrique du site de Agbaou confiée à SOPIE

8. **Stratégies de mise en œuvre :**

- Assurer la direction et le contrôle du développement des diverses infrastructures à réaliser.
- Installer la direction d'exploitation de la mine
- Réduire les délais de transfert des installations de l'équipe projet à l'exploitant.

9. **Activités à réaliser**

- Terminer les travaux de sondages secondaires
- Constituer l'équipe projet, valider les conceptions proposées dans l'ingénierie de base (EF) ainsi que le modèle de financement du projet, préparer et ouvrir le chantier
- Choisir l'ingénierie en charge des études de détails, de la gestion du chantier et produire les plans de détail de fabrication et de montage
- Réaliser les travaux (génie-civil – montages structure métalliques / chaudronnerie / mécanique / tuyauterie – montage électrique)
- Mettre en service l'unité de traitement
- Créer la société d'exploitation et mettre en place son conseil d'administration
- Signer la convention minière avec l'état
- Constituer l'équipe de direction de l'exploitation et procéder à l'embauche des employés et à leur formation
- Intégrer l'équipe d'exploitation à l'équipe projet pour les phases de mise en service et de première coulée

10. **Marqueurs de progrès (indicateur) :**

- Modèle géologique (zones stériles) validé (octobre 2011)
- Permis d'exploitation (PE) attribué = (prévu entre octobre 2011 et décembre 2011)
- Ouverture du chantier = PE + 2 mois (février 2012)
- Société d'exploitation créée = PE + 3 mois (mars 2012)
- Conventions signées = PE + 6 mois (juin 2012)

- Dossiers d'exécutions (plans, etc...) terminés = PE + 9 mois (septembre 2012)
- Construction des installations terminée = PE + 18 mois (juin 2013)
- Début de la production commerciale = PE + 24 mois (Décembre 2013)

11. **Période d'exécution** : juillet 2011 – juillet 2013

12. **Maître d'ouvrage** : Société d'exploitation de la Mine d'or d'Agbaou à créer.

13. **Maître d'œuvre** : Etruscan Resources Côte d'Ivoire / Endeavour Mining Corporation + société d'ingénierie à définir.

14. **Partenaires** : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie et l'opérateur ETRUSCAN / ENDEAVOUR ; SOPIE pour la réalisation du projet d'électrification de la mine et des Sous-traitants spécialisés (extraction minéral – gestion de la base vie – gestion du centre médical – etc. ...).

15. **Coûts prévisionnels** : 50 931 millions F CFA, basés sur des cotations obtenues au second trimestre 2008 et actualisées au second trimestre 2009.

16. **Contributions souhaitées** : Privés (100 %)

17. **Gains attendus** : à déterminer

18. Impact sur les ODM/Environnement

La future mine participera aux objectifs globaux de développement du pays (Création d'emploi et de richesse, amélioration des infrastructures associées, et engagement de l'opérateur dans la conduite d'une politique de développement local axée sur les questions de santé et d'éducation). L'exploitation minière industrielle nécessitera la relocalisation des habitations situées à divers emplacements qui seront occupés par les infrastructures (carrières, usine de traitement, etc. ...),

Tous les impacts physiques potentiels feront l'objet de contrôles permanents et de mesures d'atténuation le cas échéant. Un plan de réhabilitation sera mis en place afin de retourner aux populations un site qui soit durablement utile à leur besoins. L'opérateur a prévu de mettre en œuvre un « contrat de développement social durable » dont les principaux bénéficiaires (emploi, santé, éducation) seront les populations. De façon plus globale la création d'une unité industrielle telle que prévue s'accompagnera de l'amélioration des infrastructures générales (routes, électricité, communication) et favorisera le développement et le savoir-faire des entreprises présentes dans le pays.

19. **Financement des charges récurrentes** : Les frais de fonctionnement liés directement au développement du projet en vue de la mise en production industrielle du gisement aurifère d'Agbaou sont pris totalement en charge par l'opérateur.

Projet :	EXPLOITATION OR SUR LES PERMIS D'ODIENNE, DANANE ET KATIOLA
Code d'action :	M&G_ERN/CT_34

1. Orientation : Le projet met en relief les méthodes et les moyens à mettre en œuvre pour l'exploitation de l'or sur nos sites de Katiola, Odienné et Danané.

2. Objectif : Obtenir la documentation administrative pour l'exploration et l'exploitation de l'or dans les zones d'Odienné, Danané et Katiola.

3. Description de la situation

Sur nos sites aurifères situés dans les localités de Katiola, Odienné et Danané, ANGET a déjà effectué les premiers travaux de géochimie sol sur le terrain. Cependant, le frein à l'avancée dans nos activités est l'obtention de notre permis de recherche bien que la demande soit passée à la COMINE depuis 2009.

Aujourd'hui, avec la stabilité qui se dessine à l'horizon dans notre pays nous osons espérer obtenir au plus tôt le décret d'attribution du permis de recherche dans le but de continuer nos investissements.

4. Coût des risques (faiblesses) : Le coût des investissements pour cette année 2011 sur les trois permis s'élèvent à 327 250 000 F CFA.

5. Contraintes liées au projet

- Difficultés liées à l'obtention des papiers administratifs ;
- Insécurité sur le site ;
- Conflits communautaires ;
- Insuffisances des réserves.

6. Bénéficiaires

- Populations des localités citées
- Exploitant minier
- Etat, collectivités locales etc.

7. Actions antérieures ou en cours

- Géochimie sol déjà réalisée sur les trois permis suscités ;
- Réalisation d'une campagne de géologie structurale sur le permis d'Odienné.

8. Stratégie de mise en œuvre : Collaborer avec l'administration en vue d'obtenir le décret d'attribution du permis de recherche d'Odienné passé à la COMINE de septembre 2009.

9. Activités à réaliser

- Géochimie sol
- Stream sediment
- Sondages RC
- Sondages carottés
- Analyse des échantillons

10. Marqueurs de progrès

- les travaux préliminaires d'échantillonnage sont déjà réalisés.

- Les bureaux sont déjà équipés et les équipements en véhicules 4 x 4 sont déjà disponibles.
- Les premiers résultats des recherches sont prometteurs

11. Période d'exécution : moyen terme (9 ans de 2011 à 2020).

12. Maître d'ouvrage : ANGET CI

13. Maître d'œuvre : ANGET CI.

14. Partenaires : ANGET CI et Colombus Resources (Australie).

15. Coûts prévisionnels : 11 665.259 millions F CFA

16. Contributions souhaitées

- Anget-CI : 20%
- Columbus Resources : 80%

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impacts sur les ODM/Environnement : Il est établi un plan de réhabilitation de toutes nos exploitations en vue de protéger au mieux l'environnement et prévenir l'hygiène et la sécurité dans nos différentes zones aurifères.

19. Financement des charges récurrentes : ANGET CI et COLOMBUS RESOURCE.

Fiche N° 40

Projet :	DEVELOPPEMENT MINIER A KORHOGO ET BONDOUKOU
Code d'action :	M&G_ERN/CT_36

1. Orientation

Il s'est tenu du 9 au 10 juin un séminaire national des Mines et Energie. Dans sa séance d'ouverture, le Ministre des Mines et de l'Energie a mis l'accent sur la valorisation des ressources minières. Il a invité les opérateurs économiques nationaux et internationaux à faire de la Côte d'Ivoire la plate forme minière de l'Afrique. Car les intragéosynclinaux qui écharpent tout le pays présentent un contexte métallogénique favorable. Les roches vertes birrimiennes ont un fort potentiel pour l'or. Les opérateurs doivent œuvrer à ce que les Mines prennent la place qui leur revient dans l'économie nationale comme dans les pays limitrophes.

2. Objectif : Selon les recommandations du Ministre, les opérateurs doivent découvrir des Mines dans les trois prochaines années pour faire du secteur un pilier important pour la relance économique nationale. Cela doit passer par l'intensification de l'activité minière sur tout le territoire ivoirien.

3. Description de la situation : à compléter

4. Coût des risques (faiblesses)

L'anomalie de Korhogo fait l'objet d'une intense activité d'orpallage. Les études d'évaluation menées sous relèvent qu'environ 1,5 tonnes d'or est pillée depuis 2000 à ce jour, par des centaines de clandestins. Cette activité est favorisée par les crises successives qu'a connues la Côte d'Ivoire.

Notre pays a perdu plusieurs millions de FCFA par ces activités illicites. Pour arrêter cette exploitation sur nos permis, il faut renforcer les travaux et aboutir rapidement à une exploitation minière. Cela ne saurait se faire sans l'obtention de décrets d'attribution. Il faut sensibiliser la population riveraine et porter à leur connaissance l'intérêt économique que représente le projet pour la région. La facilité du projet en dépend.

5. Contraintes liées au projet

L'administration minière soit délivrer les autorisations dans un temps raisonnable pour permettre aux sociétés minières de pouvoir mettre en exécution leurs programmes de travail. Evitez pour cela la lourdeur administrative. La sensibilisation de la population riveraine par l'administration minière.

Il y a entre autres les questions de TVA, d'exonération de certains droits d'équipements miniers, de sondeuses et autres équipements des compagnies de forage, etc. L'actualisation du Code Minier, la création d'une zone franche. Toutes ces données serviront d'appui et rendront fluides les activités que les opérateurs économiques entreprendront en Côte d'Ivoire.

6. Bénéficiaires : Etat, collectivités et populations riveraines.

7. Actions antérieures ou en cours

- Travaux d'optimisation de la recherche minière à Court terme ;
- Valorisation économique de nos découvertes minières à moyen terme ;

8. Stratégie de mise en œuvre

- Signature de décret d'attribution des permis de Bondoukou et Korhogo ;
- Entreprendre une étude d'évaluation des réserves minières et de leur séquence d'exploitation ;
- Entreprendre une stratégie commerciale ;
- Envisager signer des partenariats avec des sociétés minières en Côte d'Ivoire ou à l'extérieur ;
- Faire la modélisation géologique et minière par des experts ;
- Traitement du minerai par lixiviation en tas ;
- Exploitation minière à ciel ouvert.

9. Activités à réaliser

- Cartographie géologique
- Tranchées
- Géophysique au sol
- Définition des pas d'échantillonnage
- Signature des accords de joint-venture
- Sondages

10. Marqueurs de progrès

- Cartes des potentialités aurifères établies
- Tranchées et sondages réalisés
- Etudes de modélisation des gisements conduits

11. Période d'exécution : Dès la signature du Décret portant attribution des permis de Korhogo et Bondoukou.

12. Maître d'ouvrage : BIPTFOP

13. Maître d'œuvre : BIPTFOP

- 14. Partenaires :** BIPTFOP a des partenaires en Australie (CANYON RESSOURCE LIMITED) et (GRYPHON) qui attendent la signature des décrets d'attribution des permis, pour venir apporter leur expertise pour le développement minier en Côte d'Ivoire.
- 15. Coûts prévisionnels :** 1 126.9 millions F CFA
- 16. Contributions souhaitées :** BIPTFOP et Partenaires
- 17. Gains attendus :** à déterminer
- 18. Impacts sur les OMD/Environnement :** Prise en compte des impacts des travaux dans le cadre de l'étude d'impact environnemental et social ; Création d'emplois dans la phase de recherche, voire d'exploitation.
- 19. Financement des charges récurrentes :** Première phase de l'exploration a été financée sur fond propre BIPTFOP ; Les financements de la phase de valorisation économique de nos découvertes minières et la phase d'exploitation sont à la charge de BIPTFOP et de ses partenaires.

Fiche N° 41

Projet	VALORISATION ET GESTION INTEGREES DE L'EXPLOITATION A PETITE ECHELLE DES RESSOURCES MINERALES ET DES MATERIAUX DE CARRIERES
Code action	M&G_ERN/CT_11

1. **Orientation** : Le Développement de l'exploitation minière à petite échelle dans l'industrie extractive va favoriser l'entrepreneuriat privée nationale et améliorer la contribution du secteur à l'économie nationale.

2. Objectifs

L'objectif global est d'augmenter la contribution de l'exploitation minière à petite échelle au budget de l'Etat.

Objectifs spécifiques :

- Valoriser l'exploitation minière à petite échelle par l'encadrement professionnel pour accroître la production et les revenus des exploitants
- Développer l'exploitation de petites mines en favorisant l'émergence de PME/PMI minières

3. Description de la situation

L'exploitation minière artisanale de substances minérales (or, diamant, fer, colombo tantalite) ou des substances de carrières, est réalisée dans les alluvions/éluvions avec des instruments rudimentaires, dans des conditions très difficiles par les populations de toute classe d'âge dans différentes régions. Cette activité permanente ou périodique est souvent associée aux activités agricoles ou de pêche. Elle est informelle et pourvoyeuse de nombreux emplois permanents ou temporaires. Elle enregistre quelques fois, des accidents mortels dus aux éboulements de terrain sous des excavations profondes, par absence de règle de sécurisation des parois d'exploitation.

Cependant, si elle est menée dans les règles de l'art, avec un fonds de soutien, l'exploitation minière artisanale peut générer des revenus substantiels et contribuer à la réduction de la pauvreté en milieu rural. Il s'agira donc de renforcer les capacités des artisans par un encadrement soutenu de professionnels pour améliorer le taux de récupération des substances minérales et accroître la production par l'acquisition d'expertise et la mise à disposition d'équipements opérationnels adaptés.

Par ailleurs, le secteur de la petite mine, phase intermédiaire d'exploitation fondée sur l'existence de gisement, est absent dans la chaîne de production des substances minérales. Cette phase nécessite, en plus de l'effort financier d'investissement, une expertise dans l'exploration, l'exploitation et le traitement du minerai. Elle peut être développée par la création de GVC d'exploitation et de production de substances minérales constitués d'anciens professionnels du secteur (retraités ou autres professionnels) soutenus par l'Etat. Ces groupements de professionnels constitueraient des PME/PMI, entrepreneuriat privée qui serait le moteur du développement du secteur de la petite mine.

Ainsi l'exploitation minière à petite échelle pourrait de façon significative réduire la pauvreté et freiner l'exode rural, participer à la préservation et à la protection de l'environnement et in fine accroître sa contribution au budget de l'Etat

Le projet permettra de recenser et de fixer les populations sur les zones de production, de lutter contre l'exode rurale, de renforcer les capacités des artisans à la préservation et à la réhabilitation de l'environnement post exploitation d'accroître la contribution du secteur à l'économie nationale.

4. **Coûts des faiblesses :** L'organisation des Nations Unies évalue le manque à gagner de la filière de production clandestine du diamant à plus de 25 millions de dollars par an

5. **Contraintes liées au projet :**

- Exigences multiformes des populations riveraines des zones des projets
- Manque de fonds dédié au financement de l'activité ;
- Absence de points d'eau pour le traitement du minerai ;
- Absence d'infrastructure de base (piste d'accès, électricité, etc...).

6. **Bénéficiaires :**

- Détenteurs d'autorisation ;
- Population rurale des régions (Sud Bandama, Savanes, Vallée du Bandama, Lacs et N'Zi Comoé).

7. **Actions antérieures ou en cours :** Des autorisations d'exploitations artisanales et semi industrielles d'or ou des autorisations d'extraction de matériaux de carrière sont octroyées annuellement par l'administration minière aux nationaux qui en font la demande. Ces exploitants devraient bénéficier d'encadrement de l'Administration minière.

8. **Stratégies de mise en œuvre :**

Phase 1 ST1: Encadrement des exploitants du secteur minier artisanal

Phase 2 ST2 Développement la petite mine

9. **Activités à réaliser :**

Phase 1

- Acquérir les matériels logistiques et techniques
- Identifier les sites d'exploitations artisanales
- Recenser les exploitants
- Former des GVC d'exploitation et de production
- Créer un fonds de soutien d'un demi-milliard de Francs
- Améliorer les capacités techniques d'exploitation par un équipement semi mécanisé
- Améliorer les capacités techniques de récupération des substances minérales
- Commercialiser les productions minérales et rembourser les prêts de soutien
- Sensibiliser à la protection et à la préservation de l'environnement

Phase 2

- Acquérir les matériels logistiques et techniques
- Créer des PME/PMI d'exploitation minière avec les anciens professionnels
- Créer un fonds de soutien à l'activité d'exploitation de la petite mine d'un montant de un milliard de FCFA;
- Mettre à disposition des prêts par le fonds de soutien
- Améliorer les capacités techniques d'évaluation des sites à exploiter
- Renforcer les équipements et améliorer les capacités techniques d'exploitation
- Renforcer les équipements et améliorer les capacités techniques de traitement
- Commercialiser les productions de la petite mine et rembourser les prêts de soutien
- Sensibiliser aux techniques de réhabilitation post exploitation
- Equiper les sites de projet de commodités visant l'amélioration du cadre de vie.

10. Marqueurs de progrès (indicateurs)**Phase 1**

- Coût d'équipements logistiques et techniques acquis ;
- Nombres de sites identifiés connus ;
- Nombres d'exploitants par site connus
- Nombres de GVC déclarés ;
- Décrets de création du fonds publié au JORCI
- Liste d'équipements disponibles ;
- Liste d'équipements de traitement disponibles ;
- Statistiques de produits commercialisés et montant de prêts remboursé disponibles
- Programme de sensibilisation aux techniques de préservation et de protection de l'environnement élaboré et mis en œuvre

Phase 2

- Coût d'équipements logistiques et techniques acquis
- Statuts des PME/PMI créés ;
- Décrets de création du fonds publié au JORCI
- Mécanisme de prêts disponible et diffusé
- Programme de renforcement de capacités d'évaluation élaboré et mis en œuvre disponible ;
- Liste des équipements d'extraction disponibles
- Liste des équipements de traitement disponibles
- Statistiques de production et montant de prêt remboursé disponible
- Programme de sensibilisation aux techniques de réhabilitation post exploitation élaboré et mis en œuvre ;
- Nombre d'équipements sociaux réalisés.

11. Période d'exécution : court terme (2011-2012)

12. **Maître d'ouvrage** : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie

13. **Maître d'œuvre** : Direction Générale des Mines et de la Géologie.

14. **Partenaires** :

- Administration minière
- Détenteurs d'autorisation d'exploitation, ou d'extraction de matériaux de carrière
- GVC d'exploitation à petite échelle
- population rurale riveraine de sites
- propriétaires terriens
- autorités administratives et coutumières locales

15. **Coût prévisionnel** : 3 151 millions de F CFA (voir tableau)

16. **Contributions souhaitées** : Tous les investissements sont à la charge de l'Etat. Cependant les exploitants doivent s'organiser pour avoir avec les propriétaires terriens et les autorités coutumières et administratives locales, le libre accès aux zones d'exploitation artisanale. La fourniture de main d'œuvre par les populations riveraines des sites est également souhaitée. Les exploitants doivent également rembourser les fonds mis à leur disposition.

17. **Impact sur les OMD/ sur l'environnement** : Le projet améliore le taux de récupération des productions minérales, augmente les revenus, emplois de milliers de jeunes, réduit la pauvreté en milieu rural et améliore le cadre de vie des populations, sensibilise et contribue à la protection de l'environnement.

18. **Financement des Charges récurrentes**

Ces Charges sont constituées d'une part par les coûts de l'aménagement de site d'exploitation, la fourniture d'eau, d'électricité, le transport des exploitants, le transport du minerai de la production au point d'eau de traitement, les coûts relatifs aux soins de santé et à la scolarisation des enfants du site et les émoluments du personnel administratif et d'autre part par les coûts d'entretien du matériel technique, du carburant et lubrifiant.

Tableau des coûts

COMPOSANTES	ACTIVITES	Coûts Millions FCFA	EXTRANTS	EFFETS	IMPACTS
Encadrement des exploitants du secteur minier artisanal	Acquisition de matériels	275	Véhicules 4x4 et matériels informatique identification Chronogramme Transfert d'expertise	Populations sensibilisées et formées	Meilleure gestion des activités
	Diagnostic	20			
	Sensibilisation et formation de GVC	25			
	Elaboration de programme intégré	106			
Développer la petite mine	Travaux de reconnaissance et formation de GVC	50	Cartes des zones test Cartes du potentiel minier Appareillage Echantillons de sol Résultats d'analyse Réserves minérales connues Meilleure technique d'exploitation Quantité de minerais exploitée	Réduction des coûts d'exploration, maîtrise des cibles test Travail mieux organisé et moins pénible, Réduction du nombre d'accidents	Meilleure orientation des travaux d'exploration Expertise des Populations s'est accrue Sécurité dans les exploitations s'est accrue, production minérale connue
	Echantillonnage Analyse préliminaire test	75			
	Exploration des sites	315			
	Exécution d'échantillonnage Acquisition de labo &	40			
	Analyse in situ des échantillons Quantification de ressources	275			
	Encadrement de l'exploitation	40			
	Quantification des ressources exploitées	115			
Création de fonds de soutien		1 500	Fonds de soutien à l'exploitation minière à petite échelle		
TOTAL		3 151			

Fiche N° 42

Projet :	PRODUCTION DE GRANITES CONCASSES D'AZAGUIE
Code action :	M&G_ERN/CT_10

1. **Orientation :** Mise en valeur des matériaux industriels pour le soutien au secteur privé et à la réalisation des infrastructures économiques.
2. **Objectif :** Le projet porte sur l'exploitation de la carrière de granite d'Azaguié, pour la fourniture de matériaux de construction (sables et graviers) destinés au marché du génie civil, du bâtiment et des œuvres d'arts.
3. **Description de la situation**

La production de granites concassés pour l'année 2010 est estimée à 1 100 000 tonnes et est réalisée par 13 opérateurs répartis sur l'ensemble du territoire national. 90 % de cette production est assurée par 2 principaux producteurs.

La normalisation de la situation socio-économique entraîne la mise en œuvre de nombreux projets de développement et d'infrastructures économiques, présageant une forte demande en matériaux de construction à cours terme.

Le projet consistera à extraire des blocs de granites par foration, dynamitage suivi de concassage, broyage et du transport des matériaux vers les sites d'utilisation. Il vise une production annuelle de 500 000 tonnes, avec un chiffre d'affaire de 5 000 000 000 F. CFA pour un prix de vente de 10 000 FCFA la tonne hors taxe carreau mine.

Le massif granitique d'Azaguié est une intrusion postsynématique à faible foliation régionale de couleur gris à gris sombre et à granulométrie fine à moyenne (0,5 à 3 mm). Il s'agit d'un granite à biotite constitué de 85- 90 % de quartz – feldspaths. La muscovite, l'épidote, le sphène et le zircon sont les minéraux accessoires.

4. Coûts des risques (faiblesses)

- Externes : Mouvements sociopolitiques ;
- Internes : Perte et/ou destruction des équipements ;
- Métier : Hausse des coûts des facteurs, mise à jour des techniques de prospection.

L'ensemble de ces risques liés au projet est estimé à 600 000 000 FCFA.

5. Contraintes liées au projet

- Manque de financement ;
- Baisse des activités économiques.

6. Bénéficiaires

- Les promoteurs du projet ;
- Les populations riveraines par la création d'emplois directs et indirects ;
- L'Etat de Côte d'Ivoire à travers les taxes diverses et les impôts ;
- Instituts académiques par la mise en place d'un cadre de formation pratique.

- Opérateurs des Secteurs de la construction et du génie civil ;
- Marché de réalisation des œuvres d'arts.

7. Actions antérieures

Le granit d'Azaguié a fait l'objet d'exploitation antérieures jusqu'en 2002. Le front de taille présente un profil de 2-3 m de mort terrain et de 3 m de substratum altéré. Outre la qualité de la roche et les travaux antérieurs, la proximité du site à la ville d'Abidjan offre un cadre idéal pour la réalisation de ce projet.

8. Stratégie de mise en œuvre

- Identification du site du projet (réalisée) ;
- Acquisition des autorisations auprès des Administrations des Mines et de l'Environnement (en cours) ;
- Recherche de financement (en cours).

9. Activités à réaliser

- Etude de l'impact environnemental et social.
- Achat et installation des unités de traitements ;
- Décapage du site jusqu'à la roche mère ;
- Foration et dynamitage de la roche ;
- Concassage, broyage, et criblage pour obtenir des granulats de dimensions de (0-5 mm ; 5-15 mm ; 5-20 mm et 15-25 mm) ;
- Transport des matériaux vers les sites d'utilisation ;
- Remise en état du site après exploitation.

10. Marqueurs de progrès (indicateurs)

- Autorisations des administrations des mines et de l'Environnement ;
- PV de réception des équipements ;
- PV de réception des travaux d'aménagement ;
- Registre de cubage des matériaux extraits.

11. Période d'exécution : court terme : 2011 – 2015 (5 ans)

12. Maître d'ouvrage : SODEMI

13. Maître d'œuvre : SODEMI

14. Partenaires : La SODEMI envisage une collaboration active avec un partenaire à capacité technique et financière avérée pour répondre à la demande du marché.

15. Coûts prévisionnels : 4 000 millions F CFA incluant une unité de concassage mobile.

16. Contributions souhaitées

- SODEMI : 1 500 millions F CFA soit 37,5 % pour les autorisations, l'aménagement du site et l'acquisition partielle des équipements.
- Recherche de financement : 2 500 millions F CFA, soit 62,5 % pour l'achat et l'installation des

équipements complémentaires, ainsi que pour le renforcement des capacités du personnel et la mise en œuvre du projet.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les ODM/Environnement

Le projet est situé à 25 Km au Nord d'Abidjan, plus précisément à 4 Km de la station ferroviaire d'Azaguié dans la région de l'Agnébi. L'ouverture de la carrière va constituer une activité économique importante pour la région engendrant de nombreux emplois (centaine) directs et indirects et contribuera ainsi à la réduction de la pauvreté en milieu rural tout en améliorant les ressources financières de l'Etat.

Le projet présente des risques de dégradation des sols et de la végétation, de contamination des eaux souterraines, des nuisances sonores et d'altération de la qualité de l'air due aux poussières. Toute fois, ces risques sont fortement atténués du fait de l'éloignement du projet (4 Km) des sites d'habitations et de la mise en application des recommandations de l'étude de gestion de l'environnement. A la fin de l'exploitation de la carrière, il est envisagé un remblayage de la fosse pour favoriser la recolonisation par les espèces végétales et animales.

19. Financement des charges récurrentes : SODEMI (et Partenaire technique) assure(nt) les charges de fonctionnement.

Fiche N° 43

Projet :	PROJET D'EXPLOITATION DE CARRIERES D'ARGILES
Code d'action :	M&G_ERN/CT_30

1. **Orientation :** Exploitation de carrières qui contribuera à l'amélioration du PIB de l'économie nationale.
2. **Objectif :** Exploiter des carrières d'argiles pour la fabrication de revêtements sous forme de dalles en céramique pour l'habitat, de tuiles (matériaux argileux plus rejets des fines de manganèse), puis des produits réfractaires de même que des briques afin de générer des ressources financières pour SODEMI et aussi pour l'Etat de Côte d'Ivoire.

3. Description de la situation actuelle

SODEMI envisage de mettre en valeur l'important potentiel de gisement d'argile qu'elle a inventorié dans les régions du Sud, du Centre et de l'Ouest de la Côte d'Ivoire.

Les argiles répertoriées pour ces projets sont de deux (02) types :

- Les argiles blanches ou brunes de très bonnes qualités utilisables dans l'industrie céramique,
- Les argiles brunes ou noires de qualités moyennes à médiocres utilisables dans la briqueterie et les tuiles.

Pour ce faire, une étude de marché sur les produits à base d'argile a été réalisée en 2011 pour SODEMI. Cette étude note qu'il n'existe pas en Côte d'Ivoire, d'unités industrielles qui fabriquent des produits à base d'argiles. La plupart des produits étant importés des pays européens.

Sur la période 2005-2009, 372 155 278 kilogrammes de produits importés pour une valeur CAF de 42 978 319 786 F CFA, ce qui donne un poids moyen annuel de 74 431 056 kilogrammes pour une valeur CAF de 8 595 663 957 F CFA.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Externes : la montée du prix du gasoil à la pompe et d'éventuels troubles sociopolitiques ;
- Internes : mauvaise maîtrise des coûts ;
- Métier : les grèves du personnel.

5. Contraintes liées au projet

- Inexistence d'industries de transformations d'argiles ;
- Contraintes environnementales et sociales.

6. Bénéficiaires

- L'Etat de Côte d'Ivoire ;
- SODEMI et partenaires ;
- Populations riveraines.
- Industries de transformation de l'argile.

7. Actions antérieures ou en cours

- **Actions antérieures** : Etude de marché réalisée en 2011.
- **Actions en cours** : Reconnaissance des sites favorables.

8. Stratégies de mise en œuvre

- Réalisation de l'étude de faisabilité ;
- Recherche de financement ;
- Ouverture des carrières d'argiles ;
- Construction de l'usine de fabrication de produits de revêtements.

9. Activités à réaliser

- Demande des autorisations
- Etude de faisabilité ;
- Mobilisation des ressources financières,
- Construction et équipement des carrières.
- Exploitation des carrières
- Construction de l'usine de fabrication de produits de revêtements.

10. Marqueurs de progrès

- Rapport de l'étude de faisabilité ;
- Accord de financement signé ;
- Rapport d'activité annuel.

11. Période d'exécution : Les études de faisabilité seront conduites en 2012.

12. Maître d'ouvrage : Société pour le Développement Minier de Côte d'Ivoire (SODEMI)

13. Maître d'œuvre : SODEMI

14. Partenaires

- Sociétés de prestation de services dans le domaine minier (Transport)
- Partenaires financiers.

15. Coût prévisionnel : 100 millions F CFA pour la réalisation de l'étude de faisabilité qui devra nous conduire à mieux estimer le besoin financier pour la construction des différentes carrières d'extraction et de l'unité de transformation.

16. Contributions souhaitées : Contribution selon la part des actionnaires.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD/ sur l'environnement

Impacts sur les OMD :

- Création d'emplois directs
- Stimulation d'activités connexes génératrices de revenus (auto emploi)
- Réduction de la pauvreté.

Impacts sur l'environnement :

- Légère perturbation d'écosystèmes
- Destruction de terre cultivable et indemnisation des propriétaires terriens.

19. Charges récurrentes : à déterminer

Fiche N° 44

Projet :	EXPLOITATION DE CARRIERES DE GRANIT
Code d'action :	M&G_ERN/MT_31

1. **Orientation** : Exploitation de carrières qui contribuera à l'amélioration du PIB de l'économie nationale.
2. **Objectif** : Exploiter des carrières de granite afin de générer des ressources financières pour SODEMI et aussi pour l'Etat de côte d'Ivoire.

3. Description de la situation actuelle

SODEMI a instruit le montage d'un projet d'exploitation de granite pour la production de matériaux de revêtement divers et de granulats. De ce fait, une étude de marché a été réalisée en 2010 afin de maîtriser l'environnement du projet. Il ressort de cette étude que la demande nationale actuelle en granulats ainsi que les prévisions futures sont largement supérieures à l'offre actuelle, particulièrement dans les domaines de la construction immobilière, la réalisation des grands travaux et de l'amélioration et renforcement du réseau routier.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Externes : Montée du prix du carburant à la pompe et troubles sociopolitiques
- Internes : Mauvaise maîtrise des coûts d'opération
- Métier : Grèves du personnel

5. Contraintes liées au projet

- Absence de gîtes exploitables disponibles dans les environs immédiats d'Abidjan ;
- Contraintes environnementales et sociales.

6. Bénéficiaires

- Etat ivoirien pour les taxes diverses et impôts
- SODEMI pour les dividendes
- populations riveraines pour les emplois directs et indirects.
- Marché du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP), par la fourniture de matériaux de revêtement et de construction.

7. Actions antérieures ou en cours

- **Actions antérieures** : Etude de marché réalisée en 2010
- **Actions en cours** : Recherche de gîtes exploitables et montage du dossier de demande d'autorisation d'exploitation de carrière.

8. Stratégies de mise en œuvre

- Etude de marché
- Etude de faisabilité
- Recherche de partenaires

- Exploitation de la carrière

9. Activités à réaliser

- Mobilisation des ressources financières
- Réaliser l'étude de faisabilité
- Signer accord de partenariat
- Acquérir les équipements
- Construire la carrière
- Produire les granulats
- Commercialiser les produits.

10. Marqueurs de progrès

- Ressources financières acquises
- Rapport de l'étude de faisabilité
- Rapport annuel d'activité.

11. Période d'exécution : court terme ; Etude de faisabilité en 2011 ; recherche de partenaire et exploitation en 2012.

12. Maître d'ouvrage : Société pour le Développement Minier de Côte d'Ivoire (SODEMI)

13. Maître d'œuvre : SODEMI

14. Partenaires

- Sociétés de prestation de services dans le domaine minier (Transport)
- Partenaires financiers.

15. Coût prévisionnel : 50 millions F CFA pour la réalisation de l'étude de faisabilité et environ 4 milliards de francs CFA pour la construction de la carrière.

16. Contributions souhaitées : La SODEMI financera la totalité des études et construction des carrières de granite.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD/ sur l'environnement

Impacts sur les OMD :

- Création d'emplois directs
- Stimulation d'activités connexes génératrices de revenus (auto emploi)
- Réduction de la pauvreté.

Impacts sur l'environnement :

- Légère perturbation d'écosystèmes
- Destruction de terre cultivable et indemnisation des propriétaires terriens.

19. Charges récurrentes : à déterminer

Fiche N° 45

Projet :	EXPLOITATION DE PIERRES ORNEMENTALES
Code d'action :	M&G_ERN/MT_32

1. Orientation : Exploitation de carrières qui contribuera à l'amélioration du PIB de l'économie nationale.

2. Objectif : Générer des ressources financières pour SODEMI et aussi pour l'Etat de Côte d'Ivoire.

3. Description de la situation actuelle

SODEMI a signé en 2010 un accord de partenariat avec la société indienne MIS SHILOH Minerals Ltd pour l'exploitation de cinq (5) sites de pierres ornementales. Cet accord prévoit la réalisation d'une étude de faisabilité par SHILOH en 2011.

Au niveau du marché, on note l'inexistence d'une production locale, et les importations de produits à base de marbre en Côte d'Ivoire sur la période 2005-2009 sont estimées à 17 105 150 kilogrammes pour une valeur CAF de 3 803 284 733 F CFA, ce qui donne un poids moyen annuel de 3 421 030 kilogrammes pour une valeur CAF de 760 656 947 F CFA.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Externes : Montée du prix du gasoil à la pompe et troubles sociopolitiques ;
- Internes : Insuffisance des réserves des gîtes de pierres ornementales sélectionnées pour ce projet.
- Métier : Grèves du personnel.

5. Contraintes liées au projet : La contrainte majeure est le moyen de transport des blocs de pierre à exporter, des différentes carrières jusqu'au port d'expédition. Comme autre contrainte, l'on note les contraintes environnementales et sociales.

6. Bénéficiaires

- L'Etat ivoirien, pour les taxes diverses et les impôts ;
- SODEMI, pour les redevances qu'elle percevra pour chaque mètre cube de pierre exportée et les fonds que génèrera la vente des produits de revêtements destinés au marché local
- et MIS SHILOH Minerals Ltd, pour la vente des pierres exportées.
- Les populations riveraines des différentes carrières qui bénéficieront d'emplois et aussi de soutien pour la réalisation d'infrastructures d'ordre social.
- Industrie locale de polissage de pierres ornementales ;
- Marché international de blocs de pierres ornementales.

7. Actions antérieures ou en cours

Actions antérieures :

- Travaux d'identification de gîtes de pierres ornementales conduits par SODEMI ayant permis de répertorier 80 gites dont 37 sélectionnés sur la base de la couleur ;
- Exploitation des carrières de Séguéla, Yakala (granite rose et rouge) et de Soubré (Syénite d'Okrouyo) de 1970-1980 par des opérateurs italiens pour la production de matériaux de revêtement (plaques épaisses, dalles, carreaux, etc.)
- Signature d'un accord de partenariat entre SODEMI et MIS SHILOH Minerals Ltd.

Actions en cours :

- Etude de faisabilité ;
- Etude d'impact environnemental.

8. Stratégies de mise en œuvre : Réalisation des études de faisabilité et d'impact environnemental, recherche de financement et ouverture de carrières pour l'exploitation des pierres ornementales.

9. Activités à réaliser

- Etude de faisabilité ;
- Etudes d'impact environnemental ;
- Construction des carrières ;
- Production.

10. Marqueurs de progrès

- Rapport de l'étude de faisabilité ;
- Rapport des études d'impact environnemental ;
- Accord de financement signé.

11. Période d'exécution : moyen terme (La durée de vie minimale de ce projet d'exploitation de pierres ornementales est de 10 ans sur la base des réserves certifiées pour une cadence de production de 12 000 m³ par an par carrière)

12. Maître d'ouvrage : Société pour le Développement Minier de Côte d'Ivoire (SODEMI)

13. Maître d'œuvre : MIS SHILOH Minerals Ltd

14. Partenaires : Sociétés de prestation de services dans le domaine minier (Transport)

15. Coût prévisionnel : 16 550 millions F CFA pour l'exploration complémentaire, les études de faisabilité et l'exploitation des 05 sites retenus avec le partenaire SHILOH Minerals Ltd :

- 300 000 000 F. CFA pour l'exploration complémentaire ;
- 250 000 000 F. CFA pour les études de faisabilité ;
- 16 000 000 000 F. CFA pour l'exploitation.

16. Contributions souhaitées : Selon l'actionnariat du consortium SODEMI – SHILOH Minerals Ltd qui sera mis en place.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD/ sur l'environnement

Impacts sur les OMD :

- Création d'emplois directs ;
- Stimulation d'activités connexes génératrices de revenus (auto emploi) ;

- Réduction de la pauvreté.

Impacts sur l'environnement :

- Légère perturbation d'écosystèmes ;
- Destruction de terre cultivable et indemnisation des propriétaires terriens.

19. Charges récurrentes : à déterminer

Fiche N° 46

Projet :	EXPLOITATION DE CARRIERES DE SABLES DE VERRERIE
Code d'action :	M&G_ERN/CT_33

1. **Orientation** : Exploitation de carrières qui contribuera à l'amélioration du PIB de l'économie nationale.
2. **Objectif** : Fabriquer des produits divers de verrerie afin de générer des ressources financières pour SODEMI et aussi pour l'Etat de Côte d'Ivoire.

3. Description de la situation actuelle

SODEMI envisage le montage d'un projet d'exploitation de sable de verrerie pour la production de produits divers de verrerie. Le potentiel des gîtes de sables, à forte teneur de silice (98% SiO₂), identifiés dans les zones de Port-bouët, Moossou et Anyama est estimé à plus d'un million (1 000 000) de tonnes mais entamé sur une bonne partie. D'autres dépôts sont en cours d'exploration pour augmenter les réserves existantes. On note aussi le manque d'unité de production de verrerie dans notre pays.

De ce fait, une étude de marché doit être réalisée afin de maîtriser l'environnement du projet.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Externes : la montée du prix du gasoil à la pompe et d'éventuels troubles sociopolitiques ;
- Internes : l'insuffisance des réserves des gîtes de sable de verrerie sélectionnées pour ce projet ;
- Métier : les grèves du personnel.

5. Contraintes liées au projet : Identification des besoins spécifiques du marché local.

6. Bénéficiaires

- Etat de Côte d'Ivoire à travers les taxes diverses et les impôts ;
- SODEMI et partenaires ;
- Les populations riveraines pour les emplois directs comme indirects liés à l'activité de l'exploitation des carrières de sable de verrerie.
- Industrie de verrerie.

7. Actions antérieures ou en cours

- **Actions antérieures** : Aucune étude de marché à date
- **Actions en cours** : Reconnaissance des sites favorables, et identification des gîtes.

8. Stratégies de mise en œuvre

- Etude de marché ;
- Etude de faisabilité ;
- Recherche de partenaires ;
- Exploitation de carrières ;
- Construction d'unité de production de verrerie.

9. Activités à réaliser

- Réévaluation du potentiel des gîtes identifiés ;
- Etude de marché ;
- Etude de faisabilité ;
- Mobilisation des ressources financières et recherche de partenaires ;
- Construction de la carrière ;
- Construction de l'unité de production de verrerie.

10. Marqueurs de progrès

- Rapport de l'étude de marché ;
- Rapport de l'étude de faisabilité ;
- Rapport d'activité annuel.

11. Période d'exécution : court terme (L'étude de marché et de faisabilité seront menées en 2012).

12. Maître d'ouvrage : Société pour le Développement Minier de Côte d'Ivoire (SODEMI)

13. Maître d'œuvre : SODEMI

14. Partenaires

- Sociétés de prestation de services dans le domaine minier (Transport)
- Partenaires financiers.

15. Coût prévisionnel : 50 millions F CFA pour la réalisation de l'étude de faisabilité. Pour la construction des différentes carrières d'extraction et de l'unité de transformation, les conclusions de l'étude de faisabilité nous permettront d'en estimer les coûts.

16. Contributions souhaitées : Prise en charge totale du coût de l'étude de faisabilité par SODEMI et partenaires.

17. Gains attendus : à déterminer**18. Impact sur les OMD/ sur l'environnement****Impacts sur les OMD :**

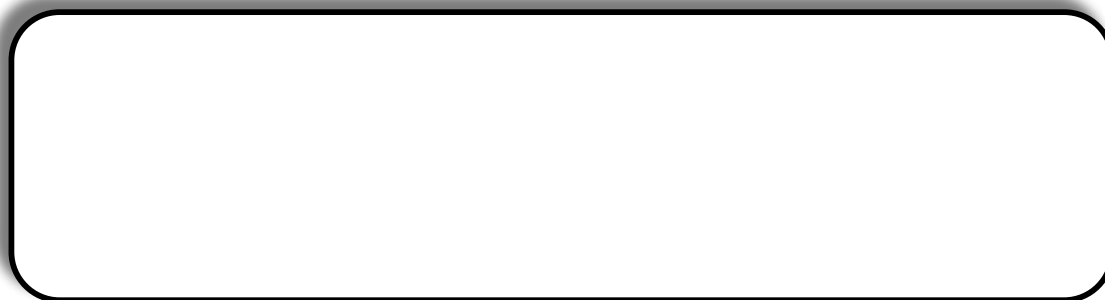
- Création d'emplois directs
- Stimulation d'activités connexes génératrices de revenus (auto emploi)
- Réduction de la pauvreté.

Impacts sur l'environnement :

- Légère perturbation d'écosystèmes
- Destruction de terre cultivable et indemnisation des propriétaires terriens.

19. Charges récurrentes : à déterminer

**FICHES PROJET RELATIVES
AU DOMAINE D'ACTIVITE STRATEGIQUE no 4 :
TRANSFORMATION DES MATIERES PREMIERES MINERALES**

A large, empty rounded rectangular box with a black border, intended for project details.

Projet :	CREATION D'UNE USINE DE PRODUCTION DE FERROMANGANESE
Code d'action :	M&G_MP/CT_1

- 1. Orientation :** Création et développement d'une activité de transformation de matières premières minérales.
- 2. Objectif :** Demande de financement des études de faisabilité bancables pour la création d'une usine de production de ferromanganèse.
- 3. Description de la situation actuelle**

Cette activité de production de ferromanganèse qui n'existe pas en Côte d'Ivoire s'inscrit dans le cadre de la mise en place progressive d'une industrie sidérurgique au plan local. Et pour initier ce projet, la SODEMI a effectué des missions en Inde (2008) pour négocier un partenariat pour la construction d'une usine de ferromanganèse avec un groupe indien spécialisé dans le domaine.

Une étude de préfaisabilité a été faite par la suite par ledit groupe (2009). Le groupe propose de construire une usine qui aura une capacité de production de 55 500 tonnes par an de ferromanganèse avec un seul fourneau de 27,6 MVA. Par la suite, en pleine capacité de production, deux autres fourneaux seront construits pour porter la production annuelle de ferromanganèse à 166 500 tonnes.

En sidérurgie, en dehors de son rôle de désoxydant et de désulfurant des aciers, le manganèse est essentiellement un élément d'alliage qui permet d'augmenter la limite d'élasticité des aciers. Ainsi, le ferromanganèse est un ferroalliage à forte teneur de manganèse, avec une teneur en poids de 65 à 90 %.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Externes : Approvisionnement en manganèse, et mouvements sociopolitiques
- Internes : Mauvaise maîtrise des coûts surtout liés à l'énergie.
- Métier : Grèves et défaillance des prestataires

L'ensemble de ces risques est estimé à 12 % du coût total du projet.

5. Contraintes liées au projet

La contrainte principale liée à ce projet est la disponibilité suffisante de concentré de manganèse en Côte d'Ivoire, voire dans la sous-région. Pour l'heure, la Côte d'Ivoire bien que disposant de gisements de manganèse, ne compte pas de mines de manganèse en activité. Cependant, les différents projets visant à ouvrir lesdites mines sont à divers stades d'avancement, qui permettraient à cette usine de ferromanganèse de pouvoir transformer une partie des produits issus de ces mines.

Les deux méthodes de production de ferromanganèse, la production par haut fourneau et production au four électrique sont des techniques très voraces en énergie. Ainsi, un manque d'énergie suffisante est une contrainte majeure au développement de ce projet.

6. Bénéficiaires

- L'Etat de Côte d'Ivoire à travers les taxes diverses et les impôts ;
- SODEMI et partenaires ;
- Les populations riveraines pour les emplois directs comme indirects liés à l'activité de cette usine de ferromanganèse.
- Industries métallurgiques et sidérurgiques.

7. Actions antérieures ou en cours : Aucune étude de disponible sur le projet de construction de cette usine de production ferromanganèse.

8. Stratégies de mise en œuvre : lever des fonds pour réaliser les études de portée et de faisabilité bancables pour la réalisation de cette usine de production de ferromanganèse.

9. Activités à réaliser

- Collecter les données et paramètres nécessaires à la réalisation de l'étude de faisabilité ;
- Mobiliser le financement pour la réalisation de l'étude de faisabilité ;
- Réaliser l'étude de faisabilité ;
- Mobiliser les fonds pour la construction de l'usine de ferromanganèse ;
- Construire l'usine.

10. Marqueurs de progrès

- Fonds obtenus pour la réalisation de l'étude de faisabilité ;
- Rapport d'étude de faisabilité disponible ;
- Fonds obtenus pour la réalisation de l'usine ;
- Usine construite et livrée.

11. Période d'exécution : court terme (étude de faisabilité sera menée en 2012 et la réalisation de cette usine de ferromanganèse se fera sur une période de 2 ans, à compter de 2013).

12. Maître d'ouvrage : Etat de Côte d'Ivoire

13. Maître d'œuvre : Société pour le Développement Minier de Côte d'Ivoire (SODEMI) et partenaires techniques.

14. Partenaires : Consortium d'opérateurs métallurgistes et financiers.

15. Coût prévisionnel : 250 millions F CFA pour la réalisation des études de portée et de faisabilité.

16. Contributions souhaitées : Selon l'actionnariat du consortium qui sera mis en place.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD/ sur l'environnement

La mise en place de cette usine de production de ferromanganèse aura les incidences suivantes :

- Création d'emplois de cadres, d'agents de maîtrises et d'ouvriers qualifiés ;
- Création d'activités annexes à l'usine ;
- Création de la richesse pour l'Etat à travers les taxes et impôts divers.

19. Charges récurrentes : à déterminer

Projet :	CREATION D'UNE USINE DE PRODUCTION DE BOULETTES, DE BRIQUETTES ET D'EPONGES DE FER
Code d'action :	M&G_MP/CT_2

- 1. Orientation :** Création et développement d'une activité de transformation de matières premières minérales.
- 2. Objectif :** Réaliser les études de portée et de faisabilité bancables pour la création d'une usine de production de boulettes, de briquettes et d'éponges de fer.
- 3. Description de la situation actuelle :** Aucune activité de production de boulettes, de briquettes et d'éponges de fer n'existe en Côte d'Ivoire. Cette activité est nécessaire à la création à terme d'une industrie sidérurgique permettant aux entreprises ivoiriennes de s'approvisionner localement en produits sidérurgiques tels que l'acier, etc.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Externes : Approvisionnement en minerai de fer, et mouvements sociopolitiques
- Internes : Mauvaise maîtrise des coûts surtout liés à l'énergie.
- Métier : Grèves et défaillance des prestataires

L'ensemble de ces risques est estimé à 12 % du coût total du projet.

- 5. Contraintes liées au projet :** La contrainte principale liée à ce projet est la disponibilité suffisante de minerai de fer extrait en Côte d'Ivoire, voire dans la sous-région. Pour l'heure, la Côte d'Ivoire bien que disposant de gisements de fer, ne compte pas de mines de fer en activité.
- 6. Bénéficiaires**
 - L'Etat ivoirien, à travers les taxes diverses et les impôts ;
 - SODEMI et partenaires ;
 - Les populations riveraines qui bénéficieront d'emplois directs et indirects liés à l'activité de l'usine.
 - Industries sidérurgiques.
- 7. Actions antérieures ou en cours :** Aucune étude de faisabilité de ce projet n'a encore été réalisée.
- 8. Stratégies de mise en œuvre :** Il s'agira pour ce projet, de trouver un partenaire technique et de mettre en place des mécanismes pour la levée de fonds, nécessaire à la réalisation de l'étude de faisabilité bancable.
- 9. Activités à réaliser**
 - Collecter les données et paramètres nécessaires à la réalisation de l'étude de faisabilité ;
 - Trouver un partenaire technique ;
 - Mobiliser le financement pour la réalisation de l'étude de faisabilité ;
 - Réaliser l'étude de faisabilité ;

- Mobiliser les fonds pour la construction de l'usine de production de boulettes, briquettes et éponges de fer ;
- Construire l'usine.

10. Marqueurs de progrès

- Partenaire technique choisi ;
- Fonds obtenus pour la réalisation de l'étude de faisabilité ;
- Rapport d'étude de faisabilité disponible ;
- Fonds obtenus pour la réalisation de l'usine ;
- Usine construite et livrée.

11. Période d'exécution : court terme (L'étude de faisabilité sera exécutée en 2012 et la construction de l'usine se fera sur une période de 2 ans, à compter de 2013).

12. Maître d'ouvrage : Etat de Côte d'Ivoire

13. Maître d'œuvre : Société pour le Développement Minier de Côte d'Ivoire (SODEMI) et partenaires techniques.

14. Partenaires : Consortium d'opérateurs miniers et financiers.

15. Coût prévisionnel : 250 millions F CFA pour la réalisation de l'étude de faisabilité.

16. Contributions souhaitées : Selon l'actionnariat du consortium qui sera mis en place.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD/ sur l'environnement

La mise en place de cette usine de production de boulettes, de briquettes et d'éponges de fer aura les incidences suivantes :

- Industrialisation de la région de l'ouest ;
- Création d'emplois de cadres, d'agents de maîtrises et d'ouvriers qualifiés ;
- Création d'activités annexes à l'usine ;
- Amélioration générale de la situation socio-économique de la région ;
- Création de la richesse pour l'Etat à travers les taxes et impôts divers.

19. Charges récurrentes : à déterminer

Projet :	CREATION D'UNE USINE D'AFFINAGE D'OR
Code d'action :	M&G_MP/CT_3

1. Orientation : Création et développement d'une activité de transformation de matières premières minérales.

2. Objectif : Demande de financement pour la création d'une usine d'affinage d'or.

3. Description de la situation actuelle

Aucune activité de raffinage de métaux précieux n'existe au plan national. Et pourtant, la Côte d'Ivoire regorge de plusieurs atouts naturels et économiques qui militent en faveur d'une usine d'affinage d'or. Ce sont entre autres :

- La situation géographique, position presque centrale de la Côte d'Ivoire parmi les pays producteurs d'or de l'Afrique de l'Ouest ;
- L'existence de transports maritimes très fréquents entre Anvers et le Port d'Abidjan ;
- Des vols internationaux réguliers ;
- Un réseau de télécommunication moderne et étendu ;
- Un réseau bancaire actif et réputé, ayant des liens avec les places financières majeures mondiales.

Ainsi, une étude de portée préliminaire pour la mise en place d'une usine d'affinage d'or et de métaux précieux et d'une bourse de diamant a été menée par le passé par la SODEMI (Projets-SODEMI, Juin 2004). Ce projet a trait à la création de la Société Ivoirienne d'Affinage d'Or (SIAO) qui sera spécialisée dans le commerce et l'affinage de métaux précieux (or, argent, platine, palladium, rhodium) et de pierres précieuses.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Externes : Taux de change, cours des métaux, approvisionnement en concentré de métaux, et mouvements sociopolitiques
- Internes : Environnement sécuritaire et mauvaise maîtrise des coûts
- Métier : Grèves et défaillance des prestataires

L'ensemble de ces risques est estimé à 12 % du coût total du projet.

5. Contraintes liées au projet

La contrainte principale liée à ce projet est la bonne évaluation de l'approvisionnement en or de l'usine d'affinage. En effet, bien que certaines mines d'or soient en opération en Côte d'Ivoire et dans la sous-région, une bonne étude de marché devra être conduite pour avoir une estimation des quantités d'or qui pourraient être affinées dans cette usine à construire.

6. Bénéficiaires :

- actionnaires de la Société Ivoirienne d'Affinage d'Or (SIAO) qui sera créée.

- L'usine dimensionnée pour produire 20 tonnes d'or fin par an permettra l'affinage d'une partie de la production d'or de la Côte d'Ivoire et de la sous-région, contribuant ainsi au développement industriel et à la création d'emplois.

7. Actions antérieures ou en cours : Existence de fiches projet réalisées pour la construction de l'usine qui a permis de dégager les grands axes de la faisabilité de ce projet de création d'une usine d'affinage d'or.

8. Stratégies de mise en œuvre

Dans le cadre de ce projet, il serait nécessaire de réactualiser les études qui ont été menées par le passé et qui ont conduit à des estimations du coût de ce projet, pour dégager sa faisabilité technique et économique, mobiliser des fonds par des accords de partenariat et construire l'usine.

9. Activités à réaliser

- Collecter les données et paramètres nécessaires à l'étude de faisabilité ;
- Mobiliser le financement pour la réalisation de l'étude de faisabilité ;
- Réaliser l'étude de faisabilité ;
- Mobiliser des fonds pour la construction de l'usine d'affinage d'or et signer des accords de partenariat ;
- Construire l'usine.

10. Marqueurs de progrès

- Partenaire technique choisi
- Fonds obtenus pour la réalisation de l'étude de faisabilité ;
- Rapport d'étude de faisabilité disponible ;
- Fonds obtenus pour la réalisation de l'usine ;
- Usine construite et livrée.

11. Période d'exécution : court terme ; 2 ans, à partir de 2013.

12. Maître d'ouvrage : Etat de Côte d'Ivoire

13. Maître d'œuvre : Société pour le Développement Minier de Côte d'Ivoire (SODEMI) et partenaires techniques.

14. Partenaires : Consortium d'opérateurs miniers et financiers.

15. Coût prévisionnel : 5 000 millions F CFA

16. Contributions souhaitées : Selon l'actionnariat de la Société Ivoirienne d'Affinage d'Or (SIAO).

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD/ sur l'environnement

La mise en place de cette usine d'affinage d'or à Abidjan les incidences suivantes :

- Création d'emplois de cadres, d'agents de maîtrises et d'ouvriers qualifiés ;
- Création d'activités annexes à l'usine d'affinage d'or ;
- Création de la richesse pour l'Etat à travers les taxes et impôts divers.

19. Charges récurrentes : à déterminer

**FICHES PROJET RELATIVES
AU DOMAINE D'ACTIVITE STRATEGIQUE no 4 :
NEGOCE MINIER**



Fiche N° 50

Projet :	ORGANISATION ET ENCADREMENT DE LA FILIERE DU DIAMANT POUR LA LEVEE DE L'EMBARGO SUR L'EXPORTATION DU DIAMANTS BRUTS
Code action	M&G_NM/CT_1

1. Orientation :

Le projet résume les stratégies et toutes les actions à mener en urgence durant le deuxième semestre 2011 pour obtenir la levée de l'embargo sur l'exportation du diamant brut ivoirien décrété par l'Organisation des Nations Unies suite à la crise sociopolitique de 2002.

2. Objectif : Obtenir en Avril 2012 la levée de l'embargo sur le diamant ivoirien ; objectif spécifique : Mettre en œuvre un système de traçabilité des diamants ivoiriens.

3. Description de la situation

Les zones diamantifères connues se situent dans les localités de Séguéla, Tortiya, Mankono, Korhogo et Kounahari et Zouenoula au nord du pays. Au lendemain de la crise sociopolitique, l'administration Minière ivoirienne est devenue inopérante dans ces zones. Le Ministère chargé des Mines prit alors un arrêté (n° 0070 du 23 novembre 2002) interdisant sur l'ensemble du territoire national, toutes expertises de diamants bruts destinées à l'exportation. Le décret n° 2003-143 du 30 mai 2003 portant additif au décret n° 96-634 du 9 août 1996 déterminant les modalités d'application de la loi n°95 – 553 du 18 juillet 1995 portant code minier, relative à l'importation et à l'exportation des diamants bruts en vue de la mise en œuvre du Processus de Kimberley, a permis de rendre cette décision conforme à la loi minière. Le 31 juillet 2003, la Côte d'Ivoire est admise au Processus de Kimberley en qualité de membre participant, après avoir élaboré son certificat d'origine.

Malgré les textes successifs, l'exploitation illégale du diamant et son commerce illicite se sont poursuivis dans les localités citées ci-dessus. Par ailleurs, en raison de la persistance de l'état de belligérance, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, suite à la plénière du Processus de Kimberley tenue en novembre 2005 à Moscou, a adopté, à l'unanimité, la résolution **1643 du 15 décembre 2005** décrétant l'embargo sur l'exportation des diamants bruts ivoiriens. Cet embargo vient d'être prorogé jusqu'en **avril 2012** par un communiqué en date du **28 avril 2011** du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Mais la paix étant revenue dans notre pays après la crise post électorale, le redéploiement effectif de l'administration minière sur l'ensemble du territoire va permettre de reprendre l'encadrement de l'exploitation du diamant dans les localités de Séguéla, Tortiya, Mankono, Korhogo et Kounahari et Zouenoula conformément aux normes en vigueur.

4. Coût des risques (faiblesses) :

L'Organisation des Nations Unies évalue à plus de 25 millions de dollars les pertes dues à l'exploitation clandestine et au commerce illicite du diamant brut ivoirien.

Le coût minimum la relance de l'activité diamantifère est évalué plus de cent millions de FCFA

5. Contraintes liées au projet : Il s'agit de sensibiliser et d'obtenir l'adhésion des acteurs qui ont opéré durant la période de l'embargo dans les localités de Séguéla, Tortiya, Mankono, Korhogo et Kounahari et Zouenoula pour qu'ils se conforment à la réglementation en vigueur.

6. Bénéficiaires

- Populations des localités citées,
- Exploitants miniers
- Etat, Collectivités locales, Mairies et Conseils généraux
- Opérateurs miniers de la filière de production et du commerce du diamant ivoirien.

7. Actions antérieures

- la fin de l'état de belligérance ;
- l'organisation d'élections libres et transparentes ;
- Participation de l'Administration minière aux différentes assises du Processus de Kimberley

Actions en cours

La mise en œuvre d'un système de traçabilité des diamants ivoiriens.

8. Stratégies de mise en œuvre :

- **Stratégie 1 :** Abrogation de l'arrêté n° 0070 du 23 novembre 2002 interdisant sur l'ensemble du territoire national, toutes expertises de diamants bruts destinés à l'exportation.
- **Stratégie 2 :** Renforcement des capacités de l'Administration minière à Séguéla, Tortiya, Mankono et Korhogo
- **Stratégie 3 :** Maîtriser la filière d'exploitation du diamant ivoirien
- **Stratégie 4 :** Maîtriser la filière de commercialisation du diamant brut ivoirien
- **Stratégie 5 :** Participer aux prochaines assises du Processus de Kimberley prévues en novembre 2011 pour demander la levée de l'embargo

9. Activités à réaliser :

- Action 1 : Proposer un projet d'arrêté autorisant sur l'ensemble du territoire national, toutes expertises de diamants bruts destinées à l'exportation ;
- Action 2 : Réhabiliter les locaux de l'Administration Minière à Séguéla, Tortiya, Mankono et Korhogo
- Action 3 : Equiper les locaux des services décentralisés (Séguéla, Tortiya, Mankono et Korhogo) en mobilier, matériels techniques et informatiques
- Action 4 : Equiper de véhicules et engins à deux roues les services décentralisés (Séguéla, Tortiya, Mankono et Korhogo)
- Action 5 : Encadrer la filière d'exploitation dans ces localités
- Action 6 : Maîtriser la production du diamant dans ces localités
- Action 7 : Autoriser et réactiver le circuit des collecteurs de diamants
- Action 8 : Expertiser les diamants produits dans ces localités
- Action 9 : Autoriser la création de comptoirs d'achat du diamant brut
- Action 10 : Présenter aux assises du Processus de Kimberley en novembre 2011, un rapport sur la nouvelle situation de la filière ivoirienne de diamant.

- Action 11 : Demander l'appui technique et politique des états membres pour obtenir la levée de l'embargo onusien sur le diamant ivoirien

10. Marqueurs de progrès (indicateur) :

- Texte rapportant l'arrêté n°070 du 23/11/2003 signé et disponible
- Les bâtiments de l'administration minière dans les localités citées sont réhabilités et fonctionnels
- Les locaux de l'administration minière à Séguéla et Tortiya sont équipés et opérationnels
- L'Administration minière à Séguéla et Tortiya est équipée en véhicules tout terrain et engins à deux roues
- Les statistiques de production diamants bruts à Séguéla et Tortiya sont disponibles
- Les collecteurs sont identifiés et connus dans les fichiers de l'administration minière
- Les statistiques des diamants bruts expertisés sont disponibles
- Les comptoirs d'achat autorisés sont localisés et fonctionnels
- Le rapport de mission de participation aux assises du Kimberley est disponible et diffusé
- L'Embargo des Nations Unies sur le dimant ivoirien est levé.

11. Période d'exécution : court terme (Juillet 2011 à Décembre 2011)

12. Maître d'ouvrage : Direction Générale des Mines et de la géologie

13. Maître d'œuvre : Direction de l'Exploitation Artisanale, des Petites Mines et Carrières

14. Partenaires :

- Administration Minière
- Autorités Administratives et coutumières locales
- Détenteurs d'autorisation d'exploitation artisanale et semi industrielle de diamant brut
- Collecteurs de diamant
- ONGs du secteur du diamant

15. Coûts prévisionnels : 230 millions F CFA

- Equipement : 200 millions F CFA (Réhabilitation des bâtiments et équipement en matériels techniques, informatiques, véhicules et motos dans les localités de Séguéla et de Tortiya)
- Fonctionnement : 20 millions F CFA/an (carburant lubrifiant et entretien dans les quatre localités)
- Frais de Mission hors Côte d'Ivoire pour deux personnes (participation aux Assises du Kimberley : 10 millions F CFA)

16. Contributions souhaitées : Etat CI : 230 millions F CFA, soit 100 %

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les ODM/Environnement

L'encadrement et le contrôle de l'exploitation minière du diamant par l'Administration minière va permettre de mettre en œuvre le processus de Kimberley, de contribuer à la réduction de la pauvreté, à freiner l'exode rural, et à prendre en compte les mesures de protection et de préservation de l'environnement et à prévenir l'hygiène et la sécurité dans les zones diamantifères.

19. Financement des charges récurrentes : Le Financement des charges récurrentes (fonctionnement) sont à la charge de l'Etat .

Micro projet :	CREATION D'UNE BOURSE DES SUBSTANCES PRECIEUSES
Code d'action :	M&G_NM/CT_2

1. **Orientation** : Création et développement d'une activité de transformation et de négoce de métaux précieux.
2. **Objectif** : Réaliser les études de portée et de faisabilité bancables pour la création d'une Bourse de Substances Précieuses.
3. **Description de la situation actuelle**

A ce jour, il n'existe pas de place boursière pour les transactions d'achat et de vente de métaux précieux en Côte d'Ivoire.

Ce projet fut initialement prévu dans le cadre de la mise en place d'une usine locale d'affinage d'or et de métaux précieux. En effet, la Bourse de Substances Précieuses devait être associée à cette usine, et s'inscrivait dans le cadre du processus de Kimberley relatif à l'importation et à l'exportation du diamant brut.

Cette bourse permettra à l'Etat de mieux réguler les circuits de commercialisation des métaux précieux afin d'optimiser ses revenus tirés de la filière.

4. Coût des risques (faiblesses)

- Externes : Approvisionnement en métaux précieux (diamants bruts, or, argent, etc.), cours du dollar, maîtrise des mécanismes de vente des métaux précieux, et mouvements sociopolitiques.
- Internes : Mauvaise maîtrise des coûts.
- Métier : Grèves et défaillance des prestataires.

L'ensemble de ces risques est estimé à 12 % du coût total du projet.

5. Contraintes liées au projet : Disponibilité et traçabilité des diamants bruts.

6. Bénéficiaires

- L'Etat de Côte d'Ivoire
- Les sociétés de négoce minier
- La commercialisation d'une partie de la production de diamants bruts de la Côte d'Ivoire, voire de la sous-région (environ 300 000 carats par an), et d'autres métaux précieux.

7. Actions antérieures ou en cours : Aucune étude de faisabilité n'a encore été réalisée.

8. Stratégies de mise en œuvre : Mettre des mécanismes en place pour la levée de fonds nécessaire à la réalisation de l'étude de faisabilité bancable.

9. Activités à réaliser

- Collecter les données et paramètres nécessaires à la réalisation de l'étude de faisabilité ;
- Mobiliser le financement pour la réalisation de l'étude de faisabilité ;

- Réaliser l'étude de faisabilité ;
- Mobiliser les fonds pour la création de la Bourse et des unités annexes ;
- Construire le siège de la Bourse des Substances Précieuses et de l'unité de taille et de polissage de diamants.

10. Marqueurs de progrès

- Fonds obtenus pour la réalisation de l'étude de faisabilité ;
- Rapport d'étude de faisabilité disponible ;
- Fonds obtenus pour la création de la Bourse des Substances Précieuses;
- Siège social de la Bourse construite.

11. Période d'exécution : court terme (La réalisation de ce projet se fera sur une période de 1 an, à compter de 2012)

12. Maître d'ouvrage : Etat de Côte d'Ivoire

13. Maître d'œuvre : Société pour le Développement Minier de Côte d'Ivoire (SODEMI) et partenaires techniques.

14. Partenaires : Consortium d'opérateurs miniers et financiers.

15. Coût prévisionnel : 100 millions F CFA pour la réalisation de l'étude de faisabilité (2011).

16. Contributions souhaitées : Selon l'actionnariat du consortium qui sera mis en place.

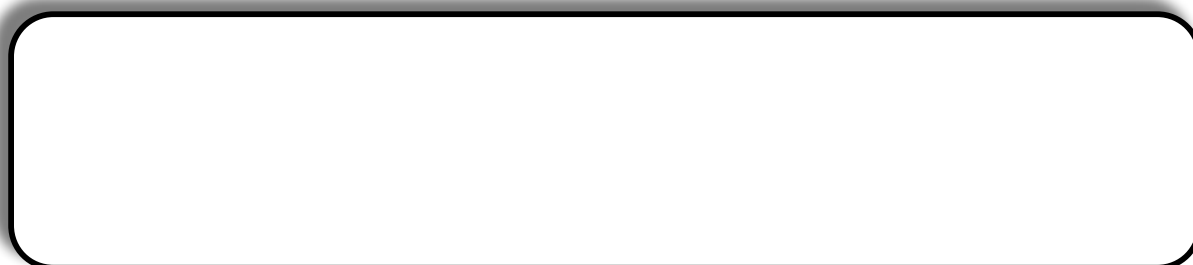
17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD/ sur l'environnement

La mise en place de la Bourse de Substances Précieuses à Abidjan, visant à faire de la Côte d'Ivoire une plaque tournante du négoce de métaux précieux, favorisera la :

- Création d'emplois ;
- Création de richesse pour l'Etat à travers les taxes et impôts divers.

19. Charges récurrentes : à déterminer



Fiche N° 52

Projet :	REVISION DE LA LOI N° 95-553 DU 18 JUILLET 1995 PORTANT CODE MINIER
Code action :	M&G_CI & GDMINIER/CT_1

1. **Orientation** : Adopter un nouveau Code minier adapté aux nouvelles réalités du secteur.
2. **Objectif** : Créer un environnement propice à l'essor du secteur profitable à tous les acteurs du secteur.
3. **Description de la situation** :

La Loi minière de 1995 a eu le mérite d'attirer l'investissement étranger et de donner une impulsion à l'activité minière. Cependant la pratique a révélé des insuffisances dont notamment, un faible apport au PIB, des réclamations souvent virulentes, des populations, relativement aux retombées de l'activité minière, la récrimination de certaines procédures par les opérateurs etc.

4. Coûts des risques (faiblesses) :

RISQUES	HYPOTHESES DE CALCUL	COUT DES FAIBLESSES	DEFINITIONS
Risques Internes			Ri : Retard d'Investissement Ip : Investissement/permis/an Npr : Nombre de Permis Retardé/an Rpor : Retard de Production Or Por : Production d'Or/an Pbn : Probabilité trouver une mine Rep : Retard de création d'Emplois Permanents/an Sm : Salaire Moyen/Mois pour Emplois Permanents Ret : Retard de Création d'Emplois Temporaires S'm : Salaire Moyen/Mois Emplois Temporaires Rs : Retard Perception Salaires Rt : Retard Perception Taxes Tad : Taxe Ad valorem Ts : Taxe Superficiare Ttxa : Taux de Taxes Ad valorem CA : Chiffre d'Affaires Fa : Frais d'Affinage Prmor : Prix Moyen/gramme or Pra : Prime Agents Mr : Moyens, Renforcement, capacité d'intervention
Ralentissement de l'investissement et de l'activité minière	$Ri = Ip \times Npr$ $Ip=200 \text{ à } 300 \text{ millions} \times 10 ;$ Si $Npr = 10$, $Ri = 10 Ip$	2 à 3 milliards de F CFA /an	
Retard dans la mise en exploitation de gisement	$Rpor = Por \times Npr \times Pbn ; Pbn = 10 \%$; pour $Por = 1,5 \text{ à } 2 \text{ tonnes}$ $Rpor = 1,5 \text{ à } 2 \times 10 \times 10 \%$	1, 5 à 2 tonnes d'or	
Risques externes			
- Retard dans la création d'emplois, donc dans la distribution de richesses	$Rep = 250 ;$ $Sm = 150\,000 \text{ à } 200\,000 \text{ FCFA};$ $Ret = 1000 ;$ $S'm = 15\,000 \text{ à } 20\,000 \text{ FCFA}$ $Rs = (Rep \times Sm + Ret \times S'm) 12$	620 à 740 millions	
- Retard dans la perception des taxes minières et ad valorem	$Rt = Tad + Ts = CA \times Ttxa - Fa + Ts$ $CA = Prmor \times Por \times Ttxa$ $Prmor = 15\,000 \text{ FCFA} ; Ttxa = 3 \%$ $Fa = Tx \text{ donc } Rt = Prmor \times Por \times 3 \%$	675 à 900 millions	
Métier			
Absence de primes agents et de moyens de renforcement des capacités d'intervention	$Pra = (Tad + Ts) 5 \%$ $Mr = (Tad + Ts) 10 \%$	33,75 à 45 millions 67, 5 à 90 millions	

5. Contraintes liées au projet :

- antagonisme des intérêts en présence (Etat, Opérateurs, Populations) ;
- coût des expertises, des consultances et des ateliers de validation.

6. Bénéficiaires :

- L'Etat de Côte d'Ivoire, les investisseurs, le secteur minier ivoirien, les populations.
- Secteur minier ivoirien

7. **Actions antérieures ou en cours** : Un premier projet était en examen à la DGMG ; sa rédaction est reprise pour prendre en compte les conclusions du séminaire de Yamoussoukro tenu les 09, 10 et 11 juin 2011.

8. **Stratégies de mise en œuvre** :

- adoption interne du projet à la DGMG ;
- approbation du projet par le Cabinet et examen par un Cabinet juridique ;
- organisation d'un atelier de validation du projet ;
- vote du texte de Loi par le Parlement.

9. **Activités à réaliser** :

- Finaliser le projet de Code minier
- Adopter le projet à la DGMG
- Soumettre le projet à l'approbation du Cabinet
- Faire examiner le projet par un Cabinet Juridique
- Organiser un atelier de validation au niveau de tous les acteurs du secteur
- Soumettre le projet au Gouvernement
- Soumettre le projet au Parlement
- Faire voter la Loi par le Parlement
- Faire promulguer la Loi par le Président de la République.

10. **Marqueurs de progrès (indicateurs)** :

- en 3 mois le projet de Code minier est finalisé
- en 2 mois le projet est adopté à la DGMG
- en 3 mois le projet est approuvé par le Cabinet et examiné par un Cabinet juridique
- en 2 mois est organisé un atelier de validation
- en 3 mois le texte de Loi est examiné par le Gouvernement
- en 3 mois la Loi est votée par le Parlement
- en 2 mois la Loi est promulguée par le Président de la République.

Durée totale : 18 mois

11. **Période d'exécution** : court terme (Août 2011 à février 2013)

12. **Maître d'ouvrage** : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie (MMPE)

13. **Maître d'œuvre** : Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG)

14. **Partenaires** : Opérateurs et Spécialistes du secteur des Mines, Administrateurs territoriaux, populations riveraines, ONG.

15. **Coût prévisionnel : 141.8 millions F CFA**

- Etude :

- Experts (1,2 million CFA/mois x 18) 21,6 millions
- Cabinet Juridique 10 millions au plus

Total étude 31,6 millions FCFA soit 22,29 %

- Equipements :

- 3 véhicules utilitaires de 10 millions = 30 millions
- Matériel informatique 3 millions

Total équipement : 33 millions FCFA soit 23,27 %

- Fonctionnement :

- Carburant et lubrifiant : 3 x 150 000 F/mois x 18 = 8,1 millions
- Prime pour 2 agents participant 100 000 x 2 x 18 = 3,6 millions
- Frais de 10 séances d'adoption à la DGMG : 50 000 FCFA x 10 = 0,5 million

- Atelier de validation (Cabinet, DGMG DR, DD, Stés minières, structures membres de la Comine, experts étrangers) : 100 pers. X 150 000 F/j x 4 = 60 millions
Consommables informatiques : 2 millions
- Frais d'impression et autres : 3 millions

Total fonctionnement : 77,2 millions FCFA soit 54,44 %

16. Contributions souhaitées :

- Etat de Côte d'Ivoire **60,2 millions F CFA, soit 42.5 %** (sources de financement : taxes minières)
- Secteur minier ivoirien **81,6 millions F CFA, soit 57.6 %** (frais d'expertise et d'atelier) contribution directe.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impact sur les OMD/environnement :

- Nouvel élan de l'activité minière, accroissement du nombre d'emploi et par conséquent réduction de la pauvreté ;
- Meilleur suivi de la réhabilitation de l'environnement.

19. Charges récurrentes : à déterminer

Projet :	EQUIPEMENT ET FINANCEMENT DES STRUCTURES DE CONTROLE ET DU SUIVI DE L'ACTIVITE MINIERE
Code action :	M&G_CI & GDMINIER/CT_2

1. Orientation

Définir les stratégies et les actions à mener en urgence pour doter l'Administration minière des moyens matériels et financiers conséquents afin de lui permettre d'accomplir ses missions de contrôles et de suivi de toute l'activité minière (exploration et exploitation) sur l'ensemble du territoire national.

2. **Objectif :** Renforcer les capacités opérationnelles de l'Administration minière en vue de parvenir à une gestion professionnelle et améliorer la gouvernance du secteur.

3. Description de la situation

L'Administration minière est peu performante parce que ses structures de contrôle et de suivi sont peu actives sur le terrain faute de moyens logistiques : avant la crise post électoral les 3 Directions Centrales ne disposaient chacune que d'un véhicule utilitaire, seulement 4 Directions Régionales sur 10 et 5 Directions Départementales sur 15 disposaient de bâchés 4 x2.

4. Coûts des risques (faiblesses) :

RISQUES	HYPOTHESES DE CALCUL	COUT DES FAIBLESSES (FCFA)	DEFINITIONS
Risque Interne			CA : Chiffre d’Affaires
Administration coupée de la réalité du terrain donc possibilité de perte de taxes et le non respect des obligations relativement à l’environnement et non anticipation sur les problèmes techniques et sociaux.	Faible rentrée de taxes (voir fiche xi ₃) Non réhabilitation des sites post exploitation artisanale (voir fiche xi ₃) Mouvements sociaux, arrêt travaux (voir fiche xi ₃)	120 à 210 millions/an Environ 1 milliard 75 à 100 millions de perte de CA/jour	
Risques externes			
Sans objet			
Métier			
Personnel démotivé			

5. **Contraintes liées au projet :** Manque de source de financement.

6. **Bénéficiaires :**

- Administration minière
- Etat de Côte d'Ivoire
- Opérateurs miniers
- Populations riveraines.
- Sociétés minières
- Exploitants artisanaux

7. **Actions antérieures ou en cours :** Effort d'équipements partiels en 1999, 2004 et 2008 mais très insuffisants.

8. **Stratégies de mise en œuvre**

- Obtention auprès du trésor du reversement de la part des taxes minières destinées à l'équipement
- Instituer un fonds de soutien aux activités de contrôle et de soutien approvisionné par les sociétés minières.

9. **Activités à réaliser :**

- Faire le point des taxes minières et obtenir du trésor le reversement de la part revenant au Ministère et destiné à l'équipement
- Rédiger un projet d'ordonnance instituant un fonds de soutien du contrôle et du suivi de l'activité minière approvisionné par les sociétés minières
- Acquérir progressivement le matériel roulant, le matériel technique et le matériel Informatique.

10. **Marqueurs de progrès (indicateurs) :**

- en 2 mois le point de taxes minières est fait
- en 2 mois une réclamation est introduite auprès du trésor pour le reversement de la part des taxes minières revenant au Ministère
- en 2 mois, simultanément à la réclamation auprès du trésor, un projet d'ordonnance est rédigé relativement à l'institution d'un fonds de soutien de l'activité de contrôle et de suivi
- en 5 mois achat des premiers équipements

Durée totale : 9 mois

11. **Période d'exécution :** court terme (Septembre 2011 à mai 2012)

12. **Maître d'ouvrage :** Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie (MMPE)

13. **Maître d'œuvre :** Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG)

14. **Partenaires :** Opérateurs du secteur minier

15. **Coût prévisionnel : 701 millions F CFA**

Equipements :

- 2 véhicules 4 x 4 (DGMG) et 25 véhicules 4 x 4 (DD et DR)
Coût : 25 millions FCFA x 27 = 675 millions FCFA
- 2 GPS GARMIN (GPS MAP) pour DGMG : 0,5 millions x 2 = 1 million FCFA
- 25 GPS ordinaires pour DR et DD : 0,2 millions x 25 = 5 millions FCFA
- 27 boussoles : 0,1 million x 27 = 2,7 millions FCFA
- 27 appareils photo numérique : 0,15 millions x 27 = 4,05 millions FCFA
- 27 planimètres : 0,1 millions x 27 = 2,7 millions FCFA
- 1 traceuse : 10 millions FCFA

- 1 logiciel de SIG : 0,5 millions FCFA

Total équipement : 700,95 millions FCFA soit 84,35 %

16. **Contributions souhaitées** : Secteur minier 100 % (source de financement : taxes minières et fonds de soutien à instituer)
17. **Gains attendus** : à déterminer
18. **Impact sur les OMD/environnement** : meilleur suivi de l'activité minière.
19. **Charges récurrentes** : Secteur minier à travers fonds de soutien.

Fiche N° 54

Projet :	CONTROLE ET SUIVI DE L'ACTIVITE MINIERE
Code action :	M&G_CI & GDMINIER/CT_3

1. **Orientation** : Définir des stratégies et des actions en vue de contrôler et suivre régulièrement l'ensemble des activités minières se déroulant sur l'ensemble du territoire national.

2. **Objectif** : Avoir une parfaite maîtrise des opérations minières sur l'ensemble du territoire national.

3. **Description de la situation** :

Le contrôle et le suivi des activités minières sur le terrain ne sont pas effectués. Cette situation ne permet pas à l'Administration de porter un jugement de valeur sur le contenu des rapports produits par les opérateurs.

4. **Coûts des risques (faiblesses)** :

RISQUES	HYPOTHESES DE CALCUL	COUT DES FAIBLESSES (FCFA)	DEFINITIONS
Risques Internes			Pca : Perte de CA CA : Chiffre d’Affaires Nja : Nbre de jours arrêt de travail Njt : Nbre jours travail année Por : Production d’Or/an Prmor : Prix Moyen Gramme Or
Oisiveté des agents			
Possibilité d’écart important entre le volume de substances extraites et les déclarations faites et prolifération de l’exploitation artisanale clandestine, donc perte de taxes.	Les taxes provenant de l’exploitation artisanale sont très faibles ; elles sont de l’ordre de 30 millions par an. Dans le cas d’un contrôle régulier ce chiffre peut être multiplié par 5 à 8.	120 à 210 millions par an	
Risques externes			
non anticipation sur les mouvements sociaux pouvant occasionner arrêt de travail.	Pca = CA x Nja/Njt ; CA = Prmor x Por Pour Por = 1,5 à 2 tonnes et Prmor = 15 000 FCFA, Njt = 300, si Nja =1 ; Pca = Prmor x Por x 1/300	75 millions à 100 millions de Chiffre d’Affaires par jour	
Métier			
Encouragement à exploitation artisanale informelle conduisant à des problèmes environnementaux.	Coût de réhabilitation de l’environnement environ 1 million par hectare. La superficie de l’exploitation informelle non réhabilitée peut être estimée à 1 000 hectares.	1 milliard	

5. **Contraintes liées au projet** :

- Indisponibilité de moyens logistiques et insuffisance de dotation budgétaire ;
- Absence d'une définition claire du contenu des différents contrôles à effectuer ;

6. **Bénéficiaires :**

- Administration minière
- Etat de Côte d'Ivoire
- Opérateurs miniers
- Populations riveraines
- Sociétés minières
- Exploitants artisanaux.

7. **Actions antérieures ou en cours :** Des visites systématiques des permis avaient initié mais elles ont été abandonné par manque de moyens.

8. **Stratégies de mise en œuvre :**

- acquisition de dotation en moyens logistiques et financiers adéquats ;
- organisation de visites périodiques obligatoires ;
- publication de rapports de suivi des l'activité minière.

9. **Activités à réaliser :**

- instituer par ordonnance un fonds de soutien du contrôle et du suivi de l'activité minière approvisionné par les sociétés minières
- établir une feuille de route pour les visites et le suivi de l'activité minière
- instituer des visites mensuelles, trimestrielles et semestrielles obligatoires des sites
- d'activités minières à effectuer respectivement par les Directeurs Départementaux, Régionaux et Centraux sur leur territoire de compétence-
- Faire la compilation des rapports de visites mensuelles ainsi qu'une synthèse annuelle et les publier.

10. **Marqueurs de progrès (indicateurs) :**

- en 4 mois acquisition de moyens logistiques sont acquis et un fonds de soutien est Institué
- es visites mensuelles, trimestrielles et semestrielles sont effectuées et sanctionnées par des rapports
- chaque mois les rapports de visites mensuels sont compilés et publiés
- chaque année la synthèse annuelle des rapports de visites est publiée

11. **Période d'exécution :** court terme (début novembre 2011)

12. **Maître d'ouvrage :** Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie (MMPE)

13. **Maître d'œuvre :** Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG)

14. **Partenaires :** Opérateurs du secteur minier

15. **Coût prévisionnel :** 831 millions F CFA

- Etude :
- Equipements : (pour mémoire)
 - 2 véhicules 4 x 4 (DGMG) et 25 véhicules 4 x 4 (DD et DR)
Coût : 25 millions FCFA x 27 = 675 millions FCFA
 - 2 GPS GARMIN (GPS MAP) pour DGMG : 0,5 millions x 2 = 1 million FCFA
 - 25 GPS ordinaires pour DR et DD : 0,2 millions x 25 = 5 millions FCFA
 - 27 boussoles : 0,1 million x 27 = 2,7 millions FCFA
 - 27 appareils photo numérique : 0,15 millions x 27 = 4,05 millions FCFA
 - 27 planimètres : 0,1 millions x 27 = 2,7 millions FCFA
 - 1 traceuse : 10 millions FCFA
 - 1 logiciel de SIG : 0,5 millions FCFA

Total équipement : 700,95 millions FCFA soit 84,35 %

- Fonctionnement : Hypothèse : 100 permis et parcelles à visiter à raison de 3 par jour pour 5 jours ouvrables par semaine. 3 personnes par mission. Frais de mission 50 000 F/j pour Direction Centrale ; 40 000 F/j pour Direction Régionale ; 30 000 F/j pour Direction Départementale.

Direction Centrale : nombre de jours de mission : $(100 : 3 : 5) \times 7 = 45,66$ soit 46 jours par semestre

- Frais de 2 missions/an : $50\,000 \text{ F} \times 3 \times 46 \times 2 = \underline{13,8 \text{ millions}}$
- Carburant et lubrifiant : 1 millions/semestre = 2 millions/an

Total Direction Centrale : **15,8 millions FCFA**

10 Directions Régionales : nombre de permis et parcelles à visiter par direction : 10 ;

Nombre de jours de missions : $(10 : 3 : 5) \times 7 = 4,6$ soit 5 j/trimestre.

- Frais de 4 missions/an : $10(40\,000 \text{ F} \times 3 \times 5 \times 4) = \underline{24 \text{ millions FCFA}}$
- Carburant et lubrifiant : $10(300\,000 \text{ F} \times 4) = \underline{12 \text{ millions FCFA}}$

Total Directions Régionales : **36 millions FCFA**

15 Directions Départementales : nombre de permis et parcelles à visiter par direction : 7

Nombre de jours de missions : $(7 : 3 : 5) \times 7 = 3,26$ soit 4j/mois

- Frais de 12 missions/an : $15(30\,000 \text{ F} \times 3 \times 4 \times 12) = \underline{64,8 \text{ millions FCFA}}$
- Carburant et lubrifiant : $15(75\,000 \text{ F} \times 12) = \underline{13,5 \text{ millions FCFA}}$

Total Directions Départementales : **78,3 millions FCFA**

Total fonctionnement : 130,1 millions FCFA soit 15,65 %

16. **Contributions souhaitées** : Secteur minier 100 % (source de financement : fonds de soutien à instituer)
17. **Gains attendus** : à déterminer
18. **Impact sur les OMD/environnement** : meilleur suivi de l'activité minière, meilleure anticipation sur les problèmes d'ordre technique ou social.
19. **Charges récurrentes** : Secteur minier à travers fonds de soutien.

Projet :	VULGARISATION DES TEXTES REGLEMENTAIRES
Code action :	M&G_CI & GDMINIER/CT_4

1. **Orientation :** Mettre en œuvre des stratégies sous tendues par des actions en vue d'une large diffusion des textes réglementaires relatives au secteur minier.
2. **Objectif :** Informer un large public en Côte d'Ivoire et les investisseurs à l'étranger sur le contenu du Code minier.

3. **Description de la situation :**

Les textes réglementant le secteur minier sont méconnus de la population, des opérateurs du secteur de l'artisanat et des Administrateurs territoriaux qui sont les premiers intervenants auprès des populations au nom de l'Etat. Par ailleurs, il n'est pas évident que nos ambassades et les potentiels investisseurs à l'étranger aient connaissance de ces textes.

4. **Coûts des faiblesses :**

RISQUES	HYPOTHESES DE CALCUL	COUT DES FAIBLESSES (FCFA)	DEFINITIONS
Risque Interne			Po: Perte d'opportunité
Perte d'opportunité d'investissement minier	$Po = Ip \times Nop$ $Ip = 200 \text{ à } 300 \text{ millions FCFA}$ Pour Nop compris entre 1 et 5	200 millions à 1,5 milliards	Ip : Investissement/permis/an Nop : Nombre d'opportunité Pca : Perte de CA
Tensions entre riverains et opérateurs pouvant entrainer des arrêts de travail.	$Pca = CA \times Nja/Njt$; $CA = Prmor \times Por$ Pour $Por = 1,5 \text{ à } 2 \text{ tonnes et}$ $Prmor = 15\,000 \text{ FCFA}$, $Njt = 300$, si $Nja = 1$; $Pca = Prmor \times Por \times 1/300$	75 millions à 100 millions de Chiffre d'Affaires par jour	CA : Chiffre d'Affaires Nja : Nbre de jours arrêt de travail Njt : Nbre jours travail année Por : Production d'Or/an $Prmor$: Prix Moyen Gramme Or Rep : Retard de création
Risques externes			d'Emplois Permanents/an
- Perte d'opportunité de création d'emplois	$REp = 250$; $Sm = 150\,000 \text{ à } 200\,000 \text{ FCFA}$; $REt = 1000$; $S'm = 15\,000 \text{ à } 20\,000 \text{ FCFA}$ $Rs = (REp \times Sm + Ret \times S'm) 12$	620 à 740 millions	Sm : Salaire Moyen/Emplois Permanents Ret : Retard de Création d'Emplois Temporaires $S'm$: Salaire Moyen/Emplois Temporaires
- perte d'opportunité de perception de taxes minières	$Rt = Tad + Ts = CA \times 3\% - Fa + Ts$ $Rt = Prmor \times Por \times 3\% - Fa + Ts$ $Rt = Prmor \times Por \times 3\%$	675 à 900 millions	Rs : Retard Perception Salaires Rt : Retard Perception Taxes Tad : Taxe Ad valorem Ts : Taxe Superficiaire
Métier			Fa : Frais d'Affinage
Perte d'opportunité de perception de primes et de moyens de renforcement des capacités d'intervention	$Pra = (Tad + Ts) 5\%$ $Mr = (Tad + Ts) 10\%$	33,75 à 45 millions 67,5 à 90 millions	$Prmor$: Prix Moyen/gramme or Pra : Prime Agents Mr : Moyens, Renforcement, capacité d'intervention Pbn : Probabilité trouver une mine

5. **Contraintes liées au projet** : Inexistence d'un site web, difficultés de rassembler et informer une masse importante de la population et des intervenants dans le secteur.
6. **Bénéficiaires** : Administrateurs Territoriaux, Elus locaux, populations et cadres proches des sites miniers, exploitants artisanaux, opérateurs miniers, investisseurs nationaux et étrangers, tout intervenant dans le secteur minier.
7. **Actions antérieures ou en cours** : code minier ivoirien sur internet, création en cours d'un site web pour le Ministère, information des populations des sites d'exploitation sur les dispositions du Code minier lors des mouvements de revendications socio-économiques.
8. **Stratégies de mise en œuvre** :
 - organisation de campagnes d'information au plan national ;
 - finalisation de la création d'un site web ;
 - publication des textes sur le site web ;
9. **Actions à mener** :
 - imprimer et distribuer le Code minier ;
 - organiser un atelier interne pour les agents du Ministère, notamment les responsables et chefs de services exerçant à l'intérieur du pays ;
 - organiser des ateliers dans les vingt chefs-lieux de régions pour les Administrateurs territoriaux, les élus et les populations en insistant sur les aspects les concernant ;
 - publier les textes sur Internet
 - organiser des films documentaires, des courts métrages et des débats à la télévision et à la radio.
10. **Marqueurs de Progrès (Indicateurs)** :
 - en 2 mois le Code minier est imprimé par l'imprimerie nationale
 - en 3 mois le Code minier est distribué aux différents intervenants et publié sur internet
 - en 2 mois l'atelier interne est organisé
 - en 3 mois les ateliers sont organisés dans les 20 chefs lieux de régions
 - en 8 mois les films documentaires, les courts métrages et les débats à la télévision et à la radio sont réalisés.

Durée totale : 18 mois

11. **Période d'exécution** : court terme (Août 2013 à janvier 2015)
12. **Maître d'ouvrage** : Ministère des Mines du Pétrole et de l'Energie
13. **Maître d'œuvre** : Direction Générale des Mines et de la Géologie
14. **Partenaires** : Opérateurs Miniers, Administrateurs territoriaux
15. **Coût prévisionnel** : 145 millions F CFA
 - étude : Impression : 500 exemplaires x 50 000 FCFA = 25 millions FCFA (17.2 %)
 - équipements : 1 véhicule 4 x 4 de 30 millions FCFA (20.7 %)
 - fonctionnement :
 - Diffusion dans les régions : Directeurs Régionaux
Carburant : 150 000 FCFA x 10 = 1,5 millions FCFA
 - Atelier de 4 jours pour 100 Agents du ministère :
Frais d'organisation : 100 x 4 x 75 000 FCFA = 30 millions FCFA
 - Atelier dans les Chef-lieu de Régions : (4 régions en 3 semaines avec 12 jours de mission en 2 semaines et une semaine de repos soit 5 missions pour les 20 régions à raison de 4 personnes par mission)

Frais de mission : 50 000 FCFA/jour x 4 x 12 x 5 = 12 millions FCFA

Carburant : 500 000 FCFA/mission x 5 = 2,5 millions FCFA

Frais organisation atelier : 700 000 FCFA x 20 = 14 millions FCFA

- Films documentaires, courts métrages et autres débats 30 millions FCFA

Total fonctionnement : 90 millions FCFA soit 62,07 %

16. Contributions souhaitées :

- Etat de Côte d'Ivoire : 55 millions (étude et équipement) soit 37,93 % ;
- Source de financement : taxes minières
- Opérateur minier : 90 millions soit 62,07 %

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impacts sur les OMD/Environnement :

Meilleures informations sur tous les aspects de l'activité minière, sur les droits et devoirs des uns et des autres, assurance d'un environnemental social apaisé propice à l'activité minière.

19. Charges récurrentes : à déterminer

Projet	INFRASTRUCTURE IMMOBILIERE
Code action	M&G_CI & GDMINIER/CT_5

1. Orientation :

La Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) est en charge de l'application de la politique minière du gouvernement ivoirien. Pour atteindre au mieux cet objectif, l'acquisition d'une infrastructure immobilière pour abriter ces différents services et laboratoire s'impose.

2. Objectif

L'objectif global de ce projet est l'acquisition d'une infrastructure immobilière conséquente et suffisante, pour abriter les services de la Direction Générale des Mines et de la Géologie.

Cet objectif global se décline en deux objectifs spécifiques qui sont de :

- disposer d'un bâtiment (R + 4) pour abriter les différentes directions ;
- regrouper les Services de la DGMG, sur le même site géographique.

3. Description de la situation

- Les services de la DGMG ne sont pas regroupés sur le même site ;
- Les directions et services de la DGMG ne disposent pas de locaux en nombre suffisant ;
- La Direction de la Cartographie et de la Prospection Géologique (DCPG), une des directions de la DGMG est logée sur un site qui dispose encore d'espace libre pour la construction d'un bâtiment R+4. Les bâtiments abritant la DCPG datent des années 70. Les installations électriques sont obsolètes ; ce qui a occasionné plusieurs incendies. Les événements post électoraux y ont accentué la dégradation des installations et des bâtiments.

4. **Coût des risques (faiblesse) :** La réussite de ce projet sera assurée par un contexte sociopolitique favorable, une volonté politique des autorités ivoiriennes, un financement adéquat.

5. Contraintes liées au projet

Les éléments susceptibles de compromettre la réussite du projet sont :

- l'instabilité de la situation sociopolitique ;
- le manque de volonté politique des autorités ;
- l'insuffisance de financement.

6. Bénéficiaires

- Ministère des Mines du Pétrole et de l'Energie ;
- opérateurs privés et le monde académique ;
- communauté scientifique.
- secteur minier

7. Actions antérieures ou en cours

- Un projet de construction d'un immeuble pour abriter tous les services du Ministère chargé des Mines, du Pétrole et de l'Energie a été initié depuis 2009, mais ce projet n'a pas pu aboutir ;

- En 2010, le cabinet ministériel a initié et entamé un projet de réhabilitation des locaux de l'ex Sitram, pour y loger quelques Directions techniques et services du Ministère. Ce projet non plus n'est pas arrivé à son terme.

8. **Stratégies de mise en œuvre**

La stratégie de mise en œuvre de ce projet consistera en :

- l'actualisation de l'évaluation du projet ;
- la recherche et la mise en place du financement du projet par des ressources internes et externes ;
- l'appel d'offres pour les promoteurs mobiliers ;
- l'exécution des différentes phases du projet.

9. **Actions à réaliser**

- Réévaluer le coût du projet ;
- Rechercher le financement ;
- Exécuter chaque phase du projet par la construction d'un édifice comportant 170 bureaux et salles spécialisées.

10. **Marqueurs de progrès (indicateur)**

- 2012 : les actes de mise en place du financement ;
- 2013 : le bâtiment construit et équipé.

11. **Période d'exécution** : court terme (2012 – 2013)

12. **Maître d'ouvrage** : Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie

13. **Maître d'œuvre** : Direction Générale des Mines et de la Géologie

14. **Partenaires**

- Etat de Côte d'Ivoire
- Participation d'Institutions de financement (souhaitée)

15. **Coûts prévisionnels** : 2 000 millions F CFA.

16. **Contributions souhaitées** : Les contributions nécessaires pour boucler le budget requis pour la réalisation de ce projet devront être réparties entre l'Etat, une institution de financement telle que la Banque Mondiale, la KFW, les pays amis et les opérateurs miniers en activité en Côte d'Ivoire. Les parts de contributions respectives seront à préciser lors de la révision des coûts requis et des rencontres avec les bailleurs : Etat de CI : 2 milliards de F CFA, soit 100%

17. **Gains attendus** : à déterminer

18. **Impact sur les ODM/Environnement** : L'impact de ce projet sur l'environnement est négligeable.

19. **Financement des charges récurrentes** : à déterminer

Projet :	RENFORCEMENT DE CAPACITÉS HUMAINES
Code action :	M&G_CI & GDMINIER/CT_6

1. Orientation

En Côte d'Ivoire, l'édification de l'infrastructure géoscientifique connaît des difficultés malgré les efforts consentis par l'Etat depuis l'indépendance. Par rapport à ses voisins de la sous-région, le pays dispose d'une infrastructure géoscientifique qui souffre d'insuffisances majeures, lesquelles handicapent de façon notable la mise en valeur du potentiel géologique et le développement de l'activité minière.

Cette mission ne peut cependant être accomplie que par le renforcement des capacités institutionnelles notamment humaines, par l'amélioration de la formation de base, la professionnalisation et la spécialisation des acteurs.

2. Objectifs

L'objectif global de ce projet est de renforcer les capacités humaines de la structure en charge de l'élaboration de l'infrastructure géoscientifique, pour une meilleure promotion du potentiel géologique.

Cet objectif se décline en différents objectifs spécifiques qui sont les suivants :

- recruter du personnel et procéder à la spécialisation des agents techniques ;
- adapter la formation de base aux exigences du secteur ;
- rendre prioritaire la formation continue des agents ;
- assurer la participation des agents techniques aux conférences et séminaires nationaux et internationaux.

3. Description de la situation

Localement en Côte d'Ivoire, il existe des écoles et instituts de formation dans le domaine des géosciences. Cependant, il n'y a pas de coordination entre les programmes de formation initiale et les besoins des structures qui emploieront les diplômés. En général, on note de nombreuses insuffisances au niveau des ressources humaines dans le domaine des géosciences, liées à :

- un déficit d'implication du Ministère technique de tutelle, des structures et entreprises pourvoyeuses d'emploi dans le domaine des géosciences ;
- une absence de programmes de perfectionnement, de professionnalisation et de spécialisation des cadres ;

- un manque de profil de carrière ;
- une absence de mesures incitatives ;
- un vieillissement sans renouvellement du personnel qualifié.

4. Coûts des risques (faiblesses)

La réussite de ce projet sera assurée par un contexte sociopolitique favorable, une volonté politique des autorités ivoiriennes et des partenaires de la formation de base, un financement adéquat des programmes de formation, des séminaires et conférences.

5. Contraintes liées au projet

Les éléments susceptibles de compromettre la réussite du projet sont :

- l'instabilité de la situation socio-politique ;
- le manque de volonté politique des autorités et des partenaires de la formation ;
- l'insuffisance de financement.

6. Bénéficiaires :

- L'Agence en charge de l'infrastructure géoscientifique ;
- Les opérateurs miniers ;
- L'Etat de Côte d'Ivoire ;
- Le monde académique.

7. Actions antérieures ou en cours

Plusieurs actions antérieures ont été menées avec notamment :

- **de 1960 à 1970**
 - la formation de prospecteurs miniers au Centre de Formation de Prospecteurs Adjoints et de Contremaîtres de Mines de Daloa.
- **de 1971 à aujourd'hui**
 - la formation d'Ingénieurs et Docteurs dans les Universités et Grandes écoles américaines et européennes par l'octroi de bourses d'étude ;
 - la formation de Techniciens Supérieurs et d'Ingénieurs des Mines à l'ENSTP et de Géologues à l'Université d'Abidjan ;
 - la professionnalisation des Ingénieurs à travers différents camps d'été au Canada et la formation sur le tas par le projet Ivoir-Allemand de cartographie géologique de détail ;
 - la formation des Ingénieurs à l'interprétation des données aérogéophysiques et géochimiques ;
 - la formation de Techniciens Supérieurs et d'Ingénieurs des Mines à l'INP-HB et dans les autres Grandes écoles de Mines et Géologie d'Abidjan.

8. Stratégies de mise en œuvre

Les stratégies de mise en œuvre de ce projet consisteront en :

- la prise de textes réglementaires pour harmoniser les programmes de formation de base ;
- la signature d'accords et/ou de conventions entre les partenaires Formateurs/Employeurs ;
- l'actualisation de l'évaluation du projet ;
- la finalisation du financement du projet par des ressources internes et externes.

9. Activités à réaliser

- Mettre en place un comité interministériel d'harmonisation de la formation initiale et de recrutement des cadres techniques ;
- Organiser des séminaires de revalorisation de la formation initiale ;
- Etablir des programmes thématiques de formation au profit des agents ;
- Mettre en place des cellules d'exécution et des comités de suivi sectoriels ;
- Organiser des séminaires thématiques de formation au profit du personnel en Côte d'Ivoire ;
- Assurer la participation du personnel à des séminaires de formation et conférences hors Côte d'Ivoire, dans le domaine des géosciences ;
- Mettre en place des programmes sectoriels annuels de formation de personnels ;
- Définir des profils de carrière ;
- Prendre des mesures de motivation du personnel ;
- Assurer l'encadrement sur le tas des agents nouvellement recrutés ;
- Mettre en place des programmes sectoriels annuels de recrutement de personnels ;
- Exécuter les programmes sectoriels annuels de recrutement de personnels.

10. Marqueurs de progrès

- **2011:** les textes réglementaires existent, les conventions et/ou accords sont signés,
- **A partir de 2012 :** le projet de renforcement des capacités institutionnelles est fonctionnel.

11. Période d'exécution : les rapports et supports de cours sont disponibles, le projet débutera à partir de 2011 pour rester un programme continuuel dans le temps après révision sur une base quinquennale.

12. Maître d'ouvrage: Direction Générale des Mines et de la Géologie

13. Maître d'œuvre: Direction de la Cartographie et de la Prospection Géologique

14. Partenaires

- **Expertise interne :**
 - agents de la Direction de la Cartographie et de la Prospection Géologique.
 - les Universités, Instituts et Grandes Ecoles de formation du domaine des Mines et Géologie.
 - les Compagnies Minières en activité en Côte d'Ivoire.

- **Expertise externe**
 - les universités européennes, canadiennes et américaines.
- **Partenaires financiers**
 - Etat de Côte d'Ivoire
 - Autres (souhaités)

15. Coûts prévisionnels : 1 000 millions F CFA.

16. Contributions souhaitées

Les contributions nécessaires pour le renforcement des capacités humaines de l'Agence en charge de l'élaboration de l'infrastructure géoscientifique nationale devront être réparties entre l'Etat ivoirien, une institution de financement telle que la Banque Mondiale et les opérateurs miniers en activité en Côte d'Ivoire.

Les parts respectives seront à préciser lors de la révision des coûts requis.

- Etat CI : 1 milliard F CFA, soit 100 % ;
- Institutionnels : Rechercher auprès d'institutions de financement par l'entremise des Ministères de l'Economie et des Finances et celui des Affaires Etrangères ;
- Privés locaux : A définir lors de la révision du Code Minier.

17. Gains attendus : à déterminer

18. Impacts sur les ODM / Environnement

L'impact du projet sur l'environnement est négligeable puisqu'il s'agit de formation des hommes.

19. Financement des charges récurrentes : à déterminer

PROJETS D'URGENCE

SOMMAIRE

PAGES

Chapitre 1 : Secteur des Mines et de la Géologie

1. Exploitation du gisement de manganèse de Lauzoua	4
2. Audit des titres miniers	7
3. Révision de la procédure d'octroi des titres miniers	8
4. Règlement des conflits en zones d'exploration et d'exploitation minières	10

Chapitre 2 : Secteur des Hydrocarbures

1. Mesures urgentes à prendre pour assurer la demande en gaz naturel	12
--	----

Chapitre 3 : Secteur de l'Electricité

1. Contexte	14
2. Motivations et choix des projets	15

Tableaux

- Résumé des projets	24
○ Projets d'urgence des Mines et de la Géologie	
○ Projets d'urgence des Hydrocarbures	
○ Tableau 4 : Projets d'urgence de l'Electricité	
- Chronogrammes	30

Figures

- Figure 1 : Localisation du site minier de Lauzoua	4
---	---

Graphiques

- Graphique 1 : Offre vs demande du gaz naturel	14
---	----

En attendant la mise en œuvre à plus ou moins longue échéance des projets du plan stratégique, la Côte d'Ivoire va être confrontée à une situation alarmante de 2011 à 2013. Pour passer cette période de fortes tensions, la Côte d'Ivoire doit trouver des solutions immédiates internes.

CHAPITRE 1 :
SECTEUR DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

Les mesures urgentes proposées sont les suivantes :

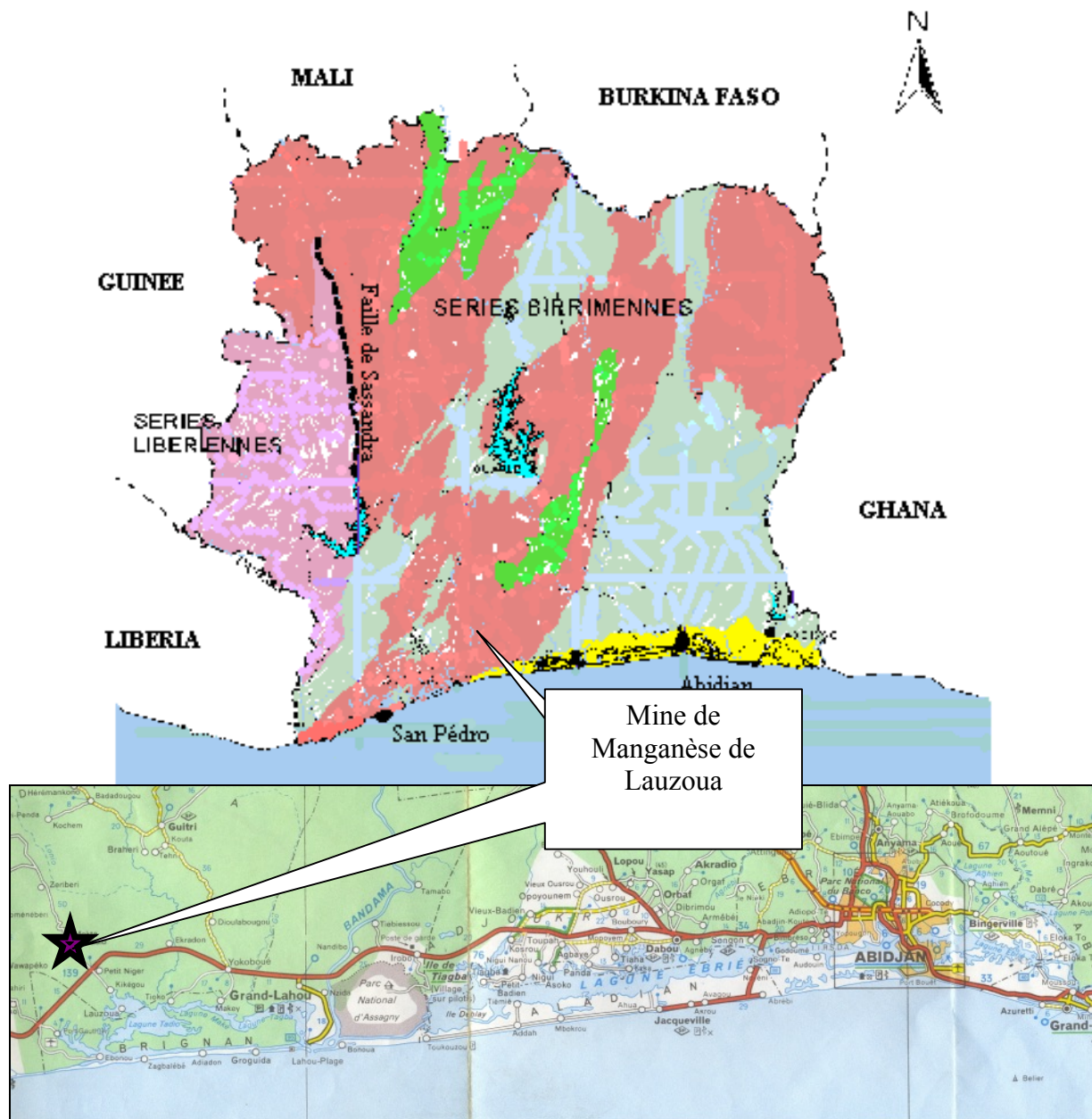
- Exploitation du gisement de manganèse de Lauzoua.
- Audit des titres miniers.
- Révision des procédures d'octroi des titres miniers.
- Règlement des conflits en zones d'exploration ou d'exploitation minières.

Le coût de leur financement est estimé à 8.1 milliards F CFA, dont contribution de l'Etat : 4.6 milliards F CFA, soit 57.3 % et autres contributions : 3.5 milliards F CFA, soit 42.7%.

1. EXPLOITATION DU GISEMENT DE MANGANESE DE LAUZOUA

1.1. PRESENTATION DE LA MINE

Figure 1 : Localisation du site minier de Lauzoua



Le gisement de manganèse de Lauzoua se trouve dans la circonscription de la sous-préfecture de Lauzoua, Département de Guitry. Il est situé à 190 km à l'ouest d'Abidjan et à 7 km au nord de la voie dénommée la Côtère. Il s'étend sur une ligne de crête de 14 km de long, est couvert par le permis de recherche n° 62 d'une superficie de 100 km². On distingue trois (3) types de minéralisation :

- i. le minerai de lentille au sommet des collines (8%),
- ii. le minerai de démantèlement coiffant le minerai de lentille (77%),
- iii. le minerai de cuirasse sur les flancs des collines (15%).

1.2. ACTIVITES ANTERIEURES

De 1955 à 1970 ce gisement a fait l'objet d'exploration et d'exploitation par la compagnie française MOKTA EL HADID.

A partir de 1994, la SODEMI a entrepris un programme de valorisation du gisement comprenant des travaux de certification des réserves superficielles, des essais de commercialisation, une étude de faisabilité suivie d'une phase d'exploitation pilote.

Ce programme a permis d'une part de confirmer les caractéristiques chimiques du manganèse de Lauzoua propres au circuit métallurgique et d'autre part à la SODEMI de s'enrichir de fortes expériences pratiques pour mieux comprendre le gisement et maîtriser les paramètres techniques nécessaires à une exploitation de plus grande envergure. En outre 3 000 m de sondage RC avec des résultats encourageants ont été effectués pour vérifier l'extension en profondeur du gisement.

Fort de cette expérience, la SODEMI a signé en août 2009, un Accord de partenariat avec la compagnie chinoise CGM pour créer une Société d'exploitation dénommée Compagnie Minière du Littoral (CML) dont l'objet est de développer et valoriser le gisement. La répartition du capital de CML est la suivante :

- SODEMI : 51 %
- CGM : 39 %
- Etat : 10 %

Une demande de permis d'exploitation a été introduite en 2010 sur l'ensemble du permis de recherche. Le 23 septembre 2010 le permis d'exploitation n° 36 a été attribué à SODEMI puis transféré à CML le 05 novembre 2010.

Les réserves superficielles certifiées à date sur ce permis s'élèvent à environ 1 400 000 tonnes de produits marchands à 40 % Mn. Cependant conformément à l'Accord de partenariat, CGM devra conduire des travaux d'exploration et de sondages miniers carottés pour accroître les réserves. A cet effet, un nouveau permis de recherche (n°248) a été demandé dans le prolongement du premier. CGM devra aussi réaliser des travaux préliminaires d'exploration pour évaluer le potentiel de ce permis de recherche.

1.3. OBJECTIF

La réouverture de la mine de manganèse de Lauzoua vise à générer des ressources financières pour la SODEMI et aussi pour l'Etat de Côte d'Ivoire.

1.4. PRESENTATION

1.4.1. Description de la situation actuelle

Ce projet d'exploitation qui est en phase de réalisation, porte sur des réserves superficielles exploitables (certifiées) estimées à environ 1 400 000 tonnes de produits marchands grossiers pour une cadence de production de 300 000 tonnes par an.

Toutefois, un programme d'exploration intensif visant à mettre en exergue l'enracinement en profondeur de la minéralisation est prévu. Dans le même ordre, un permis a été sollicité sur la zone d'extension du permis d'exploitation actuel afin d'accroître les réserves et garantir de ce fait, une durée de vie suffisante à ce projet.

1.4.2. Stratégie

La SODEMI envisage la création d'une société de logistique après la mise en évidence de réserves suffisantes pour réduire ainsi la sous-traitance d'exploitation et de transport. Cette société de logistique sera aussi mise à contribution dans le projet d'exploitation du gisement de fer de Monogaga prévue pour 2015.

1.4.3. Activités à réaliser

- Finalisation de l'avenant N°4 relatif aux modalités de remboursement à CGM du crédit fournisseur sur les équipements, et aux travaux d'exploration à mener par CGM sur le permis d'exploitation n° 36, et le permis de recherche n° 248.
- Paiement du droit d'entrée de CGM
- Nomination des représentants de la Côte d'Ivoire au Conseil d'Administration
- Mobilisation et installation du prestataire
- Réunion du Conseil d'Administration
- Début de l'extraction du minerai
- Finalisation de la construction de la mine
- Début de la production

1.4.4. Période d'exécution

La durée de vie initiale de la mine est de 5 ans sur la base des réserves superficielles déjà certifiées. Toutefois, les résultats des futurs programmes d'exploration en profondeur et l'obtention future du permis d'extension permettront un prolongement significatif de la vie de cette mine. La réouverture devra se faire dans un délai de quatre (4) mois.

1.4.5. Coût prévisionnel et Contributions souhaitées

Il s'élève à 8 milliards de francs CFA et permettra la création d'environ cent (100) emplois directs, réparti comme ci-dessous :

- 57 % pour SODEMI, soit 4.6 milliards de francs CFA,
- 43 % pour CGM soit 3.4 milliards de francs CFA.

2. AUDIT DES TITRES MINIERS

L'audit des titres miniers permettra dans de brefs délais d'avoir une bonne lisibilité et une meilleure compréhension du cadastre minier actuel. L'audit des titres miniers se fera en trois (3) étapes :

i. Collecte des données

Cette étape vise à collecter les informations ci-dessous énumérées auprès des sociétés détentrices de titres miniers :

- Copies des actes administratifs et réglementaires (décrets, arrêtés, statuts modifiés, accords ou conventions avec les partenaires et sous-traitants);
- Mode de financement des travaux (fonds collectés en bourse, fonds propres ...);
- Copies des taxes, droits fixes et redevances superficielles payés ;
- Liste du personnel technique et administratif par catégorie d'emploi et par nationalité ;
- Grille salariale pratiquée par catégorie d'emploi et par nationalité (nationaux et expatriés) ;
- Rapports année par année et le rapport général par période de validité ;
- Détail des dépenses effectuées suivant le modèle ci-joint.

i. Confrontation des données

Les informations collectées vont être confrontées avec celles disponibles à la DGMG en vue de vérifier la conformité des actes réglementaires et des engagements pris. Par ailleurs, les opérateurs seront auditionnés pour complément et justification d'informations, et une visite de terrain sera effectuée en vue de vérifier l'effectivité des travaux de terrain et si ceux-ci ont été exécutés à l'intérieur du titre minier.

ii. Rapport d'audit

Au terme des confrontations, un rapport d'audit sera élaboré pour chaque titre minier.

L'audit doit être réalisé dans un délai de deux (2) mois. Le coût est estimé à 75.5 millions F CFA

3. REVISION DE LA PROCEDURE D'OCTROI DES TITRES MINIERES

3.1. CONTEXTE

La lourdeur et la lenteur constatées dans la procédure actuelle d'attribution des titres miniers sont de nature à décourager les investisseurs potentiels du secteur minier. Aussi, conviendrait-il de prendre des mesures urgentes pour corriger les faiblesses et renforcer les points forts.

L'un des objectifs que s'est fixé le Ministère en charge des Mines est d'accroître l'investissement dans l'exploration afin de mettre en exploitation de nouveaux gisements et d'augmenter sensiblement la production. La révision de la procédure d'octroi des titres miniers, actuellement en vigueur et assez complexe, aidera à y parvenir.

3.2. JUSTIFICATION

La Loi minière de 1995 a permis d'attirer l'investissement étranger et de donner une impulsion à l'activité minière. Mais la procédure d'octroi des titres miniers par décret, avec ses multiples étapes énumérées ci après, apparaît comme un frein :

- Enregistrement, vérification et étude des demandes à la Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG) ;
- Convocation de la Commission Minière Interministérielle composée de 14 membres pour examiner les demandes ;
- Préparation des projets de décrets et des rapports de présentation ;
- Transmission aux Ministres en charge des Mines, en charge de l'Environnement, et en charge de l'Economie et des Finances, co-signataires des rapports de présentation ;
- Transmission au Secrétariat Général du Gouvernement pour présentation en Conseil des Ministres ;
- Signature du décret par le Président de la République ;
- Enregistrement au Secrétariat Général du Gouvernement et transmission au Cabinet du Ministre en charge des Mines.

Cette procédure, avec le nombre élevé de décisionnaires, est longue et retarde la délivrance des actes, pénalisant ainsi les investisseurs. Ce qui les amène certains investisseurs à s'orienter vers d'autres horizons.

3.3. OBJECTIF

Le projet a pour objectif de réduire les délais de traitement des demandes d'une part et l'octroi des titres miniers d'autre part en vue d'accroître le niveau des investissements dans le secteur minier.

3.4. PRESENTATION DU PROJET

Le projet consistera à élaborer et à faire adopter une nouvelle procédure d'attribution des titres miniers. Cette procédure nouvelle s'appuiera, entre autres, sur les éléments ci-dessous :

- fixation d'un délai raisonnable pour chacune des étapes de la procédure;

- réduction du nombre des membres de la COMINE ;
- octroi du permis de recherches minières par arrêté du Ministre en charge des Mines ;
- octroi du permis d'exploitation par décret suite à un rapport de présentation en Conseil des Ministres signé du Ministre en charge des Mines.

3.5. UTILITE SOCIO-ECONOMIQUE DU PROJET

La nouvelle procédure, si elle est adoptée, insufflera un nouvel élan à l'activité minière ; ce qui permettra d'accroître le nombre de permis de recherches minières et d'augmenter la probabilité de trouver des gisements, sources d'emplois et de richesses.

3.6. RESULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus au terme des deux (2) mois d'exécution du projet sont les suivants :

- La procédure proposée est adoptée par le Gouvernement ;
- Les textes modificatifs sont signés par le Président de la République.

3.7. COÛT DU PROJET

A déterminer.

3.8. STRUCTURES ENGAGEES

Les structures engagées dans la révision de la procédure d'attribution des titres miniers sont la Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG/DDM et DSRM) et le Cabinet du Ministre des Mines, du Pétrole et de l'Energie.

4. REGLEMENT DES CONFLITS EN ZONES D'EXPLORATION ET D'EXPLOITATION MINIERES

4.1. CONTEXTE

Les zones d'intérêt minier ont toujours connu des soubresauts entre les structures qui exploitent les ressources naturelles et les populations riveraines.

En Côte d'Ivoire, certaines régions apparaissent de plus en plus comme des foyers de tensions entre les opérateurs miniers et les villageois. Afin d'atténuer ces conflits parfois meurtriers, il est urgent d'élaborer une plate forme de collaboration adaptée, consensuelle et durable entre les sociétés minières et les communautés concernées par l'activité minière.

4.2. ORGANISATION DU PROJET

- Identifier les zones de conflit.
- Identifier la nature des conflits : conflits liés au foncier, à la politique, au déficit d'informations et de communication à des revendications d'ordre social, ...
- Mettre sur pieds les différentes délégations.
- Adresser des courriers aux opérateurs, aux structures déconcentrées (DR, DR) et aux autorités administratives.
- Envoyer des missions sur le terrain pour informer, sensibiliser et collecter des informations objet de litiges ou de conflits.
- Rédiger les rapports de missions.
- Effectuer la synthèse des rapports pour cerner tous les facteurs internes et exogènes liés aux conflits.
- Proposer des solutions au niveau national et au niveau local.
- Soumettre les projets de propositions au cabinet.
- Envoyer des missions d'échanges avec les populations sur les ébauches de solutions.
- Effectuer les rapports de missions au cabinet.
- Elaborer un projet de texte relatif à la prévention et au règlement des conflits des sites miniers soumis au cabinet.
- Vulgariser les textes à travers une visite Ministérielle

4.3. DELAI DE REALISATION ET COUT DU PROJET

La durée de lancement du projet est estimée à trois (3) mois. Le coût est estimé à 39.4 MF CFA et couvrira surtout les frais de missions.

CHAPITRE 2 : SECTEUR DES HYDROCARBURES

1. MESURES URGENTES A PRENDRE POUR ASSURER LA DEMANDE EN GAZ NATUREL

L'augmentation de la fourniture du gaz naturel pour alimenter les unités de production thermiques a trois sources :

- i. collecte de la production nationale du Sud-est, via le gazoduc terrestre Abidjan-Assinie ou Gazoduc Est : le programme de développement des blocs gaziers n'a pas encore été approuvé ; le gazoduc n'est pas encore construit.
- ii. collecte de la production sous régionale (Ghana et Nigeria), via l'interconnexion au Gazoduc Ouest Africa (Projet WAPCO) ; le projet n'est pas encore engagé.
- iii. importation de gaz liquéfié qui nécessite une logistique spécialisée en termes de navires, d'unités de reconditionnement ; c'est un projet onéreux (plus de 225 milliards F CFA) avec un délai long de réalisation (plus de 2 ans).

Elles doivent permettre de prendre un positionnement avantageux par rapport à la concurrence et à équilibrer les comptes du secteur. Le coût du financement est estimé à 105 milliards F CFA.

CHAPITRE 3 : SECTEUR DE L'ELECTRICITE

« **Prendre les mesures nécessaires pour augmenter les capacités nationales de production d'énergie afin d'éviter tout risque de délestage** ». Extrait des conclusions et recommandations du séminaire gouvernemental des 5 et 6 juillet 2011.

1. CONTEXTE

1.1. EQUIPEMENTS DE PRODUCTION

Le secteur électrique ivoirien est caractérisé sur le plan de la production, du transport et de la distribution par une absence d'investissement depuis plus d'une décennie, tant au niveau de la maintenance que du renouvellement. La majorité des équipements se trouvent ainsi en situation de vétusté avancée et en limite de capacité. Ce dépassement de capacité des ouvrages de distribution nécessite l'interruption de la fourniture d'électricité afin de ramener les transits et les tensions d'exploitation dans les plages de valeurs admissibles et protéger ainsi les ouvrages et les populations.

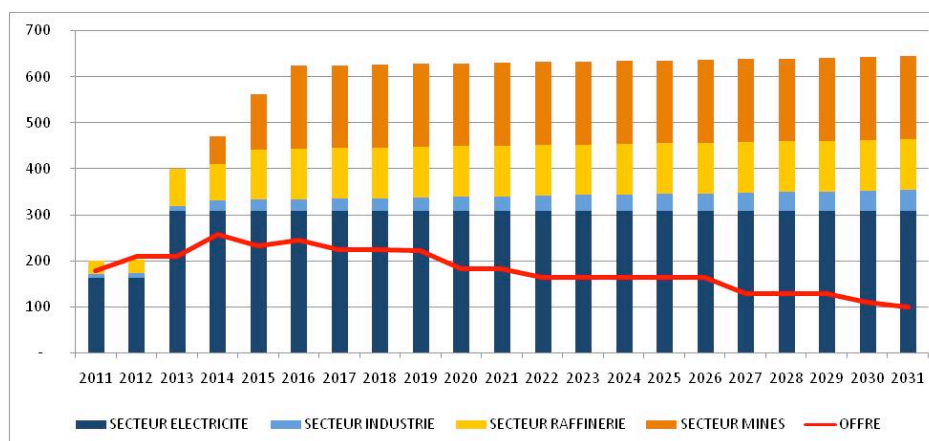
Il n'existe pas de réserve de production pour satisfaire les besoins des périodes de pointe et de sécurité N-1 en cas d'arrêt d'un élément de la production, exposant le système électrique à des risques de délestage massif et profond en cas d'avarie d'un groupe de production de forte capacité.

1.2. FOURNITURE DE GAZ NATUREL

Le gaz naturel est le combustible des turbines thermiques. L'offre locale actuellement ne satisfait que 87% des besoins locaux. Elle est déclinante du fait de l'absence de mise en production de champs additionnels.

Ce déficit va s'accroître dès 2012 et déboucher à partir de 2013 sur l'incapacité de satisfaire les besoins du marché local et en particulier empêcher le plan de relance du secteur minier.

Graphique 1 : Offre vs demande du gaz naturel



1.3. SITUATION FINANCIERE

Le secteur de l'électricité connaît un important déficit financier qui a atteint 120 milliards F CFA en 2010. Il est imputable d'une part à une administration tarifaire inadaptée et d'autre part au renchérissement du prix du combustible. Cette situation devrait continuer de se détériorer, aggravant les tensions de trésorerie des producteurs indépendants (CIPREL, AZITO, AGGREKO) et des opérateurs gaziers (FOXTROT, CNR, AFREN), avec pour conséquences les risques d'arrêt de la fourniture de combustible gazeux et de l'électricité.

2. MOTIVATIONS ET CHOIX DES PROJETS

Les projets ont été choisis pour répondre aux objectifs immédiats suivants:

- ✓ Améliorer l'efficacité énergétique de l'existant
 - Acquisition de cinq (5) transformateurs
 - Programme BOAD de réhabilitation
 - Programme PURE de réhabilitation
- ✓ Baisser les Consommations
 - Pose de cinq (5) millions de Lampes à Basse Consommation (LBC)
 - Economie d'énergie dans les Bâtiments Administratifs
 - Lutte contre les pertes non techniques (fraude, vols, actes de vandalisme)
- ✓ Développer des ouvrages de production
 - Centrale à cycle combiné d'Azito
 - Signature de la Convention SOUBRE (en attendant PPTE)
 - Mettre en œuvre des mesures d'accompagnement Apurement des dettes du Secteur de l'Electricité
 - Baisse du prix du gaz naturel (baisse de 8 à 6 \$US/million pied cube jour)

2.1. AMELIORATION DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE DE L'EXISTANT

2.1.1. Acquisition de 5 transformateurs

Ce projet s'inscrit dans le cadre du renforcement du réseau électrique de Transport – Distribution d'électricité.

Il consiste à approvisionner cinq (5) transformateurs pour faire face aux contraintes d'exploitation c'est-à-dire permettre au réseau électrique ivoirien de supporter les différentes charges de transit, réduire les pertes techniques et assurer une meilleure desserte des populations et la continuité du service.

Il consiste en la fourniture et de la mise en œuvre de trois (3) transformateurs 90/33/16,5 kV de 36 MVA et de deux (2) transformateurs 90/33/16,5 de 24 MVA.

La durée du projet est de dix (10) mois. Le coût du projet est de 4.0 milliards F CFA et est entièrement financé par le privé.

2.1.2. Programme de réhabilitation BOAD

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de l'exploitation du réseau électrique ivoirien et la sécurisation de l'alimentation de la clientèle nationale.

Les objectifs spécifiques du projet sont :

- Réduire le Temps Moyen de Coupure TMC de 15h, soit un gain de 9 GWh en END, valorisé à 4,5 milliards de F CFA par an ;
- Réduire l'Energie Non Distribuée de 10 GWh, soit 5 milliards F CFA par an ;
- Produire par an 140 GWh à partir du groupe n°3 de Vridi et de 35 GWh à partir du groupe n°1 de Taabo, soit au total 175 GWh valorisé à 7,8 milliards F CFA par an.

Les activités sont les suivantes :

- Réhabilitation d'équipements électromécaniques des centrales de Vridi, Taabo, Fayé, Anyamé 1 et Anyame 2 ;
- Construction du poste de transformation 225/90/30 kV de la Djibi ;
- Renforcement du réseau interconnecté par l'acquisition et l'installation de quatorze (14) transformateurs ;
- Renforcement du réseau de distribution de la ville d'Abidjan par la création de quatre (04) départs MT et le renouvellement des rames HTA du poste de Vridi.

La durée du projet est de 36 mois. Le coût du projet est de 29 milliards F CFA et est financé entièrement par la BOAD à travers le prêt sur le Fonds de Développement Energie.

2.1.3. Projet PURE

L'objectif de ce projet est d'améliorer la qualité l'offre d'électricité et la rentabilité financière en secteur de l'électricité à travers les actions suivantes :

- Le remplacement des équipements de distribution obsolètes et /ou surchargés par un matériel de pointe plus efficace ;
- L'extension et reconfiguration du réseau de distribution ;
- La promotion des activités de gestion de la demande.

2.1.4. Composantes

Extension et réhabilitation du réseau de distribution

- a) Extension du réseau de distribution dans l'agglomération d'Abidjan dans le but de raccorder au réseau environ 60 000 nouveaux clients, en particulier dans les zones d'habitation spontanée où les raccordements sont non officiels et dans les quartiers ayant une forte densité de population comme Abobo, Anyama, Bingerville, et Yopougon.
- b) Modernisation et restructuration du réseau de distribution basse-tension dans l'agglomération d'Abidjan, à Gueyo, Soubré, et Yamoussoukro, notamment grâce à

l'installation de nouveaux départs et postes et au remplacement des matériels en mauvais état, vétustes et en surcharge.

- c) Modernisation et restructuration des postes moyenne et haute tension dans l'agglomération d'Abidjan, notamment en remplaçant les matériels en surcharge, tels que les transformateurs et les disjoncteurs, et en installant des condensateurs dans d'autres parties du pays.
- d)
 - i) Fourniture de la logistique permettant de promouvoir la gestion de la demande, notamment par la fourniture et l'installation de lampes fluorescentes compactes ;
 - ii) Fourniture et installation de compteurs et création de centres de services aux clients ;
 - iii) Renforcement des capacités de supervision des travaux dans le secteur, notamment par la fourniture de véhicules à la SOPIE.

Préparation de futurs investissements dans le réseau de transport

- a) Réalisation d'études de faisabilité et de conception ainsi que d'études environnementales et préparation des dossiers d'appel d'offres pour la restructuration et la modernisation du réseau de transport dans l'agglomération d'Abidjan, notamment pour l'extension du poste de Riviera, la construction de postes à Anoumabo, la Djibi et Anani et l'interconnexion des postes de la Djibi et de la Riviera.
- b) Réalisation d'études de faisabilité et de conception ainsi que d'études environnementales et préparation des dossiers d'appel d'offres pour la restructuration et la modernisation du réseau de transport dans les régions de l'est, du nord et de l'ouest, notamment pour la construction d'un poste à Bondoukou, la connexion des régions de Tabou, Tai, et Zagné au réseau de 90kV du Bénéficiaire, et l'interconnexion des postes de Ferkessédougou et de Laboa.

Appui institutionnel et supervision du Projet

- a) Appui institutionnel, notamment :
 - i) fourniture des services de conseil relatifs à la tarification et à l'approvisionnement en gaz ;
 - ii) réalisation d'une évaluation des capacités des ressources humaines dans le secteur, et conception et exécution d'un programme de renforcement des capacités sur cette base ;
 - iii) conception et mise en place d'un cadre institutionnel pour une utilisation rationnelle de l'énergie et la gestion au niveau de la demande ainsi que de programmes pour les particuliers, l'éclairage public et les bâtiments publics, notamment dans le cadre d'opérations pilotes ;

- iv) réalisation de branchements à des tarifs subventionnés aux clients à faible revenu grâce à la constitution d'un fonds de roulement pour le financement desdits branchements ;
 - v) mise à jour du fichier des actifs du secteur, et notamment réalisation d'un inventaire physique, d'une évaluation des coûts et passation des écritures comptables nécessaires à l'inclusion desdits actifs dans le bilan de l'Entité d'Exécution du Projet ;
 - vi) A) réalisation d'une étude tarifaire ; B) pour mettre en place de nouvelles procédures de régulation des tarifs ; et C) réalisation d'une évaluation de l'impact de la tarification de l'électricité sur la pauvreté et au plan social ; et
 - vii) examen et mise à jour des textes juridiques en vue de la réforme institutionnelle du secteur.
- b) Coordination et supervision du Projet et, notamment, application, suivi et évaluation des mesures de sauvegarde environnementale et sociale, réalisation d'audits et activités d'information, d'éducation et de communication.

Le coût du projet est d'environ 24,2 milliards de F CFA et est financé par la Banque mondiale à travers un accord de don. La durée du projet est de 36 mois après la signature de l'accord de don.

2.2. BAISSÉ DES CONSOMMATIONS

2.2.1. Installation de cinq (5) millions de lampes basse consommation en milieu résidentiel

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la maîtrise de la demande nationale d'énergie électrique.

Ses objectifs sont les suivants :

- Réduire la consommation nationale d'énergie électrique;
- Réduire la facture énergétique nationale ;
- Réduire les pertes techniques dues à la saturation de certains ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique ;
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre.

La réalisation du projet nécessitera l'exécution des activités suivantes :

- étude de définition ;
- acquisition de cinq (5) millions de lampes basse consommation ;
- campagne de communication intense pour garantir l'adhésion des cibles au projet
- distribution de quatre (4) lampes par ménage à raison de 300 FCFA/ lampe par des entreprises privées agréées par le projet
- collecte et la destruction des lampes à incandescence ;

La durée d'exécution du projet est de 12 mois. Le cout du projet est de 11 milliards financés par l'Etat de Cote d'Ivoire. Les gains d'énergie à terme sont estimés à 100 MW.

2.2.2. Réduction de la consommation des bâtiments publics

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de l'utilisation finale de l'électricité

Il vise à :

- éliminer la superposition des pointes,
- piloter et à coordonner des charges optimisées en fonction des scenarii d'usage,
- établir la facture électrique journalière et mensuelle pour comparaison avec la facture CIE ;
- superviser et à suivre les performances des bâtiments

Les activités à réaliser sont les suivantes :

- Elaboration du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) pour la réalisation du projet
- Lancement et attribution du marché
- Mise en place de la gestion technique et autonome des bâtiments concernés

Le coût du projet est de un (1) milliard F CFA. Sa durée de réalisation est de 6 mois.

Ce projet qui a donné des résultants encourageants en 2010 tarde à prendre de l'ampleur à cause du retard dans la mise en œuvre du cadre institutionnel.

2.2.3. Eclairage Public Efficace

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de l'efficacité énergétique dans l'éclairage public. Ses objectifs sont :

- Améliorer l'efficacité énergétique de l'éclairage public
- réaliser des économies (d'énergie et financières) sur les coûts d'exploitation
- réduire la production de gaz à effet de serre

Le projet consiste au remplacement des lampes mixtes 160 W et 250 W du parc d'éclairage public ivoirien en lampes Haute Pression (SHP). Ce sont 74 033 foyers EP de type Mixte qui sont concernés :

- Remplacement des lampes mixtes 160 W : Le parc d'éclairage public ivoirien comporte 37 406 lampes mixtes 160 W qui seront remplacées par des lampes SHP 100W ;
- Remplacement des lampes mixtes 250 W : Le parc d'éclairage public ivoirien comporte 36 627 lampes mixtes 250 W qui seront remplacées par des lames SHP 150W.

Les activités à réaliser dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet sont :

- la dépose de la totalité des lampes mixtes (74 033) ;
- le recyclage des anciennes lampes (stockage, destruction, sécurisation environnementale) ;
- la pose de 37 406 lampes SHP 100W ;
- la pose de 36 627 lampes SHP 150W.

Le coût du projet est de 10,8 milliards FCFA financé par l'Etat de Cote d'Ivoire à hauteur de 1,65 Milliard F CFA, soit 15,28 % et par des privés extérieurs à 9,15 milliards F CFA, soit 84,72%. La durée d'exécution de ce projet est de 24 mois.

2.2.4. Lutte contre la fraude, les vols et actes de vandalisme et les occupations anarchiques

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des performances techniques, financières et économiques du secteur électrique. Ses objectifs sont :

- Diffuser les règles de fonctionnement du secteur électrique
- enrayer le phénomène de fraude dans le secteur électrique
- favoriser l'accès à l'électricité des couches sociales démunies
- améliorer le taux de recouvrement des recettes du secteur électricité
- baisser considérablement les pertes non techniques
- améliorer les performances techniques du réseau

Les activités à réaliser dans le cadre de ce projet sont :

- adoption du code de l'énergie,
- mise en place de la brigade de lutte contre la fraude et début des opérations de terrain anti fraude
- annulation des permis et arrêtés municipaux sur des espaces réservés, libération des couloirs électriques, balisage des ouvrages électriques, réduction des cas de fraudes de 70%

La Côte d'Ivoire doit rapidement adopter la loi en cours d'analyse depuis 2010 et réaliser le programme d'actions prévu. La durée d'exécution du projet est de 5 ans. Les gains d'énergie sont estimés à 450 GWh. Le coût global est de 14 milliards F CFA financés à hauteur de 12 milliards F CFA par l'Etat et 2 milliards F CFA par le secteur. Le gain financier induit est estimé à 14 milliards F CFA par an.

2.3. DEVELOPPEMENT DES OUVRAGES DE PRODUCTION

2.3.1. Conversion de la Centrale d'Azito en cycle combiné (Phase 3)

Ce projet s'inscrit dans le cadre du renforcement de la capacité de production d'électricité. Il consiste à installer des chaudières de récupération les turbines à gaz de la centrale existante

afin de réaliser un cycle combiné dont le coût de production est inférieur à celui de l'actuelle centrale à cycle ouvert.

L'objectif est de réduire la consommation en gaz naturel et de réaliser des économies sur le coût du combustible.

Le projet serait réalisé en BOOT par l'actuel Producteur Privé Indépendant (IPP).

Les différentes activités à réaliser les suivantes :

- Faire signer l'avenant N°3 à la Convention Azito ;
- Réaliser toutes les études de faisabilité technique et financière de la centrale à cycle combiné sur le site actuel ;
- Réaliser l'étude de faisabilité de l'évacuation d'énergie.
- Réaliser l'étude d'impact environnemental ;
- Rechercher le financement ;
- Construire la centrale.

La durée de réalisation du projet est de 32 mois et son coût est de 208.5 milliards F CFA entièrement financé par les opérateurs privés.

2.3.2. Construction de l'aménagement hydroélectrique de Soubré

Ce projet s'inscrit dans le cadre du renforcement du parc de production par la construction du barrage hydroélectrique de Soubré. Il vise à augmenter la capacité du parc de production de l'électricité de la Côte d'Ivoire avec une source d'énergie renouvelable et qui a un coût du kilowattheure réduit par rapport au kWh thermique.

Les activités à réaliser sont les suivantes :

- Faire la requête de financement auprès du Gouvernement Chinois ;
- Signature de la requête de financement ;
- Mise en place du financement ;
- Construction et mise en service de l'ouvrage.

La durée d'exécution du projet est de 5 ans. Le coût estimatif du projet est de 305 milliards F CFA pour les ouvrages de génie civil et équipements de l'usine, le réseau de transport d'énergie ainsi que tous les coûts relatifs aux déplacements de population.

2.4. MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

Il s'agit d'aider au rétablissement de la viabilité financière du secteur par l'inscription du déficit au budget de l'Etat, par une révision du prix d'accès du gaz naturel, par un réajustement tarifaire, par l'activation des cinq (5) fonds d'investissements prévus (avenant n°5 CIE), par la captation de tous les fonds bilatéraux, multilatéraux, de l'environnement existant sur le marché international et par l'inscription aux Fonds de développement de l'Energie de la BOAD de 500 milliards FCFA et aux Fonds d'investissement de 2 000 milliards en cours de création à la BOAD.

2.4.1. Apurement des dettes des opérateurs privés

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la situation financière du secteur. L'objectif est d'assurer la continuité de la fourniture de l'électricité et du combustible gazeux au secteur de l'électricité.

Les activités à réaliser sont les suivantes:

- Négociations avec les opérateurs privés pour la réduction des charges du secteur, notamment les opérateurs gazier pour la réduction coût du gaz naturel (plafonnement du prix du gaz) ;
- Prévision de hausse de hausse tarifaire (pour améliorer les ressources du secteur) non réalisée du fait de la crise que le pays a traversée ;
- Réalisation d'une étude tarifaire
- Solliciter l'Etat pour la mise en place d'un mécanisme de fonds revolving chaque trimestre pour le financement d'une partie du déficit du secteur, notamment les factures des IPPs et des producteurs gaziers ;
- Poursuivre les négociations par l'Etat pour le plafonnement de prix du gaz et la réduction des autres charges du secteur ;
- Prévoir un ajustement tarifaire pour améliorer les ressources du secteur.

La période nécessaire pour la réalisation du projet est d'environ douze mois maximum à compter du 1^{er} juillet 2011

Le coût prévisionnel du projet est équivalent à la dette prévisionnelle des IPPs et des opérateurs gaziers par l'application du Pari Passu. Cette dette est estimée à environ 60 milliards de francs CFA pour la fin de l'année 2011.

2.4.2. Baisse du prix du gaz naturel

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la situation financière du secteur. Il vise à assurer la continuité de la fourniture de l'électricité et du combustible gazeux au secteur de l'électricité.

Il s'agit de lancer des discussions entre l'Etat et les opérateurs gaziers afin de renégocier le prix du gaz naturel à la baisse pour contribuer à un retour rapide à l'équilibre financier du secteur de l'électricité. Les propositions de l'Etat sont les suivantes:

- ✓ Foxtrot (Bloc CI-27) : plafonner à 6 \$/MMTU ;
- ✓ AFREN (Bloc CI-11) : fixer le prix du gaz à 1,75 \$/MMBTU ;
- ✓ CNR (Blocs CI-26 et CI-40) : fixer le prix du gaz à 1,30 \$/MMBTU.

Les discussions devront durer 4 mois et aboutir à la signature avec les opérateurs de nouveaux contrats dont l'application sera effective dès janvier 2012.

2.4.3. Autres mesures d'accompagnement

Ces projets doivent être suivis de mesures d'accompagnement concernant la mise en œuvre immédiate du plan de formation des ressources humaines.

ANNEXES 1: RÉSUMÉS

Tableau 1 : Projets d'urgence des Mines et de la Géologie

NO	AXES	ACTIONS	JUSTIFICATION	DUREE (MOIS)	COUTS (MILLIONS F CFA)		
					CUMUL	ETAT CI	AUTRES
1	Augmenter la production	Relancer mise en exploitation mine manganèse Lauzoua	Contribuer à l’amélioration des ressources financières de la SODEMI et de la CI	4	8 000.0	4 500.0	3 500.0
2	Mesures d’accompagnement	Terminer audits de 30 permis délivrés	Améliorer la gouvernance	2	75.5	75.5	-
		Réviser procédures d’attribution des permis	Assurer une gestion transparente et optimale des ressources minières : amener les opérateurs à être en adéquation avec leurs programmes prédéfinis ; éviter le gel des permis ; accroître le volume des travaux d’exploration	2	A/D	A/D	A/D
		Régler problèmes entre opérateurs et certaines populations locales	Créer un environnement propice au développement de l’activité minière et pérenniser ainsi l’investissement	3	39.4	39.4	-
		Cumul mesures d’accompagnement			114.9	114.9	
		Cumul projets d’urgence				8 190.4	4 690.4
				%		57.3	42.7

A/D : A Déterminer

Tableau 2 : Projets d'urgence des Hydrocarbures

N°	AXES	ACTIONS	JUSTIFICATION	DUREE (MOIS)	COUTS (MILLIONS F CFA)		
					CUMUL	ETAT CI	AUTRES
1	Pétrole brut & Gaz naturel	Réaliser 2-3 forages	Sécuriser l’approvisionnement du marché national en gaz naturel et augmenter la production de pétrole brut	A/D	A/D	A/D	A/D
		Réaliser distribution de gaz porté : 1ère phase	Développer le réseau de distribution du gaz naturel par l’utilisation du gaz porté national	8	5 000.0	5 000.0	-
2	Compétitivité	Lancer étude logistique hinterland	Favoriser une meilleure distribution des produits pétroliers vers l’hinterland	12	10 800.0	A/D	A/D
		Lancer étude Terminal : 1ère phase	Faire de la Côte d’Ivoire le centre d’approvisionnement en produits raffinés de la sous région (le Hub d’Afrique Occidentale et Centrale)	12	7 100.0	-	7 100.0
		Gaz Butane : Contracter directement avec producteur	Sécuriser l’approvisionnement à moindre coût du marché national	6	A/D	A/D	A/D
3	Sécurité communautaire	Lancer étude zone portuaire	Sécuriser les infrastructures logistiques pétrolières et portuaires de la zone industrielle de Vridi	12	700.0	A/D	A/D
4	Mesures accompagnement	Développer programme apurement dette SIR	Limiter les difficultés dans le financement de l’approvisionnement de la raffinerie en pétrole brut.	12	92 300.0	92 300.0	-
		Proposer réorganisation secteur distribution		12	A/D	A/D	-
		Proposer révision cadre institutionnel, codes douanier & investissements	rehausser les revenus pétroliers de l’Etat de Côte d’Ivoire ; accroître la transparence dans le secteur des hydrocarbures ; améliorer les capacités de gestion et d’administration du secteur des hydrocarbures	6	600.0	600.0	-
Cumuls					105 000.0	97 900.0	7 100.0
				%		93.2	6.8

A/D : A Déterminer

Tableau 3 : Projets d'urgence de l'Electricité classique

N°	AXES	ACTIONS	JUSTIFICATION	DUREE (MOIS)	COUTS (MILLIONS F CFA)			
					CUMUL	ETATCI	AUTRES	
1	Améliorer l'efficacité énergétique de l'existant	Acquérir 5 transformateurs 90 / 33 / 16,5 kV (3x36 MVA et 2x24 MVA)	Renforcer le réseau électrique de transport et de distribution pour non seulement réduire les pertes techniques mais également permettre au réseau électrique ivoirien de supporter les différentes charges de transit.	10	4 000	-	4 000	
		Effectuer la réhabilitation de l'existant (Projets BOAD + PURE)		12-36	53 200	4 100	49 100	
2	Baisser les Consommations	Remplacer cinq (5) lampes à incandescence par leur équivalent en Lampes Basse Consommation chez un (1) million d'abonnés domestiques, soit cinq (5) millions de LBC	Réduire la consommation nationale d'au moins 100 MW et éviter ainsi des délestages.	24	11 000	10 500	500	
		Réduire la consommation dans les bâtiments publics	Améliorer la maîtrise de la consommation	6-60	2 300	1 380	920	
		Améliorer efficacité Eclairage Pubic		12-24	11 800	1 782	10 018	
		Légiférer dans le cadre de la lutte c/pertes non techniques (vols, fraudes, ...)	Lutter contre les pertes indues	20	2 800	1 400	1 400	
3	Développer des ouvrages de production	Réaliser le cycle combiné de Azito	Accroitre en urgence l'offre d'énergie électrique pour assurer la sécurité d'approvisionnement	50	208 500	-	208 500	
		Négocier et signer une convention de concession pour la réalisation en urgence d'une nouvelle centrale thermique de 150 MW en cycle combiné		36	125 000	-	125 000	
		Aménagement hydroélectrique de Soubré (270 MW) : Adresser la requête pour le financement complémentaire	La requête de financement doit se faire maintenant afin que ce barrage soit opérationnel en 2016. Sa réalisation permettra d'accroitre la capacité du parc de production de l'électricité afin de satisfaire la demande d'électricité à l'horizon 2016-2017. Elle permettra aussi de rééquilibrer le mix énergétique avec l'hydroélectricité pour faire baisser les coûts de production de l'électricité.	2	A/D	A/D	A/D	
4	Prendre des mesures d'accompagnement	Proposer des mécanismes et un programme d'apurement des dettes du secteur	Réduire la tension de trésorerie des IPPs (CIPREL, AZITO, AGGREKO) et des opérateurs gaziers (FOXTROT, CNR, AFREN), offrant ainsi la garantie de la continuité de la fourniture de l'électricité et du combustible gazeux au secteur de l'électricité.	4-36	60 000	60 000	-	
		Entamer les discussions pour baisser le prix gaz naturel et de manière plus générale pour baisser les coûts d'exploitation	Baisser les coûts à la consommation	6	A/D	A/D	A/D	
		Engager le processus des formations prioritaires	Assurer la relève et améliorer la productivité	6-50	A/D	A/D	A/D	
		Restructurer les administrations	Baisser les coûts de gestion et augmenter la productivité des structures	6-12	A/D	A/D	A/D	
Cumuls					478 600	79 162	399 518	
					%		16.5	83.5

A/D : A Déterminer

Tableaux 4 : Evaluation des composantes du projet BOAD

Sous-composantes	Coûts	
	Millions F CFA	Millions dollars
Sous-composante 1.1		
Extension du réseau de distribution dans les zones actuellement raccordées (Abobo, Anyama, Yopougon, Bingerville)	2 520	5,0
Extension du réseau de distribution dans les nouvelles zones de peuplement où existe un service non officiel	1 980	4,0
Total 1.1	4 500	9,0
Sous-composante 1.2		
Reconfiguration du réseau MT d'Abidjan, Yamoussoukro, Soubré et Gueyo	4 950	9,0
Renforcement du réseau MT/BT d'Abidjan	4 500	9,9
Total 1.2	9 450	18,9
Sous-composante 1.3		
Remplacement de six transformateurs HT/MT dans les stations secondaires d'Abobo, Bia-Sud et Yopougon	2 160	4,3
Fourniture et installation de condensateurs dans les stations secondaires HT d'Attakro, Agnibilekro et Abengourou	900	1,8
Remplacement de 15 coupe-circuits de départ dans les stations secondaires d'Abidjan	540	1,1
Total 1.3	3 600	7,2
Sous-composante 1.4		
Compteurs et centre d'assistance à la clientèle	11 25	2,25
Véhicule pour la supervision du projet	120	0,24
Fourniture et installation d'ampoules compactes et fluorescentes (ACF)	500	1,0
Total 1.4	1 745	3,5
Total Composante 1 (divers et imprévus non compris)	19 295	38,6

Composante 2 : Activités préparant aux investissements dans le futur réseau de transport

Sous-composantes	Coûts	
	Millions F CFA	Millions dollars
Sous-composante 2.1		
Études préparatoires pour l'extension et le renforcement du réseau HT de la région du Grand Abidjan	450	0,9
Total 2.1	450	0,9
Sous-composante 2.2		
Études préparatoires pour une ligne de 90 kV Agnibilekrou-Bondoukou-Serebou	270	0,5
Études préparatoires pour le raccordement de Zagna-Tai-Tabou au réseau national d'électricité de 90 kV	122	0,24
Études préparatoires pour une ligne de 225 kV Laboa-Ferkessedougou	1 000	2,0
Total 2.2	1 392	2,8
Total Composante 2 (divers et imprévus non compris)	1 842	3,7

Composante 3 : Supervision du projet et appui institutionnel

Sous-composantes	Coûts	
	Millions F CFA	Millions dollars
Sous-composante 3.1		
Services d'experts-conseils pour l'évaluation précoce de l'exécution et les cadres de la politique de rétablissement	9	0,02
Services consultatifs pour la passation des marchés	30	0,06
Services d'experts-conseils pour l'adaptation du Manuel d'exécution des projets	7,5	0,02
Logiciel de gestion du projet pour la SOGEPE	15	0,03
Services en matière de supervision technique pour la SOPIE	120	0,24
Supervision et mise en service par la CIE	180	0,36
Vérificateur externe des comptes	25	0,05
Total 3.1	386,5	0,77
Sous-composante 3.2		
Services d'experts-conseils en matière de fixation du prix du gaz et de passation de marché	40	0,08
Programme pour l'évaluation et le renforcement des capacités des RH	350	0,70
Programme pour l'efficacité énergétique et la gestion de la demande	100	0,20
Fonds renouvelable pour le raccordement des clients	1 500	3,00
Assistance à la SOGEPE pour l'évaluation des actifs et l'élaboration du bilan	270	0,54
Étude tarifaire et Étude d'impact sur les conditions de vie et la pauvreté	350	0,70
Conseiller juridique pour les réformes institutionnelles	50	0,10
Total 3.2	2 660	5,32
Total Composante 3 (divers et imprévus non compris)	3 047	6,1

Coûts hors taxes et droits ; 1 dollar = 500 F CFA

ANNEXES 2 : PLANNINGS D'EXECUTION

Tableaux 5 : Secteur : Mines et Géologie

Audit des titres miniers

OBJECTIFS	ACTIONS	CHRONOGRAMME D'EXECUTION Délai d'exécution : 4 quinzaines, soit 2 mois				COÛTS (Millions F CFA)
		1 ^{ère} Quinzaine	2 ^{ème} Quinzaine	3 ^{ème} Quinzaine	4 ^{ème} Quinzaine	
Amener les opérateurs à exécuter les programmes soumis à l'administration afin d'accroître le volume des travaux d'exploration et éviter le gel des permis	Collecter les données sur le terrain					75.5
	Confronter les données de terrain et celles des compagnies					
	Rédiger un rapport d'audit					

Révision de la procédure d'octroi des titres miniers

OBJECTIFS	ACTIONS	CHRONOGRAMME D'EXECUTION Délai d'exécution : 8 semaines, soit 2 mois								COÛTS (Millions F CFA)
		S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	
Réduire les délais de traitement des demandes, d'octroi des titres miniers d'une part et d'autre part d'accroître le niveau des investissements dans le secteur minier	Elaborer la nouvelle procédure de traitement des demandes de titres									A/D
	Adopter la nouvelle procédure à la DGMG									
	Soumettre la nouvelle procédure à l'approbation du Cabinet et du Gouvernement									
	Soumettre le projet à la signature du Président de la République									
	Rendre disponible l'acte final modifiant la procédure									

A/D : à déterminer

Règlement des conflits en zone d'exploration et d'exploitation minières

OBJECTIFS	ACTIONS	CHRONOGRAMME D'EXECUTION												COÛTS (Millions F CFA)
		Délai d'exécution : 12 semaines, soit 3 mois												
		S 1	S 2	S 3	S 4	S 5	S 6	S 7	S 8	S 9	S 10	S 11	S 12	
Créer un environnement propice au développement de l'activité minière et pérenniser ainsi l'investissement	Nommer les membres de la délégation													39.4
	Organiser les missions d'information et de sensibilisation													
	Conduire une étude d'identification des sources de conflits													
	Définir une clé de dédommagement, rationaliser et harmoniser l'aide aux communautés													
	Porter l'information aux populations													

Exploitation du gisement de manganèse de Lauzoua

OBJECTIFS	ACTIONS	CHRONOGRAMME D'EXECUTION Délai d'exécution : 5 mois					COÛTS (Millions F CFA)
		M 1	M 2	M 3	M 4	M 5	
Rouvrir la mine de manganèse de Lauzoua afin de générer des ressources financières pour la SODEMI et pour l'Etat de Côte d'Ivoire	Finaliser l'avenant n°4 relatif aux modalités de remboursement aux travaux d'exploration sur les permis n°36 et 248						8 000
	<div><div>▪</div>Percevoir les droits d'entrée de CGM</div> <div><div>▪</div>Nommer les représentants au Conseil d'administration</div>						
	Mobiliser et installer le prestataire						
	Réunir le Conseil d'Administration						
	Commencer l'extraction du minerai						
	Finaliser la construction de la mine						
	Débuter la production						

TABLEAUX 6 : SECTEUR : ELECTRICITE

TYPE DE PROJET : REHABILITATION

Approvisionnement de 5 transformateurs

Objectifs	Actions	Mois	Chronogramme d'exécution : 10 mois après l'attribution du marché									
			Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6	Mois 7	Mois 8	Mois 9	Mois 10
Améliorer l'efficacité énergétique de l'existant	Fourniture et installation des 5 transformateurs	10										
	- Bon de commande de la CIE	10 j										
	- Process de fabrication des 5 transformateurs	10j										
	- Confirmation et évaluation des garanties	5j										
	- Fabrication et réception en usine	6										
	- Transport sur Abidjan											
	- Montage et réception sur site											

Projet PURE

Objectif	Composantes	MOIS	Chronogramme d'exécution : 36 mois après la mise en vigueur du don												
			1	5	6	7	8	9	19	20	21	22	23	24	36
Améliorer l'efficacité énergétique de l'existant	Appuis institutionnels (C1)	19													
	Etudes pour futurs travaux (C2)	16													
	Extension et réhabilitation de réseau (C3)	28													

Projet BOAD

Actions	Chronogramme d'exécution : 31 mois après la mise en vigueur du prêt																												
	Mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	20	21	22	30	31						
Signature de l'accord de prêt																													
Réhabilitation de la TAG 3 de Vrdi	20																												
▪ Etude	2																												
▪ Processus d'appel d'offres	6																												
▪ Fournit., trvx et M. en service	12																												
Révision Alternateur gpe 1 Taabo	12																												
▪ Etude	2																												
▪ Processus d'appel d'offres	4																												
▪ Fournit., trvx et M. en service	6																												
Réparation système dénoyage de Taabo	14																												
▪ Etude	2																												
▪ Processus d'appel d'offres	6																												
▪ Fournit., trvx et M. en service	6																												
Réparation parement amont Fayé	14																												
▪ Etude	2																												
▪ Processus d'appel d'offres	4																												
▪ Fournit., trvx et M. en service	8																												
Renouvellement systèmes de supervision Ayamé 1 & 2	16																												
▪ Etude	2																												
▪ Processus d'appel d'offres	6																												
▪ Fournit., trvx et M. en service	8																												
Construction du poste de la Djibi	30																												
▪ Etude	4																												
▪ Processus d'appel d'offres	6																												
▪ Fournit., trvx et M. en service	20																												
Renforcement des postes HTB/HTA	22																												
▪ Etude	2																												
▪ Processus d'appel d'offres	6																												
▪ Fournit., trvx et M. en service	14																												
Renforcement des postes HTA	20																												
▪ Etude	2																												
▪ Processus d'appel d'offres	6																												
▪ Fournit., trvx et M. en service	12																												
Mesures environnementales et sociales	31																												
▪ Ingénieurs Conseils	30																												
▪ Processus d'appel d'offres	4																												
▪ Prestations	26																												
Audits technique et financier	1																												

TYPE DE PROJET : BAISSÉ DE LA CONSOMMATION

Projet : Distribution de 5 millions Lampes Basse Consommation (LBC)

ACTIVITES	Année 1				Année 1				Durée (mois)	Coûts (Millions F CFA)
	Trim. 1	Trim. 2	Trim. 3	Trim. 4	Trim. 1	Trim. 2	Trim. 3	Trim. 4		
Préliminaires										
Etude préliminaire (enquête de référence)									3	25
Etude de définition									3	25
<i>Total</i>										50
Aspects administratifs										
Bouclage financier du projet									2	
Communication									24	500
<i>Total</i>										500
Aspects techniques										
Acquisition des lampes basse consommation									5	7 000
Processus MDP									12	250
Distribution									6	2 000
Traitement des LBC en fin de vie									3	400
Collecte et destruction des lampes usagées									6	200
<i>Total</i>										9 850
Contrôles										
Suivi-évaluation									18	100
Gestion du projet									24	250
<i>Total</i>										350
Coûts (MF CFA)										
Base										10 750
Divers & Imprévus										250
<i>Coût total Projet</i>										11 000

Economie d'énergie dans les bâtiments publics

Actions	Activités	S1	S3	S4	S5	S6	S9	S14	S15	S16	S18	S 19	S28
Préparation du projet	Définition du champ de l'étude												
	Collecte d'informations et de données												
	Rapport et analyse des données												
Contractualisation et déploiement du système	Elaboration et signature du contrat												
	Prise en charge des installations et/ou déploiement de la technologie GTB												
	Acquisition des équipements												
	Ingénierie												
	Installation des équipements												
Suivi et garantie de la performance dans la durée	Mise en œuvre des procédures de mesure												
	Mise en place et suivi du plan de maintenance et/ou d'exploitation prévu												
	Supervision et analyse des résultats												

Lutte contre la fraude, vols et actes de vandalisme et occupations anarchiques

Actions	Activités	S1	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S12	S13	S16	S7	S20	Coûts Millions F CFA
Renforcement du programme d'éducation civique et morale	Atelier d'information et d'intégration des contenus relatifs à l'énergie dans les curricula de l'Education aux Droits de l'Homme et de la Citoyenneté (EDHC)													40
	Atelier d'écriture des modules de formation, des protocoles d'expérimentation et finalisation des supports pédagogiques													
Information et sensibilisation des populations	Elaboration du plan de communication													35
	Recherche de financement													
	Exécution du plan de communication													
Adoption d'un code de l'électricité	Elaboration du code de l'électricité													75
	Atelier d'adoption du code de l'électricité													
Création d'une brigade de lutte contre la fraude, les vols, actes de vandalisme et occupations anarchiques	Elaboration du texte réglementaire régissant le fonctionnement de la brigade et sa composition													40
	Adoption du texte réglementaire régissant le fonctionnement de la brigade													
Alimentation électrique des quartiers précaires et péri urbains	Mission de Benchmarking et adoption de la solution													94
	Etude de faisabilité du projet													
	Etude d'impact environnemental et social													
Participation a l'approbation des plans de lotissement	Démarches administratives pour l'intégration dans la commission mixte chargée de l'approbation des plans de lotissement													20
	Contrôle des décisions de la Commission sur le terrain													

TYPE DE PROJET : AUGMENTATION DE LA PRODUCTION

Objectif : Développer des ouvrages de production

Conversion de la Centrale d'Azito en cycle combiné (Phase 3)

Actions	Chronogramme d'exécution : 26 mois après la mise en vigueur du prêt															
	Mois	1	2	3	4	5	6	13	14	15	22	23	24	25	26	
Contrats	2															
Génie civil	5															
Turbine à gaz	13															
Turbine à vapeur	22															
Chaudières	22															
Electricité																
Mise en service	2															

Construction de l'aménagement hydroélectrique de Soubré

Actions	Chronogramme d'exécution : 2 mois					
	Mois 1				Mois 2	
	S1	S2	S3	S4	S5	S6
Elaboration du projet de requête par la DGE (MMPE)						
Transmission du Projet de requête par la DGE au MMPE						
Transmission du Projet de requête par le MMPE au MEF						
Signature de la requête par le MEF						
Transmission de la requête signée à Exim-Bank Chine						

TYPE DE PROJET : MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

Apurement des dettes des opérateurs privés et Baisse du prix du gaz naturel

Objectif	Action	Mois 1				Mois 2				Mois 3				Mois 4 ...
		S 1	S 2	S 3	S 4	S 5	S 6	S 7	S 8	S 9	S 10	S 11	S 12	S13
Améliorer la situation financière du secteur de l'électricité	Rencontre avec les opérateurs privés													
	Finalisation des négociations													
	Signatures des accords													
	Application des accords													